l'université nantes angers le mans
PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UNIVERSITÉ DE NANTES

Thèse de Doctorat

Christophe BATARDY

Mémoire présenté en vue de l'obtention
du grade de Docteur de L'Université de Nantes
Sous le label de l'Université Nantes Angers Le Mans

Discipline : Histoire
Laboratoire :Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique (CRHIA)

Soutenue le 6 décembre 2016

École doctorale : Sociétés, Cultures, Échanges (ED 496)

Thèse N°

Le *Programme commun de gouvernement*

Pour une histoire programmatique du politique (1972-1977)

Tome 1 : synthèse

JURY

Rapporteurs :	**LAZAR Marc,** Professeur des Universités, Institut d'études politiques de Paris. **VIGREUX Jean,** Professeur des Universités, Université de Dijon.
Examinateurs :	**CATALA Michel,** Professeur des Universités, Université de Nantes. **JOLY Bertrand,** Professeur des Universités, Université de Nantes.
Directeur de Thèse :	**JALABERT Laurent,** Professeur des Universités, Université de Pau et des pays de l'Adour.
Président du Jury :	**CATALA Michel,** Professeur des Universités, Université de Nantes.

Mémoire présenté en vue de l'obtention
du grade de Docteur de L'Université de Nantes
Sous le label de l'Université Nantes Angers Le Mans

Discipline : Histoire
Laboratoire :Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique (CRHIA)

Thèse soutenue le 6 décembre 2016

École doctorale : Sociétés, Cultures, Échanges (ED 496)

Le *Programme commun de gouvernement*

Pour une histoire programmatique du politique (1972-1977)

CHRISTOPHE BATARDY

JURY

Rapporteurs :	**LAZAR MARC,** Professeur des Universités, Institut d'études politiques de Paris. **VIGREUX JEAN,** Professeur des Universités, Université de Dijon.
Examinateurs :	**CATALA Michel,** Professeur des Universités, Université de Nantes. **JOLY Bertrand,** Professeur des Universités, Université de Nantes.
Directeur de Thèse :	**JALABERT Laurent,** Professeur des Universités, Université de Pau et des pays de l'Adour.
Président du Jury :	**CATALA Michel,** Professeur des Universités, Université de Nantes.

Pour Isabelle,
Hugo, Johanna,
Simon.

Remerciements

Si la réalisation d'une thèse est un travail solitaire, c'est grâce à un environnement scientifique qu'il est possible de le faire aboutir. Je tiens donc, en premier lieu, à remercier mon directeur de thèse, Laurent Jalabert, qui m'a accordé sa confiance durant ces longues années, aiguillant mes questionnements, suggérant des pistes, me permettant de participer à des colloques et ainsi, de tester mes hypothèses de travail.

Que les membres du jury soient également chaleureusement remerciés d'avoir bien voulu accepter d'apporter leur regard critique et pour certains, d'être venus jusqu'à Nantes en discuter.

Aucune recherche historique n'est possible sans l'aide des archivistes. Les conseils prodigués à la Fondation Jean Jaurès comme aux archives départementales de Seine-Saint-Denis, m'ont été précieux. Un grand merci à toute l'équipe du Centre d'Histoire du Travail (CHT) de Nantes qui m'a permis un accès aisé à la documentation et dont la disponibilité et la bonne humeur ont joué un rôle important.

Ce travail ne serait rien sans les nombreux entretiens conduits avec des acteurs politiques de l'époque qui ont bien voulu me faire part de leurs précieux souvenirs, m'accordant toujours plus de temps que ce qui était prévu initialement. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

J'adresse toute ma reconnaissance à ceux qui ont accepté de bien voulu relire cette thèse au cours des dernières semaines et me faire bénéficier de leur compétence d'historien, de militant, ou tout simplement de lecteur scrupuleux. Que mon père, Yannick Drouet (CHT), Robert Hirsch, Claire, Ludivine, Stéphane et surtout Jean-François soient ici chaleureusement remerciés.

Ce travail n'aurait pas été achevé sans la patience d'Isabelle à qui est aussi dédié ce travail, ni sans l'attention à la fois complice et critique de mes enfants et surtout, le temps qu'ils m'ont accordé. Que ce don inestimable soit ici considéré comme l'appui le plus précieux qui m'ait été apporté.

Merci également à la famille et aux amis qui m'ont accompagné de leurs encouragements.

Et enfin ce travail est dédié à tous ceux qui ont bien voulu m'écouter patiemment dans la rue ou dans un train lorsque je leur parlais de Georges, François, Robert… et des autres[1].

1 *Vincent, François, Paul... et les autres,* Claude Sautet, 1974.

« Celui qui sera le plus fidèle, le plus unitaire, celui-là gagnera. »

Georges Marchais, Comité central (CC) 29 juin 1972.

« Une question se pose, me semble-t-il, c'est celle de la méthode la meilleure pour faire connaître, approuver et prendre en mains le Programme commun dans les plus larges masses et dans l'esprit voulu. Deux formules sont théoriquement concevables: soit une édition et une diffusion communes, soit une édition faite par chaque parti et une émulation dans la diffusion. Je veux dire qu'en ce qui me concerne, ma préférence va nettement à la deuxième formule, c'est-à-dire celle d'une édition indépendante, qui suppose seulement que nous nous mettions d'accord avec le Parti socialiste à ce sujet. Car nous avons un programme commun, mais tout montre que nos deux partis n'ont pas du tout la même conception de la signification et de l'importance de ce programme commun. Comment, pour prendre un exemple concret, pourrions-nous imaginer une édition du Programme commun qui serait successivement présentée par François Mitterrand et par Georges Marchais, en deux préfaces dont il est bien clair qu'elles donneraient des appréciations profondément différentes de la nature et de la portée de ce programme ? »

Lucien Sève, CC des 28 et 29 juin 1972.

« Comment pourrions nous envisager le succès du Programme commun de gouvernement si les partis qui le défendent ne se renforçaient pas les uns et les autres. Le renforcement du PS sur la base de sa politique actuelle est une perspective souhaitable. Mais ce qui serait grave, c'est que ce renforcement se fasse à notre détriment, que notre parti ne se renforce pas lui-même suffisamment et se trouve de la sorte réduit à un rôle de force d'appoint. Mais ce risque peut être écarté. »

Georges Marchais, CC des 11 et 12 juin 1974.

« J'attends beaucoup du Programme commun, scolarité gratuite pour mes enfants, des bourses adéquates, la médecine gratuite, du travail pour tous ceux qui veulent travailler et avoir une voiture pour vivre enfin. »

Témoignage : *Cahiers de la misère et de l'espoir*, Seine-et-Marne, Souppes-sur-Loing, janvier 1977.

« Il s'est établi dans la vie politique française, une mode heureuse : elle a été lancée par Mendès France. C'est la notion de calendrier. C'est entré dans nos mœurs, on prend à témoin le peuple. Mais de là à vouloir tout écrire de sorte que tout soit prévu, que l'événement ne compte plus, c'est avoir peu confiance en soi même. On avancera peu à peu, il y aura un mouvement dialectique, thèse, antithèse, pas toujours synthèse. C'est ça l'action. C'est assez pour pouvoir gouverner ensemble. »

François Mitterrand, rencontre au sommet, 22 septembre 1977.

« Quand j'ai entendu François Mitterrand refuser de s'engager sur l'existence d'une Défense nationale indépendante, j'ai dit à ma femme "François Mitterrand a décidé d'abandonner le *Programme commun* de la gauche. Fais les valises on rentre à Paris". »

Georges Marchais, *Cartes sur Table*, 21 janvier 1980.

Abréviations et sigles

- AD : Archives départementales

- AN : Archives nationales

- BE : Bureau exécutif (PS)

- BP : Bureau politique (PCF)

- FJJ : Fondation Jean Jaurès

- CC : Comité central (PCF)

- CD : Centre démocrate

- CED : Communauté européenne de défense

- CEE : Communauté économique européenne

- CERES : Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste

- CES : Conseil économique et social

- CFDT : Confédération française démocratique du travail

- CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens

- CGT : Confédération générale du travail

- CGT-FO : Confédération générale du travail-Force ouvrière

- CHSP : Centre d'histoire de sciences politiques

- CHT : Centre d'histoire du travail (Nantes).

- CIR : Convention des institutions républicaines

- CME : Capitalisme monopoliste d'État

- CNPF : Conseil national du patronat français

- CNR : Conseil national de la Résistance

- ENA : École nationale d'administration

- ERIS : Études, recherches et informations socialistes (Jean Poperen)

- FEN : Fédération de l'éducation nationale

- FJJ : Fédération Jean Jaurès

- FGDS : Fédération de la gauche démocrate et socialiste

- GAM : Groupe d'action municipale

- GEARS : Groupe d'études et d'action radical socialiste

- INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

- LCR : Ligue communiste révolutionnaire

- LDH : Ligue des droits de l'homme

- LO : Lutte ouvrière

- MRG : Mouvement des radicaux de gauche

- MRP : Mouvement républicain populaire

- NPS : Nouveau parti socialiste

- OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

- ORTF : Office de radiodiffusion-télévision française

- OURS : Office universitaire de recherche socialiste

- PCF : Parti communiste français

- PCP : Parti communiste portugais

- PCUS : Parti communiste d'union soviétique

- PDS : Parti de la démocratie socialiste (Emile Muller)

- PS : Parti socialiste

- PSP : Parti socialiste portugais

- PSA : Parti socialiste autonome

- PSU : Parti socialiste unifié

- RG : Renseignements généraux

- RPR : Rassemblement pour la République

- SFIO : Section française de l'internationale ouvrière

- SGEN-CFDT : Syndicat général de l'Éducation nationale

- SNI : Syndicat national des instituteurs

- SNES : Syndicat national de l'enseignement secondaire

- UCRG : Union des clubs pour le regroupement de la gauche

- UDF : Union pour la démocratie française

- UEC : Union des étudiants communistes

- UDR : Union pour la défense de la République

- UDSR : Union démocratique et socialiste de la Résistance

- UGCS : Union des groupes et clubs socialistes

- UGDS : Union de la gauche démocrate et socialiste (Parlement)

- UNR : Union pour la nouvelle République

Table des matières

Remerciements.....5

Abréviations et sigles.....9

Table des Annexes.....19

Introduction générale.....21

Bilan historiographique.....29

Les sources utilisées.....35

1) Les archives partisanes.....35

2) Les enquêtes d'opinion et les sondages.....38

3) Les fonds publics.....38

4) Les médias.....39

5) Les entretiens.....40

PREMIÈRE PARTIE.....43

De l'alliance électorale à l'alliance programmatique ou la mise entre parenthèses du débat idéologique.....43

Introduction de la première partie.....44

I - La Genèse du Programme commun de gouvernement.....45

A) Alliance électorale et premiers accords programmatiques : 1962-1968.....46

1) Les prémices : 1962-1966.....46

Des élections législatives de 1962 à l'élection présidentielle de 1965.....47

L'élection présidentielle de 1965.....52

Le programme de la FGDS en 1966.....55

Le Communiqué commun FGDS-PCF de décembre 1966.....56

2) Les élections législatives de 1967.....58
3) La Déclaration commune FGDS-PCF du 24 février 1968.....62
B) De mai 1968 à juin 1971 : la recomposition socialiste et la mise entre parenthèses d'un programme commun.....67
1) 1968.....67
La Tchécoslovaquie.....70
Le Manifeste de Champigny.....72
2) L'élection présidentielle de 1969.....74
3) L'Unité socialiste et la question d'un programme commun.....75
La création du.....75
Parti Socialiste (NPS).....75
Le Bilan des conversations de décembre 1970.....78
Les élections municipales de 1971.....80
Le congrès d'Épinay.....82
C) 1971-1972 : le programme du Parti avant un programme commun.....86
1) Changer de cap.....88
2) Changer la vie.....91
3) Le référendum sur l'Europe.....95
4) Négociations et signature du Programme commun.....96
.....96
II – Le Programme commun : comparaison avec Changer de cap et Changer la Vie…103
A) Le Préambule.....104
B) Première Partie : « Vivre mieux, Changer la vie ».....106
1) Les questions sociales.....106
2) L'Éducation et la Recherche.....114
3) Sport, loisirs, culture.....121
4) Les droits des femmes et la famille.....123
5) La jeunesse.....124
C) Deuxième partie : « Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès ».....125
1) La démocratie dans le monde du travail.....126
2) L'interventionnisme par le plan.....131

3) Commerce et PME.....133
4) Budget et fiscalité.....134
5) L'inflation et la politique monétaire.....134
D) Troisième partie : « Démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés ».....135
1) Les libertés.....136
2) Les institutions de la République.....139
3) L'organisation administrative.....142
4) L'information.....143
E) Quatrième Partie : « Contribuer à la paix et développer la coopération internationale ».....144
1) Les relations internationales et la Défense.....145
2) La question des alliances.....147
3) L'Europe.....149
4) Le rôle de la France sur la scène internationale.....149
F) L' Annexe au Programme commun de gouvernement 151
G) Analyse lexicale.....153
III – La diffusion non commune du Programme commun.....159
A) L'édition communiste.....160
B) Les autres éditions.....164
Conclusion de la première partie.....167
DEUXIÈME PARTIE
Le moment Programme commun.....171
Introduction de la deuxième partie.....171
I – Les réactions à l'accord puis à la signature du Programme commun.....173
A) Les réactions dans la presse.....173
B) Les réactions dans les organisations politiques et syndicales.....176
1) À gauche.....176
2) Dans les syndicats.....178
3) Dans les autres partis politiques.....179
II - L'union ou l'unité entre partenaires ?.....180

A) Le Comité de liaison des trois partis 181
1) La création du Comité de liaison.....181
2) Le Comité de liaison d'octobre 1972 à octobre 1974.....187
3) Le Comité de liaison de juin 1975 à avril 1977.....189
B) La question des actions communes.....192
1) Les comités de base, et les comités d'Union populaire.....193
2) Les actions communes aux portes des entreprises.....195
3) Les manifestations et les meetings communs.....199
Les manifestations communes.....200
Les meetings nationaux.....202
Les 100 meetings communs dans les départements en 1975.....208
4) Les rencontres au sommet.....213
5) Le Programme commun sur les affiches.....214
Les affiches communes.....215
Les affiches du PCF.....216
Les affiches du PS.....219
6) La fête de L'Humanité et le Programme commun.....220
7) Le Programme commun au Parlement.....227
La question des libertés dans les travaux parlementaires.....236
La question des nationalisations.....238
dans les travaux parlementaires.....238
Les commissions d'enquête.....240
C) La polémique entre le PS et le PCF : octobre 1974 – juin 1976.....242
III) Le Programme commun et le reste de la gauche.....253
A) Les gaullistes de gauche : la recherche d'une quatrième composante.....253
B) Le PSU et le Programme commun.....258
C) L'extrême gauche et le Programme commun.....264
D) Les questions écologiques et le féminisme face au Programme commun.....266
L'écologie.....266
Le féminisme.....269
IV) Les syndicats et le Programme commun: entre l'adoption du texte et le soutien à l'Union de la gauche.....273

A) La CGT : adoption du Programme commun.....274
B) La CFDT : soutien à l'Union de la gauche.....277
C) La FEN face au Programme commun.....281
V) - La réponse programmatique de la Droite.....285
A) L'analyse technique.....286
B) Le discours de Provins : une première réponse programmatique.....294
C) La réponse programmatique du président de la République : Démocratie française 299
D) Les réponses éditoriales : 1976-1977.....301
E) Le discours de Blois et le discours de Verdun-sur-le-Doubs: des discours et des programmes.....303
VI – Le Programme commun et l'opinion publique.....305
A) Les enquêtes d'opinion et les sondages.....305
B) « Les cahiers de la misère et de l'espoir ».....309
C) Les élections.....318
1) Les élections législatives de 1973.....319
2) L'élection présidentielle de 1974 et le Programme commun.....326
3) Les élections législatives partielles de 1974 et 1976.....334
4) Les élections municipales de 1977 : la naissance de l'Union de la gauche..338
a) Les négociations nationales.....340
b) Les négociations dans les départements.....344
c) Les résultats.....355
Conclusion de la deuxième partie.....362
TROISIÈME PARTIE.....
De la question des libertés aux nationalisations ou le Programme commun à l'épreuve du débat idéologique.....365
Introduction de la troisième partie.....366
I) La question des libertés.....367
A) Dans les pays socialistes.....368
B) Au Chili.....376
C) La Révolution des Oeillets.....379

Le PCF et la Révolution des Œillets.....382
Le CERES et la Révolution des Œillets.....384
La majorité du PS et la Révolution des Œillets.....386
La rencontre du 13 août 1975.....388
La gauche du Programme commun et la question des libertés.....393
II) L'actualisation du Programme commun.....398
A) La force de frappe : une modification du Programme Commun en dehors du processus commun d'actualisation.....401
1) La Défense nationale : un débat idéologique avant le Programme commun. 402
Dans le Communiqué commun de décembre 1966.....403
Dans la Déclaration commune de février 1968.....404
Dans le Bilan des conversations de décembre 1970.....405
Dans les programmes.....405
2) Le PCF et la Défense nationale après 1972.....407
3) Le PS et la Défense nationale après 1972.....422
B) Les débats sur l'actualisation entre signataires : de mai 1977 à septembre 1977 432
1) La rencontre au sommet du 17 mai 1977.....433
2) Le congrès du PS de Nantes (juin 1977).....435
3) État des discussions fin juillet 1977.....437
4) Le mandat de la délégation communiste : le CC du 9 septembre 1977.....439
C) Les nationalisations.....442
1) Le point de vue du PCF.....442
2) Le point de vue du PS.....444
3) La question des filiales : différence idéologique ou prétexte ?.....446
III) La rupture du moment Programme commun dans les médias.....456
A) La place du politique dans les médias.....459
B) Les rencontres au sommet de septembre 1977 : des négociateurs sur les plateaux de télévision.....467
1) les dernières rencontres au sommet.....468
2) Les débats en direct à la télévision.....476
IV) « l'Affaire Marchais ».....482

Conclusion de la troisième partie.....491

Conclusion générale.....493

État des sources.....504

I) Les archives.....504

A) Archives Nationales (AN).....504

B) Centre d'Histoire du Travail (CHT) à Nantes.....505

C) Archives Départementales de Seine-Saint-Denis : Fonds d'archives du PCF et Fonds personnels de dirigeants communistes.....505

D) Archives du PS : Fondation Jean Jaurès (FJJ).....506

E) Centre d'histoire de Sciences Politiques.....507

F) Archives partisanes locales.....507

G) Sciences Po.....508

H) Assemblée nationale.....508

II) Sources bibliographiques.....509

III) Entretiens.....513

IV) La presse.....514

V) La télévision.....515

Bibliographie.....515

I) Méthodologie.....515

A) Ouvrages généraux.....515

B) Histoire orale.....516

C) Sémantique, cartographie, chronologie.....516

D) Communication, médias.....516

II) Ouvrages généraux.....517

III) Histoire des signataires du Programme commun.....521

A) Le PCF.....521

B) Le PS.....523

C) Les radicaux de gauche.....524

IV) Les autres organisations.....524

V) Les organisations syndicales.....525

VI) Biographie des acteurs.....525

A) SFIO/CIR/FGDS/PS.....525
B) PCF.....527
C) Autres.....528
Index Général.....529

Table des Annexes

Annexe 1 : les programmes …… pp. 1 - 4
Annexe 2 : les affiches communes……pp. 5 - 6
Annexe 3 : du *Communiqué commun* au *Programme commun (1966-1972)* ……pp. 7 - 9
Annexe 4 : les affiches du PCF…… pp. 10 - 18
Annexe 5 : le mythe Programme commun…… pp. 19 -24
Annexe 6 : les publicités pour le *Programme commun* dans le journal *Le Monde*…… p. 25
Annexe 7 : les 100 meetings communs…… pp. 26 - 29
Annexe 8 : les affiches du PS……pp. 30 - 32
Annexe 9 : les élections municipales de 1977…… pp. 33 - 37
Annexe 10 : les élections législatives……pp. 38 - 49
Annexe 11 : les « Cahiers de la misère et de l'espoir »…… pp. 50 - 51
Annexe 12 : les votes au congrès du PS…… pp. 52 - 53
Annexe 13 : les temps d'antenne à la télévision……pp. 54 - 56
Annexe 14 : le CC du 11 mai 1977……. p. 57
Annexe 15 : état de l'actualisation au 1er août 1977…… pp. 58 - 71
Annexe 16 : les divergences avant la rencontre au sommet du 14 septembre 1977…… p. 72
Annexe 17 : les négociations le 22 septembre 1977, place du colonel Fabien…… pp. 73 - 74
Annexe 18 : le 13 mars 1978…… p. 75
Annexe 19 : les mesures du *Programme commun* appliquées…… p.76
Annexe 20 : les congressistes du XVII ème congrès du PCF…… p. 77
Annexe 21 : la chronologie…… pp.78- 101

Introduction générale

> « Quand j'ai entendu François Mitterrand refuser de s'engager sur l'existence d'une Défense nationale indépendante, j'ai dit à ma femme" François Mitterrand a décidé d'abandonner le Programme commun de la gauche ! Fais les valises on rentre à Paris". »[2]

Ces propos qui ont été tenus en 1980 par Georges Marchais, secrétaire général du Parti Communiste Français (PCF) sont souvent cités par les acteurs politiques de l'époque mais aussi les militants ou simples électeurs des années 1970. Au cours de l'émission *Les Brûlures de l'Histoire* en 1996[3] consacrée à « *l'Histoire de l'Union de la Gauche* », le journaliste Patrick Rotman a pour invités Pierre Mauroy[4] et Charles Fiterman[5], dirigeants politiques de premier plan à cette époque. Le journaliste mentionne les propos de Georges Marchais parce qu'ils sont censés selon lui symboliser, voire incarner, la rupture des négociations à gauche en septembre 1977 sur l'actualisation du *Programme commun de gouvernement,* programme politique signé le 12 juillet 1972 par le PCF, le Parti socialiste (PS) et les radicaux de gauche. Les deux témoins acquiescent, valident cette référence historique alors même que les propos n'ont pas été tenus en juillet 1977 mais trois ans plus tard. Georges Marchais fait alors référence - en parlant par erreur du 28 juillet - aux propos tenus le 27 juillet 1977 par François Mitterrand[6]à 13h sur TF1[7]. A l'occasion de cette thèse, tous les témoins rencontrés ont en mémoire cette intervention de Georges Marchais mais sont pour la plupart surpris quand on leur précise qu'il n'a pas tenu ces propos en juillet 1977 alors qu'il se trouvait en Corse, mais en 1980 lors de l'émission « *Cartes sur Tables* » devant les journalistes Alain Duhamel et

2 INA, *Cartes sur Table*, 21 janvier 1980.

3 INA, *Les brûlures de l'Histoire-l'Union de la gauche 1972-1984*, 5 octobre 1996.

4 Dirigeant socialiste. Premier ministre en 1981.

5 Dirigeant du PCF, il devient peu à peu au cours des années 1970 officieusement le numéro 2 du Parti. En 1981, il entre au gouvernement en tant que ministre du Transport.

6 François Mitterrand est le premier secrétaire du PS depuis le congrès d'Épinay en 1971.

7 INA, journal de TF1 à 13h le 27 juillet 1977. Extrait de l'intervention de François Mitterrand : « Je ne suis pas convaincu que la force nucléaire française puisse exercer un rôle de dissuasion, car après tout c'est la dissuasion qui est le véritable objectif de l'armement nucléaire. On fait une arme atomique pour ne pas s'en servir. Je ne crois pas que l'on puisse utiliser la bombe atomique dans des conflits limités. C'est impossible, moralement et politiquement. Et dans le cas d'un conflit universel la bombe atomique française quelque soit son importance ne pèse pas lourd face à l'armement soviétique et américain. De plus je considère que l'un des plus grand danger c'est la dissémination de l'arme nucléaire. Si tout le monde tient l'arme nucléaire elle finira par tomber. Tout cela fait, considérant qu'il n'est pas possible de disposer d'une force nationale suffisante dans le cas d'un conflit universel capable d'assurer la sécurité de la France je ne crois en effet qu'à des arrangements. Je ne crois pas à l'autonomie totale de Défense. Je craindrais que si l'on raisonnait de manière différente l'on en arrivât à une sorte de ligne Maginot nucléaire »

Jean-Pierre Elkabbach. Cette erreur de date concernant une des « petites phrases » les plus célèbres de la période nous indique que le peuple de gauche a reconstruit très rapidement un récit de la période pour partie imaginaire voire mythique s'appuyant pour partie sur la figure cathodique qu'incarne Georges Marchais qui, par sa gouaille et son charisme, assume le désir de revanche sur la parole considérée a priori comme de « droite » des journalistes de la télévision. Ces propos liés à la fin de l'entente entre socialistes, communistes, et radicaux de gauche en 1977, sont rappelés paradoxalement en souvenir d'une période de progrès électoraux importants.Il reste que l'existence d'un récit politique en partie mythique lié au *Programme commun de gouvernement* ne doit pas occulter la force politique ni la portée historique du texte car l'espoir de pouvoir *Changer la vie*, slogan du PS à l'époque, est bien porté dès lors par un programme précis. L'élection présidentielle de 1981 et l'image de François Mitterrand une rose à la main au Panthéon est le fruit d'une longue séquence politique ouverte en 1964 avec l'appel des communistes à la signature d'une entente autour d'un programme, séquence ponctuée d'une série de communiqués et d'accords, avant d'aboutir à la signature, en juillet 1972 du *Programme commun de gouvernement* très vite appelé simplement *Programme commun.* Avant d'incarner une période de l'histoire politique française ce texte est d'abord un texte programmatique, considéré par les trois organisations comme un outil devant permettre l'accession au pouvoir dans le changement, voire la rupture politique, économique, et sociale avec la politique menée par le pouvoir gaulliste depuis 1958, en vue d'instaurer une « démocratie politique et économique»[8] .

Le *Programme commun* marque l'entente programmatique entre les deux principales forces de gauche que sont le PS et le PCF mais aussi avec certains Radicaux, appelés rapidement Radicaux de gauche avant même la tenue de leur congrès fondateur.[9] Ce texte, diffusé sous forme de livre de poche, ne fait pas à l'époque l'objet d'une édition commune. Chaque parti en effet publie sa propre version du programme. Aux *Éditions sociales*[10], le texte est précédé d'une « Introduction » de Georges Marchais. De son côté le PS publie dans un premier temps chez *Flammarion,* une première version du programme[11] en le faisant précéder de son propre programme *Changer la Vie* déjà édité quelques mois plus tôt[12]. Chez le même

8 PCF, *Programme commun de gouvernement*, Paris, Éditions sociales, 1972.

9 La signature le 12 juillet 1972 apposée par Robert Fabre est précédée de la mention « Pour les radicaux de gauche » alors que le Mouvement des Radicaux de Gauche n'existe pas encore en tant que tel. Les radicaux de gauche sont alors les membres du Groupe d'Études et d'Action Radical Socialiste. Fondation Jean-Jaurès (FJJ), Archives du PS, Relations extérieures, 2 RE 12.

10 Les Éditions sociales sont les éditions du PCF.

11 Annexe 1, document 4.

12 Annexe 1, document 2.

éditeur, une seconde édition propose le *Programme commun* seul[13]. Mais la version la plus diffusée est sans conteste celle des *Éditions sociales* avec, selon le témoignage de Lucien Sève, membre du Comité Central du PCF et directeur des *Éditions sociales*, une diffusion à plus de 1.100.000 exemplaires[14]. Le *Programme commun* est sans conteste le programme politique le plus diffusé de l'histoire politique du XX^{ème} siècle.

Il y a là dans l'histoire politique française l'exemple unique d'un accord programmatique en vue de gouverner ensemble, entre formations politiques aux sensibilités politiques différentes. Les socialistes et les communistes, les deux plus importants signataires, représentent dans ces années 1970 deux gauches, certes toutes deux marxisantes, mais l'une plus libérale et l'autre plus jacobine[15] et qui, malgré leurs différences, se mettent d'accord sur un texte touchant à tous les aspects de la société. A aucun moment depuis le congrès de Tours de 1920, que ce soit au moment du Front Populaire ou à la Libération alors même que socialistes et communistes se sont retrouvés dans la même majorité et dans le même gouvernement, il n'y avait eu un accord programmatique de cette ampleur.

L'analyse de sa genèse permet ainsi de montrer que le *Programme commun* actualise l'idée de « contrat » entre le peuple et ses représentants[16]. En effet, la signature de ce programme constitue l'aboutissement d'une longue suite d'accords - essentiellement électoraux - signés entre 1964 et 1972 par les socialistes et les communistes. Un *Communiqué Commun* des socialistes et des communistes est adopté en décembre 1966 en vue des élections législatives de 1967. Le PS et le PCF entérinent à cette occasion la règle du désistement républicain, déjà utilisée en partie en 1962 pour le second tour des élections législatives[17]. Une *Déclaration Commune,* véritable mini-programme*,* est signée en février 1968 entre le PCF et la FGDS (Fédération de la gauche démocrate socialiste)[18] en vue des élections législatives et présidentielle alors prévues pour 1972. Mais les événements de mai-juin 1968 bouleversent le calendrier électoral en donnant lieu à des élections législatives anticipées en

13 Annexe 1, document 2.
14 Lucien Sève : témoignage écrit le 23 avril 2014.
15 Jacques Juliard, *Les gauches françaises : histoire, politique et imaginaire, 1762-2012*, Paris, Flammarion, 2012.
16 Jean-François Sirinelli, *Histoire des Droites en France*, Paris, Gallimard,2006.
17 Second tour des législatives : 25 novembre 1962.
18 La FGDS est créée le 10 septembre 1965 : fédération constituée des Radicaux, de la CIR (Convention des Institutions Républicaines), et de la SFIO. En mars 1966 s'associe également l'UCRG (Union des clubs pour le regroupement de la gauche). La FGDS ne survit pas à mai 68 et disparaît en décembre 1968.
André Cellard, *La Fédération de la gauche démocrate et socialiste*, thèse de doctorat de sciences politiques sous la direction de Michel Henry Fabre, Université de Paris I, 1990, 414 p.

juin 1968. Il faut attendre décembre 1970 pour qu'un nouveau document soit adopté, sous le nom de *Bilan des conversations,* fruit d'échanges plus idéologiques que programmatiques entre le PCF et le Nouveau Parti Socialiste (NPS)[19] dirigé par Alain Savary [20].

Après le congrès d'Épinay de juin 1971 et la prise de pouvoir au sein de la famille socialiste par François Mitterrand sur la base de l'Union de la gauche, les socialistes acceptent le principe d'une union programmatique en vue de prendre le pouvoir, comme le demandent les communistes depuis 1963-1964, en abandonnant dès lors le dialogue idéologique cher à la SFIO et son premier secrétaire Guy Mollet. Cependant, l'éventualité de la signature d'un *Programme commun* contraint chaque organisation à écrire d'abord son propre programme afin de ne pas venir les «mains vides» lors des futures négociations. C'est tout d'abord l'adoption et l'édition de *Changer de cap*[21] du côté communiste, puis quelques mois plus tard du côté socialiste *Changer la vie*[22]*,* chaque programme faisant l'objet d'une édition et d'une diffusion militante. L'analyse du contenu du *Programme commun* adopté quelques mois plus tard ne peut donc en conséquence se faire qu'en comparaison avec le contenu de *Changer la Vie* et de *Changer de Cap*.

La discussion portant sur la rédaction d'un programme débute le 27 avril 1972 et se termine le 27 juin, place du colonel Fabien, au siège du PCF[23]. Les radicaux minoritaires signent sans avoir participé aux discussions antérieures, mais les trois organisations se mettent d'accord sur l'ajout au texte du 27 juin d'une *Annexe* demandée par ceux-ci. L'acte de naissance du *Programme commun* date donc du 12 juillet 1972 et non pas du 27 juin. Les trois premiers signataires du *Programme commun* sont aussi les trois derniers car aucune autre organisation n'apposera sa signature entre 1972 et 1977. Porté par les appareils politiques à partir de 1972, il ne fait néanmoins l'objet ni d'une édition ni d'une diffusion commune, conformément au Préambule du texte qui précise bien qu'il s'agit d'un programme d'action mais que chaque organisation conserve sa « personnalité propre ».

Tous les autres partis ou organisations de gauche et les syndicats réagissent au texte, en l'adoptant sans le signer comme pour la CGT, ou en refusant de se prononcer comme le fait FO. La majorité parlementaire, prise au dépourvue, n'ayant probablement jamais cru au

19 Le Nouveau Parti Socialiste (NPS) est créé en 1969 à l'issue de 2 congrès : le 4 mai à Alfortville et le 12 juillet à Issy-les-Moulineaux, après les élections présidentielles.
20 Annexe 3, document 3.
21 PCF, *Changer de Cap, Programme pour un gouvernement d'Union Populaire*, Paris, Éditions sociales, 1971.
22 PS, *Changer la Vie, Programme de Gouvernement du Parti Socialiste,* Paris, Flammarion, 1972.
23 Annexe 5, document 2.

rapprochement entre communistes et socialistes organise presque en catastrophe un référendum[24] sur l'élargissement de l'Europe le 23 avril 1972 afin d'essayer d'enrayer la dynamique unitaire entre le PCF et le PS, en tentant de profiter des divergences entre les deux organisations sur la question européenne. Mais la droite ne parvient pas véritablement à proposer de contre-projet avant 1976-1977 et les progrès électoraux obtenus par les signataires rendent l'application du programme presque inéluctable.

Du côté des signataires, la question qui se pose est celle de la nature de l'union autour de ce texte. Jusqu'où doit aller l'unité en quelque sorte? En octobre 1972, les trois formations signataires créent un *Comité de Liaison*. Cette instance commune, dont la composition varie entre 1972 et 1977, se réunit régulièrement en alternance au siège de chaque organisation. Ce comité tente de faire vivre le *Programme commun* à travers des initiatives, des communiqués communs. Entre 1972 et 1977 c'est la seule instance officielle commune créée. Il n'existe pas de comité de soutien au *Programme commun* dans les départements. Chaque parti garde ses prérogatives et prépare précisément les mandats de ses représentants. Ceux-ci se côtoient pendant de nombreuses années, d'octobre 1972 à novembre 1977, que ce soit au sein de ce comité ou lors des rencontres en présence des trois responsables des organisations politiques, François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre. Ces rencontres qui ponctuent l'agenda politique deviennent des rendez-vous médiatiques importants, dès lors appelés *rencontres au sommet*. L'enjeu politique, dès l'automne 1972, pour les formations signataires, relève du degré d'actions communes acceptable par chaque organisation. C'est pourquoi très vite, dès la *rencontre au sommet* du 19 octobre 1972, les signataires fixent les règles du jeu en définissant jusqu'où doivent aller les actions communes dans les entreprises, les meetings, les campagnes d'affichage et au Parlement. Très vite, l'entente autour du texte est confrontée à l'épreuve de l'Union.

Au-delà de la réaction juste après la signature, tous les partis politiques et les organisations syndicales sont amenés à prendre en compte le texte à partir de 1972, dans le cadre de leur stratégie politique. Ainsi, dès son adoption, ce programme polarise la vie politique française supplantant le gaullisme comme projet politique dans les années 1970[25]. A partir de juillet 1972, le *Programme commun* est au centre du jeu politique. Les années 1972-1977 définissent un « moment Programme commun » pour reprendre l'expression de Danielle

24 Référendum le 23 avril 1972.

25 Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier,(dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968, L'émergence de nouveaux clivages,* Rennes, PUR, 2012

Tartakowsky[26] qu'il s'agira de définir au cours de cette recherche.

Dès lors que la victoire électorale de l'*Union de la gauche*, expression qui s'impose à partir de 1976-1977, apparaît presque inéluctable, le texte devient véritablement aux yeux de l'opinion un programme de gouvernement. Il est interrogé à l'épreuve du pouvoir avant même d'être appliqué. Les signataires sont sans cesse interrogés quant à leurs intentions réelles, la société présupposant que le texte ne suffit pas en tant que garantie. C'est le cas notamment à travers la question des libertés à partir des années 1974-1975. Ce thème prend beaucoup d'importance, fonctionnant comme une sorte de prisme utilisé pour interroger la fiabilité de l'alliance. L'évolution du sort des opposants en Tchécoslovaquie, la Révolution des Œillets au Portugal en 1974 et la question de la dissidence en URSS, en lien avec la signature par les deux grandes puissances des accords d'Helsinki [27], sont autant d'événements internationaux qui sont utilisés par la société française pour interroger les signataires et au premier chef le PCF, quant à leurs intentions en cas d'arrivée au pouvoir. Mis en demeure de devoir se justifier sur cette question, les partenaires retrouvent le terrain idéologique qui avait été abandonné à partir d'avril 1972 pour parvenir à la signature du *Programme commun*. Mais socialistes et communistes alimentent eux aussi le débat idéologique lors des discussions portant sur l'actualisation à partir de mai 1977, en revenant sans cesse sur un certain nombre de points de divergences, mis de côté en juin 1972. Ces discussions, très médiatisées, qui ont pour sujets, les nationalisations et la Défense nationale, aboutissent en septembre 1977 à la fin du processus de discussions sur l'actualisation du texte. Si les médias montrent les divergences, les tensions entre partenaires à ce moment-là, ils contribuent aussi à créer un mythe, un récit en partie imaginaire transmis par la mémoire militante et symbolisé par les propos de Georges Marchais, incarnation héroïque du *Programme commun*. Mais si l'Union de la gauche survit à la fin des discussions sur l'actualisation du *Programme commun,* ce n'est plus le cas de l'Union autour du texte.

Dans le cadre de l'analyse de la période correspondant entre avril et septembre 1977 aux discussions portant sur l'actualisation du texte de 1972, la prise en compte de la chronologie invite à interroger d'éventuelles concordances entre des événements contemporains quoique de nature différente. Ainsi, le mois de septembre 1977 est aussi le

26 Alain Bergougnioux et Danielle Tartakowsky (dir.), *L'union sans unité*, Rennes, PUR, 2012, p. 19.

27 Signature des accords d'Helsinki le 1er août 1975 par 35 pays dont l'URSS et les États-Unis : La *Déclaration sur les principes régissant les relations entre les États participants* mentionne le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

mois au cours duquel a lieu le procès intenté par Georges Marchais le 9 mars 1973[28], à l'encontre d'Auguste Lecoeur [29], directeur de la *Nation Socialiste,* et Jean Boizeau, directeur de l'hebdomadaire *Minute,* pour publication et pour falsification et usage de faux administratifs , en 1973, tendant à accréditer le fait que le Secrétaire général du PCF ait été volontaire en décembre 1942 pour aller travailler en Allemagne. Cette concomitance du calendrier est à prendre en compte pour un parti qui déclare être celui des « 75 000 fusillés . » Il ne s'agit pas bien sûr dans le cadre de ce travail de tirer au clair les véritables raisons et conditions du départ et du séjour de Georges Marchais en Allemagne, mais de mesurer l'éventuel impact de ces révélations sur la conduite des négociations portant sur l'actualisation du *Programme commun* en 1977.

Les années 1972-1978 sont politiquement les années *Programme commun.* Car ce programme politique ne va pas cesser d'être interrogé par la société, d'être mis à l'épreuve de son contenu, de la viabilité de l'Union et surtout du pouvoir car la victoire de la gauche semble inéluctable. Ce *moment Programme commun* invite à écrire une histoire programmatique du politique pour les années 1972-1978.

La logique de ce travail a été guidée par les sources même si, comme toute recherche historique, la prise en compte de la chronologie s'est révélée indispensable avec comme première nécessité l'établissement d'une chronologie fine des événements. Les centaines de dates n'ont pu être gérées qu'informatiquement[30]. Cette chronologie participe de la définition du *moment Programme commun* à travers non seulement une chronologie absolue, replaçant les événements les uns par rapport aux autres, mais aussi par l'intermédiaire d'une chronologie relative, en mesurant les délais entre les événements recensés, permettant d'appréhender l'enchaînement des faits. Ainsi, sont pris en compte l'état des relations entre partenaires, les élections, mais aussi les interférences internationales dont il convient d'interroger l'influence qu'elles ont pu avoir sur l'état des relations entre les partenaires[31]. L'analyse du temps court à travers cette chronologie fine est donc privilégiée dans la thèse, même si, comme le propose Danielle Tartakowsky, il convient d'envisager ce *moment Programme commun* dans une chronologie plus longue[32], qui serait celle de la régulation, de cette période où la gauche se

28 *Le Monde,* 11 et 12 mars 1973.
29 Auguste Lecoeur est membre du Secrétariat du PCF en 1950. Il démissionne de toutes ses fonctions en 1954 après sa mise en accusation par les instances dirigeantes du Parti.
30 Utilisation du logiciel Gant Designer.
31 Annexe 21.
32 Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité, op. cit.*

donne pour ambition d'écrire une page d'histoire politique en agissant sur l'économie à travers les nationalisations et la planification. La chronologie, plus précise entre mai et novembre 1977, permet d'appréhender ce qui se passe durant l'été 1977, avec le retour de vacances de Georges Marchais à Paris, et en septembre, avec les rencontres au sommet et la prégnance des médias, parties prenantes des négociations. Si l'établissement de cet outil de travail classique de l'historien aurait pu constituer le fil directeur de ce travail, la logique qui a été retenue dans ce doctorat a introduit une dynamique thématique complémentaire qui nous est apparue indispensable à la relecture de ce temps fort de l'histoire politique française.

La première partie de ce travail s'attache au contenu du *Programme commun*. Au fait que ce document est avant tout un programme élaboré au prix de l'abandon des discussions idéologiques entre socialistes et communistes. Dans un premier temps, il est apparu indispensable de revenir sur la genèse de ce texte fruit de nombreuses discussions - essentiellement entre socialistes et communistes - ayant donné lieu à de nombreux accords électoraux et des bilans - s'apparentant parfois à des esquisses de programme - entre 1962 et 1972. Après ce rappel incontournable mais qui n'est pas au cœur de notre recherche, il est apparu nécessaire d'analyser le contenu de ce programme en comparaison avec les programmes politiques adoptés auparavant par le PS et le PCF afin d'aborder différents thèmes superficiellement questionnés par l'historiographie. De quoi finalement ce texte est-il le compromis ? Et quel est en définitive son contenu ? Cette première partie aborde enfin la question de la diffusion du texte qui ne s'est pas effectuée de manière unitaire puisqu'il y eut plusieurs éditions non communes.

Dans une démarche plus classique, il est ensuite apparu essentiel de voir le devenir et l'impact du document sur la vie politique française au-delà des réactions politiques suite à la signature le 12 juillet 1972. Que ce soit entre les partenaires - ce programme est-il réellement commun comme son titre le laisse supposer ou seulement partagé ? - mais également au sein des gauches et de leur environnement syndical, et de manière plus générale dans la vie partisane (au gouvernement notamment) et auprès de l'opinion afin de saisir le *moment Programme commun.*

La troisième partie essentiellement centrée chronologiquement sur la période qui suit les municipales de 1977 aborde les questions relatives aux libertés et à la Défense nationale. Ces sujets, qui sont au cœur des discussions d'avril à septembre 1977 entre les partenaires pour l'actualisation du *Programme commun,* avaient été mis de côté en juin 1972 afin

d'aboutir, malgré tout, à la signature du *Programme commun de gouvernement.*

Bilan historiographique

Loin de prétendre à une remise en cause, des travaux antérieurs il s'agit plutôt d'une tentative de relecture de l'historiographie, permise par une utilisation croisée des archives socialistes et communistes notamment, afin de revenir en particulier sur le mois de septembre 1977 - au cours duquel les discussions politiques sont très médiatisées et qui connaît également les suites de « l'Affaire Marchais » - et ainsi de réévaluer les hypothèses jusqu'alors proposées pour expliquer la fin des discussions sur l'actualisation du programme en 1977.

Dès les années 1980, des travaux universitaires abordent un certain nombre de questions portant sur cette période. En 1984, une thèse fait le point sur les relations entre le PS et le PCF[33] et une autre en 1988 [34] aborde la question des nationalisations prise en compte par les communistes et les socialistes. Cependant, c'est essentiellement une histoire sans archives qui s'écrit car celles du PCF n'ont été véritablement ouvertes qu'à partir du début des années 2000[35]. Marc Lazar et Stéphane Courtois dans leur ouvrage *Histoire du Parti Communiste* paru en 2000 évoquent cette période en la qualifiant d'« embellie du communisme. »[36] Concernant le texte du *Programme commun* lui-même, les deux auteurs considèrent que ce document est le fruit d'un compromis « mais un compromis qui penche sur le papier du côté du PCF, tant ce programme unitaire ressemble au sien. » Ils prennent comme exemple l'abandon de la défense nucléaire[37] alors que le PS en 1972 parvient au contraire à imposer - contre la volonté communiste - le maintien d'une partie de l'armement nucléaire, c'est-à-dire l'armement tactique dans le texte[38]. De manière plus générale, selon les deux historiens, l'Union de la gauche et le *Programme commun* recouvrent « deux logiques

33 Brigitte Nicolas, *Les relations du Parti Socialiste et du Parti Communiste, 1972 1981 : essai de contribution à l'analyse des partis politiques*, thèse de doctorat en Sciences Politiques, Paris I,1984.

34 Xu Bai, *Les positions du Parti Communiste et du Parti Socialiste sur les nationalisations : 1972 1977*, Thèse de Doctorat, Paris, Sorbonne, 1988.

35 Frédérick Genevée, *La fin du secret : histoire des archives du Parti Communiste Français*, Paris, Ateliers, 2012.

36 Marc Lazar et Stéphane Courtois, *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, PUF, 2000.

37 *Ibid*, p 368.

38 PCF, *Programme commun de gouvernement, op cit* . Extrait « Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit »

politiques antagoniques et contradictoires ». Le PS, avec à sa tête François Mitterrand, souhaite s'ancrer à gauche et passer devant le PCF alors que ce dernier cherche à sortir de son isolement politique car même si les communistes se méfient de leur partenaire, cette alliance est le prix à payer pour atteindre une étape dans la voie vers le socialisme. S'appuyant sur les déclarations de François Mitterrand devant l'Internationale Socialiste le 27 juin à Vienne et sur celles de Georges Marchais lors du Comité Central[39] (CC) des 29 et 30 juin 1972, qui ne sont rendues publiques qu'en 1975[40], il serait aisé de considérer que les événements de 1977 étaient déjà écrits en 1972 : les partenaires étaient en définitive loin d'être suffisamment unitaires pour parvenir au pouvoir, d'où l'échec sur l'actualisation du texte en 1977. Dès lors, tout en reconnaissant que le *Programme commun* se présente dans un premier temps comme un « vrai débouché politique »[41] cette période 1972-1977 pourrait se résumer à un vaste jeu de dupes entre appareils, dont les relations étaient viciées dès le départ. Or les interventions de François Mitterrand lors de l'Internationale Socialiste et de Georges Marchais devant le CC, toutes deux en juin 1972, participent en partie d'un récit imaginaire. En effet, le procès en machiavélisme oublie l'espoir né à gauche de la signature conjointe d'un programme, pour la première fois depuis 1920, et les dynamiques électorales et militantes qui résultent de la signature du texte. L'échec des négociations en vue de l'actualisation du *Programme commun* en septembre 1977 ne peut à lui seul résumer le *moment Programme commun*. Par ailleurs, l'élection en 1981 de François Mitterrand s'explique difficilement si ne sont pas prises en compte ces années 1972-1978 portées à gauche par le *Programme commun*.

Le mois de septembre 1977 reste néanmoins une énigme. La thèse généralement admise est celle d'un PCF qui prend peur à partir de 1974 avec l'échéance des élections législatives qui approche, et la victoire de la gauche en mars 1978 qui n'a jamais été aussi certaine, avec un PS qui serait pour la première fois depuis la V^{ème} République, le premier parti à gauche. Laurent Jalabert considère que le PCF prépare la rupture à partir de l'automne 1974[42]. Pour Stéphane Courtois et Marc Lazar ce sont les communistes qui refusent « la victoire de la gauche qui ne se ferait pas à ses conditions et où il risquerait de jouer les seconds couteaux » et au premier chef Georges Marchais qui remet brusquement tout en cause

39 Le Comité central (CC) du PCF est l'instance qui fixe les orientations du PCF entre deux congrès.
40 Etienne Fajon, *L'Union est un Combat*, Paris, Éditions sociales, Paris, 1975.
41 Marc Lazar et Stéphane Courtois, *Histoire du Parti Communiste Français, op. cit.*
42 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches sous la direction de Jean-François Sirinelli, CHSP, 2008, p. 37

alors qu'un accord semble conclu fin juillet 1977[43]. Selon Philippe Robrieux[44], septembre 1977 doit se lire à travers « la main de Moscou », ce que récusent Marc Lazar et Stéphane Courtois en l'absence de preuves. Ceux-ci se prononcent plutôt pour la théorie selon laquelle le PCF n'avait pas prévu de rompre au début du processus d'actualisation du *Programme commun* mais en serait venu là après ne pas avoir cessé de faire monter son niveau d'exigences. Jean Vigreux défend aussi cette analyse et insiste sur la responsabilité de Georges Marchais qui « se braque sur les exigences communistes initiales de réactualisation et décide seul de la rupture du Programme commun»[45] . Bénéficiant pour ses travaux de l'accessibilité des archives du PCF, il évoque pour preuve le CC du 9 septembre au cours duquel Georges Marchais selon lui envisage la rupture. Or, l'écoute de l'enregistrement de ce CC[46] permet de nuancer quelque peu cette affirmation. En effet, si le 9 septembre 1977 Georges Marchais évoque l'éventualité d'une rupture, il envisage également la victoire en laissant entrevoir le bouleversement politique que cela entraînerait :

> « Si on gagne dans 6 mois, on peut avoir en France un gouvernement de gauche avec des ministres communistes. Je ne sais pas si on voit ce que cela représente à l'intérieur et à l'extérieur. »[47]

Dans le cadre de cette recherche il convient également de revenir sur un texte qui n'est pas comme l'affirme de façon un peu trop caricaturale l'historien Jacques Julliard [48] simplement un « catalogue de mesures qui sont toutes celles auxquelles depuis l'expérience a donné tort […] l'extension presque illimitée du rôle de l'État en matière économique et sociale. » Le *Programme commun* propose en effet de nombreuses mesures qui ont été appliquées depuis : la fin de la peine de mort (adoptée en 1981), la majorité à 18 ans (adoptée en 1974), l'arrêt immédiat des expériences nucléaires (1997) ou la suppression de la Cour de Sûreté de l'État (supprimée en 1981) pour ne prendre que ces exemples[49]. Cette approche qui tend à présenter par ailleurs le texte comme le champ du cygne d'une gauche marxisante prônant la planification et les nationalisations avant la victoire culturelle de la deuxième gauche, est réductrice du contenu mais aussi de la dynamique politique qu'il a engendrée, et

43 Marc Lazar et Stéphane Courtois, op. cit, p. 375.
44 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste*, Paris, Fayard, 1987.
45 Jean Vigreux, *Histoire de la France Contemporaine*, Paris, Seuil, 2014, p. 384.
46 Archives départementales de Bobigny (Archives Seine-Saint-Denis), archives sonores des CC.
47 AD de Seine-Saint-Denis, enregistrement sonore du CC du 9 septembre 1977.
48 Jacques Julliard, *Les gauches françaises: histoire, politique et imaginaire, 1762-2012*, Paris, Flammarion, 2012, p.802. Jacques Julliard est aussi un acteur de cette période. Il est membre du BN de la CFDT. Il publie avec Edmond Maire en 1975, « La CFDT d'aujourd'hui ».
49 Annexe 19.

ne permet pas d'appréhender l'espoir qu'il a suscité.

Pour l'historiographie portant sur l'histoire du PS, le *moment Programme commun* est inséré entre les deux événements-clés que sont le congrès d' Épinay de 1971 et la victoire de François Mitterrand en 1981. La période de l'alliance avec les communistes n'est dès lors qu'une parenthèse, une sorte de passage obligé pour les socialistes, dans le cadre d'une marche au pouvoir irrésistible acquise à l'issue d'une période de 10 ans, portée par la stratégie d'un seul, François Mitterrand. Ce *moment Programme commun* se confond, et même s'efface alors derrière le concept d'Union de la Gauche[50]. Ce programme politique qui a été le plus diffusé de l'histoire du XX^{ème} n'a pas d'histoire, car il n'est qu'une parenthèse dans une histoire linéaire menant d'Épinay à l'Élysée. Revenant quelque peu sur cette lecture historique de la période, Alain Bergounioux souligne que cette approche occulte le « caractère chaotique » de la décennie[51].

Alors que ce travail de recherche débutait, un colloque se tint en 2010[52] en présence de nombreux chercheurs mais aussi de témoins politiques ou syndicaux, dont certains ont eu des responsabilités dans les phases de négociation du *Programme commun* en 1972, puis de son actualisation en 1977. Les actes du colloque sont parus aux Presses Universitaires de Rennes deux ans après[53]. Le titre de la publication reprend le titre du colloque «*L'union sans unité*. » Mais le sous-titre « *Le programme commun de la gauche »* correspond au nom donné au *Programme commun* par le PS pour sa première édition du programme en 1972, qui n'est pas le véritable titre du texte donné lors de sa signature[54]. La chronologie qui est proposée dans le titre, de 1964 à 1978, considère qu'il est nécessaire de prendre en compte la dynamique politique en œuvre dans ces années-là, en partant des premières déclarations du PCF souhaitant l'établissement de ce programme, pour finir par les élections législatives perdues par la gauche en 1978. Les témoignages recueillis, notamment celui de Charles Fiterman alors responsable de la délégation communiste pour l'actualisation du *Programme commun,* à l'occasion de ce colloque apportent sur la période de septembre 1977 un éclairage précieux, mais insuffisant. Ce colloque, bien qu'ayant permis des avancées dans la compréhension du *moment Programme commun* n'a pas permis de faire le point sur l'ensemble des questions.

50 Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'ambition et le remords : les socialistes français et le pouvoir,* Paris, Fayard, 2005.

51 Alain Bergounioux, 1971- 1981 Les temps de la marche au pouvoir, dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée 1971 1981, *op. cit.*, p. 17

52 Colloque « *Union sans Unité le Programme commun* », Pantin au « ciné 104 », les 19 et 20 mai 2010

53 Alain Bergougnioux et Danielle Tartakowsky (dir.), *L'union sans unité, op. cit*.

54 Annexe 5, document 3.

Aucune mise au point n'a été proposée sur une comparaison en terme de contenu des deux programmes politiques antérieurs de quelques mois au *Programme commun* que sont, *Changer de Cap* et *Changer la vie*. L'analyse comparée dans la première partie de ce travail de thèse doit donc permettre d'essayer de mesurer les compromis respectifs réalisés par les dirigeants socialistes et communistes au moment de la signature, en juillet 1972, à travers l'analyse du fond mais aussi de la forme, par une analyse sémantique comparative. Ces deux programmes publiés à quelques mois d'intervalle, participent en effet eux à la définition du *moment Programme commun*, période unique dans l'histoire politique française, au cours de laquelle des formations politiques vont écrire précisément leurs propres programmes, avant quelques mois plus tard, de les mettre de côté - totalement pour les communistes et en partie seulement pour les socialistes - afin d'élaborer ensemble un programme.

Toujours lors de ce colloque, par ailleurs, certaines questions, dont celles qui concernent la Défense nationale n'ont pas été abordées, alors que le changement de doctrine en la matière de mars 1977 de la part du PCF, qui entérine l'existence de la force de frappe, laisse préjuger d'une réelle volonté de la part de la direction communiste d'accéder au pouvoir. Cette question permet dès lors de réinterroger la thèse généralement admise selon laquelle le PCF, et ce dès 1974, aurait souhaité abandonner la stratégie du *Programme commun* voyant que le PS était le principal gagnant électoralement. Bernard Lachaise[55] traite du rapport des droites et du texte en insistant sur deux discours ; celui de Provins du Premier ministre Pierre Messmer[56]du 7 janvier 1973, et celui du président de la République Valéry Giscard d'Estaing du 27 janvier 1978. Les archives du secrétariat à la présidence[57] permettent d'aller au-delà en saisisant l'analyse politique que fait le pouvoir du *Programme commun* à travers plusieurs rapports élaborés par des conseillers dès juillet 1972. Ceux-ci fournissent en effet des notes d'analyse et de prospective qui, non sans cynisme bien souvent, offrent des pistes de réaction et de contre propositions dont certaines sont reprises par le Premier ministre dans son discours de Provins en janvier 1973. Lors du colloque, les positionnements à gauche des autres composantes syndicales et politiques sont essentiellement analysés à travers l'exemple de la FEN par l'article d'Ismaïl Ferhat[58]. Il est nécessaire d'élargir le propos et d'étudier le

55 Bernard Lachaise, « Les droites et le programme commun », 1972 1978» dans Danielle Tartakowsky, et Alain Bergounioux, *L'union sans unité, op. cit.*

56 Pierre Messmer (1916-2007) ; Premier ministre du 5 juillet 1972 au 27 mai 1974.

57 AN : Archives de la présidence de la République 1969-1974. Archives remises par des collaborateurs de Georges Pompidou: 5 AG 2/1072

58 Ismaïl Ferhat, « La Fédération de l'Éducation Nationale (FEN) et le programme commun de gouvernement. Une organisation unitaire face à l'unité de la gauche », dans Danielle Tartakowsky, et Alain Bergounioux, *L'union sans unité, op. cit.*

positionnement des autres organisations syndicales et des autres des formations d'extrême gauche, c'est-à-dire en fait l'autre gauche, celle qui n'est pas signataire du texte, celle qui va subir en quelque sorte le positionnement central du Programme commun dans la sphère politique jusqu'aux élections de mars 1978. Le fait qu'après juillet 1972, aucune organisation politique ne se joigne aux signataires du texte même lors de la phase d'actualisation, est un élément politique majeur qui tendrait peut-être à prouver que le *Programme commun* n'a pas souffert en 1977 d'un excès mais d'un défaut d'actualisation y compris par de nouveaux signataires. Hervé Chauvin[59] intervenant lors du même colloque, évoque la question cruciale du rapport de l'Union de la gauche et de la problématique des droits de l'homme en URSS. Cette question doit être élargie. D'une part, à la question tchécoslovaque qui est prégnante depuis 1968 et qui le reste au moins jusqu'en 1972 mais, d'autre part, au regard d'autres événements internationaux qui surgissent et qui influent sur la vie politique française. Les intellectuels, à travers la question des droits de l'homme, saisissent l'occasion du déclenchement de la *Révolution des Œillets* au Portugal à partir d'avril 1974 pour interroger non pas tant le contenu du *Programme commun* que les intentions des signataires pour le cas où ils arriveraient au pouvoir.

Cette recherche a bénéficié d'un certain nombre de thèses et de colloques alors que se poursuivait ce travail. Celle de Mathieu Fulla soutenue en 2012[60] permet d'associer une chronologie des influences idéologiques en matière économique qui s'expriment au sein du PS notamment à travers l'importance prise par les experts. La thèse d'Ismaïl Ferhat[61] offre un regard sur le monde enseignant, maison commune de toute la gauche en ces années 1970 à travers les tendances qui s'expriment statutairement. Le colloque de 2010 sur Pierre Bérégovoy [62]permet de comprendre le personnage alors qu'il est responsable des discussions avec le PCF et sa capacité « idéologique » à se tenir loin des sirènes communistes. À l'occasion des 40 ans de la victoire de François Mitterrand s'est tenu un colloque à Paris en 2011 qui est revenu sur la période 1971-1981[63]. Alors que la mémoire considère cette période

59 Hervé Chauvin, « L'union de la gauche et la problématique des droits de l'homme en URSS », dans dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité, op. cit.*

60 Mathieu Fulla, *Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981) Une histoire économique du politique*, 2012,thèse de doctorat d'histoire, IEP Paris, 2012. Thèse publiée sous le titre : *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981*. Paris, Sciences Po, 2015

61 Ismaïl Ferhat, *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992*, thèse de doctorat d'histoire, Amiens, 2013.

62 Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir), *Pierre Bérégovoy en politique*, Paris, l'Harmattan, 2013.

63 Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée 1971-1981,* Rennes, PUR, 2015.

comme une « montée continue vers le pouvoir »[64] , une décennie heureuse pour les socialistes, le colloque invite à revisiter cette lecture et à considérer à l'instar d'Alain Bergounioux que l'événement 1981 « n'était pas imprévisible mais il n'était pas écrit non plus ». C'est donc également sur la base de ces apports récents que ce travail tentera de réintégrer le sens du *Programme commun,* un texte qui permet d'envisager l'écriture d'une histoire politique des années 1972-1977 sous l'angle d'une histoire programmatique.

Les sources utilisées

Afin de mener à bien ce travail, les sources utilisées ont été plurielles et pour un certain nombre d'entre elles inédites.

1) Les archives partisanes

Les fonds principaux concernent essentiellement ceux des partis politiques, les fonds partisans du PCF et du PS.

Pour le PCF les documents des organes dirigeants sont consultables aux archives départementales de Bobigny. Les fonds sont considérables et il n'a pas été possible de tous les utiliser au risque de s'y perdre. Les archives sonores du Comité Central (CC)[65] sont un témoignage précieux permettant, au-delà des communiqués publiés le lendemain dans le quotidien du PCF *L'Humanité,* de saisir ce qui est dit, voire les non-dits. Cette source précieuse, qui n'a pas d'équivalent du côté du PS, offre un prisme d'analyse à utiliser néanmoins avec précaution. En effet les échanges sont convenus. Ce n'est que lors de quelques CC qu'il est possible de percevoir des désaccords, des tensions entre les protagonistes. C'est le cas lors du CC d'avril 1978 où Henri Fizbin et Charles Fiterman sont en désaccord concernant l'usage qui avait été fait du mandat de la délégation en septembre 1977 en vue de l'actualisation du *Programme commun* (rencontres des 14 et 21, 22 et 23 septembre 1977). Les relevés de décision papier du Bureau Politique (BP) instance exécutive des décisions du CC, et du Secrétariat qui assure le travail courant de direction, ont été numérisés

64 Alain Bergounioux, « 1971-1981.Les temps de la marche au pouvoir », dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée 1971-1981,op. cit*

65 AD de Seine-Saint-Denis,Archives du PCF, Archive sonores des CC, Cote 4AV/

et sont consultables sur CD aux Archives Départementales de Seine-Saint-Denis[66]. Chaque document est numéroté, reproduit en plusieurs exemplaires. Il devait revenir entre les mains de Gaston Plissonnier[67] secrétaire à l'organisation du PCF. Les archives des différentes sections de travail du CC permettent d'aborder sous l'angle thématique divers aspects de la vie politique des années 1970. Ainsi les archives de la section économique[68], dirigée par Jean Fabre (1972-1976) puis par Charles Fiterman (1976-1979) éclairent la façon dont les économistes du Parti et la revue théorique *Économie et politique* ont appréhendé les questions relatives par exemple aux nationalisations sans avoir pu trouver trace toutefois d'une quelconque commande politique de la part de la direction en vue des discussions en septembre 1977. Le corpus quasi exhaustif consultable aux AD de Bobigny des affiches communistes permet de mesurer la place prise par le *Programme commun* à travers cet outil de propagande.

Des archives personnelles de dirigeants communistes, elles aussi disponibles aux AD de Bobigny, permettent de disposer de prises de note effectuées lors de certaines réunions[69]. Malheureusement trop rare, ce type de source est peut-être l'une des archives les plus précieuses, dans la mesure où elle permet de saisir le rôle des protagonistes dans les processus de construction idéologique collectif à travers les discussions et donc les éventuels désaccords.

Conservées aux Archives nationales (AN), les archives personnelles de Charles Fiterman [70] sont incontournables car il s'agit d'un fonds dont la portée est tout autant personnelle que nationale. En effet ce haut dirigeant est un acteur de premier plan pour cette période, ne serait-ce qu'au regard de son rôle de responsable des négociations avec les socialistes à partir de 1976.

Pour ce qui est du PS, les archives de l'appareil sont disponibles à la Fondation Jean Jaurès (FJJ), au Centre d'Archives Socialiste [71]. L'essentiel des documents consultés sont issus du Secrétariat aux Relations Extérieures, archives classées pour cette période en vue du

66 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF : archives du BP CD :2 NUM 4 et archives du Secrétariat CD 2NUM 5.

67 Gaston Plissonnier : membre suppléant du CC du PCF en 1950, titulaire du CC en 1954, membre du secrétariat en 1956,suppléant au BP en 1964, titulaire du BP en 1967, coordinateur du travail du secrétariat et du Bureau politique jusqu'en 1987.

68 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J8/1-4.

69 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Fonds personnels: Georges Marchais, Gaston Plissonnier, Paul Laurent, Jean Kanapa, Roland Leroy.

70 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366.

71 Le Centre d'archives socialistes (CAS) conserve en dépôt les archives contemporaines de la direction nationale du Parti socialiste produites à partir du congrès d'Épinay en 1971.

colloque de Pantin[72] de 2010 sur le *Programme Commun*. Les archives relatives aux élections et aux fédérations ont été également une source pertinente[73] pour étudier notamment les négociations dans les départements avec les partenaires -PCF et MRG- mais aussi la question des équilibres entre courants pour les élections municipales de 1977. Quelques fonds d'archives personnelles ont été également largement utilisés. C'est le cas avec le fonds Robert Pontillon [74] qui complète les archives de l'appareil dirigeant tout comme celles de Jean Poperen conservées au Centre d'Histoire du Travail à Nantes (CHT)[75]. Ce fonds très riche, tout comme le fonds Charles Fiterman pour le PCF, permet d'appréhender l'histoire du PS à travers de nombreuses prises de notes lors de réunions ou de rencontres importantes. La Fondation Jean Jaurès propose en ligne l'ensemble des numéros de l'hebdomadaire socialiste *l'Unité*[76] ainsi que les débats, les interventions lors des congrès, des conventions nationales entièrement retranscrits[77].

Les archives parlementaires du groupe socialiste n'ont pu être véritablement consultées car elles sont en cours de classement au CAS. Peut-être offriront-elles un éclairage intéressant, même si elles sont essentiellement fournies pour les années 1980, d'autant plus que les archives parlementaires du PCF n'existent pas[78].

Même si elles sont peu accessibles quand elles n'ont pas disparues[79], les archives des fédérations départementales du PS et du PCF conservées dans leurs locaux ou bien aux archives départementales (AD), offrent la possibilité d'une double approche. Tout d'abord une approche locale, car cela permet d'analyser la façon dont le *Programme commun* a été popularisé par les dirigeants et vécu par les militants sur le terrain de manière plus ou moins commune, mais nationale également car on y trouve des documents propres aux instances nationales qui ne sont pas toujours disponibles dans les fonds conservés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis pour celles du PCF et à la Fondation Jean Jaurès pour le PS. Pour le PS, il n'y a pas à la FJJ, à l'instar des archives de la direction du PCF, d'outil de

72 FJJ, Secrétariat national aux Relations extérieures : relations PS-PCF union de la gauche programme commun de gouvernement, 1964-1987 (2 RE 1-328)

73 FJJ (FJJ),CAS, EF.

74 FJJ : Fonds Pontillon : 8 FP 3 / 216 – 247 Union de la gauche, Programme commun de gouvernement (1972- 1978).

75 Centre d'Histoire du Travail, CHT, Nantes.

76 L'ensemble des 672 numéros de l'hebdomadaire du Parti socialiste publiés de janvier 1972 à décembre 1986 Site : http://62.210.214.184/unite/u-unite.php.

77 FJJ, base de données des débats. (http://www.archives-socialistes.fr/articles/pagescms/baseDebats)

78 Témoignage écrit de Frédérick Genevée, responsable au PCF du secteur archives.

79 Les archives du PCF de Paris ont a priori définitivement disparu. (Témoignage de Henri Malberg, ancien responsable de la fédération de Paris, et de Frédérick Génevée responsable des archives au PCF.)

consultation de l'ensemble des décisions prises lors du Comité directeur[80] (le CC pour le PCF) du Bureau Exécutif[81] ou du Secrétariat (respectivement Bureau Politique et Secrétariat pour le PCF)[82]. Il en résultera sans nul doute à la lecture de ce travail un déséquilibre dans l'utilisation des sources. La trop grande focalisation sur ces archives communistes relèvent de cet effet de source mais également de la recherche de la responsabilité du PCF dans la rupture en 1977 et donc d'une consultation importante des archives de la direction. Faute de temps mais aussi à cause de l'absence de catalogue consultable en ligne, les archives de l'Institut François Mitterrand n'ont pas été utilisées.

2) Les enquêtes d'opinion et les sondages

La question sans doute la plus difficile à résoudre est d'essayer de savoir, de mesurer l'empreinte laissée par le *Programme commun* dans la population. Les sondages et les enquêtes d'opinion de l'époque ne portent souvent que très peu sur le contenu, les propositions du *Programme commun* mais plutôt sur les intentions de vote[83]. Même les enquêtes d'opinion les plus poussées n'abordent qu'à la marge la question du contenu du texte[84]. Les témoignages recueillis au sein de la population française par le PCF en 1977, dans le cadre d'une opération sur le thème de la misère intitulée les « Cahiers de la misère et de l'espoir », ont été utilisés afin d'essayer de mesurer la place prise par le *Programme commun* dans les espoirs formulés par les personnes qui ont témoigné.

3) Les fonds publics

80 Statut du PS article 32 : « Dans l'intervalle des congrès nationaux l'administration et la direction du parti sont confiées au Comité directeur contrôlé par la convention nationale .»
article 34 : «Le comité directeur est composé de 131 membres titulaires et 26 suppléants. »
(Source : *le poing et la Rose* juillet 1977.

81 Statut du PS article 39 : « Le comité directeur élit en son sein un bureau de 27 membres parmi lesquels le premier secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination et les responsables des divers secteurs d'activité qui constituent le secrétariat collégial du Parti. »
(Source le Poing et la Rose juillet 1977).

82 Les statuts du PS sont adoptés en 1971 et légèrement modifiés en 1975.
Congrès de Pau - modification des statuts : Comité directeur : 131 membres titulaires et 26 suppléants
Commission des conflits : 11 membres titulaires et 2 suppléants, Commission de contrôle 11 membres titulaires et 2 suppléants, Bureau Exécutif : 27 membres.

83 AN, 20070670.

84 Jacques Capdevielle, Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth, Colette Ysmal, *France de gauche Vote à Droite*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1981.

Pour étudier la réaction du pouvoir à la signature du Programme commun, les archives de la présidence de la République ont conservé plusieurs notes techniques demandées par Edouard Balladur, alors Secrétaire général adjoint de l'Elysée[85], à des conseillers sur tous les chapitres du programme. Ces notes offrent l'analyse politique d'hommes proches de la majorité sur les mesures proposées par l'opposition mais également les premières réponses envisagées d'un point de vue programmatique. Les archives de partis de droite de l'époque n'ont pas été utilisées.

Les archives des Renseignements Généraux (RG) sont une source secondaire dans le cadre de ce travail de recherche mais néanmoins précieuses car elles proposent un suivi de l'activité du PCF avant la signature du *Programme commun*[86] et observent également nationalement et localement les relations PCF/PS après la signature[87] comme lors des meetings organisés partout en France en avril 1975[88]. Les dossiers relatifs à diverses personnalités offrent par ailleurs des éclairages particuliers mais qui ne sont que d'un intérêt relatif concernant notre sujet[89].

4) Les médias

Les quotidiens et les hebdomadaires se font l'écho des débats mais aussi des enjeux perçus par les journalistes. L'étude de la presse s'est donc avérée incontournable. Mais il était impossible dans le cadre de cette recherche de pouvoir prétendre à une étude exhaustive de l'analyse et du regard porté par la presse quotidienne durant la période 1972-1978 car la place centrale occupée par le *Programme commun* dans les débats politiques a monopolisé en permanence l'attention des médias ce qui génère un matériau trop volumineux. Le *moment*

85 AN, 5 AG 2/1072

86 AN, Direction générale de la Police nationale, Direction centrale des Renseignements généraux, Sous-direction de l'analyse, prospective et faits de société, Section analyse et prospective,19970320

87 AN, ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police nationale, Direction centrale des Renseignements Généraux, Sous Direction Ressources et Méthode. :20040455-1 à 34. Ce fonds concerne l'union de la gauche. Il couvre couvre la période allant de 1964 à 1979, englobant la formation du Parti socialiste avant 1971 et principalement le *Programme commun* (1972-1977).

88 AN : ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police, Direction centrale des Renseignements Généraux, Sous Direction Ressources et Méthode. :20040455-article 5.

89 AN : ministère de l'Intérieur, direction générale de la Police nationale, Direction centrale des Renseignements Généraux : Georges Marchais : 19800280 / 90-92, Jean-Pierre Chevènement : 19800280 / 51, Robert Fabre : 19800280 / 65, François Mitterrand : 19800280 / 102, Paul Laurent 19800280 / 85, Michel Rocard : 19800280 / 117.

Programme commun est aussi celui des débats politiques. Si comme le souligne Jean Vigreux le Front populaire est le temps de la radio, le *moment Programme commun* est celui de la télévision[90]. La comparaison des temps d'antenne occupés par tel ou tel responsable politique à partir des archives de l'INA quantifie la présence dans les médias de tel ou tel leader.

5) Les entretiens [91]

Une vingtaine de dirigeants ont été interviewés. Fortement impliqués pour la plupart dans les relations PCF, PS, MRG au moment notamment de l'actualisation, ils portent un regard distancié sur cette période non seulement du fait du temps qui s'est écoulé mais également en raison des questionnements programmatiques d'alors qui leur semblent bien éloignés des préoccupations actuelles. Ces témoignages permettent donc de mesurer les oublis volontaires ou involontaires de la part de ces acteurs. Ces témoins commettent des erreurs notamment chronologiques comme par exemple au sujet des propos de Georges Marchais au moment de son retour de Corse en juillet 1977. Certes, en partie anecdotique, cette erreur n'en est pas moins révélatrice de l'existence d'une « légende Programme commun » portée par les uns et les autres - par leurs souvenirs des discussions entre partenaires et surtout par l'image renvoyée par la télévision. Pour les dirigeants communistes interviewés, cette période 1972-1978 est ambivalente. Elle correspond à la fois à une période d'âge d'or - le PCF représente encore plus de 20% de l'électorat et le nombre d'adhérents ne cesse de croître - mais c'est aussi la période au terme de laquelle le PS devient le premier parti à gauche. Aucun des dirigeants communistes interviewés ne regrette la signature du *Programme commun* et seul Roland Leroy [92] formule son approbation quant à la fin des discussions de septembre 1977.
Les propos recueillis lors des entretiens sont un matériau à utiliser avec précaution dans la mesure tout d'abord où c'est une source créée par l'historien lui-même[93] et où le temps mais aussi la mémoire sélective a effacé non pas tant les faits qu'une partie de la chronologie des

90 Jean Vigreux, *Histoire du Front Populaire l'échappée belle,* Paris, Tallandier, 2016.
91 Nadine Finck, « Des témoins encombrants? Mémoire et histoire de 1939-1945 en Suisse », *Carnets de bord*, n°9, septembre 2005, pp. 46-51.
92 Roland Leroy: cheminot, membre suppléant du CC en 1947, titulaire du CC en 1959, membre du secrétariat en 1961, suppléant du BP en 1964, membre du BP en 1967, directeur de *L'Humanité* en 1974
93 Jean-François Soulet, *l'Histoire immédiate*, Paris, Armand Colin, 2009.

événements. Les élections législatives de 1978 sont ainsi parfois « oubliées » ou mal repositionnées chronologiquement, ce qui n'est pas le cas des municipales de 1977 ou de mai 1981 qui sont il est vrai des victoires électorales pour les dirigeants interviewés.

Les dirigeants communistes en charge des négociations en 1977 nient toute responsabilité directe dans la rupture des négociations en septembre 1977 s'en remettant au fonctionnement du centralisme démocratique et au rôle majeur joué par le secrétaire général dans le fonctionnement du PCF. Deux interviews importantes manquent dans le cadre de cette recherche et elle concernent deux personnalités socialistes. La première est celle de Jacques Attali dont le témoignage aurait été précieux alors qu'il est la dernière plume de François Mitterrand le 22 septembre 1977, l'auteur d'une ultime proposition socialiste portant sur les nationalisations, liste remise ce soir-là au dirigeant communiste Philippe Herzog [94]. L'autre témoignage qui manque est celui de Pierre Joxe, un des principaux négociateurs socialistes proche de François Mitterrand.

Aux témoignages recueillis, s'ajoutent les mémoires des acteurs qui complètent ou recoupent notre travail autour des sources orales même si à la lecture des témoignages des dirigeants socialistes, proches de François Mitterrand, il est frappant de constater la quasi absence du *Programme commun* dans la lecture de leur passé militant. Pierre Joxe indique que pour François Mitterrand, mais comme pour lui, l'essentiel n'est pas le *Programme commun* mais un programme en commun.[95] Même si Daniel Vaillant considère que contrairement à certains, le Programme commun ne fut pas une erreur il n'y consacre que quelques lignes dans son histoire du PS[96]. Louis Mermaz, autre fidèle de François Mitterrand, évoque également dans ses mémoires cette période[97]. Les années 1971-1974 sont appelées « l'unité socialiste ». Il ne relate pas la signature du *Programme commun* et évoque les élections de 1973 seulement sous l'angle de l'Union de la gauche. La rupture des négociations n'est évoquée qu'à travers une dizaine de lignes.

De façon classique, nous nous sommes évertués de croiser l'ensemble de cette documentation afin de proposer une analyse aussi complète que possible du poids du *Programme commun* dans l'histoire politique de la France des années 1970. Le cadre méthodologique est donc relativement classique de la méthode de l'historien entre

94 Philippe Herzog : polytechnicien, membre suppléant du CC en 1972, membre titulaire au CC en 1976, membre du BP à l'issue du 23ème congrès du Parti communiste français (Saint-Ouen 9 - 13 mai 1979).
95 Pierre Joxe, *Pourquoi Mitterrand ?*, Paris, Philippe Rey, 2006, p.211.
96 Daniel Vaillant, *PS 40 ans d'histoire*, L'Archipel, Paris, 2011.
97 Louis Mermaz, *Il faut que je vous dise*, Odile Jacob, 2013.

croisements de sources partisanes, documents publics (médias), archives d'État et mémoires d'acteurs. La dispersion des sources entre plusieurs centres de conservation d'archives reste cependant un obstacle à la recherche de l'exhaustivité et quelques fonds non consultés pourront être revisités dans l'avenir : c'est le cas des archives de la préfecture, série W. pour mieux saisir peut-être l'état de l'opinion et d'autres fonds des instances fédérales socialistes et communistes pour appréhender les conséquences du *Programme commun* sur l'appareil militant.

PREMIÈRE PARTIE

De l'alliance électorale à l'alliance programmatique ou la mise entre parenthèses du débat idéologique

Introduction de la première partie

Au cours d'un entretien en mars 2013, Pierre Juquin[98]ancien dirigeant du PCF, revient sur l'idée même de texte et donne plusieurs raisons ayant conduit à la signature du *Programme commun*. La première concerne la nécessité éprouvée par le PCF de sortir d'un isolement politique dans lequel il est enfermé depuis 1947, date de sortie des ministres communistes du gouvernement. La seconde raison est liée à la méfiance vis-à-vis des socialistes : « Il y avait ce sentiment qu'il fallait un acte notarié en bonne et due forme présenté, devant les Français, car nous n'avions pas confiance. » Enfin Pierre Juquin évoque le caractère presque sacré du texte, de l'écrit pour la culture communiste :

> « Dans le mouvement communiste les textes ont toujours joué depuis l'origine un rôle important, soit par citation des textes canoniques des penseurs, comme Lénine, soit par la rédaction, l'adoption, la diffusion, l'étude, des résolutions, déclarations, etc. Chaque congrès tourne autour de la rédaction d'un texte. Cela a quelque chose de factice du reste, car cela évite souvent de débattre du fond, car on se bat pour des virgules, on amende des détails. Il y avait quelque chose de vaticanesque. »

Finalement, à suivre ce dirigeant politique sur les raisons invoquées ayant abouti à l'adoption du *Programme commun*, aucune ne concerne le contenu du programme lui-même, les mesures envisagées. Les raisons internes seraient les plus importantes. Cela explique finalement l'un des paradoxes de l'attitude du PCF à partir de 1964 qui ne cessera de vouloir adopter un programme avec les socialistes sans avoir au préalable écrit son propre programme. L'écriture de *Changer de Cap* ne débute en effet qu'après le congrès d' Épinay du PS en 1971. Ne voulant pas rester en reste, les communistes écrivent leur programme avant l'écriture du programme socialiste.

Le texte signé en 1972 est l'aboutissement d'une longue suite d'accords, de communiqués, de bilans entre socialistes et communistes. Entre 1966 et 1972, socialistes et communistes se rencontrent et élaborent des documents. Il est possible dès lors de parler de genèse du programme adopté en 1972 car même si rien n'était écrit - et il y aurait très bien pu ne pas y avoir de programme adopté en 1972 - cela s'inscrit dans le cadre de nombreuses

98 Pierre Juquin : entretien le 9 mars 2013.
Pierre Juquin est membre suppléant du CC du PCF en 1964 puis titulaire en 1967. Il est en charge de la propagande du PCF à partir de 1976 après s'être occupé des questions relatives à l'enseignement. Il entre au Bureau Politique (BP) en 1979.

discussions, de nombreuses rencontres entre dirigeants socialistes et communistes avec bien souvent autour de la table[99] les mêmes négociateurs, aboutissant également à des accords électoraux parfois conclus en même temps que l'adoption de quelques points programmatiques. Cette suite de discussions, tout comme la réunification d'une partie de la famille socialiste à Épinay, n'est pas au cœur du sujet de ce travail de recherche. Le choix chronologique adopté part du principe que la signature le 12 juillet 1972 marque une rupture dans l'histoire de la gauche en ouvrant le *moment Programme commun*. Mais un détour chronologique à partir du début des années 1960 est nécessaire afin de comprendre ce qui somme toute constitue une genèse programmatique entre 1964 et 1972, en lien, de manière paradoxale, avec l'abandon du débat idéologique que les socialistes et les communistes avaient entamé au début des années 1960.

I - La Genèse du *Programme commun de gouvernement*

En 1962, dans le contexte de la fin de la guerre d'Algérie et de la rupture de la SFIO avec de Gaulle, le désistement républicain en vue des prochaines élections législatives est rendu possible par les déclarations du secrétaire général de la SFIO Guy Mollet, qui déclare le 9 mars à Arras[100] :

> « Au premier tour, que chacun vote pour la famille politique qui lui plaît mais au second tour, il faut voter pour n'importe qui sauf pour l'UNR. Il faut éliminer les béni-oui-oui. Ne vous y laissez pas prendre sinon la République est fichue. »[101]

Cette prise de position est une modification majeure dans le jeu politique français de la période car cela rend possible le vote communiste au second tour pour l'électorat socialiste[102]. Les rencontres officielles entre le PCF et la SFIO puis avec la FGDS (Fédération de la gauche démocrate socialiste)[103] et enfin avec le PS à partir de 1971 ne vont dès lors plus s'interrompre. Au-delà du principe, plus évoqué que véritablement adopté en 1962, le

99 Annexe 3.
100 A cette date les élections législatives sont prévues en 1963.
101 *Le Monde*, 10 mars 1962.
102 Gilles le Beguec, « Bipolarisation », dans Jean Garrigues, Sylvie Guillaume, et Jean-François Sirinelli, *Comprendre la V^{ème} République*, Paris, PUF, 2010.
103 La FGDS est créée le 10 septembre 1965. Elle est constituée par le regroupement des Radicaux , de la CIR(Convention des Institutions Républicaines), de la SFIO. En mars 1966 l'UCRG (Union des clubs pour le renouveau de la gauche) s'associe également à ce regroupement.

désistement automatique pour le second tour n'est véritablement acquis qu'avec la signature d'un *Communiqué commun,*le *20* décembre 1966 en vue des élections de mars 1967. En ce qui concerne les questions programmatiques, le principe d'un programme est lui quasiment acquis pour la suite avec la *Déclaration commune »* de février 1968 signée entre la FGDS et le PCF[104]. Les événements de mai-juin 1968, puis l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie les 20 et 21 août, entraînent la rupture du dialogue entre les socialistes et les communistes. Il faut finalement attendre le regroupement d'une partie de la famille socialiste, à Issy-les-Moulineaux en 1969, puis surtout au congrès d' Épinay en juin 1971, et l'adoption par les socialistes d'un programme pour que soient réunies les conditions permettant d'aller plus loin. Ensuite, tout va vite puisque entre la convention qui adopte le programme du PS[105] et la signature du *Programme commun,* il ne s'écoule que trois mois.

A) Alliance électorale et premiers accords programmatiques : 1962-1968

1) Les prémices : 1962-1966

À l'ouverture du XVI[ème] congrès du PCF en mai 1961[106], Waldeck Rochet en appelle au « Front unique et au rassemblement des forces démocratiques. »[107] Le 31 janvier 1962 à Arras, lors d'un meeting, Etienne Fajon membre du Bureau Politique (BP) du PCF appelle socialistes et communistes à s'entendre « au grand jour [...]sur un programme commun qu'il leur appartiendra d'appliquer ensemble » et qu'il s'agit selon lui « de la question majeure du moment»[108]. A partir de cette année-là, avec la fin de la guerre d'Algérie et le référendum sur l'élection au suffrage universel du président de la République[109] d'octobre 1962 auquel PCF et PS ont appelé à voter « NON », ces deux formations politiques se retrouvent toutes les deux dans l'opposition. Même si les déclarations (déjà citées) de Guy Mollet à Arras le 9 mars 1962 ne sont pas très précises, elles vont dans le sens d'un rapprochement au moins électoral entre

104 Annexe 3, document 2.
105 Convention de Suresnes, 11 mars 1972.
106 XVI[ème] congrès du PCF du 11 au 14 mai 1961.
107 *L'Humanité,* 12 mai 1975.
108 *L'Humanité,* 1 février 1964.
109 Référendum du 28 octobre 1962.

les deux formations, en souhaitant l'élimination du candidat de l'Union pour la Nouvelle République (UNR) face au candidat communiste pour les élections prévues alors en 1963. Le 31 mai 1962 à l'occasion du CC de Bezons, Maurice Thorez déclare :

> « nous allons […]vers l'idée d'un programme établi en commun avec les groupements et partis démocratiques […] celui-ci proposera des revendications acceptables par tous les démocrates et adaptées à l'époque donnée, au rapport de force. »[110]

Le PCF n'abandonne donc pas son objectif d'aboutir à l'adoption d'un programme avec d'autres forces politiques. Mais le calendrier électoral est modifié car suite au vote d'une motion de censure, après l'annonce par de Gaulle d'un référendum portant sur l'élection au suffrage universel du président de la République, le gouvernement Pompidou chute le 4 octobre 1962. Les élections législatives prévues en 1963 ont lieu finalement plus tôt, en novembre 1962.

Des élections législatives de 1962 à l'élection présidentielle de 1965

Les élections législatives de 1962[111] puis l'élection du président de la République au suffrage universel avec la candidature commune de François Mitterrand en 1965 signent le début, sinon de l'Union de la gauche, du moins d'une alliance à gauche. Elles ne sont pas précédées de la signature d'un véritable programme, mais participe à la création d'un réflexe électoral pour un second tour chez l'électeur socialiste ou communiste, signe d'appartenance à une même famille politique.

Les élections législatives de novembre 1962 font suite au vote de la motion de censure le 4 octobre par une majorité des députés. L'opposition s'insurge, dans le texte de cette motion, contre l'absence de débat parlementaire dans le cadre de la révision constitutionnelle proposée par le Général de Gaulle sur l'élection du président de la République[112]. Mais ces élections législatives découlant de la chute du gouvernement n'ont lieu qu'après le référendum du 28 octobre 1962 qui avait été prévu avant la motion de censure. Ce référendum est favorable au pouvoir gaulliste puisque le « OUI » l'emporte à près de 62 %. Les électeurs approuvent ainsi la révision constitutionnelle portant sur l'élection du

110 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, archives sonores 4AV/352 à 383, CD N° 243 à 246.

111 *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962,* François Goguel, *op. cit.*

112 La motion de censure est approuvée par 280 voix, la majorité requise étant de 241 voix.

président de la République au suffrage universel. Très vite, en vue des élections législatives qui doivent suivre, des rapprochements ont lieu entre la SFIO et le PCF. Lors du CC du 4 octobre 1962, le jour même du vote de la motion de censure, le PCF lance un nouveau mot d'ordre « marchons côte à côte pour frapper ensemble. »

A l'issue du premier tour le 18 novembre 1962, le PCF obtient 21% des suffrages exprimés et la SFIO 12 % avec plus de 4 millions de voix pour les communistes contre 2,3 pour les socialistes[113]. Le PCF progresse ainsi de 2,3 % alors que la SFIO perd près de 3 % des voix. Entre les deux tours, les communistes et socialistes appellent parfois localement au désistement. C'est la première fois que s'esquisse un désistement républicain à gauche depuis 1947 et les électeurs obéissent avec une discipline qui étonne les observateurs [114]. Ainsi, malgré la période de Guerre Froide qui perdure, le sentiment culturel d'appartenance à la gauche semble donc plus fort chez les électeurs que les divergences idéologiques entre organisations, notamment celles qui relèvent des questions internationales et des libertés politiques. Si en 1958, aucun des députés socialistes n'a dû son élection aux voix communistes, ce n'est plus le cas en 1962[115]. Le PCF se permet même de faire des « cadeaux » comme dans l'Hérault où le candidat du PCF arrive devant Jules Moch [116] mais lui cède néanmoins sa place[117]. Le PCF qui n'avait obtenu que 10 députés en 1958 en obtient 41 et la SFIO en gagne 25 malgré des pertes en voix importantes. La SFIO ne peut enrayer son déclin en voix que par l'intermédiaire du désistement républicain, ce dernier renforçant électoralement le PCF en lui permettant de sortir de son isolement. La SFIO tente néanmoins de minimiser la portée de ces désistements. Gérard Jacquet, directeur du quotidien de la SFIO, *Le Populaire,* parle ainsi d'une « tactique de circonstance » qui n'a donné lieu à « aucun accord entre socialistes et communistes »[118]. Le 22 novembre Guy Mollet, entre les deux tours, indique du reste que les socialistes ont pris la décision de se maintenir même derrière

113 *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962,* François Goguel, *op. cit.*

114 François Goguel, *Le Référendum d'octobre et les élections de novembre 1962,* Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, Armand Colin, p. 98.

115 Pierre Martin, *Les élections municipales en France depuis 1945*, Paris, La Documentation française, 2001, p. 72.

116 Jules Moch (1893-1985) : le député communiste Raoul Calas se retire alors qu'il était en tête au premier tour. Jules Moch en 1947 pendant les grèves était ministre de l'Intérieur. Jules Moch donne sa démission du PS en 1975 en étant opposé à l'alliance avec les communistes et publie en 1977*, Le communisme, Jamais* !.

117 Extrait du discours de clôture prononcé par Waldeck Rochet lors de la conférence nationale des 2 et 3 février 1963 : « un autre aspect également nouveau de notre tactique de Front Unique, c'est que, dans certains cas, pour favoriser une large union, nous nous sommes désistés pour des candidats socialistes et républicains arrivés, au premier tour, après nous. Le cas le plus marquant à cet égard a été celui de l'Hérault avec Jules Moch. », *L'Humanité*, 5 février 1963.

118 *Le Populaire,* 23 novembre 1962.

un candidat communiste à partir du moment où il n'y avait pas de « péril réactionnaire »[119] en contradiction donc avec ses propos tenus à Arras le 9 mars 1962.

Malgré ses progrès en sièges, les résultats du premier tour montre que le PCF ne parvient pas à améliorer sensiblement ses résultats et surtout, si le pourcentage d'inscrits est pris en compte , qu'il se retrouve au même niveau qu'en 1936 avec 13 % des inscrits, sans retrouver les scores obtenus avant 1958 et l'avènement de la V^{ème} République. Un accord électoral ne lui suffit pas pour sortir de son isolement. Le PCF essaye toujours d'obtenir la signature d'un programme commun même si les conditions ne sont pas encore réunies.

Le titre de *L'Humanité* du 5 février 1963 se veut optimiste pour l'avenir : « Les progrès accomplis par l'union entre communistes, socialistes et autres républicains sont pleins de promesses », même si Waldeck Rochet constate l'impossibilité d'aboutir pour l'heure à un accord allant au-delà d'un simple accord électoral :

> «si socialistes et communistes affirment des positions identiques sur nombre de questions, cela ne signifie cependant pas pour autant que toutes les conditions sont déjà réunies pour aboutir à la conclusion d'un accord national d'unité sur la base d'un programme commun. Certes, nous communistes, nous sommes prêts à signer un tel accord, mais les dirigeants de la SFIO et des autres partis démocratiques n'y sont pas encore disposés. »[120]

Malgré tout il insiste sur les rapprochements qui viennent d'avoir lieu entre la classe ouvrière et les classes moyennes à l'occasion de ces élections considérant qu'il s'agit d'un point d'appui pour des accords futurs :

> « Le plus important à nos yeux c'est avant tout le fait que l'union réalisée à l'occasion des élections a contribué à créer des conditions plus favorables pour travailler au rassemblement dans le pays de toutes les forces ouvrières et démocratiques […] A tout prix front unique de la classe ouvrière ! A tout prix rassemblement de la classe ouvrière et des classes moyennes ! »

De son côté, lors de son 54ème congrès en juin 1963, la SFIO adopte un texte portant entre autre sur les rapports avec le PCF[121]. Si les conditions nécessaires à un accord politique et aux actions communes ne sont pas remplies pour les socialistes, le principe d'un dialogue idéologique avec les communistes est du moins acté. Par articles interposés, communistes et socialistes vont donc dès lors poursuivre ce dialogue idéologique. Dans la revue *La Nouvelle*

119 Radio Luxembourg, 22 novembre 1962.
120 *L'Humanité,* 5 février 1963.
121 Roger Quilliot et Guy Mollet, *Les communistes et nous*, Paris, SFIO, 1964. Roger Quilliot et Guy Mollet, *Les communistes et nous deuxième série*, Paris, SFIO,1964.

critique[122], revue théorique du PCF [123], le communiste Michel Simon [124]interpelle les socialistes, alors que de son côté le socialiste Roger Quilliot [125]publie une série d'articles parus dans *Le Populaire*[126]. Guy Mollet va jusqu'à poser la question « *Peut-on effacer 1920 ?*[127]*».* Ce dialogue idéologique s'inscrit dans une démarche tendant à valider scientifiquement une démarche politique qui ébauche la marche à l'unité[128].En 1945 un débat de ce type a lieu. Il est alors question pendant quelques mois d'Unité organique.

Mais le PCF souhaite toujours aller au-delà d'un simple dialogue idéologique. Le CC des 5 et 6 octobre 1963 adopte une résolution pour mener une grande campagne nationale.

> « pour soumettre aux travailleurs des villes et des campagnes, à tous les démocrates, les solutions proposées par le Parti pour l'élaboration d'un programme commun et la lutte à mener pour sa réalisation. »

Le 22 octobre, le PCF fait imprimer à 4 millions d'exemplaires à l'usine Crété de Corbeil un tract intitulé « pour en finir avec le pouvoir personnel. » L'adoption d'un programme commun y est présenté comme la solution « pour en finir avec le gaullisme[129] ». En page intérieure de *L'Humanité* du 23 octobre 1963, il est question de 105 meetings pour lancer la campagne pour un « *programme démocratique commun* » et le 24 octobre Etienne Fajon[130] toujours dans les colonnes de *L'Humanité* en appelle, au nom du BP, à passer « de l'action commune à un programme commun. »[131] Il prend appui pour son raisonnement sur la grève des cheminots de la veille, et celle annoncée chez les enseignants, les postiers et l'ensemble des fonctionnaires. Etienne Fajon précise que l'objectif est double. Il s'agit à la fois de parvenir à un changement de régime par l'intermédiaire d'une Assemblée constituante, mais aussi d'obtenir la limitation du pouvoir des monopoles capitalistes en nationalisant les plus puissants et en démocratisant la gestion de toutes les entreprises publiques. Le PCF préconise l'établissement d'une « démocratie avancée » qui correspond clairement en 1963, à un changement institutionnel

122 Revue créée par le PCF en 1948.
123 Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle critique (1967-1980)*, Paris, la Découverte, 2005
124 Michel Simon : membre du PCF, suppléant au CC en 1964, titulaire en 1970.
125 Roger Quilliot (1929-1998) : en 1964 est membre du comité directeur de la SFIO.
126 Roger Quilliot et Guy Mollet, *Les communistes et nou*s, Paris, 1964. Roger Quilliot et Guy Mollet, *Les communistes et nous deuxième série*, Paris, 1964.
127 Préface de Guy Mollet, dans Roger Quilliot et Guy Mollet, *Les communistes et nou*s, Paris, 1964.
128 Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle critique (1967-1980)*, *op. cit.*, p. 60.
129 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320, article 5.
130 Etienne Fajon (1906-1991) : suppléant au CC en 1932, titulaire du CC en 1945 et membre du BP en 1947. Il devient également membre du Secrétariat en 1972.
131 *L'Humanité,* 24 octobre 1963 : article d'Etienne Fajon, « De l'action commune au programme commun ».

pour revenir à un rôle accru des députés, conformément aux critiques qui étaient celles du PCF au moment de l'adoption de la Constitution de 1958 qu'il a combattue.

Mais le PCF n'est pas seul à lancer cette offensive. D'autres organisations proches du PCF reprennent la même exigence. C'est le cas de la Ligue des droits de l'homme (LDH), par la voix de Daniel Mayer son président, qui « préconise l'élaboration d'un programme commun » et la CGT par la voix de Livio Mascarello [132]. Ce dernier indique que « La CGT considère que le rassemblement des forces démocratiques est possible sur la base d'un programme commun ». Pour la SFIO cependant il n'est pas question d'aller au-delà d'un dialogue. Guy Mollet en tournée dans le Tarn-et-Garonne, le 15 décembre 1963, répond clairement que la SFIO refuse toute discussion sur un programme commun:

> « Vous nous demandez un programme commun pour une action gouvernementale. Malheureusement l'unité ouvrière en France n'est pas encore faite. Si nous devons être dupes, vous avez perdu d'avance. »[133]

Le BP du PCF répond aux propos de Guy Mollet en précisant le 25 décembre qu'il ne pourra y avoir de candidature commune pour les élections présidentielles en 1965 sans programme commun. Le Parti Socialiste Unifié (PSU) rejoint cette volonté communiste, en se prononçant à l'issue de sa convention du 27 janvier 1964 « pour une candidature commune à l'élection présidentielle […] pour un programme discuté par toutes les forces politiques et syndicales se recommandant du socialisme sans aucune exclusive[134] ». Le 31 janvier 1964, Etienne Fajon déclare donc lors d'un meeting à Arras au cœur du fief de Guy Mollet que « l'accord sur un programme commun est la question majeure du moment[135] ». En mai 1964 le XVII^{ème} congrès du PCF[136] affirme la nécessite de l'élaboration commune d'un programme pour créer les conditions de la victoire. L'affiche communiste du congrès porte comme slogan «UNION ACTION pour un Programme commun de démocratie de progrès social, de paix, pour l'avenir de la France [137] ». Waldeck Rochet nouveau secrétaire général du PCF déclare que les communistes rejettent le principe du parti unique, l'analysant comme étant le produit du stalinisme :

> « Cette idée soutenue par Staline constitue une généralisation abusive de circonstances spécifiques dans lesquelles se déroula la révolution d'octobre. »

132 *L'Humanité,* 21 décembre 1963.
133 *Combat,* 16 décembre 1963.
134 *L'Humanité,* 28 janvier 1964.
135 *L'Humanité,* 1er février 1964.
136 XVII^{ème} congrès du PCF, 14-17 mai 1964.
137 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 89 FI 305. (Annexe 4, document 2.)

Le PCF donne des gages démocratiques pour essayer de sortir de son isolement.

Précédant les élections présidentielles de décembre les élections municipales de mars 1965 sont l'occasion de tester les rapprochements entre socialistes et communistes. Des accords sont conclus pour les élections municipales de mars 1965. Dans les municipalités de plus de 30 000 habitants, 12 listes sont officiellement investies par la SFIO avec le PCF contre 21 avec des forces modérées de droite. Le 2 juin 1964, une première rencontre a lieu entre la SFIO et le PCF. Les négociations sont menées par Paul Laurent[138]pour le PCF et Claude Fuzier[139]pour la SFIO. En région parisienne ces discussions aboutissent le 14 janvier 1965 à un accord pour Paris et 39 communes de la Seine. Les alliances avec les communistes sont alors minoritaires mais en nombre significatif, quand on les compare aux quarante neuf municipalités socialistes avant ce scrutin dont seulement deux sont alors dirigées avec les communistes[140]. A l'échelle nationale et à l'issue du scrutin, le PCF gagne 8 villes dont Le Havre, Nîmes, Alès alors que la SFIO en perd 8. Ces élections mettent en évidence au sein de la SFIO d'importantes contradictions en termes d'alliances et renforcent la stratégie communiste qui consiste toujours à sortir de l'isolement.

L'élection présidentielle de 1965

L'année 1965 est surtout dominée en matière électorale par le scrutin présidentiel. En décembre 1964, le PCF, dans une déclaration du BP, annonce l'abandon du principe défendu jusqu'alors d'un accord sur une candidature commune subordonné à un accord sur le programme[141]. La voix est libre pour une candidature unique. Mais avant l'élection de décembre, du côté de la SFIO, l'année 1965 est d'abord marquée par deux échecs. Tout d'abord, l'impossible création de la *Fédération Démocrate Socialiste* qui devait regrouper le Parti radical, le MRP et la SFIO mais aussi l'échec de la candidature de Monsieur X, Gaston

138 Paul Laurent (1925-1990) : dirigeant du PCF. Il est suppléant du CC en 1956, et titulaire en 1959, puis suppléant du BP en 1961 et titulaire en 1964, membre du Secrétariat en 1946.

139 Claude Fuzier (1924 1997) : dirigeant de la SFIO. secrétaire général de la FGDS de 1965 à 1968.Maire de Bondy (1977-1995)

140 Pierre Martin, *Les élections municipales en France depuis 1945,* Paris, Documentation française, 2001.

141 *L'Humanité,* 26 décembre 1964 - déclaration du BP.

Defferre [142]. François Mitterrand leader de la Convention des Institutions Républicaines (CIR)[143] se déclare candidat le 9 septembre 1965[144], le lendemain de l'annonce de la candidature de De Gaulle[145]. La candidature de François Mitterrand est acceptée officiellement par le CC du PCF le 26 octobre. En tant que candidat unique de la gauche il obtient 32% des voix au premier tour. De Gaulle est mis en ballottage en raison du bon score de François Mitterrand mais aussi de celui obtenu par Jean Lecanuet, candidat des Réformateurs. Entre les deux tours, le 10 décembre, la *Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste* (FGDS) est créée. Elle regroupe la SFIO, l' Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), le Parti radical et les clubs. Appelée aussi la petite fédération de par l'absence du MRP elle devient dès lors le principal interlocuteur du PCF. Un tournant à gauche a été pris.

François Mitterrand est battu au deuxième tour, mais le bon résultat du candidat soutenu par les communistes ouvre de nouvelles perspectives[146]. La gauche a deux ans devant elle à ce moment-là sans élections majeures - les élections législatives de 1967- pour se reconstruire. Or, les questions doctrinales à gauche sont toujours à l'ordre du jour. Les 31 janvier et 1er février 1966 ont lieu les rencontres de Grenoble qui réunissent « l'ensemble des familles de gauche qui n'appartiennent ni au parti communiste ni à la fédération de la gauche démocratique[147] ». Le PCF critique sévèrement cette initiative. *L'Humanité* du 2 mai 1966 informe ses électeurs que cette rencontre a eu lieu sans aucun représentant des partis de gauche même si y figuraient « quelques renégats de notre parti. »[148] Pour le journal *Combat,* ce colloque est au contraire positif car il est « le premier acte positif d'une recherche doctrinale » et la porte n'est pas totalement fermée à des discussions avec les communistes. Gilles Martinet pour le Parti Socialiste Unifiée (PSU) annonce du reste à cette occasion qu'un dialogue avec le PCF va s'amorcer.[149]

Dès le début de l'année 1966 le PCF de son côté reprend l'offensive en faveur d'un

142 Gaston Defferre (1910-1986) : en 1965 Gaston Defferre est un des dirigeants de la SFIO. Il est maire de Marseille.

143 La CIR est créée en 1965. Laurent Jalabert, « La Convention des institutions républicaines (1964-1971) », *Vingtième siècle, N°104,* Paris, Presses de Sciences Po, *p. 123-139.*

144 Claude Estier, *J'en ai tant vu Mémoires,* Paris, Le Cherche Midi, 2008.

145 François Mitterrand subordonne sa candidature à la création de la FGDS dont la charte est adoptée le lendemain.

146 Au second tour de la présidentielle François Mitterrand obtient 45 % après avoir obtenu 31 % au premier tour.

147 *Combat,* 2 mai 1966.

148 *L'Humanité,* 2 mai 1966.

149 *Combat,* 2 mai 1966.

programme commun en profitant de la campagne présidentielle qui vient d'avoir lieu. En janvier, le CC fait ainsi éditer une brochure intitulée « des réponses aux questions que se posent les Français et les Françaises. » Selon le PCF, le « remplacement du régime gaulliste est à l'ordre du jour ». Cette brochure est imprimée localement. Ainsi en Ille-et-Vilaine le PCF fait éditer 5000 tracts en février 1966 afin, comme le souligne la note des RG, de mener campagne en faveur de l'union des partis de gauche et pour un programme commun[150]. Le 12 janvier, Waldeck Rochet adresse un courrier à la SFIO en ce sens. La réponse de la SFIO le 26 janvier, précise qu'une décision de ce type relève de la FGDS, et que les conditions ne sont pas remplies ainsi que l'avait analysé son 54ème congrès. En revanche, la SFIO juge nécessaire d'approfondir les points de divergences qui subsistent. Elle propose dans ce courrier de reprendre le dialogue sur les « *questions fondamentales* » et déclare ne pas s'opposer à des stratégies défensives. La SFIO se déclare donc toujours favorable à la poursuite d'un dialogue idéologique avec le PCF.

Localement le PCF essaye de brouiller les tentatives qui s'opèrent au sein de la FGDS d'ancrage au centre, et accuse certains, comme Gaston Defferre à Marseille, de préconiser le regroupement de toute la gauche jusqu'aux chrétiens démocrates à l'exclusion des communistes.[151] Ceux-ci poursuivent leur campagne en faveur d'un programme commun comme à Saint-Brieuc avec des affiches collées dans la nuit du 19 au 20 avril 1966[152]. Sur le terrain, le PCF poursuit donc opiniâtrement ses efforts pour sortir de son isolement. Les notes des RG[153] qui relèvent des distributions de tracts, des collages en faveur d'un programme commun sont nombreuses. Comme par exemple devant les entreprises à Saint-Cloud le 14 septembre. Tout au long de ce premier semestre 1966, le PCF, tant localement que nationalement, cherche à se présenter comme la seule alternative à une alliance avec les socialistes. Il multiplie par ailleurs les signes d'évolution. Ainsi les 11, 12, et 13 mars 1966, le CC d'Argenteuil achève de préciser le nouveau statut des intellectuels au sein du PCF. Waldeck Rochet les présente comme ceux qui « aident efficacement à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Parti dans tous les domaines aux côtés de la classe ouvrière. »[154] Ce CC est une étape importante qui s'inscrit dans la volonté du PCF de

150 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320, note des Renseignements généraux (RG), 17 février 1966.
151 *L'Humanité*, 6 avril 1966.
152 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320 article 5 : texte de l'affiche « Une majorité démocratique est-elle possible ? Oui si les partis de gauche élaborent ensemble un programme commun, qu'ils appliqueront ensemble »
153 AN, 19970320.
154 *Cahiers du Communisme,* mai-juin 1966.

légitimation du Parti par sa transformation en parti de gouvernement[155].

Le programme de la FGDS en 1966.

Le 29 juin 1966[156], Waldeck Rochet adresse à François Mitterrand un courrier auquel il joint le texte du programme « pour une démocratie véritable » adoptée par le CC. Il précise que ce courrier est destiné à être discuté en vue d'aboutir à un accord sur un programme commun pouvant constituer pour les partis démocratiques un «*contrat de majorité et de gouvernement*. »

Cependant, le 14 juillet 1966, la FGDS rend public son propre programme. Guy Mollet secrétaire général de la SFIO, membre de la FGDS, précise lors de la conférence de presse, que ce programme n'a pas vocation à être « *soumis* » aux autres formations de gauche[157]. La FGDS ne souhaite donc pas aboutir à un programme approuvé par les communistes. Le programme présenté à la presse en ce mois de juillet 1966 n'est pas complet. Il se présente sous forme d'un préambule et d'un abrégé d'environ 75 pages. Dans le Préambule, la FGDS précise qu'elle « refusera tout compromis qui l'amènerait à s'associer à une politique contraire à l'esprit et aux données fondamentales de ce programme » . L'édition du *Monde* des 17 et 18 juillet 1966 publie de larges extraits du programme. Il n'est pas question de socialisme mais plutôt de démocratie. La FGDS donne la priorité à l'Éducation Nationale qualifiée de « force de frappe de la France moderne. » Elle affiche également sa volonté d'aboutir à une Fédération des États-Unis d'Europe considérée comme « la seule chance de préserver l'héritage de la civilisation ». Parmi les 120 projets concrets énumérés, figure la renonciation à la création d'une « force de frappe atomique » et la suppression de l'article 16 de la constitution. Il n'est alors pas question de nationalisations mais d'extension du secteur public aux entreprises dont l'État assure la totalité des débouchés. Dans le domaine pharmaceutique, est proposée la création d'un « office central des entreprises de fabrication des produits pharmaceutiques » à la demande des radicaux car ceux-ci ne souhaitent pas l'utilisation de l'expression « national. »

Par la voix de son BP, le PCF juge ce texte de manière plutôt positive en constatant la présence d'un « nombre appréciable de points de convergence favorables à l'élaboration d'un

155 Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle critique, op. cit.*
156 *L'Humanité,* 29 juin 1966.
157 *Ibid*.

programme commun[158] ». Par ailleurs, le BP renouvelle « la proposition d'une tactique électorale commune comportant un accord national de désistement réciproque en faveur du candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel ». Dans l'éditorial de *L'Humanité* du 16 juillet 1966 intitulé « Du programme fédéral au programme commun » René Andrieu prend acte du programme de la fédération, mais considère qu'il reste toujours à établir le programme de « la gauche unie ». Le BP du 18 juillet 1966[159] décide la publication dans *l'Humanité* d'un certain nombre d'articles afin de souligner les convergences mais aussi les divergences entre le programme de la FGDS et les positions des communistes.
Le PCF poursuit sans fléchir la stratégie adoptée depuis 1963.

Le *Communiqué commun* FGDS-PCF de décembre 1966

Le dialogue se poursuit donc entre la FGDS et le PCF et aboutit après 3 rencontres (du 13 au 20 décembre 1966[160]) à l'élaboration d'un *Communiqué commun* le 20 décembre 1966. *L'Humanité* du 14 décembre[161] rend compte de la première rencontre au siège de la Fédération. En une du journal communiste, est insérée une photo des représentants des deux organisations et l'annonce que la prochaine rencontre aura lieu au siège du PCF, inaugurant une pratique d'alternance des lieux qui perdurera finalement jusqu'en 1977. Cette mise en scène des rencontres via une photo des participants autour d'une table avant le début des discussions, ou au moment d'une signature, devient une constante. Il faut montrer des représentants politiques qui s'apprêtent à discuter, à signer un document. Le communiqué adopté le 20 décembre 1966 entérine l'union électorale entre la FGDS et le PCF pour les élections législatives à venir, en appelant à voter pour les « candidats de gauche » au second tour. Il va même au-delà, puisqu'il s'agit également d'un état des lieux des convergences et des divergences[162]. Même si le *Communiqué commun* reste au stade d'un certain nombre de généralités, il contient cependant quelques propositions précises. Il est ainsi prévu un

158 *L'Humanité*, 15 juillet 1966.

159 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD : 2 NUM 4, BP du 18 juillet 1966.

160 1ère rencontre le 13 décembre au siège de la Fédération (86 rue de Lille) – Délégation communiste : Waldeck Rochet, Georges Marchais, Roland Leroy, François Billoux, Etienne Fajon et Paul Laurent / Délégation de la FGDS : François Mitterrand, Guy Mollet, René Billères, Louis Mermaz, Charles Hernu, Pierre Brousse, René Schmitt, Claude Fuzier, et Michel Soulié. (source *L'Humanité* du 14 décembre) -2eme rencontre : le 16 décembre 1966 – 3ème rencontre le 19 décembre 1966 - débute à 16h30, s'interrompt à 18h30 pour permettre le travail d'une commission restreinte. Fin à 2h15 le 20. L'accord est rendu public le 21 à 15h au siège du PCF.

161 Annexe 3, document 1.

162 *L'Humanité,* 22 décembre 1966.

abaissement progressif de l'âge de la retraite et la nationalisation des industries d'armement et des banques d'affaires. Les signataires déclarent être fondamentalement hostiles à la force de frappe mais prennent acte de leurs divergences en matière de politique étrangère : « Les délégations ne dissimulent pas leurs divergences sur des points importants de la politique extérieure » Toutefois, la FGDS tient à inscrire dans le texte qu'il ne s'agit pas pour elle d'un programme commun. Elle souligne vouloir conserver son indépendance programmatique car son propre programme est celui qui « correspond à l'intérêt de la démocratie » ce qui, selon elle, interdit en quelque sorte « l'élaboration d'un programme commun » qui supposerait résolue « toutes les divergences existantes au sein de la gauche ». Dans ce communiqué, qui ne fait qu'une page, les communistes prennent acte de leur côté que leur proposition de «programme commun» n'a pas été acceptée. Finalement ce texte laisse surtout une large place à un accord électoral. Si chaque formation prévoit de se présenter sous ses propres couleurs au premier tour, chacun s'engage pour le second tour à appeler les électeurs à assurer le succès du candidat de gauche le mieux placé par le suffrage universel. Mais dans le cas où la gauche n'aurait aucune chance de l'emporter, la FGDS se réserve la possibilité de soutenir un candidat centriste[163], alors que pour le PCF, il n'est pas envisageable de se désister pour un candidat autre que socialiste[164]. François Mitterrand, au nom de la FGDS, se félicite de l'accord : « Nous savons que nous avons accompli un acte important. Nous espérons que cet acte sera décisif. Nous luttons contre le pouvoir personnel. »[165] Ce jour-là le PCF souhaite bien un accord, même a minima avec des divergences, ce qui était précisé dans le mandat donné la veille à la délégation communiste par le BP : « Lutter pour un accord sur une plate forme commune mais ne pas en faire un cas de rupture et si nécessaire, accepter la formule " base d'action commune"[166] » ; *L'Humanité,* le lendemain de la signature, en première page, montre une photo de Waldeck Rochet entouré de François Mitterrand et de Guy Mollet. Le PCF montre à voir la signature de l'accord. Il attache une grande importance à cet événement au point que les propos de François Mitterrand sont reproduits en pages intérieures et que le quotidien communiste annonce que les textes du discours de Waldeck Rochet au CC et

163 *L'Humanité*, 22 décembre 1966: Extrait du *Communiqué commun* « Pour assurer la défaite des candidats gaullistes lors qu'aucun candidat de gauche ne sera en mesure de l'emporter il était nécessaire de ne pas exclure le désistement en faveur d'un républicain résolument hostile au pouvoir personnel »

164 *Ibid*. « les candidats communistes ne se retireront pas en faveur des candidats de droite et qu'ils se maintiendront au second tour à la fois contre les candidats gaullistes et contre les autres candidats réactionnaires. »

165 *L'Humanité*, 22 décembre 1966.

166 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD : 2 NUM 4, BP du 19 décembre 1966.

l'accord PCF-FGDS feront l'objet de tracts mis à la disposition des fédérations « à partir du 23 décembre » . *Le Monde,* dans son édition du 22 décembre, souligne la portée politique de l'événement :

> « Pour la première fois depuis le 23 août 1945, les chefs communistes, socialistes et radicaux, contresignent ensemble un document qui n'est pas comme il y a vingt et un ans, une simple lettre de protestation et de revendications, mais qui comporte des engagements à court et moyen termes[...]ils s'apprêtent à travailler ensemble, comme au sein de la délégation des gauches de 1935. Tel est le sens de l'événement. »

2) Les élections législatives de 1967 [167]

La gauche cherche dans son ensemble et dans le cadre des institutions de la V[ème] République à faire face au mode de scrutin majoritaire à deux tours. Le 8 décembre 1966, le PSU rencontre tour à tour la FGDS et le PCF[168]. Un accord électoral est signé entre le PSU et PCF le 7 janvier 1967. Les deux formations sont ainsi d'accord pour donner la priorité lors d'un second tour à la défaite du gaullisme et du centrisme. Entre le PSU et la FGDS l'accord est signé le 20 janvier 1967. Il a pour objectif d'éviter l'affrontement dès le premier tour entre des candidats FGDS et PSU sur la même circonscription. Au soir du 20 janvier 1967, l'ensemble de la gauche est donc parvenu à un accord national pour le second tour des élections législatives prévues en mars 1967. Tous veulent en finir non pas avec ce qui s'appelle alors la droite mais le « régime gaulliste » qui doit selon la FGDS et le PCF être « éliminé ».[169] comme cela avait été précisé dans le communiqué commun de décembre. Les accords de désistement passés à gauche sont une première depuis 1936[170].

Pour le PCF, les élections de 1967 sont bien entendu importantes, mais par la voix de leur secrétaire général, les communistes tentent toujours de faire valoir leur volonté d'aboutir à l'élaboration d'un programme commun et que ces élections ne sont donc qu'une étape. Waldeck Rochet déclare ainsi le 28 février 1967, au Palais des Sports à Paris, à quelques jours du premier tour, que le PCF par la voix du BP va proposer à la Fédération une rencontre dès le lendemain des élections en vue « de prolonger et renforcer l'accord d'unité du 20 décembre [...]afin d'élaborer au lendemain des élections un programme commun de gouvernement, un

---

167 Les 5 et 12 mars 1967.
168 *L'Humanité,*9 décembre 1966.
169 *Communiqué commun,* FGDS-PCS 20 décembre 1966.
170 De 1945 à 1958 le problème ne se posait pas car il s'agissait d'un scrutin proportionnel ou mixte en 1951 et apparentements en 1956.

contrat de majorité entre tous les partis de gauche ».[171]

La presse et la télévision parient pour ces élections législatives sur une « confirmation » plutôt que sur un« réalignement »[172]. Les moyens d'information consacrent en conséquence moins de temps à ces élections qu'en 1962. Monica Charlot, en analysant les temps consacrés à la campagne dans les médias constate en effet, que pour ce qui est du journal télévisé, du 13 février au 4 mars 1967, 17% du temps fut consacré à ces élections contre 22% en 1962 pour la même période précédant le premier tour[173]. Cette campagne sans doute bien terne est néanmoins marquée par quelques temps forts comme la déclaration d Alain Peyrefitte, alors ministre de la Recherche qui affirme le 19 février 1967 que le président de la République ne confierait pas le gouvernement à l'opposition si celle-ci venait à gagner. Dans le cadre de la campagne officielle sur la première chaîne, Marie-Claude Vaillant Couturier [174] intervient au nom du PCF le 2 mars 1967[175]. Elle rappelle la stratégie du PCF qui souhaite sortir de son isolement politique, de son rôle uniquement critique, en affirmant qu' « il n'y a pas de progrès social possible sans l'union des partis de gauche et la participation active des communistes ». Elle poursuit en indiquant que le PCF est prêt en cas de victoire à participer au pouvoir mais que cela ne peut passer que par « l'entente entre les partis de gauche pour un programme commun de progrès social, de démocratie et de paix ».

Ce même jour, François Mitterrand au nom de la FGDS, dénonce l'intervention du président de la République prévue à la télévision le 4 mars alors que la campagne électorale sera terminée. Malgré les critiques, le général de Gaulle s'exprime en effet au cours d'une intervention de sept minutes [176]. Il en appelle au vote pour la V^{ème} République en déclarant « Tous les espoirs sont permis à la Nation si notre V^{ème} République l'emporte ». Il n'utilise pas les termes de gauche, socialiste ou communiste. Il se situe au-dessus des partis, l'autre camp est nié, seul le gaullisme existe. Valéry Giscard d'Estaing procède de la même façon la veille du premier tour des élections législatives de mars 1978 en prenant la parole après la clôture de la campagne officielle[177].

171 *Le Monde*, 1er mars 1967

172 *Jean* Charlot, Jean Stoetzel, « Quand la gauche peut gagner : les élections législatives des 4-11 mars 1973 »,*Institut français d'opinion publique*, Paris, 1973.

173 Article de Monica Charlot «*Les moyens d'information Presse Radio Télévision* « dans *Les élections législatives de mars 1967*,Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, *op. cit.*

174 Membre du CC depuis 1945.

175 INA, le 2 mars 1967, CAF02049810

176 http://www.ina.fr/fresques/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00128/allocution-du-general-de-gaulle.html

177 http://www.ina.fr/fresques/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00128/allocution-du-general-de-gaulle.html

Le 5 mars 1967 au soir, à l'issue du premier tour, on compte 19 % d'abstention contre 31 % en 1962. Le PCF avec 22,5 % des suffrages exprimés améliore son score de 1962 sans toutefois retrouver les 26 % du 2 janvier 1956. Mais il obtient plus de 5 millions de voix, soit un million de plus qu'en 1962. La FGDS obtient un million de voix en moins que le PCF, mais en ayant laissé sa place dans certaines circonscriptions au PSU qui en recueille 506 000 [178]. Au total, communistes FGDS et PSU atteignent 43 % des voix soit 0,5 % de plus qu'en 1962. Pour le deuxième tour le PCF fait des «cadeaux» politiques acceptés par la FGDS. Douze candidats communistes, largement en tête à l'issue du premier tour, se désistent ainsi pour laisser la place aux candidats de la FGDS. Ainsi Claude Estier, candidat FGDS, est devancé dans la circonscription où il se présente à Paris de 3063 voix par le candidat communiste mais se retrouve néanmoins seul candidat de la gauche pour le second tour[179] et est élu. Le PCF est prêt à payer un certain prix pour en finir avec son isolement. Claude Estier sera par la suite un fervent partisan de l'Union de la gauche. A l'issue du second tour de ces élections les résultats sont une surprise. Le PCF passe de 41 à 73 députés et la gauche non communiste de 105 à 121. Sur 485 députés, la majorité c'est-à-dire le Comité d'action pour la Cinquième République en compte 243. La majorité ne doit son salut qu'aux résultats électoraux obtenus dans les DOM TOM[180]. Comme le souligne en première page *Le Monde* dans son édition du 14 mars 1967, « la V^{ème} République garde d'extrême justesse la majorité absolue. » Le résultat du second tour, contrairement au premier, est en effet une déconvenue pour la droite. Toujours selon les politologues, Alain Lancelot et Pierre Weil, la nouveauté du scrutin réside dans le fait que « les électeurs de droite non gaulliste » se sont partagés, contrairement à 1962, presque pour moitié entre la majorité sortante et la gauche modérée.

Le BP du 16 mars dans son relevé de décision, conclut au recul de «l'influence de masse du gaullisme»[181] et considère que le regroupement s'est en général bien effectué :

> « à la fois quand il s'agissait pour les électeurs communistes de voter pour un candidat de la F.G.D.S, et quand il s'agissait pour les électeurs de la F.G.D.S. de voter pour un candidat communiste. »

178 *Le Monde*, 7 mars 1967.

179 *Les élections législatives de mars 1967,* Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, *op. cit.* Liste des douze candidats de la FGDS devancés au soir du premier tour par le candidat du PCF mais qui se retrouvent néanmoins seuls candidats de la gauche suite à son désistement. M. Brugnon (SFIO) - Aisne 3ème, M. Cléricy (CIR) - Alpes-Maritimes 3ème, B. Leccia (CIR) – Bouches-du-Rhône 1er, Ch-E. Loo (CIR) – Bouches-du-Rhône 2nd JM. Pottevin (SFIO) - Charente 1er, G Fillioud (CIR) - Drôme 3ème, G Dayan (CIR) - Gard 1er, Y. Allainmat (SFIO) Morbihan 5ème, L Périllier (CIR) - Yonne 1er, C Estier CIR) Paris 25ème, L. Hovnamian (CIR) - Val d'Oise 4ème, P Métayer (SFIO) - Yvelines 3ème.

180 Alain Lancelot, « Les élections législatives des 5 et 12 mars 1967 », *Revue française de science politique*, 17ème année, N°3, 1967, Paris, pp. 429-467.

181 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, BP du 16 mars 1967,CD : 2NUM 4.

Mais selon Alain Lancelot et Pierre Weil[182] , même si le désistement républicain à gauche est une réussite, il n'y a pas, malgré tout, entre 1962 et 1967 de véritable renforcement des réflexes unitaires au sein de l'électorat de gauche. Les 177 candidats communistes investis pour le second tour par tous les partis de gauche, ne retrouvent pas le total des voix recueillies au premier tour alors que les 181 candidats de la gauche non communistes dépassent ce total. La candidature unique au second tour bénéficie donc davantage à la gauche modérée qu'à l'extrême gauche ce qui confirme selon eux que l'électorat communiste respecte « plus fidèlement » les consignes de désistement que l'électorat modéré. Dans six circonscriptions où François Mitterrand est pourtant arrivé en tête en 1965, le candidat communiste resté seul à gauche pour le second tour est battu[183]. C'est le cas par exemple dans la troisième circonscription d'Ussel en Corrèze où Jacques Chirac devance le communiste. Fidèles à leur stratégie les communistes affirment que c'est l'absence d'un programme commun qui a empêché la victoire. Pour Etienne Fajon ce serait la seule solution pour emporter « les hésitations qui retiennent encore trop de français hors du bon chemin désormais ouvert. »[184]. Ces élections quelque peu oubliées, éclipsées par la séquence sociale et électorale de mai-juin 1968 attestent que le gaullisme avant même d'être remis en cause socialement l'avait été politiquement par ces élections de 1967. Les élections législatives suivantes sont prévues en 1972.

La stratégie d'alliance essentiellement électorale inscrite dans le *Communiqué commun* entre le PCF et la FGDS a payé. La majorité gaulliste se réduit. L'opposition qui est sortie renforcée du scrutin dépose dès le 19 mai une motion de censure, deux jours après l'appel à la grève générale lancée par les organisations syndicales pour s'opposer aux ordonnances concernant la Sécurité Sociale[185]. Il ne manque que 8 voix pour qu'elle ne soit adoptée.

182 Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, *Les élections législatives de mars 1967, op. cit.*

183 *Le Monde,* 17 mars 1967.

184 *L'Humanité*, 16 mars 1967.

185 Texte de la motion de censure reproduit dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité,op. cit.*, p. VI.

3) La *Déclaration commune* FGDS-PCF du 24 février 1968

Après ces élections législatives, les futures échéances électorales sont prévues en1972 avec l'élection présidentielle et les élections législatives . Le PCF a donc cinq ans devant lui pour parvenir à convaincre ses alliés de signer un programme commun qui reste son objectif alors que la gauche non communiste, de son côté, considère que cette longue période sans échéance électorale majeure peut lui permettre de poursuivre plutôt un dialogue idéologique. La SFIO par un courrier en date du 20 avril 1967 signé par Guy Mollet et adressé au PCF affirme la volonté de poursuivre ce dialogue non plus par voie de presse mais en privilégiant des discussions «*autour d'une table*[186]. »

Dans les archives de Jean Kanapa [187]sont consignées des prises de notes lors des rencontres des 31 mai et 15 juin 1967. Le 31 mai sont présents Waldeck Rochet, Georges Marchais, et René Piquet pour le PCF et du côté de la SFIO, Guy Mollet, Claude Fuzier, Gérard Jacquet, et Robert Pontillon. Parmi les participants, on retrouve donc Claude Fuzier déjà désigné en 1962 pour mener des négociations avec les communistes. Choisi par Guy Mollet il est considéré comme un homme de Parti fidèle et apprécié à ce titre par les communistes[188]. Waldeck Rochet définit au cours de la conversation le socialisme pour le PCF. Il se déclare favorable au « pluralisme des partis » mais avec des partis d'opposition qui n'auront le droit de cité qu'à la condition de respecter « la légalité socialiste et les mesures de défense de la démocratie socialiste . » Même si le système du parti unique n'est plus défendu par le PCF, Waldeck Rochet n'envisage toujours pas dans un pays devenu socialiste, l'existence d'une opposition qui refuserait le socialisme. Guy Mollet évoque les deux premières années qui seront les plus dures selon lui, car il y aura « des déceptions ». Évoquant la question syndicale, il précise l'hostilité de son organisation à toute idée de « courroie de transmission » ce qui est approuvé par Waldeck Rochet qui précise que le PCF est favorable à des « syndicats qui se déterminent eux-mêmes » et « au droit de grève », sous-entendu, même sous un gouvernement où siégeraient des ministres communistes. Le dialogue se poursuit le 15 juin lors d'une nouvelle rencontre. Waldeck Rochet envisage pour l'établissement du socialisme en France que pendant toute une période puisse subsister deux secteurs économiques, public et privé. Claude

186 *L'Humanité,* 27 avril 1967.

187 Jean Kanapa : Membre titulaire du CC depuis le 17ème congrès de mai 1964. Responsable de la section de politique extérieure (Polex) (1972-1978).
AD de Seine-Saint-Denis, Fonds Jean Kanapa, 317 J.

188 Denis Lefebvre, *Claude Fuzier : un socialiste dans l'ombre*, Paris, Éditions le Prince, 2004,.

Fuzier pour la SFIO précise la conception du socialisme qui est celle de son parti à savoir « la remise à la collectivité des sources de la richesse et leur gestion collective. » Mais, selon lui, il est nécessaire de partir de l'acquis de la société française à savoir :

> « une tradition démocratique avancée, une économie liée à d'autres, et la disparition de la paupérisation absolue mais une augmentation d'une paupérisation relative. »

Il poursuit en évoquant les obstacles au passage au socialisme. Il mentionne « le niveau de vie atteint qui doit être préservé malgré le passage au socialisme » et évoque la nécessité d'élever constamment le niveau politique de la population par trois moyens : « la démocratisation de l'enseignement », « une information économique générale et permanente », et enfin « le développement des institutions démocratiques de gestion commune. » Chaque participant précise donc lors de cette réunion la conception de la démocratie et du socialisme de son organisation. Comme si finalement, le dialogue avait été à ce point rompu, que chacun avait oublié les positionnements programmatiques de l'autre. Jean Kanapa indique en marge de ses notes qu'il faudra envoyer aux socialistes la revue *Économie et Politique* sur le Capitalisme Monopolistique d'État (CME).

Afin d'approfondir le dialogue idéologique trois groupes de travail se mettent en place entre la FGDS et le PCF : « Institutions et défense des libertés », « Politique économique et sociale », « Politique extérieure. » Toute une série de rencontres ont lieu entre mai 1967 et octobre 1967 entre la FGDS et le PCF. Roland Dumas[189], pour le compte de la FGDS, adresse un courrier à Jean Kanapa le 23 septembre 1967[190]. Il joint le procès verbal du groupe de travail FGDS-PCF portant sur la question de la Défense et l'état des discussions à la date du 22 septembre. Les divergences entre organisations sur cette question sont importantes. Les rencontres entre dirigeants sont préparées parfois en amont au domicile de François Mitterrand, 4 rue Guynemer dans le 6ème arrondissement de Paris, comme c'est le cas le 10 juillet 1967 selon une note des RG[191] avec la visite de Jules Borker, avocat communiste qualifié d' « agent de liaison ». Cette rencontre qui a lieu deux jours avant une rencontre officielle, vise selon le rédacteur de la note des RG à clarifier un certain nombre de points.

Des rapprochements ont lieu également localement même si les relations restent tendues. Ainsi une note des RG fait état des rapports difficiles entre communistes et

189 Roland Dumas (1922-) : ami de François Mitterrand, député de Corrèze élu en mars 1967.
190 AD de Seine-Saint-Denis, Archives de Jean Kanapa, 317J.
191 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320 article 5. La note des RG est qualifiée de « très confidentielle »

socialistes dans de nombreux départements et de la pression qui serait exercée par le PCF. Cette note se fait l'écho de propos qu'aurait tenus un membre du Bureau National de la SFIO avec plusieurs responsables de la Gironde affirmant que :

> « la direction nationale de la SFIO et les instances supérieures de la FGDS se demandent s'ils seront encore, et pour combien de temps en mesure d'endiguer les exigences communistes, en particulier sur le programme commun. »[192]

Le 13 juillet la section Rennes Nord du PCF ronéotype 5000 tracts intitulés «Réaliser au plus vite l'union des forces de gauche sur un programme commun» et la section de communiste de Jarny (Meurthe-et-Moselle) distribue le 17 un tract qui critique la politique gouvernementale et propose la « discussion d'un programme commun ». Ces notes des RG permettent au pouvoir de suivre l'état de l'avancement des négociations entre les instances dirigeantes communistes et socialistes et également des efforts déployés sur le terrain par les communistes. Pour l'historien, elles attestent de la volonté des communistes de ne pas s'en tenir à l'accord de décembre 1966. Mais les discussions traînent en longueur, peut-être parce que les prochaines élections doivent avoir lieu dans quatre ans, avant d'aboutir en février 1968.

Le 24 février 1968 un texte est signé par la FGDS et le PCF, texte appelé *Déclaration commune*[193]. Le texte est découpé en trois parties[194]qui distinguent les points de convergence et de divergence. La première partie est intitulée « Institutions et défense des libertés ». Le PCF se prononce seul pour la représentation proportionnelle à toutes les élections sans que ne soit précisée la position de la FGDS. Dans la seconde partie consacrée aux « Problèmes économiques et sociaux », le texte propose un minimum des salaires à 600 F mensuel, la nationalisation du crédit, l'investissement dans l'éducation à hauteur de 6% du revenu national, et la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. En matière de politique économique et sociale le consensus est large, sauf en ce qui concerne la valeur du SMIC et l'étendue des nationalisations. La FGDS se prononce pour le contrôle de l'État sur les « industries qui bénéficient d'un monopole de fait comme la sidérurgie » ou qui disposent d'aides publiques importantes comme l'informatique ou les industries pharmaceutiques alors que de leur côté les

192 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320 article 5, note du 16 octobre 1967 « les difficiles rapports socialistes-communistes . »
193 Annexe 3, document 2.
194 *L'Humanité*, 26 février 1968.

communistes considèrent qu'il faut étendre les nationalisations aux secteurs clés « l'électronique, l'aéronautique, le transport aérien, le pétrole, le nucléaire, la chimie, la sidérurgie, l'automobile. » On retrouve là deux éléments importants (SMIC et étendu des nationalisations) de ce qui fera désaccord entre les communistes et les socialistes lors de la réactualisation du programme commun 10 ans plus tard. Mais c'est dans la troisième partie qui porte sur la « Politique extérieure » que les divergences sont les plus importantes. En ce qui concerne l'Europe, les deux organisations sont d'accord pour condamner la dérive technocratique de l'Europe. Mais si le PCF de son côté entend « faire disparaître le caractère technocratique des institutions qui régissent le Marché Commun en les démocratisant », la FGDS souhaite de son côté « la création d'un pouvoir politique » et s'affirme comme favorable à une Europe politique supranationale ce que refusent les communistes. Si la FGDS souhaite un Parlement européen élu au suffrage universel, le PCF s'oppose à ce qu'il considère comme un *«* renoncement national ». Se confiant à Michèle Cotta, l'avocat communiste Jules Borker le 14 décembre 1967 indique : « Nous n'accepterons pas d'inclure dans un programme l'Europe politique[195]. *»* François Mitterrand juge de manière positive l'accord en précisant le jour de la présentation de l'accord que celui-ci « élargit les bases de l'action commune décidée par les formations le 20 décembre 1966 ». Waldeck Rochet précise toutefois,toujours lors de cette conférence de presse, les limites programmatiques aux yeux des communistes de cette déclaration.Il utilise à cette occasion pour la première fois l'expression « Programme commun de gouvernement ».

> « le minimum d'actions communes qui viennent d'être adoptées ne constituent pas un programme commun de gouvernement […] il subsiste aussi des divergences en ce qui concerne l'ampleur des nationalisations à réaliser et la politique étrangère. »[196]

Le gouvernement réagit par la voix du Premier ministre, Georges Pompidou, qui déclare de manière virulente : « C'est un programme d'anarchie qui débouche sur la dictature. »[197] Il s'appuie sur une phrase de la fin du paragraphe « Institutions et défense des libertés » de la *Déclaration commune* qui précise :

> « Les deux formations sont d'accord pour examiner les mesures à prendre pour faire échec aux tentatives de toute nature visant à empêcher un gouvernement de la gauche de mettre en œuvre son programme. »

Waldeck Rochet réfute les accusations relatives à un refus par les communistes de toute

195 Michèle Cotta, *Les secrets de la V^éme^ République, op. cit.*
196 INA, 1^er^ chaîne le 24 février 1968 au Journal Télévisé, CAF94084559.
197 *Le Monde,* 28 février 1968.

alternance. Dans un entretien avec le journaliste Jean Daniel, il affirme que dans l'accord «aucune disposition ne rejette l'éventualité d'une alternance. »[198] Pour rassurer ceux qui se sont inquiétés du rapprochement entre communistes et socialistes, Guy Mollet déclare dans les colonnes du *Populaire* du 16 mars :

> « Il est honnête de dire clairement que les démocrates socialistes ne sauraient assumer de responsabilités dans l'État que pour y appliquer leur programme. »

Les RG tentent de mesurer les réactions locales à ce nouveau texte commun[199]. Plusieurs notes relatent l'organisation et le déroulement des réunions publiques communes organisées en vue de populariser le texte sur le terrain. Une note du 22 avril 1968 pointe du doigt l'échec des réunions organisées à l'initiative du PCF dans le Tarn-et-Garonne. Celle à Moissac ne réunit que 24 personnes pour une ville de plus de 10 000 habitants et à Valence d'Agen l'assistance se limite à 6 personnes pour une ville de 3 770 habitants[200]. Dans l'Aude, la réunion organisée à Narbonne le 25 avril 1968 ne réunit que 44 personnes et au bilan 23 réunions-débats dans le département n'ont réuni que 520 personnes toujours selon les RG. Les comptes-rendus insistent sur la faiblesse de l'affluence alors que ce sont des bastions radicaux et socialistes avec une présence communiste plus faible que dans d'autres départements. Pour la Creuse, le rédacteur indique néanmoins que « l'opinion creusoise se montre généralement favorable à la « plate forme » FGDS – PC en dehors des réserves formulées par certains socialistes et l'hostilité des milieux modérés. » Selon le rédacteur, pour la majorité des socialistes du département « les craintes suscitées dans le passé par les communistes se sont très atténuées » et les électeurs qui votent habituellement pour le PCF sont plutôt satisfaits. Mais dans le Gard pour les socialistes il n'est pas envisageable de pouvoir parvenir à un programme de gouvernement tant que le PCF ne changera pas ses positions vis-à-vis de l'Union soviétique.

La *Déclaration commune* du 24 février 1968 ne clôt donc pas le dialogue idéologique. Le Secrétariat du PCF qui se réunit le 27 février, soit 3 jours après l'adoption de la déclaration, approuve les propositions de Jean Kanapa en vue de la «poursuite du dialogue doctrinal» avec la SFIO[201]. Mais finalement, ce sont les événements sociaux et politiques de mai 1968 qui vont alimenter en dehors des instances dirigeantes des organisations politiques, le débat

198 *Le nouvel Observateur*, 20-26 mars 1968.
199 AN, 19970320, article 5.
200 On est au cœur d'un fief radical (la famille Baylet et la *Dépêche du Midi).*
201 AD de Seine-Saint-Denis, Fonds Jean Kanapa, 307 J 67. Note de Jean Kanapa pour le Secrétariat du 26 février 1968.

idéologique au sein de la société française.

B) De mai 1968 à juin 1971 : la recomposition socialiste et la mise entre parenthèses d'un programme commun.

Deux événements majeurs vont bouleverser l'agenda politique en ces années 1968-1969 alors qu'il n'y a pas d'élection majeure prévue normalement avant 1972. Il s'agit des événements de mai et juin 1968 en France qui entraînent des élections législatives anticipées en juin 1968. Par ailleurs, il y a également en 1969, la démission du général de Gaulle suite au référendum perdu portant sur la réforme du Sénat et la décentralisation. Il faut ajouter à cela la question tchécoslovaque, surtout à partir d'août 1968, qui a un impact important en matière de politique intérieure. Tout cela retarde les efforts du PCF en vue de réunir socialistes et communistes derrière un texte programmatique. Mais c'est peut-être surtout le processus de regroupement de la famille socialiste qui relègue la question d'un éventuel programme commun au second plan pour les socialistes. Même si la question stratégique de l'alliance avec le parti communiste reste aux yeux des socialistes une question majeure, entre février 1968 et juin 1971, l'urgence est ailleurs.

1) 1968

Les événements de mai-juin 1968 sont sur le moment une surprise pour les partis politiques, qui dans les années suivantes en subissent par ailleurs les conséquences[202]. La gauche n'a pas vu venir les plus importantes grèves ouvrières de l'histoire de France et elle ne parvient pas à proposer une alternative politique crédible au gaullisme. Le mouvement social se termine en effet par une victoire électorale du gaullisme en juin lors des élections législatives anticipées, provoquées par la dissolution de la chambre. La SFIO et le PCF sortent affaiblis de cette séquence révolutionnaire pour ne pas avoir anticipé le mouvement et surtout pour ne pas lui avoir offert de débouché politique[203].

202 Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968*, *L'émergence de nouveaux clivages*, Rennes, Pur, 2012

203 Ce paragraphe qui porte sur mai-juin 1968 ne fait qu'aborde très superficiellement la question d'autant plus que la bibliographie est immense. Il s'agit d'essayer de saisir la place prise par le projet

Le PCF peine à se positionner par rapport aux événements[204]. Le 7 mai, le Secrétariat du PCF considère que « la lutte contre le gauchisme doit se poursuivre de façon permanente ; qu'il s'agit d'une activité politique et idéologique importante » et qu'il faut que le PCF « démontre que l'activité gauchiste ne sert pas les étudiants ni le mouvement démocratique. ». La direction communiste n'est pas unanime dans son appréciation des événements. Frédéric Matonti[205] évoque un Comité Central « secret » le 11 mai au cours duquel selon Philippe Robrieux[206] Georges Marchais aurait alors été pris à partie par Roger Garaudy, Louis Aragon et Roland Leroy pour son article dans *L'Humanité* du 3 mai 1968 où il s'en prend violemment au gauchisme[207]. Roland Leroy, près de 50 ans après, revient sur ses prises de position d'alors, plutôt favorables aux gauchistes au sein de l'appareil dirigeant communiste,qui s'opposent à celles défendues par Waldeck Rochet et Georges Marchais. Les interventions critiques de ce dernier à l'égard des gauchistes furent alors selon lui un gage donné aux socialistes :

> « Quand j'ai été amené à dire des choses qui critiquaient la direction socialiste, Marchais au contraire a fait quelques déclarations contre les gauchistes notamment un éditorial que j'avais trouvé outré mais que Waldeck avait apprécié car il fallait juguler le gauchisme[208]. »

Roland Leroy date de cet épisode le fait que Waldeck Rochet lui préfère Georges Marchais en tant qu'adjoint, afin de ne pas mettre en péril la possibilité d'alliance avec les socialistes.
Les partis politiques de gauche comme les organisations syndicales organisent le 13 mai une manifestation unitaire, manifestation qui selon le témoignage de Robert Verdier [209] « put donner l'illusion d'un mouvement vers l'unité des forces d'opposition ». Le PCF tente de trouver au mouvement social un débouché politique et le BP, dans une déclaration du 17 mai [210], considère « qu'il est urgent d'aboutir à l'accord sur un programme social avancé, entre les partis de gauche et les organisations syndicales, programme tenant lieu de contrat de

---

Programme commun porté par le PCF durant cette période. A souligner les références suivantes : Sirinelli, *Mai 1968, l'événement Janus*, Paris, Fayard,2008 et l'article de Danielle Tartakowsky « Mai 1968 ou la gauche à contretemps », dans Jean Jacques-Becker et Gilles Candar (dir.), dans *Histoire des gauches en France, op. cit.*

204 Claude Pennetier, *PCF et CGT face à 68*, dans Philippe Artières et Michèle Zancarini Fournel (dir), *68 Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, la Découverte, 2008, p. 336-348.

205 Frédéric Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : La Nouvelle Critique (1967-1980)*, *op. cit.*

206 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste français*, *op. cit.*

207 *L'Humanité*, 3 mai 1968. Georges Marchais s'en prend violemment à Daniel Cohn-Bendit en parlant de l'anarchiste allemand.

208 Roland Leroy : entretien le 20 juillet 2015 (à son domicile).

209 Robert Verdier, *P.S. P.C.: une lutte pour l'entente*, Paris, Seghers, 1976.

210 *L'Humanité*, 18 mai 1968 : publication du communiqué du BP du 17 mai.

majorité ». Le 19 mai, Waldeck Rochet demande la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. A l'Assemblée nationale, une motion de censure est déposée par la FGDS. François Mitterrand se prononce pour un « gouvernement de l'unité de la nation ». La motion de censure est votée par 233 députés – il en aurait fallu 244 pour qu'elle fût adoptée. Le 27 mai, le PCF propose à François Mitterrand une rencontre anticipée de 24 heures en avançant la date de la rencontre, prévue le 28. Selon Jean Poperen, Jules Borker «fait le siège de François Mitterrand»[211]. Celui-ci refuse en indiquant que le bureau politique de la FGDS doit se réunir le 28 au matin et que lui-même doit préciser « les positions » de la Fédération lors d'une conférence de presse[212]. C'est à cette occasion, à l'Hôtel Continental, que François Mitterrand se déclare candidat à la présidence de la République et dès à présent disponible pour constituer un nouveau gouvernement. Il prétend avoir la légitimité pour en assurer la direction même si, précise-t-il, «*d'autres que moi peuvent légitimement y prétendre. Je pense d'abord à Monsieur Mendès France*[213]. » Le BP du PCF du 28 mai proclame « la nécessité d'un gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes » et indique que le PCF est disponible pour « un gouvernement de transition » sous réserve que celui-ci pratique une politique conforme à ses positions [214]. Selon Danielle Tartakowsky[215] les slogans d'appel à un « gouvernement populaire » scandés dans les manifestation réunies à l'appel de la CGT et du PCF le 29 mai révèlent le basculement d'un système d'alliance syndicale - l'axe CGT/CFDT depuis 1966 - à un axe PCF-CGT. L'intervention du leader de la FGDS est un échec. L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par de Gaulle, le 30 mai, accélère le calendrier. Les dirigeants de la FGDS et du PCF se réunissent les 31 mai et 1er juin mais ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un véritable programme mais seulement sur un « plan d'urgence de développement économique et de progrès social » adopté à l'issue de cette rencontre. La FGDS adopte un communiqué à l'issue de cette rencontre dans lequel elle précise :

> « les candidats de la démocratie socialiste veilleront au regroupement nécessaire des forces de gauche et républicaines hostiles au système gaulliste et décidés à imposer un changement profond de politique par l'avènement d'un gouvernement animé par la FGDS. »

211 Jean Poperen, *L'Unité de la Gauche: 1965 – 1973, op. cit.*
Jean Poperen (1925-1997) : est alors membre du bureau politique de la FGDS qu'il a rejoint en avril 1968.

212 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 264 J 35.

213 *Le Monde*, 29 mai 1968

214 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, BP du 28 mai 1968.

215 Danielle Tartakowsky, *Le PCF en mai juin 1968*, in René Mouriaux et *al., 1968 exploration du Mai français*, Paris, l'Harmattan, 1992.

Le PCF plaide par voix d'affiche pour un « Gouvernement populaire et d'union démocratique », affiche que l'on retrouve sur une célèbre photo d'Henri Cartier Bresson [216]. Mais pour la campagne électorale, le PCF fait placarder des affiches affirmant que le PCF est un « Parti de Progrès d'Ordre de Sagesse politique[217] ». Jean Poperen fustige a posteriori ce ralliement à l'ordre qui s'inscrit selon lui dans un mouvement d'ordre général : « tous les partis se prononcent pour l'ordre. A ce jeu, le pouvoir est gagnant : l'ordre c'est d'abord le pouvoir en place. »[218] Les élections législatives sont un raz-de-marée pour le pouvoir gaulliste[219]. D'un point de vue politique pour Jean Poperen, mai-juin 1968 révèle que bon nombre de dirigeants de la FGDS ne sont pas prêts à gouverner avec les communistes et certains d'entre eux n'hésitent même pas à dire « *tout haut* » qu'ils sont prêts à gouverner avec d'autres. Du reste, le bureau politique de la FGDS demande le 4 juillet l'abandon de la stratégie d'Union de la gauche[220]. Le 7 novembre François Mitterrand démissionne de la présidence de la FGDS et la dernière réunion du bureau exécutif de la Fédération a lieu le 27 novembre.

Les partis de gauche qui sortent affaiblis électoralement de la période mai-juin 1968 sont par ailleurs dès le mois d'août confrontés à des questions d'ordre idéologique sur le thème des libertés suite à l'intervention soviétique à Prague. Les événements de Tchécoslovaquie sont très vite mobilisés pour interroger le PCF sur sa crédibilité à défendre la démocratie dans un pays comme la France en cas d'accession au pouvoir. La perspective de la signature d'un programme commun s'éloigne.

La Tchécoslovaquie

Au CC du 27 juillet 1968, Waldeck Rochet condamne toute intervention militaire éventuelle et critique la position du PCUS[221]. Suite à l'intervention des chars soviétiques dans la nuit du 20 au 21 août qui met fin au Printemps de Prague, le PCF, dans un premier temps,

216 Annexe 5 document 1. AD de Seine-Saint-Denis, 8FI/1732, Affiche « *Pour que ça change : Programme Commun des partis et organisations de gauche. Gouvernement populaire et d'Union démocratique . »*
217 AD de Seine-Saint-Denis, base de données des affiches du PCF - AT68PC00002 - Annexe 4,document3.
218 Jean Poperen, *l'Unité de la Gauche*, *op. cit.*
219 Le PCF n'obtient que 40 députés et la FGDS 59.
220 *Le Monde*, 4 juillet 1968.
221 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du CC, 4 AV 140-141.

condamne l'intervention en parlant le 21 août de « a surprise et sa réprobation ». Toutefois, dès le lendemain, toujours par la voix du CC, le PCF n'exprime plus qu'une « désapprobation » ce qui est interprété comme un recul par les autres formations politiques françaises. Dans un premier temps, ces événements et la position équivoque du PCF semblent relancer la nécessité d'un débat idéologique entre les communistes et la gauche non communiste mais finalement le 23 octobre le comité directeur de la SFIO décide d'arrêter les discussions entre les deux formations. Ce positionnement intransigeant s'expliquerait par les relations que la SFIO a entretenues pendant la décennie précédente avec le Parti communiste tchécoslovaque, et le rôle joué par le PCT dans le rapprochement entre la gauche non communiste et le PCF[222].

Le PCT dans les années 1950 joue un rôle d'intermédiaire entre les socialistes et les communistes français. Soucieux de renouer des liens avec les dirigeants de la SFIO, le 17 mars 1956, Jacques Duclos de retour de l'enterrement du dirigeant communiste polonais Bierut s'arrête à Prague et indique que le PCT pourrait, à son avis, aider le PCF dans l'établissement de liens avec les socialistes en s'opposant aux « calomnies absurdes » selon lesquelles, après la fusion avec le PCT en 1948, les représentants sociaux démocrates auraient été pour certains ou mis en prison et persécutés ou exécutés[223]. Le PCT apparaît comme un acteur du rapprochement entre la gauche non communiste et le PCF, car il fait émerger une autre vision d'un pays socialiste, celle d'un socialisme à visage humain. Les relations entre le PCT et les socialistes ont été entretenues jusqu'en 1968. Ainsi, une délégation de la SFIO fait le voyage à Prague en octobre 1966 avec à sa tête Guy Mollet. A l'issue de la visite, le praesidium du CC du PCT dans une résolution adoptée le 1er novembre 1966, met en évidence l'intérêt de ce type de rencontre, des liens qu'il est nécessaire d'entretenir : « en relation avec l'évolution de la situation intérieure en France et surtout avec les intérêts et les besoins du PCF[224] ». François Mitterrand un an plus tard en novembre 1967, se rend à son tour à Prague en compagnie de Claude Estier. C'est son premier voyage dans un «*pays socialiste*. »
Durant toutes ces années, le PCT mène une « véritable politique de séduction » [225] afin d'aider le PCF à imposer la logique d'un programme commun. Cela explique sans doute en partie la

222 Selon Stéphane Courtois et Marc Lazar (Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français,op. cit.* Paris, Presses universitaires de France, 2000, 480 p), le PCT mène une « *entreprise de séduction* » auprès de la SFIO afin d'œuvrer au rapprochement entre le PCF et la SFIO. Les deux historiens se basent sur les travaux de Karel Bartosek.(Karel Bartosek, *Les aveux des archives : Prague – Paris – Prague, 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996).

223 Karel Bartosek, *Les aveux des archives : Prague Paris Prague, 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996.

224 Karel Bartosek, *Les aveux des archives : Prague Paris Prague, 1948-1968, op. cit.*

225 Stéphane Courtois Marc Lazar, *Histoire du Parti Communiste français, op. cit, p.* 335.

fermeté de la réaction socialiste après les événements à Prague en août 1968 face aux atermoiements du PCF. La SFIO exprimerait ainsi en 1968, le sentiment de trahison face à l'espoir qu'une autre voie était possible dans un pays socialiste. La déclaration du BP du 27 août 1968 rend de surcroît impossible tout assouplissement de la SFIO puisque le PCF « enregistre comme un fait positif qu'un accord soit intervenu entre Soviétiques et Tchécoslovaques[226]». Le 5 septembre, le comité directeur de la SFIO publie en réaction une déclaration qui relie les événements de Tchécoslovaquie avec la politique intérieure française : « si ce recul devait signifier le retour à une obédience de principe à l'égard des décisions du Kremlin, il mettrait un terme aux espoirs de la réalisation de l'unité de la gauche française. » La crédibilité de l'unité de la gauche française est donc jugée également à l'aune de ce qui se passe en Tchécoslovaquie. D'après Jean Poperen[227], la crise tchécoslovaque conforte les thèses du 54ème congrès de la SFIO de juin 1963 en ce qui concerne les relations avec les communistes[228]. De son côté, le PCF, suite aux événements de mai-juin 1968 en France et d'août à Prague, tente de trouver une voie française vers le socialisme, voie qui est proposée lors du CC des 5 et 6 décembre 1968.

Le Manifeste de Champigny

Les 5 et 6 décembre 1968, le CC du PCF réuni à Champigny, se prononce pour l'instauration d'une « Démocratie Avancée pour une France socialiste. » Une brochure du PCF édite le discours de Waldeck Rochet [229]. Ce texte est très vite appelé le «*Manifeste de Champigny*». Sur le plan extérieur, le PCF tente de tracer sa voie parmi les partis communistes:

> « méconnaître les particularités nationales, imposer la copie des expériences réalisées dans d'autres pays, c'est gêner l'activité créatrice des masses et affaiblir dangereusement la force d'attraction du socialisme ».

Sur le plan intérieur, le PCF réaffirme la volonté des communistes de « travailler à l'entente de toutes les forces ouvrières et démocratiques - en premier lieu socialistes et communistes- sur la base d'un programme commun avancé » [230] et reproche aux dirigeants de la FGDS, 6 mois

226 *L'Humanité*, 28 août 1968.
227 Jean Poperen, *l'Unité de la gauche : (1945-1973)*, *op. cit.*
228 Roger Quilliot, Guy Mollet, *Les communistes et nous : deuxième série : textes*, SFIO, 1964.
229 Waldeck Rochet, *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste,* Paris, Parti Communiste Français Comité central, 1968.
230 *Ibid.*, p. 11.

après les événements du printemps en France, de ne pas avoir été « acquis à l'idée d'une véritable alliance sur la base d'un programme commun ». Mais la démarche s'inscrit toujours pleinement dans une perspective léniniste de la conquête du pouvoir : « il ne faut pas commettre la faute d'exagérer les particularités nationales ou de prendre position contre les lois générales de la révolution car ce serait nier la révolution elle-même ». Selon Jean Poperen la raison d'être du Manifeste de Champigny, c'est la peur du gauchisme, « la peur de se faire tourner sur sa gauche »[231]. C'est dans ce cadre stratégique que s'inscrivent alors les rapports du PCF avec le PSU.

Le PSU progresse électoralement entre 1967 et 1968[232] et voit croître ses effectifs notamment avec l'arrivée de trotskistes et de maoïstes. Il apparaît face au PCF et à la FGDS comme le Parti de mai 1968, et son activisme[233] concurrence le PCF sur sa gauche, ce qui inquiète la direction qui tente de manière plus globale de faire face « problème gauchiste »[234]. Une note datée du 4 février 1969 est envoyée par Gaston Plissonnier[235] à l'ensemble des fédérations du PCF afin que soient « repoussées les sollicitations d'entrevues » de la part du PSU[236]. Il précise « qu'il importe de critiquer fermement le PSU et ses positions politiques en rappelant ses responsabilités dans les actes de violence et dans la campagne anticommuniste. » Le PSU est accusé de faire le jeu de la bourgeoisie « notamment par leur politique et leurs actes de division des forces ouvrières démocratiques. » Cette vision est relayée localement. Selon les RG de l'Isère, la fédération communiste considère que les trublions gauchistes étudiants du PSU sont les alliés du patronat et du pouvoir gaulliste[237] . Une note du 13 février 1969 de la DCRG[238] intitulée « *Plus de contacts entre le PSU et le PCF »* analyse cette nouvelle attitude du PCF. Cela correspond, selon le rédacteur, à la crainte du PCF de se voir déborder sur sa gauche, le PCF assimilant « le PSU aux gauchistes de tout poil ce qui de sa part exclut pour l'instant toute possibilité de contact. »

---

231 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*

232 En 1968 le PSU obtient plus de 873 000 voix (dans 315 circonscriptions) contre 500 000 en 1967 mais aucun des quatre députés de la précédente législature n'est réélu (y compris Pierre Mendès France).

233 Colloque 2010 : Le PSU : histoire et postérité publié sous le titre Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié Histoire et postérité*, Presses Universitaires de Rennes, 2013. Autre publication : Tudi Kernalegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier, *Le PSU vu d'en bas, Réseau sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980),* Presses Universitaires de Rennes, 2009.

234 Julian Mischi, « Le PC face au problème gauchiste », dans *Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), Les partis à l'épreuve de 1968, L'émergence de nouveaux clivages, op. cit.*

235 Membre du BP du PCF, suppléant au CC en 1950 et membre du secrétariat général depuis 1956.

236 AN ministère de l'Intérieure,19970320, RG du Vaucluse.

237 AN ministère de l'Intérieure,19970320, note du 15 mars 1969.

238 AN ministère de l'Intérieur, 19970320, DCRG, Direction centrale des Renseignements Généraux.

Au printemps 1969, l'agenda politique est bouleversé suite au référendum perdu par le président de la République. De Gaulle démissionne le 27 avril 1969, entraînant de nouvelles élections alors que le calendrier électoral ne prévoyait pas d'élections majeures avant 1972.

2) L'élection présidentielle de 1969

Le 2 mai 1969, le CC du PCF envoie un courrier au congrès national socialiste pour proposer l'élaboration d'un programme commun et la désignation sur la base de cet accord politique d'un candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle[239]. Mais au congrès socialiste d'Alfortville Gaston Defferre est désigné candidat. Le 1er juin, au soir du premier tour, le tandem Gaston Defferre - Pierre Mendès France (annoncé en cas de victoire comme le futur Premier ministre) ne regroupe qu'à peine 5 % des voix contre 21,5 % pour Jacques Duclos candidat du PCF qui rate de peu une présence au second tour[240]. Le candidat communiste soutenu discrètement par les conventionnels (CIR) qui ne se reconnaissent pas dans la candidature socialiste peut alors être considéré comme le premier candidat du *Programme commun*[241]. Pour le second tour qui a lieu le 15 juin 1969, le PCF prône l'abstention, considérant que les candidats restant en lice sont « blanc bonnet ou bonnet blanc » selon la formule de Jacques Duclos. L'abstention augmente d'autant plus que l'encadrement du PCF est fort. Le PCF sort donc renforcé de cette élection. Le communiqué du BP du 16 juin au lendemain du second tour indique que les communistes représentent « la force vive de l'opposition autour de laquelle se cristalliseront demain les énergies populaires». Le PCF n'évoque plus à ce moment-là la nécessité d'un programme commun mais développe l'idée du « front unique » :

> « Tout en poursuivant la critique des responsabilités de dirigeants socialistes dans la division des forces démocratiques, déployer tous les efforts pour la réalisation du front unique à la base en rejetant tout sectarisme à l'égard des travailleurs socialistes ».[242]

Etienne Fajon déclare dans *l'Humanité*[243] du 8 juillet que le président Georges Pompidou n'a pas été élu le 15 juin mais le 4 mai au congrès socialiste d'Alfortville, suite à la désignation

239 *L'Humanité,* 3 mai 1969.
240 Alain Poher réunit 23,31 % des voix sur sa candidature, soit seulement 400 000 voix de plus que Jacques Duclos.
241 Jean Vigreux, *Histoire de la France contemporaine : 1958 1981*, Paris, Seuil, 2014
242 *L'Humanité,* 16 juin 1969.
243 *L'Humanité,* 8 juillet 1969.

de Gaston Defferre. La tentative d'abandon de la stratégie ayant pour objectif l'obtention d'un programme avec les socialistes est peut-être envisagée dans la direction communiste, comme tendrait à le prouver le compte rendu du Secrétariat du 3 juillet 1969. Il n'est plus question que d'union à la base:

> «Le présent et l'avenir de la classe ouvrière et de la démocratie dépendent plus que jamais de l'action et de l'union des masses populaires, cette union se développant essentiellement à la base».[244]

Le BP du PCF du 10 juillet tire par ailleurs les conclusions de l'élection présidentielle en ce qui concerne la gauche non-communiste et analyse les conditions d'organisation du second congrès de l'année 1969 socialiste qui s'ouvre le lendemain :

> « L'élection présidentielle a précipité la crise de la gauche non-communiste. La F.G.D.S. a volé en éclats. Le Parti radical s'est aligné à quelques exceptions près avec les centristes. La plupart des Conventionnels ne participeront pas au Congrès socialiste. Le Congrès socialiste lui-même se prépare dans des conditions de division et confusion.»[245]

Au regard du poids électoral mais aussi militant de la SFIO en plein déclin, le PCF est peut-être à ce moment-là tenté de se présenter comme la seule force politique susceptible de s'opposer au pouvoir gaulliste. En juillet 1969, il envisage peut-être d'agréger autour de lui les forces opposées au gaullisme sans passer par l'élaboration d'un programme écrit de manière commune, notamment avec les socialistes. La présence au second tour de la présidentielle de Jacques Duclos aurait peut-être entraîné ce changement de stratégie.

3) L'Unité socialiste et la question d'un programme commun

La création du Parti Socialiste (NPS) [246]

Le 11 juillet 1969 s'ouvre le congrès d'Issy-les-Moulineaux [247] qui donne lieu à la

244 AD de Seine-Saint-Denis, Secrétariat du 3 juillet 1969.
245 AD de Seine-Saint-Denis, BP du 10 juillet 1969.
246 Le Nouveau Parti Socialiste (NPS) est créé en 1969 à l'issue de 2 congrès : le 4 mai à Alfortville et le 11 juillet à Issy-les-Moulineaux, après l'élection présidentielle.
247 Les 11, 12, et 13 juillet 1969.

création définitive du NPS. Le comité directeur se réunit quelques jours plus tard, Cité Malesherbes, le mercredi 16 juillet 1969. Alain Savary est alors élu premier secrétaire. En conformité avec les décisions prises à l'issue du congrès, celui-ci annonce l'ouverture avec le PCF d'un débat de fond portant sur plusieurs thèmes : le combat contre le capitalisme, la démocratie socialiste et les voies du passage au socialisme[248]. Le 18 décembre 1969, les deux organisations PCF et NPS affirment conjointement que : « l'union de la gauche est la seule perspective de remplacement de la coalition des gestionnaires conservateurs du centre et de la droite. »[249].

Le PCF de son côté le 6 janvier 1970, propose par courrier au PS, au PSU et à la CIR une rencontre commune. Seule cette dernière répond favorablement à cette proposition[250]. Dans cette réponse signée par Claude Estier en date du 19 janvier, la formation dirigée par François Mitterrand indique que son organisation préfère des rencontres plénières plutôt que bilatérales et précise à quelles conditions peut se réaliser l'entente, ainsi que sa conception de l'union de la gauche :

> « l'union de la gauche aura d'autant plus de chance de se réaliser puis d'obtenir l'adhésion de la majorité des Français que ses composantes principales, le courant socialiste et le courant communiste disposeront de forces comparables dont l'équilibre même garantira aux yeux de tous l'instauration de la démocratie socialiste. »[251]

Dans ce courrier en date de 1969, Claude Estier précise donc déjà un des axes de la stratégie qui sera celle du PS d'après Épinay, après la prise de pouvoir de François Mitterrand, à savoir le rééquilibrage de la gauche. A cette époque, Claude Estier pour la CIR et Roland Leroy pour le PCF se rencontrent régulièrement[252] selon les notes des RG.

Le NPS répond favorablement à l'organisation de rencontres mais à la condition que ce soit tout d'abord des rencontres bilatérales. Il réaffirme aussi son refus d'une discussion d'un quelconque programme, conformément au mandat d'Issy-les-Moulineaux.

> «Tout ce qui a trait à un programme commun ne rentre pas dans le mandat d'Issy les Moulineaux. Nous avons décidé d'analyser avec le PC les conditions fondamentales d'un accord politique»[253].

Le 5 mars 1970, soit dix mois après le congrès d'Issy-les-Moulineaux, a donc lieu la première

248 Alain Eck, *Alain Savary, un socialiste dans la jungle,* Paris, L'Encyclopédie du socialisme, Le Prince, 2004.
249 *Le Monde*, 10 janvier 1970.
250 Archives Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Fonds Gaston Plissonnier 264 J/ 33
251 *Ibid*.
252 AN, ministère de l'Intérieur,19970320, note du 9 janvier 1970.
253 *Combat*, 12 janvier 1970.

véritable rencontre entre le PCF et le NPS en vue de poursuivre le dialogue et d'aboutir à un accord politique. Quatre groupes de travail sont créés entre le NPS et le PCF[254] qui ont pour vocation de faire le point sur des questions essentiellement idéologiques sans discuter véritablement d'un programme[255]. Le premier groupe porte sur « les répliques communes à la politique réactionnaire du pouvoir ». Il est sous la responsabilité de Roland Leroy pour le PCF et de André Boulloche[256]pour le NPS. Le second porte sur « les modalités de combat contre les forces capitalistes en vue de fonder un régime nouveau de démocratie économique et politique» et c'est Jean Kanapa (PCF) et Claude Fuzier[257] (NPS) qui coordonnent ce groupe de travail. Jean Burles (PCF) et Gérard jacquet [258](NPS) pour le troisième groupe doivent traiter la question « des voies de passage au socialisme ». Enfin le quatrième groupe porte sur la question de la « démocratie socialiste » et est placé sous la responsabilité de Henri Jourdain [259](PCF) et Pierre Bérégovoy [260](NPS). Ces groupes de travail se réunissent environ une fois par semaine.

Parallèlement à ces discussions entre le PCF et le NPS, les contacts se poursuivent entre le PCF et la CIR et c'est Claude Estier pour la CIR qui en a la charge[261]. Ces discussions séparées n'empêchent pas certaines prises de positions communes comme lors de la campagne menée par le PCF, la CIR, et le NPS en vue d'obtenir une réforme des finances locales[262].

Un Congrès extraordinaire du NPS a lieu trois mois plus tard, du 19 au 21 juin 1970 à Épinay[263]. Ce congrès est consacré au « *Plan d'action socialiste* » dont Denis Cépède est chargé de la rédaction[264]. Ce document n'est pas bien reçu car les militants ne savent que faire avec un texte qui n'énonce aucune mesure précise et dans lequel il est toujours question d'une discussion théorique qui ne les contente pas[265]. Le *Plan d'Action Socialiste* reste un texte

254 Frédérique Matonti mentionne l'existence de notes prises par Pierre Juquin au cours de cette réunion mais celui-ci n'en fait pas état dans ses mémoires.(*Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle critique (1967-1980, op. cit*, et Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, *op. cit.*)

255 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320, note des RG du 24 avril 1970.

256 André Boulloche : membre du comité directeur du NPS.

257 Jean Fuzier : membre du secrétariat du NPS, chargé des relations extérieures du Parti.

258 Gérard Jacquet : membre du comité directeur du NPS.

259 Henri Jourdain : membre du CC du PCF depuis 1964.

260 Pierre Bérégovoy : membre du bureau du NPS.

261 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320: note des RG du 9 janvier 1970.

262 *Le Monde* du 3 juillet 1970

263 Laurent Jalabert a étudié cette correspondance dans le Fonds Savary. Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, *op. cit.*

264 Dans l'histoire du Parti socialiste il y a en définitive deux congrès à Épinay : celui de juin 1970 et celui resté plus célèbre qui a lieu en juin 1971.

265 Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès*

d'orientation et non pas un programme politique. Les discussions entre socialistes et communistes se poursuivent pour aboutir à un bilan des discussions en décembre 1970.

Le *Bilan des conversations* de décembre 1970 [266]

Le 22 décembre 1970 un *Bilan des conversations* engagées depuis mars 1970 est rendu public et publié dans *L'Humanité* le 23 décembre 1970. Le quotidien communiste compare positivement ce bilan avec la déclaration commune du 24 février 1968 en jugeant «que les nombreux points d'accord qu'il fait apparaître ont une portée beaucoup plus grande ». Ce bilan apparaît néanmoins en recul car il se présente comme une synthèse idéologique alors que la déclaration commune du 24 février 1968 comportait un certain nombre de propositions concrètes. Le PCF attache toutefois de l'importance à ce bilan, comme en témoignage la une de *L'Humanité* du 23 décembre 1970[267] qui présente une photo de la salle de réunion composée comme celles des rencontres des années précédentes des représentants de chaque délégation, positionnés autour d'une table avant que ne débutent les discussions en présence de quelques journalistes. Dans sa déclaration au CC d'Ivry le 22 décembre le jour même, Georges Marchais précise que toutes les idées des communistes ne se retrouvent pas dans le document adopté, mais qu'il n'y a rien qui soit en « *contradiction* » avec elles[268]. Ce *Bilan des conversations* est en quatre parties. Il reprend les intitulés des groupes de travail en place depuis mars 1970[269]. La première partie expose les répliques communes envisagées face au pouvoir qualifié de réactionnaire. Peu d'actions communes sont prévues. Seule est prévue une manifestation commune avec les radicaux et la CIR, « d'un millier de maires le 8 avril [...]en réplique à la politique réactionnaire du gouvernement en matière de finances locales. » Pour le reste il s'agit tout au plus de l'annonce de déclarations communes portant sur un certain nombre de points (insuffisances budgétaires pour l'Éducation Nationale, augmentation de la redevance de la radio-télévision). Comme dans la *Déclaration commune* de février 1968, socialistes et communistes mentionnent les points de

---

de Pau du Parti socialiste de janvier 1975

266 *L'Humanité,* 23 décembre 1970. (Annexe 3,document 2)

267 Annexe 3, document 3.

268 *L'Humanité*, 23 décembre 1970.

269 Dans *L'Humanité* du 23 décembre 1970, le bilan est présenté en quatre parties : « Répliques communes à la politique réactionnaire du pouvoir » - « les modalités de combat contre les forces capitalistes en vue de fonder un régime nouveau de démocratie économique et politique » - « Les voies de passage au socialisme », « La démocratie socialiste . »

divergence. C'est le cas du mode de scrutin : si le PCF opte pour « l'usage de la représentation proportionnelle à tous les échelons » de son côté le NPS indique qu'il « proposera prochainement un mode de scrutin qui assurera une représentation équitable de tous les courants. » Par ailleurs les deux organisations évoquent la nécessité d'un rétablissement et d'un développement des droits des assemblées et la réaffirmation du rôle du gouvernement qui doit néanmoins exécuter les lois « sous le contrôle du parlement ». Mais il n'est pas fait mention d'une Assemblée Constituante remettant en cause la constitution de la V^{ème} République. Le PCF abandonne finalement dès décembre 1970 son projet de *Démocratie avancée* affirmé en 1963 et réaffirmé en 1968 dans le manifeste de Champigny. La V^{ème} République n'est plus remise en cause par les socialistes et par les communistes.

En matière de politique étrangère deux écritures différentes sont proposées dans ce document. Le PCF se positionne en faveur du retrait du Pacte Atlantique, alors que le NPS considère que le retrait immédiat de la France de ce pacte n'est pas à envisager car il ne saurait à lui seul modifier la situation présente. D'un point de vue théorique, pour ce qui est de la définition de ce qu'est le pouvoir socialiste les divergences sont également mises en évidence : le PCF définit le pouvoir socialiste comme «le pouvoir de la classe ouvrière et des autres couches de la population» alors que pour le NPS il s'agit «du pouvoir de la majorité s'exprimant par le moyen d'un suffrage universel libéré des restrictions de fait que lui impose la domination de classe capitaliste. » Le PCF a du mal à accepter l'idée d'alternance *:*

> « face aux agissements hostiles des exploiteurs déçus, il sera du devoir des formations se réclamant du socialisme d'appeler les masses à défendre et à renforcer l'État socialiste, émanation du peuple travailleur, à préserver et à élargir les conquêtes du nouveau régime. »

Dans son rapport présenté devant le CC le 23 décembre 1970, Georges Marchais, secrétaire général adjoint[270], récuse du reste cette notion. Il affirme qu'avec l'instauration d'une démocratie nouvelle, fruit d'une alliance entre le nouveau pouvoir et les masses, cela rendra caduque cette idée même d'alternance[271]. Une fois arrivé au pouvoir, le PCF n'envisage pas de pouvoir le perdre.

Le Bilan des conversations de décembre 1970 ne mentionne pas de mesures concrètes ou reste évasif. C'est le cas en ce qui concerne les moyens de production. Il n'est question de transfert de la propriété à la nation que pour les « moyens de production et d'échange

270 Cette fonction est créée afin de pallier à l'impossibilité devant laquelle se trouve Waldeck Rochet alors malade, de remplir sa tâche.

271 *L'Humanité,* 23 décembre 1970.

atteignant une échelle nationale ». Si le principe des nationalisations est acté par le PCF et le NPS, le terme n'est pas utilisé. Présentant le 20 décembre dans son rapport devant le CC le bilan des discussions Georges Marchais précise que le PCF n'abandonne pas son projet de programme commun.

> « Selon nous, le bilan actuel montre qu'il est parfaitement possible, en poursuivant les discussions dans le même esprit et avec la même efficacité, de s'acheminer vers cet objectif indispensable qu'est l'établissement entre nos deux partis, entre toutes les formations de gauche, d'un programme commun de lutte et de gouvernement. »[272]

Même si le PCF a sans doute été tenté, après l'élection présidentielle de 1969 et le bon score de Jacques Duclos, par une stratégie plaçant le PCF au centre d'un rassemblement de *front unique* et donc l'abandon d'un programme élaboré avec les socialistes, ce n'est plus le cas en décembre 1970. Georges Marchais réaffirme même lors de ce même CC de décembre 1970 la disponibilité des communistes pour obtenir un accord politique en vue des municipales de 1971, même s'il n'en est pas question dans le *Bilan des conversations*. Ces élections locales de 1971 sont donc l'occasion de valider les rapprochements qui se dessinent entre communistes et socialistes. Même si ce ne sont pas forcément des élections faciles pour la mise en place de cette union, car d'autres alliances ont cours depuis plusieurs scrutins et notamment des alliances dites de *Troisième force* entre socialistes et centristes.

Les élections municipales de 1971 [273]

Les élections municipales de mars 1971 interviennent alors que le processus de regroupement de la famille socialiste est toujours en cours. Ces élections ont lieu en effet, trois mois avant le second congrès d'Épinay, celui de juin 1971. Si les élections de 1965 peuvent se résumer à une opposition entre les gaullistes et tous les autres, celles de 1971 sont plus complexes, associant une dynamique bipolaire et le maintien du centre[274]. Se met néanmoins en place à travers cette élection, une nouvelle logique électorale d'union qui donne lieu à l'effacement du gaullisme et à un affrontement droite-gauche. Ces élections municipales de 1971 servent de test électoral avant la signature du *Programme commun*.

Le mode de scrutin est le même qu'en 1965. De 1965 à 1971, le nombre de communes

272 *L'Humanité*, 23 décembre 1970.
273 Élections municipales les 14 et 21 mars 1971.
274 Pierre Martin, *Les élections municipales en France depuis 1945*, *op. cit.*, p. 149.

de plus de 30 000 habitants passe de 159 à 193. Parmi ces villes, les listes d'union à gauche sont plus nombreuses : 115 sur 193 (60%) contre 68 sur 159 en 1965 (43%). Dans la majorité des grandes métropoles régionales détenues par le NPS, il n'y a pas par contre de composition de listes communes avec les communistes. Le PSU de son côté se présente de manière autonome dans 32 villes de plus de 30 000 habitants malgré les tentatives de rapprochement avec le PCF. La résolution adoptée à l'issue du CC du 20 décembre 1970 précisait que le PCF mettait plusieurs conditions à un accord avec le PSU dont le rejet de « toute compromission avec les différents groupes gauchistes».[275] En 1971, le PCF tente toujours de contenir une poussée sur sa gauche.

Les RG ne croient pas en la naissance de l'Union de la gauche à l'occasion de ce scrutin. Une note de la Direction Centrale des Renseignements Généraux du 13 mars 1971 indique :

> « l'analyse des tractations et le caractère des accords permettent d'affirmer que l'unité de la gauche est loin d'être réalisée. Il ne s'agit que de situations passagères que tentent d'exploiter les propagandistes. »[276]

Par ailleurs selon l'auteur de la note, dans les municipalités communistes les candidats non communistes présents sur les listes, candidats qualifiés de « camarades sincères » comme à Saint-Denis ou Argenteuil sont en réalité « des sympathisants communistes connus. »

A l'issue du second tour, le 21 mars, le PCF pour la première fois devient le parti de gauche qui détient le plus de grandes villes - celles de plus de 30000 habitants - avec 45 mairies soit 6 de plus qu'en 1965. L'essentiel des gains communistes se fait au détriment de la droite comme à Saint-Dizier ou Savigny-sur-Orge. Du côté du NPS, les résultats sont en demi-teinte. Les socialistes perdent 6 grandes villes. L'essentiel de leurs pertes se fait par ailleurs au profit de la droite. Si dans l'ouest les socialistes progressent au détriment des communistes, ces derniers au contraire, voient leur audience s'accroître dans le Nord et dans l'Est. Ces élections sont un encouragement à l'union de la gauche, mais les résultats mitigés du NPS affaiblissent Alain Savary. Raymond Barillon dans les colonnes du *Monde* parle des conséquences qui pourraient être « rudes » pour le dirigeant socialiste[277]. Localement, l'alliance donne lieu à certaines initiatives qui ne sont pas du goût des états-majors comme le relèvent différents rapports des RG. C'est le cas dans la région de Bordeaux, où les dirigeants de la fédération du NPS s'opposent à la création de *comités de liaison* dans les communes de

275 *L'Humanité*, 20 décembre 1970.
276 AN ministère de l'Intérieur, 19970320, article 5.
277 *Le Monde*, 23 mars 1971.

Pessac et d'Eysines en demandant aux adhérents à l'origine de cette initiative de se retirer de ces organismes[278]. Les responsables communistes craignent qu'une part trop belle soit laissée aux socialistes. Une note du 13 mai 1971 des RG[279] évoque l'inquiétude des dirigeants fédéraux du PCF, qui considèrent qu'une interprétation « trop sentimentale » de la tactique unitaire laisserait la place à des socialistes même dans les lieux où ils sont faiblement implantés. Selon cette note, les dirigeants communistes inviteraient donc les militants à se tenir à l'écart des socialistes et à « agir seuls. » L'heure n'est pas totalement aux rapprochements.

Le 9 mai 1971, a lieu une journée nationale d'information à Bondy pour préparer le congrès d'unité des socialistes de juin. La priorité du moment n'est plus aux discussions avec les communistes. A l'issue de cette journée, lors de la conférence de presse qui suit, Alain Savary indique en effet que « la proximité du congrès ne permet pas la poursuite du dialogue[…]prévue par la déclaration commune du 22 décembre 1970. » L'heure est à l'unité socialiste entre le NPS et la CIR.

Le congrès d'Épinay

Dans le mois qui précède le congrès d'Épinay, la direction du PCF décide pourtant de peser sur les débats internes à la famille socialiste. Ainsi, le Secrétariat du PCF du 11 mai donne-t-il comme mandat au Parti d'intervenir à tous les échelons lors des discussions et « faire que celles-ci soient dominées par les problèmes de l'Unité »[280]. *L'Humanité* publie le 14 mai une interview de Georges Marchais dans laquelle il déclare :

> « Personne ne comprendrait que le prochain Congrès socialiste puisse mettre en cause les engagements pris en commun, revenir sur les résultats acquis. »

Selon lui, l'aspiration unitaire serait telle autour de la nécessité d'un programme que cela justifierait de pouvoir parvenir rapidement à « un programme commun de lutte et de gouvernement ». Le 5 juin, le CC du PCF adresse un courrier à Alain Savary en réitérant une

278 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320, article 5

279 AN, ministère de l'Intérieur, 19970320, article 5, note du 13 mai 1971. Extrait :«les militants du PCF invités au réalisme dans leurs rapports avec les socialistes . »

280 AD Saint-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, CD : 2 NUM 5. Relevé de décisions du Secrétariat du 11 mai 1971.

volonté d'aboutir à un programme commun afin de répondre :

> « il s'agit de définir et de proposer ensemble aux autres formations de gauche, à toutes les forces ouvrières et démocratiques, à tout le peuple français, un véritable programme commun de lutte et de gouvernement ».[281]

Jacques Duclos [282] à Clermont-Ferrand le 12 juin déclare que , « l'unité c'est l'établissement d'un programme commun ».[283] La pression communiste pour peser sur les débats du congrès est forte, tentant de reléguer l'importance de la réunification de la famille socialiste au second plan en mettant en avant l'entente autour d'un texte programmatique.

Chez les socialistes la situation est plus complexe. La plupart des conventionnels n'ont pas rejoint le NPS au congrès d'Issy-les-Moulineaux de juillet 1969. Mais à l'issue de ses « XIII[ème] assises », le 6 décembre 1969, la CIR propose la réunification de toute la famille socialiste, c'est-à-dire le NPS, la CIR et le PSU. Au nom de la CIR, François Mitterrand déclare, quelques semaines avant le congrès du PS à Épinay, qu'il n'y a pas d'union de la gauche sans le PCF et qu'il n'est pas candidat à la direction du nouveau parti socialiste[284]. La base pousse elle à l'unité de toutes les familles socialistes et ce depuis longtemps. *Le Monde* s'en faisait déjà l'écho le 9 juillet 1970 en évoquant par exemple les appels à l'union en Bourgogne. Des membres du parti socialiste et de la CIR, de la Nièvre, de l'Yonne de la Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or regroupés en « comité de liaison du mouvement pour l'union des socialistes de Bourgogne » lancent à Avallon, un appel à la création « d'un mouvement national pour l'union des socialistes, regroupant les divers mouvements régionaux existant déjà ».

Dans le même temps, des voix s'élèvent pour réagir à la perspective d'une union avec les communistes proposée aux congressistes par la quasi-totalité des motions. Jean Lecanuet, président du Centre Démocrate, prend ses distances vis-à-vis de la stratégie socialiste à l'occasion d'un discours le 12 juin 1971 à Marseille[285]. Il indique que sa formation ne pourra pas rejoindre une « telle alliance » mais que par contre, il propose aux socialistes, aux radicaux et aux démocrates sociaux de s'unir pour imposer une véritable justice sociale.

Sept motions s'opposent et divergent sur la nature du dialogue à établir avec les communistes, et sur la question d'une discussion au sujet d'un programme commun, mais pas sur le principe de ce dialogue. La motion O (Alain Savary) de l'équipe sortante du NPS

281 *L'Humanité,* 8 juin 1971.
282 Jacques Duclos, membre du BP du PCF.
283 *Le Monde,* 12 juin 1971
284 *Combat*, 3 mai 1971.
285 *Le Monde,* 15 juin 1971.

propose de poursuivre les échanges avec les communistes mais sur des bases idéologiques. La motion R (Pierre Mauroy - Gaston Defferre) souhaite une pause dans le dialogue avec le PCF alors que la motion P du CERES (Jean-Pierre Chevènement), s'engage pour une alliance immédiate avec le PCF et en faveur de discussions en vue de l'adoption d'un programme commun. La motion L des conventionnels (Louis Mermaz - Robert Pontillon), non signée par François Mitterrand, propose plutôt un calendrier. Enfin, la motion M (Poperen) propose un « *pacte d'opposition de la gauche* » pour les élections législatives, et un « contrat de gouvernement».[286] Il n'est pas question d'un éventuel programme commun pour cette motion tant qu'il n'y aura pas de débat sur les garanties nécessaires. Toutefois ces motions présentent selon Laurent Jalabert [287] un intérêt « relatif » car elles font l'objet de peu de discussions. Finalement personne ne rejette le principe d'un dialogue avec les communistes et l'union de la gauche est acquise avant l'ouverture du congrès à Épinay. Les différences stratégiques « n'ont été qu'une façade en grande partie inventée ensuite».*[288]* Le dimanche 13 juin dans l'après midi les deux motions de synthèse sont présentées respectivement par Alain Savary et François Mitterrand. François Mitterrand, qui n'est pas adhérent socialiste à l'ouverture du congrès, se positionne résolument dans son intervention le dimanche 13 juin avant le vote sur l'orientation par les congressistes, en faveur d'une alliance avec les communistes et d'une alliance allant jusqu'à l'adoption d'un programme :

> «mais enfin vous savez le détail qui change tout [...]on est d'accord sur tout, et puis [...]il y a juste un point d'accrochage il est là […]avec le parti communiste, dialogue […] jusqu'à quand et pour quoi faire. Et puis comment va-t-on faire ?. Je penche pour ceux qui, dans ce congrès, préfèrent les actions concrètes, veulent définir des plates formes politiques et le cas échéant, les programmes[…]si on se présente ensemble, par un accord de deuxième tour […]vous croyez que vous pourrez aborder les élections sans dire aux Français pour quoi faire ? C'est aussi cela l'échec permanent. Il n'y aura pas d'alliance s'il n'y a pas de programme électoral. »

François Mitterrand s'interroge sur l'opportunité de poursuivre un dialogue idéologique avec le PCF. Le discours est ovationné par les congressistes. Selon Laurent Jalabert « le moment est décisif »[289]. François Mitterrand ne reprend pas dans son intervention l'expression même «*programme commun»* chère aux communistes mais il se prononce pour

---

286 Centre d'Histoire du Travail (CHT) Nantes. Fonds Poperen POPJ 31, motions pour le congrès de l'unité socialiste.

287 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, *op cit*, p. 275

288 Pierre Serne, *Le Parti socialiste 1965-1971,* B. Leprince, L'Encyclopédie du socialisme, 2003, Paris.

289 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975, op. cit,* p. 264.

un programme élaboré ensemble sans préciser véritablement s'il s'agira d'un simple accord électoral ou également d'un accord programmatique. L'expression « programme commun » à la lecture de l'ensemble des discours du dimanche 13 juin[290], n'est du reste prononcé que par deux intervenants, Jean Garel pour la fédération de l'Aisne et Dominique Taddei, élu sur la motion d'Alain Savary qui déclare :

> « nous souhaitons l'ouverture immédiate de négociations ayant pour but d'aboutir à un programme commun de gouvernement de toute la Gauche, avec la précision indispensable que l'aspect programmatique de cette discussion ne pourra commencer que quand le Parti Communiste aura apporté une réponse claire à la garantie des garanties […] le problème des institutions démocratiques de la France, sur lesquelles on n'a pas obtenu des réponses satisfaisantes du Parti Communiste . »

Lors de la commission des résolutions du dimanche après midi, Pierre Mauroy et Gaston Defferre retirent leur motion et se désistent en faveur de la motion Mitterrand-CERES. Il ne reste alors plus que deux motions. Avant le vote, François Mitterrand puis Alain Savary prennent la parole. Ce dernier débute son intervention par la lecture de la motion qu'il défend c'est-à-dire la poursuite du «dialogue avec le parti communiste […] à partir du premier bilan publié le 22 décembre 1970. » Mais ce dialogue, pour Alain Savary doit néanmoins s'accompagner « d'actions décidées et menées en commun contre le pouvoir et pour la transformation de la société ». Tout en défendant l'idée de la poursuite d'un dialogue il refuse néanmoins d'être considéré comme un « théologien».[291] Il annonce par ailleurs également, la tenue d'une «assise nationale » convoquée afin d'élaborer le programme propre du Parti. La motion défendue par François Mitterrand préconise de situer le PS dans le cadre de la perspective de la « prise du pouvoir » le moyen privilégié étant l'alliance avec le PCF autour d'un programme mais un « programme commun préalablement soumis à la rédaction d'un programme socialiste. » François Mitterrand souhaite que le PS soit un parti puissant[292]. C'est finalement la motion soutenue par François Mitterrand, Pierre Mauroy, Jean-Pierre Chevènement, Robert Pontillon et Louis Mermaz qui l'emporte à l'issue du vote des congressistes[293]. François Mitterrand prend la tête du PS à l'issue du comité directeur le 16

290 FJJ, base de données des débats. Le 11 juin plusieurs intervenants parlent du *Programme commun.*Il s'agit d'Alain Savary, de André Chandernagor, de Marc Wolf, de Christian Pierret pour la motion K,et de Gérard Jacquet. Le 12, André Bouloche est le seul à parler du programme commun et e 13 Jean Garel et Dominique Taddei.

291 FJJ: archives des débats, 13 juin 1971.

292 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975, op. cit.*

293 FJJ, base de données des débats. Vote des congressistes le dimanche 13 juin 1971.
Nombre de mandats : 90.719 - Texte Mitterrand : 43.926 voix - Texte Savary : 41.757 - Ne prennent pas part au vote : 83 voix - Abstentions : 3.925 - Absents : 1.028

juin 1971. La feuille de route est tracée pour le PS. La réaction des dirigeants communistes ne se fait pas attendre. Madeleine Vincent présente un rapport portant sur le congrès du PS lors du BP du 17 juin 1971. La direction communiste décide moins d'une semaine après la fin du congrès d'Épinay de doter le Parti d'un programme[294]. A deux ans des futures élections législatives, les deux grands partis d'opposition se lancent chacun dans la rédaction d'un programme dont paradoxalement, ils ne disposaient pas avant d'envisager des discussions en vue d'écrire un programme ensemble.

C) 1971-1972 : le programme du Parti avant un programme commun

L'abandon du dialogue idéologique par la nouvelle majorité issue du congrès d'Épinay est accepté facilement par le PCF si on s'en tient aux propos de Marchais le 29 juin 1972[295].
Le Parti socialiste répond à la lettre du PCF du 5 juin [296] adressée (cf supra) à l'époque à Alain Savary, par une lettre en date du 23 juin[297] signée par le nouveau premier secrétaire François Mitterrand[298] . Le nouveau leader socialiste précise que le PS souhaite attendre son prochain comité directeur du 10 juillet, afin d'apporter une réponse sur le fond mais propose dans l'immédiat de se rencontrer afin de déterminer les « répliques communes aux menaces que le pouvoir fait peser sur les libertés publiques », ceci afin « d'affirmer dans l'action et de façon concrète l'union indispensable. » François Mitterrand refuse donc d'engager son Parti dans une négociation programmatique. Georges Marchais répond par courrier le 28 juin. Il réitère la volonté des communistes d'aboutir à un programme commun mais accepte une réplique commune pour la défense des libertés. Le BP du PCF du 6 juillet fixe le mandat de la délégation qui doit rencontrer la direction du PS. Pour la direction communiste il s'agit toujours de réaffirmer la nécessité d'un programme commun, mais connaissant sans doute la

294 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD 2 NUM 4. BP du 17 juin 1971. Extrait du relevé de décisions « Dans le cadre de notre combat, préparer un projet de programme de gouvernement portant sur les questions essentielles et qui sera soumis par le Parti aux Français. Ce programme comportera des mesures concrètes et sera préparé par un collectif de camarades puis soumis à l'examen et à l'adoption du Comité Central. Une fois adopté il conviendra de rechercher les formes appropriées pour le diffuser massivement dans la population et le soumettre à de larges débats organisés dans tout le pays. »

295 Etienne Fajon, Maurice Thorez, Waldeck Rochet, et Georges Marchais, *L'Union est un combat*, Paris, Éditions sociales, 1975.

296 *L'Humanité*, 8 juin 1971.

297 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 31 : lettre de François Mitterrand au CC.

298 *L'Humanité,* 28 juin 1971.

réponse qui sera apportée par la délégation socialiste, le BP souhaite que soient prises des décisions en matière d' actions communes : manifestation de solidarité avec le Vietnam, défense des libertés avec l' Office de radiodiffusion télévision française **(**ORTF). Selon le témoignage de Pierre Juquin [299] , membre de la délégation communiste qui rencontre ses homologues socialistes le 7 juillet, ce jour-là c'est la première fois que le nouveau leader socialiste vient à « Fabien ».[300] D'après le verbatim publié par Pierre Juquin, François Mitterrand affirme à cette occasion son opposition à la signature d'un programme commun tel que l'entendent les communistes en récusant tout maximalisme :

> « En 1973 nous pourrons avoir un accord politique dont j'ignore encore le contenu. Ce sera un minimum mais ce minimum sera le maximum. ».[301]

François Mitterrand poursuit son propos au sujet de cet accord qui ne doit pas être seulement écrit sur du papier, mais « inscrit dans des comportements ». Il refuse par ailleurs toute confusion entre les deux partis à l'échelon local. « Nous ne récusons pas les combats à la base avec vous. Mais nous n'allons pas jusqu'à autoriser une action à la base commune et indifférenciée ». Cette prise de position, un an avant la signature du *Programme commun* est importante car elle témoigne de ce qui sera finalement une constante du PS dirigé par François Mitterrand, c'est-à-dire le refus des actions militantes communes avec les communistes sur le terrain. Les mêmes débats ressurgissent en octobre 1972. A l'issue de cette rencontre du 7 juillet 1971, les délégations communistes et socialistes décident de travailler à l'élaboration d'une déclaration commune sur les libertés qui est rendue publique le 8 octobre 1971[302]. Ce texte est le premier adopté par le PCF et le PS, après Épinay. Il s'agit d'un texte très général comportant peu de mesures précises si ce n'est l'abrogation de la «loi anti-casseur» de 1970.

Par un courrier en date du 13 juillet adressé au PCF, le PS impose son calendrier programmatique :

> « C'est donc au lendemain de notre convention nationale que pourront s'engager entre nos deux partis les discussions sur le programme concret d'un gouvernement ayant mission d'amorcer la transformation socialiste de la société. »[303]

Le PS accepte le principe de l'élaboration commune d'un futur texte programmatique sans utiliser l'expression de «programme commun», peut-être volontairement, affirmant son

299 Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit.*
300 http://www.ina.fr/video/CAF94060709. Annexe 3, document 4.
301 *Ibid*., p.343.
302 *L'Humanité,* 9 octobre 1971.
303 Courrier du PS au PCF publié dans *L'Humanité* du 15 juillet 1971.

indépendance en ne reprenant pas la terminologie communiste. Le PCF, dans sa réponse du 13 juillet critique les socialistes, considérant que ceux-ci entendent donc «*repartir de zéro»* car il ne font pas référence au *Bilan des conversations* de décembre 1970.

En ce mois de juillet 1971, chacune des deux formations se lance dans la rédaction de son propre programme. En septembre 1971, François Mitterrand[304] fixe le calendrier des discussions en indiquant qu'il n'y aura pas de reprise des négociations avec le PCF avant mars 1972.

1) *Changer de cap*

Pierre Juquin[305]témoigne de la rapidité avec laquelle est finalisé le programme du PCF, soit dès octobre 1971, seulement quatre mois après le BP qui avait décidé de son élaboration. Il précise qu'il en aurait proposé lui-même le titre au cours d'une discussion avec Jean Kanapa. Le titre complet du petit livre à la couverture orange[306] publié en octobre 1971 est «Changer de cap *»* avec pour sous-titre *«* Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire. *»* Mais la typographie utilisée relègue le surtitre au second plan. Le programme est adopté lors du CC des 7, 8, et 9 octobre 1971 à Arceuil. Georges Marchais annonce à cette occasion, le tirage d'une brochure à 8 millions d'exemplaires et une édition du programme au format du livre de poche. Le Secrétariat du 11 octobre prévoit pour l'ouvrage, la reprise du discours de Georges Marchais au CC d'Arcueil en introduction. Dans ce discours, celui qui n'est toujours pas secrétaire général (il le devient en décembre 1972) fixe les objectifs du programme communiste qu'il définit comme un point d'appui en vue de négociations. Ce texte n'est qu'une étape, il a vocation à disparaître après la parution d'un programme commun.

> « Ce programme n'est pas à prendre ou à laisser. Nous sommes prêts à en discuter à tout moment avec le Parti socialiste, ainsi qu'avec les autres partis démocratiques, en vue de parvenir à un solide accord politique, à un véritable programme commun. »

L'Humanité du 12 octobre titre « Un programme pour la France. » Le 16 octobre 1971, le Secrétariat du PCF[307] décide une diffusion de 250 000 exemplaires et alloue 20 millions d'anciens francs destinés à une campagne publicitaire dans la presse, à la radio et par affiche.

304 *Combat*, 6 septembre 1971
305 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé*, *op. cit.*
306 Annexe 1, document .
307 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, Secrétariat du 16 octobre 1971, CD 2 NUM 4

La direction du PCF souhaite une diffusion de masse de son programme et pour en populariser le contenu, envisage l'organisation de débats avec la population. L'ouvrage, vendu 5,50 F, paraît aux Éditions sociales. Interviewé en 2014, Lucien Sève [308] à l'époque membre du CC et directeur des Éditions sociales précise que *Changer de cap* est épuisé dès le printemps 1972 malgré au moins deux tirages de cet ouvrage [309]. La direction du PCF se préoccupe de la diffusion par les fédérations, et au besoin revoit à la hausse les engagements pris par les secrétaires fédéraux. Ainsi le Secrétariat du 4 janvier 1972[310], dans son relevé de décisions, précise qu'il faut « Faire savoir au camarade Edmond Amiable (Vaucluse) que l'objectif de 3.000 livres Changer de Cap est faible. »[311] A l'ordre du jour du CC des 20 et 21 janvier 1972 [312] un point est consacré à la diffusion du programme du Parti. Lucien Lanternier pour les Hauts-de-Seine indique que les «*résultats sont bons*», avec 21 000 livres vendus et qu'il pourrait s'en écouler 70 000 parmi les 700 000 salariés du département. Il précise que ces résultats plutôt positifs ont été atteints alors que seulement 50 % des cellules du département se sont engagées dans la diffusion du livre. Autre intervention, celle de Lucien Mathey, chargé de suivre la Seine-Saint-Denis et l'Ain pour le compte du CC, qui indique que 25 000 programmes ont été diffusés dans ce département et 2000 dans l'Ain. Mais à son tour, il indique que tous les communistes ne se sont pas emparés du programme. Guy Poussy pour le Val d'Oise parle de 22 000 livres payés, avec un objectif fixé à 30 000. Jean Garcia parle de 4 000 livres vendus. Mais d'autres intervenants ne donnent pas de chiffre comme Gérard Bordu pour la Seine-et-Marne qui évoque même des résultats mitigés quant à la popularisation du programme. Il est difficile de connaître la diffusion réelle du programme communiste car il n'existe pas d'archives des Éditions sociales, tout ayant été saisi sur ordre du Tribunal de commerce au moment de la liquidation en 1993[313]. La direction du PCF donne des directives pour impliquer les militants dans la vente, la diffusion de ce programme. Une affiche est éditée annonçant le succès de sa diffusion (sans reprendre le titre) : « Programme pour un gouvernement démocratique populaire l'avez vous ? (15 janvier 750 000 exemplaires) ».[314] Le titre *Changer de Cap* n'est pas popularisé par le PCF. Il ne devient pas véritablement un

308 Lucien Sève : interviewé par questions écrites (réponses écrites) en juin 2014
309 La première en date du 5 novembre 1972 et une seconde du 1er février 1972.
310 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, CD 2 NUM 4.
311 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, CD 2 NUM 4.
312 Archives Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, *4AV/1903 à 1951*
313 Témoignage écrit de Lucien Sève, 2014. « Tout a été saisi à la faillite finale du dispositif éditorial communiste en 1994 et ces documents n'ont jamais été récupérés . » Lucien Sève par ailleurs précise ne pas posséder d'archives privées. »
314 Archives Seine-Saint-Denis, AT71PC00012, décembre 1971

slogan. Seules deux affiches dans les fonds documentaires ont été retrouvées portant la mention *changer de cap*.[315] Tout en assurant la diffusion et la promotion de son propre programme la pression du PCF pour aboutir à un programme commun est toujours aussi forte dans cette période. François Mitterrand juge du reste que cette pression du PCF est intolérable lors d'un meeting à Rodez le 22 novembre : « Nous entendons signer un accord de gouvernement entre partis libres et égaux en droits. »[316] Concernant le programme du PCF il affirme à cette occasion : «Nous avons beaucoup à dire sur le contenu du programme du parti communiste . »

André Laurens [317] dans *Le Monde* indique que personne à gauche « n'est inquiet » par rapport à la notion de désistement électoral, que «si des élections législatives anticipées se présentaient il y aurait un accord électoral au second tour. » Toutefois il considère qu'il est possible que les dirigeants socialistes ne souhaitent pas aller au-delà d'un «*accord de désistement réciproque*. » Il poursuit en s'interrogeant sur la personnalité de François Mitterrand suspecté de songer surtout à l'élection présidentielle prévue en 1976 et qui a parfois une attitude déroutante pour les militants socialistes, étant tout à la fois capable de « reprendre contact avec le vrai malheur, hors des climats ouatés de la politique en Europe […] et qui se retrouve au Bengale comme Fabrice à Waterloo ». André Laurens ne croit pas à la possibilité d'un accord programmatique entre communistes et socialistes : « Le PCF n'est pas très sûr du socialisme des autres et ceux-ci ne sont pas très rassurés par son socialisme à lui »[318] et il s'interroge quant à l'attitude de la direction du PCF qui chercherait à provoquer l'éviction de François Mitterrand jugé pas très sûr. Cette question de la confiance relevée par le journaliste sera effectivement mise en avant par la direction communiste et au premier chef chez Georges Marchais pour justifier les périodes de polémiques.

C'est le concept d'«*Union populaire*», présent dans *Changer de cap*, qui est repris par les communistes après la signature du *Programme commun*[319] dans le cadre de la campagne électorale des législatives en 1973 et non pas *Changer de cap*. A la différence *de Changer la*

315 AD de Seine-Saint-Denis, fonds d'affiches du PCF, 89Fi/2766 « Pour changer de cap deux jours de débats permanents où toutes les questions pourront être posées sur le programme de gouvernement démocratique d'union populaire proposé par le Parti Communiste Français [...] Samedi 11, dimanche 12 décembre, Institut Maurice Thorez 64 bvd uguste Blanqui»
AM Aubervilliers, Cote Archives d'Aubervilliers : 10Fi518. Texte de l'affiche « Un programme d'Union populaire Pourquoi ? avec qui ? "Changer de cap" Georges Marchais Guy Poussy Madeleine Vincent répondent aux femmes » - Annexe 4, document 5.

316 *Le Monde*, 24 novembre 1971.

317 *Le Monde,* 15 décembre 1971.

318 *Le Monde*, 24 novembre 1971.

319 Annexe 4, document 5.

Vie, qui devient même au congrès du PS de Nantes en 1977 le titre de l'hymne du Parti, le PCF n'impose pas le titre de son propre programme tel un slogan. Il abandonne même toute propagande pour son propre programme dés la signature du *Programme commun.* Mais, selon Lucien Sève, cet abandon était en quelque sorte déjà écrit dès l'origine dans la mesure où la raison d'être du programme communiste « avait été de montrer au Parti socialiste la faisabilité d'un Programme commun acceptable par les deux partis ».[320] René Piquet, alors membre du BP et responsable de la propagande, confirme également ce point de vue : « La direction du PCF a élaboré son propre programme Changer de Cap pour devancer et contraindre le PS a cheminer sur l'élaboration du programme commun ».[321] D'où l'abandon très vite de toute propagande en faveur du programme du Parti comme le précise *Lucien Sève :*

> « dés lors qu'était signé le Programme commun de gouvernement, il ne pouvait être question de diffuser encore Changer de cap ».

Cette attitude tranche avec celle du PS vis-à-vis de son Programme.

2) *Changer la vie*

Le comité directeur[322] du PS se réunit le 10 juillet 1971, et confie le travail de préparation du programme du PS à cinq commissions, sous l'autorité de Jean-Pierre Chevènement. En octobre 1971 le PS décide d'associer à la réflexion du Parti les milieux syndicaux artistiques scientifiques et intellectuels par l'intermédiaire de conférences[323] pour l'élaboration de son programme. Toute une série de conférences ont lieu en effet, dont la première, à Caen le dimanche 24 octobre 1971[324]. Pour Philippe Alexandre [325] à l'époque, l'objectif socialiste est clair. Avant d'aborder la mise au point d'un programme avec le PCF, le PS veut selon lui rédiger son propre programme commun , et François Mitterrand entend même que celui-ci soit précis et détaillé pour que l'autre ne le soit pas[326]. Le comité directeur

320 Témoignage écrit de Lucien Sève, 2014.
321 René Piquet : entretien le 7 février 2013.
322 Statuts du PS de 1971(FJJ) : le comité directeur est composé de 81 membres élus dans les conditions prévues à l'article 16 tous les deux ans et de deux représentants nationaux avec voix consultative pour chacun des organismes prévus à l'article 16. Le comité directeur se réunit tous les mois. La représentativité est déterminée en % des mandats au congrès.
323 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 33, « communication sur les conférences nationales et les rencontres socialistes »
324 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 33
325 Philippe Alexandre, *Le roman de la gauche,* Paris, Plon, 1977, p. 282
326 *Ibid. p*. 283.

du 23 octobre entérine un découpage en quatre parties[327] du projet de programme et un «*Projet d'esquisse détaillé*. » Le 15 décembre 1971, députés et membres de l'exécutif débattent. L'aile droite du Parti, menée par Arthur Notebart [328]et André Chandernagor s'oppose au projet y voyant un projet « néoléniniste »[329]. Le texte est à nouveau discuté au comité directeur des 18 et 19 décembre 1971[330]. Cinq thèmes sont évoqués : l'autogestion, les institutions, le cadre de vie, l'internationalisme, et enfin l'économie. La préface écrite par Didier Motchane [331], appelée « l'ordinateur et l'autogestion » dans un clin d'œil à Lénine[332], est refusée car jugée trop « sulfureuse ».*[333]* Les responsables du CERES veulent intégrer des «ferments anti-autoritaires dans toutes les activités collectives et d'abord dans l'appareil de production »[334]. Pour Jean-Pierre Chevènement[335] lors d'un entretien cette introduction était un exercice littéraire qui est rejeté notamment par Albert Gazier car considéré comme trop *« révolutionnaire ».* Et il ajoute un brin ironique : « je fais une critique du concept de la croissance, ce qui peut paraître paradoxal sous ma plume». Le projet de programme est rendu public le 11 janvier 1972 avec des extraits diffusés dans la presse [336]. Le PCF était peut-être au courant avant car Pierre Juquin confie sans donner de date, que de passage à la Cité Malesherbes - alors siège du PS - il dérobe un dossier contenant le projet de programme du PS[337].

Dans une note du secrétariat du PS signée par Jean-Pierre Chevènement et François Mitterrand, qui est envoyée aux secrétaires fédéraux et aux membres du comité directeur le 13 janvier 1972[338], il est précisé que c'est le *Bulletin socialiste* départemental mensuel qui doit servir de support à la diffusion de ce projet de programme, lequel doit être envoyé à chaque adhérent. Les deux dirigeants du PS insistent sur la méthode de discussion, qu'ils veulent exemplaire. Ils s'opposent à la méthode centralisatrice qui fut celle du PCF pour l'adoption de

327 Conception et signification du Programme- Mesures immédiates- Options- Annexes
328 Arthur Notebart, député du Nord, 5ème circonscription. André Chandernagor, député de la Creuse, 2ème circonscription.
329 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*
330 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 31
331 Un des animateurs avec Jean-Pierre Chevènement du CERES.
332 Cette expression reprend les propos de Lénine voyant dans le socialisme l'addition de l'électrification et des soviets.
333 Jean-Pierre Chevènement, *Défis républicains*, Paris, Fayard, 2004.
334 Ours, Fonds Claude Fuzier, PS Préparation programme de 1972, Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, « *L'ordinateur et l'autogestion* », 2 décembre 1971, *p*. 23
335 Jean-Pierre Chevènement : entretien le 21 janvier 2014
336 *Combat*, 12 janvier 1972. *Le Monde* dans son édition du 15 janvier 1972 compare le bilan des discussions du 22 décembre 1970 ; le programme du PCF « changer de cap » et les textes en débat au sein du PS.
337 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé, op. cit.*
338 CHT, Archives du PS, PSF 4 «circulaire numéro 55»

son programme, en indiquant que le PS donne l'exemple unique d'un programme élaboré démocratiquement car les militants socialistes peuvent pendant six à sept semaines « examiner, discuter, proposer ». Après un vote dans chaque section, les amendements sont débattus dans la fédération départementale pour devenir des amendements fédéraux qui sont présentés lors de la convention nationale prévue à Suresnes en mars 1972. Jean Poperen témoigne de la différence de méthode avec le projet communiste qui n'a pas été soumis à l'examen et au vote des militants dans l'ensemble du parti[339] . » Lors de son intervention à Suresnes le 12 mars, François Mitterrand se félicite de la méthode adoptée.

La convention de Suresnes qui a pour objectif l'adoption du programme du PS se réunit les 11 et 12 mars. Seuls quelques points sont soumis aux votes généraux car les autres points ont fait l'objet au préalable d'une synthèse via la Commission des résolutions. Un des points du débat porte sur les institutions. C'est le texte de la majorité qui s'impose, c'est-à-dire l'option « Fillioud/Jacquet », qui ne remet pas en cause le caractère présidentiel du régime contrairement à l'option « Fuzier/Feuilly ». L'élection présidentielle alors prévue en 1976 s'affirme comme un objectif central [340]. Non sans cynisme, François Mitterrand premier secrétaire, prend acte du fait et l'explique ainsi lors de son intervention à la convention : « il a semblé à tous qu'il y a d'autres affaires plus importantes à traiter. Que si nous prenions le pouvoir nous aurions autre chose à faire qu'à revoir une Constitution avec 400 juristes[341] ». C'est donc à partir de la convention de Suresnes que la conversion du PS aux institutions de la V[ème] république est définitivement actée. En matière économique, le programme adopté à l'unanimité fait confiance aux vieilles recettes keynésiennes et met en sourdine l'autogestion[342]. Dans son discours à la convention de Suresnes le 12 mars François Mitterrand assigne au PS comme mission de « *fonder l'union de la Gauche*»[343]. Du reste cette expression est employée dans toutes les interventions les 11 et 12 mars 1972.

Le programme *Changer la vie* sort également au format livre de poche [344]. Il contient

339 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*

340 Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, HDR, *op. cit.*, *p*. 32

341 FJJ: base de données des débats, intervention de François Mitterrand le 12 mars 1972.

342 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981, op. cit.*

343 Intervention de François Mittterrand à Suresnes le 12 mars : Extrait «Le Parti Socialiste a pour devoir de fonder l'union de la Gauche, de la porter là où elle doit aller, d'imposer le cas échéant à ses partenaires l'authenticité de sa recherche, sans céder aux tentations de politique extérieure ou de connivence ici ou là ressenties parce qu'il y a conjonction des intentions politiques avec la majorité actuelle ou bien avec le président de la République. »

344 PS, *Changer la Vie*, Flammarion, Paris, 1972.

un catalogue de mesures immédiates avant le corps du texte et une présentation de François Mitterrand comme annoncée sur la couverture [345]. Dans cette introduction François Mitterrand fixe l'objectif politique assigné à *Changer la Vie*.

> «Le parti socialiste soumet son projet à l'appréciation du peuple français. Il ne prétend pas pouvoir opérer seul la transformation socialiste du pays. C'est pourquoi ce programme qui- lui permettra d'abord de se faire connaître, entendre et nous l'espérons comprendre de la majorité de nos concitoyens n'aura sa pleine signification que dans le cadre de l'union de la gauche. Il contribuera alors de façon positive à l'accord de gouvernement proposé par le congrès d'Épinay […].C'est dans cet esprit que le PS invite les formations politiques de la gauche qui le désireront à se rencontrer sans délai afin de préparer le changement de majorité et de politique qu'attend notre pays. »

Le PCF n'est pas nommé et il n'est pas question d'un programme commun mais d'un « accord de gouvernement » dans le cadre de l' «*Union de la gauche»*, sans que soit précisé la nature de cet accord, électoral ou programmatique. Cette position tranche avec la préface que Georges Marchais a consacré à *Changer de cap*. Si le cadre politique que représente l'Union de la gauche est revendiqué par les socialistes, les dirigeants communistes n'utilisent à l'époque que rarement ce concept. Au sortir d'Épinay en 1971 le PS n'a pas forcément pour objectif d'aboutir à un programme écrit de 140 pages avec le PCF comme cela sera le cas en juin 1972.

Le PS se lance rapidement dans une campagne de popularisation de son programme. Le 4 juin 1972 à Marseille, François Mitterrand devant les élus socialistes évoque la vente de 86 000 exemplaires et indique qu'un nouveau tirage est en cours. Le PS affirme vouloir tenir 500 meetings dans chaque chef lieu de canton entre les mois de mars et juin 1972. Le Parti se fixe par ailleurs pour objectif d'atteindre les 100 000 adhérents. Les RG relèvent les succès des premiers meetings [346]. Les dirigeants socialistes se lancent ainsi dans une course de vitesse afin d'aborder les futures élections législatives de 1973 en position de force face à la puissance militante du PCF. Le slogan *Changer la Vie* est d'une grande efficacité médiatique et le PS prolonge son existence. Ainsi la 1ère édition du *Programme commun* par le PS[347] est assortie de son propre programme, de son titre slogan *Changer la Vie* et de son logo, le poing et la rose[348].

---

345 Annexe 1, document 2.

346 AN, 20040455, ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale, Direction générale des renseignements généraux, sous direction ressource et méthodes, articles 7 à 26 : Parti socialiste, 1970-1979.

347 Annexe 1, document 4.

348 Frédéric Cépède, « Le poing et la rose, la saga d'un logo », *Vingtième siècle, Revue d'Histoire,* n°49, 1996.

Les mois qui précèdent la signature du *Programme commun* ne donnent encore naissance ni à l'Union ni à l'Unité à gauche, mais une dynamique de projet d'union stratégique et programmatique est lancée. La majorité ne s'y trompe pas qui lance une contre-offensive politique.

3) Le référendum sur l'Europe

En ce printemps 1972, la majorité par l'intermédiaire du gouvernement tente une manœuvre institutionnelle afin de discréditer le rapprochement en cours entre socialistes et communistes. Le 16 mars, le président de la République, Georges Pompidou, annonce la tenue d'un référendum concernant l'élargissement de la Communauté Economique Européenne (CEE) à, la Grande-Bretagne, au Danemark et à l'Irlande. Même si l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché commun a été voulu par le président Pompidou dès son élection[349], l'utilisation de la voie référendaire est un choix politique qui ne s'impose pas, étant donné que le Président dispose alors d'une très forte majorité parlementaire. Rares sont ceux au sein du gouvernement qui doutent de la pertinence de ce choix politique[350]. Le Président reçoit donc l'appui de la majorité, et du centrisme d'opposition regroupé dans le Mouvement réformateur[351]. Le référendum apparaît comme un moyen a priori efficace pour discréditer l'alliance entre les socialistes et les communistes car il permet de mettre en évidence leurs divergences inscrites dans leurs programme respectifs[352], avant que ne s'engage un éventuel dialogue sur un programme commun que la majorité considère sans doute alors comme

349 Christine Manigand, « Le référendum du 23 avril 1972 : un risque mal calculé ? », dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968*, *L'émergence de nouveaux clivages*, Rennes, Pur, 2012, *p.* 173-185.

350 Eric Roussel, *Georges Pompidou*, Paris, Tempus, 2004, p. 498. Selon le témoignage de René Pleven à l'auteur, seul lui-même et Olivier Guichard émettent des doutes en conseil des ministres. Mais ces critiques ne portent pas sur l'utilisation politique du référendum.

351 La majorité est formée de l'UDR, des Républicains Indépendants (RI) et du Centre Démocratie et Progrès (CDP). Les centristes d'opposition sont regroupés dans le Mouvement réformateur regroupant : le Centre démocrate dirigé par Jean Lecanuet, les Radicaux autour de Jean-Jacques Servan-Schreiber, le Centre Républicain d'André Morice et le parti de la Démocratie socialiste (PDS) présidé par Emile Muller.

352 PCF, *Changer de cap, op. cit.* Extrait « L'entrée de la Grande-Bretagne aggraverait tous les aspects nocifs du Marché commun, accentuerait la pénétration américaine et approfondirait la division de l'Europe. »
PS, *Changer la Vie, op. cit.*, Extrait : « Le gouvernement de la gauche favorisera l'intégration effective au Marché commun de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande tout en s'efforçant d'éviter que ces adhésions n'accentuent la dilution de la Communauté dans une vaste zone de libre échange nord-atlantique. »

pouvant aboutir[353]. Le 23 mars 1972, a lieu une rencontre entre les dirigeants communistes et socialistes, rencontre prévue avant l'annonce même de la tenue de ce référendum. Mais celle-ci n'aboutit à aucun accord. Le PCF finalement appelle à voter « Non » alors que les socialistes (comme le PSU) appellent à l'abstention avec pour slogan « Oui à l'élargissement, non à Pompidou. » Le «Oui» à la question posée l'emporte avec 68% des voix. Les communistes se réjouissent du « succès » du « Non »[354]. Étant la seule force politique parlementaire à avoir appelé à voter « Non », le PCF s'attribue les 32 % obtenus soit 5 millions de voix[355], indiquant même que cela représente un record électoral pour le PCF. L'analyse des cartes électorales démontre plutôt que tous les communistes n'ont pas voté « Non », et que d'autres mouvances ont voté contre[356]. Georges Marchais annonce que l'objectif dorénavant sera de donner « un nouvel élan à la diffusion et à la discussion de son programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire. »[357]

Le PS considère que la forte abstention est à mettre à son crédit, même si l'indifférence des Français aux questions européennes n'est sans doute pas étrangère à ce score élevé[358]. Malgré les divergences sur les consignes de vote et sur l'interprétation[359] des résultats, la volonté de travailler à un programme commun n'est pas remise en cause. Socialistes et communistes ont su finalement déjouer le piège qui leur était tendu car même si les motivations ayant prévalu à ce référendum ne relevaient pas uniquement d'une volonté d'opposer socialistes et communistes, cet aspect était néanmoins essentiel [360].

4) Négociations et signature du *Programme commun*

Le 27 avril 1972, soit 4 jours après le référendum, les dirigeants du PS et du PCF se retrouvent lors d'une première réunion programmatique. Jean Poperen [361] en rapporte les

353 Laurent Jalabert, *Les socialistes et l'Europe*, Bruno Leprince, 2008, 125 p.
354 *L'Humanité,* 24 avril 1972.
355 Les 5 millions de « Non » représentent 17% des inscrits et 32 % s exprimés.
356 Alain Lancelot, « Il ne faut jurer de rien, Le référendum du 23 avril 1972 », Projet, N°67, 1972, pp. 795-808.
357 *L'Humanité,* 24 avril 1972.
358 Christine Manigand, « Le référendum du 23 avril 1972 : un risque mal calculé ? », *op. cit,* 2012, p. 181
359 Selon Jean Poperen le résultat à l'inverse traduit selon lui une modification du rapport des forces à l'intérieur de la gauche en faveur du PS. (Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*)
360 Christine Manigand, *Ibid*, pp. 173-185.
361 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*, p. 389.

échanges. Quatre groupes de travail sont constitués à l'issue de cette rencontre portant respectivement sur « les institutions », « la politique sociale », « l'économie », et « les relations internationales et la défense . » Chaque partenaire mandate des responsables par thématique[362]. Le BE du PS [363] du 10 mai 1972 mentionne la composition des groupes de travail en précisant que seront associés «les camarades minoritaires intéressés. »[364] Jean Poperen précise qu'une fois lancée « la machine tourne sans à-coups sérieux » et les commissions se réunissent à raison d'« une ou deux séances par semaine. »[365] Même si les négociations vont vite cela n'empêche pas les accrochages, les procès d'intention. Le 25 mai lors des discussions, l'échange est vif entre d'une part François Mitterrand et d'autre part Georges Séguy et Henri Krasucki :

> « Nous ne supportons pas les allusions mensongères. Il y a des imputations mensongères sur la collaboration de classe des socialistes. Qu'est ce que la collaboration ? Le refus du clash ? Le refus de la mitraillette ? Nous sommes pour la rupture avec le capitalisme. »[366]

Jean Poperen fait partie de la délégation qui se réunit en séance plénière le 26 juin, lors de ce qu'il appelle « le dernier quart d'heure .» Ce jour-là, nationalisations et politique extérieure sont les deux questions qui restent à négocier. A 23 heures, une interruption de séance est demandée par les socialistes, au cours de laquelle, Jacques Piette et Gaston Defferre alertent leurs camarades sur le fait qu'ils étaient en train de trop céder face aux exigences communistes et que l'électorat de droite du PS allait fuir[367]. François Mitterrand prend en compte ce point de vue. Les témoignages de Pierre Juquin et de Jean Poperen concordent pour dire que François Mitterrand menace alors de rompre les négociations sur la question de la

---

362 Responsables des groupes de travail pour le PS et le PCF:
Institutions : PS : Pierre Joxe, André Boulloche - PCF : Gérard Ballanger
Affaires économiques : PS : Jean-Pierre Chevènement et Jacques Piette - PCF : Henri Jourdain
Affaires sociales : PS : Pierre Mauroy et Pierre Bérégovoy – PCF : Madeleine Vincent
Affaires Internationales : PS : Gérard Jacquet, Jacques Enock – PCF : Jean Kanapa

363 CHT Nantes, Fonds Poperen, POPJ 33

364 1- Economie : Jean-Pierre Chevènement, Jacques Piette, Barel, Didier Motchane, Gérard Dayan, Dominique Taddei 2- Les relations internationales et la défense: Gérard Jacquet, Robert Pontillon, Georges Lavau, Emile Enock, Marie-Thérèse Eyquem, Feuilly, Roger Chartier, Robert Verdier. 3- Les institutions : Pierre Joxe, André Boulloche, Colliard, Laurent Fajardie, Bournazel, Worms. 4- La politique sociale :Pierre Mauroy, Michel Clément, Jacques Kosciusko Morizet, François Luchere, Pierre Guidoni, Jean Peyrelevade, Jean Poperen, Denis Cépède, Pierre Bérégovoy, M.Gau, Desvalois.

365 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*

366 Propos cités par Eric Roussel, *François Mitterrand. De l'intime au politique,* Paris,Robert Laffont, 2015, p. 350. L'auteur se base sur le fonds Alain Savary conservé à la Fondation Nationale de Sciences Politiques (FNSP).

367 Jean Poperen,*op. cit.*

nationalisation de la sidérurgie. Finalement, un accord est conclu sur le principe d'une participation majoritaire dans ce secteur. A 5 heures, le 27 juin, Georges Marchais et François Mitterrand annoncent à la presse, à la sortie de la salle du BP où se sont tenues les ultimes négociations[368], qu'un accord a été obtenu. Georges Marchais parle d'un « événement politique d'une portée considérable qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays », alors que François Mitterrand sans doute moins enthousiaste - peut-être doute-t-il des conséquences de cette alliance avec les communistes - insiste plutôt sur la volonté d'ouverture à d'autres forces politiques pour rejoindre l'alliance autour d'un programme commun « ouvert à toutes les forces démocratiques qui voudront s'y associer à titre égal.» [369]

Le CC se réunit le 29 juin. La plupart des intervenants se félicitent de cet accord mais se posent aussi des questions stratégiques. Le premier à parler est Georges Séguy[370] en tant que secrétaire confédéral de la CGT. Il fait part de l'adhésion totale de la CGT au *Programme commun*[371]. Il informe que les instances dirigeantes de la CGT doivent entériner ce document le 10 juillet lors d'une commission exécutive. Il exprime également en tant que dirigeant du PCF son plein accord avec le résultat obtenu par les membres de la délégation et les membres du BP. Jean Kanapa intervient à son tour pour évoquer les négociations en matière de politique extérieure, même si selon lui, il ne faut se faire aucune illusion quant aux positions du PS dans ce domaine car le PS reste selon lui « fondamentalement attaché aux États-Unis, à l'impérialisme américain. » Il poursuit en précisant que la suite dépend de la capacité du PCF à créer un vaste mouvement de masse. L'intervention de Jean Kanapa lors de ce CC s'inscrit dans la lignée des propos de Georges Marchais qui évoque dans le rapport introductif, qui ne sera connu qu'en 1975 à l'occasion de la publication de l'*Union est un combat*[372], que la seule garantie à l'application du *Programme commun* c'est « l'action propre [...]pour impulser, diriger organiser et développer au maximum le mouvement des masses. »[373] Jean Kanapa et Georges Marchais pointent donc tous les deux le risque pour le Parti de s'en tenir à la signature du texte derrière lequel se réfugieraient les électeurs sans se mettre finalement

368 Annexe 5, document 2.
369 *Le Monde*, 28 juin 1972.
370 Georges Séguy est secrétaire confédéral de la CGT mais il est également dans les instances dirigeantes du PCF. (Georges Séguy : suppléant au CC en 1954. Titulaire du CC et suppléant au BP en 1956. Titulaire du BP en 1964.)
371 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, 4AV/1935 à 1938
372 Etienne Fajon, Maurice Thorez, Waldeck Rochet, et Georges Marchais, *L'Union est un combat, 1975,*
373 Etienne Fajon, Maurice Thorez, Waldeck Rochet, et Georges Marchais, *L'Union est un combat, 1975, op. cit.*

réellement en action. Le rapport de Georges Marchais au CC du 29 juin n'est pas reproduit dans *L'Humanité* comme cela était l'habitude. Ce rapport appelé très vite le « rapport secret » est publié en pleine polémique entre socialistes et communistes. Il est alors surtout évalué par les socialistes à l'aune des divergences du moment. Replacé dans le contexte de 1972 qui est celui de la signature d'un programme avec les socialistes, il s'agit d'une invitation à la réflexion sur le risque pris alors par le PCF à travers l'alliance sur la base d'un texte réformiste. Lors du CC, Georges Marchais indique que le *Programme commun* doit passer avant le programme du Parti, car « celui qui sera le plus fidèle, le plus unitaire, celui-là gagnera. » Dès lors, et malgré ses réticences, le PCF va engager toutes ses forces dans la bataille pour le *Programme commun* du moins jusqu'en 1974.

Au sein du PS, les oppositions au *Programme commun* sont rares [374]. Le 4 juillet lors de la rencontre entre la direction du Parti et les élus socialistes [375] des voix discordantes se font néanmoins entendre. Quelques personnalités comme Charles Baur, Max Lejeune [376]ou Eric Hinterman sont très critiques. Lors de la convention nationale du 9 juillet 1972 qui doit entériner l'accord, Max Lejeune parle de la « perte d'identité du socialisme français. »[377] Cette convention et la conférence nationale du PCF ont lieu toutes deux le 9 juillet 1972. Ces deux instances ratifient officiellement le *Programme commun*[378].

Mais la véritable signature du *Programme commun de Gouvernement* n'intervient que le 12 juillet à l'Hôtel Continental[379] en présence de représentants des radicaux minoritaires. Sur le procès verbal signé, les radicaux précisent qu'ils adhèrent au Programme et que les trois formations adoptent également une Annexe[380]. Le 12 juillet, le texte du 27 juin et cette Annexe sont ratifiés. La signature des radicaux est à envisager dans le cadre de l'alliance électorale négociée avec le PS en vue de leur accorder un certain nombre de circonscriptions réservées. Quelques semaines plus tôt, lors du BE du 29 mars[381], cette question de l'alliance avec les Radicaux minoritaires (membres du Groupement d'Études et Actions Radicales Socialistes – GEAR) est discutée. Les échanges pris en note par Jean Poperen permettent de

374 Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975, op. cit.,* p. 351.
375 *Le Monde*, 4 juillet 1972.
376 Max Lejeune, député de la somme, 4ème circonscription.
377 FJJ, base de données des débats.
378 Convention nationale pour le PS et conseil national pour le PCF.
379 La date du 27 juin suite à l'accord entre socialistes et communistes est souvent mentionnée : c'est le cas sur la quatrième de couverture des actes du colloque « *L'union sans unité* ».
380 Annexe 5, document 3.
381 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ33.

comprendre les calculs politiques justifiant l'alliance électorale souhaitée fortement par François Mitterrand. Celui-ci estime en effet qu'il y aura accord avec « ceux des radicaux qui comptent électoralement ». Dominique Taddei doute pour sa part, s'interroge sur ce que peut attendre en retour le PS des 12 sièges réservés aux radicaux. François Mitterrand, qui passe pour un fin connaisseur de la carte électorale française, indique que le PS attend en échange l'aide nécessaire à l'élection d'un député socialiste dans environ la moitié des circonscriptions. Ce qui implique la nécessité exprimée par Pierre Mauroy qu'il n'y ait pas d'accords départementaux pour ces élections, mais un accord national, seule façon de faire face aux mécontentements des fédérations socialistes face aux places réservées.

Dans une déclaration de son bureau, le Parti Radical présidé par *Jean*-Jacques Servan-Schreiber réaffirme le 5 juillet son hostilité à la démarche entamée par les radicaux autour de Robert Fabre.

> « cet accord signifierait, s'il était appliqué, la chute du pouvoir d'achat dans tous les foyers, le blocage du progrès économique, l'affaissement des équipements collectifs, l'inflation de la monnaie. » [382]

Ce sont donc les radicaux minoritaires qui se rallient et qui signent le *Programme commun* le 12 juillet à l'Hôtel Continental. Robert Fabre signe au nom des *radicaux de gauche,* le procès verbal le 12 juillet[383]*,* ce qui anticipe l'officialisation de la nouvelle dénomination*,* Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG), qui ne survient que le 4 octobre 1972, jour de la création de ce nouveau parti. La création du MRG est donc étroitement liée à la signature du programme. Ce serait même une « issue de secours » pour les radicaux qui quittent alors le Parti, selon le témoignage de Robert Fabre [384]. Le 12 juillet au matin, avant la signature officielle, a lieu une rencontre au siège du PS. A cette occasion, est finalisé l'accord électoral qui réserve 47 circonscriptions électorales aux radicaux pour les futures élections législatives[385].

Au cours de la conférence de presse qui suit la signature le 12 juillet, Robert Fabre justifie la signature en affirmant que la place naturelle des radicaux socialistes est dans la gauche française. De son côté, Georges Marchais indique que les communistes vont se lancer entièrement dans la campagne en faveur du programme, tout en précisant que cela se fera dans un cadre plus large qui est celui de l'Union populaire, sans parler d'Union de la gauche.

« Notre tâche centrale est de faire triompher le Programme commun. Nous engagerons

382 *Le Figaro* le 6 juillet 1972
383 FJJ, Archives du Parti socialiste, Secrétariat aux relations extérieures, 2 RE 12. Annexe 5, document 3.
384 Robert Fabre, *Les radicaux dans l'Union de la gauche,* Paris, Ed Balland, 2001.
385 Annexe 10, document 3.

> une campagne de la plus grande ampleur pour rassembler dans une large union populaire les Français et les Françaises victimes de la politique actuelle et qui veulent que cela change du régime actuel »

François Mitterrand fidèle à la ligne politique évoquée lors de la convention de Suresnes précise que le PS est favorable à ce que d'autres forces rejoignent les trois signataires mais que cela doit se situer dans le cadre de l'Union de la gauche.

> « Le Programme commun est un programme ouvert à toutes les organisations démocratiques, les citoyens qui voudront bien se situer dans le cadre de l'union de la gauche et de son combat décisif. »

Si les contacts entre appareils politiques et syndicaux sont nombreux entre mars et juillet 1972, ces derniers ne sont pas véritablement associés à l'élaboration du Programme[386]. Ainsi Guy Georges[387], alors responsable des questions pédagogiques au Syndicat National des Instituteurs (SNI) mentionne des contacts téléphoniques avec Jean-Pierre Chevènement au sujet du programme en cours de discussion avec les communistes. Il précise qu'il y avait à l'époque une divergence importante sur la formation des maîtres telle que la prévoyait le *Programme commun* : « Nous étions pour une formation professionnelle dès le départ comme les I.U.T. Mais pour le Programme commun c'était d'abord une licence. Le dernier coup de fil avec Jean-Pierre Chevènement se termine par un " c'est comme cela !".» Ce désaccord est entériné lors du Bureau National du SNI le 7 septembre 1972[388].

La CGT, très proche du PCF organiquement[389], approuve sans réserve le contenu du programme à l'issue de sa commission exécutive du 10 juillet 1972, sans avoir en aucune façon été associée aux discussions. Jean-Louis Moynot secrétaire confédéral de la CGT entre 1967 et 1982, regrette rétrospectivement que l'élaboration se soit faite en dehors des syndicats, contrairement à 1936 et 1943 : « Le Programme commun de Gouvernement a été l'instrument d'un contrôle de l'alliance par le sommet jusqu'à ce que celle-ci soit rompue par son instrumentalisation. »[390] Il fait état qu'à la base, pour beaucoup de militants de la CGT, le *Programme commun* est resté seulement un slogan «Union action Programme commun»

386 Le 29 juin la CGT rencontre le PCF, le PS et la F.E.N. La CGT rencontre à nouveau le PS le 6 juillet et le PCF le lendemain.

387 Guy Georges : entretien le 25 octobre 2011. Guy Georges devient secrétaire national du SNI en février 1976.

388 Revue *Ecole libératrice*, 22 septembre 1972.

389 Georges Séguy secrétaire confédéral de la CGT est membre du BP comme Henri Krazucki qui lui succédera.

390 Témoignage de Jean-Louis Moynot dans Danielle Tartakowsky Alain Bergounioux (dir), *L'union sans unité*, *op. cit.*

scandé lors des manifestations. Les faibles liens organiques entre organisations syndicales et politiques à gauche en France, contrairement à des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, expliquent sans doute en partie cette absence de discussions programmatiques avec la CGT, la CFDT et la FEN.

Les différents textes antérieurs au *Programme commun,* que ce soit le *Communiqué commun* en décembre 1966, la *Déclaration commune de* février 1968 ou le *Bilan commun* de décembre 1970, exposent sur certains points, les divergences entre les organisations signataires. Ces textes se présentent donc à chaque fois comme des points d'étape des discussions idéologiques mais également comme des mini-programmes. Le *Programme commun* contrairement à ces précédents textes - excepté sur l'autogestion mais sur moins de deux lignes - ne présente plus les divergences idéologiques et programmatiques entre les organisations signataires. Cette absence de points de désaccord est finalement la grande nouveauté du texte. Il n'était sans doute pas possible pour les communistes et les socialistes de présenter aux électeurs des divergences pour un programme commun qualifié « de gouvernement », afin de conquérir le pouvoir, alors que les échéances électorales sont proches puisque les élections législatives doivent avoir lieu moins d'un an après la signature.

Contrairement aux nombreux témoignages selon lesquels François Mitterrand n'avait pas lu le programme et qu'il n'entendait rien à l'économie[391] il s'implique dans la relecture du *Programme commun*[392]. Il annote les premières versions issues des premières discussions et s'implique dans les négociations en cours, car il ne veut rien céder dans le détail aux communistes. Cette implication ne prouve néanmoins pas forcément que François Mitterrand ait eu la volonté politique d'aboutir à un programme, car ce n'est pas pour lui une nécessité. En revanche en tant que chef de Parti, et donc comme porte-parole, en ayant qui plus est en perspective la présidentielle, prévue alors en 1976, il souhaite ne rien laisser au hasard, ne pas prêter le flanc à la critique de la majorité, ne pas être lié par un contenu trop difficile pour sa formation à assumer après avoir trop cédé aux communistes.

Si le *Programme commun* signe la fin des discussions idéologiques entre communistes et socialistes, il en est de même dans le monde syndical. La CGT et la CFDT organisent en

391 «*L'économie, on en fait ce qu'on veut, vous savez* » : François Mitterrand cité dans Franz Olivier. Giesbert, *Le Président*, Paris, Seuil, 1990, pp. 93-94. (Citation mise en évidence par Mathieu Fulla dans sa thèse)

392 Laurent Jalabert fait état dans son HDR de l'investissement important de François Mitterrand dans le cadre de la relecture du texte (source : Archives de l'Institut François Mitterrand, absence d'inventaire). A relever l'article de Bos Agnès et Vaisse Damien, « Les archives présidentielles de François Mitterrand », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2/2005 (n^{o} 86) , pp. 71-79

effet leur dernière rencontre sur le débat idéologique le 16 octobre 1972, la première ayant eu lieu le 7 mars 1972. L'heure n'est plus au débat mais à la grande question, celle de la prise du pouvoir éventuelle par la gauche. La critique du gaullisme qui servait bien souvent de seul programme est reléguée au second plan au profit du *Programme commun,* qui devient central, alors que se profilent les élections législatives de mars 1973.

Sans préjuger des éventuelles arrière-pensées qui pouvaient animer les organisations signataires - et donc douter de leur volonté de mettre en application ce programme dans son intégralité une fois au pouvoir- il est important d'analyser précisément le contenu du texte, en le comparant avec les programmes communistes et socialistes antérieurs, quitte peut-être, comme le souligne Michel Rocard, interviewé en 2013[393], à porter un regard trop « institutionnaliste » sur la vie politique en accordant au texte lui-même une importance, une influence politique trop grande ce qui laisserait accroire que tous les électeurs votant alors pour les candidats du *Programme commun* l'avaient lu et en avaient fait leur programme.
Mais après tout, l'ouvrage a été édité et diffusé à des milliers d'exemplaires à l'occasion de milliers de rencontres, meetings, porte-à-porte. Il devient, dès sa signature, la carte d'identité d'une partie de la gauche. Ces années 1970 méritent, somme toute, une histoire programmatique du politique au regard de l'importance prise alors par les textes.

II – Le *Programme commun* : comparaison avec *Changer de cap* et *Changer la Vie*

L'analyse qui suit ne porte pas sur la portée économique et sociale qu'aurait eu l'application du *Programme commun* sur la société française ni sur l'authenticité de la volonté d'appliquer tel ou tel point. Il s'agit de focaliser l'analyse sur l'engagement programmatique résultant d'une signature apposée par les dirigeants des organisations politiques et d'un texte proposé dès lors aux adhérents et aux électeurs avec des choix pour l'ensemble des aspects économiques, sociaux et politiques d'une société sous la forme d'un catalogue ce qui sera par la suite reproché au programme. Le journaliste et philosophe André Gorz[394] considère que le *Programme commun* est « un monument de crétinisme parlementaire […] tous les points du programme renvoient exclusivement à des mesures législatives et institutionnelles à édicter

393 Michel Rocard : interviewé le 6 septembre 2013.
394 André Gorz (1923-2007), philosophe et journaliste.

par un pouvoir central[395] ». Il critique le fait que cette liste de mesures ne fait pas appel à l'action des masses, car elle ne contient « aucun objectif d'action que les masses pourraient réaliser de manière autonome. »[396]

La thèse de Brigitte Nicolas[397] soutenue en 1984 porte sur les relations entre le PS et le PCF. L'étude privilégie l'analyse du *Programme commun* à travers les quatre grandes orientations qui sous-tendent le texte[398] sans proposer de confrontation avec les programmes socialistes et communistes antérieurs. L'analyse qui suit privilégie une comparaison pas à pas des propositions portées par le *Programme commun* dans une analyse comparée du texte avec *Changer la Vie* et *Changer de Cap.* La comparaison a pour objectif d'essayer de mesurer les influences des deux textes précédents sur le *Programme commun,* et donc de mesurer le degré de compromis, ou de synthèse, réalisé à travers la rédaction par les négociateurs. C'est le seul moment dans l'histoire française du XX^{éme} siècle où il est possible d'essayer d'écrire une histoire programmatique du politique, à travers la comparaison avec les programmes antérieurs, l'analyse d'un contenu et de sa confrontation aux enjeux de société, c'est à dire sa mise à l'épreuve du pouvoir. Car, même s'il n'a jamais été appliqué en tant que tel[399], il a été interrogé, jugé à partir des années 1976,1977 comme s'il devait être appliqué en 1978 tant la victoire des signataires devenait inévitable.

A) Le Préambule

Le texte débute par un *Préambule* qui précise les options fondamentales du texte qui se propose « d'ouvrir la voie au socialisme ». Le *Programme commun* n'est donc qu'une étape dans un processus historique à plus longue échéance, devant permettre l'installation du socialisme. Selon Pierre Juquin, le concept d'« étape » est du reste central dans la démarche communiste. Revenant sur ces années, il précise également que les communistes doivent faire la preuve à cette époque-là de leur capacité à gouverner, à exercer le pouvoir :

395 Dans le même numéro des Temps modernes de janvier 1973, Jean Paul Sartre écrit son célèbre article « *Élections piège à cons* ».

396 André Gorz, « Quelle Gauche ? Quelle programme ? », *Les temps Modernes,* janvier 1973, *pp.* 1158-1173.

397 Brigitte Nicolas, *Les relations du Parti socialiste et du Parti communiste, 1972-1981: essai de contribution à l'analyse des partis politiques,*Thèse, France, 1984.

398 1- la lutte contre les inégalités sociales 2 - la réorganisation de l'activité économique 3 - le maintien du système politique et institutionnel 4 - l'action extérieure de la France.

399 Les 110 propositions de François Mitterrand reprennent de nombreuses dispositions prévues dans le *Programme commun* (dont les nationalisations, l'abolition de la peine de mort).

> « il faut faire la preuve que nous sommes capables de gouverner la France avec un programme social démocrate de très haut niveau, qui n'est pas le communisme mais quand même une étape ».[400]

Il s'agit pour le PCF de rentrer dans le jeu politique au même titre que les autres partis. Cela représente un enjeu fort pour le PCF alors que sa défense du «*socialisme*» de l'autre côté du rideau de fer tout au long des années 1970, l'amène à se justifier sur son rapport à la question des libertés, malgré ses tentatives d'éloignement vis-à-vis du modèle soviétique. Le préambule affirme que les « perspectives ouvertes par l'union de la gauche et le rassemblement de toutes les forces du peuple » permettra aux Français et Françaises de « Changer leur vie ». Cette écriture juxtapose en définitive d'une part l'écriture socialiste avec «Union de la gauche » et la quasi-reprise du slogan *Changer la vie,* et d'autre part l'écriture communiste avec un appel aux « forces du peuple». Dans l'introduction à *Changer de cap* Georges Marchais propose en effet d' « Unir les forces populaires » sans utiliser l'expression « *Union de la gauche »*, qui n'est du reste pas une seule fois utilisée dans le programme communiste alors que c'est le cas à 6 reprises dans *Changer la vie*.

S le *Préambule* justifie l'abandon des discussions idéologiques cela ne signifie pas que les deux organisations sont devenues deux organisations interchangeables comme cela est rappelé :

> « le parti communiste et le parti socialiste conservent naturellement leur personnalité. Ils se réclament l'un et l'autre de principes qui fondent leur existence propre. »

Cette précaution affirmée en début de programme est au cœur des relations entre communistes et socialistes tout au long de l'existence du *Programme commun*, définissant ainsi une « Union sans Unité » pour plagier le titre du colloque de Pantin de 2011. Ainsi, tout en accordant une grande portée politique au texte, communistes et socialistes fixent des limites. Le Programme n'est pas véritablement commun il est partagé.

400 Pierre Juquin : enretien le 9 mars 2013, à Chamalières, à son domicile.

B) Première Partie : « *Vivre mieux, Changer la vie* »

L'intitulé de la première partie du Programme commun est « Vivre mieux, Changer la vie . ». « Vivre mieux » reprend le titre du premier chapitre de *Changer de cap* et *Changer la vie* correspond au titre même du programme du PS.

1) Les questions sociales [401]

Le premier chapitre du *Programme commun* s'intitule « Les salaires, l'emploi et les conditions de travail ». Dès les premières phrases, le texte s'inscrit dans une logique de croissance, et donc productiviste, en affirmant vouloir satisfaire une « progression régulière du pouvoir d'achat » devant répondre « aux besoins sans cesse croissants » des salariés. Le 3 janvier 1973, *L'Humanité* publie un chiffrage émanant des travaux de la Section économique du PCF, alors dirigée par Jean Fabre, qui évalue les dépenses nécessaires pour satisfaire les revendications sociales à 100 milliards de francs. C'est le développement économique qui doit contribuer à la progression du pouvoir d'achat des salariés. Le *Programme commun* propose un certain nombre de mesures sociales, mais celles-ci sont finalement en nombre réduit. Il est question de l'âge d'ouverture des droits à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes et d'un calcul de cette retraite sur la base des 75 % des dix meilleures années. Quant au salaire minimum, il n'est pas chiffré. Le texte prévoit que devra être instauré un « nouveau salaire minimum mensuel [...] régulièrement révisé d'après un indice des prix établi avec l'accord des organisations syndicales […] aucun salaire ne devrait être inférieur à 1000 francs. » En matière de prestations sociales, une revalorisation sans abattement est prévue. La durée de la semaine de travail, quant à elle, doit être « ramenée à 40 heures » alors qu'à l'époque la durée moyenne du travail en 1972 est de 43,5 heures par semaine[402]. A travers le *Programme commun,* il est proposé en définitive de revenir à la durée du temps de travail votée par le gouvernement du Front Populaire 32 ans plus tôt. En matière de congés, les

401 Dans l'analyse comparative qui suit les chapitres du Programme commun ont été en partie regroupés. Ainsi, les questions sociales sont traitées à travers trois chapitres : « les salaires, l'emploi et les conditions de travail », « la santé et la sécurité sociale », « l'urbanisme, le logement, les équipements collectifs ».

402 Bruno Durieux, « La situation de l'emploi en 1972 », *Économie et Statistique,* n°46, pp. 27–43. 1973.

signataires ne proposent pas d'étendre leur durée, fixée depuis la loi du 16 mai 1969 à quatre semaines pour tous. Il n'est question d'allonger les congés que pour « les jeunes, les femmes, les travailleurs effectuant des travaux pénibles ». Le PS proposait dans son programme l'institution d'une semaine supplémentaire de congés payés en hiver, ce que les communistes ne proposaient pas. Les signataires de 1972 ne portent ni une revendication de partage du travail, ni celle d'un accroissement du temps libre.

La gauche souhaite encadrer fortement le licenciement, celui-ci devant être « soumis au comité d'entreprise avec possibilité d'un recours suspensif[403] » . La France connaît les débuts de la crise, mais pas encore le niveau de chômage important qu'elle va connaître peu de temps après -le million de chômeurs est atteint en 1975 - moment à partir duquel le *Programme commun* est donc véritablement soumis à l'épreuve de la crise[404].

La question des droits des immigrés n'est pas abordée dans un paragraphe particulier, mais dans celui portant sur l'emploi : il est question alors en quelques lignes des « travailleurs immigrés ». L'immigré est envisagé uniquement dans le cadre de la lutte des classes. Le texte, en utilisant le terme d'immigré à la place d'étranger s'inscrit du reste dans une confusion sémantique qui s'est maintenue depuis cette époque dans le champ politique. Cette ambiguïté est moins présente dans *Changer la Vie* qui parle de « travailleurs étrangers et français ». Sans que le terme de quota soit utilisé, le *Programme commun* prévoit que le nombre de « travailleurs immigrés » doit être fixé réglementairement. Le nombre d'étrangers double entre 1954 et 1975 passant de 1,7 millions à 3,4 millions, les Portugais étant alors le groupe d'étrangers le plus important [405]. L'immigré, en définitive, est d'abord un travailleur dans le *Programme commun.* Il n'est pas question de droits pour le reste de la famille.

403 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*
404 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981, op. cit.*
405 Marie Claude Blanc Chaleard, « Face à l'immigration (1958-2008) », dans Jean Garrigues, Sylvie Guillaume, et Jean-François Sirinelli (*dir.*), *Comprendre la V*ème *République, op. cit*.

(Comparaison : les immigrés)

Changer de Cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« Un statut démocratique assurera l'égalité en droits des immigrés, réfugiés et apatrides, sans distinction de nationalité et de race, avec les citoyens français dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Les droits d'expression et d'organisation politiques leur seront garantis. »	« La France reconnaîtra solennellement le droit d'asile. Les expulsions dont la V République s'est fait une spécialité déshonorante seront interrompues. Leur régime sera strictement contrôlé par la justice. L'égalité des salaires et des droits entre travailleurs étrangers et français sera établie. Des conditions de vie décente (logement, formation, enseignement, rapports avec les administrations) seront assurées aux travailleurs immigrés. Enfin après une certaine durée de séjour, les étrangers auront accès au droit de vote au niveau communal. Leur représentation par voie d'élection sera assurée auprès des organismes responsables des problèmes qui les concernent. »	« Le plan prévoira le nombre de travailleurs immigrés accueillis chaque année afin de définir les mesures économiques et sociales à prendre. Les travailleurs immigrés bénéficieront des mêmes droits que les travailleurs français. La loi garantira leurs droits politiques, sociaux et syndicaux. Le régime des retraites des rapatriés sera adapté. Les conditions d'indemnisation seront revues. »

En matière de droit politique le texte est plus vague. Cette question est abordée dans la partie portant sur la démocratisation des institutions et le développement des libertés[406]. Il est question de la participation à la vie démocratique des étrangers dans le cadre communal mais sans prise de position véritable en ce qui concerne le droit de vote aux élections locales :

> « La participation démocratique des citoyens sera assurée par la consultation régulière des associations représentatives de toutes les catégories d'habitants et d'usagers, y compris les étrangers dans des conditions à définir . »

Dans *Changer la Vie* le PS se prononce pour le droit de vote aux élections locales[407], mais face aux réticences du PCF, c'est la vision communiste qui l'emporte et ce durant toute la durée du moment Programme commun. Avant même les affaires de Montigny-lès-Cormeilles[408] et Vitry qui défrayent la chronique dans les années 1980-1981, les communistes

406 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* : Partie III «Démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés», Chapitre III «Les collectivités territoriales et la décentralisation», p 155.

407 PS, *Changer la Vie*, op. cit. Extrait : «*Enfin après une certaine durée de séjour, les étrangers auront accès au droit de vote au niveau communal.* »

408 Vitry-sur-Seine : Le 24 décembre 1980, 300 travailleurs maliens quittent le foyer qu'ils occupent sur le territoire de la commune de Saint-Maur et sont transportés pour être hébergés dans un bâtiment en cours de rénovation qui doit alors accueillir des jeunes travailleurs à Vitry-sur-Seine (mairie communiste). Des militants communistes à l'aide d'une pelleteuse détruisent l'escalier extérieur pour empêcher les nouveaux occupants d'y rentrer. Le Maire Paul Mercieca n'est semble-t-il pas au courant mais assume alors politiquement l'action.
Montigny-lès-Cormeilles : Le 8 février 1981 la municipalité communiste de Montigny-les-Cormeilles dont le maire est Robert Hue, organise une manifestation contre un ouvrier marocain qu'elle accuse de trafic de drogue. La police dit n'être pas au courant de la gravité de l'accusation et la LDH condamne

s'opposent au droit de vote des étrangers aux élections locales. Lors de la *rencontre au sommet* du 14 septembre 1977, un long échange porte sur cette question. Georges Marchais cite l'exemple de Nanterre où 40 % de la population immigrée «est à la charge du budget local. » Et il précise que les «immigrés ne votent pas forcément à gauche. Pourquoi dès lors aurions-nous des décisions dictées par cette population *?*». Il mentionne les partis de gauche italiens qui souhaitent que les immigrés votent chez eux et qu'il devrait en être de même pour les Algériens. Il indique malgré tout être favorable à leur « participation à la vie locale ». Georges Marchais énumère les difficultés rencontrées dans les municipalités communistes :

> « Il faut bien les accueillir, mais leur présence pose des problèmes presque insurmontables en ce qui concerne le budget social, les écoles, les hôpitaux, etc [...]»la répartition de la main d'œuvre immigrée n'est pas bonne. La trop grande concentration des immigrés dans un nombre limité de villes pose des problèmes difficiles et favorise, en fin de compte le racisme. Le maire de Neuilly lui ne veut pas d'immigrés. Par contre les immigrés savent qu'ils seront accueillis dans les municipalités communistes. Vous voudriez que dans certaines villes l'élection du conseil municipal soit décidé par les immigrés ? Mais pourquoi alors n'en prenez-vous pas, ou très peu, dans la plupart des villes dont le maire est socialiste ? »[409]

Les positions du MRG sont identiques à celles des communistes sur cette question et Gaston Defferre soutient Georges Marchais. En novembre 1977, le PCF présente devant la presse un certain nombre de propositions de loi concernant les immigrés et leurs conditions de logement, de statut. Souhaitant une amélioration des conditions sociales des immigrés, le PCF par la voix de Jean Colpin membre du BP, réaffirme néanmoins à cette occasion que le PCF est toujours hostile à l'octroi du droit de vote aux étrangers aux élections locales[410]. Le PCF se fait l'écho des difficultés sociales, voire des tensions rencontrées dans les municipalités ouvrières que les communistes dirigent et qui sont caractérisées par une forte proportion d'immigrés[411]. Par ailleurs, le PCF ne parvient pas à intégrer politiquement les travailleurs étrangers. Cette difficulté engendre même des tensions entre partis communistes. Le PCF critique l'activisme des autres partis communistes européens qui diffusent effectivement leurs propres journaux[412]. Par un courrier en date du 4 avril 1978, le secteur Main-d'œuvre

---

fermement cette manifestation à caractère raciste. (INA, A2, 8 février 1981)

409 Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit.* (Verbatim de la réunion du 14 septembre 1977).

410 *Le Monde*, 24 novembre 1977

411 Dialogue entre Georges Marchais et Gaston Defferre, 14 septembre 1977.

412 AD Grenoble, 6270W2, Direction Régionale des Renseignements généraux, Procès verbal de la Réunion du Groupe de Liaison et d'Information de la Région Rhône Alpes, réunion du 23 mars. A la date du 21 mars pour Lyon : « Diffusion parmi les adhérents et sympathisants du PCE des N°3 et 4 du bi-mensuel « Mundo Obrero » (tendance Carrillo) et d'un supplément consacré à l'émigration ; dans le N° 4 on relève une étude du programme commun de la gauche concernant les problèmes des

immigrée (MOI) du PCF adresse un courrier aux fédérations les enjoignant de refuser l'accueil, lors des fêtes locales du parti, de stands d'autres partis communistes car cela reviendrait «à accepter le principe de l'organisation de ces partis en France » . Le 14 mars 1979, la direction du PCF envoie à chaque fédération «par porteur confidentiel» un courrier signé de Gaston Plissonnier, qui traite de la place politique du PCF parmi les travailleurs étrangers [413]. Il fustige l'attitude du PCE qui « persiste à s'organiser dans l'immigration », à recruter parmi les travailleurs espagnols en France en diffusant le journal du Parti communiste espagnol (PCE) le « Mundo obrero » alors même que les positions des communistes espagnols en matière d'Europe sont «contraires à la ligne» du PCF. Le PCE souhaite alors une intégration rapide de l'Espagne au sein de la CEE, ce que craint le PCF pour des raisons économiques notamment dans le secteur agricole. Le PCF à l'image de la France républicaine est intégrateur, voire assimilationniste, loin du mythe internationaliste entretenu par exemple à la cité internationale de la fête de *L'Humanité* tous les ans.

En 1978, le PCF comme le PS propose une version actualisée du *Programme commun*[414] comprenant un chapitre spécifique sur l'immigration. Le PCF se propose de « faciliter » la participation des immigrés pour « les consultations électorales auxquelles ils peuvent participer dans les conditions prévues par la Constitution de leur pays d'origine »*[415],* quand le PS propose d'octroyer le « droit de vote aux élections municipales après trois ans de résidence»[416]. En 1981, la 80ème proposition du candidat François Mitterrand propose d'accorder le droit de vote aux étrangers aux élections municipales. Cette proposition n'est pas appliquée au cours des deux septennats qui suivent[417].

Le paragraphe suivant porte sur la « législation sociale ». Même si l'essentiel de ce sujet est abordé plus loin dans la deuxième partie du programme dans un chapitre portant sur la démocratisation au sein des entreprises[418], il est néanmoins question des conseils des prud'hommes. La formulation reste vague en lien avec l'absence de mesure en la matière préconisée par les communistes.

---

travailleurs immigrés en France .»

413 AD du Val-de-Marne, archives du PCF, 130 J 49.

414 Annexe 1, documents 7 et 8.

415 PCF, *Programme commun de gouvernement actualisé,* Paris, Éditions sociales, 1978.

416 PS, *Le Programme commun de gouvernement de la gauche : propositions socialistes pour l'actualisation*, Flammarion, Paris, 1978.

417 Suite au traité de Maastricht en 1992, le droit de vote des ressortissants européens aux élections municipales est reconnu.

418 Seconde partie du Programme commun : Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès. Chapitre 1 : la démocratie dans l'entreprise et la gestion démocratique.

(Comparaison : les conseil de prud'hommes)

Changer de Cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
Rien	« Dans les premiers mois de son existence, le gouvernement d'union de la gauche engagera la réforme des conseils de prud'hommes pour leur substituer des commissions paritaires de l'emploi par branche, où siégeraient des représentants des directions des entreprises nationalisées, des employeurs du secteur privé et les représentants élus des salariés, les élections devant se dérouler pendant les heures de travail. »	« Les conseils de prud'hommes seront réformés. »

Le chapitre qui suit s'intitule « La santé et la sécurité sociale. » Ce qui est au cœur de ce chapitre, c'est l'abrogation des ordonnances de 1967[419], qui firent alors l'objet d'une forte bataille syndicale et politique[420], symbolisant la politique sociale du gouvernement (organisation de la Sécurité Sociale en différentes branches distinctes et diminution des taux de remboursement). Le *Programme commun* de son côté prévoit un retour à des taux de remboursement de 80 à 100 % avec une prise en charge à 100% des dépenses d'hospitalisation. C'est le Plan qui doit devenir l'outil de prévision des besoins en matière d'investissement public à l'échelle du pays :

> « A cette fin, dans le cadre du Plan, seront précisés, pour chaque étape, les objectifs et les moyens nécessaires à une politique active de la santé : équipements, implantation des services sanitaires, formation en nombre suffisant de médecins et d'auxiliaires médicaux hautement qualifiés, révision des conditions de travail et des rémunérations des personnels infirmiers, perfectionnement post-universitaire des praticiens, etc. Une structure hospitalière unifiée et de caractère public sera instituée. »

La nationalisation des «trusts pharmaceutiques» est envisagée. Cette mesure était déjà inscrite dans *Changer la vie* et *Changer de Cap*. Aucune mesure ne concerne la médecine générale. Il n'est pas non plus question du conseil de l'ordre[421].

419 21 août 1967 **:** Quatre ordonnances réorganisent le régime général de la Sécurité sociale qui est dorénavant organisé en trois « branches » distinctes (santé, vieillesse, famille). Cette séparation financière est consacrée, au plan institutionnel, par la création de trois caisses nationales, la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS), la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

420 Grève générale le 17 mai 1967.

421 La 85ème proposition du candidat François Mitterrand en 1981 prévoit sa suppression.

Le chapitre d'après est essentiellement consacré à la question du logement[422]. Il consacre la volonté d'intervention en matière d'aménagement et d'orientation de la politique du développement urbain en fonction des intérêts de la collectivité. Une analyse du texte par mots clés[423] montre que cette volonté se retrouve dans les termes utilisés. L'adjectif «*collectif*» est utilisé 27 fois dans l'ensemble du Programme dont 7 fois rien que dans ce chapitre. Il est question de lutter contre la ségrégation urbaine en s'opposant à « la ségrégation des activités et des classes » dans les villes sans qu'il soit indiqué de quelle manière. Le chapitre pose, d'un point de vue général, le principe également d'une décentralisation nécessaire qui doit s'appliquer dans les territoires urbains considérant que toutes les assemblées élues (communes, départements, régions) doivent avoir la « responsabilité effective de l''urbanisme ». La politique foncière doit donc relever des collectivités locales qui doivent avoir la maîtrise de l'usage des sols [424]. Le *Programme commun* fixe de manière précise l'objectif de la construction de 700 000 logements par an dont les 3/4 pour le secteur HLM, revendication précise déjà chiffrée dans les programmes socialistes et communistes de manière quasi-identique.

(Comparaison : la politique du logement)

Changer de cap	***Changer la Vie***	***Programme commun***
« L'objectif de 700 000 logements construits chaque année devra être atteint le plus rapidement possible. Sur ce total, la part des H. L. M. (location ou accession à la propriété) sera de 400000 logements, 150000 autres logements. »	« L'objectif souhaitable est la construction de 700 000 logements par an.Le plus rapidement possible, il faudra atteindre la construction de ces 700 000 logements par an. Les 3/4 de ceux-ci seront construits avec l'aide de l'État et notamment par le secteur H.L.M. en accord avec les collectivités locales. »	«L'objectif de 700 000 logements construits par an sera atteint dès les premières années de la législature. Sur ce total, les 3/4 seront construits par le secteur H. L. M (principalement locatifs). »

En matière de transports collectifs, il est simplement précisé que dans les grandes agglomérations une carte de transport « payée par les employeurs » sera délivrée[425].

422 « *Chapitre III : l'Urbanisme, le logement, les équipements collectifs.* »

423 Les programmes politiques ont été numérisés et traités pour une analyse qualitative et sémantique par le logiciel Tropes - http://www.tropes.fr/

424 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait « Il ne peut y avoir d'urbanisme démocratique de solution à la crise du logement et des équipements collectifs sans maîtrise de l'usage des sols, sans contrôle par les collectivités locales de la vente et du prix des terrains**. »**

425 En 1981 est adoptée pour la région parisienne l'établissement de la carte orange prise en charge pour

Le chapitre se termine par un paragraphe portant sur la lutte contre la « pollution et les nuisances ».Le tableau ci-dessous reprend les intitulés des paragraphes portant sur les questions d'environnement.

(Comparaison : environnement)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun.***
« Réduction de la pollution et aménagement du cadre de vie »	« La sauvegarde de l'environnement »	« La lutte contre la pollution et les nuisances »

Cette question ne fait pas l'objet d'un chapitre à part dans le *Programme commun*. En matière de défense de l'environnement, le vocabulaire du texte est très différent de celui qui est utilisé aujourd'hui, les différences d'approches entre socialistes et communistes sont importantes. Le terme d' « environnement » est néanmoins utilisé 13 fois dans le programme socialiste mais pas une seule fois dans *Changer de Cap,* soulignant le modernisme du programme socialiste plus en phase avec les thèmes qui émergent après 1968. En matière de pollution, de dégradation de la nature, le *Programme commun* rejette la responsabilité sur le système capitaliste comme cela était le cas dans *Changer la Vie* et dans *Changer de cap* (cf ci-dessous). Dans le programme socialiste l'espoir repose même sur une « politique socialiste de l'environnement » mieux à même de gérer la nature pour le profit de tous[426].

(Comparaison : capitalisme et environnement)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun.***
« Ainsi, sera reconstitué (le cas échéant),protégé, aménagé, rendu accessible dans l'intérêt de tous, l'admirable patrimoine que constituent nos campagnes, nos rivages marins, nos fleuves et nos rivières, nos forêts et nos montagnes, nos champs de neige nettoyés des pollutions qui les souillent et défendus contre les appétits du capital monopoliste qui veut en confisquer la plus belle part. »	« C'est peut-être. dans le domaine du logement et de l'environnement que le capitalisme a le plus montré, ces dernières années, sa nocivité. »	« La pollution de l'eau et de l'air, les dégradations de la nature et des villes, les embouteillages et le bruit pèsent de plus en plus sur les conditions de vie de la population. Ces phénomènes ne sont pas des fatalités liées au progrès technique, au développement industriel ou à l'urbanisation. Le système capitaliste en porte la responsabilité. »

moitié par l'employeur. La généralisation de ce dispositif s'effectue dans les années 2000.

426 PS, *Changer la Vie*, *op. cit.* Extrait «Une économie socialiste, qui fait passer l'intérêt de tous avant le profit de quelques-uns, respecte, elle, ces choses si précieuses, qui ne peuvent ni se vendre,ni s'acheter, et qui s'appellent, calme beauté de la nature, respect de la vie. Une politique socialiste de l'environnement aidera à les préserver. »

Le programme socialiste est plus précis que le programme communiste. Il comporte un certain nombre de mesures concrètes comme l'élaboration d'un « Code de l'environnement », et des mesures aussi précises qu' « une réglementation stricte de l'emploi des engrais chimiques et des insecticides » et «l'obligation d'incinérer les résidus urbains ».
Mais il n'est pas question de remise en cause d'un modèle de développement, d'une remise en cause de la croissance. La société ne s'est pas encore emparée de ces questions. Dans le rapport au CC du 29 juin 197 Georges Marchais parle du « commis du grand capital » pour parler de Sicco Mansholt[427] membre de la Commission européenne, qui prône alors l'abandon de la notion de croissance suite au rapport Meadows[428] (cf infra).

2) L'Éducation et la Recherche [429]

Le chapitre sur l'Éducation Nationale est largement développé. La gauche a toujours défendu l'école publique. Les enseignants votent très majoritairement à gauche et les socialistes et les communistes disposent de puissants relais, dans le monde syndical avec la FEN[430] très majoritaire, et parmi les parents d'élèves avec la Fédération *Cornec,* la future FCPE. L'objectif assigné à l'école est de lutter contre la ségrégation sociale qui est considérée comme « la question prioritaire » dans ce domaine. Le principe de gratuité est réaffirmé que ce soit pour les fournitures ou pour les transports scolaires. L'aide sociale doit remplacer les bourses. Pour les étudiants, c'est le principe des critères sociaux qui doit primer pour les premières années puis le principe d'allocations au mérite, en fonction de «*critères universitaires*. » La création de 1000 crèches est prévue au début de législature, et la scolarisation des enfants de 2 à 6 ans en école maternelle envisagée. Pour les élèves handicapés, le service public de l'Éducation Nationale doit développer avec les autres ministères des établissements spécialisés de « divers types ». Il est question enfin de la réunion de l'ensemble du dispositif éducatif dans un même ministère, dans un « service public, unique et laïque ». La comparaison des différentes formulations entre les programmes

427 Etienne Fajon, *L'Union est un combat*, *op. cit.*
428 *Le Monde,* 6 avril 1972.
429 Chapitres : « l'Education Nationale », « L'enseignement supérieur », « La recherche scientifique et technique . »
430 Thèse Ismaïl Ferhat, *Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992*, sous la direction de Marc Lazar, 2013

éclaire quant aux divergences et le compromis politique adopté. Le terme de gratuité mis en avant par les socialistes a disparu dans le titre du Ministère. La gratuité n'apparaît pas dans l'intitulé même du ministère dans *Changer de Cap* même si cela est revendiqué il est vrai dans le programme[431].

(Comparaison : le service public de l'éducation)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun.***
« Service unique laïque de l'Éducation Nationale. »	« Un grand service public, laïc et gratuit d'enseignement, d'éducation permanente et de formation professionnelle »	« Service public, unique et laïque »

La nationalisation de l'éducation est bien envisagée mais la formulation communiste «en règle générale» (cf ci-dessous) reprise telle quelle de *Changer de cap* édulcore l'idée de nationalisation.

(Comparaison : la nationalisation des établissements privés d'enseignement)

Changer de Cap	***Changer la Vie***	***Programme Commun.***
« Les locaux des établissements privés d'enseignement liés par contrat à l'Etat seront transférés au service public ou pris en charge par celui-ci, suivant des modalités excluant toute spoliation et respectant les intérêts des parents d'élèves. Les établissements patronaux seront, en règle générale, nationalisés. »	« Il doit être procédé à la nationalisation de l'enseignement. Tous les établissements scolaires et universitaires à but lucratif, ou patronaux ou professionnels (ayant reçu ou non les fonds publics) seront intégrés. »	« Des la première législature tous les établissements privés – qu'ils soient patronaux à but lucratif ou confessionnels – percevant des fonds publics seront en règle générale nationalisés. »

L'expression, ambiguë, cache une divergence profonde entre le PS, favorable à la nationalisation de l'ensemble du secteur éducatif, et le PCF qui ne veut pas d'unification dés l'arrivée au pouvoir de la gauche et donc rallumer la guerre scolaire. Interviewé en mars 2013, Pierre Juquin, longtemps en charge des questions scolaires au PCF, confirme la position qui était celle des communistes :

> « Le but du Programme commun de Gouvernement ce n'était pas de liquider tout cela. Et si en plus les communistes, constamment visés sur le terrain des libertés avaient sortie l'épée anti-cléricale en disant «on nationalise, on étatise. »... alors on foutait tout en l'air. »

Le PCF s'inscrit ainsi dans la droite ligne de sa politique de la «*main tendue*» engagée depuis

431 PCF, Changer de Cap, op. cit. « Démocratiser l'enseignement suppose d'importantes mesures financières et sociales, en particulier : gratuité effective, assurée par l'État, de tout l'enseignement »

Maurice Thorez [432]. Précisant la position du PCF vis-à-vis de l'Église, Pierre Juquin, 40 ans plus tard, précise les positions du PCF en ces termes quelque peu lyriques:

> « Nous avions l'idée que la France s'était constituée historiquement à travers deux grands courants, le courant matérialiste, depuis le Roman de Renard en passant par Diderot et le courant chrétien. Ces deux courants constituaient l'histoire nationale et que nous devions essayer de les rapprocher de les réunir non pas dans une synthèse idéologique mais dans le cadre d'une action humaniste. »

Dans les années 1970 les communistes ne veulent pas, en définitive, nationaliser les écoles privées. Les communistes sont favorables à la contractualisation avec l'Église , c'est-à-dire au maintien d'établissements privés subventionnés [433].

Sur le terrain, la guerre scolaire est un enjeu majeur et une pomme de discorde entre socialistes et communistes. Cela se vérifie après les élections de 1977 dans de nombreuses communes gagnées par l'Union de la Gauche. Certaines municipalités considèrent qu'il faut appliquer le *Programme commun* à l'échelle locale, de mettre en œuvre certaines options en rupture avec la politique menée par la majorité. C'est le cas à Saint-Herblain en Loire-Atlantique, mairie conquise par le PS aux municipales de 1977. Le nouveau maire, Jean-Marc Ayrault est alors le plus jeune maire de France d'une ville de plus de 30 000 habitants. Le 10 juin, lors du conseil municipal qui suit de quelques semaines les élections[434], les socialistes décident de supprimer les subventions facultatives aux deux écoles de l'enseignement privé de la commune sous contrat simple. Il s'en suit une polémique qui ne reste pas locale, contraignant le nouveau maire à se justifier auprès de son parti. Il adresse pour ce faire un courrier à François Mitterrand dans lequel il relate les faits, « compte tenu du fait que la presse nationale et la télévision ont présenté de manière incomplète, voire partiale, notre position. »[435] Il précise que ce sont les subventions aux écoles sous contrat simple qui sont alors concernées par ces baisses de crédits et non pas celles sous contrat d'association. Selon lui, les tenants de l'enseignement privé sont dans une démarche politique car « ils refusent tout contrôle et en particulier le contrat d'association. » Il précise enfin qu'il avait fait valider

---

432 Discours de Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, le 17 avril 1936. Extrait : «Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. »

433 PCF, *Changer de cap*, *op. cit.* Extrait : «Un délai suffisant sera accordé aux établissements privés confessionnels pour leur permettre d'opter entre les subventions de l'État, ce qui les conduira à l'intégration à l'Éducation nationale, et le financement par les seuls fonds privés. Le transfert de ces établissements à l'Éducation nationale pourra être l'un des points d'un accord définissant les droits et devoirs des Églises et de l'Etat séparés. »

434 Élections des 13 et 20 mars 1977.

435 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ.

la démarche en la soumettant au préalable à Louis Mexandeau délégué national du Parti à l'éducation qui « *avait donné son accord* . » Selon lui, l'une des raisons de la publicité donnée à cette affaire est la position des communistes au conseil municipal. Pour Jean-Marc Ayrault, les communistes « ont défendu avec zèle la nouvelle ligne politique du PCF en matière scolaire. » Il en veut pour preuve que le texte lu le 10 juin, au conseil municipal de Saint -Herblain, est le même au mot près que celui lu au conseil municipal de Nantes le 27 juin. Lors de ce dernier le conseiller municipal communiste Busson au nom de son groupe précise en effet « nous préconisons d'aller vers la mise en œuvre des orientations du Programme commun par la voie de la concertation, du dialogue avec les intéressés sans laisser s'instaurer des méthodes autoritaires comme celles qui consistent à couper les crédits au lendemain des élections. »[436] *Le Monde*[437] reproduit de larges extraits de la déclaration du responsable communiste à Saint-Herblain, Loïc le Gac, qui propose le 10 juin « d'entreprendre un dialogue constructif excluant tout esprit de revanche, toute idée de spoliation en respectant les intérêts des parents qui sont des contribuables et dont certains sont parfois de condition modeste. » Jean-Marc Ayrault dans le courrier adressé à François Mitterrand se défend d'avoir voulu « rallumer la guerre scolaire » et précise que la démarche de la nouvelle municipalité n'est en aucun cas animée par de «l'anticléricalisme» mais une fidélité revendiquée au idéaux du *Programme commun* :

> « Nous avons voulu nous placer dans les conditions les plus favorables pour appliquer le moment venu notre programme commun [...]le rôle des municipalités de gauche n'est-il pas de préparer dans la mesure de leurs moyens, l'application du Programme commun et d'ouvrir la voie à l'intégration des écoles privées, sans brutalité, en les incitant à demander des contrats d'association; c'est ce que nous avons voulu faire. »

Des communistes d'autres communes de Loire-Atlantique comme à Saint-Jean-de-Boiseau et Brains, se prononcent également en faveur de la suppression des subventions mais ces prises de position sont critiquées par la fédération du PCF. Le secrétaire fédéral, Maurice Rocher, critique les camarades de ces communes qui se trompent car ils sont, selon lui, dans une « démarche ancienne ».[438] Les mêmes divergences opposent socialistes et communistes dans d'autres communes comme à Cherbourg où la décision du conseil municipal à majorité socialiste comme à Saint-Herblain provoque le même clivage avec les communistes locaux. Les conseillers communistes de Cherbourg ne participent pas au vote mais lisent une

436 *Ouest France*, 28 juin 1977
437 *Le Monde,* 24 juin 1977
438 *Ouest-France,* 30 juin 1977

déclaration : « l'adversaire du travailleur qui envoie ses enfants à l'école publique n'est pas le travailleur qui les envoie à l'école confessionnelle, c'est la petite minorité réactionnaire au pouvoir ». De leur côté les élus socialistes du conseil municipal estiment que « Le vrai problème est de savoir si nous voulons favoriser par nos subventions l'école privée. Le parti socialiste a toujours estimé le cas contraire au cours de son histoire, car il entend donner les mêmes chances à tous les enfants ».[439]

Dans une directive rendue publique le 9 septembre 1977, la direction du PS tente de reprendre la main en indiquant que les municipalités socialistes doivent s'inscrire dans une démarche de dialogue en restant fidèles à la lettre du *Programme commun.* Dans ce document le PS précise qu'il est toujours opposé à la «pérennisation des contrats simples» [440] mais que la suppression ne peut intervenir « qu'à partir du refus par les associations gestionnaires de toute évolution vers le contrat d'association. » Se disant fidèle au *Programme commun*, la direction du PS se déclare donc favorable à des contrats d'association et donc n'envisage pas réellement la nationalisation de manière systématique. A l'inverse donc dans certaines municipalités socialistes, les cadres locaux se déclarant fidèle au *Programme commun* tentent d'appliquer le programme, omettant de prendre en compte la précision « en général » concernant les nationalisations. Au-delà des divergences en matière d'interprétation du texte, cette affirmation de fidélité de la part de certains élus locaux démontre combien les militants et les élus après les élections municipales de 1977 sont certains de la victoire de la gauche en 1978 et de l'application à terme du *Programme commun*.

En matière de formation des maîtres, le texte prévoit la création de « *centres pédagogiques universitaires* » dispensant une formation à la fois scientifique et pédagogique à l'Université. Le SNI, syndicat majoritaire chez les enseignants du primaire où la tendance Unité Indépendance et Démocratie (UID) proche du PS est majoritaire, récuse les propositions du *Programme commun* en matière éducative et notamment celles portant sur la formation des maîtres[441]. Guy Georges évoque ce refus de la formation universitaire et la préférence de son syndicat pour une formation de type Institut Universitaire Technologie (IUT) prônée par le SNI :

« Nous avions une divergence sur la conception de la formation des enseignants par

439 *Le Monde*, 7 septembre 1977.
440 *Le Monde* 8 septembre 1977
441 Ismaïl Ferhat, *La FEN et le Programme commun*, dans Danielle Tartakowsky Alain Bergounioux (dir), *L'union sans unité», op. cit.*

rapport au Programme commun. Le Programme commun prévoyait d'une façon incertaine, un recrutement des enseignants après des études universitaires alors que nous étions pour une formation professionnelle dès le départ comme les IUT.Pour le Programme commun c'était d'abord une licence et un chapeau d'un an de formation. »[442]

Le chapitre relatif à l'éducation est très développé au point de rentrer dans les détails en allant jusqu'à envisager le contenu d'une «*éducation civique et morale»,* expression fruit d'une synthèse des termes utilisés dans les deux programme précédents et dont le contenu provient de *Changer la Vie*.

(Comparaison : l'éducation civique et morale)

Changer de cap	***Changer de vie***	***Programme commun***
« L'éducation associera dans un ensemble culturel nouveau: les connaissances fondamentales et la formation de méthodes de pensée et de travail en français, en mathématiques et dans les sciences de la nature, de la vie et de la société, l'éducation physique et sportive; l'éducation artistique; **la formation civique et morale**, l'éducation technologique et l'initiation aux processus fondamentaux de l'économie. »	**« L'éducation civique** notamment, prendra un grand développement. Elle ne se limitera plus à une fade présentation des institutions publiques. Elle s'ouvrira aux problèmes de l'urbanisme, de l'entreprise, du plan. Elle s'articulera avec les programmes (modernisés) d'histoire et de géographie. L'étude du sous-développement y occupera une large place. Les fondements du droit social seront obligatoirement enseignés. »	**« L'éducation civique et morale** ne se limitera pas à une fade présentation des institutions publiques; elle s'ouvrira aux problèmes de l'entreprise, de la planification, de la vie sociale, à ceux de l'urbanisme et du cadre de vie, ainsi qu'aux problèmes de la paix, de la coopération internationale, de la lutte contre le sous- développement, l'oppression et la dépendance. Cette éducation ne se bornera pas à l'étude d'un programme en un temps fixé par l'horaire; elle s'articulera avec les autres composantes de l'enseignement et s'inscrira dans l'ensemble de la vie scolaire, dont l'organisation devra favoriser au maximum l'affirmation de la personnalité et du caractère, l'action volontaire, l'initiative et le goût de l'effort. »

(les termes ne sont pas en gras dans le texte initial)

La question de la carte scolaire n'a pas, en 1972, la même signification voire l'importance qu'aujourd'hui. Le programme *Changer la vie* n'évoque même pas cette question. La formulation reprise pour le Programme commun reprend celle du programme communiste.

(Comparaison : la carte scolaire)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun**.
« La carte scolaire sera révisée selon des procédures démocratiques, en fonction des nouvelles structures et de façon que les implantations des établissements ne défavorisent pas les enfants des milieux ruraux et des milieux urbains les plus modestes. »	Rien	« Tout en tenant compte des impératifs financiers,l'établissement démocratique de la carte scolaire et l'organisation des transports seront définis en donnant priorité aux nécessités éducatives et aux exigences de justice. »

En matière de parcours scolaire, le Programme commun reprend la terminologie utilisée par le

442 Guy Georges : interviewé le 25 octobre 2011.

PS et le PCF mais aussi par la FEN, celle du «tronc commun», d'une école de 9 ans, du CP à la classe de troisième.

(Comparaison : le tronc commun)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun**
« Au terme de la réalisation de la réforme; **l'école de base** - préparée par l'école maternelle - formera à partir du cours préparatoire, un **tronc commun** de neuf classes. »	« De 6 ans à la fin de la scolarité obligatoire: **l'école de base**[...]Un **tronc commun** ira jusqu'à l'acquisition par chacun, selon son rythme propre, d'un même niveau de connaissances générales. »	« Au terme de l'application de la réforme, **le tronc commun** de promotion éducative, dans lequel la mixité sera généralisée, constituera un système unique où toutes les classes se succéderont sans impasses ni inégalités du cours préparatoire à l'actuelle classe de troisième inclusivement. »

(les termes ne sont pas en gras dans le texte initial)

Les bouleversements prévus par le *Programme commun* pour l'enseignement supérieur sont considérables. L'Université, au centre du projet se voit attribuer trois missions principales[443] qui illustrent la volonté d'ouverture sur l'extérieur. Tout en affirmant la nécessité de l'existence de « diplômes nationaux » la gestion autonome des universités est explicitement envisagée[444]. Toutes les formations post-baccalauréat, y compris les classes préparatoires et les grandes écoles, doivent être regroupées.

(Comparaison : les grandes écoles)

Changer de cap	**Changer de vie**	**Programme commun**
« L'enseignement supérieur réunira dans des universités pluridisciplinaires à gestion autonome toutes les formations post baccalauréat, y compris les grandes écoles dont les qualités devront être **préservées**, instituts techniques, formation des enseignants, etc. Il contribuera à la formation permanente et à la diffusion de la culture dans l'ensemble de la population. Un plan national sera élaboré pour son développement. »	« Toutes les formations initiales de niveau supérieur seront regroupées, dans un délai de cinq ans, au sein des universités. Autrement dit, les « classes préparatoires » et les "grandes écoles " seront intégrées à celles-ci. »	«Le regroupement des formations post-baccalauréat s'effectuera par étapes aussi rapprochées que possible en tenant compte de la spécificité de chacune de ces formations et en utilisant tout le potentiel existant. Cela vaut, en particulier, des actuelles grandes écoles et de leurs classes préparatoires qui seront progressivement intégrées à l'enseignement supérieur en **préservant** leurs qualités. Toutes ces modifications supposent que les universités reçoivent les moyens de s'adapter à leurs nouvelles missions. »

(les termes ne sont pas en gras dans le texte initial)

443 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, Extrait «contribution à l'avancement des connaissances – regroupement en son sein de toutes les formations post-baccalauréat ouverture à l'éducation permanente»

444 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, Extrait «Le gouvernement prendra, dès le départ, toutes les mesures propres à assurer une gestion autonome, réellement démocratique, des universités, tout en s'employant à ce que cela ne conduise pas à des situations de concurrence ou d'anarchie »

La formulation quelque peu ambiguë de *Changer de Cap* cache une divergence profonde, entre un PS qui veut intégrer les classes préparatoires au sein de l'Université et ainsi en finir avec le système dual français en matière d'enseignement supérieur et le PCF plus soucieux du principe de méritocratie passant par les grandes écoles dont les qualités doivent être préservées. Finalement cette partie donne lieu à un compromis, le terme de «*préservant*» reprenant la précaution du programme communiste.

En matière de recherche, les différences entre les programmes sont importantes. Dans *Changer la Vie,* il est simplement annoncé le « caractère prioritaire » dans le budget du secteur de la recherche alors que le programme communiste est plus précis s'articulant autour de 5 axes[445]. Il est également question dans Changer de Cap du recrutement à travers une loi pluriannuelle de nombreux chercheurs, 50 000, recrutés en même temps que des « personnels techniques et administratifs, de manière à atteindre la norme moyenne de deux collaborateurs pour un chercheur ». Le *Programme commun* ne reprend pas ce chiffrage communiste et parle d'un accroissement nécessaire des effectifs sans que soient chiffrés les besoins et sans aucun autre engagement[446].

3) Sport, loisirs, culture

En matière de sport, ce sont essentiellement les propositions communistes qui sont reprises. C'est le cas avec la création d'un « conseil supérieur des activités physiques » et un « plan plu ri-annuel » pour les équipements. Par contre la formulation précisant « la reconnaissance du rôle social et culturel du sport de haut niveau » écrite dans C*hanger de Cap* n'est pas reprise. Les socialistes ne pouvaient sans doute pas s'y résoudre alors que dans *Changer la vie,* il est écrit que « le sport de haut niveau sera le fruit d'un effort collectif et non le prétexte de manifestations chauvines. » Les socialistes ne partagent pas la vision des communistes qui prennent au moins en partie modèle dans leur vision du sport de haut niveau sur ce qui se passe en Europe de l'Est.

« Le temps de loisir ne sera pas réduit à la reconstitution de la force de travail. » Cet

445 1- Démocratiser les structures d'étude, de décision et de gestion. 2- Développer le potentiel existant. 3- Considérer la recherche dans ses liens avec toutes les activités sociales (santé, information, cadre de vie, etc.) 4 - Développer la coopération internationale. 5 - Accroître le nombre des travailleurs scientifiques et revaloriser leur situation.

446 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait : « Le nombre des divers personnels de recherche sera notamment accru. »

extrait du *Programme commun* qui sonne comme un engagement solennel, résume assez bien la position des signataires. Dans *Changer de Cap,* il n'y a pas de chapitre portant sur les loisirs. Le terme lui-même n'y est utilisé que 7 fois contre 35 fois dans C*hanger la Vie*. Les socialistes impriment leur marque sur le texte à travers le vocabulaire utilisé car ce terme de loisirs est utilisé 14 fois. Dans C*hanger la Vie* deux paragraphes portent sur cette question. L'un est intitulé « Une politique des loisirs » et l'autre « Le temps de vivre ». Les socialistes, dans leur programme, reviennent sur la période du Front Populaire et les sarcasmes qu'eut à subir Léo Lagrange, alors ministre de la Jeunesse, de la part d'une bourgeoisie «jalouse de ses privilèges»[447] alors que le Front Populaire, par la voix du ministre socialiste, prônait l'idée d'une association des loisirs sportifs, touristiques, et culturels, comme « trois aspects complémentaires d'un même besoin social, la conquête de la dignité, la recherche du bonheur ».[448] L'importance donnée à cette question par les socialistes les conduit à créer en 1981 un ministère du Temps Libre qui connaît les mêmes sarcasmes de la part de la droite. La question du Tourisme est seulement abordée par contre au détour d'une seule phrase précisant que le tourisme ne doit pas servir en quelque sorte de cache misère au développement de certaines régions.[449]Pour finir, dans ce chapitre sont dénoncées les «pratiques autoritaires» du secrétariat à la Jeunesse et aux sports sans autre précision. Cette fin de chapitre quelque peu étrange témoigne peut-être tout simplement d'une écriture rapide du texte.

Dans le chapitre intitulée « la Vie culturelle », socialistes et communistes s'accordent sur la nécessité d'abolition « de toutes les formes de censure ou de précensure. » La création d'un «Conseil supérieur du patrimoine culturel » est également envisagée ainsi que l'extension du 1% artistique[450] à l'ensemble des bâtiments publics. Les mesures précises sont finalement peu nombreuses dans ce chapitre, voire vagues comme la proposition portant sur les bibliothèques devant «*bénéficier de mesures spéciales* . » Les socialistes dénoncent dans leur programme la domination de Paris en matière culturelle allant même jusqu'à parler de « colonisation intérieure »[451] alors que de leur côté, les communistes préconisent une

447 *PS, Changer la vie*, *op. cit.,* p. 175

448 *Idem.*

449 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait: «Le tourisme ne sera pas un alibi au sous développement de certaines régions mais il ira de pair avec leur développement industriel et agricole . »

450 Depuis 1951 c'est une procédure spécifique de commande d'œuvres à des artistes qui s'impose à l'État, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales.

451 PS, *Changer la vie, op. cit.* Extrait : la France est dominée culturellement par Paris. Les moyens modernes de communication de masse accentuent encore cette domination qu'avait permise, au long

décentralisation qui devra néanmoins « tenir compte [...]du rôle de Paris dans la vie nationale et internationale ». Cette phrase est quasiment reprise telle quelle dans le *Programme commun*.[452] Les communistes par ailleurs parviennent à imposer la rôle des comités d'entreprise dans ce domaine comme dans d'autres[453].

4) Les droits des femmes et la famille [454]

(Comparaison : congé de maternité et avortement)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
Chapitre «promotion de la femme» « -congés maternité de 16 semaines » « -indemnité de frais de garde pour les enfants de moins de trois ans . »	Chapitre «les femmes» «le congé-maternité sera allongé. »	Chapitre « promotion de la femme» «congé maternité allongé à 16 semaines» «une indemnité sera attribuée pour frais de garde»
Chapitre «la famille» « **Une législation de caractère non répressif sur l'avortement sera établie**. La croissance démographique, conforme à l'intérêt national, résultera de l'élévation générale du niveau de vie, d'une véritable politique d'aide à la famille et à l'enfance, de la garantie de la sécurité du lendemain. La famille s'insérera harmonieusement dans la société, y jouera tout son rôle. »	«En ce qui concerne l'avortement, la législation répressive, qui s'est avérée incapable d'empêcher des centaines de milliers d'avortements annuels pratiqués dans les pires conditions, sera abrogée. L'avortement sera libre, dans un établissement hospitalier public.En tout état de cause, **l'avortement ne saurait être considéré comme une méthode souhaitable de régulation des naissances**. »	Chapitre « la famille » «La législation répressive concernant l'avortement sera abrogée. La nouvelle législation, fondée sur la reconnaissance des libertés individuelles et l'esprit de responsabilité, sera élaborée. **L'avortement ne sera pas considéré comme un moyen de régulation des naissances**. L'élévation du niveau de vie, l'amélioration des conditions de vie, la confiance en l'avenir permettront un développement harmonieux de la population française.»

(les termes ne sont pas en gras dans le texte initial)

Le congé de maternité allongé à 16 semaines est l'une des seules mesures chiffrées du *Programme commun*. Les communistes obtiennent gain de cause car dans *Changer la Vie* il

---

des siècles, la centralisation excessive de l'Etat et une véritable colonisation intérieure de la France par Paris. »

452 PCF, *Programme commun de gouvernement,* Extrait chapitre Le développement de la vie culturelle.«La contribution financière de l'État tiendra compte des exigences de la décentralisation et, en particulier, des vocations affirmées par les villes et les régions. Elle tiendra compte en même temps du rôle de Paris dans la vie nationale et internationale. »

453 Dans le *Programme commun* il est question des comités d'entreprise à 18 reprises contre seulement 6 fois dans *Changer la Vie* mais 17 fois dans *Changer de Cap*.

454 Chapitre IX « La promotion de la femme», Chapitre X « La famille ».

n'était question que d'un rallongement. L'avortement, selon le PS, doit être libre et possible dans un établissement hospitalier public alors que pour les communistes, il n'est question que d'une législation de caractère non répressive en précisant que « la croissance démographique est conforme à l'intérêt national. »

La question des moyens contraceptifs est abordée dans le *Programme commun* à travers le chapitre portant sur *« La famille »* comme dans *Changer de Cap*. Dans *Changer la vie* il en était question dans un chapitre s'intitulant «*les femmes*». Encore une fois les communistes parviennent semble-t-il à imposer en partie leur vision.

(Comparaison : moyens de contraceptionb)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun**
Chapitre « Une politique familiale hardie » « Une véritable éducation sexuelle, inséparable de la formation morale et sanitaire, sera instituée. Les moyens anticonceptionnels, médicalement contrôlés, feront l'objet d'une large information. Des consultations appropriées, des centres spécialisés seront ouverts dans les hôpitaux et dispensaires publics. »	***Chapitre - « Les Femmes »*** D'autre part, un couple doit avoir la liberté : -De se dissoudre quand l'un ou l'autre des époux considère la vie commune impossible; - De planifier sa famille. Nous demandons par conséquent - La reconnaissance, dans notre droit, du divorce par consentement mutuel - Une information réelle sur la contraception - Une diffusion réelle des moyens contraceptifs (ce qui n'est pas le cas avec la loi Neuwirth, insuffisante, culpabilisatrice et dont par ailleurs les décrets d'application n'ont pas tous été pris).	**Chapitre - « *La famille* »** Les couples disposeront des moyens scientifiques leur permettant de décider du nombre d'enfants qu'ils désirent. « Les moyens anticonceptionnels feront l'objet d'une large information. Ils seront mis à la disposition des intéressés qui les utiliseront sous contrôle médical. Des consultations et centres appropriés dans les hôpitaux et dispensaires publics seront ouverts à cet effet. »

Il est question également de la création de 1000 crèches, chiffrage établi par les communistes dans leur programme alors que les socialistes proposaient «*un programme de deux mille crèches nouvelles* » et indiquaient vouloir préférer la création de crèches « aux logements de nourrices dits abusivement 'crèches à domicile' .»[455]

5) La jeunesse [456]

Le droit de vote à 18 ans et le droit d'être élu à 21 ans sont proposés dans ce chapitre sur la jeunesse. Ces mesures étaient déjà envisagées par les communistes et les socialistes. Pour les apprentis est prévu, dès la première année, un salaire égal à 40% du SMIC, puis 60%

455 PS, *Changer la Vie, op. cit.*, p. 116.
456 Chapitre XI « *La jeunesse* »

la deuxième et 80 % la troisième année. Dans *Changer la Vie,* la durée du service militaire nécessaire est fixée entre 4 et 6 mois[457] alors que les communistes ne se prononcent pas pour une réduction de la durée. Finalement, dans le *Programme commun,* il est proposé de ramener le Service militaire à 6 mois. L'accès à la presse dans les casernes est une revendication socialiste[458] qui ne se retrouve pas dans *Changer de Cap* où il est seulement question des «libertés d'expression d'association de pensée et de confession»[459]. Reprenant une proposition communiste[460] le Programme commun propose la création d'un *Comité National de la jeunesse* afin de *«garantir l'expression de l'opinion et des aspirations de la jeunesse. »* Cet organisme représente sans doute une réponse institutionnelle aux événements de mai 1968. Il n'est que consultatif mais il représente une tentative de réponse politique au manque d'instance de dialogue entre la jeunesse et le gouvernement dont l'absence avait paru criante en 1968.

La Deuxième partie du *Programme commun* s'intitule « Démocratiser l'économie développer le secteur public, planifier le progrès . » Le lien entre secteur public et plan est au cœur du projet, porté par le texte qui propose une solution «marxiste-keynésienne»[461].

C) Deuxième partie : « Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès »

« Démocratie politique et économique sont indissociables. » Cette affirmation au début de la deuxième partie du texte révèle la volonté de ne pas distinguer entre libertés réelles et libertés formelles, distinction utilisée alors par le PCF pour dénoncer le caractère factice des démocraties bourgeoises garantissant les libertés politiques sans garantir des droits sociaux suffisants, considérant le droit de vote comme une liberté du coup formelle. Si de nouveaux droits doivent être donnés aux citoyens c'est pour les socialistes comme pour les communistes au sein de l'entreprise.

457 PS, Changer la Vie, *op. cit.,* p. 205. « Sa durée légale pour tous, sera limitée au minimum Indispensable selon les besoins de l'instruction, de quatre à six mois. »
458 *Idem*., « Les militaires incorporés auront le droit de recevoir librement les journaux et périodiques de leur choix dans leurs unités. »
459 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.,* p. 101.
460 PCF, *Changer de cap, op. cit.,* p. 113.
461 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981, op. cit.*

1) La démocratie dans le monde du travail [462]

Dans le paragraphe portant sur la législation sociale (cf supra) communistes et socialistes évoquent une réforme du Code du travail visant à « élargir et à garantir les droits et libertés des travailleurs ». Le contrôle des travailleurs sur l'entreprise doit être renforcé par l'intermédiaire des comités d'entreprise au cœur du dispositif. Il en est question du reste 18 fois dans le texte[463]. La représentation des travailleurs passe par les délégués du personnel au pouvoir accru puisque ceux-ci pourront «intervenir directement auprès des directions d'entreprise contre toute décision concernant l'embauche, le licenciement, les conditions de travail », leur représentativité reposant sur une élection « à la représentation proportionnelle» sur listes présentées « par les organisations syndicales. » Dans le nouveau droit du travail envisagé dans le *Programme commun* un certain nombre de mesures proposent un interventionnisme accru du législateur dans le cadre du fonctionnement de l'économie et au sein de l'entreprise. Il est ainsi proposé en matière de salaire un « écart maximum des salaires dans une même entreprise. » En matière de licenciement le bouleversement proposé est important. Le *Programme commun* prévoit ainsi l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable comme le prévoyait *Changer de Cap*.

(Comparaison : le licenciement)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun.**
«Tout licenciement non accompagné d'une mesure de reclassement préalable assurant cette équivalence sera interdit. »	«Réforme du régime juridique du contrat de travail conduisant en particulier à l'abolition du droit discrétionnaire de licenciement. Le licenciement ne résultera plus d'une décision unilatérale de l'employeur.	«Le licenciement cessera d'être un droit discrétionnaire de l'employeur. Tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit. »

Le PCF et le PS comptent mettre fin aux agences d'intérim en intégrant la prise en charge du travail temporaire dans les activités de l'ANPE.

462 Chapitres : « La démocratie dans l'entreprise et la gestion démocratique », « La démocratisation et l'extension du secteur public ».

463 Dans *Changer de cap* le substantif « *comité d'entreprise* » est cité 16 fois et dans *Changer la vie* 10 fois.

(Comparaison : ANPE)

Changer de Cap	**Changer la Vie**	**Programme commun**
« L'Agence nationale pour l'emploi[...].aura l'exclusivité du placement des salariés, y compris en matière de travail temporaire. »	« Le monopole public de l'embauche sera effectivement appliqué. Il sera par ailleurs étendu à l'embauche de travailleurs temporaires. L'activité des entreprises de travail temporaire sera interdite. »	« l'activité de travail temporaire sera prise en charge par l'ANPE »

Le rôle accru des comités d'entreprise mais aussi des délégués du personnel doit permettre le renforcement du pouvoir des salariés, des travailleurs. Le terme « ouvrier » n'est pas utilisé une seule fois dans le *Programme commun*[464]. L'ouvrier est pourtant la catégorie socio-professionnelle la plus importante du salariat comprise entre 35% et 40 % entre 1972-1982[465]. C'est aussi celle à laquelle le PCF tente de s'adresser le plus, la base du Parti mais aussi sa raison d'être, la catégorie sociale pour laquelle se bat le PCF [466]. Mais c'est aussi celle qui doit assumer le rôle dirigeant du Parti. Or, le PCF peine dans ces années 1970 à promouvoir dans les instances dirigeantes, un pourcentage d'ouvriers conséquent, signe de la crise qui rend plus difficile même pour quelques années seulement, l'investissement militant au Parti, car l'éventuel retour est jugé de plus en plus difficile. A contrario, les enseignants sont jugés trop nombreux dans les instances dirigeantes. Cette inquiétude dans l'appareil communiste se retrouve de manière récurrente dans les archives de la *Section de montée des cadres* du PCF [467]. Devant le comité central des 28 et 29 septembre 1972, Marcel Zaidner, responsable de cette section, aborde la question du renouvellement des cadres et s'inquiète de la diminution du nombre d'ouvriers dans les instances fédérales[468]. Interviewé en 2013, il revient sur cette préoccupation de l'époque[469] :

> « La volonté de garder une prédominance des milieux ouvriers, c'était une partie importante de mon travail, il y avait un gros effort volontariste. Il fallait faire l'effort par l'école centrale de la valorisation des militants. Un gros effort volontariste, certains

464 Il est utilisé 9 fois dans *Changer la vie* contre une 1 fois dans *Changer de cap*.

465 Le maximum d'ouvriers est atteint en 1978. Les ouvriers constituent le premier groupe socio-professionnel avec environ 47% des actifs. INSEE Première, N° 434 - MARS 1996 :extrait
« L'évolution des catégories d'ouvriers a été doublement contrastée. D'abord dans le temps, les effectifs ont augmenté jusqu'en 1978 (1 % par an entre 1954 et 1978) pour diminuer après à un rythme annuel de 0,7 % par an ; le signal du recul a été donné par les suppressions massives d'emplois dans la sidérurgie et l'automobile à partir de 1979 . »
Roland Castel, l*es métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard,Folio Essais1999, p.564.

466 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, CC des 28 29 septembre 1972, 4AV 2267.

467 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Section de montée des cadres,261 J21/1-102.

468 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Comité central, 4AV/ 1940.

469 Marcel Zaidner : interviewé le 7 juillet 2013.

> diraient ouvriériste ! Garder cette caractéristique y compris au CC […] on a du mal que des ouvriers souhaitent devenir permanent, c'est difficile pour l'ouvrier, il n'y a pas de statut du politique, jusque là je n'avais pas de difficulté il disait oui, cela ne se date pas précisément mais avec la crise qui monte, Pour le PCF, tout le monde ne l'admet pas, la crise commence à partir des années 70 on va le voir avec la désindustrialisation. Je vais le ressentir sur les cadres ...on le sent. »

A travers ce chapitre les signataires affirment le rôle important dévolu au secteur nationalisé, qui doit incarner une sorte de modèle en matière de démocratie dans l'entreprise.

> « Le secteur public et nationalisé constituera la base principale dans et à partir de laquelle les travailleurs et leurs organisations pourront mettre en place de nouvelles structures de production et de gestion . »

Mais communistes et socialistes ne se mettent pas d'accord quant à la forme que cela doit prendre. C'est même la seule divergence entre le PS et le PCF mentionnée dans tout le texte.

> « l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles — que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique ».

Le PS pouvait difficilement ne pas inscrire ce terme d'autogestion[470] au moins une fois dans le *Programme commun*, alors que ce substantif est repris 16 fois dans *Changer la vie* et que cela est qualifiée « *d'idéal du socialisme ».* C'est surtout un marqueur stratégique pour les socialistes qui veulent se distinguer des communistes[471] et un rapport différent à la lecture de mai-juin 1968 en lien avec les positions affirmées par la CFDT.

L'essentiel du chapitre qui suit[472] porte sur la liste des entreprises à nationaliser dans le secteur bancaire et industriel, liste qui correspond à ce qui est appelé un « seuil minimum d'extension du secteur public et nationalisé[473] ».

470 Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 612 p.
471 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-198, op. cit.*
472 Chapitre « La démocratie et l'extension du secteur public . »
473 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit.*, p. 113.

(Comparaison : les nationalisations.)

Changer de cap
Secteur bancaire et financier : « La nationalisation du système financier sera l'une des premières à réaliser» **Industrie**-« Dans l'industrie, la nationalisation devra porter progressivement sur les secteurs-clés, qui conditionnent en fait le développement des principales activités nationales et qui sont d'ailleurs déjà largement financés sur fonds publics : sidérurgie et mines de fer, chimie notamment, industrie pharmaceutique, pétrole, électronique, industries d'armement, aéronautique, grandes compagnies de transports aériens et maritimes, industrie nucléaire, industrie automobile, autoroutes. **Idée de seuil :** «dès le début de la législature, la politique de nationalisation doit franchir un, seuil minimum**. »**

Changer la vie
Secteur bancaire et financier- « Il concerne avant tout l'ensemble du secteur bancaire et financier, mais il s'étendra également, de façon différenciée, à divers autres secteurs. » **Industrie «** Dassault, Pechiney-Ugine-Kulhman (nationalisation de leurs actifs français), CGE. Pour certains secteurs « nationalisations ponctuelles » comme dans la sidérurgie et mines de fer **Idée de seuil** « Ce premier programme, ici défini, est le seuil minimum nécessaire pour engager la transformation socialiste de l'économie nationale et constitue un engagement envers le pays. »

Programme commun
Secteur bancaire et financier : nationalisation de l'« ensemble du secteur » **Industrie** « Nationalisation des secteurs suivants -Dans leur ensemble :sous-sol, armement, industries spatiales et aéronautiques, nucléaire, pharmaceutique. -Dans leur plus grande partie : : industrie électronique (ordinateurs), industrie chimique. -En fonction de ces dispositions et dès son installation le gouvernement procédera à la nationalisation des groupes suivants : a)Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc; b)ITT-France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Compagnie Générale d'Électricité. - La responsabilité particulière de la puissance publique se traduira par des prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires : a) dans la sidérurgie et le pétrole (Usinor-Vallouree, Wendel-Sidélor, Schneider, Compagnie Française des Pétroles-CFR-Total); b) dans les transports aériens et maritimes, le traitement et la distribution des eaux, le financement des télé-communications, les concessions d'autoroutes. **Idée du seui**l : « Dès le début de la législature, un seuil minimum de nationalisations sera franchi. Le franchissement du seuil minimum doit permettre de limiter et de circonscrire les bases monopolistes. Il laissera subsister un important secteur privé »

(les termes ne sont pas en gras dans le texte initial)

Il y a convergence pour les programmes communiste et socialiste en matière de nationalisation du secteur bancaire et financier et de l'indemnisation des petits porteurs. Les communistes en 1971 ne proposent pas une liste précise d'entreprises à nationaliser mais des secteurs d'activités alors que les socialistes proposent des noms d'entreprises. Lors des dernières heures de négociations en juin 1972, les discussions buttent sur cette question des nationalisations. Finalement, alors que le PCF réclamait la nationalisation de 25 groupes [474],

474 *L'Humanité,* 26 septembre 1977. Le sténogramme publié par *L'Humanité* de la rencontre du 22

les signataires s'accordent sur 9 groupes sans évoquer la question de leurs filiales, terme qui n'est jamais utilisé. Cette absence de précision aura son importance lors des discussions sur l'actualisation en septembre 1977.

L'idée du *seuil minimum* est commune à *Changer de cap* et *Changer la vie* et est reprise dans le *Programme commun*. Les socialistes parviennent à imposer une proposition issue de *Changer la Vie* indiquant que si les travailleurs formulaient « la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé », le gouvernement pourrait le proposer au parlement. Cette mention avait été portée lors de la convention nationale de Suresnes par Denis Cépède et Marc Wolf [475]. Elle marque un apport autogestionnaire non négligeable au texte. La direction communiste en 1974 regrette d'avoir accepté cet ajout. Georges Marchais lors du CC de juin 1974 qui suit l'élection présidentielle le signale :

> « Je pense que l'on a eu tort de mettre dans le Programme commun la possibilité d'étendre la nationalisation, bien sûr ce sont les socialistes qui l'ont demandé mais on a eu tort. »[476]

Cette phrase qualifiée de «petite phrase» en 1977 fera polémique. Communistes et socialistes s'entendent pour que la nationalisation ne soit pas une « *étatisation* », phrase reprise quasiment telle quelle du programme communiste.[477] Ces entreprises doivent «limiter et circonscrire» les «bases monopolistes[478]. » L'adjectif monopoliste est utilisé à trois occasions dans le *Programme commun* alors qu'il est utilisé 34 fois dans *Changer de Cap* et aucune fois dans *Changer la Vie*. L'absence de ce terme propre à la théorie du Capitalisme Monopoliste d'Etat (CME)[479] qui domine au sein de la section économique du PCF depuis la conférence internationale de Choisy en 1966, invite à relativiser l'idée affirmée[480] selon laquelle à gauche, les tenants de cette théorie exercent alors une hégémonie idéologique voire culturelle en

---

septembre rapporte les propos des membres des différents délégations. Georges Marchais indique «Il y a 5 ans nous avons fait un compromis et quel compromis ! Nous demandions la nationalisation de 25 groupes. Nous avons conclu un accord avec 9 groupes. »

475 FJJ, Base de données des débats , *Convention de Suresnes, 11 et 12 mars 1972.*

476 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, enregistrement sonore du CC des 10 et 11 juin 1974, (4AV/2035 à 2049)

477 *Changer de cap*, PCF, Éditions sociales, 1972, *op. cit.*, p.152.« *La nationalisation n'est donc pas étatisation*»

478 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, p. 114.

479 Paul Boccara*, Étude sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, 1974. Présentée pour la première fois en 1966 à la conférence de Choisy, cette théorie considère que l'État dans les pays capitalistes subventionne largement les grandes multinationales au travers des commandes publiques ce qui leur permet des taux de profit élevés. De leur côté les entreprises publiques sont maintenues avec de faibles taux de rentabilité et donc en sous-efficacité justifiant les aides au privé et les privatisations.

480 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981, op. cit.*

matière économique.

2) L'interventionnisme par le plan [481]

Les chapitres qui suivent évoquent la question de l'interventionnisme de l'État via le plan. Le chapitre évoquant précisément cette question reprend l'intitulé du même chapitre de *Changer la vie* alors que dans *Changer de cap* le chapitre porte pour titre « *le plan démocratique* »[482]. Le rôle confié au plan est central dans le *Programme commun*. Ce terme déjà très utilisé dans les programmes communiste et socialiste[483] se trouve encore plus utilisé dans le *Programme commun* avec 38 occurrences. Cet outil aux mains de l'État, qui n'est pas nouveau car la plan existe déjà (même si le texte ne le mentionne pas) a pour objectif de satisfaire les besoins « individuels et collectifs » en assurant « le fonctionnement cohérent de l'économie nationale »[484]. Il est défini comme un « acte politique » et considéré comme l'outil du gouvernement qui non seulement « s'impose » au secteur public, mais « encadre » également le secteur privé dont il doit déterminer les « *grands investissements ainsi que leur mode de financement*[485] *».* L'application du plan n'est pas limitée à l'Hexagone mais doit s'exercer également dans le cadre des relations économiques extérieures. Pour rendre possible la planification, il est prévu que soit créé un Office public de statistiques et d'études économiques.

Le plan est tout d'abord au service de l'aménagement du territoire, chapitre qui suit. Mais le *Programme commun* ne propose pas véritablement de vision stratégique d'un quelconque aménagement du territoire alors que socialistes et communistes énonçaient chacun dans leur programme respectif des propositions concrètes dans un chapitre intitulé «Une politique d'aménagement du territoire » dans Changer la Vie et «l'expansion industrielle et l'aménagement du territoire » dans *Changer de cap*. Tout au plus est-il question de «réanimation» pour les « régions minières et frontalières » et de « rééquilibrage » entre la région parisienne et le reste du territoire. Dans ce chapitre, il n'est pas question de décentralisation, développée dans la Troisième partie intitulée « Démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés ».

481 Chapitre III « La planification démocratique », Chapitre IV « L'aménagement du territoire », Chapitre V « La politique industrielle ».
482 PCF, *Changer de cap, ibid.* p.158.
483 Le terme de planification est utilisé 18 fois dans *Changer de Cap* et 28 fois dans *Changer la vie*.
484 PCF, *Programme commun de gouvernement, ibid.* p.116.
485 PCF, *Programme commun de gouvernement, ibid. p.*114.

La question d'un soutien à une politique industrielle est peu présent dans le *Programme commun*. Il est question de la nécessité de la création d'un «*portefeuille national des brevets*» et d'une «*société nationale d'appareils scientifiques»* reprenant des formulations de *Changer de Cap* et de *Changer la vie*.[486]. Il est question également de la création de postes de travailleurs scientifiques sans chiffrage[487]. Ce chapitre portant sur l'industrie est d'une certaine façon paradoxalement peu développé, alors que le PCF et le PS revendiquent être les représentants de la classe ouvrière, et donc être censé avoir un véritable projet en matière de politique industrielle. S'il est question de la reconversion des industries d'armement, le programme n'indique pas dans quels domaines. Le rôle du plan et du secteur public est affirmé, y compris vis-à-vis des investissements étrangers que communistes et socialistes annoncent vouloir contrôler en vérifiant, a priori, leur « utilité pour l'économie française ».[488] De même, il est simplement question de la création d'une « Banque Nationale d'Investissements ».[489] Les formulations vagues l'emportent : il est par exemple question de restructurer et développer les secteurs de l'énergie et des transports sans plus de précision. Philippe Herzog confirme cette absence de véritable projet industriel de toute la gauche, y compris une fois arrivée au pouvoir en 1981 [490].

En matière de politique agricole la comparaison entre les programmes montre de nombreux points de convergence entre *Changer de cap* et *Changer la Vie* concernant la protection sociale et notamment le statut des travailleurs salariés dans le secteur agricole. La divergence importante avant la signature du *Programme commun* concerne l'analyse du marché commun agricole car si le PS est critique, il admet néanmoins le principe d'une politique commune avec un prix commun et un financement communautaire, alors que le PCF refuse que la politique agricole soit décidée par une « autorité supranationale . »[491] Pourtant le PCF finit par accepter le principe du marché commun avec le *Programme commun*. Le seul garde-fou évoqué dans le texte est le fait que le gouvernement agira pour modifier la politique menée par la C.E.E «en matière de soutien des prix et d'organisation des marchés»[492].

---

486 Dans *Changer de Cap* il est question de la création d'«un portefeuille national de brevets et de licences» et dans Changer la vie d'une «société nationale d'appareillage».

487 Dans C*hanger de cap* il est question de la création 50 000 « postes de chercheurs . »

488 PCF, *Programme commun de gouvernement*, op. cit., p. 123.

489 *Programme commun de gouvernement*, ibid.Chapitre XI Politique monétaire et financière : extrait « *La Banque Nationale d'Investissements sera chargée de financer une grande partie des investissements de l'industrie.* »

490 Philippe Herzog : interviewé les 28 octobre 2011, et 2 novembre 2013.

491 PCF, *Changer de cap, op. cit.*

492 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit*., p 127.

Il estquestion de la PAC dans le programme mais dans le chapitre 4 de la quatrième partie qui s'intitule « contribuer à la paix et développer la coopération internationale » où il est précisé que le gouvernement demandera une « réorientation de la PAC»[493] mais sans plus de précision. Toujours en matière agricole, communistes et socialistes s'accordent pour réorienter l'activité du Crédit Agricole au bénéfice exclusif du monde agricole mais aussi de l' « environnement rural ».[494]

(Comparaison : le Crédit Agricole)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
«Le Crédit Agricole Mutuel sera un instrument du développement et du progrès de l'agriculture» «Des prêts spéciaux du Crédit Agricole, à long terme et à faible intérêt, seront accordés aux bénéficiaires du droit de préemption qui seront, en outre, exonérés des droits de mutation et d'enregistrement. » « Le Crédit Agricole [|...]rendu à sa vocation d'organisme financier au service de l'agriculture et non à celle de banque parmi les autres que le pouvoir actuel voudrait lui faire jouer pour drainer une partie de l'épargne paysanne au profit du capital industriel. »	« Les crédits consentis actuellement par le Crédit Agricole et l'ensemble des autres banques pour les achats de terres, seront attribués exclusivement à ces Offices fonciers ruraux cantonaux qui disposeront ainsi de moyens financiers suffisants pour exercer effectivement leur droit de préemption. . » «La tutelle du Conseil national du Crédit sur l'ensemble de ce secteur ainsi que sur les établissements spécialisés de crédit mutuel ou coopératif sera resserrée. Elle s'étendra au Crédit agricole, dont les objectifs essentiels seront consacrés au service de l'agriculture. »	**Le Crédit Agricole**, démocratisé, deviendra un instrument décisif du développement de l'agriculture, des industries agricoles et alimentaires, de l'environnement rural.

3) Commerce et PME [495]

Dans *Changer la vie,* les socialistes proposent de mettre fin à l'existence des grandes surfaces, alors en plein essor[496] :

> « Les grandes surfaces de distribution seront transformées en coopératives. Le gouvernement de la Gauche fixera dès son arrivée au pouvoir les modalités d'indemnisation. »

Les communistes de leur côté évoquent plus vaguement la nécessité d'une *«modernisation de l'ensemble du réseau commercial et de services. »* La concentration capitaliste est dénoncée dans le *Programme commun* mais ce qui est envisagé, c'est uniquement le transfert de la propriété et de la gestion de « certaines grandes surfaces» à des «coopératives de

493 Politique agricole commune (PAC).
494 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.,* p 126.
495 Chapitre « *Le commerce, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises* »
496 Le premier hypermarché en France est inauguré par Carrefour à Sainte-Geneviève-des-Bois en 1963.

commerçants et de consommateurs. »[497] Avec le *Programme commun* l'interdiction souhaitée des grandes surfaces par les socialistes n'est pas à l'ordre du jour.

4) Budget et fiscalité [498]

Ce chapitre est à son tour peu précis comme pour la politique industrielle. Il est question du non assujettissement à l'impôt sur le revenu pour les familles dont le revenu ne dépasse pas le SMIC, ou bien la suppression de la TVA sur certains produits de première nécessité, ou encore la suppression de l'exonération de la rente Pinay[499]qui était déjà proposée par les communistes et les socialistes. Il est question également de relever la progressivité du barème pour les revenus élevés sans qu'aucune réforme fiscale ne soit envisagée. Mais le principe d'un impôt sur la fortune est revendiqué ce qui est une volonté programmatique partagée par les deux partenaires.

(Comparaison : impôts sur la fortune.)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
«Un nouvel impôt sera levé sur le capital des grosses sociétés et sur les grosses fortunes. Il sera annuel et progressif. »	«Un impôt sur la fortune sera instauré. »	«Un nouvel impôt, annuel, progressif et à faible taux, sera institué sur le capital des sociétés et les grosses fortunes. »

5) L'inflation et la politique monétaire [500]

La lutte contre l'inflation est annoncée comme étant « un objectif essentiel du gouvernement ». Celle-ci est alors importante, entre 9 % et 14 % par an entre 1972 et 1981. Mais le chapitre très court est peu précis. Il est juste indiqué que le secteur nationalisé doit jouer un rôle important en la matière, et un contrôle des prix est prévu pour les «produits de première nécessité et des matériels nécessaires à la formation et à la culture. »

« Le développement largement ouvert à l'échelle mondiale des échanges et de la coopération correspond aux exigences du progrès économique et social. » Cette phrase en

497 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, p 129.
498 Chapitre « *La politique budgétaire et fiscale* . »
499 La rente Pinay (taux de rémunération de 3,5 %, et renégocié à 4,5 % en 1973) était indexée sur le napoléon. En juin 1988, les derniers titres étaient remboursés à hauteur de 1 474 francs le titre pour 36 francs récoltés lors de l'émission.
500 Chapitre IX « *Les prix et la lutte contre l'inflation* », Chapitre X « *Les échanges extérieurs et la défense de la monnaie* », Chapitre XI « *La politique monétaire et financière* . »

début de paragraphe inscrit, a priori, les communistes et les socialistes dans une opposition à toute idée de protectionnisme, mais si des situations « exceptionnelles » se présentaient cela pourrait entraîner une protection douanière « renforcée ». Il est prévu également de ne pas s'en tenir aux échanges au sein du Marché commun, mais de les « *étendre géographiquement* » sans plus de précision. Cette indication est sans nul doute liée à la volonté du PCF de ne pas s'en tenir uniquement au marché européen alors que les communistes ont toujours été plutôt contre toute idée européenne. La spéculation est dénoncée comme un délit qui sera défini par la loi même si la défense de la monnaie sera surtout défendue grâce à « un soutien populaire. »

La politique monétaire et financière proposée doit produire une « croissance nouvelle » dont doivent bénéficier tout d'abord « les plus exploités et les plus défavorisés. » Cette croissance nouvelle doit s'éloigner de la « *logique capitaliste du profit et de l'exportation»* qui engendre une *«croissance déséquilibrée ».* Le secteur public et l'intervention des travailleurs doit entraîner une autre logique. L'objectif du *Programme commun* est de soustraire aux mains des spéculateurs l'ensemble du secteur financier.
Il est également question des dépenses publicitaires[501]. Les socialistes proposent dans *Changer la vie* la suppression de la publicité à l'ORTF et le long des routes, propositions non reprises, même si la publicité est jugée également excessive dans le *Programme commun*. Elle doit donc uniquement être utilisée dans le cadre d'une information du consommateur, même si la méthode à utiliser pour lutter contre les excès est exprimée en terme très flous[502] .

Cette seconde partie du *Programme commun* reste vague en matière de propositions si ce n'est en ce qui concerne la liste des entreprises à nationaliser. La droite y verra un risque de collectivisation régulièrement dénoncé.

D) Troisième partie : « *Démocratiser les institutions, garantir et développer les libertés »*

La question des libertés est centrale dans le *Programme commun*. Le substantif

501 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, p. 139.
502 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, Extrait «Les dépenses publicitaires seront ramenées aux proportions nécessaires à une information véritable des acheteurs. »

«*liberté*» est utilisé 41 fois dans tout le texte dont une vingtaine de fois dans cette partie.
Le procès en crédibilité des socialistes et des communistes ne porte pas seulement sur les aspects économiques et leur éventuelle incapacité à gérer l'économie, mais aussi et de manière récurrente sur cette question des libertés qui va prendre, au cours de la décennie 1970, une place croissante dans le débat politique.

1) Les libertés [503]

Dans ce chapitre sont distinguées les libertés individuelles et les libertés collectives. Dans une courte introduction, le texte débute par une mise en accusation de la V^{ème} République (« Depuis 1958…. »). Le PCF et le PS datent ainsi le début de la mise en place de «*lois répressives et policières*» qui menacent «*la démocratie et la liberté de chacun*»[504]. Afin d'y remédier, la première mesure qui est proposée dans le domaine des libertés concerne l' instauration de l'*habeas corpus* qui n'était pas évoquée dans *Changer de cap* mais à l'inverse présente dans le programme socialiste. Communistes et socialistes s'accordent par ailleurs pour prévoir l'abolition de la peine de mort, mesure envisagée dans leurs programmes respectifs. Les propositions et leurs formulations sont quasiment identiques dans *Changer de Cap* et *Changer la Vie.*

(Comparaison : la peine de mort)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun**
« La peine de mort sera abolie » « La procédure de flagrant délit sera abrogée. » «Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, de la garde à vue et des pouvoirs de police des préfets. »	« La peine de mort sera supprimée. » « Le régime d'*habéas corpus* existe depuis plus de trois siècles en Angleterre. Il n'a pas encore traversé la Manche. Il faut l'instituer en France » «La garde à vue sera supprimée » «Les juridictions d'exception disparaîtront, qu'il s'agisse de la Cour de sûreté de l'Etat ou des tribunaux militaires fonctionnant en temps de paix. »	« La peine de mort sera abolie . » « Le régime d'*habéas corpus* sera institué, le respect du principe de la présomption d'innocence assuré. » « Garde à vue, la procédure de flagrant délit et les pouvoirs de police judiciaire des préfets seront abrogés» «Les juridictions d'exception disparaîtront, qu'il s'agisse de la Cour de sûreté de l'Etat ou des tribunaux militaires fonctionnant en temps de paix. »

Un paragraphe porte sur les partis. Il y est notamment précisé l'acceptation du retour dans l'opposition, de la renonciation au pouvoir si la « *confiance du pays était refusée aux partis*

503 Chapitre I « Les libertés . »
504 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit.*, p. 143.

majoritaires . » Ce paragraphe est important car il va au-delà du *Bilan des discussions* de 1970. A l'époque en effet, au sujet du verdict populaire, alors que les socialistes s'engageaient à le respecter, à accepter une éventuelle défaite électorale après être arrivé au pouvoir, les communistes de leur côté étaient restés très ambigus, laissant sous entendre que l'alternance n'était de toute façon pas envisageable après l'arrivée d'un gouvernement de gauche en raison de la «confiance sans cesse plus active» que lui apporteraient «les masses laborieuses»[505]. Le *Programme commun* agrège les deux lectures que font le PCF et le PS de la notion d'alternance[506]. Cette formulation ne manquera pas, par la suite, d'alimenter les suspicions sur la réelle volonté des signataires à accepter l'alternance.

La proposition de plafonnement des frais de campagne, dont il est seulement question dans le programme socialiste, est reprise dans le *Programme commun*[507].

(Comparaison : la Cour suprême)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« Une Cour suprême sera créée pour assurer le respect des règles constitutionnelles, la régularité des opérations électorales de caractère national et la garantie des libertés. »	« La Cour suprême constitutionnelle exercera en. premier lieu les fonctions actuellement dévolues au Conseil constitutionnel. Elle sera composée de 9 membres dont 3 élus par l'Assemblée nationale à la proportionnelle des groupes (2 pour la majorité, 1 pour la minorité), 3 élus par le sénat dans les conditions identiques, 1 désigné par le président de la République, 2 désignés par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Ces juges seront inamovibles jusqu'à l'âge de 67 ans. Cette Cour garantira le respect des libertés publiques individuelles et collectives, par tous, y compris par le législateur lui-même. »	« Une Cour Suprême assurera le respect des règles constitutionnelles, la régularité des opérations électorales de caractère national et la garantie des libertés publiques, individuelles et collectives. Elle sera saisie par toute juridiction judiciaire ou administrative des exceptions d'inconstitutionnalité que les justiciables pourront soulever à l'encontre des dispositions législatives et réglementaires qu'ils estimeront contraires aux libertés garanties par les articles 7 à 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du Citoyen et par le préambule de la Constitution. Les décisions de la Cour Suprême ne sont susceptibles d'aucun recours. Elle sera composée de neuf membres dont le mandat durera neuf ans et ne sera pas renouvelable : trois seront élus par l'Assemblée nationale à la proportionnelle des groupes (deux pour la majorité, un pour la minorité), trois élus par le Sénat dans des conditions identiques, un désigné par le président de la République, deux désignés par le Conseil supérieur de la magistrature. Elle participera à la garantie de l'indépendance de la magistrature. Elle sera associée au contrôle régulier des fonctionnaires et militaires chargés du maintien de l'ordre. »

505 *L'Humanité*, 23 décembre 1970.

506 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit.*, p. 149. Extrait : « Si la confiance du pays était refusée aux partis majoritaires, ceux-ci renonceraient au pouvoir pour reprendre la lutte dans l'opposition. Mais le pouvoir démocratique dont l'existence implique le soutien d'une majorité populaire aura pour tâche principale la satisfaction des masses laborieuses et sera donc fort de la confiance sans cesse plus active qu'elles lui apporteront. »

507 *Ibid.*, p. 149.

Le texte prévoit par ailleurs la création d'une *Cour suprême* (tableau ci-dessus) dont les attributions reprennent celles exposées par les socialistes dans leur programme. Toutefois, cette appellation ne confère pas de pouvoir vraiment accru par rapport au Conseil Constitutionnel existant, car cette Cour n'est pas considérée comme placée au-dessus du Conseil d'État ou de de la cour de Cassation.Si le *Programme commun* prévoit la saisie de cette Cour par les justiciables via une juridiction « judiciaire ou administrative »[508], il ne prévoit pas d'en étendre la saisie par l'intermédiaire des députés ou sénateurs comme cela sera le cas en 1974[509] pour le Conseil Constitutionnel. Mais la répartition politique dans les nominations entre la « majorité » et la « minorité » parlementaire n'a jamais été appliquée.

Socialistes et communistes souhaitent dans ce chapitre l'abrogation de la Loi dite « anti-casseurs » du 8 juin 1970, la ratification de la Convention Européenne des droits de l'Homme et enfin malgré des divergences de vue sur cette proposition, le droit à l'expression politique dans l'entreprise, envisagé dans *Changer de cap* par les communistes.

(Comparaison : le droit à l'expression dans l'entreprise)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« Les droits d'organisation et d'expression des partis politiques sur le lieu du travail seront reconnus. »	Rien	«Les droits d'organisation et d'expression des partis politiques sur le lieu du travail seront reconnus et garantis. »

Si le PS ne propose pas en 1971 que soit reconnu réglementairement le droit d'expression politique dans les entreprises c'est qu'il n'y est quasiment pas implanté contrairement aux communistes qui développent d'intenses campagnes pour la création de sections d'entreprises, et sections d'enseignement. Malgré la reconnaissance de ce droit dans le *Programme commun*, les communistes tentent par tous les moyens de s'opposer à l'implantation socialiste tout au long de la période[510]. De manière récurrente à partir de 1972, Gaston Plissonnier, en tant que coordinateur du travail du secrétariat et du Bureau politique écrit aux fédérations du PCF pour qu'elles s'opposent à l'implantation socialiste en entreprise considérant que seul le PCF est légitime pour représenter non pas seulement la classe ouvrière, mais le monde du travail dans son ensemble.

508 Ceci sera rendu possible en 2009 par la loi organique du 10 décembre 2009.
509 Révision constitutionnelle du 29 octobre 1974.
510 Infra, paragraphe «L'Union dans les entreprises . »

Concernant les juges d'instruction le programme reprend tel quel le programme du PCF.

(Comparaison : les juges d'instruction)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun**
« Les juges d'instruction ne dépendront plus du parquet,notamment pour leur notation. »	« Le juge d'instruction et en général les magistrats du siège seront rendus totalement indépendants du Parquet. »	« Les juges d'instruction ne dépendront plus du Parquet, notamment pour leur notation. »

Mais c'est la proposition socialiste qui est reprise en revanche pour les juridictions d'exception, cette question n'ayant pas été abordée dans *Changer de Cap*.

(Comparaison : les juridictions d'exception)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
Rien	« Les juridictions d'exception disparaîtront, qu'il s'agisse de la Cour de sûreté de l'Etat ou des tribunaux militaires fonctionnant en temps de paix. »	« Les juridictions d'exception disparaîtront, qu'il s'agisse de la Cour de Sûreté de l'État ou des tribunaux militaires fonctionnant en temps de paix. »

Tout ce chapitre est véritablement le fruit d'un compromis. Des passages entiers des programmes respectifs sont repris au gré de l'avancement des discussion sans que prédomine telle ou telle vision. C'est le cas pour prendre un autre exemple, du passage suivant issu du programme socialiste et qui est repris quasiment tel quel dans le *Programme commun*.

> «Mais la violence et la corruption de l'argent ne seront pas tolérées. Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits, conformément au régime établie en 1936. Les partis et les candidats aux élections devront publier leur budget. Les frais de campagne électorale seront plafonnés.»[511]

2) Les institutions de la République [512]

En matière d'institutions, d'organisation des pouvoirs, l'ordre de présentation dans les programmes respectifs des différentes instances éclaire sur les priorités affirmées par chacun des partenaires et sur le compromis obtenu dans le cadre du *Programme commun*.

511 PS, *Changer la vie*, *op. cit.,* « Mais la violence et la corruption de l'argent ne seront pas tolérées. Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits, conformément au régime institué en 1936, mais sous le contrôle de la Cour suprême. L'influence des puissances d'argent sera combattue. Les partis et les candidats aux élections devront publier leur budget. Les frais de campagne électorale seront plafonnés. »

512 Chapitre II « Les institutions nationales . »

(Comparaison : les institutions)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« - La représentation proportionnelle, loi fondamentale. - Le contrat de législature - Le Parlement - Les rapports entre le gouvernement et le Parlement - Le président de la République »	« -La révision constitutionnelle -Le président de la République - Le Parlement - Le contrat de législature - Le contrat politique entre les partis et l'opinion -Le Sénat - La Cour suprême - Le mode de scrutin »	« L'existence d'un système électoral assurant une représentation aussi juste que possible des électeurs constitue une condition du fonctionnement démocratique du Parlement La Loi électorale instituera la représentation proportionnelle pour les élections à l'Assemblée nationale et aux assemblées régionales » - Le président de la République - Le Parlement - Le contrat de législature »

En préambule de ce chapitre, les communistes obtiennent gain de cause avec l'institution du mode de scrutin à la proportionnelle pour deux élections, les élections législatives et régionales. L'élection à la proportionnelle des députés représente un enjeu important pour les communistes, car le ratio nombre de voix au premier tour par le nombre de députés est celui qui est le plus élevé pour l'Assemblée[513]. Avec *Changer la Vie* les socialistes, tout en reconnaissant que le système proportionnel est le meilleur système[514], ne proposaient pas de l'appliquer intégralement.

Avec le *Programme commun,* le rôle du Parlement sortirait renforcé dans la mesure ou il pourrait fixer librement l'ordre du jour «*pour plusieurs séances par semaine*» afin que soient examinées les propositions de lois. Mis à part cet ajustement, les communistes acceptent finalement de se mouler dans le cadre des institutions de la V^{ème} République comme en atteste l'ordre de présentation des institutions dans le texte. Non seulement, il n'y a pas de remise en cause des institutions de la V^{ème} République, mais son caractère présidentiel est renforcé avec la proposition, reprise du programme socialiste, de réduction du mandat à 5 ans du président de la République, comme pour les députés. Même s'il est bien précisé qu'il y aura «un délai suffisant» entre l'élection du président et celle des députés à l'Assemblée nationale pour éviter «toute simultanéité», il n'est pas prévu néanmoins que les élections législatives aient lieu avant l'élection présidentielle.

513 En mars 1973 , l'UDR obtient 5,7millions de voix au premier tour et à l'issue du second tour 184 sièges. Le PCF avec 5,1 millions de voix au premier tour, obtient pour sa part 73 députés à l'issue du second tour.

514 PS, *Changer la vie*, *op. cit.*, p. 101. «Le meilleur système est celui de la représentation proportionnelle nationale avec scrutin individuel».

(Comparaison : mandat du président de la République)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun.**
« L'élection du président de la République aura lieu tous les sept ans, sans qu'il puisse y avoir simultanéité entre cette élection et celle des députés à l'Assemblée nationale »	«Il ne sera rééligible qu'une fois. La durée de son mandat sera ramené à 5 ans. La durée de deux mandats présidentiels successifs, limitée à 10 ans. »	« La durée du mandat du président de la République sera fixée à cinq ans, un délai suffisant entre son élection et celle des députés à l'Assemblée nationale évitant toute simultanéité. »

Les pouvoirs du président de la République sont critiqués, jugés « exorbitants »[515] et l'abrogation de l'article 16 est actée. Mais au bout du compte, le *Programme commun* ne propose pas de profonds bouleversements institutionnels. Les critiques portées par les communistes mais aussi par François Mitterrand à l'encontre de la V^{ème} République ne sont plus d'actualité en 1972[516]. Pierre Joxe, dans *Le Monde* du 5 juillet 1972 résume, non sans une certaine forme de démagogie, la philosophie des socialistes en matière constitutionnelle :

> «Les socialistes ne pensent pas qu'un bouleversement constitutionnel soit nécessaire pour réaliser ce qui intéresse avant tout les Français : la justice sociale, la démocratie économique,la défense des libertés en France et dans le Monde. »

C'est la vision socialiste des institutions qui l'emporte. Mais cette conversion aux institutions de la V^{ème} République n'est pas nouvelle, elle date des années 1968-1970 et elle concerne aussi bien le PS que le PCF, ce dernier abandonnant finalement toute idée d'Assemblée constituante dès *Changer de Cap*.

Avec la notion de contrat de législature, le *Programme commun* n'est plus seulement un texte programmatique mais également un accord électoral. Si *Changer de Cap* évoquait la volonté d'inscrire cette idée dans un cadre réglementaire, le compromis inscrit ce contrat dans le cadre d'un accord entre organisations politiques, c'est-à-dire somme toute un accord surtout moral comme le prévoyait *Changer la Vie*. Les députés membres des organisations signataires du *Programme commun* doivent s'engager durant toute une législature à rester unis. Le contrat de législature de la majorité «*de gauche*» - le PS impose son vocabulaire- devient ainsi la traduction électorale de l'accord programmatique.

515 PCF, Programme de gouvernement, *op. cit*. Extrait «*Dans le régime actuel, le chef de l'État détient, dans la conduite de la politique intérieure et extérieure, des pouvoirs exorbitants qu'il exerce sans contrôle*. »

516 François Mitterrand, *Le coup d'État permanent,* Paris, Plon, 1964.

(Comparaison : le contrat de législature)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« Le contrat de législature constitue une loi qui s'impose aux pouvoirs publics »	« Le Parti socialiste, conformément à la motion d'Épinay qui exclut toute stratégie de troisième force, ne pourrait évidemment participer à un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité de **gauche** choisie par le suffrage universel. »	« Le contrat de législature traduira l'accord politique entre les partis qui s'engageront à s'opposer par le vote négatif de leurs élus à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité **de gauche** issue du suffrage universel. »

(Les mots ne sont pas en gras dans le texte initial)

C'est la seule fois dans le texte où cette expression est utilisée hormis dans le Préambule où il est fait mention de l' «*Union de la gauche*»[517]. Dans *Changer la vie* la formule «*de gauche*» est utilisée dix fois et celle de «*union de la gauche*» 7 fois, alors que dans *Changer de Cap* le terme de «*gauche*» n'est utilisé qu'une seule fois. Au cours des discussions, les communistes parviennent à éviter que ne s'impose ce marqueur identitaire dans l'ensemble du *Programme commun*. Mais l'inscription de l'idée d'une «*majorité de gauche*» comme fruit du résultat du suffrage universel traduit une victoire culturelle du PS.

3) L'organisation administrative [518]

Le *Programme commun* préconise une « décentralisation poussée » alors qu'il n'en avait pas été question dans le paragraphe portant sur l'aménagement du territoire[519]. Cela passe, à tous les échelons par un contrôle a posteriori de la légalité des décisions. Paris devrait disposer des mêmes droits que les autres communes et le syndicalisme intercommunal serait à développer. Pour contrôler le développement urbain, un droit de préemption des communes à l'intérieur d'un périmètre avec des moyens juridiques pour constituer des réserves foncières est envisagé. Le rôle de l'échelon régional serait renforcé et cesserait «d'être un écran administratif supplémentaire» devant disposer «de prérogatives importantes comme la « planification régionale . » Il n'est pas prévu d'importants transferts de compétences. Le texte reste dans le flou. Outre un rôle en matière économique accru, la Région devient un échelon

517 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit.*, p.48. « *Les perspectives ouvertes par l'union de la gauche et le rassemblement de toutes les forces du peuple, les propositions développées dans ce programme sont les moyens qui permettront aux Françaises et aux Français de vivre mieux, de changer leur vie. La préoccupation fondamentale du programme est de satisfaire leurs besoins et leurs aspirations. »*

518 Chapitre III « Les collectivités territoriales et la décentralisation », Chapitre IV « L'administration . »

519 Le terme de « décentralisation » est utilisé 3 fois dans le texte contre 12 fois dans *Changer la vie* et 6 fois dans *Changer de cap*.

important en matière culturelle[520] avec la prise en charge des émissions culturelles d'une chaîne[521], les socialistes ayant proposé dans *Changer la Vie* la gestion intégrale de l'activité de la troisième chaîne par la Région[522].

Communistes et socialistes partagent la même analyse de l'appareil d'État, qu'ils considèrent comme marqué par sa nature « de classe ». Aussi retrouve-t-on tout naturellement cette même terminologie marxiste dans le *Programme commun* pour qualifier l'administration.

(Comparaison : caractérisation de l'appareil d'État)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« Les méthodes de la planification monopoliste reflètent sa nature de classe. »	« L'appareil administratif est profondément marqué par le caractère de classe de l'État dont il est le prolongement. »	« L'appareil administratif est profondément marqué par le caractère de classe de l'État »

Il est question d'une « réforme démocratique de l'ENA » et d'un délai de 4 ans avant qu'un fonctionnaire puisse être recruté par une entreprise dont il aurait assuré le contrôle de l'activité. Mais la proposition socialiste de rendre l'ENA « accessible aux fonctionnaires ayant acquis effectivement un minimum d'expérience » n'est pas reprise[523].

4) L'information [524]

Pour les socialistes et les communistes « il faut soustraire l'information à la domination de l'argent » car l'ORTF est un « instrument de propagande aux mains du pouvoir ». La radio et la télévision doivent devenir un véritable service public « assuré par une société nationale de Radiodiffusion et de Télévision française ». En matière d'information écrite, il est également prévu de modifier le statut des Nouvelles Messageries de la presse

520 PCF, Programme commun de gouvernement, *op. cit*. Extrait « Outre ce rôle économique fondamental, les régions auront également une activité importante dans le domaine culturel. Elles permettront ainsi l'épanouissement des cultures locales. »

521 *Ibid.*, Extrait« Au niveau de chaque région, sera constitué un Conseil régional composé dans des conditions identiques à celles du conseil d'administration de la Société Nationale de Radio-Télévision. Ce Conseil régional aura la responsabilité de la programmation des émissions culturelles sur l'une des chaînes de télévision. »

522 PS, *Changer la vie*, *op. cit.*, : « la Région disposera entièrement de la troisième chaîne de télévision dont elle assurera les programmes. »

523 Cette troisième voie d'accès sera instituée en 1983. Selon Anicet Le Pors ancien ministre de la Fonction publique elle est ensuite dévoyée en 1990. (En 1990 la loi n° 90-8 du 2 janvier 1990 institua un troisième concours ce qui selon Anicet Le Pors « noya les critères qualifiants de rattachement au service public dans un appel à toute activité du privé comme du public.») (http://anicetlepors.blog.lemonde.fr/2015/06/14/la-3e-voie-victime-delelitisme-bourgeois)

524 Chapitre *« Le droit à l'information »*

parisienne (NMPP), de manière à les soustraire à «l'emprise du groupe Hachette et à assurer les garanties démocratiques à la distribution de la presse. » L'ordonnance du 26 août 1944 pour les journaux qui porte sur l'obligation de publication des «comptes une fois par an et la liste de leurs participants financiers» est rappelée. Afin d'assurer la pluralité de la presse, il est question de « mesures immédiates », sans qu'elles soient précisées, afin « d'établir un prix de revient des journaux inférieur à leur prix de vente ». Hachette n'est pas dans la liste des entreprises à nationaliser, ce qui ne laisse pas d'étonner[525]. Michel Rocard, à la tribune au congrès de Pau du PS en 1975, revient sur l'appréciation portée alors par son organisation, le PSU, sur le *Programme commun*. Concernant les nationalisations il précise du reste qu'à l'époque, le PSU aurait même rajouté quelques nationalisations : «nous citions même à l'époque Hachette, avec bien souvent désapprobation chez les militants Socialistes et Communistes à qui nous le disions.»[526]

Cette troisième partie du *Programme commun* est brève, avec seulement une vingtaine de pages. L'acceptation par les communistes du principe de l'alternance politique est un changement important par rapport aux textes antérieurs. Malgré la mise en cause de la V^{ème} République jugée liberticide, il n'y a pas de remise en cause des institutions. Le chapitre portant sur les libertés garantit l'exercice des libertés, qu'elles soient réelles ou formelles pour reprendre la distinction utilisée alors. Mais les communistes, tout au long de ces années 1970, doivent néanmoins gérer la contradiction qu'il y a à accorder son soutien aux démocraties populaires à l'est tout en acceptant le principe de la démocratie « bourgeoise » à l'ouest. Les événements qui se déroulent au Portugal en 1974 révéleront que le PCF ne peut éviter cette contradiction. Toutes ces ambiguïtés, la droite comme une partie de la gauche, sauront s'en emparer entre 1974 et 1978 (cf infra).

E) Quatrième Partie : « Contribuer à la paix et développer la coopération internationale »

Cette partie consacrée aux relations internationales est sensée être, a priori, la partie la

525 Que ce soit dans *Changer la Vie* ou dans *Changer de Cap* il n'est pas question une seule fois du groupe Hachette.

526 FJJ, base de données des débats.

plus conflictuelle pour les signataires et celle au sujet de laquelle leur positionnement est le plus attendu dans le cadre d'un programme politique intitulé « de gouvernement . » En effet, malgré un certain dégel, le monde vit toujours sous le régime de la Guerre Froide et les liens entre le PCF et l'URSS sont forts. Même si certaines tentatives d'émancipation, au moins verbales, se font jour depuis 1968 et l'invasion de la Tchécoslovaquie, il n'en reste pas moins vrai que toute attaque, toute critique formulée à l'égard de l'URSS peut être taxée d'anti-communisme ou d'anti-soviétisme par le PCF. Ce type d'accusation, très fréquente, contraint les socialistes à évoquer le sujet de manière explicite dans *Changer la vie.* Les socialistes y récusent la critique communiste en considérant qu'ils sont également capables de faire preuve d'analyse critique vis-à-vis des Américains.

> « Les socialistes, qui n'hésitent pas à dénoncer les desseins américains chaque fois que ceux-ci traduisent une stratégie de domination, ne peuvent davantage admettre que toute divergence avec la politique internationale de l'URSS ou la dénonciation de ses objectifs soient assimilés abusivement avec l'anti-soviétisme[527]»

Si l'adjectif « soviétique » est utilisé 7 fois dans *Changer la vie* il ne l'est pas une seule fois dans *Changer de cap.* Il n'est même pas fait référence une seule fois à l'URSS et au Pacte de Varsovie dans le programme des communistes en 1971. Même si les liens restent forts avec l'Union soviétique sans aucune condamnation réelle des atteintes au droits de l'homme (cf infra), l'URSS n'est plus un modèle. Il est tout juste question à deux reprises des « pays socialistes » dans *Changer de Cap mais* pour évoquer seulement la nécessité de relations et de coopérations internationales incluant tous les pays sans exclusives.

1) Les relations internationales et la Défense [528]

Le chapitre portant sur les questions de Défense nationale est très court. Il est guidé par le principe général énoncé qui repose sur le «respect de la charte des Nations Unies». Cela reprend ce qui était écrit dans les programmes socialiste et communiste. Dans *Changer la vie,* il est question de la politique extérieure d'un « gouvernement de gauche », expression utilisée 7 fois alors que dans *Changer de Cap* il est fait référence 43 fois à un « gouvernement démocratique[529]».

527 PS, *Changer la vie*, *op. cit.*, p. 198.
528 Chapitre I « Les relations internationales de la Franc e », Chapitre II « Le désarmement et la défense nationale . »
529 PCF, *Changer de cap*, *op. cit.*, p. 119.« La politique extérieure du gouvernement démocratique fondera

(Comparaison : armement nucléaire)

Changer de cap	**Changer la vie**	***Programme commun*.**
«Un gouvernement démocratique **renoncera à la force de frappe nucléaire et aux armements atomiques tactiques.**Cessant définitivement toute expérimentation des armements nucléaires, il mettra un terme à leur fabrication et entreprendra la liquidation des stocks existants. »	« Dès son accession au pouvoir, le gouvernement de gauche devra prendre la **décision d'interrompre la construction de la force de frappe.** Cela se traduira immédiatement par l'arrêt des expériences nucléaires[…]. La décision de renoncer à la force de frappe nationale étant prise, il restera à organiser la reconversion de l'industrie atomique. Le pays sera averti des problèmes posés par cette reconversion »	« Renonciation à la **force de frappe nucléaire stratégique** sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française; reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire. - Arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires. »

(Les termes ne sont pas en gras dans le texte initial)

Les différences entre les textes sont sensibles. En matière de défense chaque formulation a son importance. Le PCF annonce vouloir renoncer à tout armement nucléaire (tactique ou stratégique) et détruire les stocks alors que le PS se prononce uniquement pour l'interruption de la construction de la force de frappe, c'est à dire l'armement stratégique, sans mentionner la destruction de l'existant.

Les lois programmes de juillet 1960, adoptées au Parlement, puis celles de novembre 1964 actent les choix budgétaires pour la «Force Aérienne Stratégique» (FAS) avec les mirages IV, le système «Sol Sol Balistique Stratégique» (SSBS) sur le plateau d'Albion et la «Force Océanique Stratégique » (FOST), qui sont les trois composantes de la force nucléaire stratégique, appelé aussi force de frappe. Les budgets depuis 1966, et après que la France a quitté le commandement intégré de l'OTAN, assument également le déploiement d'un armement nucléaire tactique indépendant. Les signataires du *Programme commun* acceptent l'existence de l'armement nucléaire tactique. François Mitterrand se targuera en juillet 1977, d'avoir imposé la précision de *«stratégique»* dans le texte aux communistes[530] et donc l'acceptation de l'armement tactique. Jean Kanapa lors du CC des 29 et 30 juin 1972 indique que les négociateurs communistes de leur côté ont imposé le terme de «renonciation» et pas

son activité sur la stricte application de la loi internationale que constitue la Charte des Nations unies »

PS, *Changer la vie, op. cit.,* p. *183.*«La politique extérieure d'un gouvernement de gauche tendra, conformément à la Charte des Nations Unies, à assurer la sécurité collective. »

530 FJJ, base de données des débats, Comité directeur du PS, 23 juillet 1977.

seulement «interruption» de la force de frappe[531]. Mais le dirigeant communiste n'insiste pas sur l'acceptation de fait de l'armement nucléaire « tactique » par le PCF alors que ceux-ci avaient inscrit dans leur programme la renonciation pure et simple à l'armement nucléaire. La concession communiste est importante. En matière de service militaire communistes et socialistes se prononcent pour un service d'une durée de 6 mois ce qui n'était pas prévu dans leurs programmes.

(Comparaison : service militaire)

Changer de cap	**Changer la vie**	**Programme commun**
« *La totalité des forces armées sera issue de la conscription, à partir d'un service militaire universel, obligatoire et égal pour tous. Le type « armée de métier» sera exclu*. »	« *Sa durée doit pouvoir être réduite grâce au développement systématique des méthodes d'instruction accélérée, grâce à la généralisation des activités de préparation militaire. »*	*«Le service militaire, égal pour tous, sera d'une durée de six mois. Dans les limites fixées par la loi, les jeunes gens pourront choisir la date de leur incorporation en fonction des impératifs de leur emploi ou de leurs études….Toute orientation vers une armée de métier sera abandonnée*»

Le PCF accepte également le principe de la participation des forces françaises à un système de sécurité européen[532]. Cette acceptation n'est pas négligeable pour un parti qui avait résolument combattu tout projet de Communauté européenne de défense.

2) La question des alliances.[533]

Socialistes et communistes se prononcent en faveur de la dissolution du pacte de Varsovie et du traité de l'Atlantique Nord (ce qui conforme aux programmes des deux organisations) et en Europe sur le principe d'une « nouvelle organisation de sécurité », conséquence d'un traité européen. Mais il n'est pas question pour la France de se désengager du Pacte Atlantique comme cela était prévu dans *Changer de Cap*. C'est une concession majeure du PCF.

531 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, CC des 28 et 29 juin 1972, 4AV 1935-1938.

532 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, p. 172. Extrait «Dans la mesure où un système de sécurité collective européen l'impliquerait, des forces de l'armée française pourront y concourir. »

533 Chapitre « Sécurité européenne . »

(Comparaison : les alliances)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« La France ne doit pas être engagée dans un bloc militaire quel qu'il soit. Le nouveau gouvernement prendra donc des mesures visant à désengager la France du Pacte Atlantique (Traité de l'Atlantique-Nord),organisation politico-militaire aux fins agressives, dominée par les Etats-Unis […] Le gouvernement démocratique prendra des initiatives: pour le dépassement et la dissolution des blocs militaires existants et l'organisation de la sécurité collective entre tous les États européens »	« La dissolution simultanée du pacte de l'Atlantique et du pacte de Varsovie, ainsi que des alliances militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs« «Le gouvernement de la gauche...sans revenir sur la question de l'appartenance de la France à l'Alliance Atlantique. »	« Le gouvernement se prononcera pour la dissolution simultanée du traité de l'Atlantique Nord et du pacte de Varsovie »

(Comparaison : défense européenne)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
«Dès sa constitution, le gouvernement démocratique contribuera activement à la création d'un système de sécurité collective sanctionné par un Traité général européen de sécurité. »	« Institution en Europe d'un système de sécurité collective permettant un désarmement progressif »	«Le gouvernement prendra les initiatives nécessaires pour parvenir à un traité européen impliquant une nouvelle organisation de sécurité, à laquelle tous les Etats participant à la Conférence[534] pourront être partie prenante, à égalité de droits et de devoirs. »

Les communistes entérinent donc l'appartenance de la France au bloc militaire de l'Ouest et acceptent le principe d'une sécurité européenne. Jean Kanapa lors du CC du 29 juin 1972, indique pourtant que la direction du PCF ne se fait aucune « illusion sur le PS », sur sa « solidarité de classe avec la grande bourgeoisie et le capital » car le PS craint selon lui de se « retrouver seul face à un puissant mouvement ouvrier démocratique ». Il est difficile de savoir si ces propos, très durs à l'encontre du PS, reflètent réellement la pensée de la direction du PCF dans son ensemble ou bien s' ils s'adressent à une vieille garde soviétique au sein de la direction mais aussi à la base du Parti. Le fait que ces propos puissent être tenus témoigne pour le moins d'une réticence, voire d'une hostilité à l'encontre des socialistes dans le CC. Cette réticence d'une partie du CC à accepter la stratégie d'alliance avec les socialistes autour du *Programme commun* est confirmée par les propos de Georges Marchais lors du CC de septembre 1972 qui fustige l'existence d'un courant «*sectaire*» dans les rangs du Parti [535].

534 «*La Conférence des Etats pour la sécurité et la coopération en Europe. »*

535 AD de Seine-Saint-Denis,Archives sonores du CC, CC des 28-29 septembre 1972, 4AV /1942.

3) L'Europe [536]

Communistes et socialistes s'engagent vis-à-vis de la CEE à suivre un double objectif : à la fois la participation et la réorientation de la politique européenne (libérer l'Europe de la « domination du grand capital », « démocratiser ses institutions ») mais aussi la volonté de préserver sa «*liberté d'action*» afin de mettre en œuvre son propre programme. Si les communistes demandent une révision du *Traité de Rome*[537], ce n'est pas le cas des socialistes. Ces derniers estiment que cela n'est pas nécessaire, car le traité ne remet pas en cause l'extension du secteur public[538]. Pourtant, le traité n'envisage l'existence de services publics qu'en tant qu'exception aux règles du marché intérieur et de la concurrence (article 90,2). Dans le *Programme commun,* c'est la position socialiste qui est reprise :

> « Le gouvernement […] exercera librement le droit, du reste non limité par le Traité, de définir et d'étendre le secteur public de l'économie sur son territoire. »

En matière sociale, le *Programme commun* propose un aménagement des articles 117,118 et 121 du Traité en vue d'une harmonisation vers le haut des dispositions les plus favorables et de l'obtention pour tout travailleur des conditions sociales offertes dans le pays d'accueil[539]. Socialistes et communistes assignent également à l'Europe un rôle dans la défense de l'environnement[540]. La vision du PS s'impose, dans un texte relativement prudent.

4) Le rôle de la France sur la scène internationale [541]

L'analyse des socialistes et des communistes en ce qui concerne le Moyen-Orient est

536 Chapitre « La France et la communauté économique européenne . »

537 PCF, Changer de Cap,op. Cit.,p. 224.«Notre pays demandera une révision du Traité de Rome sur le Marché commun européen destinée à démocratiser les institutions de la Communauté économique européenne, dont le caractère technocratique facilite la domination des intérêts monopolistes. »

538 PS, *Changer la Vie, op. cit.,* p. 188.«Dans cet esprit, la gauche réaffirme sa résolution de ne se priver en rien de la possibilité d'étendre en France le secteur public, qui n'est du reste pas en cause dans le Traité de Rome »

539 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit.*, p 179. « La défense des intérêts des travailleurs appelle un aménagement des articles 117, 118 et 121 du Traité, en vue :-d'harmoniser les législations sociales nationales dans le sens d'un alignement sur les dispositions les plus favorables;- de garantir aux travailleurs exerçant leur profession hors de leur pays d'origine l'égalité de rémunération à travail égal, ainsi que la plénitude des droits existant sur place en matière d'emploi, de logement, de protection sociale et de libertés publiques (notamment syndicales). »

540 PCF, *Programme commu*n, op. cit. Extrait «la définition progressive des mesures propres à lutter efficacement contre les pollutions de toute nature et à protéger l'environnement»

541 Chapitre « Les conflits en cours et les reconnaissances d'États », Chapitre « DOM-TOM », Chapitre « La politique de coopération et d'aide au développement .»

proche. Dans le *Programme commun* est reconnu le respect du droit à la souveraineté de l'État d'Israël et également « les droits nationaux du peuple arabe de Palestine » formulation reprenant toute ou partie de *Changer la vie* ou de *Changer de Cap*.

(Comparaison : reconnaissance des États)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
«La reconnaissance des droits nationaux de tous les peuples de la région, y compris du peuple arabe de Palestine et du droit à l'existence de l'État d'Israël. »	« Reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité, ainsi que de toutes les autres nations du Moyen-Orient (en tant qu'États souverains) y compris la nation arabe de Palestine, qui choisira librement ses représentants. »	« Le gouvernement[...]s'efforcera de contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité au Proche-Orient, dans le respect du droit à l'existence et à la souveraineté de tous les États de la région, notamment de l'État d'Israël, ainsi que des droits nationaux du peuple arabe de Palestine. »

Au Vietnam, les reconnaissances des différents gouvernements telles qu'évoquées dans les différents programmes reflètent l'évolution du conflit[542]. Les communistes parviennent à intégrer la reconnaissance de la Corée du Nord dans le *Programme Commun* alors que cela n'est pas envisagée dans *Changer la Vie.*

(Comparaison : DOM-TOM)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
« La France reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des départements d'Outre-Mer et Territoires d' Outre-Mer. »	« Le gouvernement de la gauche ...reconnaîtra le droit des peuples de ces territoires et départements à l'autodétermination. »	« Le gouvernement reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des D. OM. et des TOM. »

Conformément à la position défendue par les communistes et les socialistes le *Programme commun* reconnaît donc le droit à « *l'autodétermination* » des peuples des D.O.M T.O.M., souhaitant ici prendre le contre-pied de la droite.

Le dernier chapitre du *Programme commun* porte sur « *la politique de coopération et d'aide au développement* . » Il est surtout question de la politique africaine de la France et de la suppression du Secrétariat à la présidence de la République[543] comme le prévoyait *Changer*

542 PCF, *Changer de Cap*, *op. cit.*,p. 225 « Le gouvernement français reconnaîtra la République démocratique du Vietnam et le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-vietnam, ainsi que le Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge. »
PS, *Changer la Vie*, *op. cit.*, *Extrait,* « La France reconnaîtra la République Démocratique du Vietnam du Nord et le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge. »
PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit*., Extrait «Il reconnaîtra la République Démocratique du Vietnam, la République Démocratique, Populaire de Corée et le gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge.

543 Frederic Turpin, *Jacques Foccart Dans l'ombre du pouvoir*, 2015, CNRS, 488 p. Jean Vigreux,

la vie et *Changer de Cap.*

(Comparaison : politique africaine)

Changer de cap	***Changer la Vie***	***Programme commun***
« Tout organisme parallèle agissant hors du contrôle du gouvernement et du Parlement, tel que le secrétariat de la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches, sera supprimé. »	« Le gouvernement…. supprimera le secrétariat de la présidence de la République pour les Affaires africaines et malgaches. »	« Seront, en outre, supprimés tous les organismes parallèles agissant hors du contrôle du gouvernement ou du Parlement, tel le Secrétariat à la Présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches. »

Le texte du Programme commun pour l'essentiel est adopté à l'issue des discussions entre communistes et socialistes. Mais la signature apposée par François Mitterrand, Robert Fabre et Georges Marchais sur le procès verbal de l'accord porte sur l'adoption du texte du 27 juin et l'Annexe souhaitée par les radicaux de gauche.[544]

F) L'*Annexe* au *Programme commun de gouvernement*

Communistes et socialistes précisent dans le préambule au *Programme commun* dans la version adoptée le 27 juin 1977, leur volonté de réunir d'autres *«partis et organisations démocratiques»,* invités à les rejoindre autour du programme. Jean Kanapa, lors du CC qui suit[545], indique que l'accord peut s'étendre à d'autres «*formations démocratiques*» - formulation utilisée par les communistes à l'époque pour désigner des formations situées à gauche sur l'échiquier politique. Finalement, seuls les radicaux minoritaires sous la direction de Robert Fabre apposeront le 12 juillet leur signature sur ce document[546] qui acte la naissance du *Programme commun*. Les Radicaux minoritaires rejoignent ainsi la stratégie d'union autour du texte adopté le 27 juin sans qu'il soit amendé, mais en obtenant l'ajout en fin de texte d'une *Annexe*. L'objectif assigné à cette *Annexe* est précisé dans l'Annexe elle-même. Il s'agit de « souligner quelques aspects relatifs à la mise en œuvre du Programme commun ». Il s'agit de « garanties » souhaitées par les radicaux. Trois parties structurent ces quelques lignes (moins

Histoire de la France Contemporaine, Croissance et contestations, Paris, 2014.

544 Annexe 5, document 3.

545 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, CC du 29 juin 1972.

546 Annexe 5, document 3.

de 2 pages). La première concerne « la place des travailleurs indépendants et des professions libérales » dont le rôle en matière d'équilibre face aux grands groupes et de création d'emplois est affirmé. Le deuxième point porte sur le rôle assigné aux futures nationalisations, qui devront répondre « aux nécessités de la croissance. » Cette mention n'apporte pas véritablement de précision étant donné que le *Programme commun* prévoit déjà une « croissance équilibrée au service du plus grand nombre» prenant appui sur «un large secteur public. » En réaffirmant cette nécessité dans cette Annexe, cela précise néanmoins les préoccupations des radicaux qui souhaitent au moins afficher aux yeux de l'opinion que les nationalisations ne sont pas acceptés par idéologie, mais doivent répondre à des exigences économiques et en l'occurrence à la croissance. Toujours au sujet de ces nationalisations, il est précisé dans ces deux pages que l'indemnisation des petits et des gros porteurs devra s'effectuer selon « des modalités différentes », alors que dans le chapitre portant sur cette question dans le texte il est déjà indiqué que « Le gouvernement démocratique déterminera les mesures destinées à protéger les intérêts des petits porteurs. » Il est enfin question de la nécessité d'une « saine politique financière et budgétaire.»[547] L'*Annexe* est censée servir de garantie en matière économique et financière pour un électorat plus centriste mais cela permet surtout aux radicaux minoritaires, autour de Robert Fabre, de justifier non pas tant l'adhésion au contenu du programme que l'union autour d'une dynamique politique, union appelée Union de la gauche dans les années qui suivent. Une rencontre a lieu le 12 juillet 1972 au matin au siège du PS, Cité Malesherbes entre socialistes et radicaux minoritaires, juste avant la rencontre prévue pour la signature à l'Hôtel Continental, lieu du rendez-vous fixé pour signer le *Programme commun de Gouvernement*[548]. Pour le PS les radicaux minoritaires présentent un intérêt essentiellement électoral. Une cinquantaine de circonscriptions sont réservées. Le PS souhaite associer coûte que coûte les radicaux en tant que force d'appoint, alors que le PS à ce moment-là, est toujours derrière les communistes d'un point de vue électoral. La présence de cette troisième composante permet également aux socialistes et aux communistes de ne pas se retrouver en tête-à-tête. Mais cela ne garantit pas aux radicaux d'être considérés à égalité. Même leurs partenaires les plus proches, c'est-à-dire les socialistes, savent leur rappeler qu'ils ne peuvent se comparer en terme de poids électoral avec les deux autres forces

547 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.*, p. 188.

548 Il y a une géographie du *Programme commun :* parmi les lieux il faut mentionner le domicile de François Mitterrand, les sièges des partis politiques, mais aussi les hôtels qui offrent de vastes espaces de réception pour les journalistes (ce qui n'est pas le cas Cité Malesherbes par exemple) et qui sont politiquement des endroits neutres. Cette géographie parisienne du *Programme commun* reste à écrire.

politiques. Au cours de la rencontre du 19 octobre 1972 d'après les notes prises à cette occasion par Jean Poperen[549], un des délégués des radicaux indique en parlant de sa formation « Nous ferons peut-être charnière », ce à quoi François Mitterrand répond sèchement en parlant « *d'appoint* ». Même devant les dirigeants communistes, les socialistes ne ménagent pas leur partenaire électoral privilégié, en les considérant avec cynisme.

Il n'y a pas dans le Programme commun de liste des premières mesures qui seraient prises si les signataires arrivaient au pouvoir. Ce qui est par contre le cas dans *Changer la vie.* Les socialistes proposent un préambule qui précise les premières mesures qui devraient être prises par un gouvernement de gauche. Intitulé « Mesures immédiates ou irréversibles »[550] cette partie de l'ouvrage donne toute une liste de ce que le « gouvernement de la gauche unie entreprendra et réalisera dans les premiers mois de son pouvoir[551]». Les socialistes considèrent en effet que le gouvernement doit répondre d'emblée à « l'attente populaire » par « une longue série de mesures préparées à l'avance. » Cette liste de 92 mesures qualifiées de mesures immédiates ou irréversibles reprend les mesures envisagées dans le programme mais les présente sous forme de catalogue en affirmant ainsi une volonté réformatrice forte[552]. Finalement le caractère « catalogue » est plus affirmé dans *Changer la Vie* que dans le *Programme commun*. Le *Programme commun* est un programme qui annonce le type de société envisagée sans réellement préciser ce que les électeurs obtiendraient précisément en votant pour les candidats s'en revendiquant.

G) Analyse lexicale [553]

Le *Programme commun* est le résultat de discussions entre des rédacteurs de *Changer la Vie* et *Changer de cap*. Du côté socialiste Jean-Pierre Chevènement, et du côté communiste Pierre Juquin et Jean Kanapa, qui avaient élaboré le programme de leurs organisations,

549 CHT Nantes : Archives de Jean Poperen, POPJ33 : *rencontre au sommet* du 19 octobre 1972.

550 Le titre de cette partie de l'ouvrage est surprenant. L'utilisation de la conjonction de coordination « ou » entre les deux qualificatifs « immédiat » et « irréversible » est surprenant.

551 *Changer la vie*, PS, op. cit., *p*. 38.

552 Ce catalogue préfigure les 101 propositions de François Mitterrand en 1981 qui propose un certain nombre de mesures radicales, dont beaucoup issues du programme de 1972 mais sans s'embarrasser de l'habillage programmatique propre au *Programme commun*.

553 Ghiglione Blanchet, *Analyse de contenu et contenus d'analyses*, Paris, Dunod, 1991, 151 p.

participent à la rédaction du *Programme commun*. Les trois textes partagent donc d'être des programmes politiques élaborés en partie par les mêmes rédacteurs, qui plus est à quelques mois d'intervalles. A travers la comparaison des mots utilisés, il s'agit d'essayer de mieux saisir la nature du compromis politique, parce que les mots écrits et non écrits engagent au présent et pour l'avenir dans un programme, car ils annoncent des actes, lesquels sont ou non accomplis. Ils traduisent également non seulement la perception ou l'état d'une société et l'analyse des changements à y apporter, mais aussi la force de la volonté politique qui pousse (ou non) à y procéder.

Afin de pouvoir comparer les trois textes ceux-ci ont été numérisés avant d'être analysé par un logiciel d'analyse sémantique.

Le style des trois textes [554] est argumentatif. Il s'agit de programmes politiques qui s'adressent à des lecteurs qu'il s'agit de convaincre afin de gagner de futures élections. Aussi environ 60 % des verbes sont factifs dans les trois programmes, ils expriment des actions.

Ce qui est appelé l'Univers de référence représente le contexte et chaque Univers regroupe les principaux substantifs du texte classés par thèmes. L'univers de référence «*Politique*» par exemple comprend des mots tels que « gouvernement », « parti politique ». Cet univers est le plus représenté comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessous ce qui n'est pas surprenant car les programmes sont des textes politiques, qui proposent des choix de société.

Univers de référence (occurrences)

***Changer de cap* (37292 mots)**	***Changer la vie* (53390 mots)**	***Programme commun* (25565 mots)**
Politique(654)	Politique (978)	Politique (463)
Finance (462)	Finance (623)	Finance (262)
Éducation (359)	Éducation (472)	Droit (244)
Entreprise (280)	Droit (338)	Éducation (200)
Droit (238)	Entreprise (302)	Entreprise (186)

Les principaux Univers de référence et leur hiérarchie se retrouvent de manière quasi

554 Le logiciel permet à travers les termes utilisés reconnus de mettre en évidence quatre styles possibles :
Argumentatif : qui discute, qui compare ou qui critique.
Narratif : qui raconte un récit, à un moment donné, en un certain lieu.
Enonciatif : qui établit un rapport d'influence, ou révèle un point de vue.
Descriptif : qui décrit quelque chose ou quelqu'un

identique entre les trois programmes. Les discours et les priorités politiques portés par ces textes sont très proches. La place occupée par l'univers « Droit »[555] est sensiblement plus importante dans le *Programme commun*. Quand on analyse l'histogramme de répartition des mots de cet univers dans l'ensemble du texte on s'aperçoit que cet Univers est surtout représenté dans la troisième partie du *Programme commun*, « Démocratiser les institutions garantir et développer les libertés. »

Cela tend à montrer que le texte est plus opérationnel que les précédents. Il s'inscrit plus dans une logique de conquête du pouvoir en s'adressant à une certaine population, cible du propos, à laquelle sont promis des changements à savoir une véritable rupture qui passe par l'obtention de nouveaux droits. C'est le travailleur qui est le destinataire du discours c'est à dire la cible du projet politique et non pas l'ouvrier, substantif qui n'est pas utilisé une seule fois dans le Programme commun. Le substantif « citoyen » est utilisé 10 fois [556]. Mais ce n'est pas la cible prioritaire du texte y compris pour l'école à laquelle est assignée la « triple mission de former le travailleur, le citoyen et l'homme. »

Travailleur et salarié (occurrences)

	Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
Travailleur	90	86	65
Salarié	25	28	11
Ouvrier	0	9	0

Le comptage présenté ci-dessous permet d'observer la disparition du substantif «*socialiste*» qui était le substantif le plus employé dans le programme du PS avec 148 occurrences et qui n'est pas utilisé une seule fois dans le *Programme commun*. Dans *Changer la Vie* ce terme est utilisé 28 fois dans la construction du nom propre «*Parti socialiste*», mais plus d'une centaine de fois autrement, ce qui indique bien que son usage dépasse la simple identification du Parti. L'importance accordée à ce terme démontre sans doute la gauchisation du discours du PS souhaitée par les rédacteurs de *Changer la Vie*, la nécessité d'ancrer le Parti à gauche, alors qu'à l'inverse le PCF qui prône un *Gouvernement démocratique d'Union Populaire*, hésite ou ne souhaite pas connoter politiquement son projet en n'utilisant le terme qu'une seule fois, pour parler des « pays socialistes ». Le programme communiste est bien une « étape » dans la voie vers le «socialisme»[557].

555 L'univers de référence Droit comprend les mots tels que droit, législation,contrat, réglementation.

556 Le terme de citoyen est utilisé 17 fois dans *Changer de Cap* et 31 fois dans *Changer la Vie*.

557 PCF, *Changer de cap*, *op. cit.* Extrait « La mise en œuvre du présent programme démocratique, d'un

Les substantifs les plus utilisés (occurrences)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
Entreprise (139 fois)	Socialiste (148 fois)	Gouvernement (91 fois)
Développement (118 fois)	Politique (149 fois)	Entreprise (89)
Gouvernement (116 fois)	Entreprise (142 fois)	Travailleur (65 fois)
Politique (109 fois)	Gouvernement (142 fois)	Politique (61 fois)
Travailleur (92 fois)	Etat (121 fois)	Développement (59 fois)
Besoin (91 fois)	Pouvoir (101 fois)	Etat (51 fois)
Etat (89 fois)	Développement (98 fois)	Mesure (50 fois)
Moyen (85 fois)	Pays (88 fois)	Moyen (49 fois)
Secteur (80 fois)	Travailleur (86 fois)	Gestion (49 fois)
Salarié (29 fois)	Salarié (28 fois)	Salarié (11 fois)

D'autres mots auxquels il aurait été possible de s'attendre sont également absent. C'est ainsi le cas avec l'adjectif «*gauche*» qui est utilisé de nombreuses fois dans *Changer la vie*, alors qu'il est quasiment absent dans *Changer de cap* et dans le *Programme commun.*

L'utilisation du terme de «gauche» (occurrences)

	Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
union de la gauche	0	6	1
de gauche	0	10	0
de la gauche	1	39	1
gouvernement de gauche	0	7	0

La seule fois où le terme de *« gauche »* est utilisée dans *Changer de cap,* il l'est en tant qu'adjectif et non pas en tant que substantif [558]. Dans l'introduction au *Programme commun* publié par le PCF aux Éditions sociales, Georges Marchais utilise ce terme quand il évoque la question du contrat de législature en reprenant mot pour mot un passage du programme.

> « Les partis qui s'engagent sur le programme commun s'engagent du même coup à s'opposer par le vote négatif de leurs élus à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité de gauche issue du suffrage

contenu économique et social avancé, marquera une étape de la marche de notre pays vers cette forme supérieure de société. »

558 PCF, *Changer de cap,op. cit.,*p. 118. « Se refusant à revenir aux errements de la IV[ème] République, sous laquelle l'absence de stabilité résultait de coalitions immorales entre une partie de la gauche et la droite, le gouvernement démocratique appliquera le programme approuvé par la majorité du peuple, bénéficiera du soutien actif des masses populaires et créera ainsi les conditions d'une action politique durable et efficace. »

universel. »[559]

Pour les verbes utilisés on peut observer entre les trois programmes une forte similitude.

Les verbes (occurrences)

***Changer de cap* (37292 mots)**	***Changer la vie* (53930 mots)**	***Programme commun* (25565 mots)**
Etre (334)	Etre (703)	Etre (145)
Devoir (125)	Devoir (282)	Avoir (70)
Pouvoir (102)	Pouvoir (205)	Assurer (63)
Permettre (82)	Avoir (149)	Devoir (60)
Assurer (80)	Permettre (200)	Pouvoir (52)
Avoir (71)	Faire (86)	Permettre (50)
Garantir (55)	Assurer (83)	Garantir (48)

Les verbes relatifs à la création par le sujet, le travailleur ou la salarié, comme «contribuer», «créer», «permettre», «accroître» sont peu utilisés. Il n'est pas véritablement fait appel à l'autonomie du « travailleur » auquel est tout d'abord proposé un cadre, un programme clé en main en quelque sorte. Le verbe «*assurer*» utilisé 62 fois garantit pae contre le sérieux du texte, son caractère protecteur. Cet aspect est donc plus marqué dans le *Programme commun* que dans les autres textes. Ce programme est plus pragmatique que les programmes socialiste et communiste. Il a pour objectif de garantir des droits en excluant toute analyse, tout débat idéologique.

Les adjectifs (occurrences)

Changer de cap	***Changer la vie***	***Programme commun***
Démocratique (185)	Nouveau (95)	National (69)
National (142)	Grand (90)	Social (60)
Social(103)	Economique (84)	Démocratique (53)
Nouveau (100)	Actuel (78)	Nouveau (50)
Grand (96)	National (78)	Economique (38)
Economique (86)	Public (76)	Grand (37)
Moyen (52)	Social (73)	Public (35)

Le comptage des occurrences de tel ou tel adjectif montre peut-être plus que les autres

559 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit.*, p. 154. «Le contrat de législature traduira l'accord politique entre les partis qui s'engageront à s'opposer par le vote négatif de leurs élus à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité de gauche issue du suffrage universel. »

catégories de mots les intentions qui ont animé les négociateurs communistes et socialistes. Ainsi « *démocratique* » est l'adjectif le plus utilisé dans *Changer de cap e*n étant même utilisé dès le sous-titre du programme [560]. En revanche, cet adjectif est très peu utilisé dans *Changer la vie* (en 21ème position avec 32 occurrences). Les communistes cherchent à tout prix à être crédibles en matière de démocratie alors que pour le PS, l'enjeu est ailleurs. Il s'agit d'incarner la nouveauté, le changement. Les trois adjectifs les plus utilisés dans le *Programme commun* reprennent les trois premiers utilisés dans *Changer de Cap*. Les négociateurs communistes impriment une nouvelle fois leur marque dans le vocabulaire utilisé.

La droite en tant que telle n'existe quasiment pas dans les trois programmes. Ce terme n'est utilisé qu'une seule fois dans *Changer de cap* et pas une seule fois dans *Changer la vie* ou dans le *Programme commun*. L'autre, l'adversaire politique est appelé autrement. Dans *Changer de cap* ou dans *Changer la vie,* il s'agit du « grand capital » expression utilisée respectivement 11 et 7 fois, ou des «monopoles» 17 et 18 fois. Dans le *Programme commun* l'autre n'est désigné qu'une seule fois, et ce dans le Préambule, il s'agit du « régime actuel ». Le *Programme commun* n'est pas un texte politique qui décrit une situation pour ensuite la critiquer et donc nommer des responsables, mais un texte d'action. C'est bien un programme de gouvernement.

En tant que fruit de négociations, le *Programme commun* reflète l'état des compromis passés. Il est le reflet à la fois des discours et de l'idéologie portés par chaque organisation mais aussi le reflet des stratégies des uns et des autres c'est à dire de leur degré de volonté d'aboutir à un accord quels que soient les renoncements à consentir. Les communistes font de larges concessions en matière institutionnelle et de politique européenne, mais obtiennent des satisfactions à propos des nationalisations. Au delà des compromis politiques, relatés dans les mémoires des acteurs de l'époque et passés au crible dans la presse, l'analyse sémantique permet de saisir qu'elle est l'organisation qui imprègne le plus sa marque au texte. Les négociateurs communistes et socialistes partagent des valeurs communes qui se retrouvent dans l'utilisation d'un vocabulaire commun. Mais le choix des termes indique que ce sont les communistes qui marquent le plus de leur empreinte le texte. Mais cette victoire ne passe pas forcément par le vocabulaire attendu. Ainsi la volonté partagée entre les deux organisations - plus encore par le PCF - d'être légitime sur la question des libertés relègue au second plan

560 Annexe 1, document 1.

toute volonté égalitariste. En effet, le terme « égalité » est utilisé seulement 7 fois contre 41 fois pour le terme « liberté ». Socialistes et communistes n'ont pas à prouver leur désir de justice sociale mais doivent se garder de toute accusation d'atteinte aux libertés. Le *Programme commun* n'est peut-être pas forcément le programme alors attendu par l'électorat socialiste et communiste.

En novembre 1972 les signataires se mettent d'accord pour ajouter un paragraphe oublié concernant la question des rapatriés. Dès novembre 1972 le *Programme commun* rentre dans une phase d'actualisation alors que la diffusion en livre de poche débute.

III – La diffusion non commune du *Programme commun*.

Le nom du programme devient très vite un slogan, et une accroche sur les affiches, les tracts, et lors des manifestations. Mais il est avant tout l'objet d'une publication sous forme de livre, un programme de près de 200 pages .

Chaque organisation politique (PCF, PS, MRG) édite le programme dans les semaines qui suivent la signature. Il n'y a pas d'édition commune. Il semblerait que cela n'ait jamais été envisagé. Du côté communiste lors du CC du 29 juin 1972, deux jours après l'accord, Lucien Sève directeur des Éditions sociales se prononce pour une édition et une diffusion indépendante de chacun des deux partis et souhaite que cela se fasse rapidement afin que le programme soit disponible à la fête de *l'Humanité* en septembre.

> «Une question se pose, me semble-t-il, c'est celle de la méthode la meilleure pour faire connaître, approuver et prendre en mains le Programme commun dans les plus larges masses et dans l'esprit voulu. Deux formules sont théoriquement concevables: soit une édition et une diffusion communes, soit une édition faite par chaque parti et une émulation dans la diffusion. Je veux dire qu'en ce qui me concerne, ma préférence va nettement à la deuxième formule, c'est-à-dire celle d'une édition indépendante, qui suppose seulement que nous nous mettions d'accord avec le Parti socialiste à ce sujet. Car nous avons un programme commun, mais tout montre que nos deux partis n'ont pas du tout la même conception de la signification et de l'importance de ce programme commun. Comment, pour prendre un exemple concret, pourrions-nous imaginer une édition du Programme commun qui serait successivement présentée par François Mitterrand et par Georges Marchais, en deux préfaces dont il est bien clair qu'elles donneraient des appréciations profondément différentes de la nature et de la portée de ce programme ? »[561]

561 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, 4 AV 1938.

Cette intervention met en évidence l'impossibilité d'envisager une édition commune sans présentation des deux leaders. Or cela semble inconcevable pour les membres du CC. Georges Marchais propose au CC d'approuver cette démarche et entérine par ailleurs la fin de *Changer de cap,* car selon lui le *Programme commun* doit passer avant le programme du parti pour des considérations unitaires : « celui qui sera le plus fidèle, le plus unitaire, celui-là gagnera »[562] .

Chaque organisation signataire va éditer le *Programme commun* sous forme d'un livre de poche. Les communistes sont les premiers à se lancer dans la diffusion du programme.

A) L'édition communiste

A l'issue du comité central des 29 et 30 juin 1972, en effet, le PCF indique qu'il va se lancer dans une «*intense campagne*» pour faire connaître le nouveau programme que le Parti considère dès lors comme sien. Il va demander à son appareil militant de se lancer entièrement dans la diffusion d'un nouvel ouvrage quelques semaines après lui avoir demandé de faire la promotion du programme du Parti. Une note des RG précise a priori les conditions d'impression[563]. L'imprimerie *Paris Province Impression de Bagnolet* (PPI) sous-traite avec l'imprimerie *Bussière* à Saint-Amand-Montrond dans le Cher, imprimerie qui avait déjà été choisie pour l'édition de *Changer de cap*. Les directeurs, sans être eux-même membres du Parti, offrent des conditions financières avantageuses. Entre 1972 et 1978, Lucien Sève est à la fois directeur des Éditions sociales et membre du CC. Interrogé en avril 2014 sur la politique du PCF concernant l'effort de popularisation du *Programme commun* il confirme la forte volonté du Parti de se lancer dans une diffusion massive du livre en format de poche ne passant donc pas par le seul canal militant.

562 AD de Seine-Saint-Denis, archives sonores du comité central, comité central du 29 juin 1972, CD N°4.

563 AN, 20070670 article 96, note des Renseignements Généraux (RG) du 18 décembre 1974. « Initialement fixé à 800 000 exemplaires le tirage du livre « le parti communiste propose » (qui reproduit le rapport présenté par M Georges Marchais devant le XXI congrès et la résolution finale) vient d'être porté à 1 110 0000 exemplaires. Dans les semaines à venir un nouvel effort de diffusion va donc être demandé aux fédérations du Parti. L'impression du livre a été confiée à l'imprimerie «paris province impression » imprimerie du Parti de Bagnolet qui elle même a passé un contrat de sous traitance avec l'imprimerie *Bussière* de Saint-Amand-Montrond. Cette entreprise dont les directeurs n'ont aucune attache avec le Parti avait déjà été chargée d'imprimer *Changer de Cap* et *Programme commun*. Les communistes y trouvent en effet des conditions financières avantageuses». La vente de chaque exemplaire (3 francs) rapportera 2 francs au parti ».

> « Bien que la diffusion militante ait été de très loin la forme principale de diffusion du Programme commun, le livre a été vendu aussi en librairie, y compris dans le réseau Hachette des bibliothèques de gare et autres. Les Éditions sociales ont fait paraître des encarts publicitaires payants dans la grande presse. Nous tenions beaucoup à ce que les libraires ne puissent pas nous faire grief de les laisser à l'écart de cette diffusion de masse. »

Le premier encart publicitaire paraît dans *Le Monde* daté du 1er septembre 1972, en première page[564]. Il est précisé que 500 000 exemplaires ont déjà été commandés et que l'ouvrage est en vente dans toutes les librairies. Mais il n'y a pas de publicité dans l'ensemble de la presse : aucun encart publicitaire dans le *nouvel Observateur* des mois de septembre et octobre ni dans le quotidien *Combat* du mois de septembre. Le BP du 7 septembre 1972[565]décide de « reprendre à une grande échelle la campagne du Parti pour le programme commun et la diffusion du livre » ainsi que la tenue « d'assemblées-débats ». Le Secrétariat du 14 septembre 1972 charge René Piquet [566]d'animer un « petit collectif pour la diffusion du Programme commun ». La volonté de popularisation du contenu du texte est forte chez les communistes qui tentent de se tourner en direction de toutes les couches de la population. Le *Programme commun* est résumé en différentes brochures destinées chacune à une catégorie de la population. Le BP du 11 septembre propose que soient examinées les possibilités d'édition d'une brochure populaire sur le thème « Chrétiens - programme commun et union-populaire » et que soient encouragées « les rencontres entre militants communistes et chrétiens pour discuter du programme commun ». Le Secrétariat du 24 octobre 1972 propose la tenue d'une conférence de presse sur le thème, « Ce que le programme commun apporterait aux travailleurs immigrés et à leurs familles » et désigne André Vieuguet [567] pour s'en occuper.

Le 11 octobre 1972 les secrétaires des fédérations du PCF sont réunis pour faire le point sur la diffusion du livre. André Vieuguet fait part de fortes disparités dans la vente du livre puisque la moitié des exemplaires vendus l'ont été dans 9 départements. René Piquet déclare à cette occasion qu'il n'y a aucune volonté d'écraser le PS à travers ces diffusions massives, affirmant même dans une déclaration très unitaire :

564 Annexe 6, document 1.

565 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD : 2 NUM 4, relevé de décisions du BP du 7 septembre 1972.

566 René Piquet (PCF) : membre du BP et du Secrétariat.

567 André Vieuguet (PCF) : suppléant au CC en 1959, titulaire en 1964, suppléant au BP et au SG en 1967, membre titulaire du BP et du Secrétariat en1970. En charge à l'issue de ce congrès au sein des organes dirigeants du PCF de l'organisation du Parti.

> « Il y a des changements, de profondes mutations en cours. On pense maintenant en fonction de l'Union de la gauche et non plus seulement en terme de communistes, de socialistes ou de radicaux, seuls, et ces changements sont très positifs. »[568]

La volonté unitaire de la direction du Parti est très forte. Dans son relevé de décision du 17 octobre 1972 le Secrétariat demande que le Parti participe au courant unitaire : « Rechercher toutes les initiatives possibles. Rappeler que, par leur action unie, toutes les formations de gauche progresseront »[569]. Le PCF accepte et utilise à ce moment là le concept de gauche, adopte ce vocabulaire. Constatant sans doute un scepticisme à ce sujet au sein de l'appareil, la direction communiste considère que loin d'affaiblir le Parti celui-ci tirera profit de cette volonté unitaire et que la diffusion du programme doit se faire par l'intermédiaire de «milliers de débats» et «une grande impulsion à la diffusion du livre de poche . » Le BP du 19 octobre indique qu'il faut orienter la propagande du Parti « y compris dans L'Humanité et la presse communiste en général afin de souligner ce qu'apportera la réalisation du programme commun. »

Le 26 octobre 1972[570], le CC se penche sur la question de la diffusion du programme. Lucien Lanternier pour les Hauts-de-Seine indique que 21 300 exemplaires ont été vendus et que l'objectif est de 70 000. Lucien Mathey précise que pour la Seine-Saint-Denis 25 000 exemplaires ont déjà été écoulés. A la tête du PCF, l'effort de propagande est bien résolument tourné vers la popularisation du contenu du *Programme commun*. Le Secrétariat du 14 novembre 1972 réitère la nécessité de l'application de la ligne unitaire du Parti, en impulsant « les actions unies avec les organisations de gauche» et le « développement du travail du Parti dans les masses, notamment pour la popularisation du programme ». Concernant les socialistes, la direction communiste indique qu'il ne peut y avoir de polémique avec le PS «sans une décision de la direction du Parti ». Les doutes quant à la réelle volonté réformatrice du PS qui avaient été évoqués lors du CC de juin 1972 ne sont pas mis en avant.

Lucien Sève évoque dans son témoignage une «diffusion totale de l'ordre de 1 100 000 exemplaires, la librairie comptant pour environ cent mille sur ce total. » Mais selon lui ce chiffre n'a pas donné lieu véritablement à des gains financiers importants pour les Éditions sociales. Car les rentrées d'argent ont été moins importantes que prévues (en cause, une

568 *Le Monde*, 13 octobre 1972.
569 AD de Seine-Sant-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, CD 2 NUM 5, Secrétariat du 17 octobre 1972.
570 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, Comité central 26 octobre 1972, 4AV/1945 à 1951.

mauvaise gestion et le fait que seulement 2 F sur le prix de vente qui était de 6 F revenait à l'éditeur). Par contre toujours selon lui cela a permis aux Éditions sociales de connaître alors un gain en notoriété « considérable ».

L'édition communiste est précédée d'une introduction de Georges Marchais qui définit le PCF comme « l'avant garde de l'Union populaire » considérée comme une nécessité pour que triomphe le programme commun. Lucien Sève revient sur cette préface critiquée à l'époque par le PS.

> «La préface de Georges Marchais n'a pas fait débat du côté communiste – on ne discutait pas un texte du Secrétaire général... En revanche je crois me rappeler qu'elle a fait quelques remous du côté socialiste. »

Cette préface est effectivement critiquée du côté socialiste. François Mitterrand le 19 octobre 1972, à la fin de la réunion au sommet invoque le contenu de cette préface. D'après les notes prises par Jean Poperen[571] au cours de cette rencontre, François Mitterrand en fin de réunion cite une liste des contentieux entre PCF et PS dont la notion d' «*Union populaire*» développée par Georges Marchais dans l'introduction, notion qui ne peut selon François Mitterrand être considérée comme un sigle commun. Georges Marchais du reste en convient. Le communiqué attestant de la ratification du *Programme commun* signé par Georges Marchais, François Mitterrand et Robert Fabre est reproduit en une de *L'Humanité* le 13 juillet 1972, en même temps que la photo des trois leaders[572]. Cette reproduction du communiqué signé sert de preuve écrite. La seule qui vaille en quelque sorte pour les lecteurs du journal. Selon Pierre Juquin, cet attachement à l'écrit comme évoqué précédemment est culturel, mais par rapport aux socialistes cela s'explique également par la méfiance à l'égard de leur sincérité :

> «Nous avions à l'égard des socialistes, construit historiquement une méfiance extrême. Par conséquent nous pensions qu'un traité précis chiffré, présenté devant les français, était un engagement qui donnait des certitudes. »[573]

Localement, le programme du Parti n'est pas obligatoirement abandonné tout de suite. Dans l'Isère, Paul Rochas [574], secrétaire fédéral, adresse un courrier aux directions de sections et aux membres du Comité Fédéral le 25 juillet 1972. Il demande que soit poursuivie la diffusion du programme du PCF, c'est-à-dire « l'activité propre du Parti » et son «activité indépendante. » Cette stratégie est présentée comme la «condition décisive [...]pour que le programme

571 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 33.
572 Annexe 5, document 3.
573 Pierre Juquin : interviewé le 9 mars 2013.
574 Suppléant au CC en 1970, titulaire après le 22e congrès à L'Ile-Saint-Denis, 4 - 8 février 1976

commun triomphe et l'union populaire connaisse un développement impétueux ». Il est donc demandé aux sections de commander dès maintenant 3000 exemplaires du *Programme commun,* mais aussi de préciser le nombre d'exemplaires qu'elles souhaitent de *Changer de Cap*. La fédération du PCF de l'Isère, au moins au cours de l'été 1972, s'engage donc toujours dans la poursuite de la diffusion de *Changer de Cap* en même temps qu'elle se lance dans la bataille de la diffusion du *Programme commun*. Paul Rochas se justifie en indiquant que « la volonté de renforcer les positions du Parti n'est nullement une conception étroite de la lutte pour le programme commun. »

Mais lors du CC de septembre 1972[575], Georges Marchais dénonce l'attitude de certains membres du CC qui refusent des conférences communes avec les partenaires. Georges Marchais critique même la formule souvent employée au sein du Parti, d'activité indépendante:

> «Ici se pose une question, celle de l'activité indépendante. La formule est juste mais je me demande s'il faut continuer à l'utiliser. »

Georges Marchais critique ainsi la formulation utilisée par un premier secrétaire fédéral comme Paul Rochas. La volonté d'apparaître le plus unitaire possible n'est pas totalement comprise ou du moins acceptée par l'appareil communiste dans les fédérations durant les premiers mois qui suivent la signature du programme, d'où certaines réticences à se lancer dans la diffusion d'un programme partagé avec les socialistes et donc l'abandon par les militants de leur propre programme, *Changer de Cap*. Le centralisme démocratique permet néanmoins à la direction de faire parler l'appareil d'une seule voix. Les communistes se lancent alors à corps perdu dans la bataille de propagande du *Programme commun*.

B) Les autres éditions

En terme de diffusion du texte, la stratégie socialiste est différente. Le PS décide en effet dans un premier temps de mener de front la poursuite de la diffusion de son propre programme et du *Programme commun*. Les socialistes procèdent à deux éditions du Programme commun. La première édition est imprimée pour le compte du PS chez

575 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, comité central 28-28 septembre 1972, 4AV/1939-1944.

Flammarion en intégrant dans l'ouvrage également *Changer la vie*[576]. Le *Monde* du 18 octobre 1972[577], rend compte de cette parution en invoquant l'ambiguïté née de la page de couverture de la première édition. Le journaliste ironise en indiquant « qu'un rapide coup d'oeil sur la jaquette du volume » laisse croire qu'il s'agit seulement d'une nouvelle édition de *Changer la vie*, mais finalement, pour « un franc de plus » l'acheteur peut se procurer à la fois le programme du PS et le Programme commun. Le PS pour cette première version ne reprend pas le titre exact du programme puisque celui-ci est appelé «Programme commun de la gauche». Les socialistes misent bien sur une stratégie politique prenant appui sur un texte commun, mais tentent en plus d'inscrire ce texte dans le cadre d'un affrontement droite-gauche qu'ils revendiquent en quelque sorte. Cette première édition socialiste n'est pas précédée d'une présentation par le premier secrétaire du Programme commun à l'instar de l'édition communiste, car la « présentation » annoncée sur la couverture reprend le texte de présentation de *Changer la vie* par François Mitterrand. Une deuxième version éditée au 1er trimestre 1973[578] reprend le titre exact du programme. La typographie et la mise en page de la couverture sont identiques si l'on compare *Changer la Vie* aux deux versions éditées par le PS du *Programme commun*. Le logo la « rose et le poing » est au centre de la couverture affirmant l'identité socialiste du programme. Le PS ne souhaite pas se fondre dans une identité commune à travers le *Programme commun*. Le PS ne met pas de côté son propre programme *Changer la vie* à partir de juillet 1972. Ce titre devient même un slogan qui accompagne la mention de *Programme commun* sur bon nombre d'affiches socialistes a contrario de *Changer de cap* qui disparaît très vite de la propagande communiste[579].

Dans la seconde édition, un paragraphe intitulé «Du programme commun socialiste au programme commun» revient sur les discussions ayant abouti au texte. Cette introduction traduit l'interprétation qui est celle du PS du *Programme commun*. Le terme de «*gauche*» est utilisé de nombreuses fois dans cette introduction et il est question à ce sujet de ceux qui pourraient rejoindre le *Programme commun*, c'est-à-dire ceux qui « préfèrent la gauche au parti conservateur ». En 1972, le PS envisage que d'autres forces puissent rejoindre les signataires.

Il est difficile en l'état actuel des archives de connaître les chiffres de vente par les éditions Flammarion du *Programme commun,* et dans quelle mesure les militants socialistes

576 Annexe 1, document 4.
577 *Le Monde*, 18 octobre 1972.
578 Annexe 1, document 5.
579 Annexe 8

s'investissent dans cet effort. L'appareil militant socialiste a-t-il véritablement été mis à contribution ? Quel a été le nombre d'exemplaires diffusé par les militants ? Ce programme a-t-il été plus vendu ou diffusé que *Changer la Vie* ? Ces questions restent malheureusement sans réponse à l'issue de ce travail de recherche. Interviewé en 2009, Jean-Pierre Cot résume peut-être en forçant le trait a posteriori l'état d'esprit qui est alors celui des militants socialistes.

> «En Savoie on ne brandissait pas le Programme commun comme un petit livre rouge. Mais les cultures politiques sont différentes. »

Lors de la réunion au sommet du 19 octobre 1972 [580], Jean Filippi pour les radicaux indique que son mouvement fera éditer « un résumé du programme ».Cette version sort au cours du premier trimestre 1973 avec, comme cela est annoncé en couverture, des «extraits significatifs» du *Programme commun*[581]. Selon les radicaux, cet ouvrage s'intègre dans la volonté d'informer, mais tout lecteur qui souhaite «*approfondir les détails*» doit se référer au «*manifeste de son choix*», faisant ainsi référence aux éditions communiste et socialiste. Les deux autres composantes ayant édité leur propre version, il était peut-être difficile pour les Radicaux de Gauche d'être les seuls à ne pas éditer eux aussi le programme. Mais ils le font sans rééditer l'intégralité du texte. Deux anciens ministres, Henri Caillavet [582] et Maurice Faure [583] justifient leur ralliement au texte. Le premier indique être à l'initiative de l'*Annexe* parce que les radicaux de gauche sont des libéraux qui «reconnaissent l'inestimable valeur de l'initiative personnelle et de la propriété privée ». Maurice Faure justifie l'alliance avec les communistes en indiquant que les communistes pèsent 20 % du corps électoral mais ne sont pas une « menace » et que tout les rattache «à l'Europe et à l'Occident». Robert Fabre, en tant que président des radicaux de gauche, évoque le Socialisme humaniste auquel aspire sa formation[584]. Il insiste par ailleurs sur le fait que la reconnaissance par le PCF de la Communauté européenne est un « *fait essentiel ».* Sans avoir de chiffres précis fournis par les sources, il est néanmoins possible de supposer que l'ouvrage n'a pas connu une forte diffusion. Ceux qui souhaitaient lire le programme n'achetaient pas le programme résumé, et par ailleurs l'ouvrage édité par les radicaux est finalement l'édition la plus partisane des trois éditions.

---

580 CHT Nantes, fonds Poperen, POPJ33

581 *Le Mouvement des radicaux de gauche: extraits significatifs du "Programme commun",* Robert Fabre, Henri Caillavet, Maurice Faure, 1973. *Paris*, Presses Pocket. (Annexe 1, document 6)

582 Ancien ministre, sénateur et vice président du Mouvement des Radicaux de Gauche.

583 Ancien ministre, Député du Lot, Ancien Président du Parti Radical Socialiste.

584 Le congrès constitutif des radicaux de gauche a lieu le 1er décembre 1973.

Conclusion de la première partie

Le *Programme commun de gouvernement* est le résultat d'une longue genèse. C'est la première fois dans l'histoire de la gauche au XX[ème] siècle que socialistes et communistes s'entendent sur un texte de cette nature, c'est-à-dire un texte abordant tous les aspects d'une société, en vue de gouverner ensemble. Le nom même de *Programme commun* renvoie à une histoire des programmes de la gauche. Claire Andrieu[585] parle des « quatre programmes communs de gouvernement de la France contemporaine », datés de 1849, 1936, 1944 et 1972.

La presse établit un lien avec 1936 au lendemain de l'accord. Dans son édition du 28 juin 1972, *Le Monde* évoque le pacte de 1934 entre communistes et socialistes. Ce pacte d'unité d'action, proposé à l'origine par les communistes, est finalement conclu le 27 juillet 1934 et précède de deux ans la victoire du Front Populaire. Un comité de coordination commun chargé de définir les manifestations communes se met en place. Ce comité chargé d'organiser notamment la manifestation du 14 juillet 1935, se transforme en *Comité national du rassemblement populaire*. Si en 1936 le PCF, la SFIO et le Parti Radical au sein de ce comité[586] (c'est-à-dire finalement les trois tendances de la gauche que l'on retrouve en 1972) s'entendent sur un programme[587] publié le 11 janvier 1936, il s'agit plus en fait d'une déclaration que d'un véritable texte programmatique[588] et chaque organisation se présente au premier tour des élections législatives avec son propre programme. Le PCF mène campagne pour le «*pain, la paix, la liberté*»[589]. Pour Léon Blum [590] qui dirige alors la SFIO, chaque

585 Claire Andrieu, *Le programme commun de la Résistance*, Paris, Les Éditions de l'Erudit, 1984.

586 *Le Comité National de Rassemblement* regroupe: La Ligue des droits de l'homme, Le comité de vigilance des intellectuels Antifascistes, Le Comité mondial contre le fascisme et la Guerre, le Mouvement d'action Combattante, Le Parti Républicain Radical et Radical Socialiste, la SFIO, le PCF, Union Socialiste et Républicaine, La Confédération Générale du Travail (CGT), la Confédération Générale Unitaire (CGTU).

587 *L'Humanité*, *Le Populaire*, 11 janvier 1936.

588 Frédéric Monnier, « Le Front populaire », dans Jean-Jacques Becker, Gilles Candar, *Histoire des gauches en France*, *op. cit.*

589 *L'Humanité*, 25 avril 1936.

590 *Le Populaire*, 11 janvier 1936.

organisation conserve son programme pour le premier tour et se rassemble au second tour sur le candidat se réclamant du programme du Front Populaire sans pour autant être obligé d'abandonner le programme propre du Parti.

> « Le Parti [...]conserve intact son programme général de doctrine et d'action [...]il se présentera dans quelques mois comme il l'a toujours fait avec son propre programme arrêté par le conseil national du 2 février» (1935). »

Enfin pour qualifier le programme adopté il utilise plusieurs formules dont celle de « programme commun de majorité[591] ».

En 1943, le *Programme du CNR (*Conseil National de la Résistance)*[592]* est adopté dans la clandestinité à l'unanimité des membres et publié en 1944. C'est un programme plus ambitieux socialement que le programme de 1936 avec un rassemblement plus large.

En 1972, le programme signé va au-delà. Il s'inscrit dans la bipolarisation de la vie politique induite par la V^{ème} République. Il entérine l'affrontement droite-gauche souhaité par le PS mais craint par le PCF qui n'utilise que très rarement le vocable de « gauche », préférant défendre l'idée plus large d'Union populaire. Cet accord de 1972 est historique car c'est le seul exemple d'un accord programmatique en vue de gouverner ensemble entre communistes et socialistes réunis depuis 1920. Voulu par les communistes dès 1964, il est signé en 1972, après la réunification d'une grande partie de la famille socialiste à Épinay.

Le programme propose une rupture économique par les nationalisations et en partie sociale par un certain nombre de mesures mais se moule dans les institutions de la V^{ème} République, accepte le fait européen et ne remet pas en cause l'appartenance à l'Alliance Atlantique. Il ne s'agit pas véritablement d'un catalogue car les mesures précises sont peu nombreuses. C'est du reste un des reproches formulés à son encontre par une partie de la gauche notamment le PSU. En matière de mesures sociales par exemple, il n'y a pas de valeur du SMIC annoncé (même sil il est indiqué qu'aucun salaire ne devrait être inférieur à 1000 francs), et pour ce qui est de la retraite si les droits à la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 pour les hommes sont garantis, rien n'est indiqué concernant le nombre d'annuités nécessaires, et le mode de calcul. Il est également reproché au *Programme commun* ne pas proposer de calendrier, de ne pas finalement être assez précis. Pourtant cela n'empêche pas François Mitterrand d'user de la formule « les 1000 francs, les 40 heures, les 60ans » dans ces

591 Editorial de Léon Blum dans le Populaire du 11 janvier 1935. Extrait « Programme de second tour, programme commun de majorité, programme de gouvernement c'est ainsi que se caractérise à mes yeux le Programme du Front Populaie. »

592 Appelé d'abord *Programme d'action de la Résistanc*e.

meetings en 1973 comme en témoigne Pierre Joxe.[593]. Il n'y a que pour les 40 heures que le programme correspond véritablement au slogan de François Mitterrand (« La durée effective du travail sera ramenée à quarante heures en cinq jours pour l'ensemble des salariés avec maintien intégral du salaire »). Dans *Changer la Vie,* la liste des mesures annoncées est finalement plus importante. Les 92 mesures annoncées dans *Changer la Vie*[594] sont dites en plus immédiates et irréversibles. A travers un certain nombre de propositions, dont la fin des agences d'intérim ou des grandes surfaces pour ne prendre que ces deux exemples, *Changer la Vie* est même bien plus radical dans sa remise en cause du système économique.

Le *Programme commun* décline un projet de société en abordant la totalité des sujets mais n'annonce que peu de mesures précises qui sont très souvent en retrait par rapport au contenu du contenu de *Changer de Cap* et de *Changer la Vie*. Le compromis ne s'est pas réalisé à travers une surenchère. Il n'y a pas à proprement parler de vainqueur en matière de contenu car le texte est le fruit d'un compromis équilibré, mais il est le reflet d'une victoire culturelle du PCF, à travers le vocabulaire utilisé. Pendant 6 ans ce texte ne reste pas un simple programme mais devient un slogan de ralliement, un marqueur d'appartenance à une maison commune pour ceux qui partagent l'espoir porté par le projet de société, et un ouvrage publié au format livre de poche chez trois éditeurs différents.

Même si finalement la gauche du *Programme commun* perd les élections nationales entre 1973 et 1978, le texte impose les termes du débat politique au point qu'il soit possible de parler de *moment Programme commun.*

593 Pierre Joxe, *Pourquoi Mitterrand ?*, Philippe Rey, 2006, p. 205
594 PS, *Changer la Vie*, *op. cit*., p. 35.

DEUXIÈME PARTIE

Le *moment Programme commun*

Introduction de la deuxième partie

En juin-juillet 1972, c'est la première fois, dans l'histoire de la gauche au XX^{ème} siècle, que socialistes et communistes s'entendent sur un texte dans la perspective de gouverner ensemble. Et c'est par rapport à cet accord que partis politiques et syndicats se positionnent dans les jours ou semaines qui suivent. L'enjeu consiste bien à prendre le pouvoir pour y appliquer tout ou partie du Programme. Dans le journal *Combat* du 28 juin 1972, au lendemain de l'accord entre communistes et socialistes, François Fonvieille Alquier invite les signataires à pratiquer entre eux la «*fraternité*», condition *sine qua non* pour parvenir à la victoire. Qu'en est-il tout au long de ces années ? Sans parler d'union ou d'unification qui aurait effacé le congrès de Tours de 1920, jusqu'où cela scelle-t-il cette alliance ? Le *moment Programme commun* correspond-t-il à un effacement des partis au profit de l'alliance dont le texte est le ciment ? Le Programme est-il seulement partagé comme cela est suggéré dans le Préambule?

Comme en 1936, la question de la création d'une structure commune se pose très vite en 1972. Un *Comité de liaison* est créé dès octobre 1972. Mais quelles sont les marges de manœuvre pour cette structure commune en terme d'actions ? Y a-t-il autonomie de décision par rapport aux mandats de chaque organisation ? Qu'en est-il à l'échelle des départements ? Y a-t-il des actions communes ? Dans les entreprises, lors des manifestations, jusqu'où va l'Union ?

Ce texte rassembleur contraint les autres forces de gauche à se positionner. Mais après le ralliement des radicaux minoritaires, aucune autre force politique de gauche ne rejoint l'union autour du *Programme commun* entre 1972 et 1977*,* ce qui ne signifie pas qu'elles s'en désintéressent et qu'elles n'aient pas exclu pour certaines d'entre elles toute volonté de rejoindre l'alliance.

Pas de désintérêt non plus du côté de la droite, qui tente avant même la signature de faire capoter l'alliance via un référendum sur l'Europe, et qui après la signature va tenter non sans difficulté néanmoins de proposer un contre-programme commun. Les élections législatives ont lieu en mars 1973 et servent de test quant à la validité programmatique mais aussi électorale de l'alliance. Elles permettent de mesurer l'existence ou pas d'une dynamique politique en faveur des signataires. Certains sondages et études d'opinion, mais également l'opération de propagande «Les cahiers de la misère et de l'espoir» initiée par le PCF en 1977,

peuvent permettre de mesurer la perception du texte en tant que solution politique.

I – Les réactions à l'accord puis à la signature du *Programme commun*

A) Les réactions dans la presse.

Les réactions sont nombreuses suite à l'accord. Dès les 28 et 29 juin, avant même la ratification prévue en juillet par les instances dirigeantes du PS et du PCF et donc avant la véritable signature qui n'a lieu que le 12 juillet, la presse donne un large écho à l'événement et les éditorialistes considèrent que par l'accord du 27 juin le texte est déjà signé [595].Tous les commentateurs considèrent qu'il s'agit d'un événement politique majeur. Dans son éditorial du 29 juin, le journaliste du *Monde*[596] parle d'une date historique, la plus importante selon lui pour la gauche depuis la scission au congrès de Tours le 30 décembre 1920. L'événement justifie la publication dans son intégralité du texte. Pour l'éditorialiste, l'essentiel ne réside pas dans le contenu de tel ou tel chapitre mais dans le fait capital, selon lui, que ce contrat existe car il «ranime» et «modifie» la vie politique. Comme son confrère dans l'édition du *Monde* de la veille, il établit un lien avec le Front populaire en indiquant que le programme est néanmoins « plus complet et plus positif». Raymond Barillon toujours dans *Le Monde* du 28 juin souligne qu'une ambiguïté subsiste néanmoins dans la mesure où le programme annonce la nationalisation de « branches entières » sans préciser quelles sont les entreprises qui en font partie ».[597] Selon lui, à ce sujet, le PS a pris de « nombreux risques idéologiques et électoraux ». La remarque sonne comme un avertissement en pointant cette ambiguïté.

L'analyse du *Figaro* est plus critique[598]. En première page, le journal s'attaque au contenu du programme en indiquant qu'au regard des nationalisations envisagées, il faut s'attendre à « des conséquences économiques et financières graves ». Mais le journal insiste sur le caractère historique de l'événement. « Ces accords sont les plus importants jamais

595 L'éditorialiste du journal *Le Monde* parle d'un «contrat signé» et Pierre Thibon dans le *Figaro* évoque de son côté «un accord signé.»
596 *Le Monde,* 29 juin 1972.
597 Dans le *Programme commun* il n'est pas question de branches mais de « groupes ».
598 *Le Figaro,* 28 juin 1972.

passés entre le PS et le PCF. » Le journaliste Pierre Thibon, en page intérieure, compare *la déclaration commune* de 1968 et le *Programme commun*. Il y voit une « différence de nature » importante. En 1968, les divergences étaient consignées et donc « *institutionnalisées* » ce qui n'est plus le cas avec le *Programme commun*. Par ailleurs, les deux partis s'engagent selon lui à faire passer résolument les réformes dans les faits. Enfin, il considère que ce texte «marque une rupture avec la tradition réformiste de l'ancienne SFIO» en engageant le PS « dans la voie d'une socialisation plus proche des modèles de l'Europe de l'Est que de ceux des pays scandinaves ». Il pointe donc le risque pris par François Mitterrand de voir une partie d'un électorat socialiste plus centriste rebuté par l'accord avec les communistes. Il revient sur ce qu'il appelle le « pari d'Épinay » à savoir l'abandon du débat idéologique avec le PCF au profit d'un accord électoral. Pierre Thibon insiste sur le fait que le PS a fait des concessions en matière de politique européenne car le *Programme commun* prévoit que le gouvernement de gauche élu préservera au sein de l'Europe « sa liberté d'action pour réaliser son programme politique, économique et social »[599]. Il ne s'agit pas véritablement d'une concession de la part des socialistes, car leur programme *Changer la Vie* revendiquait déjà (cf supra) cette part d'autonomie vis-à-vis des institutions européennes. Mais ce journaliste plutôt favorable à la majorité, n'en critique pas moins la politique jugée trop réformiste du gouvernement car ce que propose la majorité actuelle, selon lui, n'est «pas tellement éloigné....de ce que la SFIO traditionnelle préconisait naguère ». Il considère que le PS est contraint à l'abandon de son réformisme pour apparaître «*comme une formation révolutionnaire*». A le suivre, ce serait donc en partie la politique sociale de la droite qui pousserait les socialistes dans les bras des communistes. Le 29 juin 1972, en première page du *Figaro*, André Frossart, parodie le programme. Sous une forme ironique il se moque du texte en parlant du risque de voir les caisses de l'État se vider du fait que les entreprises d'État ne feront plus selon lui de bénéfices et donc ne pourront plus payer d'impôts, les caisses de l'État n'étant plus remplies que de « bonne intentions ». En conséquence il sera fait appel de manière paradoxale «aux capitaux américains ».

La signature officielle du texte le 12 juillet constitue pour la presse en général a

599 PCF, *Programme commun de gouvernement,* op. cit., *Extrait :*
«Le gouvernement aura à l'égard de la C. E. E. un double objectif - d'une part, participer à la construction de la C. E. E. à ses institutions, à ses politiques communes avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter dans le sens de leurs intérêts les réalisations communautaires -d'autre part, préserver au sein du Marché commun sa liberté d'action pour la réalisation de son programme politique, économique et social »

contrario de l'annonce de l'accord, un non événement politique. *Le Figaro* ne consacre qu'un court article à ce sujet en page intérieure le 13 juillet. Les jeux sont faits depuis le 27 juin. *Le nouvel Observateur,* hebdomadaire plutôt classé à gauche, titre en première page : dans son édition du 3 juillet «Mitterrand Marchais et s'ils venaient au pouvoir.. » en reproduisant les deux logos des deux partis, une main tenant la faucille et le marteau, et une autre la rose.
Pour cet hebdomadaire les jeux sont déjà faits le 29 juin avec l'accord obtenu place du colonel Fabien.

Ce qui intéresse également la presse, c'est de savoir qui a gagné à l'issue des discussions portant sur le contenu du texte, qui a accepté le plus de compromis. Dans son édition du 1er juillet, *Le Monde* analyse ainsi la question de la supranationalité. Le quotidien propose une analyse comparative des trois programmes. Selon Paul Fabra le PCF s'est rapproché des positions du PS qui a abandonné ses positions les plus supranationales. Le journaliste considère par ailleurs que les positions défendues dans le *Programme commun* ne sont pas finalement si différentes de celles de la majorité.

La presse communiste se fait bien entendu largement l'écho de la signature du Programme commun. L'Hebdomadaire communiste *L'Humanité Dimanche,* dans les semaines qui suivent, donne la parole sous forme d'interviews à plusieurs responsables politiques non communistes ce qui n'est pas fréquent. C'est tout d'abord Claude Estier pour le PS[600] et Robert Fabre[601] pour les Radicaux de Gauche. Localement, les journaux communistes se font également l'écho de l'enthousiasme du Parti. C'est le cas du *Patriote,* hebdomadaire du PCF des Alpes-Maritimes, qui sacralise l'événement en publiant dans l'édition qui suit l'accord [602], en une, la fameuse photo des signataires, autour de la table des négociations du Bureau Politique. Dans un supplément au numéro 280[603] les communistes des Alpes-Maritimes tentent d'évaluer les conséquences d'une application du *Programme commun* dans le département. Selon eux pour «*les 50 000 travailleurs qui ne gagnent pas 1000 francs par mois, pour les 14 000 retraités, pour l'ensemble de la population laborieuse* » il serait possible de vivre mieux grâce au *Programme commun*.
Dans l'édition du 28 juin de *Ouest France,* en une, il est fait état du « Programme commun socialo-communiste ». Selon l'éditorialiste René Chambraud l'accord va plus loin que celui de 1934. Il souligne par ailleurs l'importance de l'écrit dans la culture de la gauche, à laquelle

600 AD des Alpes-Maritimes, *L'Humanité dimanche* 19-25 juillet 1972.
601 AD des Alpes-Maritimes, *L'Humanité Dimanche* 2-8 août 1972.
602 AD des Alpes-Maritimes, *Le Patriote* semaine du 30 juin 6 juillet 1972. (Annexe 3, document 7).
603 AD des Alpes-Maritimes, 84J 153.

répond le texte.

> « Pour qui connaît le fétichisme de gauche pour ce qui est écrit, l'importance qu'elle accorde aux choix des mots et des formules, le poids qu'y fait peser un certain dogmatisme il est clair qu'au moins sur le plan tactique, il y a quelque chose de changé au parti communiste comme au parti socialiste ».

En pages intérieures l'article met en avant le nombre de nationalisations prévues.

B) Les réactions dans les organisations politiques et syndicales

1) À gauche

La Ligue communiste (LC) [604], par la voix d'Alain Krivine [605], lors d'une conférence de presse organisée dès le 28 juin, indique qu'il s'agit d'un « événement de première importance» et que c'est le «projet réformiste le plus cohérent jamais réalisé en France[606] .» Mais ce programme, selon le dirigeant trotskyste, «ne pourrait conduire qu'à une impasse en cas de victoire de la gauche. On ne peut parler à la fois de socialisme et proposer des mesures de gestion de l'État bourgeois. » Selon cette formation, le PCF a donc capitulé en interdisant tout passage révolutionnaire au socialisme, et a donc renoncé à la Révolution. En appui de cette affirmation, il cite un passage du texte: «Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936. » Alain Krivine profite donc de cette conférence de presse pour préciser que la LCR mènera une vaste campagne «critique» du *Programme commun* dans les mois qui viennent, et qu'elle présentera entre cent et cent cinquante candidats lors des prochaines élections législatives.

L'autre formation trotskyste, Lutte ouvrière (LO), considère que le programme ne propose pas un changement profond. Il s'agit, selon l'organisation, d'un « simple accord électoral » qui passe « sous la table les revendications ouvrières essentielles[607] ».

Le PSU se prononce assez tardivement sur le texte par la voix de son bureau national

---

604 La LC devient la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) après sa dissolution le 23 juin 1973. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?,* Rennes, PUR, 2005.

605 Alain Krivine, candidat de la LC (LCR) à l'élection présidentielle de 1969 et de 1974.

606 *Combat*, 28 juin 1972.

607 *Le Monde*, 4 juillet 1972.

en indiquant que si le programme [608] offre bien « une perspective de changement politique » qui ne peut laisser indifférent il « n'ouvre pas la voie au socialisme » malgré ce qui est affirmé dans le Préambule[609]. Cependant, le programme met le PSU en porte à faux, car il avait entamé un dialogue avec le PCF. Robert Chapuis [610] alors au PSU témoigne de la nature de ces discussions qui devaient aboutir à une «plate-forme» fin 1971:

> «Nous avions des points communs sur les priorités à l'éducation, sur les problèmes de santé, la défense de la sécurité sociale, des points qui constituaient des éléments pour une plate forme.»[611]

D'un point de vue stratégique, Robert Chapuis précise que l'objectif de la plate-forme aurait été «l'action», en s'inscrivant dans un constat de refus du gauchisme, qui prônait la révolution sans le PCF *«voire contre le PCF. »* Toujours selon Robert Chapuis[612], une réunion commune des BP du PSU et du PCF a même lieu à ce moment-là. Mais en définitive le PCF abandonne cette perspective à partir du moment où se dessine la possibilité d'aboutir à un accord programmatique avec les socialistes. De plus le PSU est très vite mis en difficulté par la dynamique électorale qui s'enclenche, conséquence de cette signature, et qui laisse peu de place à cette formation.*[613]*

L'extrême gauche dans son ensemble subit l'alliance autour du *Programme commun* qui propose une véritable alternative au gaullisme. Elle répond lors des manifestations par un slogan « *Une seule solution, la révolution. »*

608 *Le Monde,* 7 juillet 1972.

609 PCF, Programme commun de gouvernement, *op. cit., p.* 50 «Pour y parvenir et pour ouvrir la voie au socialisme,des changements profonds sont nécessaires dans la vie politique, économique et sociale de la France. »

610 Robert Chapuis : Membre du PSU il devient le 26 novembre 1973, secrétaire national du parti. À la tête du PSU il soutient la candidature de François Mitterrand. Il participe aux Assises du socialisme et quitte le PSU quelques temps après. Il rentre au PS en même temps que Michel Rocard et devient dés le congrès de Pau en janvier 1975 délégué national du parti chargé des questions énergétiques

611 Robert Chapuis : entretien le 21 juin 2012.

612 *Idem*.

613 Noëlline Castagnez Noëlline, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli (dir.), *Le Parti socialiste unifié Histoire et postérité*, PUR, 2013.

2) Dans les syndicats

Le 27 juin, la CGT rencontre le PS et le PCF après la remise de l'accord à la presse qui a lieu à 17 heures. Le bureau confédéral de la CGT salue l'accord dès le 28 juin, y voyant « l'un des plus importants événements qu'ait connu le mouvement ouvrier français» et considère que cela répond « très concrètement aux désirs que la CGT avait exprimés. »[614] La commission exécutive de la CGT se réunit le 10 juillet pour tirer toutes les conséquences du texte. Dans sa déclaration, la confédération considère que le texte offre «l'issue démocratique qui a tant fait défaut dans le passé et ouvre la perspective du changement réel pour les travailleurs[615]. » La fédération de l'éducation de la CGT se félicite de l'accord considérant que les orientations prévues « répondent pour l'essentiel aux préoccupations et aux aspirations des personnels […]exprimées dans ses congrès[616] ». La CGT approuve sans réserve le contenu du texte, en lien idéologique et stratégique avec le PCF. Georges Séguy secrétaire confédéral de la CGT est membre du BP du PCF[617].

La FEN réagit tardivement à l'adoption du *Programme commun* en lien avec un débat interne où se confrontent les différentes tendances « politiques » du syndicalisme enseignant. Si le SNES, syndicat enseignant du secondaire dominé par la tendance Unité Action, communisante, se réjouit de l'accord dès le 7 juillet, considérant que le *Programme commun* répond à bon nombre de ses préoccupations[618], ce n'est pas le cas de l'ensemble de la fédération. Il faut attendre le 8 septembre pour qu'une déclaration fédérale reconnaisse à la fois l'importance du contenu du texte mais réitère également la nécessité de l'indépendance syndicale[619].

La CFDT de son côté fait véritablement connaître son point de vue sur le *Programme commun* au terme de la réunion de son bureau national du 15 septembre. Même si elle approuve une bonne partie du programme, la confédération considère que la question de l'autogestion n'est pas prise en compte, et pire, il y a selon elle un risque de centralisme

614 *Combat*, 29 juin 1972

615 Déclaration reproduite dans Maurice Moissonier et Georges Pruvost (dir.), ,*CGT approches historiques*, Paris, Institut CGT d'Histoire sociale, 1988, p. 143

616 *Le Monde*, 30 juin 1972.

617 Georges Séguy (1927-2016) est membre du CC et du BP depuis le 17éme congrès de 1964. Henri Krasucki qui prend la succession de Georges Séguy est membre suppléant du BP depuis le 17ème congrès de 1964 et titulaire du BP en 1967.

618 *Le Monde*, 2 et 3 juillet 1972.

619 Déclaration de la FEN le 8 septembre « *La FEN et le Programme commun de gouvernement* ». Cité par Ismaïl Ferhat « La FEN et le Programme commun de gouvernement » dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité*, *op. cit.*

étatique[620]. Par ailleurs, la CFDT est très critique vis-à-vis du « *développement industriel* » proposé par le *Programme commun,* considérant que cela ne change rien dans les méthodes de production en prônant somme toute toujours autant le productivisme[621].

Finalement parmi les trois grandes centrales syndicales, seule la CGT approuve sans réserve le *Programme commun*. Les deux autres, la CFDT et la FEN se prononcent plus tardivement, mais se retrouveront pour appeler à voter en faveur de l'Union de la Gauche, pour appuyer la dynamique électorale induite par l'accord autour du texte, en 1973 et 1974.

3) Dans les autres partis politiques

La majorité du parti radical autour de son président Jean-Jacques Servan-Schreiber refuse le *Programme commun,* non seulement en tant que texte, mais aussi en terme de dynamique électorale. Jean-Jacques Servan-Schreiber, le lendemain de l'accord, exprime ainsi sa surprise de voir que des dirigeants socialistes « acceptent de se plier au massacre de l'économie par une série inconsidérée de nationalisations»[622].

Du côté de la majorité, les réactions proviennent du gouvernement et des organisations politiques. Le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas juge qu'avec l'accord la situation s'est clarifiée et que la majorité « aura le devoir d'attirer l'attention des Français sur ce qui est en jeu en dernier ressort, le maintien ou la disparition de la démocratie[623] ». Il s'en prend au PS en indiquant « on ne peut pas ne pas être otage du parti communiste lorsqu'on est un parti socialiste qui se veut démocratique. » Jacques Chaban-Delmas considère en effet qu'il n'est pas possible de croire le PCF quand celui-ci proclame qu'il abandonnerait gentiment le pouvoir si une consultation lui était défavorable.

Du côté des partis politiques formant la majorité parlementaire, les Républicains Indépendants (RI) par la voix de leur bureau politique, critiquent avec virulence le PS qui a accepté de s'engager « dans une voie qui ne peut conduire qu'à la construction d'un Etat policier, et à la faillite économique de la France. » Ce parti s'engage dès lors à combattre dans chaque

620 *Le Monde*, 15 septembre 1972.
621 *Ibid*.Extrait de la résolution adoptée par la CFDT «Le type de développement industriel soutenu dans le programme commun ne semble pas conduire à un changement profond de la qualité de vie dans la mesure où prédominent toujours les exigences de la rentabilité matérielle et le productivisme »
622 *Le Monde*, 27 juin 1972.
623 *Le Monde,* 30 juin 1972 : déclaration du Premier ministre à l'occasion de la fin de la session parlementaire.

circonscription « le représentant du système totalitaire[624] ». Le groupe UDR de l'Assemblée nationale se réunit le 27 juin, et réagit en pointant du doigt les « profondes divergences » entre les partenaires signataires considérant qu'il ne s'agit que d'un accord électoral[625] . Le Centre Démocrate enregistre de son côté la simplification des choix politiques offerts aux électeurs qui devront choisir entre «les réformateurs, la majorité sortante et la coalition socialo-communiste. »[626] Jacques Chaban-Delmas est contraint de céder sa place de Premier ministre le 5 juillet. Est-ce une réponse du président de la République au *Programme commun* sachant que Pierre Messmer est considéré plus conservateur ? Toujours est-il que la majorité tarde à répondre d'un point de vue programmatique.

Mais les conséquences de la signature n'affectent pas seulement la stratégie de la majorité et du gouvernement. Pour les partenaires signataires la question qui se pose très vite est de savoir jusqu'où doit aller l'unité. Sans que la question aille jusqu'à revenir sur le choix de 1920, il s'agit de définir les actions communes possibles pour faire connaître et utiliser politiquement ce programme, pour le partager en quelque sorte et le faire vivre. Mais cela suppose de toute part d'accepter de déléguer une partie de son autonomie au profit d'une instance commune pouvant prendre des initiatives en se plaçant donc au-dessus des instances partisanes respectives.

II - L'union ou l'unité entre partenaires ? [627]

La question qui va être au centre des discussions entre les partenaires concerne la nature et le nombre des actions communes à mener ou pas, dans le cadre de l'alliance autour du *Programme commun*. Jusqu'où finalement doit aller l'union selon les signataires. Car le risque existe que cette union soit considérée comme un accord de façade, un accord d'appareils, sans vie politique qui donne corps au texte ou à l'inverse une unité autour d'actions communes trop nombreuses laissant sous-entendre que la rupture de 1920 peut s'effacer.

624 *Ibid.*
625 *Le Monde*, 28 juin 1972.
626 *Le Monde*, 30 juin 1972.
627 Danielle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité, op. cit.*

A) Le *Comité de liaison* des trois partis

1) La création du Comité de liaison.

A partir du 19 octobre 1972, les trois partis signataires mettent en place un *Comité de liaison,* cadre officiel de rencontres entre délégués de chaque organisation. Les militants, les sympathisants ou les simples électeurs vont suivre l'actualité des relations entre organisations au gré de ces réunions mais plus encore à travers les rencontres dites « au sommet » qui réunissent les leaders des trois formations. Les dernières en septembre 1977, qui sont très médiatisées, laissent sans doute la trace dans les mémoires d'un nombre plus conséquent de ce type de rencontres qui ne furent pas si nombreuses. Le cadre institutionnel que constitue le *Comité de liaison* sert, entre 1972 et 1977, de lieu de rencontre entre représentants qui se côtoient, pour certains, depuis fort longtemps, et qui finissent par s'apprécier comme l'indiquent les témoignages a posteriori. Bien souvent, à l'issue d'un *comité de liaison,* un communiqué commun est adopté. En effet, chaque direction définit au préalable le mandat de sa délégation avant la réunion, et précise voire interprète également, pour son appareil militant et par l'intermédiaire de circulaires, le degré d'investissement qui doit être celui du Parti dans les quelques actions communes décidées ensemble.

Le PS fait tout pour éviter les actions communes. Dans une note en date du 16 octobre 1972, le PS élabore son «*plan d'action socialiste*»[628]. Ce document diffusé auprès des responsables fédéraux précise dans quel état d'esprit le PS conçoit la coexistence des partis de gauche liés par le *Programme commun* pour la campagne législative à venir.

> « Le PS estime que les candidats communistes et les candidats de l'union de la gauche socialistes et démocrates se présentent concurremment au premier tour du scrutin, le Programme commun préservant, comme il se devait, le caractère fondamental du socialisme incarné par le PS. Il ne convient pas de mener une campagne commune ni d'organiser des meetings communs qui risqueraient de créer la confusion quant à la personnalité propre de chacune des organisations. »

Le PS souhaite éviter toute confusion entre les deux partis, désire conserver son autonomie idéologique. Mais il y a une autre raison pour laquelle, en définitive, le PS ne veut pas se

628 FJJ, Secrétariat aux relations extérieures, 2 RE 22.

retrouver sur le terrain avec les communistes. Le 17 mai 1972, un mois avant la signature, lors d'un Bureau Executif du PS [629], Pierre Mauroy relève l'insistance avec laquelle le PCF prône son slogan d'*Union populaire* et avoue être en « admiration » devant la maîtrise de l'appareil, en précisant que les communistes veulent le « leadership ». Les dirigeants socialistes ne se sentent alors pas en position de force face aux communistes. Face à la puissance de l'appareil communiste, au nombre de militants[630], toute action commune aurait pour incidence selon la direction socialiste de relever l'infériorité du PS.

A l'automne 1972, le PCF est a contrario dans une toute autre démarche. Il tente en effet d'obtenir l'accord des deux autres partenaires pour mener le plus possible d'actions communes. Le PCF fait pression en ce sens. *L'Humanité* rend compte régulièrement d'actions communes dans les départements. Le 24 octobre, le quotidien communiste fait état de l'esprit unitaire des fédérations communistes et socialistes du Loir-et-Cher qui affirment dans un communiqué commun vouloir « tout mettre en œuvre pour faire connaître et soutenir le Programme commun » même s'il est également précisé dans le communiqué que « l'action commune n'entrave en rien l'action propre de chaque fédération dans le cadre d'un accord que chacune entend respecter ».

Le PCF organise des assemblées-débats. La vente du *Programme commun* est organisée devant les entreprises comme dans le Val-d'Oise ou les Yvelines[631] avec, mais sans que cela soit vérifiable, des diffusions dépassant les prévisions selon *L'Humanité*. Le 10 octobre, *L'Humanité* évoque l'organisation de 4 meetings communs avec les socialistes dans l'Essonne, prévus à Corbeil, Etampes, Palaiseau et Juvisy. Mais cette volonté unitaire n'est pas totalement partagée au sein du Parti. Au cours du CC des 28 et 29 septembre 1972, Georges Marchais se plaint que les choix effectués à l'issue de la convention nationale du 7 juillet ne soient pas appliqués. Il met en cause l'attitude de certains responsables de fédérations[632]. Il parle de «*scepticisme*» dans le parti et même d'une «*tendance sectaire*. » Le BP du 5 octobre

629 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 33

630 Roger Martelli fournit la dernière mise au point des véritables chiffres de militants. (Roger Martelli, *Prendre sa carte, 1920-2009:données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri, 2010, 95 p.). Les archives locales du PCF contiennent également les registres précis d'adhérents et des sections d'entreprise ou d'enseignement.

631 *L'Humanité,* 24 octobre 1972.

632 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, 28 29 septembre 1972, CD 4AV 1941/
Extrait de l'intervention de Georges Marchais : «Il ne faut pas avoir de doute la dessus, pas de crédibilité réelle du programme si nous ne parvenons pas à en même temps que sa connaissance une pratique de l'action commune qui témoigne d'une solidité de notre entente. Or il ne faut pas se cacher qu'il y a du scepticisme. »

constate qu'il y a des incompréhensions dans la mise en œuvre de la politique du Parti. La direction du PCF semble devoir convaincre à la base ou du moins les cadres intermédiaires, ceux qui dirigent les fédérations, de la nécessité d'être entièrement tournés vers la stratégie du *Programme commun*. Dans un long éditorial intitulé «*Tout faire qu'est ce que cela veut dire ?* », le 7 octobre, Georges Marchais [633] indique ne pas opposer «*l'union au sommet à l'action à la base»*, qu'il faut à la fois développer «l'action propre du Parti» et «la coopération active, permanente fraternelle avec le Parti socialiste et les radicaux. » Il faut selon lui «tout faire pour l'union autour du Programme commun ». En interne, comme lors du CC du 29 septembre, il critique même la tendance à vouloir trop privilégier « l'activité indépendante » jugeant même préférable d'abandonner cette formule[634]. Mais il ne va pas jusqu'à évoquer la création de comités de soutien, qui aurait constitué l'embryon de comités locaux.

Le *comité de liaison* se réunit plus d'une quarantaine de fois [635] entre le 31 octobre 1972 et novembre 1977. Jean Poperen [636] indique être à l'origine du *Comité de liaison,* proposition faite au début octobre 1972. Mais cette proposition rencontre aussi la volonté de la direction du PCF, également demandeuse de ce type d'instance. Le BP du 19 octobre, le matin même de la *rencontre au sommet*, donne en effet pour mandat à la délégation communiste d'obtenir la constitution d'un « comité de liaison *»*, la tenue d'un grand meeting et l'organisation d'actions communes en vue d' « objectifs concrets ».

Le 19 octobre 1972, a lieu la première *rencontre au sommet*. Cette rencontre acte la naissance du *comité de liaison*, mais aussi la méthode de travail en fixant pour les années à venir le cadre, les limites de l'action commune. Jean Poperen a pris des notes lors de cette rencontre[637]. Ce document est riche d'enseignement car il éclaire quant aux mandats des différentes organisations et aussi sur les divergences entre organisations exprimées à cette occasion. La trace d'une partie des déclarations des uns et des autres permet de comprendre le

633 *L'Humanité*, 7 octobre 1972.

634 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC,4 AV 1941Georges Marchais exprime ses doutes quant à l'utilisation au sein du Parti de l'expression « activité indépendante » « Ici se pose une question celle de l'activité indépendante. La formule est juste mais je me demande s'il faut continuer à l'utiliser. J'ai l'impression que beaucoup de camarades doivent se dire qu'il faut l'activité indépendante du Parti mais que si on fait avec les socialistes on perd notre indépendance»

635 1972 : 31/10, 9/11, 14/11, 21/11, 29/11, 6/12, 11/12, 19/12
1973 : 3/01, 10/01,18/01, 26/01, 1/02, 7/02, 29/03, 12/04, 23/05, 25/05, 12/07, 25/07, 17/09, 27/11, 14/12.
1974 : 15/01, 8/02, 15/02, 4/03,19/03, 29/05, 28/06
1975 : 27/02, 22/05, 2/07, 20/11, 6/12, 12/12
1976 : 9/03, 11/06, 30/06, 1/10, 2/12
1977 : 19/04, 9/11

636 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit,* p. 425.

637 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 33.

jeu des acteurs, ce qui se dit en réunion mais pas à l'extérieur. Au delà, cette source permet en quelques lignes de cerner ce que sera la doctrine de chacun. C'est ce qu'exprime ici François Mitterrand en quelques mots lors de cette rencontre au sommet du 19 octobre 1972 :

> «Des manifestations communes sont souhaitables d'autres à écarter. Nous sommes pour des démarches communes sur des faits ponctuels : Vietnam, Chili, collectivités locales. Nous redoutons que la confusion s'établisse entre nos deux formations. Nous ne sommes pas prêts à assumer le communisme national et international mais le socialisme démocratique. Mais nous ne sommes pas fermés à des solutions moyennes. C'est pourquoi nous proposons un comité de liaison qui serait prêt à recevoir toutes les propositions des trois formations. »[638]

Le PS par la voix de son premier secrétaire exprime donc son refus de voir naître la moindre confusion entre les deux partis. La solution moyenne proposée est un *comité de liaison*, lieu de discussion, de mise en œuvre des propositions de chaque organisation, mais en aucun cas un lieu de décision. Les radicaux par la voix de Jean Filippi adhèrent à cette démarche : « Ce n'est pas possible que notre électorat et nos militants croient que radicaux et communistes soient la même chose ». Georges Marchais indique que pour les communistes « Le Programme ne suffit pas », qu'il faut aller au-delà. Il faut « rendre crédible » l'accord en montrant une « union solide. » Il concède qu'il ne peut s'agir d'une « unité organique », mais que les « actions communes » sont nécessaires. Les communistes disent être favorables à un « comité de liaison qui devrait déterminer les actions communes » et à « un grand meeting » qui « aurait un grand impact ». Georges Marchais reprend là le mandat donné par le BP du matin[639]. Pour justifier cela il rajoute enfin, « Au gouvernement il faudra bien collaborer ensemble, tout en conservant notre personnalité. » Cependant le PS persiste à refuser toute action commune. Toujours lors de cette rencontre, François Mitterrand précise que le PS souhaite « sauvegarder ses forces militantes » mais également une clientèle électorale « qui se situe à droite. » François Mitterrand s'adresse aux communistes : « vous êtes organisés » . François Mitterrand concède la différence du rapport de force militant entre communistes et socialistes au détriment de ces derniers, de l'incapacité en somme en 1972 pour le PS de combattre l'hégémonie militante des communistes. Même si les chiffres annoncés à l'époque par le PCF sont exagérés[640], le PCF compte sans doute 3 à 4 fois plus d'adhérents que le PS durant ces années 70 et leur dévouement à leur Parti est reconnu. Pour le PS un état des lieux interne des feuillets et des timbres au 30 septembre 1973 et 30 septembre 1974 donne

638 *Ibid.*
639 Archives de Seine-Saint-Denis, archives du BP réunion du 19 octobre 1972.
640 Roger Martelli, *Prendre sa carte 1920-2009*, op. cit.

respectivement, 103 000 puis 126 000 feuillets à l'échelle du territoire[641]. Les RG estiment que le PCF de son côté compte en 1972 environ 315 000 adhérents [642]. Le PCF est un véritable parti de masse, ce que n'est pas le PS.

Jean Filippi pour les radicaux indique lors de la rencontre qu'il faut pouvoir répondre à l'inquiétude de certains concernant la capacité ou non des radicaux à exister face aux deux grandes organisations et surtout face à l'appareil militant communiste. « La grande question est: serez-vous absorbés? ». Au cours de l'échange, Pierre Mauroy pour le PS précise «On sent interrogation, il y a espoir, mais pas encore confiance. C'est cela que nous devons créer. » Jean Kanapa de la délégation communiste s'interroge à son tour « la grande question est: pourront-ils gouverner ensemble ? »

Concernant les échéances électorales à venir, lors de cette même rencontre du 19 octobre, les deux principaux leaders précisent, ou rappellent, la doctrine de chaque organisation. François Mitterrand indique[643] : « Pour vaincre au second tour nous devons être forts au premier. Il n'y aura pas de victoire de la gauche si diminution de notre formation au premier .» Georges Marchais semble d'accord et précise : « Nous aurions pu discuter candidature commune mais l'expérience a prouvé que des candidats au premier tour puis un bloc au second est la méthode efficace. » L'éventualité de candidatures communes pour les élections législatives de mars 1973 n'a donc sans doute jamais véritablement été envisagée. Georges Marchais indique être finalement d'accord avec « *toutes les propositions*. » Ce qui entraîne de la part du radical de gauche Marcel Massot un commentaire ironique à son voisin Jean Filippi sur le leader communiste : «Il est sympathique.»

La conclusion de cette rencontre au sommet est donnée par François Mitterrand qui précise ce qui est finalement acté. A savoir, tout d'abord la création d'une délégation permanente de 3 fois 7 membres, il s'agit du futur *comité de liaison.* Puis François Mitterrand présente une liste d'actions communes possibles :

> « des propositions de lois tirées du Programme commun, des propositions d'actions communes des ripostes nationales et internationales, des actions ponctuelles sur le plan local et régional (type Michelin), une assemblée d'envergure à Paris, et des initiatives communes (budgets municipaux et comité information »

Le meeting commun qui a lieu finalement le 1er décembre est acté à l'occasion de cette

641 CHT Nantes, POPJ 35.
642 AN 2007067097, graphique sur les effectifs du PCF entre 1947 1975
643 A ce moment là les échéances majeures prévues sont les législatives en 1973 et les présidentielles en 1976

rencontre, même si François Mitterrand préfère parler d' « assemblée d'envergure ».
Le leader socialiste évoque également les contentieux qui subsistent. Il critique la préface de Georges Marchais pour la publication du programme aux Éditions sociales et le concept *d'Union populaire* repris à cette occasion. Il considère que cela ne peut être « un sigle commun ». Georges Marchais acquiesce. Les socialistes récusent la stratégie des communistes de dépassement du *Programme commun* quelques mois à peine après la signature via l'idée d'Union populaire. Parmi les contentieux, François Mitterrand parle de également de « Wurmser. » Il fait référence à l'éditorial d'André Wurmser dans *L'Humanité* du 16 septembre où celui-ci avait écrit « le gouvernement socialiste ne sera pas inamovible mais le régime le sera. » Selon *Le Monde*[644], Alain Savary lors du comité directeur du 14 octobre s'était insurgé contre cet éditorial et aurait alors demandé que la direction du PS ne laisse pas aux communistes la possibilité d'interpréter le *Programme commun*. C'est sans doute la raison de l'intervention de François Mitterrand devant les dirigeants communistes.

En ce mois d'octobre 1972, un an et demi après le congrès d'Épinay, et 5 mois après la signature du *Programme commun,* le mandat commun pour les socialistes, radicaux de gauche et communistes est donc clair, et surtout partagé par l'ensemble des organisations signataires. En dehors des périodes électorales, - à cette date les échéances prévues sont les législatives en 1973, la présidentielle et les cantonales en 1976, les municipales en 1977 - la feuille de route commune concernant le *comité de liaison* est donc le suivant : il s'agit d'un lieu de discussion, d'élaboration de communiqués, et d'actions communes mais encadré par les mandats de chaque délégation. Chacun des trois signataires prend bien soin en quelque sorte, de ne pas se laisser déborder par les initiatives qui pourraient être prises par une instance commune. L'expression «*Union de la gauche* » ne se trouve pas dans les prises de note de Jean Poperen lors de cette rencontre. Cette notion n'est pas encore tout à fait à l'ordre du jour.

Suite au comité directeur du 18 novembre, la direction du parti socialiste envoie une nouvelle directive aux fédérations qui précise les limites à apporter à toute action commune :

> «À compter du 1er décembre, c'est-à-dire après le grand rassemblement de la Porte de Versailles, toutes les ripostes et actions concrètes visées par le texte du 14 octobre ne pourront avoir lieu que sur décision du BE national, les modalités de ces actions devant elles même être définies au sein du comité permanent de liaison des trois organisations signataires du programme commun.»[645]

644 *Le Monde*, 17 octobre 1972.
645 FJJ, Fonds documentaire FM 1972.

Jean Poperen [646] remarque que François Mitterrand critique souvent les initiatives d'action unitaire prises par les membres du *comité de liaison,* et que dés le 20 décembre, les quelques initiatives communes arrachées par le PCF, portant sur l'ORTF ou la vie chère, sont les dernières acceptées par le premier secrétaire. La direction du PS ne veut pas se laisser déposséder de la direction politique des actions à mener. Le *comité de liaison* ne peut en aucun cas acquérir une quelconque autonomie politique. La direction socialiste veille à ce que sa propre délégation au comité de liaison ne se laisse pas entraîner dans des actions communes qui n'auraient pas été au préalable décidées par la direction du PS.
L'activité du *comité de liaison,* déjà encadrée par les mandats des délégations, est liée également à l'état des relations entre partenaires et des échéances électorales à venir. Il est ainsi possible de distinguer la période qui s'écoule d'octobre 1972 à juin 1974 puis celle de juin 1975 à mai 1977. Entre ces deux moments, pendant un an, les relations entre les partenaires vont être marquées par un certain nombre de polémiques suite aux élections législatives partielles de l'automne 1974, aux *Assises du socialisme*, mais aussi à la *Révolution des Oeillets* au Portugal, qui vont entraîner la mise en veille de cette instance commune.

2) Le *Comité de liaison* d'octobre 1972 à octobre 1974.

La première réunion du *comité de liaison* a lieu le 31 octobre 1972**,** au siège du PS. Le communiqué publié à l'issue de cette rencontre [647] porte essentiellement sur la composition des délégations [648]. Du côté communiste, certains participants comme Pierre Juquin, Jean Kanapa, ou Henri Jourdain sont membres du CC mais pas du BP comme le sont Paul Laurent, André Vieuguet, Madeleine Vincent et Claude Poperen. Du côté du PS, seul Jean Gazier n'est pas membre du Secrétariat. Le 9 novembre 1972, lors du second *comité de liaison* les trois organisations décident « d'organiser un grand rassemblement de portée nationale pour la victoire du Programme commun », dont le principe avait déjà été acté lors de la *rencontre au sommet* du 19 octobre. Le meeting a lieu le 1er décembre.

646 Jean Poperen *Le Roman de la gauche*,1975, *op. cit.*
647 FJJ, Secrétariat aux relations extérieures, 2 RE 22
648 Pour le PCF : Paul Laurent, André Vieuguet, Madeleine Vincent, Claude Poperen, Henri Jourdain, Pierre Juquin, Jean Kanapa / Pour le PS : Gérard Jacquet, Claude Estier, Georges Sarre, Pierre Bérégovoy, Albert Gazier, Jean Poperen, Marie Thérèse Eyquem. / Pour le MRG :Philippe Lamirault, François Loncle, Pierre Bracque, Guy Gennesseaux, Bertrand Akar, Marcel Massot.

Le *comité de liaison* du 21 novembre précise les décisions prises le 19 octobre lors de la rencontre au sommet, à savoir un certain nombre de campagnes communes portant sur le droit de vote à 18 ans, le droit d'expression des forces démocratiques à l'ORTF, ainsi que des manifestations contre la hausse des prix[649]. La délégation communiste tente d'obtenir plus d'actions communes, appuyée en cela par François Loncle au nom des radicaux de gauche qui regrette en effet qu'il n'y ait pas plus de meetings communs, lesquels auraient pu être organisés dans « 4 ou 5 métropoles ».[650] A leur décharge, chaque délégation est tenue par son mandat. Deux suspensions de séance ont lieu, permettant de se concerter, mais peut-être également de téléphoner aux responsables nationaux pour essayer de savoir s'il était possible d'interpréter le mandat.

Le comité de liaison du 11 décembre 1972 a lieu au siège du PCF. La délégation socialiste s'était réunie au préalable chez François Mitterrand[651]. Les radicaux proposent que les partenaires reçoivent ensemble les organisations syndicales mais les délégués socialistes refusent cette proposition. Paul Laurent pour le PCF propose la tenue d'un meeting à Lyon, ce qui est refusé également par les socialistes.

Les comités se succèdent, dans un premier temps toutes les semaines avant de se suivre à un rythme moins régulier. En effet, une fois les élections législatives de 1973 passées, la majorité ayant gagné les élections, les rencontres s'espacent. Les échéances électorales sont lointaines. Les prochaines élections prévues sont l'élection présidentielle et les cantonales en 1976 et les élections municipales en 1977. Le *comité de liaison* se réunit, mais son rôle est d'être avant tout un espace de réflexion. Ainsi le 25 juillet 1973 [652], le comité décide après avoir « constaté l'incapacité du gouvernement actuel de mettre la France à l'abri du capitalisme mondial », de mettre en place un groupe de travail chargé d'étudier, sur la base du *Programme commun*, ce que serait la position d'un gouvernement de gauche face aux prochaines négociations internationales, dites, « Nixon Round ».

Lorsque des tensions surgissent, le *comité de liaison* est annulé. Le PS décide de ne pas participer au comité prévu le 15 octobre 1974. Une période de polémiques entre le PCF et le PS vient de débuter à ce moment-là, suite aux attaques du PCF à l'encontre du PS. Les communistes accusent le PS, suite aux mauvais résultats du Parti aux législatives partielles

649 FJJ, Secrétariat aux Relations extérieures, 2 RE22
650 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ33 : prises de notes de Jean Poperen à l'occasion du comité de liaison 21 novembre 1972.
651 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 33.
652 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 34.

des 22 septembre et 6 octobre 1974, de vouloir rééquilibrer le rapport de force à gauche en sa faveur

La composition des délégations de chacun des partis varie. Jean-Pierre Chevènement rentre dans la délégation socialiste le 27 novembre 1973. Les *comités de liaison* sont préparés en amont par les responsables des délégations. Le 25 juin 1974, Paul laurent et Pierre Bérégovoy se rencontrent afin de préparer le comité du 28[653]. Cette rencontre n'est pas seulement technique. L'objectif officiel de cette réunion qui précède un *comité de liaison* est d'avoir un « *échange de vues sur le comportement du pouvoir* » et d'« *échanger des informations sur nos contacts respectifs avec syndicats et PSU* ». Mais d'autres sujets sont abordés dont certains se révèlent plus confidentiels. Il est ainsi question des élections sénatoriales dans l'Isère et des « soucis » à la MNEF. Le *comité de liaison* précède parfois une *rencontre au sommet* comme celle du 29 mai 1974. Le comité sert dès lors de réunion préparatoire.

A l'issue du *comité de liaison* du 27 février 1975, alors qu'il ne s'est pas réuni depuis juin 1974, est décidé le lancement d'une vaste campagne contre la vie chère et l'annonce de l'organisation de 100 meetings communs partout en France. Les meetings ont lieu entre le 4 avril à Blois et le 29 avril 1975 à Chambéry[654]. Le *comité de liaison* qui se réunit le 1er octobre 1976 soutient la journée syndicale du 7 octobre. Pour cette manifestation une circulaire de la direction socialiste, circulaire numéro 534, précise que pour la direction socialiste, il est important d'assurer la lisibilité du Parti : « Dans les défilés il est admis une banderole par Parti à la hauteur des délégations politiques »[655]. Dans les manifestations, les manifestants scandent « *Union Action Programme commun* » mais chacun prend garde de garder son identité.

3) Le *Comité de liaison* de juin 1975 à avril 1977

La *rencontre au sommet* du 19 juin 1975 est la première depuis le 29 mai 1974. A l'issue de cette rencontre est décidé le principe de la création de commissions et de sous commissions au sein du *comité de liaison*[656] ainsi que la création d'un « comité pour le droit à

653 FJJ, Secrétariat aux relations extérieures, 2 RE 23

654 AN, 20040455, ministère de l'Intérieur, Direction générale de la police nationale, article 1 à 6 – Formation du Parti Socialiste et de l'Union de la Gauche, 1964-1977, article 5.

655 CHT, Fonds Jean Poperen, POPJ33

656 Les responsables des trois délégations au *comité de liaison* sont à cette date Pierre Bérégovoy (PS), François Loncle (MRG) , et Paul Laurent (PCF).

l'information [657] » qui s'appellera en définitive *«* comité pour le respect des libertés *»*.
Le *comité de liaison* du 2 juillet au siège du MRG, entérine la composition de chacune des commissions envisagées le 19 juin.
-Commission « crise internationale du capitalisme et de la société française » : Michel Rocard (PS), Philippe Herzog (PCF), Jacques Bonacossa (MRG).
- Commission « problèmes de l'Europe de la sécurité collective et de la paix *»* : Maurice Faure (MRG), Robert Pontillon (PS) et Jean Kanapa (PCF).
-Commission «défense et extension des libertés» : Paul Laurent (PCF), Jean-Denis Bredin (MRG) et Pierre Joxe (PS).
- « Comité pour le respect des libertés *» :* (présidée par Edmonde Charles-Roux) : Jean-Michel Baylet, Jacques Chambaz, Robert Dosse, Claude Estier, Gérard Fillioud, Guy Gennesseaux, Charles Lederman, François Loncle, Henri Malberg, Henri Noguères, Jack Ralite.

Les décisions prises à l'issue de cette rencontre, et notamment le fait que deux commissions portent sur le thème des libertés, sont à mettre en relation avec les difficultés qu'éprouvent communistes et socialistes pour se mettre d'accord sur l'évolution de la Révolution des Œillets. Leurs interprétations différentes des événements font ressurgir un débat idéologique sur la question des libertés, la différence mise en avant par les communistes entre libertés réelles et libertés formelles. Suite à la réunion du comité de liaison du 5 décembre 1975, la décision est prise de créer trois sous groupes à la commission Europe[658]: sécurité et coopération européennes, politique économique et sociale de la CEE et Coopération avec les autres pays et démocratisation de la CEE. Paul Laurent, en mars 1976, dresse un bilan dans une note interne de l'activité des trois groupes de travail et indique en ce qui concerne le groupe portant sur l'Europe, qu'il n'a « pratiquement pas travaillé ». Le travail de ces commissions reste par ailleurs confidentiel, n'a pas d'impact sur la qualité de l'union. Charles Fiterman devient après le XX^{ème} congrès du PCF responsable du *comité de liaison* à la place de Paul Laurent. Il indique dans une note[659], en vue de la préparation de la réunion du 11 juin 1976, que le PCF n'était pas demandeur des deux premières commissions (crise et Europe) mises en place un an plus tôt. Celles-ci, selon lui, avaient pour objectif politique de gêner le

657 Le Droit à l'information est l'intitulé d'un paragraphe du *Programme commun*.
658 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366, article 19 (note de Jean Kanapa).
659 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366, article 18.

PCF. Il précise en revanche, que c'est le PCF qui avait été demandeur de la troisième commission portant sur la « défense et extension des libertés ». Lors du comité de liaison du 11 juin 1976, François Loncle regrette qu'un bilan n'ait jamais été réalisé du travail des trois groupes formés un an auparavant [660]. Le 19 avril 1977, a lieu la dernière réunion du *comité de liaison* avant le lancement du processus d'actualisation du *Programme commun*. A l'issue de cette réunion, est précisé que l'objectif de la prochaine rencontre au sommet du 17 mai 1977 sera de préciser les modalités de travail en vue de l'actualisation », mais aussi un échange de vues sur l'actualité politique.[661]

Le *comité de liaison* est une instance qui assure, entre les *réunions au sommet,* le lien entre les trois formations signataires du *Programme commun*. Lors de ces réunions les participants apprennent à se connaître voire à s'apprécier. Charles Fiterman évoque avec chaleur le souvenir de Pierre Bérégovoy : « J'ai toujours eu avec Pierre de bonnes relations dans les négociations. C'était très agréable, très clair. *»*[662]Mais son rôle politique est faible, car il ne peut qu'entériner les décisions prises dans chacun des partis. C'est essentiellement un lieu de confrontation des mandats des différentes délégations. Il fait vivre l'union, en produisant des communiqués sur l'actualité. Cependant, il ne s'agit pas d'un lieu d'élaboration de position commune et encore moins de prises de décision d'actions communes. Lors du *Comité de liaison* du 21 décembre 1972, Jean Kanapa demande à quoi il sert[663]. Après les municipales de mars 1977, vient le temps de l'actualisation du texte et le retour du dialogue idéologique. Le *Comité de liaison,* dès lors, cesse d'exister et s'efface de mai à septembre 1977 au profit de rencontres entre négociateurs, cinq par organisation. Ce groupe est rapidement appelé dans la presse « *le groupe des 15* » qui se réunit d'avril à fin juillet 1977, alors qu'en septembre 1977 n'ont lieu que des *rencontres au sommet*. Le 9 novembre le *comité de liaison* se réunit une dernière fois, mais la dynamique politique n'est plus la même depuis les *rencontres au sommet* de septembre qui s'étaient conclues par l'échec de l'actualisation.

660 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366, article 18 notes personnelles prises par Charles Fiterman lors du comité de liaison du 11 juin 1976.
661 *Le Monde*, 21 avril 1977.
662 Charles Fiterman : entretien le 12 septembre 2012, cité Malesherbes
663 CHT Nantes, POPJ 33. Notes manuscrites lors du comité de liaison du 21 décembre 1972.

B) La question des actions communes

A l'occasion de la fête de *L'Humanité* des 9 et 10 septembre 1972, sur la grande scène, Georges Marchais, qui n'est pas encore secrétaire général du PCF, prononce le discours de clôture. A cette occasion, il invite les socialistes et les radicaux à des « actions communes » afin de créer un « élan populaire sans précédent » de soutien au Programme commun.
Lors du CC qui suit, le 29 septembre, Georges Marchais revient sur la stratégie du Parti :

> «c'est le plus unitaire qui gagnera. […]. Il faut résolument lancer tout le parti à l'initiative, dans deux directions : vers les socialistes et les radicaux pour faire avec eux tout ce qu'on peut faire avec eux; et pour que le parti en même temps effectue le travail complémentaire indispensable, la diffusion du programme et les tracts, les journaux, les réunions, les meetings, etc. » [664]

Un des membres du CC ce même jour , Yves Péron, indique que quelques camarades ont manifesté leur volonté d'actions plus unitaires allant jusqu'à envisager la « renonciation à l'action du parti », l'«édition commune» du programme et même des candidatures communes aux élections. Il est difficile de mesurer à quel point ces volontés très unitaires ont été nombreuses dans le Parti. C'est du reste l'unique intervention allant dans ce sens lors de ce CC. A l'inverse, certains doutent de la stratégie d'alliance avec les socialistes et les radicaux. Les réticences existent au sein du Parti et elles vont surtout dans le sens du scepticisme quant à la volonté réelle du PS de changement. Dans son relevé de décision, le Secrétariat du 17 octobre 1972 considère qu'il faut « poursuivre les discussions pour convaincre l'ensemble du Parti de la nécessité de tout faire pour l'unité. » Il est même prévu de demander à *L'Humanité* d'insister encore plus dans ses articles sur les bienfaits qu'apporteraient l'application du Programme *:*

> «Écrire sur ces questions en se référant au Programme commun dans les articles généraux, en écrivant sur ce que le Programme commun apportera par son contenu en faveur de la démocratie, du progrès social et du développement économique. »

Le CC du 26 octobre 1972 est entièrement consacré à la bataille unitaire du PCF pour l'action commune avec le PS et les radicaux de gauche, pour le soutien au *Programme commun* de gouvernement. Guy Poussy évoque la situation dans le Val-de-Marne en soulignant que c'est

664 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, CC des 28 et 29 septembre 1972, 4AV/1940 à 1944.

la tendance unitaire qui a gagné chez les socialistes dans le département. Il cite pour exemple le tirage commun d'un journal à 300 000 exemplaires avec les socialistes et les radicaux. En charge également pour le compte du CC du département du Lot il mentionne un meeting commun.

Mais ces démarches communes sont l'exception -dans le Val-de-Marne le PS n'est pas en position de force face au PCF - car les socialistes souhaitent le moins d'actions communes y compris localement. La directive nationale du 23 octobre [665]envoyée par le Secrétariat National du PS à tous les secrétaires fédéraux précise la stratégie qui doit être celle de tous les dirigeants locaux

> « Il ne convient pas de mener une campagne commune ni d'organiser des meetings communs qui risqueraient de créer la confusion quant à la personnalité propre de chacune des organisations [...] la priorité absolue doit être donnée à toute action propre à faire mieux connaître à l'opinion la personnalité et l'originalité du parti socialiste.»

Les dirigeants communistes et socialistes en Loire-Atlantique se rencontrent le 21 décembre. Dans ce département le poids électoral du PCF est relativement faible au contraire du Val-de-Marne. Suite à cette rencontre, dans un courrier[666] en date du 27 décembre 1972 adressé par la fédération départementale du PS aux secrétaires de Section et aux membres du Comité Fédéral, il est bien précisé que les deux formations se sont mises d'accord pour limiter les contacts au «seul niveau fédéral». Localement les organisations se mettent d'accord pour limiter les relations au seul niveau départemental.

Le PS et le PCF ne veulent pas se laisser déborder par la dynamique qui pourrait résulter du *Programme commun*.

1) Les comités de base, et les comités d'Union populaire.

La création de comités de base de soutien au *Programme commun* semble avoir été envisagée localement. Ainsi Paul Rochas, qui est pour le compte du CC chargé du suivi des fédérations de l'Isère et des Basses-Alpes, adresse le 6 juillet 1972 une note au Secrétariat du CC [667]. Il indique avoir constaté, à l'occasion des conférences fédérales tenues ce même jour dans les deux départements, que de nombreux camarades expriment l'idée selon laquelle dorénavant l'action du Parti « allait maintenant s'exprimer sous forme d'action commune ».

665 CHT Nantes, Archives du Parti socialiste, PSE 7, directive n°124 23octobre 1972.
666 CHT Nantes, Archives du Parti socialiste, PSE 7.
667 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du suivi des fédérations, 261 J 27/4.

Paul Rochas précise que lors du comité des Basses-Alpes, il avait même été longuement question de la création de « comités d'union populaire ». Appliquant, au nom du CC, un droit de veto, dans le cadre du centralisme démocratique, il indique qu'il avait lors de cette réunion fait part de la « volonté du CC de surseoir et d'en rediscuter à l'automne ». Gilles Herreros relate dans sa thèse [668], suite à un entretien avec Maurice Moissonnier dirigeant du PCF dans le Rhône, le fait que des militants communistes aient voulu créer localement des comités de soutien au *Programme commun*. La direction du PCF aurait alors désavoué ces initiatives.

Pour le PS, c'est sans doute la phrase de François Mitterrand prononcée au comité directeur, et dont se fait l'écho en titre *Le Monde* du 14 octobre qui résume toute la stratégie du PS tout au long du *moment Programme commun* : « Le plus possible de programme commun et le moins possible d'actions communes. » Dans *Le Monde* du 17 octobre 1972, le journaliste indique que le même comité directeur du PS refuse l'idée des communistes de mettre en place des « *comités de base ».* Cela paraît étonnant, car les archives semblent démontrer au contraire que si la direction du PCF pousse pour qu'il y ait le plus possible d'actions communes cela ne va pas jusqu'à encourager la création d'instances communes à la base.

Lors d'un meeting le 2 novembre 1972 à Levallois-Peret dans les Hauts-de-Seine, département où le PCF est la première force politique à gauche, les organisations politiques du département présentent aux organisations sociales le *Programme commun*[669]. A la tribune ce jour là, les dirigeants locaux présentent le programme à partir d'une estrade avec en fond de scène le slogan « Avec le Programme commun, Pour vivre mieux, Pour changer la vie »[670] Dans le Val-de-Marne où le PCF est également, et de très loin, le premier parti de gauche, les actions communes sont plus nombreuses. De nombreux meetings communs sont organisés et annoncés par voie d'affiches en vue de présenter le *Programme commun*. C'est le cas à Chevilly-LaRue le 3 novembre 1972[671]. L'affiche appelle la population à venir assister au meeting de présentation avec pour slogan « Demain le Programme commun des partis de gauche triomphera. Ce qui changera dans votre vie ». Le 9 novembre 1972 au Kremlin -Bicêtre, l'affiche appelle à un meeting en reprenant pour slogan «*Vivre Mieux. Changer la vie*», reprise du titre du premier chapitre du *Programme commun*. Le 17 novembre 1972, un grand meeting est organisé aussi à Champigny sous la présidence des responsables des

668 Gilles Herreros, *Le phénomène contestataire au sein du PCF en 1978*, 1985, Thèse de 3e cycle.
669 *L'Humanité*, 2 novembre 1972.
670 *L'Humanité*, 3 novembre 1977.
671 AD Créteil, Archives du PCF, 130 J 44 45.

sections communiste, socialiste et des radicaux (le terme radical de gauche n'est pas utilisé). Enfin le meeting du 21 novembre 1972 à la salle des fêtes de Maisons-Alfort a pour objectif de présenter les solutions apportées par le programme, meeting à l'invitation des sections du PCF et du PS. A l'automne 1972, la mise en place d'actions communes dépend de la puissance du PCF dans le département et donc de sa capacité à imposer ses vues.

Le même type de questionnement se pose à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril 1974. Le 11 avril 1974 quelques jours après le décès du président de la République, François Mitterrand reçoit chez lui les responsables de gauche [672]. Un meeting national est acté, mais il est expressément précisé qu'il n'y aura pas de comités départementaux « afin de donner le plus de souplesse à la campagne ». Le délégué départemental du candidat est seul habilité à organiser collectivement la campagne avec les responsables fédéraux des trois partis. Il n'y a donc pas à l'échelle locale de déclinaison du comité de liaison nationale que ce soit en 1972 ou en 1974 à l'occasion de l'élection présidentielle.

Les entreprises constituent un autre terrain possible d'action unitaire. Cette fois c'est le PCF qui met tout en œuvre pour qu'il ne le devienne pas.

2) Les actions communes aux portes des entreprises

Avec le *Programme commun,* socialistes et communistes entendent garantir la possibilité d'expression des partis politiques sur le lieu de travail[673]. Les premiers mois qui suivent la signature puis l'édition du Programme peuvent naturellement apparaître comme le moment idéal pour son expérimentation permettant par là-même l'action unitaire. Pourtant, dès le CC d'octobre Georges Marchais s'oppose explicitement au mot d'ordre d'appel à l'organisation de «comités de base» dans les entreprises. Le PCF, qui est des trois partenaires celui qui est le plus favorable à des actions communes tente à partir de ce moment et par tous les moyens d'empêcher le PS de s'implanter dans les entreprises. De son côté le PS entraîné par le CERES fait le forcing en prenant appui sur le texte du *Programme commun* pour y pénétrer. L'implantation communiste dans les entreprises via des sections d'entreprise est ancienne et représente un enjeu militant très important. Le nombre de sections d'entreprise fait

672 AD Créteil, Archives du PCF, 130 J.

673 PCF, *Programme commun de Gouvernement*, *op. cit.* Extrait : « Les droits d'organisation et d'expression des partis politiques sur le lieu du travail seront reconnus et garantis. »

l'objet d'un décompte tous les ans et mesure le degré d'implantation du PCF chez les travailleurs. La classe ouvrière est à l'avant garde de l'action politique du PCF. Il s'agit pour le parti de conserver le territoire de l'entreprise comme un territoire réservée aux sections d'entreprise communistes. Pour le PS, il s'agit d'y rentrer à la faveur d'actions communes, y compris dans le cadre de la promotion du *Programme commun*. Dès le BP du 10 octobre 1972 la direction communiste évoque cette question, et décide de contrer sur le terrain idéologique les tentatives d'implantation du PS :

> «Devant les tentatives du Parti socialiste de nous disputer le terrain dans les entreprises, développer un effort soutenu pour gagner aux positions du Parti l'avant-garde du mouvement ouvrier. »[674]

A Paris, le CERES majoritaire au PS lance une intense propagande pour créer des sections d'entreprise[675]. Mais le succès socialiste à l'échelle nationale est relatif. François Mitterrand le 4 mai 1975, lors d'une convention spécialement consacrée à la question des relations PCF-PS, remet en cause le chiffre avancé par son propre Parti de 800 sections d'entreprises socialistes et dénonce même les effets d'annonce:

> «Il faut être carré et ne pas se tromper d'histoire. Il n'y a pas 800 sections d'entreprise. Nous en avons relevé 396 […]L'objectif 1977 doit être l'existence de 2000 sections d'entreprises - je dis ce chiffre pas tout à fait au hasard, mais simplement par l'étude des réponses des fédérations et leur engagement qui me parait profond dans ce sens. Voilà pourtant un terrain difficile. Il faudra également le développer - soyons nous-même - par un effort culturel. »[676]

Lors d'une conférence de presse le 23 mai 1975, Louis Mermaz, secrétaire national du PS en charge du secteur « entreprises », annonce que le PS compte entre 400 et 420 sections et groupes d'entreprise, soit selon le journaliste 50% de moins que le chiffre revendiqué par l'ancien responsable de ce secteur Georges Sarre, membre du CERES[677]. Mais le PS laisse aussi entendre qu'il cherche à diversifier son audience par la prise en compte du million de chômeurs. Le 21 novembre 1975, au lendemain du *comité de liaison*, la direction du PS dans un courrier adressé aux instances dirigeantes (Secrétaires fédéraux, membres du comité directeur, parlementaires) prend acte du refus du PCF, mais aussi du MRG, quant à des distributions de tracts dans les entreprises.

«Le PCF s'y est formellement opposé dénonçant le caractère artificiel de telles

674 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD : 2 NUM 4..
675 FJJ - Collection d'affiches 2AF 70/8.(Annexe 8, document 16)
676 FJJ - base de données des débats, convention nationale mai 1975.
677 *Le Monde*, 24 mai 1975.

manifestations compte tenu selon lui, du rapport des forces en présence dans les entreprises. Nous regrettons que le Parti communiste n'accepte pas l'expression de nos deux partis devant les entreprises[...]mais nous n'avons pas voulu pratiquer la politique du « tout ou rien » et il s'agit maintenant d'agir sur le terrain à partir des décisions prises, chaque fédération étant appelée à déterminer les formes d'action les plus efficaces. Nous t'invitons à prendre l'initiative de la rencontre avec nos partenaires de la gauche et à renouveler nos propositions d'actions à la base devant les entreprises chaque fois qu'il te paraîtra possible d'aboutir à un résultat positif. »[678]

L'effort du PCF pour contenir l'implantation du PS dans les entreprises est constant à partir de 1972 et fait l'objet de justifications régulières du côté communiste. Ainsi, Jean Colpin [679] déclare dans une interview au *Républicain Lorrain* le 18 mai 1976 :

> « Le PS dans les entreprises n'apporte rien aux travailleurs. Son action risque même d'émousser la combativité des travailleurs. Nous demandons la nationalisation de la sidérurgie. La fédération de la Moselle du PS est d'accord. Au niveau national les socialistes ne le sont pas. Or à notre connaissance il n'y a qu'un seul parti socialiste. On ne peut pas être révolutionnaire devant les ouvriers et ne pas parler du programme commun en ville. […] Une action commune au niveau de l'entreprise ne peut servir d'alibi à l'absence de cohésion au niveau national. »

Charles Fiterman évoque également cette question avant le comité de liaison du 11 juin 1976 dans un rapport interne, sans nul doute à destination du BP :

> « Hormis les actions communes dans les entreprises qu'ils vont sans doute nous proposer pour contrebalancer notre proposition municipale, je ne vois pas ce que les socialistes peuvent nous soumettre d'important. [...]nous pourrions continuer à refuser toute action dans les entreprises. »[680]

Malgré tout, le PS ne renonce pas et suite au *comité de liaison* du 11 juin 1976, une circulaire[681] de la direction du PS est adressée aux secrétaires fédéraux, aux membres du comité directeur et aux parlementaires le 15 juin 1976 :

> «Nous vous invitons à prendre contact avec nos partenaires afin de déterminer les lieux de diffusion (villes importantes) et à renouveler notre proposition d'une distribution aux portes des entreprises. En cas de refus répété du PC nous invitons les fédérations à assurer elles-mêmes la distribution vers les entreprises en laissant les travailleurs juges de l'attitude communiste. »[682].

Le PS montre que sa volonté d'entrisme dans les entreprises n'est pas érodée et décide en

678 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 30, circulaire n°470 du 21 novembre 1975.
679 Jean Colpin : membre du CC en 1970, membre du BP et du SG en 1976. Responsable de la section "Entreprises" et du travail du Parti parmi les immigrés.
680 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366, article 18.
681 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 30, circulaire n°513 du 15 juin 1976.
682 FJJ, Secrétariat aux relations extérieures, 2 RE 24

1976, contrairement à ses positions antérieures, de passer outre le refus du PCF, et d'effectuer des distributions communes devant les entreprises. Le PS se sent fort désormais, même sur un terrain militant et sur un territoire où le PCF est présent depuis fort longtemps. En quelque mois, l'évolution de la direction du PS est notable sur cette question. Le PS semble vouloir s'émanciper du « grand frère ouvrier » devant la porte des entreprises. Il est vrai qu'entre temps lors des élections cantonales des 7 et 14 mars 1976[683], le PS est devenu le premier parti de France, et surtout pour la première fois sous la V[éme] République (et même depuis 1945), les socialistes sont devant les communistes au soir d'un premier tour d'élection. Charles Fiterman, dans *L'Humanité* du 2 octobre 1976 récuse toujours la faisabilité d'une implantation de l'ensemble des formations de gauche dans les entreprises

> «Pour ce qui est des actions au sein des entreprises il existe des difficultés objectives: elles résident par exemple dans le fait que le MRG n'est pas organisé à l'entreprise et qu'il ne souhaite pas y développer son action. Il faut tenir compte du fait que si le Parti communiste français est présent dans de nombreuses usines, ce n'est pas le cas des autres formations de gauche. »

En Loire-Atlantique, un courrier en date du 7 janvier 1977[684], envoyé par la Fédération du PS aux secrétaires de section et aux membres des GSE (Groupements des sections d'entreprise), propose la création d'une commission fédérale « Entreprises » qui travaillerait sur cet objectif qualifié de prioritaire. Ce courrier concède qu'une circulaire nationale, envoyée un an plus tôt en février 1976, n'a pas eu tous les effets escomptés. Ceci témoigne de la difficulté éprouvée par les socialistes à poursuivre leur objectif à une période charnière où la France connaît le pic du nombre d'ouvriers, mais aussi le processus du début de désindustrialisation, l'augmentation importante du nombre de chômeurs.

En mars 1977 la journaliste Joanine Roy, dans *le Monde* [685], réalise un bilan de l'implantation des communistes et des socialistes dans les entreprises. Elle relève que les relations avec le monde syndical passent quasi-exclusivement par le biais de la CGT pour les cellules d'entreprise communistes, alors que les sections d'entreprise socialistes sont liées essentiellement à la CFDT. Se basant sur les chiffres fournis à la suite de la conférence des sections et groupes d'entreprise réunis en mai 1976[686] , la journaliste indique que la plus forte implantation socialiste se trouve en région parisienne (33% des sections), et que c'est dans le

683 Élections cantonales des 7 et 14 mars 1976 (cette élection concerne la moitié des cantons sans la région parisienne): le PS au premier tour obtient 26 %, le PCF 22 % et le MRG 2,5 % Au soir du second tour le PS gagne 194 sièges et le PCF 75.

684 CHT Nantes, Archives du PS de Loire-Atlantique, PSF1.

685 *Le Monde,* 1er et 2 mars 1977.

686 *Le Monde,* 2 mars 1976.

secteur de la métallurgie qu'elle est la plus importante. Près de 50 % des adhérents de ces sections sont membres de la CFDT, et 22 % sont cadres. A l'occasion de cette conférence la fédération socialiste de Paris insiste sur l'importance du secteur entreprises en indiquant que c'est la seule structure adaptée pour les travailleurs à un apprentissage du pouvoir . Cette priorité à l'exercice d'une activité militante sur son lieu de travail rejoint les positions communistes. L'article 19 des statuts du PCF précise en effet que « le communiste travaillant dans une entreprise a pour premier devoir d'être adhérent à la cellule d'entreprise, d'y militer de contribuer à créer la cellule quand elle n'existe pas encore ». Or, Joanine Roy relève avec surprise que cette obligation n'a pas toujours été respectée. Elle précise même, sans citer de source, que la double casquette de délégué syndical et de militant communiste n'est pas sans poser problème et que certains se détournent des délégués quand les argumentations communistes et cégétistes « conduisent trop vite à l'apologie du Programme commun ». Ce lien entre syndicats et partis politiques ne va pas de soi. L'enquête sur l'ouvrier français menée par le centre d'étude de la vie politique française en 1970[687] évoque ce rapport entre syndicats et partis politiques. A l'affirmation selon laquelle « *les ouvriers ne devraient plus suivre les organisations syndicales parce qu'elles s'occupent trop de politique et pas assez de la défense professionnelle des travailleurs »,* 53 % des sondés répondent positivement. De la même façon, 50 % des ouvriers considèrent que les syndicats ne devraient pas avoir de parti « avec lequel ils s'entendraient plus particulièrement », et 60 % des sondés considèrent que les syndicats « ne sont pas obligés de faire de la politique ». Paradoxalement, 60% des sondés considèrent que «*Les syndicats devraient se mettre d'accord avec les partis politiques sur un programme d'action commun*. » Sans disposer de sondages de ce type pour les années postérieures à la signature du *Programme commun,* on peut émettre l'hypothèse que la place prise par ce texte renforce le sentiment d'imbrication entre les sphères syndicales et politiques et que le fort soutien de la CGT au programme n'y serait pas étrangère. Toutefois l'entreprise n'est pas seulement un terrain d'influence militante.

3) Les manifestations et les meetings communs

687 L'enquête sur "l'ouvrier français en 1970" a été réalisée dans le cadre du CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française, FNSP et CNRS). Enquête sur le terrain du 1er juillet au 8 août 1969. Echantillon : 1116 ouvriers français ayant un emploi dans l'industrie (qualifications : manoeuvres, ouvriers spécialisés, ouvriers professionnels, contremaîtres, techniciens) Le taux de syndicalisation chez les ouvriers est de 31%, avec 20% de syndiqués à la CGT. https://cdsp.sciences-po.fr/enquetes.php? idTheme=11&idRubrique=enquetesFR&lang=FR).

Les manifestations communes

Les manifestations sont un lieu de revendication, mais également un lieu où l'on se compte. Les partis signataires du *Programme commun* s'associent parfois aux manifestations syndicales. Derrière sa propre banderole, et plus rarement derrière une banderole commune, chaque organisation tente alors d'assurer une présence politique la plus conséquente possible. Parfois le caractère unitaire s'affirme et sert de faire valoir à chaque organisation. Dans le défilé parisien les leaders Georges Marchais, François Mitterrand et Robert Fabre s'affichent alors ensemble côte à côte. Toutefois seules trois manifestations les réunissant tous les trois peuvent être recensées entre 1972 et 1977.

La première manifestation a lieu le 27 mai 1973 à l'occasion de la commémoration des morts de la Commune[688]. Les images montrent Georges Marchais à son aise alors que François Mitterrand est plus distant. La deuxième manifestation commune a lieu au lendemain du coup d'État au Chili du 11 septembre 1973. *L'Humanité* du 12 septembre publie l'appel à la manifestation du jour lancée par la «*gauche unie et des syndicats* »[689]. Le cortège de la manifestation parisienne est scindé en deux. En tête de cortège, la gauche du *Programme commun* affirme que le «*fascisme ne passera pas !* », alors que la seconde partie formée par les militants d'extrême gauche demande «*l'armement du prolétariat*. » Une délégation composée de tous les leaders de la gauche politique et syndicale, entre dans l'ambassade du Chili à Paris afin d'exprimer la solidarité du peuple français. Bien entendu, la question chilienne revêt une importance considérable pour ces partis qui souhaitent accéder au pouvoir. Claude Estier revient sur l'expérience chilienne dans un éditorial de *l'Unité* du 14 septembre qui a pour titre « Ce qu'ils ont voulu tuer » en indiquant que les putschistes ont voulu mettre fin à « l'expérience du socialisme dans la légalité et la liberté . » Pour les signataires du *Programme commun,* l'alliance entre communistes et socialistes chiliens rentre en résonance avec la situation politique française[690] (cf infra).

688 Alain Bergounioux et Frédéric Cépède (dir.), *Des poings et des roses Le siècle des socialistes*, Paris, La Martinière, 2005, pp. 202-203.(Annexe 5, document 5).

689 *L'Humanité,* 12 septembre 1972 – appel au nom du PCF, PS, MRG, PSU, MJC, MJS, MJRG, JOC,CFDT, CGT, FEN, Centre confédéraux des jeunes CGT et CFDT, LDH.

690 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, op. cit., chapitre 16 «le PS et le Chili d' Allende. » Pierre Vayssiere, *Le Chili d'Allende et de Pinochet dans la presse française (1970-2005)*, Paris, l'Harmattan, 2006.

Les trois leaders se retrouvent à nouveau ensemble à la tête d'une manifestation parisienne le 8 décembre 1975[691]. Le *comité de liaison,* réuni quelques jours avant, le 20 novembre, avait appelé à la participation à une manifestation de la gare-Saint-Lazare au ministère de l'Intérieur en présence des leaders de la gauche, pour protester contre le nouveau découpage des cantons dans la région parisienne, qualifié de « trucage »[692]et ce que *L'Humanité* du 6 décembre 1975 appelle un «charcutage électoral». Au même moment, au sein de l'armée, ont lieu des mouvements en faveur de la liberté d'expression, de la liberté de pouvoir y créer des sections syndicales. En ce début du mois de décembre, 22 soldats inculpés d'entreprise de démoralisation de l'armée sont traduits devant la cour de Sûreté de l'État[693]. Le PCF, le PS et le MRG adoptent une déclaration commune le 5 décembre[694] en indiquant que la manifestation déjà prévue pour le lendemain, compte tenu du procès prend dès lors une dimension nouvelle. Les partis se disent solidaires des soldats qui souhaitent exercer librement leurs droits d'expression, d'information et d'association garantis par la Constitution, tout en se désolidarisant « des groupes militaires antimilitaristes ». *L'Humanité* du 8 décembre 1975 montre en une la tête du cortège avec les trois leaders[695].

Une autre manifestation commune a lieu peu de temps après, le 18 décembre 1975[696], «Contre la politique antisociale et répressive du pouvoir. Pour les revendications. Pour les libertés», une nouvelle fois à l'appel des trois partis de gauche et des syndicats. Cette manifestation est proposée par un courrier en date du 11 décembre adressé par Georges Marchais à Robert Fabre et François Mitterrand (lettre reproduite dans *L'Humanité* du 12 décembre). Une rencontre a lieu au siège des Radicaux de Gauche le 15 décembre en présence de l'ensemble des forces politiques et syndicales (PCF, PS, MRG, CGT, CFDT, FEN) afin de préparer cette manifestation, réunion qui donne lieu à un communiqué commun[697]. Aux revendications déjà portées par les manifestants du 6 décembre au sujet des libertés, s'ajoutent celles relatives au projet de financement de la sécurité sociale, avec des mesures d'économie prises afin de trouver 10 milliards de francs, ce qui selon les signataires du communiqué entraînera l'augmentation des cotisations et amputera « le pouvoir d'achat des assurés de près de 7 milliards en un an ». La question des libertés est par ailleurs toujours d'actualité, car le

691 Annexe 5, document 6.
692 Communiqué du *comité de liaison* du 20 novembre 1975.
693 *L'Humanité*, 6 décembre 1975.
694 *Le Monde*, 6 décembre 1975.
695 Annexe 5, document 6.
696 Annexe 5, document 6.
697 FJJ, Fonds Pontillon, 8 FP 3/221

communiqué précise que :

> « » organisations signataires dénoncent la diversion progressive menée par le pouvoir à propos des problèmes de l'armée pour détourner l'attention des conséquences sociales désastreuses de sa politique et des raisons véritables du malaise de l'armée. »

En pages intérieures de *L'Humanité* du 19 décembre, une photo[698] montre les leaders politiques présents : François Mitterrand, Robert Fabre, et François Loncle entouré d'Etienne Fajon et de Roland Leroy [699]. Georges Marchais est alors absent car il assiste en compagnie de Jean Kanapa au premier congrès du parti communiste cubain[700]. Ces manifestations s'inscrivent dans le cadre plus large des interrogations soulevées par la question des libertés qui prend de plus en plus d'importance dans les années 1970, et par l'effort mené alors par le PCF afin de paraître crédible sur cette question.

Le 7 octobre 1976, a lieu une manifestation contre le «*plan Barre*»[701]. C'est un succès pour *L'Humanité,* qui titre le vendredi 8 octobre : *« la colère et l'espoir: près de 2 millions de manifestants dont 500 000 à Paris. »* Dans le défilé, les socialistes Jean Poperen et Claude Estier défilent aux côtés des communistes Georges Marchais, Paul Laurent, et Madeleine Vincent. Cette fois c'est François Mitterrand qui n'est pas présent.

Finalement, François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre durant le *moment Programme commun* ne défilent qu'à trois reprises ensemble. Alors que la manifestation est l'une des pratiques militantes les plus utilisées, celle qui fait partie en quelque sorte du bagage culturel du militant de gauche, les leaders des trois organisations ne sont parvenus qu'en de rares moments à en faire un temps d'affichage unitaire.

Les meetings nationaux

Le 16 mars 1971, dans le cadre de la campagne pour les élections municipales, un meeting commun en présence des leaders Georges Marchais, François Mitterrand et Alain Savary a lieu entre les deux tours des élections municipales. C'est la première fois que

698 Annexe 5, document 7.

699 François Loncle : entretien le 6 septembre 2013, François Loncle évoque deux photos qui lui auraient fait du tort en 1978, en l'empêchant de remporter la législative. L'une le jour de l'accord entre les deux tours en mars 1978 (Annexe 18, document1) et une autre photo le montrant en compagnie de Jean Kanapa lors d'une manifestation . La photo publiée dans *L'Humanité* du 19 décembre le montre tenant le bras de Roland Leroy et d'Etienne Fajon.

700 *L'Humanité,* 18 décembre 1975.

701 Le Premier ministre Raymond Barre qui a remplacé Jacques Chirac le 25 août 1976 décide de geler pour trois mois les prix à la consommation, de freiner la hausse des salaires, de réduire la taxe à la consommation et d'augmenter l'impôt sur le revenu ainsi que les prix de l'alcool et de l'essence

Georges Marchais, alors secrétaire général adjoint du PCF, et François Mitterrand, alors responsable de la CIR, se retrouvent ensemble à la tribune. Les responsables se félicitent des progrès de l'union en vue des élections[702].

En 1972, après la signature, la question de l'organisation d'actions communes est une source de désaccord entre partenaires. Le PCF souhaite le plus d'actions communes, dont la tenue de meetings, ce qui n'est pas le cas du PS. L'évocation régulière dans la presse communiste, en septembre 1972, des actions communes dans les départements [703]irrite les dirigeants socialistes qui évoquent cette question lors d'un comité directeur[704] en octobre 1972[705]. La proposition d'organisation par Jean Poperen et le CERES de meetings communs est repoussée par ailleurs à cette occasion.

Lors de la *rencontre au sommet* du 19 octobre 1972 [706], dont il a déjà été question, Georges Marchais indique que le PCF pense qu'un « grand meeting aurait un grand impact ». Mais François Mitterrand, en fin de réunion, précise que l'un des désaccords porte sur la tenue de « meetings indifférenciés ». Pour Paris, il concède l'organisation d'une « Assemblée d'envergure nationale », sans utiliser le terme de meeting. Face aux membres de la délégation communiste, face à Georges Marchais, il dévoile de manière presque étonnante les craintes qui sont celles du PS :

> « Actions communes indifférenciées, non, notamment meetings communs. Nous redoutons que la confusion s'établisse entre nos deux grandes formations […]Voyons le danger: vous êtes sérieux, organisés, croyez en ce que vous faites, avez assez grande audience. »

Le premier secrétaire pointe du doigt la supériorité militante du PCF. Or, nul n'ignore parmi les dirigeants présents que lors des meetings, comme lors des manifestations, se mesure la prédominance d'une organisation à travers les drapeaux, les banderoles, ce que relève du reste la presse quand elle rend compte d'un meeting. L'autre raison invoquée par François Mitterrand relève de la confusion qui pourrait naître à l'occasion de ces meetings pour l'électorat socialiste « qui se situe à notre droite », et qui risquerait de ne pas se retrouver dans des meetings « indifférenciés ». Le PS va donc concéder la tenue du meeting du 1er décembre,

---

702 Élections municipales de 1971 : 14 et 21 mars.

703 *L'Humanité* du 10 octobre 1972 met en avant l'ensemble des actions communes dans les départements dont la tenue entre autre de quatre meetings dans l'Essonne.

704 Le comité directeur du PS est composé de 81 membres. L'article article 32 des statuts précise le rôle de cet organe dirigeant : «*Dans l'intervalle des congrès nationaux l'administration et la direction du parti sont confiées au Comité directeur contrôlé par la convention nationale* » (CAS : statuts du PS de 1971)

705 *Le Monde,* 17 octobre 1972.

706 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ33.

mais parvient par la suite à faire en sorte que cela soit l'un des derniers, hormis celui de la campagne présidentielle. Il garde la main.

Le premier décembre 1972 a donc lieu le meeting commun national porte de Versailles à quelques mois des élections législatives prévues en mars. Ce meeting a lieu finalement près de six mois après la signature. Tout est fait pour en assurer le succès. Il est notamment organisé en commun dans certains départements parisiens des déplacements pour ce meeting. C'est le cas dans le Val-de-Marne. Une circulaire commune est diffusée pour les adhérents du PCF, du PS et du Mouvement de la Gauche Radicale Socialiste de ce département, suite aux rencontres locales des 26 octobre et 15 novembre. Afin d'assurer la réussite du meeting, cette circulaire, non datée, envisage de nombreuses distributions communes de tracts devant les gares SNCF et RER, mais aussi devant de nombreuses entreprises[707]. Il est prévu par ailleurs, un affichage de masse le 24 novembre - l'affiche dont il est question est sans nul doute celle avec une poignée de main et un arc-en-ciel [708] - et la nécessité d'organiser des transports collectifs.

> « Des transports collectifs devront être mis à la disposition des démocrates pour se rendre au rassemblement. Les élus départementaux, les municipalités socialistes et d'union démocratiques[709] prendront enfin toutes les dispositions qu'elles jugeront utiles pour contribuer à la réussite de cette manifestation. »[710]

Sans pouvoir être explicitement écrit, cela indique que les municipalités dirigées par la gauche doivent s'engager à mettre à disposition, gratuitement, des moyens de transport pour faciliter les déplacements vers le lieu du meeting. Les trois leaders sont présents à la tribune et prennent la parole à tour de rôle[711]. Il n'a pas été retrouvé dans les archives de document indiquant de quelle manière avait été décidé l'ordre d'intervention des trois leaders. En fond de scène derrière les orateurs est écrit :

> « Pour la victoire du Programme commun Pour la victoire de la gauche Unie » « Pour changer la vie un gouvernement de la gauche unie » « Pour vivre mieux un gouvernement de la gauche unie . »

Le premier des trois leaders à prendre la parole est Robert Fabre suivi par Georges Marchais Celui-ci évoque la question des libertés :

> « Partis et groupements pourront exercer librement leurs activités. Les libertés

707 « SKF Ivry, Rhône-Poulenc Vitry, Kodak Vincennes, Renault Choisy, MIN Rungis, Air France Orly, Hôpital Mondor Cr'teil »
708 Annexe 2, document 1.
709 Nom donné aux municipalités dirigées par les communistes
710 AD Créteil, Archives du PCF, 130 J 45
711 Annexe 5, documents 4.

> individuelles et collectives seront non seulement préservées mais rétablies et étendues. La France du Programme commun sera la France de la liberté de pensée et d'expression . »

Il poursuit : « L'union ce n'est pas la fusion en un seul parti[...]nous n'ambitionnons de dominer personne »[712].

C'est François Mitterrand qui s'exprime le dernier[713]. S'adressant aux socialistes qui doutent de la stratégie autour du *Programme commun* il précise :

> « Responsables du Parti socialiste je vous dis d'abord l'union, ensuite l'union sur un programme commun et enfin l'union sur un programme commun de gouvernement».

Selon Philippe Robrieux[714], ce meeting signe ce qu'il nomme « le début de l'effet Mitterrand », qui montre ses talents d'orateur, citant des vers de « la rose et le réséda » de Louis Aragon devant une majorité de militants communistes. Michèle Cotta décrit au contraire lors de ce meeting un François Mitterrand pas du tout à l'aise au départ, gêné même par les applaudissements trop forts[715] qui « prononce d'une voix qui s'enroue, un discours pas très bien au point ». A la fin selon elle en revanche il s'assure l'enthousiasme de la foule en parlant de « Vivre autrement ». François Mitterrand doute-t-il de sa stratégie à ce moment-là en étant obligé de s'adresser à une foule militante majoritairement communiste ? Le journaliste Léon Zitrone au journal télévisé de 20 heures parle d'un succès considérable pour ce meeting de « *la gauche unie*[716]. » Les images et les enregistrements montrent une foule criant « *Union Populaire* » et des banderoles communes. *L'Humanité* évoque en une le meeting de la veille avec un titre qui barre toute la page, « Prodigieux »[717]. En pages intérieures, le quotidien communiste reproduit des extraits des discours prononcés. Celui de Georges Marchais se termine par un appel à différentes catégories de la population :

> « Les croyants qui dans leur foi trouvent des raisons de lutter contre les injustices et les tares d'une société inhumaine mais aussi les patriotes indignés par une politique étrangère qui n'a plus rien à voir avec rôle de la France dans le monde ».

Censé démontrer la valeur symbolique et la puissance du rassemblement, un titre de

712 INA, site www.ina.fr, meeting du 1er décembre 1972
713 Nulle trace trouvée dans les archives de la façon dont l'ordre de passage a été décidé pour ce meeting.
714 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste,*1987, Fayard, Paris.
715 Michèle Cotta, *Cahiers secrets de la Vème République*, *op. cit.*
716 Annexe 5, documents 4.
717 Annexe 5, documents 4.

L'Humanité en page intérieure ce jour là reprend les propos d'un participant en indiquant « 1936 ...mais en mieux ». Le journal évoque, photos à l'appui, une ambiance chaleureuse et la présence parmi la foule de représentants de la FEN, du SNES et du SNI, ainsi que celle d'une délégation de la CGT et de la Ligue des droits de l'homme (LDH) à la tribune.

Un second meeting commun en présence de Georges Marchais, François Mitterrand et Robert Fabre a lieu peu de temps après le 27 janvier 1973. Il s'agit d'un meeting de soutien des intellectuels au *Programme commun*. Des tables rondes réunissent des ingénieurs, des techniciens, des réalisateurs avant que les trois leaders ne prennent la parole. Le journal télévisé ne laisse pas entendre les propos des leaders mais propose une interview de Claude Chabrol [718]qui ironise sur la peur du communisme et indique que l'autocensure est selon lui une pratique courante chez les artistes.

Dans le cadre de l'élection présidentielle, le 25 avril 1974, a lieu un autre meeting commun de la gauche. Le lieu est le même que pour le meeting du 1er décembre 1972 et l'affiche utilisée pour populariser l'événement, quasi identique[719]. Comme à son habitude François Mitterrand arrive au meeting en traversant la foule, cette fois pendant le discours de Pierre Mauroy. C'est ensuite Robert Fabre qui prend la parole avant de la céder à Georges Marchais. Celui -ci insiste sur l'engagement politique que constitue le *Programme commun*.

> «Notre engagement devant les travailleurs et devant le pays c'est le Programme commun, rien que le Programme commun mais tout le Programme commun. »

Cela sonne comme un rappel, celui de la signature commune d'un programme approuvé par les trois organisations. François Mitterrand qui s'exprime en dernier, comme en 1972, déclare de son côté être avant tout le candidat de la gauche et secondairement le candidat du *Programme commun : «* Je suis le candidat de la gauche et je m'inspire des options fondamentales du programme commun »[720] Les images montrent de nombreux artistes sur scène ou dans la foule comme Jean Ferrat, Lenny Escudero, Michel Piccoli, Marcel Mouloudji. Le soutien du monde culturel, des intellectuels à la gauche et en l'occurrence au

718 INA, JT 20 heures, 28 janvier 1973.
Interview de Claude Chabrol :
Claude Chabrol : « J'ai horreur que l'on me fasse peur et quand on s'amuse à vouloir me faire peur avec les communistes cela me fait rigoler alors je veux allez contre»
Journaliste : « Quel est le film que vous auriez eu envie de faire et que vous n'avez pu faire ?
Claude Chabrol « …on ne le sait même plus on pratique une forme d'autocensure [...]j'ai l'impression que cela pourrait ouvrir des horizons. »

719 Annexe 2, documents 1 et 2.

720 INA, JT 20 heures, 1ère chaîne, http://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu00134/meeting-de-francois-mitterrand-a-la-porte-de-versailles-en-1974.html

candidat commun est important[721]. Selon une note des RG, François Mitterrand paraissait fatigué et n'a parlé que « pendant 20 minutes d'une voie étouffée, parfois inaudible et à ressassé des thèmes connus ». Le rédacteur de la note précise par ailleurs que l'assistance selon lui était surtout composée de militants et sympathisants du PCF à hauteur de « 70 % des 60 000 participants. »[722] En région parisienne, la banlieue rouge s'est donc mobilisée pour le candidat socialiste. En 1974, c'est toujours l'appareil militant du PCF qui est en mesure de remplir une salle. Trois jours avant le second tour, le 16 mai 1974, un meeting commun a lieu cette fois à Lyon, en l'absence de François Mitterrand, et rassemble à l'appel de 7 partis politiques et organisations syndicales (CGT, FEN, et CFDT) plusieurs milliers de personnes en soutien à la candidature du candidat unique. Edmond Maire pour la CFDT parle à cette occasion « : d'espoir pour chacun de ceux qui veulent plus de justice, plus de liberté, plus de responsabilité.» [723]

Le 31 mai à Paris, douze jours après le second tour, a lieu à la Cité des Congrès à Paris, un nouveau meeting commun[724]. François Mitterrand en présence de Georges Marchais et Robert Fabre fustige la victoire de Valéry Giscard d'Estaing. Évoquant le score que ce dernier a obtenu au second tour, il évoque les « 49,5 % compte non tenu de quelques secteurs lointains où les suffrages sont télécommandé ». Il s'agit du vote dans les DOM TOM et des soupçons de fraude.

Le dernier meeting commun en présence des trois leaders signataires du *Programme commun* a lieu le 18 mars 1977 dans le cadre des élections municipales. C'est la première fois depuis 1974 que ces trois leaders se retrouvent à une même tribune[725]. A cette occasion, Michel Mousel pour le PSU et le général Binoche pour le compte des gaullistes de gauche, prennent aussi la parole[726].

L'histoire du *moment Programme commun* s'écrit finalement à travers seulement 5 meetings en présence des leaders de la gauche, soit moins de un par an avec pourtant de nombreuses élections. Le rassemblement du 1er décembre 1972 donne naissance à l'Union de la gauche et celui du 25 avril 1974 impose la candidature de François Mitterrand comme la

721 Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990.

722 AN, Ministère de l'Intérieur, 19800280-90. 1ère section, affaires politiques particulières. Dossier Marchais.

723 http://www.ina.fr/video/CAF92017907

724 INA, http://www.ina.fr/video/CAF92027142/comite-de-liaison-de-la-gauche-video.html

725 *Le Monde*, 21 mars 1977. Article «Pour la première fois depuis 1974 : les dirigeants de l'union de la gauche se sont retrouvés sur une même tribune»

726 Annexe 2, document 4.

candidature naturelle de cette Union, la candidature de celui qui finira par l'emporter en 1981. En deux meetings François Mitterrand est parvenu à s'imposer aux yeux du peuple de gauche.

Les 100 meetings communs dans les départements en 1975

Dans *l'Unité* du 21 février 1975[727], Pierre Bérégovoy signe un éditorial intitulé « Des actions à la base». Il précise que le PS proposera aux partenaires la tenue d'actions communes lors de la réunion du *comité de liaison* qui doit avoir lieu le 27 février[728]. C'est la première fois que le *comité de liaison* devrait se réunir depuis huit mois, c'est-à-dire depuis l'élection présidentielle, mais surtout depuis les élections législatives partielles d'octobre 1974, qui ont montré la progression du PS et la perte d'influence du PCF [729]. Depuis, le PS est accusé vouloir gagner des voix au détriment du PCF.

Le BP du PCF du 27 février 1975 précise le matin même du *comité de liaison*, le mandat de la délégation communiste. La direction du Parti souhaite obtenir la tenue de 100 meetings partout en France. Désireux de ne pas passer trop rapidement de la période de polémique à une période trop triomphaliste, la direction prévient que le Parti ne doit pas néanmoins laisser croire que le PS serait dorénavant exempt de critiques ce qui reviendrait à perdre de vue « la nature réformiste » des socialistes. Afin que l'action des communistes reste bien visible la direction communiste considère que le Parti doit prendre ses propres initiatives pour les préparation des meetings communs [730]. Enfin, le BP considère qu'il faudra critiquer l'attitude de Gaston Defferre à Marseille, ce que fait Paul Laurent à l'issue de la conférence[731] qui suit la réunion du comité de liaison, en dénonçant la collaboration du maire de Marseille, qui aurait préparé « clandestinement » la venu du président de la République à Marseille [732].

727 FJJ, base de données de *l'Unité.*

728 *L'Unité,* 21 février 1975 Extrait de l'éditorial « Ce qui est important, en ce moment, c'est de renforcer l'action commune à la base, sur les problèmes concrets qui préoccupent à juste titre les Français. Ce sera l'objet du Comité de liaison des trois partis de gauche qui se réunira jeudi prochain pour la première fois depuis plusieurs mois. Rien ne sera négligé par les socialistes pour aboutir à un accord sur ce plan et donner le maximum d'ampleur aux actions à engager dans chaque département. Ainsi seraient créées les conditions d'une relance de la dynamique unitaire. »

729 *Le Monde*, 17 septembre 1975. Article de Thierry Pfister, « Après une année de polémique. Communistes et socialistes vont faire le point sur le malaise de la gauche. »

730 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, BP du 27 février 1975, CD 2 NUM 4.

731 *Le Monde,* 1er mars 1975.

732 « Le 27 février 1975, Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, fait une visite surprise à Marseille. Débarqué à 10 h 30 à Marignane, il se rend dans les quartiers Nord en compagnie de

A l'issue de ce *comité de liaison,* les trois partenaires décident de mener un certain nombre d'actions visant à populariser un campagne pour la défense de l'emploi et contre la vie chère. Dans ce cadre, sont prévues des conférences de presse et de « grandes réunions publiques » - le terme de meeting n'est pas utilisé - dans les 100 principales villes de France[733]. Dans *l'Unité*[734] qui suit cette rencontre, Claude Estier précise que les rapports entre communistes et socialistes sont passés du stade de la « polémique » au stade de la « compétition » Il espère que ces actions communes relanceront rapidement la dynamique unitaire « dont il faut bien admettre qu'elle a subi une certaine éclipse au cours des trois ou quatre derniers mois ».

Dans le cadre des activités de suivi des partis politiques de l'union de la gauche, les Renseignements généraux suivent l'ensemble des 100 meetings qui ont lieu en France en avril-mai 1975[735]. De nombreuses informations sont collectées à cette occasion de manière identique par les fonctionnaires de police qui portent une appréciation selon un certain nombre de critères, suivant une grille de lecture commune. Il s'agit de l'influence, des orateurs, du texte en fond de tribune, des réactions du public, des incidents, ainsi que les discours des orateurs et l'adoption éventuelle en fin de meeting d'une motion. Enfin, l'âge et l'appartenance politique des participants sont également relevés. Les auteurs des notes relèvent quasiment systématiquement la forte présence ou pas de jeunes, et si les lycéens ont participé ou non à la préparation des meetings. Le droit de vote au moins de 18 ans venant d'être accordé peut-être y a-t-il là une réponse à une consigne bien particulière de la hiérarchie afin de mesurer la politisation parmi la jeunesse.Certains fonctionnaires tentent, à travers les discours, de mesurer localement la manière dont est vécue la brouille entre le PCF et le PS, brouille qui dure depuis septembre 1974. Le suivi de ces meetings se poursuit à l'extérieur. Le fonctionnaire essaye de savoir si les dirigeants des trois organisations font table commune dans un restaurant ou un bar à proximité du lieu du meeting. Cette source est précieuse car elle permet dans plusieurs villes de mesurer l'état de l'opinion, l'état d'esprit des dirigeants et des militants à partir de l'affluence à ces réunions, du contenu des discours, et plus précisément de la manière d'appréhender la polémique entre partenaires. Si l'on s'en tient aux

Gaston Defferre et de Paul Dijoud, secrétaire d'État près du ministre du Travail chargé de l'immigration, d'abord dans une école de filles, puis à la cité de transit La Paternelle (Sainte-Marthe), dans le bidonville Michel (Saint-Henri) et enfin dans un centre d'apprentissage, avant de gagner l'Hôtel de ville. », source http://fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens/fiche- media/Repmed00028/le-president-de-la-republique-visite-le-bidonville-michel.html.

733 *Le Monde*, 1er mars 1975.

734 FJJ: base de données de *l'Unité* - n° 147 du 25 février 1975.

735 AN, ministère de l'Intérieur, 20040455, article 5, «*rassemblements 1973 - 1976*. »

décomptes des présents, selon les fonctionnaires des RG, il n'y aurait pas eu plus de 100 000 personnes pour une centaine de meetings tenus dans toute la France[736]. La plus grande affluence est obtenue à Marseille. Les réunions publiques ont lieu dans des petites salles, loin des assemblées réunies à l'occasion de la campagne des législatives de 1973 ou des présidentielles de 1974. A Nantes, ce n'est pas la salle des grands meetings, à savoir le parc des expositions (aujourd'hui disparu), où aura lieu le congrès de Nantes du PS en juin 1977, qui est choisi en avril 1975 pour la tenue du meeting. C'est la salle Paul Fort qui est utilisée. Or même pleine, cette salle ne peut contenir plus de 1000 personnes.. Il n'y a que pour le meeting d'Annecy, avec 500 personnes le 11 avril 1975, que le rédacteur indique une affluence qui ne s'était pas connue depuis des années. Pour Aurillac, il s'agirait d'un « demi-échec » avec une affluence ne correspondant pas à l'audience du PCF et du PS dans le département. A Nevers, le 19 avril 1975, ce meeting qui réunit 700 personnes n'est pas un succès selon l'observateur à cause de l'absence de François Mitterrand qui boude ainsi son fief électoral. En matière d'assistance partisane, les fonctionnaires, pour presque tous les meetings relèvent la forte présence communiste[737]. Il n'y a que pour le meeting de Quimper du 18 avril 1975, qu'est mentionnée une affluence égale des militants communistes et socialistes. A Nice au contraire, il est question de 80 % de communistes et à Chambéry le 29 avril de deux tiers de communistes et d'un tiers de socialistes. A Marseille l'assistance est composée pour deux tiers de communistes et pour un tiers de socialistes. Pour le meeting du 18 avril à Montpellier, « Le PC apparaît comme l'instigateur, le stimulateur et finalement le leader de cette campagne ». C'est cette comparaison entre socialistes et communistes qui intéresse les rapporteurs, peut-être en réponse à une consigne. La présence ou l'absence des radicaux de gauche n'est jamais relevée. Les fonctionnaires des RG font parfois quelques commentaires concernant l'organisation des meetings. C'est le cas pour celui d'Angers le 25 avril :

> « On peut considérer que ce meeting commun a été un succès car si la propagande a été relativement importante elle n'a pas été massive ».

Pour celui de Bar-le-Duc le 25 avril, le fonctionnaire de police précise :

> «Il apparaît que ce sont surtout les militants cocos qui ont le plus œuvré afin de donner à cette réunion une dimension départementale. En effet les jeunes militants de l'UNCAL[738] du lycée de Bar le Duc et ceux du MJC ont procédé à diverses reprises à des distributions de tracts invitant la population à participer massivement à ce

736 Annexe 7.
737 *Idem*
738 Union Nationale des Comités d'Action Lycéens (UNCAL).

meeting ».

Mais les socialistes tentent d'assurer une forte présence visible, militante. C'est le cas pour le meeting du 9 avril 1975 à Paris. Selon les RG, le PS a tout fait pour assurer la présence massive des socialistes avec des consignes spéciales de mobilisation par l'intermédiaire d'un courrier à chaque adhérent où il est précisé :

> *«il est indispensable que la salle de la mutualité soit peuplée très tôt dans la soirée (18h30) par les socialistes pour montrer notre capacité de mobilisation. »*

Selon le rédacteur de la note cela a été entendu car il relève que les militants vendant la presse du PS étaient aussi nombreux que pour ceux du PCF.

A chaque meeting, un orateur de chaque organisation prend la parole. A Marseille, la présidence du meeting est assurée par Gaston Defferre pour le PS en présence de trois autres orateurs – un pour chaque organisation : Marcel Paoli pour le MRG, Georges Lazzarino pour le PCF et Charles-Emile Loo pour le PS. Les orateurs évoquent la querelle en cours des derniers mois entre les partenaires. C'est le cas à Paris. Christian Pierre pour le PS est du reste sifflé par l'assistance, estimée être composée aux deux tiers de communistes par le fonctionnaire de police, quand il évoque la période où la gauche était unie derrière son candidat commun François Mitterrand et quand il s'élève contre *«* les polémiques tracassières du PCF *»* ou encore quand il déclare que « la réunion du comité de liaison de la Gauche et la décision de tenir des meetings communs étaient d'initiative socialiste. » L'orateur communiste Henri Fizbin, responsable fédéral rappelle de son côté que « la victoire de l'union de la gauche est impossible sans un PC fort et influent ». A Lyon le 10 avril, Jean Capievic, secrétaire de la fédération du PCF, qualifie « d'entreprise nuisible à la Gauche toute entière, la volonté affirmée par certains de se renforcer, même au détriment d'un partenaire de l'union « . Le silence alors dans l'assistance est alors « tendu » démontrant que la querelle s'est installée « *parmi les militants et sympathisants »* selon le rédacteur. Jean Poperen pour le PS réaffirme l'attachement *«* irréversible *»* du PS au programme de la Gauche mais il rajoute, « si le PS a commis des erreurs, il n'est certainement pas le seul. » Le fonctionnaire considère que le fait que ces divergences puissent être mentionnées à l'occasion d'une manifestation commune est significatif de la dégradation de l'union de la gauche depuis les élections présidentielles. Les fonctionnaires des RG mentionnent du reste à de nombreuses reprises que l'ambiance n'est pas excellente et qu'il s'agit le plus souvent de retrouvailles contraintes et forcées, comme au

Mans le 11 avril 1975

> «l'ambiance générale entre les dirigeants des partis organisateurs était plus à la rencontre voulue et nécessaire qu'à de grandes retrouvailles »

ou à Troyes le 13 mai :

> «ce meeting unitaire a finalement eu lieu. Il a l'avantage de permettre aux 3 formations politiques de l'union de la gauche de sauvegarder l'avenir; bien des problèmes restent en suspens».

Mais les meetings sont également l'occasion d'envolées lyriques comme à Chambéry le 25 avril 1975. Jean-Pierre Cot y déclare en effet : « Le Programme commun est rouge …..il n'est pas question pour nous qu'il devienne blanc ni même rose. »

Une banderole derrière la tribune, visible par tous les participants, rappelle souvent les raisons premières de ces rassemblements à savoir la lutte contre la vie chère et contre l'austérité. Mais à Levallois, le 10 avril 1975, le texte évoque plutôt le contexte politique plus général «Avec les partis de gauche Union et Action des Travailleurs contre la Politique de Giscard d'Estaing – pour refuser l'austérité pour le succès du programme commun . » Si à Montluçon, le 9 avril, l'inscription est : « NON au chômage, à la vie chère, à l'austérité OUI aux solutions du programme commun », à Amiens le 18 avril, l'inscription ne se rapporte qu'au *Programme commun :* «*PS PCF Union et Action pour la victoire du Programme Commun* . ». Les meetings se terminent la plupart du temps par une motion proposée à l'assistance qui vote à main levée avant de chanter , ou l'*Internationale* seule comme à Lons-le Saunier le 25 avril, ou la *Marseillaise* et *l'Internationale* comme à Paris le 9 avril.

Le slogan le plus souvent repris comme à Juvisy ou à Levallois-Peret, c'est «*Unité Action Programme commun*» scandé par les militants communistes. A Marseille, selon l'observateur, l'assistance à l'instigation des jeunes communistes a scandé « avec ferveur » les slogans « Union populaire Unité », « Austérité non »,«Programme commun Oui. »

L'auteur du rapport suit parfois les organisateurs à l'issue du meeting jusqu'à la gare ou à la brasserie des alentours. C'est le cas à Bar-le-Duc où il constate que si les responsables des deux formations -PS et PC- se sont rendus au buffet de la gare ils ont « comme à l'accoutumée », formé deux groupes bien distincts.

Avec 100 000 personnes pour 100 réunions[739], l'assistance peut être qualifiée de réduite. Il est vrai que les prochaines échéances électorales sont les cantonales de mars 1976 et les municipales de 1977. Par ailleurs, ces rassemblements ont lieu après une longue période

739 Annexe 7.

de polémique entre communistes et socialistes. Mais les organisations ne semblent pas avoir développé une intense campagne de propagande. L'assistance est généralement composée quasi exclusivement de militants et de sympathisants. Les curieux sont peu nombreux. Les salles sont petites, loin de celles utilisées dans le cadre de la campagne présidentielle un an auparavant. Cette campagne des 100 meetings d'avril-mai 1975 confirme un état d'esprit tendu entre communistes et socialistes.

4) Les *rencontres au sommet*

La première apparition trouvée de l'expression «*au sommet*» se trouve dans l'édition du *Monde* du 24 juin 1972[740]. Au cours des années 1970 les discussions, les rencontres, entre les leaders des trois formations se répètent avant et après la signature du *Programme commun.* Sept *rencontres au sommet,* à raison d'environ une par an, ont lieu entre 1972 et 1977[741]. Peu nombreuses finalement, elles sont de plus en plus médiatisées pour donner lieu en septembre 1977, à une retransmission quasiment en direct par les médias (cf infra). *Le Monde* du 20 mai 1977 relate du reste sans citer de source, que Georges Marchais aurait souhaité que les « sommets des dirigeants de la gauche soient retransmis en direct ». La véracité de cette déclaration n'a pas pu être vérifiée. Que cette médiatisation ait été ou pas souhaitée par les partis de gauche[742], elle grave dans la mémoire, au moins militante, les moments de la négociation comme en juin 1972 ou en septembre 1977, mais également les moments de polémiques.

Les *rencontres au sommet* sont préparées par des rencontres plus ou moins officielles voire «*secrètes*» dont tentent de rendre compte les RG[743]. Le domicile de François Mitterrand est souvent utilisé comme lieu de réunion. Roland Leroy, en charge des discussions devant aboutir au *Programme commun* se souvient avoir souvent attendu le matin François Mitterrand rue Guynemer[744]. Les *rencontres au sommet* sont naturellement plus médiatisées

740 *Le Monde*, 24 juin 1972 en titre « Au cours d'une réunion « au sommet » jeudi 22 juin au siège du PS, les délégations socialistes et communistes sont parvenues à un large accord sur de nombreux points d'un programme commun. »

741 19 octobre 1972, 29 mai 1974, 19 juin 1975, 21 mai 1976, 17 mai 1977, 14 septembre 1977, 22-23 septembre 1977.

742 *Le Monde,*20 mai 1977.

743 L'avocat communiste Jules Borker, qualifié « d'agent de liaison du PCF » dans les compte rendu des RG, assure ainsi le lien entre Waldeck Rochet et François Mitterrand à la fin des années 60.

744 Roland Leroy : interviewé le 20 juillet 2015.

que les *comités de liaison,* et qui plus est que les simples réunions de travail. A la fin de ces rencontres les convergences ou divergences sont scrutées à travers les déclarations des uns et des autres et le contenu d'un éventuel communiqué commun. Comme cela a déjà été vu précédemment[745], la photo prise par un journaliste quelques minutes avant la rencontre autour d'une table, photo reproduite en une le lendemain, participe du moins chez les communistes, d'une mise en scène du *moment Programme commun*, d'un moment somme toute sérieux correspondant à des discussions entre dirigeants. A ce sujet, la salle du BP place du colonel Fabien est sans nul doute le lieu qui symbolise le plus ces moments de rencontre à gauche. C'est là en 1972, que socialistes et communistes se mettent d'accord sur le programme, et qu'ils se retrouvent avec les Radicaux de Gauche le 23 septembre 1977 pour constater leur désaccord sur l'actualisation du *Programme commun*. C'est un lieu en partie fantasmé, car considéré à tort ou à raison par certains, comme un véritable centre d'enregistrement via des micros cachés dans les lampes[746]. François Loncle considère en effet que la retranscription des propos échangés lors de la dernière séance de négociation des 22 et 23 septembre 1977, sous forme de sténogramme par *L'Humanité* du 26, est à ce point précise, qu'elle ne peut provenir que d'un enregistrement[747] alors que la retranscription est officiellement extraite des notes de Pierre Juquin..Le 22 septembre 1977, après les échanges entre experts économiques, ce sont les politiques qui parlent en la personne de François Mitterrand et Georges Marchais. C'est la dernière fois qu'ils se rencontrent dans le cadre de négociations entre partenaires avant l'élection de 1981.

5) Le Programme commun sur les affiches

Les affiches politiques sont un appareil de propagande à destination de celui qui les lira mais elles sont aussi un outil d'investissement pour les militants qui, en les collant, se font les porte-parole du discours du Parti. Les quelques mots utilisés, les slogans portés par les affiches, reflètent les revendications, l'idéologie, et la stratégie du moment. Généralement utilisés en période électorale, les murs sont recouverts afin d'occuper le terrain, de peser, pour

745 Annexe 3.
746 Annexe 5, document 2.
747 François Loncle : entretien le 6 septembre 2013 « Le 22 c'est place du colonel Fabien [...] je raconte tout cela, il y a des micros. J'en ai parlé dans mon ouvrage. Le PCF n'a jamais démenti.Tout était enregistré j'en suis sûr. Il faut voir l'éclairage de la salle ovale du Bureau Politique, c'était des lampes *qui pendaient. Ce ne sont pas des amateurs.* »

rendre public un discours et investir les militants dans une stratégie.[748]

Les affiches communes

Les affiches considérées communes sont celles proposant un discours ou même slogan au nom des trois organisations. Ces affiches sont peu nombreuses. Celle qui annonce le meeting du 1er décembre 1972 est reproduite quasiment à l'identique pour le meeting du 25 avril 1974, à l'occasion de la campagne présidentielle de 1974[749]. Une seule autre affiche signée par les trois organisations a pu être repérée dans les corpus d'affiches. Elle date de 1973 et porte sur la lutte « contre le racisme et l'exploitation »[750]. Le PCF s'occupe sans doute de l'impression car c'est la PPI de Bagnolet qui en est chargée alors que cet imprimeur ne travaille jamais pour le compte de PS mais édite en revanche dans ces années 1970, la quasi totalité des affiches du PCF[751].

Localement, des affiches communes sont également élaborées, comme dans le Val-de-Marne en 1972 pour les meetings de présentation du *Programme commun*[752]. Dans le cadre des « 100 meetings communs » initiés par les trois partis de gauche en 1975, des affiches communes annoncent les meetings comme à Amiens ou à Levallois[753]. À l'occasion des élections municipales des affiches «également communes sont réalisées , comme celle pour le meeting du 18 mars 1977 à Paris. Mais en définitive les militants communistes et socialistes ne se sont pas retrouvés si souvent côte à côte pour coller des affiches ensemble si ce n'est au moment des élections municipales de 1977 dans les villes de plus de 30 000 habitants pour les listes d'Union de la Gauche. Même à l'occasion de l'élection présidentielle, alors que François Mitterrand est le candidat commun, il n'y a pas d'édition commune d'affiches autre que l'appel au meeting du 25 avril 1974.

748 Les Archives Départementales de Bobigny pour le PCF, et le Centre des Archives Socialistes pour le PS, disposent de nombreuses affiches consultables via une base de données, ce qui permet d'interroger le contenu de l'affiche ainsi que les dates d'impression et les auteurs par mots-clés. Les archives locales complètent ces corpus. Le site internet des archives d'Aubervilliers propose par ailleurs la collection complète des affiches produites par le collectif d'art graphique Grapus de1970-1990 qui a beaucoup travaillé pour le compte du PCF .Une partie du fonds Grapus est déposée aux Archives communales d'Aubervilliers. (http://www.aubervilliers.fr/rubrique113.html)

749 Annexe 2, document 3.

750 FJJ, base de données des affiches du PS, 2 AF70/73

751 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, base de données des affiches du PCF.

752 AD du Val-de-Marne, Archives du PCF, 130 J 44 45.

753 Annexe , documents 5 et 6.

Les affiches du PCF [754]

Le PCF souhaite parvenir à l'adoption d'un programme commun dès le début des années 1960. Cette revendication se retrouve dans les affiches. C'est en 1963 que le PCF fait imprimer la première affiche faisant référence à un « Programme commun ». Il est considéré alors comme l'alternative au « pouvoir personnel » c'est-à-dire à de Gaulle[755]. L'affiche placardée en avril 1964 à l'occasion du 17ème congrès du PCF a pour intitulé « Union et action pour un programme commun 17ème congrès du PCF[756] ». La même année, à l'occasion du 93ème anniversaire de la Commune de Paris le PCF invite les socialistes et les républicains à s'unir autour d'un programme commun[757]. Deux ans plus tard, une nouvelle affiche communiste a pour slogan « Une majorité démocratique est-elle possible ? Oui si les partis de gauche élaborent ensemble un programme commun qu'ils appliqueront ensemble. » Cette affiche est placardée selon les RG dans la nuit du 19 au 20 avril 1966 à Saint-Brieuc[758]. La commémoration de la commune de Paris est à nouveau l'occasion de l'impression d'une affiche qui appelle à l'« Union des forces démocratiques sur un programme commun »[759].
La première affiche qui reprend l'intitulé exact de ce qui sera le nom du programme de 1972 date de 1967. C'est une année électorale, et les communistes s'annoncent comme les garants de l'union électorale et d'un programme en commun :

> «Soutenez les communistes qui luttent inlassablement pour l'union de toute la gauche sur un programme commun de gouvernement et une tactique électorale commune»[760].

Le PCF, par voie d'affiches, s'annonce comme le champion de l'union autour d'un texte programmatique unitaire, et cet effort se poursuit en 1968.

Une célèbre photo de Henri Cartier-Bresson[761] immortalise avec humour un des slogans de mai 68 «*jouissez sans entrave*» en montrant à voir, mais de manière plus cachée, peu visible, une des affiches éditées alors par le PCF ayant pour slogan : « Pour que cela

754 Romain Ducoulombier, *Vive les soviets, un siècle d'affiches communistes*, Paris, Les échappées, 2012.
755 AD de Seine-Saint-Denis, 89Fi/29: texte de l'affiche « *La fin du pouvoir personnel est possible Un programme commun à appliquer en commun* . » Annexe 4, document 1.
756 Annexe 4, document2.
757 Archives Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, base de données des affiches du PCF, (89Fi/1321) « 93ème anniversaire de la Commune Contre le pouvoir personnel [...] Communistes, socialistes, républicains, unissons-nous sur la base d'un programme commun [...] Hommage aux héros de la Commune au mur des fédérés dimanche 31 mai . »
758 AN, 19970320 article 5.
759 AD de Seine-Saint-Denis, 89Fi/329.
760 AD de Seine-Saint-Denis, 89Fi/1620.
761 Annexe 5, document 1.

change Programme commun des Partis et organisations de gauche Gouvernement populaire d'union démocratique »[762]. Cette affiche n'est pas isolée en 1968, car de nombreuses affiches communistes reprennent l'appel à l'union autour d'un programme commun, que ce soit pendant ou après les événements de mai-juin[763].

En 1971, quelques affiches évoquent le programme du PCF[764]. En décembre 1971 une affiche tente de populariser le programme du Parti : « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire. L'avez-vous? 15 janvier 750 000 exemplaires»[765]. Mais rares sont celles qui reprennent le sous titre de *Changer de Cap*. C'est le cas néanmoins pour une affiche conviant la population à un débat le 10 décembre, avec la présence de Georges Marchais. Le texte reprend le sur-titre du programme, *Changer de Cap* [766]. Une autre en mars 1972 propose un débat le 29 mars à Ivry [767]. Au milieu de l'affiche un carré orange symbolise le programme du PCF avec également l'indication *Changer de cap.* Si les thèmes proposés collent au programme communiste de 1971, un nouveau sujet l'immigration apparaît dans les préoccupations à côté du logement, de l'école, des transports, de l'emploi[768]. Mais le PCF ne popularise pas véritablement son programme par l'intermédiaire d'affiches entre septembre 1971 et juin 1972. Aucune ne porte sur le contenu de *Changer de Cap*, sur les propositions du PCF. Celui-ci abandonne très vite toute propagande pour son propre programme au profit du *Programme commun*. Ainsi, dès septembre 1972, une affiche est placardée avec pour titre « *Programme commun de gouvernement c'est le vôtre* »[769]. L'effort de propagande effectué par le PCF via des affiches en faveur du *Programme commun* est plus important que pour *Changer de Cap*. Le contenu du nouveau programme est décliné par l'intermédiaire d'affiches portant sur différents thèmes (chômage, logement, impôts, retraite, etc [770]). Le PCF tente de s'adresser à toutes les catégories sociales, et parfois dans une autre langue comme en février 1973 avec une affiche en yiddish[771] dans le cadre de la campagne des législatives. Même si

762 AD de Seine-Saint-Denis, 89Fi/1732. Cette photo est sans doute postérieure au 19 mai 1968 date de l'appel de Waldeck Rochet pour la « la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique ».
763 Annexe 4, document 2.
764 Annexe 4, documents 5.
765 Archives Seine-Saint-Denis, AT71P0012.
766 Annexe 4,documents 5.
767 Annexe 4,documents 5.
768 Archives municipales d'Aubervilliers, 10Fi 518.
769 Annexe 4, documents 6.
770 Annexe 4, documents 6.
771 Archives Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, base de données des affiches,AT73PC00005, affiche bilingue français yiddish, 1973. « Le programme commun de gouvernement avec le parti communiste français assurez la victoire du programme commun de gouvernement de la gauche unie »

dans le même temps le PCF tente de mettre en avant son slogan d'*Union Populaire*[772] comme en mars 1973 dans le cadre des élections législatives[773], les communistes tout au long de ces années utilisent les affiches pour promouvoir le *Programme commun* et son contenu.

Lors de la campagne présidentielle de 1974, le PCF fait un important effort de propagande en faveur de la candidature unique de la gauche mais tente, par voie d'affiches par exemple, d'infléchir la candidature de François Mitterrand dans le sens d'une candidature commune au service du *Programme commun* [774] afin que le programme ne soit pas relégué au second plan[775]. René Piquet confirme cet effort de propagande de la part des communistes pour que ne soit pas oublié le *Programme commun* durant cette campagne qui ne dure qu'un mois (du 2 avril au 5 mai date du premier tour). À cette occasion l'affiche du PCF avec pour slogan « La France a un programme commun de gouvernement Avec le Parti communiste Français votez François Mitterrand », est peut-être l'affiche politique qui a été la plus collée au XX^{ème} siècle[776] jusque dans « dans le plus petit village de France »[777] selon René Piquet.

Après 1974, les affiches communistes mentionnant le *Programme commun* deviennent rares[778]. L'absence d'élections nationales entre 1974 et 1978 rend difficile la mise en avant des propositions d'un programme de gouvernement, de ce qui a été, qui plus est déjà affiché depuis 3 ans. Mais cela traduit peut-être aussi l'hésitation, le doute de la direction du PCF face à une stratégie qui profite électoralement surtout au PS. A l'occasion de la polémique portant sur la question des nationalisations en 1977, le PCF édite une affiche avec pour slogan « Nationalisons pour de bon Oui le programme commun »[779]qui clôt plusieurs années de campagnes d'affichage communistes afin de populariser un programme commun souhaité en 1963, et obtenu en 1972. Pendant plus de dix ans, les militants communistes collent des affiches suggérant l'unité de la gauche par la victoire autour d'un programme. A partir de

---

772 PCF, *Changer de cap,op. cit.,* p.*242.* Dernière phrase «*Il faut à la France un gouvernement démocratique d'Union populaire* »

773 Annexe 4, documents 7.

774 Annexe 4, document 8 : « *Pour le programme commun un candidat commun* »

775 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981, op. cit.*

776 FJJ, base de données des affiches, 4AF2. (Annexe 4, documents 8.)

777 René Piquet : interview le 7 février 2013.

778 1975 : «Oui l'issue existe dans l'Union avec le programme commun ».
1975 : «Un livre pour tous les Français Union Programme commun Socialisme Le PCF propose ».
1977 : «La victoire du programme commun une vie plus heureuse c'est votre affaire Adhérez au Parti Communiste Français »
1977 : « Les communistes vous informent. L'actualisation du Programme Commun cela vous concerne. Dès 1978 une vie plus heureuse [...] plein-emploi (1978 / 82) [...] Les recettes [...] pour y arriver [...] ce ne sont pas des promesses en l'air : un calendrier efficace [...] »
1977 : « Nationalisons pour de bon Oui le programme commun ».

779 Annexe 4, document 14.

septembre 1977 ils collent des affiches exclusivement pour faire gagner le PCF, le Parti qui n'a pas brisé l'Union de la gauche et qui « aime son pays »[780].

Les affiches du PS

Le PS va également populariser le *Programme commun* à travers des affiches mais pas avec la même intensité que le PCF. La mention de « *Programme commun »* est tout d'abord souvent associée au slogan *Changer la vie* qui reste visible dans les rues, et qui continue donc à servir de slogan porte-drapeau. De plus toutes les affiches socialistes portent le logo du PS [781], alors que le PCF à l'inverse n'utilise pas la faucille et le marteau durant toute cette période (mais cela était déjà le cas avant la signature du Programme commun).

En Loire-Atlantique, les affiches électorales des candidats socialistes en 1973 ne font pas toutes référence au *Programme commun*[782]. Dans la 2ème circonscription, le candidat Christian Chauvel, qui a pour suppléant Alain Chénard (le futur maire de Nantes en 1977), se présente avec pour slogan « changer la vie est possible » en faveur de «l'Europe, Pour la Coopération internationale, pour la Démocratie politique ». C'est le cas également de André Routier-Preuvost qui lui se déclare en faveur de l' « Union de la gauche ». À Ancenis par contre les affiches du candidat socialiste Jean Natiez appellent à voter « pour le programme commun, pour l'espoir demain ». Dans les circonscriptions, tous les candidats socialistes ne défendent pas avec ardeur le *Programme commun,* au point de le faire disparaître de leur matériel de propagande.

Le décompte des affiches portant la mention *Programme commun* donne 78 affiches pour le PCF et 29 affiches pour le PS. Les corpus utilisés, sans doute non exhaustifs, reflètent néanmoins le degré d'investissement des deux formations dans la popularisation du *Programme commun*. Sans conteste, l'effort réalisé par les communistes est bien plus important, car deux logiques identitaires sont à l'œuvre. Le PCF met en arrière-plan sa propre identité au profit d'une identité commune qui est celle du *Programme commun,* alors que de son côté, le PS propose surtout de C*hanger la vie* avec le *Poing et la Rose.* Cela traduit les deux logiques différentes. Le PS a besoin d'affirmer son identité après dix ans de crise au sein

780 Annexe 4, documents 10 et 11.

781 Annexe 9. Les affiches consultées pour la fédération de Loire-Atlantique comportent quasiment toute le slogan «*Changer la vie*. »

782 CHT Nantes, Archives du PS de Loire Atlantique, PSE 6.

de la SFIO. Il est important pour lui de reconquérir l'opinion sur ses propres options sans se diluer complètement dans une stratégie commune avec le PCF. La direction communiste elle, sous la direction de Georges Marchais, n'hésite pas à fondre son identité dans le *moment Programme commun.* Même si devant le CC le 29 juin 1972 le secrétaire général adjoint du PCF exprime les risques encourus et se demande si « le moment est bien choisi» [783], il considère néanmoins que le PCF doit être le « *plus unitaire* » condition *sine qua non* pour gagner. Au PS on affiche surtout la volonté de *Changer la Vie* et moins de défendre un *Programme commun* en partie de circonstance.

6) La fête de *L'Humanité* et le *Programme commun*

La fête de L'Humanité est organisée tous les ans en septembre par le PCF. Des milliers de communistes et non communistes participent à cet événement qui est alors la plus importante fête populaire. Les éditions des années 1970 peuvent être considérée comme la période d'âge d'or de la « *fête de l'Huma »* en terme d'affluence, même s'il est difficile de se fier aux chiffres annoncés de vente de la vignette par la presse communiste. A partir des discours politiques, des débats, et même des ouvrages présents dans les stands de la « cité du livre », il est possible de mesurer la place prise par le *Programme commun* tout au long de ces années.

La fête est organisée à la Courneuve pour la première fois en septembre 1972, après que le PCF s'est vu refuser la pelouse de Vincennes qui l'accueillait depuis de nombreuses années. Stands régionaux, cité du livre et cités internationales sont tout autant des lieux festifs et des lieux politiques. La scène centrale, sur laquelle se produisent de nombreux artistes est également celle à partir de laquelle le PCF délivre son discours politique de rentrée le dimanche après-midi. La préparation demande du temps et revêt une grande importance pour le PCF. Roland Leroy précise qu'il était toujours présent début août à Paris afin de pouvoir l'organiser[784]. La cité du livre sert de vitrine aux livres qui comptent pour le PCF. Mais, du côté des non communistes, il est important de s'y montrer ou au contraire de ne pas y aller. L'absence ou la présence sert de marqueur politique.

Le BP du 20 juillet 1972 du PCF souhaite que cette fête connaisse «une ampleur

783 Etienne Fajon, *L'Union est un combat, op cit,* p.113.
784 Interview de Roland Leroy le 20 juillet 2015.

inégalée » en plaçant la préparation de la fête sous le signe de la réalisation de la fête populaire pour le « du Programme commun ». La direction décide d'inviter une délégation du PS et même de l'y convier à participer aux débats sur le *Programme commun*. Ce même BP désigne enfin Georges Marchais comme orateur pour le discours de clôture [785]. Le BE du PS se réunit quelques jours avant la fête, le 6 septembre, et désigne pour s'y rendre [786] Claude Estier et Georges Sarre du Secrétariat, ainsi que Dominique Taddei [787] et les secrétaires fédéraux des fédérations socialistes des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis. Pour les Radicaux de gauche la délégation est conduite par Georges Luce [788]. François Mitterrand et Robert Fabre ne se rendent donc pas à cette fête. Le JT de 20 heures le dimanche soir relève du reste « l'absence remarquée » de François Mitterrand »[789]. Le journaliste d' *Information première* indique que celui-ci avait fait savoir qu'il ne souhaitait pas s'y rendre[790]. Malgré cette absence, *Le Monde* [791] souligne néanmoins l'importance que revêt la présence des délégations, en précisant que c'est la première fois que des dirigeants socialistes et radicaux participent à la fête[792]. Georges Marchais prononce le discours le dimanche après-midi sur la grande scène, et salue à cette occasion la présence des deux délégations qui se font applaudir[793]. *L'Humanité* du 11 septembre 1972 rend compte de leur présence par une photo. Mais, socialistes et radicaux de gauche ne participent pas aux débats. Est-ce que ce sont les communistes qui reviennent sur leur décision ou bien les partenaires qui ne le souhaitent pas ?

A l'occasion de cette édition de la fête de *L'Humanité,* de nombreux débats, animés chacun par un membre du CC abordent à chaque fois [794] une partie du *Programme commun*. Mais les

---

785 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, BP du 20 juillet 1972, CD NUM 4.

786 *Le Monde,* 8 septembre 1972.

787 Dominique Taddei et Georges Sarre sont membres du CERES.

788 *Le Monde,* 7 septembre 1972.

789 INA, 10 septembre 1972.

790 Journal télévisé français de la rédaction de la première chaîne diffusé à la mi-journée et le soir.

791 Le Monde 12 septembre 1972.

792 *Le Monde,*12 septembre 1972.

793 http://www.ina.fr/video/CAF97034314

794 Débats organisés à la fête de *L'Humanité* de septembre 1972.
Pierre Juquin : *Programme commun* et éducation nationale : Etienne Fajon : *L'Humanité* seul quotidien de l'union populaire / Gustave Ansart : L'union populaire pour le *Programme commun* / Georges Gosnat : financer le combat démocratique / Claude Poperen : Vivre mieux, changer la vie / Louis Baillot, Léo Figuières et Henri Martin : Pour la victoire du peuple vietamien / Roland Leroy : *Programme commun* et vie culturelle / Gaston Plissonnier : *Programme commun* et vie agricole / Madeleine Vincent : *Programme commun* et promotion de la femme / Raymond guyot ; *Programme commun* et politique internationale / Jacques Chambaz : *Programme commun* et ORTF/Georges Marchais et René Piquet : un *programme* pour la France / André Vieuguet : les communistes dans l'action pour la réalisation du *programme commun*.
(Source : Noëlle Gérôme, Danielle Tartakowsky1988, *La fête de l'Humanité: culture communiste, culture populaire,* Paris, Ed. Sociales).

photos reproduites, en pages intérieures, le 11 septembre dans le quotidien communiste illustrent également la volonté du PCF de mettre en avant, tout à la fois le *Programme commun,* mais aussi son mot d'ordre d'*Union Populaire*. *Le Monde* évoque « Une fête pour changer la vie », en reprenant le slogan socialiste et le *Figaro* [795] relate une fête sous le double signe « Woodstock et Programme commun »[796], et juge que les leaders socialistes et radicaux sont venus « illustrer timidement aux côtés des dirigeants communistes l'union populaire autour du Programme commun ».

Les thèmes et les mots d'ordre de la fête représentent pour le Parti un enjeu important et reflètent chaque année la stratégie du PCF et l'état de l'Union. Ils sont le reflet des préoccupations politiques du moment. Ainsi, pour l'édition de 1975, le Secrétariat du 21 août souhaite que les mots d'ordre centraux de la fête portent sur : les questions sociales; l'union et le renforcement du Parti. Le Secrétariat compte également sur le fait que la fête soit l'occasion d'affirmer sa solidarité avec le Portugal par l'affichage en divers endroits de la fête.

Si la présence ou l'absence d'une délégation socialiste et radicale revêt une signification importante, sa composition compte également pour mesurer l'état des relations entre les signataires. Pour l'édition de 1975, le PS reçoit une invitation à s'y rendre[797]. La direction socialiste ne désigne pas de personnalités de premier plan : Gilles Martinet, Georges Sarre et André Acquier composent alors la délégation.

Composition de la délégation du PS et du MRG

(le « ? » signifie que l'information n'a pas été trouvée)

1972[798] **Parti Socialiste** : Claude Estier, Georges Sarre, Dominique Taddei. **Radicaux de gauche** : Georges Luce.	1973[799] **Parti Socialiste** :Claude Estier,Georges Sarre, Didier Motchane. **Radicaux de Gauche** : François Loncle, Guy Gennesseaux.	1974 ?
1975 **Parti Socialiste** : Gilles Martinet, Georges Sarre et André Acquier **Radicaux de gauche :** ?	1976 **Parti Socialiste** : Pierre Bérégovoy, Claude Estier **Radicaux de gauche :** ?	1977 ?

Le PCF ne tient pas forcément à ce que la visibilité du PS soit trop importante. Aucun stand

795 Le Figaro, 11 septembre 1972.
796 L'édition 1972 de la fête de *L'Humanité* est restée « célèbre » avec le concert des Who. (https://www.youtube.com/watch?v=Qqpq-0KjFBw)
797 FJJ, 2 RE 49.
798 Le Monde, 7 et 8 septembre 1972,
799 Le Monde 11 septembre 1973

socialiste n'a été organisé à la fête de L'Humanité durant toutes ces années. Mais, le PS ne souhaite sans doute pas trop s'y montrer. François Mitterrand aurait sans doute pu s'y rendre en 1972 pour la première fête qui suivit la signature du *Programme commun,* mais sans doute n'y tenait-il pas, de peur d'afficher une proximité trop grande avec les communistes. Il souhaite alors affirmer son indépendance de vue. Plus tard, le PS prenant de l'importance, les élections de 1974 ayant eu lieu, la posture présidentielle de François Mitterrand rend les choses encore plus problématiques. Les communistes désormais ne le souhaitent plus vraiment. Le Secrétariat du PCF du 22 août 1974 acte la mise en place de débats mais décide que les représentants socialistes ne pourront y participer alors que des représentants de l'Église seront conviés au débat sur les chrétiens[800].

La *Cité du livre*, immense librairie au cœur de la fête, est un lieu qui prend au fil des années de plus en plus de place[801]. Cet espace couvert montre la place prise par la culture dans la politique du PCF, et sert de marqueur pour les préoccupations et l'idéologie du moment au sein de la direction communiste. Dans les éditions des journaux comme *Le Monde* des encarts publicitaires mentionnent les nouveaux ouvrages qui seront présents à la *Cité du livre,* véritable rentrée littéraire pour les éditions communistes. C'est le cas pour le lancement public de l'«Histoire de la France contemporaine »[802] annoncée dans *L'Humanité* du 9 septembre 1981. La direction communiste attache ainsi beaucoup d'importance aux ouvrages exposés, ou du moins mis en avant, qui traduisent la stratégie du moment. Si au BP du 2 septembre 1974, Guy Hermier[803]indique qu'il ne faut pas interdire de livre à la vente, un an plus tard le Secrétariat du 21 août 1975 [804] le charge de mettre en avant une liste d'ouvrages où ne figurent pas le *Programme commun*[805]. Une semaine plus tard, dans la liste des ouvrages «*exposant les*

800 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, CD 2 NUM 4. Secrétariat du 22 août 1974: Extrait du relevé de décisions «Ne pas faire participer des représentants du Parti socialiste au débat mais s'efforcer de faire participer des représentants qualifiés de l'Eglise au débat sur les chrétiens. Inviter à la fête de L'Humanité les représentants du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche et de l'Union progressiste. »

801 Le journaliste Paul Morelle du *Monde* le 10 septembre 1974 souligne l'importance prise par la *cité du livre*.

802 Alaine Bertho, Daniel Debatisse, Jacky Fayollle, Gilles Richard, Etienne Turpin, Michel Volle, *Histoire de la France contemporaine*, Paris, Éditions sociales, 1981. Dans cet ouvrage les auteurs défendent la position du PCF tout au long de ces années mais mettent en doute l'opportunité de la campagne menée par le Parti à l'encontre du PS après septembre 1977 : « Il accusait vivement, souvent maladroitement, les socialistes pour leur « virage à droite » faisant croire à un amalgame sans nuances entre droite et PS. »

803 Guy Hermier, membre du BP depuis le 20ème congrès en décembre 1972, et en charge de la coordination du Centre d'étude et de recherche marxiste (C.E.R.M.) au sein de la direction communiste

804 AD de Seine-Saint-Denis, SG du 21 août 1975, compte rendu de décision.

805 Extrait du compte rendu du SG du PCF du 21 août 1975 « ... Veiller à la propagande et à la publicité

données fondamentales» de la politique du Parti, le Secrétariat va plus loin en décidant de retirer le *Programme commun* et le numéro Économie *et Politique* sur la crise et y intégrer par contre le livre *l'Union est un combat*[806].

Le 14 septembre 1972, tirant un bilan de la fête de *L'Humanité* le Secrétariat du PCF considère que les ventes ont été très satisfaisantes. *L'Humanité* du 11 septembre 1974 annonce pour 4 millions de francs d'ouvrages vendus, vente record, interprétée comme étant le reflet en premier lieu de «*l'audience accrue*» du PCF. Les RG suivent de près les questions financières relatives à la fête. Pour l'édition de 1973 une note évoque « plus de deux millions de livres vendus » chiffre fourni par le PCF[807]. Ce chiffre est remis en cause car dans le même temps le nombre de visiteurs annoncé est de 630 000 visiteurs, ce qui laisse sous-entendre que le chiffre du nombre de livres vendus est exagéré. Dans cette même note, l'officier s'interroge sur le financement de l'événement en indiquant que les dirigeants communistes

> « ont obtenu de certains forains titulaires d'une concession annuelle octroyée par le gestionnaire de ce parc un contrat leur réservant plus de la moitié des bénéfices réalisés par ces commerçants au cours des deux jours de la fête. »

Pierre Juquin [808] indique que c'est le PCUS qui finance la fête par son stand à la cité internationale. Une autre note des RG en date, celle-ci du 29 avril 1974[809], mentionne l'appui financier de la société Ricard au PCF avec près de 3 millions de francs de contrat publicitaire.

Le temps fort politique de la fête est le discours prononcé le dimanche après-midi. Il offre à entendre la stratégie du Parti. Ce n'est pas toujours le secrétaire général qui est l'orateur choisi par la direction communiste. Entre 1972 et 1977, différents orateurs se succèdent, tous membres du BP ou du Secrétariat : en 1973 c'est Madeleine Vincent membre du BP[810], en 1974 Etienne Fajon membre du BP directeur de *L'Humanité,* en 1975 Roland Leroy nouveau directeur de *L'Humanité* et en 1976 Gaston Plissonnier[811] membre du Secrétariat. En 1975, Roland Leroy revient sur la période de polémiques qui dure depuis un an entre socialistes et communistes :

> « l'union serait plus solide [...]si le parti socialiste avait accepté nos propositions d'action commune contre le fascisme portugais et celles d'entente dés maintenant pour

---

pour la diffusion de nos ouvrages "Changer de cap", "Le défi démocratique","L'union est un combat", "Vivre libres", dans la fête de L'Humanité".... »

806 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Secrétariat du PCF du 28 août 1975, relevé de décision, 2 NUM 5.

807 AN, 20070670/95, chemise « 1973 »

808 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé, op. cit.*

809 AN, 2007067096 chemise « 1974 . »

810 *Le Monde,* 11 septembre 1973.

811 *Le Monde,* 14 septembre 1976.

les prochaines élections municipales»[812].

Le discours de clôture de la fête de *L'Humanité* sert de rentrée politique à une époque où les universités d'été n'existent pas. Georges Marchais prononce ce discours pour les éditions de 1972 et de 1977[813] c'est à dire après la signature du *Programme commun* et quelques jours avant les ultimes négociations d'actualisation cinq ans plus tard. Cette intervention n'est pas décidée tardivement, ce qui pourrait être interprété comme le signe d'une reprise en main ou pour le moins d'une volonté d'appuyer la portée du discours, car c'est dès le BP du 16 février 1977, avant même les élections municipales, qu'est décidé que Georges Marchais prononcera le discours[814]. C'est le dernier discours avant les élections législatives de mars 1978, avant l'arrivée probable de ministres communistes au gouvernement. Le BP du 3 août 1977 précise qu'il faut « Faire du discours de Georges Marchais à la fête de *L'Humanité* un grand rassemblement de soutien aux propositions d'actualisation du Parti. » Ce discours revêt donc une importance particulière à quelques jours d'une *rencontre au sommet* censée acter l'actualisation du *Programme commun*. Les déclarations de Georges Marchais sont reprises dans *le Monde* du 13 septembre, avec la mise en évidence à travers le titre de l'article du passage où il mentionne que le PCF ne va pas aux négociations avec «*un couteau sur la table*. »

La fête de *L'Humanité* propose également chaque année des débats politiques dans différents stands. Le BP du 16 février 1977 décide la tenue de débats, non plus au stand du CC qui est supprimé, mais dans les stands régionaux. Dans le cadre d'une opération de vérité intitulée, « le Parti communiste n'a pas de secret pour vous » sont donc organisés six débats en simultané dans chacun des stands régionaux le samedi 10 septembre à 18 heures. Le thème abordé colle à l'actualité : «l'actualisation du Programme commun en question, pas de secrets pour vous»[815]. L'édition de 1978, suite à la défaite aux législatives et aux contestations qui naissent au sein du PCF, des prises de parole contestataires ont lieu. C'est le cas le samedi après-midi lors d'un débat portant sur la presse. Des intervenants critiquent la ligne du Parti. *Le Monde* [816] rend compte des questions portant notamment sur le refus d'une quelconque

812 *Le Monde,* 16 septembre 1975.
813 Discours de clôture de Georges Marchais en 1972 et en 1977.
814 AD de Seine-Saint-Denis, archives du BP, 16 février 1977.
815 Participants au débat (*L'Humanité* 10 septembre 1977) : Paul Laurent « Espace Île-de-France » Roland Leroy, Michel Cardoze « Espace Centre », Jean Colpin, André Carrel « Espace Nord », Charles Fiterman, Laurent Salini « Espace Est », Claude Poperen, L Lorenzi Espace « Ouest », René Piquet, Marcel Doumenc Espace « Midi . »
816 *Le Monde*, 12 septembre 1978.

place accordée aux contestataires dans les pages du quotidien du Parti. C'est René Andrieu, rédacteur en chef de *L'Humanité* qui réplique : « Pourquoi offrir de la place aux contestataires alors que la presse bourgeoise accueille leurs articles avec une large complaisance ?» Au micro d'Europe 1, l'historien communiste Jean Elleinstein alors présent à la fête pour signer ses livres déclare être un communiste à part entière, et n'avoir publié des articles critiques vis à vis de la politique menée par la direction dans *Le Monde* que parce qu'il n'avait pas la possibilité de les écrire dans la presse communiste. Mais il tente encore à ce moment là de ne pas apparaître comme un contestataire : « e donne mon opinion comme n'importe quel communiste. Ce n'est pas faire de la contestation au sens traditionnel du terme. »

Interviewé comme de coutume lors du JT de TF1 le dimanche à 13 heures Georges Marchais déclare :

> « Il y a des camarades qui discutent. Nous ne les considérons pas comme des contestataires. La discussion nous réjouit [...]je ne considère ni Elleinstein ni Althusser ni qui que ce soit comme des contestataires, même s'il est vrai que personnellement il y a parmi les idées qu'ils expriment certaines que je ne partage pas. Mais cela c'est le jeu de la démocratie. »

Le Monde évoque également les débats à la cité du livre et précise que celui portant sur « *Le PCF comme il est* » donne lieu à de nombreuses critiques vis-à-vis de la politique interne du PCF. Si des opposants à la ligne du PCF sont conviés à venir signer leurs ouvrages, il n'y a aucun débat quelques mois après la défaite aux législatives portant sur le *Programme commun* alors que ce texte avait, depuis 1964, été au cœur de la stratégie du Parti. Aucun bilan en quelque sorte n'est proposé aux militants.

La fête de *L'Humanité* représente un enjeu majeur pour le Parti. C'est une vitrine pour l'extérieur dont la direction communiste contrôle l'image, car le temps d'un week-end, le PCF fait sa rentrée politique et parvient à monopoliser l'attention des médias. Mais l'unité n'est pas au rendez-vous à la Courneuve durant toutes ces années. Cette fête même en 1972 n'est pas la fête de l'Union de la gauche.

Le PS n'essaye pas de rivaliser avec le fête de *L'Humanité*. Mais, les socialistes se lancent dans l'organisation de « fêtes » départementales, même dans des départements à faible implantation socialiste comme dans le Maine-et-Loire. La première fête appelée «*fête populaire du Parti socialiste* [817]» a lieu en 1975 dans le stade Léo Lagrange de Trélazé, commune ouvrière à côté d'Angers. Dans un courrier adressé aux adhérents en date du 4

817 AD Maine-et-Loire, Archives du PS, 1F1

septembre la fédération explique les raisons de cette fête. Il s'agit de faire connaître le parti et son dynamisme, de faire participer les adhérents et les sympathisants à l'activité du Parti et de donner les moyens à la fédération de poursuivre et de développer ses activités. Yves Duteil est l'invité vedette de cette première fête du PS dans le département.

7) Le Programme commun au Parlement

Lors de la *rencontre au sommet* du 19 octobre 1972, qui s'avère être une rencontre fondatrice de ce *moment Programme commun,* où se met en place le cadre dans lequel va s'exercer l'union entre les signataires*,* François Mitterrand propose comme action commune, l'élaboration de propositions de lois par les députés des partis signataires. Robert Ballanger [818]président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, évoque lors de la conférence de presse des députés communistes le 30 mars 1973, la volonté de faire revivre «la délégation des gauches pour la coordination de l'activité des groupes parlementaires».[819] Mais cette proposition sera sans suite. De la même façon suite aux élections législatives de mars 1973, le choix d'un candidat commun en vue de l'élection du président de l'Assemblée nationale ne semble pas évident. Lors du CC du 28 mars 1973 Paul Laurent évoque les difficultés rencontrées et explique que le PCF a du faire pression sur le PS pour parvenir à un candidat commun. C'est pourquoi, il est nécessaire selon lui, de ne pas lâcher prise afin de parvenir à faire vivre l'unité sur des bases « correctes, convenables ».

Dans le cadre de cette recherche, il s'agit d'essayer de mesurer si le *Programme commun* en tant que texte programmatique a influencé le travail parlementaire des députés des deux groupes de l'opposition. Les propositions de lois ont-elles été nombreuses lors de la législature ? Y-a-t-il eu une coordination parlementaire des députés membres de formations politiques ayant paraphé un programme de gouvernement ?

Les députés socialistes et communistes élus en juin 1968 sont les représentants, à partir de juillet 1972, d'organisations politiques signataires d'un programme de gouvernement sans avoir été élus sur ce programme. Au premier tour des élections législatives de mars

818 Député de la Seine-Saint-Denis (8ème circonscription), inscrit au Groupe Communiste.
819 *L'Humanité,* 31 mars 1973.

1973[820] le PCF d'une part, le PS et le MRG d'autre part, se présentent en revanche devant les électeurs avec pour étendard le *Programme commun* et un accord électoral de désistement pour le candidat le mieux placé au soir du premier tour. Au soir du second tour, la droite conserve la majorité malgré les progrès enregistrés par les partis de gauche. Sur un total de 490 députés, la gauche (communistes, socialistes et radicaux de gauche) reste minoritaire avec 177 députés (103 socialistes et radicaux et 74 communistes). Le seuil pour former un groupe à l'Assemblée nationale étant de 30 députés, ce sont donc deux groupes parlementaires, qui représentent l'opposition au cours de cette V^{ème} législature. Le groupe «Communiste», et le groupe « Parti socialiste et Radicaux de Gauche » (PSRG), ont chacun la possibilité de déposer une motion de censure - le seuil minimum est de 49 députés - ce qui traduit leur autonomie politique. Les deux grandes formations socialiste et communiste n'ont donc pas besoin l'une de l'autre pour exister, peser, et s'afficher à l'Assemblée nationale. Le *Programme commun,* de sa signature en juillet 1972 à la rupture des négociations concernant son actualisation en septembre 1977, correspond à quelques mois près à la V^{ème} législature[821].

L'analyse de l'activité parlementaire[822], centrée sur celle de l'Assemblée nationale a pour objectif de cerner la manière dont est envisagée l'activité parlementaire commune, à travers les propositions de lois, les travaux en commission, le contrôle de l'action du gouvernement, mais aussi et peut-être surtout, lors des motions de censure, car les débats qui ont lieu à ce moment-là transforment, par médias interposés, l'Assemblée nationale en véritable tribune politique.

A l'issue de la *rencontre au sommet* du 19 octobre 1972, les partis de gauche assignent comme tâche au *comité de liaison* d'établir en liaison avec les groupes parlementaires des trois formations « des propositions de lois qui seront déposées en commun en vue de l'application de certaines dispositions du Programme commun[823]. »

Mais les démarches trop unitaires ne font pas l'unanimité au sein du PS. Le 7

820 Scrutin des 4 et 11 mars 1973.

821 Mars 1973 à décembre 1977.

822 Les sources qui permettent d'appréhender les travaux des groupes parlementaires font néanmoins défaut. Les archives du groupe parlementaire communiste n'existent pas, et celles du groupe socialiste sont en cours de classement à la Fédération Jean Jaurès. Les archives disponibles sont donc essentiellement les archives de l'Assemblée nationale (tables analytiques, tables nominatives, comptes rendus des commissions, comptes rendus des débats) ainsi que les archives du PS (Essentiellement les numéros du mensuel le poing et la rose et les bilans de l'activité parlementaire et certains exemplaires du bulletin de liaison) à la FJJ, et celles du PCF déposées à Bobigny (Archives du Comité central, du Secrétariat Général, et du Bureau Politique)

823 Le comité permanent de liaison se réunira une quarantaine de fois entre octobre 1972 et mars 1977.

novembre, Arthur Notebart[824], comme d'autres députés, récusent l'initiative prise par Gaston Defferre [825]d'écrire à Robert Ballanger, président du groupe PCF, afin d'envisager des propositions de lois communes. Le journal *Le Monde,* dans son édition du 18 novembre 1972, rapporte des propos de François Mitterrand. Il indique que la tendance à l'action commune s'était développée au sein du PS plus que les directives ne le laissaient penser. Une rencontre de mise au point réunit donc le comité directeur et les parlementaires le 28 novembre à l'Assemblée nationale, à l'issue de laquelle est adopté un texte rendu public[826]. L'ensemble des députés socialistes acceptent le principe d'initiatives communes mais avec une portée limitée car cela ne porte que sur la question des Anciens combattants et le droit de vote à 18 ans. Mais malgré cet engagement aucune proposition de loi commune n'est réellement déposée à ce moment-là sur ces deux sujets.

En l'absence d'archives des groupes parlementaires, il est difficile de conclure définitivement, mais il semble qu'il n'y a pas de création d'une instance de réflexion et de délibération commune entre les deux groupes après les élections de 1973. Cela n'empêche pas la tenue de rencontres ou de réunions informelles, comme le mentionne Jack Ralite [827] :

> «Pendant le Programme commun, on avait créé un petit groupe : Juquin[828] et moi et Joxe[829] et Fillioud[830], et le maire de Clermont-Ferrand. Là c'était juste pour suivre les questions à l'ordre du jour. Pour suivre l'actualité parlementaire : pas beaucoup de souvenirs. C'était sympa[831]. »

Les dirigeants socialistes et communistes durant les années 1972-1978 ont en permanence en tête la question de la prédominance de leur propre organisation au sein de l'union de la gauche. La question de l'action commune des députés de gauche s'inscrit dans cette perspective. L'absence d'une structure officielle commune à l'Assemblée nationale réunissant les deux groupes n'a néanmoins pas entravé toute action commune, tout accord sur des textes, comme lors du dépôt des motions de censure.

L'Assemblée nationale est une tribune politique qui permet à l'opposition de se faire

824 Député du Nord (5ème circonscription) inscrit au groupe F.G.D.S ., puis Socialiste.
825 Député des Bouches-du-Rhône (3ème circonscription) inscrit au groupe FGDS, puis Socialiste, Président du groupe socialiste.
826 *Le Monde*, 30 novembre 1972
827 Jack Ralite, député de la Seine-Saint-Denis (3ème circonscription), inscrit au groupe Communiste.
828 Pierre Juquin, député de l'Essonne, (3ème circonscription), inscrit au groupe Communiste.
829 Pierre Joxe, député de la Saône-et-Loire (5e circonscription), inscrit au groupe PSRG.
830 Georges Fillioud, député de la Drôme (3ème circonscription), inscrit au groupe PSRG.
831 Jack Ralite : entretien le 28 décembre 2012.

plus ou moins entendre notamment à l'occasion du dépôt d'une motion de censure. Le dépôt par un groupe parlementaire d'une motion de censure, donne lieu en effet, à une médiatisation des débats qui se déroulent dans l'hémicycle, car le résultat du vote peut théoriquement entraîner la chute du gouvernement. Sous la présidence de Georges Pompidou et lors de la IV[ème] législature, l'opposition ne présente que deux motions de censure, le 21 avril 1971 et le 5 octobre 1972. Si les socialistes signent seuls la motion de censure du 21 avril 1971, elle est néanmoins aussi votée par les communistes. En revanche, celle du 5 octobre 1972 est déposée conjointement par les leaders de la gauche, François Mitterrand[832], Robert Ballanger[833], Robert Fabre[834], et Guy Mollet[835] (Georges Marchais n'est pas député, il sera élu lors de la législature suivante). Les termes de la motion de censure mentionnent le *Programme Commun* comme perspective politique

> «une autre politique est possible[...]le Programme commun de gouvernement élaboré par la gauche en a fixé les objectifs et déterminé les moyens. Il faut que cette politique représente maintenant l'espoir des Français. »

Les débats sont vifs à cette occasion au point de déborder sur le terrain de la polémique concernant le passé de François Mitterrand[836]. Au cours de la V[ème] législature, les motions de censure sont plus nombreuses. A cinq reprises, des motions de censure sont signées par les députés du groupe PSRG[837] et Communiste [838]. La première motion de censure de la législature est déposée le jeudi 4 octobre 1973 par 49 députés. Elle porte sur la politique du gouvernement de Pierre Messmer. Elle est rejetée car elle n'est votée que par seulement 181 députés. C'est une motion de censure spontanée[839], provoquée par les parlementaires de gauche (en application de l'article 49.2). Le texte de cette motion de censure fait état de

832. Député de la Nièvre (3 e circonscription) inscrit au groupe FGDS, puis N.I., puis Socialiste.
833. Député de la Seine-Saint-Denis (8[ème] circonscription), inscrit au groupe Communiste .
834. Député de l'Aveyron (2[ème] circonscription) inscrit au groupe F.G D S, puis apparenté Socialiste, puis Non Inscrit, puis apparenté Socialiste.
835. Député du Pas-de-Calais (1[ère] circonscription) inscrit au groupe F.GDS, puis PSRG.
836. Certains députés de la majorité, de l'UDR, prennent à partie François Mitterrand au sujet de son passé Vichyste. Journal officiel : séance du 4 octobre 1972: « Sur plusieurs bancs de l'union des démocrates pour la République. "La francisque ! La francisque !" Un député de l'union des démocrates pour la République " Maréchal nous voilà!" ».
837 Parti socialiste et radicaux de gauche.
838. Discussion et vote le mardi 9 octobre 1973, discussion et vote le 25 janvier 1974, discussion et vote le 17 décembre 1974, discussion et vote le 9 avril 1975, discussion et vote le 19 octobre 1976.
839. La motion de censure est la possibilité qu'a l'Assemblée Nationale de faire chuter un gouvernement. Deux cas de figure sont prévus par la Constitution.
-La motion de censure spontanée dans le cadre de l'article 49.2: l'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du gouvernement.
-La motion de censure subie qui fait suite dans le cadre de l'article 49.3 à l'engagement de responsabilité.

l'inflation, de l'attitude du gouvernement face aux généraux putschistes au Chili, et des problèmes sociaux. Les parlementaires signataires s'en prennent particulièrement au gouvernement à propos du Chili :

> «le gouvernement français a été l'un des premiers à reconnaître le régime fascisant qui a renversé le gouvernement légal au Chili et qui organise systématiquement une répression sanglante contre les travailleurs et les démocrates»

Et il est fait également référence au *Programme commun* :

> «il faut pour la France une autre politique, celle dont le Programme commun de Gouvernement des partis de gauche a défini les objectifs et les moyens. »

Une nouvelle motion de censure spontanée est mise au vote le 25 janvier 1974. Elle concerne cette fois la politique monétaire du gouvernement. C'est celle qui recueille le plus de voix lors de la législature, à savoir 208, avec les voix de vingt-huit députés sur les trente-quatre du groupe des Réformateurs Démocrates Sociaux (RDS), dont Jean Lecanuet [840] et Jean-Jacques Servan-Schreiber[841] ainsi que 4 non inscrits. Ces centristes justifient leur vote par leur inquiétude face à ce qu'ils considèrent comme un coup d'arrêt à l'Europe et à la politique monétaire[842]. Le texte de la motion ne mentionne pas le *Programme commun,* ce qui rend possible le vote de ces centristes. L'opposition de gauche, par choix stratégique, tente ainsi tactiquement de rassembler au-delà de l'union autour du *Programme commun* en proposant une motion de censure a minima, comme le souligne *Le Monde* du 25 janvier :

> « Les amis de MM. Marchais, Mitterrand et Fabre mirent au point une motion dont la concision n'a d'égale que la prudence. »

L'Humanité se réjouit néanmoins de ce vote dans son édition du 26 janvier, notant que c'est la première fois qu'une motion de censure obtient autant de voix, et René Andrieu dans son éditorial précise que ce résultat du vote est le reflet du mécontentement du pays.

Les débats qui entourent le dépôt d'une motion de censure commune permettent de mesurer l'état des relations des partenaires du *Programme commun*. C'est le cas en décembre 1974. Une polémique a débuté à gauche suite aux élections partielles d'octobre 1974 qui placent au premier tour les candidats PS en tête de la gauche dans 5 circonscriptions sur 6. Le

---

840. Jean Lecanuet : député de la Seine-Maritime, 1ère circonscription, inscrit au groupe RDS (Réformateurs Démocrates Sociaux). Garde des Sceaux, ministre de la Justice du 28 mai 1974 au 25 août 1976, ministre d'État chargé du plan et de l'Aménagement du 27 août 1976 au 29 mars 1977.
841. Jean-Jacques Servan-Schreiber : député de Meurthe-et-Moselle, 1ère circonscription, (RDS, puis Réformateurs centristes et démocrates sociaux-RCDS).
842. *Le Monde,* 25 janvier 1974.

PCF, par un communiqué du BP du 8 novembre[843] accuse le PS d'œuvrer pour un rééquilibrage de la gauche. Dans ce contexte, le PS propose le vote d'une nouvelle motion de censure, laquelle reçoit dans un premier temps une fin de non recevoir de la part du PCF. Par la voix de Robert Ballanger, président du groupe, les députés communistes expriment leur doute quant à l'utilité de la démarche :

> « son résultat ne peut aller loin. Ce qui est important c'est l'organisation en commun par les partis de gauche du soutien aux mouvements revendicatifs; ce soutien ce serait la participation en commun de tous les partis de gauche à des rassemblements et à des meetings dans toute la France. » [844]

Le PCF reprend là par l'intermédiaire des députés ses demandes d'actions communes, jugées plus importantes qu'un accord en quelque sorte de principe sur un texte. Malgré ces réticences, une motion commune est bien déposée le 12 décembre 1974. Le texte fait référence au *Programme commun,* porteur selon les députés signataires, de la solution à la crise :

> «Face à la crise du capitalisme international, seule l'application des mesures définies par le programme commun de gouvernement de la gauche permettrait de mener cette lutte autrement qu'en paroles et de donner ainsi satisfaction aux revendications et aux aspirations de progrès social, de sécurité et de justice des travailleurs des villes et des campagnes.»[845]

Une autre motion de censure est déposée par l'opposition le 4 avril 1975 : dans les attendus il est essentiellement question de la crise, et le million de chômeurs atteint, alors que l'application du *Programme commun* est présentée comme :

> «la seule issue efficace à la crise actuelle dans la justice enfin réalisée.Il permettrait notamment d'assurer à chacun un emploi stable répondant à ses capacités, et de mettre ainsi fin à un chômage insupportable et injuste. »

Une dernière motion de censure, spontanée, est déposée le 19 octobre 1976. Elle s'oppose à l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur l'adoption du projet de loi de finances rectificative pour 1976, à savoir « le plan Barre ». Les députés communistes s'associent aux socialistes car selon le BP du PCF réuni le 5 octobre 1976, «le plan Barre est dans le moment présent la préoccupation majeure dans les masses ».[846] Le 17 juin 1977, le gouvernement engage sa responsabilité sur un projet de loi portant sur l'approbation des annexes à la

843. *L'Humanité*, 8 novembre 1974.
844. *Le Monde,* 27 novembre 1974.
845 Journal officiel, seconde séance du mardi 17 décembre 1974.
846 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, BP du 9 septembre 1976.

décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 relatives à l'élection des représentants communautaires au suffrage universel. Il n'y a pas de motion de censure déposée à cette occasion par les deux groupes. Le PCF s'est déclaré favorable à l'élection des députés européens au suffrage universel. Mais à l'intérieur du PCF des voix s'élèvent pour protester en interne, suite à ce revirement, car le PCF s'était toujours opposé à ce mode d'élection des députés européens arguant d'une perte de souveraineté nationale. C'est le cas de Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, qui récuse le choix de la direction du Parti. Il l'exprime le 8 juin 1977 lors d'un BP comme en atteste le relevé de décisions :

> «La position du Bureau politique sur cette question ne défend pas l'intérêt national. Elle ne tient pas compte des intérêts de la classe ouvrière. »[847]

L'attitude de Robert Ballanger est fortement critiquée :

> « Il a suivi cette réunion du Bureau Politique avec une certaine désinvolture, ne tenant pas compte des éléments apportés par le Bureau politique dans la discussion. »

Robert Ballanger qui n'est pas membre du BP a sans doute été convoqué. François Asensi, ancien député communiste, évoque dans un texte rendant hommage à l'action de Robert Ballanger, « la défiance de Georges Marchais [...]à l'égard de l'action parlementaire. »[848] Il revient sur les positions défendues par Robert Ballanger, qui selon lui, pensait que l'élection des députés européens au suffrage universel visait à renforcer le capitalisme européen tout en affaiblissant les Partis communistes français et italiens.

Lors du débat à l'Assemblée nationale du reste, ce n'est pas Robert Ballanger qui prend la parole, mais Gustave Ansart [849]membre du BP, en charge pour le compte du CC de la liaison entre la direction du Parti et les groupes parlementaires depuis le congrès de 1976. Il est également, au sein du PCF, président de la Commission Centrale de Contrôle Politique (CCCP) depuis le XIX^{ème} congrès en 1970. Comme il n'y a pas de motion de censure déposée par l'un des deux groupes d'opposition dans les 24 heures, le projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 est adopté sans vote conformément à l'article 49.3. Le PCF, en ne s'opposant plus à l'élection des députés européens au suffrage universel fait un pas de plus en direction de son acceptation du fait européen. Gustave Ansart à la tribune de l'Assemblée nationale précise la position communiste : « Nous ne refusons pas le principe du texte, nous

847 AD de Seine-Saint-Denis,Archives du PCF, Archives du BP, BP du 8 juin 1977, CD 2 NUM 4.
848 Hommage à Robert Ballanger par François Asensi, député, maire de Tremblay en France, http://www.francoisasensi.com/1984/hommage-a-robert-ballanger/
849 *Le Monde*, 17 juin 1977.

ne sommes ni contre l'Europe ni contre le suffrage universel ».

Jean-Pierre Cot pour le PS rappelle que les socialistes sont favorables à l'élection des députés européens, et précise que les socialistes ont pour volonté de «bien utiliser le lieu où la solidarité des travailleurs européens pourra se renforcer. » Il défend la conception européenne du *Programme commun*, qui assurerait une plus grande « présence dans les négociations internationales, seule capable de défendre les intérêts français . »

Aucune motion n'est donc déposée par un seul des deux groupes d'opposition durant cette Vème législature ce qui était pourtant théoriquement possible étant donné leur nombre respectif de députés[850]. Ceci procède donc d'une volonté politique d' affichage de l'union à l'Assemblée nationale. L'utilisation de la motion de censure lors de cette législature, participe de la bipolarisation politique, d'un affrontement droite-gauche. Au-delà des groupes, quelle utilisation est-elle faite par les leaders, de la tribune que représente l'Assemblée nationale ?
Les signataires de juillet 1972, Georges Marchais, François Mitterrand, et Robert Fabre sont tous députés à partir d'avril 1973, et restent leaders de leurs formations politiques[851]. Néanmoins, Georges Marchais et François Mitterrand ne prennent la parole qu'à deux reprises lors des débats portant sur les motions de censure. Les leaders de la gauche n'utilisent pas systématiquement l'Assemblée nationale comme une tribune politique. Georges Marchais du reste, intervient assez peu à l'assemblée - seulement douze fois au cours de la législature[852]. Mais, il marque de sa présence certains moments de la vie parlementaire, notamment les conférences de presse du groupe. Ainsi, le 30 mars 1973, à l'occasion de la rentrée parlementaire, Georges Marchais, qui vient d'être élu député pour la première fois, préside la première réunion des députés communistes, propose la candidature à sa propre réélection de Robert Ballanger, et termine lui-même la conférence de presse par une courte allocution. Comme l'indique *L'Humanité,* cette journée est alors l'occasion pour les députés, d'une « *rencontre fraternelle »* avec la direction du Parti[853]. François Mitterrand de son côté intervient dix-sept fois lors des débats.

Le travail législatif à l'Assemblée nationale s'effectue également au sein des commissions permanentes - au nombre de huit tel que cela est prévu par la constitution – qui

850 Règlement de l'Assemblée nationale, mars 1970, 6ème édition mise à jour le 1er janvier 1977.
851 Georges Marchais devient officiellement Secrétaire général du PCF à l'issue du 20e congrès du Parti communiste français - Saint-Ouen, 13 - 17 décembre 1972. François Mitterrand est Premier secrétaire du PS depuis juillet 1972.
852 Tables des débats, Tables nominatives. Archives de l'Assemblée nationale.http://archives.assemblée-nationale.fr
853 *L'Humanité,* 31 mars 1973.

examinent les propositions et projets de loi, et contrôlent l'action du gouvernement. Lors de la convention nationale du PS du 7 janvier 1973, François Mitterrand déclare :

> « Vous savez, il faut voir l'intolérance de ce régime, son arbitraire extraordinaire ! Songez que depuis 14 ans la majorité a complètement monopolisé l'exercice de la vie parlementaire. Un membre de l'opposition ne peut pas être membre d'un bureau de commission, même de la commission la plus obscure ! »[854]

C'est pourquoi les députés de l'opposition revendiquent, au cours de la législature, une place plus importante dans les instances de l'Assemblée nationale. Le 6 avril 1973, un communiqué commun des deux groupes, PSRG et Communiste, indique que les groupes présentent des candidats à la présidence des huit commissions, mais ne participent à aucun vote pour la formation des bureaux de ces commissions car contrairement à leur demande, leur place dans les commissions ne sera pas à la hauteur de leur représentation dans l'assemblée (1/3 des députés) contrairement à ce qui se passe au bureau de l'Assemblée nationale[855]. Un an plus tard[856], les deux groupes présentent toujours des candidatures communes pour les présidences de toutes les commissions, comme celle du communiste Fernand Dupuy[857]pour la « commission permanente des affaires culturelles familiales et sociales ». En revanche, en avril 1976, les deux groupes vont jusqu'à refuser de participer à l'élection des présidents des commissions.

L'analyse des propositions de lois permet d'évaluer la place faite au *Programme commun* en tant que référence programmatique. Comme il était vain dans le cadre de cette recherche d'essayer de vouloir embrasser la totalité du champ législatif, seules deux thématiques ont été retenues, celle concernant les libertés et celle portant sur les nationalisations, car ces deux aspects occupent une place croissante dans les débats à gauche à mesure que la victoire aux législatives devient de plus en plus probable. A travers ces deux thématiques, il s'agit d'essayer de voir si l'Assemblée nationale est plutôt un lieu de mise en commun politique, de mise en avant du *Programme commun,* ou alors de mise en concurrence programmatique, voire idéologique, pour les deux groupes parlementaires. Est-ce que le débat idéologique qui avait été mis de côté par les socialistes et les communistes afin de parvenir à la signature du *Programme Commun*, ressurgit à l'Assemblée nationale à l'occasion de

854 FJJ, base de données des débats.

855 Bureau de l'Assemblée nationale : 1 vice président du groupe Communiste (M Léon Feix) et deux vice-présidents du groupe PSRG (MM. Labarrere et Alduy)

856 Archives de l'Assemblée nationale : l' article 37 du règlement intérieur précise que les membres des commissions permanentes sont nommés en début de législature et chaque année au début de la session d'avril.

857 Fernad Dupuy : député du Val-de-Marne (2ème circonscription),inscrit au groupe Communiste.

l'élaboration de propositions de lois ?

La question des libertés dans les travaux parlementaires

A partir de 1974-1975, les travaux des parlementaires prennent en compte la question des libertés qui est devenue centrale dans le débat politique. La sortie médiatisée de *L'archipel du Goulag*[858] relance les interpellations du PCF au sujet de ses liens privilégiés avec l'URSS. François Mitterrand, dans sa profession de foi envoyée aux électeurs en 1974, promet une «*charte des libertés*» et précise que ce texte sera annexé à la Constitution[859].

La Révolution des Œillets au Portugal, qui débute le 25 avril 1974 en pleine élection présidentielle française, fait ressurgir la question. Les partis signataires du *Programme commun* sont questionnés à travers cet événement par la droite, mais aussi par une partie de la gauche quant à leur capacité à garantir les libertés[860]. Six mois plus tard, François Mitterrand qui n'intervient qu'une fois lors des questions au gouvernement durant toute la législature, en janvier 1975, interroge le pouvoir sur la question des écoutes téléphoniques.

Cette question des libertés donne lieu à une véritable surenchère parlementaire à droite comme à gauche. Le 13 mai 1975, le PS annonce à la presse la création d'un comité de réflexion chargé d'élaborer en un an la *charte des libertés et droits fondamentaux* et le 15 mai le PCF présente sa propre *Déclaration des libertés*[861]. Les communistes indiquent que le document est inspiré par le *Programme commun* et qu'ils comptent en populariser le contenu via plusieurs milliers d'assemblées débats[862]. Comme si la majorité ne voulait pas être en reste, le 17 décembre 1975, le groupe parlementaire UDR dépose une proposition appelée *De la Liberté* [863] , et le 18 décembre le président du groupe de cette formation politique demande la constitution d'une commission spéciale pour l'examen du texte. Le 20 décembre, la *Déclaration des Libertés* du PCF est déclinée en proposition de loi, et ce même jour, le PS

858 Publication en russe du Tome 1 de l'archipel du Goulag à Paris le 31 décembre 1973.

859 Centre d'histoire du travail, Nantes, fonds Poperen. Extrait de la profession de foi *«Je déclare solennellement que la charte des libertés sera annexée à la constitution. »*

860 Micahel Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche : l'idéologie antitotalitaire en France, 1968-1981*. Marseille, Agone, 2009.

861 *L'Humanité*, 16 mai 1975.

862 «Sur la base du Programme commun, nous avons rédigé la présente proposition de loi constitutionnelle portant déclaration des libertés. Le texte de la présente proposition constitutionnelle a été soumis à l'examen et à la discussion la plus ouverte de tous les citoyens dés le 15 mai 1975. Son contenu a fait l'objet depuis lors, de plusieurs milliers d'assemblées-débats . »

863 Proposition de loi 2080.

dépose à son tour une proposition de loi constitutionnelle appelée *Charte des libertés et des droits fondamentaux* visant à compléter le préambule de la constitution du 4 octobre 1958. En cette année 1975, l'effervescence politique autour des questions de libertés trouve sa concrétisation dans cet ensemble de propositions de lois.

La commission spéciale, souhaitée par le groupe parlementaire de l'UDR se réunit pour la première fois le 20 décembre 1975[864]. La retranscription des débats permet de prendre connaissance des divergences entre les partenaires du *Programme commun* sur cette question des libertés. Trente et un députés siègent au sein de cette instance. Les premières réunions de travail ont lieu le 14 janvier puis le 16 février 1976. Au total, 11 séances plénières et 150 amendements sont proposés au texte initial déposé par l'UDR. De nombreuses séances sont consacrées à l'audition de personnalités extérieures, et c'est à cette occasion qu'André Malraux effectue l'une de ses dernières apparitions publiques[865]. L'article 18 de la proposition de loi concerne les droits des étrangers. Cet article est discuté lors de deux séances - le 19 octobre et 14 décembre 1977. Le 19 octobre,[866] Jean Foyer [867]de l'UDR affirme au cours des discussions être d'accord avec le député communiste Guy Ducoloné [868]hostile à la proposition socialiste défendue par Jacques Antoine Gau [869] (PSRG) sur la « reconnaissance aux étrangers du droit de vote dans les élections locales ». Pour Jean Foyer si ce droit de vote était accordé :

> «il n'est pas certain que des troubles ne surgiraient pas dans les communes où les étrangers pourraient apparaître comme les arbitres d'une compétition électorale locale. »

Claudius Petit [870] pour l'UDR exprime la crainte que la participation des travailleurs étrangers aux élections locales ne provoque des manifestations raciales dans certaines communes. Guy Ducoloné indique qu'il n'est pas certain que les étrangers souhaitent réellement obtenir ce droit et que par ailleurs « l'accès à la nationalité leur est largement ouverte. » Les divergences idéologiques affirmées en 1972 à travers *Changer de Cap* et *Changer la Vie* sur cette question perdurent. Le PCF et la droite sont d'accord pour s'opposer au droit de vote des étrangers aux élections locales.

---

864 Archives de l'Assemblée nationale, Bulletin des commissions N°28 page 2615, samedi 20 décembre 1975.
865 André Malraux décède le 23 novembre 1976.
866 Archives de l'Assemblée nationale, Bulletin des commissions N°28 page 2615, samedi 20 décembre 1975.
867 Député du Maine-et-Loire (2ème circonscription) inscrit au groupe UDR, puis RPR.
868 Député des Hauts-de-Seine (11ème circonscription) inscrit au groupe Communiste - Vice-président de l'Assemblée nationale.
869 Député de l'Isère (4ème circonscription) inscrit au groupe PSRG
870 Député de la Martinique (1ère circonscription) inscrit au groupe UDR, puis RPR.

La proposition de loi constitutionnelle sur les libertés et les droits de l'homme est adoptée en commission le 14 décembre 1977, donc avant la fin de la session parlementaire. Les députés communistes et socialistes de cette commission votent contre. Pour les communistes, ce texte ne répond pas à la nécessité « d'une transformation sociale qui donne un élan sans précédent à la démocratie et aux libertés qui permette d'avancer vers une société toujours plus démocratique, pluraliste, décentralisée et autogestionnaire ». Les socialistes, par la voix de Pierre Joxe, regrettent que la « majorité actuelle n'ait pas osé soumettre cette proposition de loi en séance plénière à l'Assemblée, avant la fin de la législature, comme elle en avait la possibilité ». Finalement cette proposition de loi ne fait pas l'objet d'un vote au cours de la VI^{ème} législature qui suit après la victoire de la droite aux législatives de mars 1978. Toutes ces interrogations au sujet des libertés ne sont pas traduites d'un point de vue réglementaire.

La question des nationalisations dans les travaux parlementaires

La question des nationalisations est un autre sujet qui initie de nombreuses propositions de lois présentées de manière séparée par les deux groupes de l'opposition. Cette question des nationalisations contient un fort enjeu idéologique. C'est en effet sur la question du nombre de filiales à nationaliser, qu'échouent, dans la nuit du 22 au 23 septembre 1977, les négociations d'actualisation du *Programme commun*. Même s'il n'y a alors pour l'opposition aucune possibilité de trouver une majorité à l'Assemblée nationale pour faire adopter de telles propositions, il s'agit pour les communistes comme pour les socialistes de prouver leur fidélité à une ligne politique qui est celle du texte signé en 1972, voire pour les communistes d'aller au-delà en proposant de nouvelles entreprises à nationaliser. Ainsi, en décembre 1974, le PCF dépose trois propositions de loi portant sur la nationalisation de Citroën S.A[871], l'industrie aérospatiale[872] et enfin sur les banques de dépôt et d'affaires privées, des établissements de crédits, des sociétés d'assurance et des principaux holdings financiers[873]. En 1976, le PCF propose également la nationalisation du groupe Rhône-Poulenc. Toutes ces propositions communistes reprennent ce qui figure dans le *Programme commun*, excepté pour la nationalisation de Citroën, ce qui procède pour le PCF d'une volonté d'affichage. Les

871 Proposition de loi n°1454, présentée à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1974.
872 Proposition de loi n°1457, présentée à l' Assemblée nationale le 9 décembre 1974.
873 Proposition de loi n° 1451, présentée à l' Assemblée nationale le 9 décembre 1974.

communistes cherchent à montrer à l'opinion qu'ils sont fidèles au texte, mais aussi finalement à l'esprit qui anime selon eux le *Programme commun,* en voulant aller au-delà en terme de nationalisation.

Le PS n'est cependant pas en reste et dépose également des propositions de lois. En novembre 1974, le groupe PS propose la nationalisation de « La fabrication des cellules et propulseurs aéronautiques et spatiaux susceptibles d'être utilisés à des fins militaires[874] ».Il s'agit comme le précise l'article 1 du texte, de nationaliser l'ensemble des sociétés du groupe aéronautique Marcel Dassault. Un mois plus tard, les communistes à leur tour déposent une proposition de loi concernant la nationalisation du même groupe aéronautique. Cette concurrence entre les deux partenaires, par propositions de loi interposées, intervient durant la période de polémique entre socialistes et communistes qui débute à l'automne 1974. Le 20 décembre 1977, le PS dépose toute une série de propositions de lois [875] dont l'une concerne la nationalisation[876] des 9 groupes industriels mentionnés dans le programme de 1972. Ces propositions présentées le dernier jour de la session parlementaire relèvent d'une stratégie d'affichage destinée à l'électorat de gauche[877]. Le PS tente de prouver sa fidélité au *Programme commun* alors qu'il est accusé de trahison depuis septembre 1977 par ses alliés communistes pour son refus de nationaliser l'ensemble des filiales détenues à plus de 51 % par les 9 groupes. Le PS confirme qu'il s'agit bien de traduire «en termes législatifs les engagements pris par le Parti dans le cadre du Programme commun actualisé[878]».

La V[ème] législature correspond au moins jusqu'en septembre 1977, à la période durant laquelle le Programme commun est le programme partagé par les partis de l'opposition parlementaire. Or, il n'y a pas une seule proposition de lois présentée de manière commune durant toute cette période, malgré la volonté annoncée à l'automne 1972. Il y a même concurrence puisque sur certains thèmes emblématiques à forte teneur idéologique, les deux groupes élaborent et déposent des propositions de lois différentes, ne s'affichant pas ensemble

874 Proposition de loi n°1311, présentée à l' Assemblée nationale le 20 novembre 1974.

875 Proposition de loi n°3400 portant extension aux bénéficiaires des loi n° 50-1027 du 11 août 1950 et 51-538 du 14 mai 1951 de l'ensemble des dispositions applicables aux anciens prisonniers de guerre, Proposition n° 304 Langue et culture minoritaire 1, Proposition de loi n°3046 portant sur la décentralisation de l'Etat, Proposition de loi n°3047 portant sur les droits des travailleurs immigrés (non publié), proposition 3408 tendant à instituer un impôt sur les grandes fortunes, Proposition de loi n°3410 visant à garantir une meilleure protection sociale aux veuves et femmes divorcées, Proposition de loi n° 3411 visant à la suppression de la loi anti casseurs, Proposition de loi n° 3415 relative à la situation des conjoints d'exploitants agricoles

876 Proposition de loi n° 3416

877 *Le Monde*, 21 décembre 1977.

878 FJJ : *le Poing et la Rose*, mars 1979.

comme travaillant conjointement.

La loi constitutionnelle du 29 octobre 1974[879] étend les possibilités de saisines du Conseil Constitutionnel[880]. Entre 1974 et 1977, 13 recours sont déposés par les parlementaires du groupe PSRG dont 4 conjointement avec le groupe Communiste : parmi ces 4 saisies communes une seule aboutie. En 1977, le Conseil Constitutionnel juge en effet que la loi autorisant la fouille des véhicules [881] est non conforme.

Les commissions d'enquête

Entre 1974 et 1977, quatre demandes de commissions d'enquête par les communistes et socialistes aboutissent. Ces demandes ne sont pas déposées conjointement par les deux groupes. Pour le PCF, il s'agit d'une demande concernant « la pollution du littoral méditerranéen » et une autre sur « les pratiques des sociétés pétrolières en France ». Le PS pour sa part est à l'origine de deux commissions d'enquête ayant abouti à un rapport. L'une porte sur « l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Dassault » et l'autre, « sur la situation de l'énergie en France ». Le fait que ces demandes de commissions d'enquête aboutissent est un changement par rapport à la précédente législature au cours de laquelle aucune demande de commission d'enquête émanant de l'opposition n'avait été prise en compte. Cela traduit la capacité de la gauche à imposer ses thèmes, en lien avec son poids électoral qui augmente. Les signataires du *Programme commun* apparaissent comme une alternative de plus en plus crédible. L'alternance est envisagée. Il devient désormais plus difficile d'ignorer les demandes des députés de la minorité que lors de la précédente législature.

Les initiatives des deux groupes se font sans mise en place d'instance de concertation à l'Assemblée nationale. Malgré une volonté affichée à l'automne 1972 il n'existe pas de propositions de lois communes. Le *Programme commun* n'en reste pas moins une référence politique portée par les députés de gauche à travers, notamment, les motions de censure. Bien entendu, les contacts entre parlementaires existent. Mais en l'absence d'archives consultables

879 A partir de cette date en effet, 60 députés ou 60 sénateurs peuvent au même titre que le président de la République, le Premier ministre, les présidents de l'Assemblée nationale ou le Sénat, déférer une loi au Conseil Constitutionnel.

880 Pour les réformes de société durant « *les années Giscard* . » Serge Berstein, Jean-François Sirinelli (dir.), *Les années Giscard. Les réformes de société 1974 1981*, Armand Colin, Paris, 2007.

881 Loi N° 76-75 du 12 janvier 1977

il est difficile d'établir un état des lieux quant à la nature, et l'intensité de ces rencontres L' Union à gauche s'affiche à travers les motions de censure et donc l'utilisation de l'Assemblée nationale comme tribune politique, mais l'autonomie des groupes perdure, sans aucune unité d'action. L'Assemblée nationale est même un lieu où ressurgit le débat idéologique, alors qu'il avait été abandonné par les socialistes et les communistes. Ainsi, le 3 octobre 1977, quelques jours après la rupture des négociations d'actualisation, les parlementaires du groupe PSRG signent un communiqué de soutien à la direction du PS.

> «Le groupe parlementaire socialiste (Assemblée nationale et Sénat) réuni le 3 octobre 1977 a manifesté par un vote unanime sa complète solidarité avec la direction du PS et son premier secrétaire, au cours des discussions sur l'actualisation du Programme commun de la gauche. Il renouvelle sa confiance la plus entière à François Mitterrand qui porte à la tête du PS et au sein de la gauche les espoirs que des millions de Français ont placé dans l'Union autour du Programme commun.»[882]

Au cours de la VI[ème] législature, d'avril 1978 à mai 1981, le gouvernement engage six fois sa responsabilité en vue de l'adoption d'un texte. En réponse à l'utilisation de l'article 49.3, douze motions de censure sont déposées par l'opposition, mais de manière séparée par chacun des groupes de l'opposition. Après la défaite aux législatives de mars 1978, la désunion entre les deux groupes d'opposition s'affiche aussi à l'Assemblée nationale.

Pendant toutes ces années, durant lesquelles le PS , le PCF et le MRG ont partagé le même programme chacun s'est bien gardé de renoncer à perdre sa propre identité. Chacun des partenaires, malgré un texte programmatique qui les aurait liés en cas de victoire aux législatives, et qui les aurait amenés à siéger dans le même gouvernement, défend sa propre action. Que ce soit par les meetings, les manifestations, l'action au parlement, ou encore les affiches sur les murs, chaque organisation a pris garde de ne pas laisser croire qu'il pouvait y avoir confusion entre les partis. La fête de *L'Humanité* reste la fête du PCF. Elle ne devient pas la fête de l'Union de la gauche. Les communistes, en mettant en avant le concept d'Union populaire tout autant que celui de *Programme commun* en septembre 1972 dans les travées du parc de la Courneuve ne le souhaitaient certainement pas.

Le PS parvient à contenir les souhaits des communistes qui désirent le plus d'actions communes possibles. Par la voix de Dominique Taddei le CERES, qui est le courant pourtant le plus enclin à l'action commune avec les communistes, reconnaît en janvier 1973 que la ligne prônée par François Mitterrand, à savoir le minimum d'actions communes dans le

882 *Le Monde*, 3 octobre 1977.

maximum de programme commun « a finalement porté ses fruits »[883]. Les dirigeants socialistes savent qu'ils ne peuvent rivaliser avec l'appareil communiste. Les adhérents communistes, qui sont plus nombreux et sans doute plus militants, savent pouvoir dominer de leur présence les meetings et les manifestations. A l'inverse, les socialistes poursuivent tout au long des années 1970, la logique de restructuration d'un parti moderne.

C) La polémique entre le PS et le PCF : octobre 1974 – juin 1976.

A partir d'octobre 1974, et les élections législatives partielles qui mettent en évidence les difficultés du PCF devancé par le PS dans 5 des 6 circonscriptions, la direction communiste va adopter un ton très critique à l'égard de son principal allié. Une polémique entre les deux principales forces de gauche se déploie d'octobre 1974 à août 1975. Le PCF remet en cause la fidélité du PS au *Programme commun*, critique sa volonté de rééquilibrage à gauche, et met en doute la réelle volonté transformatrice du PS qu'il considère plus comme un parti social-démocrate qui n'est pas légitime à se prétendre le représentant de la classe ouvrière, car il n'assume pas véritablement le combat de classe. S'agit-il pour le PCF, à ce moment d'une simple tactique de circonstance, d'une volonté de marquer son territoire, d'une attitude visant à exister par lui-même, attitude rendue possible par l'absence d'élections entre juin 1974 et juin 1976 (élections cantonales) ? Ou bien d'un temps de doute au sein de la direction communiste qui serait tentée de remettre en cause l'union. L'historien Marc Lazar penche en faveur de cette dernière interprétation et utilise l'image du « *bateau ivre* » pour qualifier le PCF[884] à partir de 1974. L'analyse de cette période prend néanmoins un éclairage particulier si on la relie avec une autre période de tension, encore plus forte, qui est celle de septembre 1977, et qui aboutit à l'échec des négociations sur l'actualisation du programme. Peut-on émettre alors l'hypothèse que la direction communiste ait eu la volonté de rompre dès 1974 ? Aurait-elle en quelque sorte préféré la défaite de la gauche aux élections législatives en 1978 plutôt qu'une victoire avec un PS en position dominante pour la première fois depuis 1945 ? Cette lecture indiquerait alors que l'échec des négociations en septembre 1977 était programmé dès les résultats des élections législatives partielles d'octobre 1974. C'est à travers

883 FJJ, base de données des débats, convention nationale du 7 janvier 1973.
884 Marc Lazar, « Table ronde », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *l'Union sans unité*, *op. cit.*, p. 295.

ce questionnement qu'est envisagée la période de polémiques entre 1974 et 1976.

Entre juin et octobre 1974, le PCF considère que le PS respecte une ligne politique conforme au *Programme commun*. Devant le CC des 10 et 11 juin 1974[885]qui suit les élections présidentielles, Georges Marchais défend une ligne très unitaire. Il considère même que le PCF n'a pas à revendiquer une quelconque prédominance à gauche :

> «Autant nous sommes persuadés et la vie le confirme qu'il est de l'intérêt de notre peuple qu'existe un fort parti communiste, autant nous faisons tout pour le renforcer autant nous ne prétendons à aucun rôle dominateur, à aucun exclusivisme. »

Dans *L'Humanité,* le lendemain du CC[886], il affirme même que la direction communiste n'a pas de doute. «L'orientation du PS reste donc très claire. Nous n'avons aucun souci, aucune préoccupation sur ce point. » Georges Marchais juge même que le PS a changé, qu'il a abandonné «le terrain de la collaboration de classe » terrain qu'il a occupé « si longtemps. » Fin août le PCF affirme être toujours porté par la dynamique de la campagne présidentielle profitable à toute la gauche. Georges Marchais considère que le parti «se porte à merveille » et «que c'est vrai pour la gauche toute entière. Notre parti et les autres formations se renforcent de manière importante et régulière »[887]. Paul Laurent, dans la revue théorique du PCF, *la Nouvelle Critique* d'octobre 1974[888] considère, que le Parti n'est pas mis en danger par l'alliance, qu'il n'y a ni recul ni stagnation du Parti.

> «Évidemment si nous observions une stagnation ou un recul du parti dans le cadre de l'alliance ce serait préoccupant; soit que le sens donné par les Français à cette alliance ne serait pas celui que nous souhaitons soit que nous nous comportions mal en tant que parti puisque la confiance en nous dans un progrès général diminuerait. Mais nous ne sommes pas du tout dans cette situation. »

Mais à partir d'octobre, et plus précisément à partir du second tour des législatives partielles du 6 octobre, le changement de ton est notable de la part de la direction du PCF en comparaison avec les appréciations portées par les membres du BP juste après l'élection présidentielle. Le relevé de décision du BP du 3 octobre 1974, une semaine après le premier tour, mentionne la nécessité pour le Parti d'être offensif en voulant combattre en interne à la fois «la fausse conception de l'union» mais aussi *«* le fatalisme à l'égard des gains unilatéraux du Parti socialiste . *»* Les dirigeants considèrent que l'unité est conditionnée par le

885 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du PCF, CC des 10 et 11 juin 1974, 4AV 2035-2039.
886 *L'Humanité,* 13 juin 1974.
887 *L'Humanité,*29 août 1974.
888 *La Nouvelle critique*, octobre 1974, pages 22-27.

renforcement du parti et que cela passe par la classe ouvrière et son rôle d'avant garde. L'ouvriérisme est même remis au goût du jour :

> «Convaincre tout le parti que sa politique d'unité est avant tout fondée sur le renforcement de son influence et de son organisation, et résolument orientée vers la classe ouvrière, condition décisive pour préserver et élever son rôle d'avant garde qui s'exprime par ses positions fondamentales et son action politique permanente. »[889]

Ce document contient des appréciations très dures portées à l'encontre du PS. Y est dénoncée la volonté de rééquilibrage à gauche, volonté interprétée comme de l'anticommunisme généralement utilisé «*par la réaction*. » La direction rend compte publiquement d'une partie de ces appréciations par un communiqué du BP du 7 octobre reproduit en une de *L'Humanité* le 8 octobre qui conteste « le mot d'ordre constamment répété de la nécessité d'un prétendu rééquilibrage à gauche qui prend un caractère de plus en plus pernicieux ». Le BP du 10 octobre donne pour mandat aux représentants communistes au sein du comité de liaison de durcir le ton à l'occasion de la prochaine rencontre et que soit à nouveau proposée la tenue de meetings communs.

> «A la réunion du Comité de liaison, proposer d'adopter un texte qui s'accompagne nécessairement de décisions d'action à un niveau élevé; notamment, la tenue d'une dizaine de grands meetings. Sinon ne pas adopter le document. »[890]

Le congrès extraordinaire du PCF en octobre 1974 est décidé par les instances dirigeantes dès le BP du 20 mai 1974[891], et celui du 2 septembre désigne la commission chargée d'en rédiger la résolution [892]. Georges Marchais au cours du BP du 29 mai propose pour ce congrès le thème suivant «Union du peuple de France pour les changements démocratiques » avec pour volonté d'élargir l'alliance. Mais, il n'y a pas d'unanimité lors de ce BP comme en atteste les notes prises à cette occasion par Georges Frischmann. Roland Leroy doute pour des raisons idéologiques du bien fondé de l'appel lancé à destination de l'électorat gaulliste. Cet appel à *l'Union du peuple de France* pour le congrès extraordinaire n'est pourtant pas nouveau. En effet trois jours avant le premier tour de l'élction présidentielle, *L'Humanité* du 2 mai 1974 en appelle, avec un titre qui occupe toute la page, à l'« UNION DU PEUPLE DE FRANCE . » Dans son rapport devant le CC des 10 et 11 juin, Georges Marchais précise que cet appel concerne les gaullistes mais aussi les chrétiens, ainsi que ceux

889 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, BP du 3 octobre 1974, CD 2 NUM 4.
890 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, BP du 10 octobre 1974, CD 2 NUM 4
891 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives de Georges Frischmann, 328 J.
892 Composition du comité de rédaction : Georges Marchais - Roland Leroy - Henri Krasucki - Paul Laurent - Jean Kanapa - Jean Fabre - Jacques Chambaz - Léo Figueres

qui se reconnaissent dans le centrisme parce que le «centre a disparu» [893]. Le PCF se tourne vers les gaullistes au nom de la lutte contre l'atlantisme « pour leur proposer de se retrouver ensemble dans l'action pour une France prospère, souveraine, maîtresse de son destin » afin de réaliser enfin, «le grand rassemblement de notre peuple pour un grand dessein national. » *L'Humanité* du 10 octobre, soit 4 jours après le second tour des élections partielles, publie un reportage sur une réunion de cellule de l'entreprise Sagem. Au cours de cette rencontre, les communistes s'interrogent. La publication de la part de *L'Humanité* de cette discussion n'est pas anodine, mais est instrumentalisée par la direction afin d'apporter de l'eau à son moulin, en faveur du doute qui s'exprimerait non pas seulement au sein de la direction, mais dans tout le parti. *Le Monde* du 11 octobre relève la publication de cette tribune en indiquant qu'elle illustre ce que le BP appelle « l'interrogation des camarades ». Toujours dans le cadre de la tribune de discussion, Louis Althusser [894]propose [895] une modification de la résolution. Il suggère que soit indiqué précisément que le Parti a un rôle d'avant-garde à jouer et qu'il doit devenir,

> « un grand parti de masse capable d'appliquer la ligne de masse de l'union du peuple de France [...]cette ligne de masse donne à la base du Parti, aux cellules, et avant tout aux cellules d'entreprise, une responsabilité accrue, car elles sont au cœur des masses. » .

La résolution finale adoptée à l'issue du congrès comporte plusieurs amendements, présentés à la tribune par Roland Leroy qui justifie les modifications du texte initial comme étant la conséquence d'un « certain déséquilibre dans la première rédaction »[896]. Selon l'historien Philippe Robrieux, ce congrès est « le congrès Leroy »[897] car c'est lui qui présente cette résolution finale. Charles Fiterman témoigne que la direction demande à Roland Leroy de préparer des amendements afin que ceux-ci soient envoyés dans les fédérations pour y être adoptés[898]. L'un des amendements repris porte sur l'Union de la gauche. Il est indiqué que l'Union de la gauche constitue toujours l'axe de rassemblement majoritaire mais qu'il est nécessaire d'élever la « qualité de l'union de la gauche, la clarté et la cohérence de ses analyses et de ses explications [..]c'est pourquoi le parti communiste pose devant l'opinion publique des problèmes que l'attitude du PS et du MRG rend préoccupants. » Au cours du

893 *L'Humanité,* 12 juin 1974.
894 Philosophe membre du PCF. Professeur à L'ENS.
895 *L'Humanité,* 12 octobre 1972.
896 *Le Monde*, 24 octobre 1974.
897 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, op. cit.*
898 Témoignage de Charles Fiterman lors du colloque à Pantin le 19 et 20 mai 2010. Témoignage repris dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité, op. cit.*, p. 297.

congrès, certaines interventions sont très critiques vis-à-vis du PS. Pierre Juquin dénonce un «complot anti-programme commun» et Raymond Combes, délégué pour l'Ardèche, critique directement François Mitterrand accusé d'avoir attaqué le PCF lors de meetings. Charles Fiterman de son côté intervient pour fustiger le scepticisme à l'intérieur du Parti à l'égard de la réalité dans les pays socialistes.

> « Je pense qu'il existe parfois dans nos rangs une tendance à ne pas apprécier à leur juste valeur les résultats obtenus par les pays socialistes, à ne pas faire preuve de suffisamment de défiance à l'égard des informations présentées par l'adversaire. »

Pour le Figaro les communistes remettent l'accent sur leur vocation révolutionnaire[899]. Thierry Pfister dans *le Monde* du 21 novembre, évoque trois jours avant les élections partielles du 22 septembre, une rencontre entre Georges Marchais et François Mitterrand, au domicile de ce dernier. Le leader communiste aurait alors proposé à François Mitterrand, d'assister au congrès extraordinaire du PCF, ce qui aurait été une première. Cette information, qui n'a pas pu être confirmée dans les archives, tendrait à prouver que le changement d'attitude de la direction communiste n'était pas programmé, mais est né suite au premier tour des élections partielles. Ce qui est certain, c'est que le discours très unitaire du PCF en juin 1974 n'est plus d'actualité au moment du congrès extraordinaire.

Du côté socialiste l'automne 1974 est marqué par la tenue des « Assises du Socialisme » qui se tiennent les 12 et 13 octobre 1974. François Mitterrand lance officiellement un appel à la tenue d' assises le 25 mai 1974 à l'occasion d'un comité directeur.. L'enjeu pour le PS, après l'élection présidentielle, est de parvenir à organiser une rencontre afin d'achever le processus d'unification de la famille socialiste débuté à Épinay. Le PCF dramatise la portée de ces assises pour faire pression. Le BP du 19 septembre dans son relevé de décisions considère que le Parti doit rester attentif, afin que les Assises « ne viennent pas gauchir » le programme commun de gouvernement, de la part du PSU, de la CFDT et « de certains socialistes » ce qui serait favorable selon les dirigeants communistes « aux opérations de la grande bourgeoisie. »

Les Assises réunissent pendant deux jours de nombreux militants politiques, du PS, du PSU et des membres associatifs et syndicaux proches de la CFDT, dans une tentative de médiation entre essentiellement le PS en tant qu'acteur politique et la CFDT en tant qu'acteur

899 *Le Figaro*, 28 octobre 1974.

social [900]. Mais, le nombre de militants et de cadres de la CFDT rejoignant le PS est limité. Le *Programme commun* n'est pas au cœur des discussions, même si François Mitterrand lors de son intervention le 12 octobre y fait référence:

> «Le Programme Commun, c'est un programme d'engagement sur cinq ans entre des formations politiques bien connues. Il serait injuste de dire que ce programme pour cinq ans serait sans lendemain, car il s'attaque aux structures mêmes de notre société. Mais, il serait également injuste de penser qu'il a tout résolu.»[901]

Au congrès extraordinaire Georges Marchais [902] revient sur ces « Assises » qui ont eu lieu une dizaine de jours auparavant et critique le fait qu'aucune mention au *Programme commun* ne figure dans la résolution finale[903]. Ceci est exact. La motion lue à la fin de la seconde journée, ne mentionne pas le texte mais acte l'Union de la gauche.

> «Parce qu'il a éprouvé ces dangers, le mouvement Socialiste français a compris que sa renaissance dépendait de son union et de son renouvellement. Il a scellé une alliance avec le Parti Communiste, permettant ainsi à la Gauche toute entière de multiplier ses forces, dès lors qu'elle était unie. »[904]

Cette rencontre va jouer un rôle politique symbolique non négligeable en permettant de finaliser l'arrivée au PS d'un nouveau courant, le « courant des Assises » avec notamment l'entrée au PS de Michel Rocard et Robert Chapuis, anciens responsables du PSU. La polémique se poursuit. *L'Humanité* publie une série d'articles les 10,11 et 12 décembre 1974 qui sont tous signés par Georges Marchais et qui traitent de la préservation et du renforcement de l'Union de la gauche. Dans le second article, intitulé « l'enjeu », il interpelle le PS, se demandant si celui-ci cédera ou pas « à la pression de la grande bourgeoisie », et s'il acceptera de « gérer la crise pour le compte du capitalisme. » Appelant les travailleurs à s'emparer de la question de l'union dans le dernier article, intitulé « l'union c'est votre affaire », le dirigeant communiste justifie l'ensemble des interrogations concernant le PS en raison d'une attitude qu'il qualifie d'équivoque. La polémique ne cesse pas dans les semaines qui suivent et le PS tente de réagir aux mises en cause. Dans une note du 21 novembre 1974 adressée[905] aux fédérations, aux secrétaires de sections et aux parlementaires, le secrétariat national du PS dresse la liste des griefs portés par le PCF à l'encontre du PS : rééquilibrage de la gauche,

900 François Krauz, *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation du Parti socialiste*, Paris, Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, 2002.
901 FJJ: base de données des débats, 12 octobre 1974.
902 *Le Monde*, 26 octobre 1974.
903 FJJ: base de données des débats, 12 octobre 1974. Pierre Mauroy lit la éclaration finale qui n'est pas soumise au vote à l'issue de la rencontre.
904 *Idem.*
905 AD du Maine et Loire, Archives du PS, 1 RE 1, Note du secrétariat n° 335, 21 novembre 1974.

Assises du socialisme, municipalités gérées avec la droite, le PS accusé de vouloir gouverner avec Valéry Giscard d'Estaing. Le secrétariat national demande en retour que les fédérations fassent remonter des informations relatives à l'état des relations avec les communistes dans leur département. La direction socialiste insiste pour obtenir cette information auprès des fédérations en envoyant un questionnaire le 10 mars 1975[906]. Les dirigeants nationaux se déplacent par ailleurs pour aider les fédérations à faire face à cette période de tension avec le PCF. Lionel Jospin, secrétaire national à la formation, participe à des réunions débats comme celle du 19 avril 1975 à Angers pour aborder la question des rapports entre le PCF et le PS[907]

Le PS organise une convention nationale les 3 et 4 mai 1975 ayant exclusivement à l'ordre du jour cette question, près de huit mois après le début des polémiques. Le rapport de cette convention est rédigé par Lionel Jospin sur la base de nombreuses contributions[908]. Celui-ci précise à l'adresse des communistes que le PS, contrairement aux affirmations de Georges Marchais, n'est plus le partenaire «social démocrate» auquel les communistes étaient habitués. Terminant son rapport[909], Lionel Jospin interroge le PCF sur plusieurs points. Il demande tout d'abord si ce dernier accepte bien qu'il y ait deux partis représentants de la classe ouvrière, et également si la direction communiste est toujours d'accord pour accéder au pouvoir avec le PS dans le cadre des institutions actuelles et ce, quel que soit le président de la République. Lionel Jospin conclut enfin son rapport en considérant que les relations entre socialistes et communistes s'améliorent.

La polémique rebondit cependant quelques temps après cette convention avec la parution de l' *Union est un combat*[910] en juillet 1975. Dans cet ouvrage édité aux Éditions sociales, est publié le rapport lu par Georges Marchais au CC le 29 juin1972. Ce texte était resté inédit, non publié alors dans *L'Humanité*, ce qui est pourtant l'habitude. Il est important de par son contenu mais également parce qu'il est édité deux mois après la convention du PS portant sur les relations PS-PCF. La sortie de l'*Union est un combat* et la publicité faite au rapport de Georges Marchais resté jusqu'alors secret relance la polémique. Lionel Jospin présente une analyse de ce rapport le 27 juillet 1975 devant le BE[911]. Il considère que cette publication montre que le PCF à l'époque avait « deux langages dans le parti ». Un langage «ouvert et fraternel» pour les adhérents et les électeurs, et un discours «dur et méfiant» gardé

906 AD du Maine et Loire, Archives du PS, 1 RE 1.
907 AD Maine et Loire,Fonds PS, document non daté envoyé aux adhérents de la section d'Angers.
908 *Le poing et la Rose*, avril 1975.
909 FJJ, base de données des débats, Convention nationale des 3 et 4 mai 1975.
910 Etienne Fajon, *L'Union est un combat*, *op. cit.*
911 CHT Nantes, fonds Poperen, POPJ 36.

secret à l'usage des membres du CC. Pour Lionel Jospin, il est normal que le PCF n'ait pas publié ce texte en juin 1972, car cela aurait été pris comme une provocation mais que cette publication s'inscrit par conte en 1975 dans le cadre de la polémique engagée depuis plusieurs mois. Il relève surtout ce qu'il appelle un « curieux passage » portant sur l'opportunité d'arrivée de la gauche au pouvoir[912] *:*

> «ce que nous devons nous demander c'est si le moment est bien choisi pour aller vers une telle expérience, […] si la conjoncture intérieure et extérieure est favorable, si elle est de nature à faire progresser notre lutte générale pour la satisfaction des besoins des travailleurs et de tout notre peuple pour le socialisme.»[913]

Selon Lionel Jospin cela montre que le PCF a une ligne politique qui est celle de l'unité, mais qu'il peut y renoncer « par opportunité. » car le PCF a une stratégie que la tactique peut contredire. A la relecture de ce texte, 40 ans après, il est difficile de suivre sans retenue l'interprétation de Lionel Jospin. Après tout, n'y a-t-il pas dans les propos en juin 1972 autre chose que l'expression du doute au moment où le choix de l'alliance autour du *Programme commun* conduit le PCF à l'abandon définitif de son propre programme *Changer de cap.* Georges Marchais évoque par ailleurs les propos de François Mitterrand tenus lors de l'Internationale Socialiste le 28 juin 1972, qui ne sont pas mentionnés par Lionel Jospin devant le BE.

Les archives du PCF aux AD de Seine-Saint-Denis conservent par contre une version écrite du rapport de Georges Marchais, avec des passages non publiés, qui expriment une défiance à l'égard de la personne de François Mitterrand [914]. Il est difficile de savoir si ces passages ont été lus ou pas au moment du CC, car il n'a pas été enregistré(sans doute de manière volontaire[915]). Ces passages ont peut-être été enlevés, après avoir été lus en 1972, afin d'avoir une version plus présentable pour la publication en 1975. La personnalité même de François Mitterrand est en effet fortement attaquée : .

> «Enfin il y a le problème de François Mitterrand lui-même. Nous n'attachons pas nous communistes, une importance décisive aux questions de personnes. Il n'en reste pas moins que le fait que le parti socialiste est dirigé par Mitterrand, avec le rôle qu'il peut

912 Etienne Fajon, *L'Union est un combat, op. cit.,*

913 *Ibid.*

914 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives de Georges Marchais, 305 J / 396.

915 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives de Georges Marchais, 305 J / 396., Extrait de l'intervention : « Camarades,Le rapport que le BP m'a chargé de présenter ne sera publié ni en totalité ni en partie. Il ne sera pas distribué, même en extraits, aux membres du CC. Il a été conçu en fonction de l'importante décision que nous avons à prendre et des conséquences qu'elle implique. Je le signale toute de suite pour que les camarades puissent prendre des notes.Par ailleurs, ce rapport sera assez long étant donné l'importance de la décision à prendre. »

être amené à jouer dans l'avenir, doit rentrer en ligne de compte dans notre appréciation. Car il y a là une source certaine de difficultés, son attitude au cours des négociations le confirme. »

En 1975, la publication de ce passage en 1975 qui a peut-être été lu devant les membres du CC, aurait été une véritable déclaration de guerre à l'encontre du premier secrétaire socialiste. En revanche, le passage ci-dessous qui porte sur la composition du Comité Directeur du PS est publié dans *l'Union est un combat,* sans qu'il soit relevé par Lionel Jospin lors du BE du PS le 27 juillet. Le procès en illégitimité de la part du PCF est important.

> «Sur 81 membres il n'y a pas de paysan, un seul ouvrier et quatre employés. Ces catégories sont totalement absentes du Bureau Executif. Par contre les cadres supérieurs et haut fonctionnaires représentent environ un tiers de l'effectif total du Comité Directeur[916]. »

Le PCF affirme finalement, à travers ces quelques lignes, être le seul parti détenteur de la légitimité que lui octroie la classe ouvrière. A la fin de son intervention, Georges Marchais propose bien aux membres du CC d'approuver le *Programme commun,* mais tout au long de ce rapport il s'interroge sur le devenir de son propre parti, juge que le CC n'a pas fait preuve d'assez de détermination en vue d'organiser «des initiatives populaires en faveur d'un bon programme commun. » Finalement, il évoque un risque qui est celui d'assister à une progression électorale du PS au détriment du PCF. En 1975, en rendant public ce texte le PCF veut sans doute démontrer qu'il n'est pas naïf et ce, dès cette époque. Il paraît en définitive difficile d'aller dans le sens des propos de l'époque de Lionel Jospin qui parle de double stratégie. En effet, le petit livre l'*Union est un combat* est édité aux Éditions sociales contrairement au *Défi Démocratique* chez Grasset en 1973. Bien entendu la direction ne pouvait pas ignorer que ce texte allait être repris par la presse et commenté par la direction socialiste. Mais *l'Union est un combat* est un ouvrage à destination des militants qui s'aperçoivent bien d'élections en élections que c'est le PS qui profite surtout de la dynamique née de la signature du *Programme commun.* Reste à savoir qui prend la décision de publier ce rapport aux Éditions sociales en juillet 1975, et avec quels objectifs ? Cette question reste sans réponse car les relevés de décision du BP ou du Secrétariat ne font pas état de débats à ce sujet au sein de la direction du PCF, et aucune autre archive ne mentionne un débat sur cette question.

Dans *l'Unité* du 17 juillet 1975 François Mitterrand commente avec des mots très durs la

916 *L'Union est un combat, op. cit.,* p. 117.

publication du rapport:

> «L'excès de langage est un procédé coutumier à qui veut faire diversion. Je ne m'y arrêterai que pour relever le caractère ubuesque d'une stratégie toute entière axée sur l'alliance avec un partenaire jugé incapable d'être ce qu'il est, c'est-à-dire traître et relaps. »

Finalement, ce mois de juin 1972 devient un enjeu historique à partir de 1975 au sein des organisations politiques. Car, outre le rapport de Georges Marchais devant le CC, ce sont les propos de François Mitterrand le 28 juin 1972 à Vienne devant l'Internationale Socialiste, au lendemain de l'accord obtenu sur le texte, qui reviennent sur le devant de la scène. Dans *Le Monde* du 30 juin 1972 il est longuement question des propos de François Mitterrand en indiquant que les informations proviennent d'une dépêche AFP. Le journal y reprend notamment le passage suivant:

> «Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand PS sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les 5 millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste. »

Mais a contrario, *L'Humanité* ne relate que sobrement ces propos en page intérieure en qualifiant d' « utopie », le fait de pouvoir prendre 3 millions de voix aux communistes[917]. Si l'absence d'archives peut faire douter de l'authenticité de ces propos comme le souligne l'historien Gilles Vergnon[918], la question d'un rééquilibrage à gauche a bien été posée, et par François Mitterrand lui-même, et cela lors du congrès d'Épinay le 13 juin :

> « Mais, conquérir quoi ? Conquérir où ? D'abord, les autres Socialistes, on l'a dit ! Ensuite, je pense - comment cela va-t-il me classer, je ne sais pas encore - je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou à reconquérir le terrain perdu sur les communistes. Je pense qu'il n'est pas normal qu'il y ait aujourd'hui 5 millions, et quelquefois plus, de Françaises et de Français qui choisissent le Parti communiste sur le terrain des luttes, et même sur le terrain électoral, parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti-là qui défend leurs intérêts légitimes, c'est-à-dire leur vie. »[919]

François Mitterrand devant l'ensemble des congressistes à Épinay prend donc bien l'engagement d'affaiblir le PCF.

Lors de la conférence de presse qui suit le CC des 29 et 30 juin 1972 Georges Marchais

---

917 *L'Humanité*, 29 juin 1972.

918 La dépêche de l'AFP indique « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand PS sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les 5 millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste. » Gilles Vergnon, « Convaincre du programme commun ? François Mitterrand et les grands partis socialistes européens », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité, op. cit.*

919 FJJ, base de données des débats, Congrès d'Épinay le 13 juin 1971.

répond aux questions des journalistes, réponses publiées dans le quotidien communiste[920]. La première porte sur les déclarations de Vienne. Le journaliste demande si les propos du premier secrétaire du PS sont conformes à l'esprit du *Programme commun*. La réponse de Georges Marchais est alors tout en mesure

> «C'est à François Mitterrand que vous devriez poser cette question. Nous nous avons conclu un programme commun de gouvernement avec le Parti socialiste avec comme objectif de battre le pouvoir des monopoles capitalistes [...]C'est pour cette raison que nous avons toujours préconisé l'Union de la Gauche. Que François Mitterrand ait le souci de renforcer le PS, je le comprends fort bien. Nous avons aussi la volonté de renforcer le PCF. Mais ce n'est pas au détriment de nos partenaires que nous entendons le faire, nous voulons gagner les hommes et les femmes qui sont encore sous l'influence de la réaction. »

Une autre question plus précise porte sur le nombre d'électeurs communistes que *François Mitterrand* a déclaré vouloir faire voter socialiste. La réponse de Georges Marchais est alors ironique :

> « Un homme célèbre s'était donné lui aussi comme objectif d'affaiblir le PCF. Il n'avait pas donné de chiffres. L'expérience prouve qu'il a eu raison. Nous ne craignons pas l'émulation. »

Finalement, que les propos de Georges Marchais devant le CC en juin comme ceux de François Mitterrand devant l'Internationale socialiste aient été tenus ou non, ils participent du mythe du *Programme commun,* dans la mesure où ils réévaluent en quelque sorte l'accord obtenu en juin place du colonel Fabien sous l'angle d'une duplicité originelle des deux dirigeants, ceux qui par ailleurs se retrouvent face à face en septembre 1977 pour l'actualisation du texte. Une lecture négative de juin 1972 s'effectue à l'aune de la polémique entre le PS et le PCF en 1975. Celle-ci, surtout du fait du PCF, est faite de petites phrases, d'accusations d'infidélité au texte portées à l'encontre du PS et elle rebondit sur la question des libertés notamment à travers les événements au Portugal à partir d'avril 1975. Alors que les mises en accusation s'atténuent à l'approche des élections cantonales de 1976 puis des municipales de 1977, cette question des libertés ne cesse d'empoisonner les relations entre communistes et socialistes.

920 *L'Humanité,* 1er juillet 1972

III) Le Programme commun et le reste de la gauche

Suite aux discussions entre communistes et socialistes entre avril et juin 1972, les tentatives d'élargissement du rassemblement autour du texte ne vont aboutir qu'avec les radicaux minoritaires [921]. Aucune autre organisation politique ne rejoint les trois signataires entre 1972 et 1977. Si certaines organisations, comme le PSU, sans véritablement jamais envisager de rejoindre l'alliance autour du texte, vont se rapprocher à maintes reprises des signataires, pour des questions d'alliance électorales et des discussions portant sur le contenu du texte, d'autres formations politiques plus groupusculaires comme les gaullistes de gauche vont envisager de faire partie de l'accord, de signer le texte et donc de devenir la quatrième composante de l'union autour du *Programme commun.* Cette absence d'élargissement de l'entente a sans doute pesée dans les débats lors de la confrontation idéologique en 1977 entre communistes et socialistes.

A) Les gaullistes de gauche : la recherche d'une quatrième composante [922]

Régulièrement, la question de l'élargissement à d'autres signataires que ceux de juillet 1972 s'est trouvée posée entre 1972 et 1977. Selon Marc Lazar, le PCF tente de dépasser le cadre de l'alliance avec le PS durant une période assez courte, de 3 ou 4 mois à partir de 1974[923]. Or, il semble que cette tentative ait duré plus longtemps et qu'elle se soit en partie concrétisée lors des élections municipales de 1977 avec certaines candidatures des gaullistes de gauche adoubés par les communistes. En 1974 au CC de juin[924] Georges Marchais parle des « patriotes gaullistes. ».

> « Je pèse mes mots. Nous tenons le rapprochement avec les travailleurs et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de la réalisation de l'union du peuple français qui est notre objectif. »

921 Annexe 5, document 3.

922 AD de Seine-Saint-Denis, archives du PCF, SG du 18 novembre 1976 extrait du relevé de décisions « Encourager la création d'une quatrième composante de la gauche qui pourrait notamment rassembler des personnes ayant voté gaulliste »

923 Article de Marc Lazar « La gauche et l'État : le moment Programme commun », 1973 1978 », p. 107-119 dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir), *L'union sans unité*, *op. cit.*.

924 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, CC des 10 et 11 juin 1974. 4AV / 2035-2039.

C'est lors de ce CC, comme cela déjà été évoqué, que Georges Marchais annonce la tenue, pour la première fois de l'histoire du PCF, d'un congrès extraordinaire avec pour seul mot d'ordre « Union du peuple de France pour le changement démocratique ». Le PCF tente alors, comme après la signature du *Programme commun* et son slogan pour les législatives de 1973 d'«*Union populaire*», d'élargir l'alliance. Cette idée est une constante chez les communistes de 1974 à 1977[925]. Localement, les responsables fédéraux du PCF se font les porte-parole du CC et de l'appel aux gaullistes. C'est le cas en Isère avec Paul Rochas secrétaire fédéral du PCF qui déclare lors de la conférence fédérale en octobre 1974 :

> « Je suis convaincu que de très grandes possibilités existent pour développer l'union, l'unité d'action avec les patriotes gaullistes[...]nous les communistes, nous qui nous sommes retrouvés en de nombreuses circonstances historiques dans la lutte commune avec les gaullistes, nous sommes les plus qualifiés pour appeler les patriotes gaullistes à l'union pour le changement démocratique; et j'ajouterai les plus capables de comprendre leurs problèmes, d'avoir l'ouverture d'esprit et la démarche qu'il convient, afin de les aider à faire le pas pour venir mener le bon combat avec la gauche. »[926].

Cette aspiration va rencontrer celle d'une minorité de gaullistes, appelés gaullistes d'opposition ou gaullistes de gauche, prêts à rallier l'alliance autour du *Programme commun*. L'occasion en est surtout donnée à partir de 1974 et des divisions à droite au moment de l'élection présidentielle[927].

Le Secrétariat du PCF, le 18 novembre 1976, dans son relevé de décisions, assigne au Parti l'objectif de rechercher une quatrième composante de la gauche du côté de ceux « ayant voté gaulliste »[928]. Lors des élections municipales, notamment à Paris, les rapprochements sont plus précis. Un meeting commun est ainsi organisé le 18 mars 1977[929] avant le second tour en présence du général Binoche, président d'honneur de l'Union des gaullistes de progrès. Celui-ci termine son discours par un appel à l'union entre les gaullistes et la gauche.

> « Vive le gaullisme d'opposition, quatrième composante de la gauche française. Vive

925 Cet appel du reste n'est peut-être pas toujours compris par l'ensemble des communistes. Ainsi en Loire-Atlantique à l'occasion du Comité Fédéral du 17 juin 1974 un intervenant précise que l'appel l'a surpris mais que finalement il avait «mal vu la question» (source : Archives du PCF de Loire-Atlantique ; boîte 31 « comité centraux 1970 1975», prise de notes des interventions lors du Comité fédéral.)

926 Archives départementales de l'Isère : archives du PCF – 157 J 29 – Conférence fédérale du PCF 19, 20 octobre 1974.

927 Bernard Lachaise, *Les droites et le Programme commun*, dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir), *L'union sans unité, op. cit.*

928 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, Secrétariat du 18 novembre 1976, CD 2 NUM 5, Extrait du relevé de décisions «Encourager la création d'une quatrième composante de la gauche qui pourrait notamment rassembler des personnes ayant voté gaulliste »

929 Annexe 2, document 4.

l'Union de la gauche et des gaullistes. »[930]

Le PCF poursuit cette politique d'ouverture après les municipales. Le BP du 18 avril 1977 prend la décision de proposer aux socialistes et aux radicaux d'accepter l'ouverture de l'entente à d'autres composantes désireuses d'adopter le texte[931]. Charles Fiterman présente donc le 20 avril, lors d'une conférence de presse, les propositions du PCF en matière d'actualisation et évoque cette question de l'élargissement. La discussion qui a eu lieu la veille au cours du *comité de liaison* a laissé entrevoir des réticences de la part des partenaires radicaux de gauche et socialistes. Le 20 avril François Loncle pour le MRG déclare que l'actualisation ne peut se faire «qu'avec ceux qui ont signé le Programme commun[932] » Mais le PCF ne s'en tient pas à ses premières réactions. Georges Marchais revient sur cette question lors de son intervention (déjà écrite) le 17 mai 1977 lors de la rencontre au sommet.

> « Un dernier mot pour confirmer que nous sommes pour notre part tout disposés à associer les organisations qui le souhaitent aux discussions étant donné que les formes à fixer doivent respecter le caractère spécifique de chaque organisation. Il est souhaitable que nous ayons un échange de vues et que nous prenions une décision à cet égard. »[933]

Selon le témoignage de Pierre Juquin, François Mitterrand en réaction à ces propos se serait à cette occasion exclamé «Je ne sais pas de qui on parle !. »[934]

Mais le PCF n'est pas le seul à considérer cette question de l'élargissement de l'entente comme importante. Les Radicaux de gauche considèrent même avoir vocation à agréger autour d'eux tous ceux qui ne se retrouvent pas dans le PCF ou le PS mais se disent attachés à la gauche. Ils organisent les 16 et 17 novembre 1974 un colloque intitulé «Un espoir pour la gauche»[935]. A cette occasion, diverses personnalités prennent la parole dont certaines appartiennent encore à des formations de la majorité comme Jean Charbonnel, ancien ministre et toujours membre de l'UDR ou Jacques Pelletier, sénateur Centre démocrate de l'Aisne, président du Groupe d'études réformes et actions (GERA) et Léon Hovnanian, animateur de la tendance *Combat radical*. A l'issue de ce colloque, Robert Fabre au nom des Radicaux de Gauche, propose la création d'une structure permanente appelée « commission permanente de

930 *Le Sursaut populaire*, mensuel des gaullistes d'opposition, N°27 1977.
931 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD 2 NUM4, BP du 17 avril 1977 : Extrait du relevé de décision. « En ce qui concerne la participation d'autres formations politiques, notre délégation réaffirmera notre proposition d'ouverture aux formations qui auront exprimé leur intention d'adopter le programme commun de gouvernement. »
932 *L'Humanité*, 20 avril 1977.
933 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18.
934 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé*, *op. cit.*
935 *Le Monde*, 19 novembre 1974.

réflexion et de proposition ». Le mercredi 18 décembre au cours d'une conférence de presse, Robert Fabre confirme la création d'un comité regroupant les personnalités qui s'étaient exprimées lors de ce colloque. Ce comité se donne pour objectif de chercher la voie d'un regroupement. Les conditions politiques posées sont d'accepter sans équivoque l'union de la gauche et ses choix politiques, ainsi que la rupture de tous liens avec l'actuelle majorité. Les travaux de cette commission doivent se terminer avant le congrès des radicaux de gauche prévu à Bordeaux du 28 février au 2 mars 1975. Mais le congrès ne clarifie pas cette question de l'élargissement du MRG, car la motion finale adoptée mentionne seulement «l'accueil» des groupes qui ont entamé des discussions et non pas une « unification » comme cela est proposée par une motion finalement rejetée le dernier jour du congrès. La tentative d'élargissement des radicaux via les déçus du gaullisme est sans lendemain, même si Robert Fabre le 5 août 1975 sur TF1 réitère ses appels aux gaullistes « qui ne se reconnaissent pas dans la politique suivie par M. Giscard d'Estaing, par les républicains indépendants. »[936]

Les gaullistes déçus par la politique menée par l'exécutif sont divisés en plusieurs chapelles. Le congrès national du *Front progressiste* se tient les 5 et 6 octobre 1974[937]. A cette occasion les gaullistes d'opposition réaffirment leur appartenance «loyale et irréversible» à l'Union de la gauche. Les congressistes dénoncent :«l'imposture des ministres et dirigeants de l'UDR associés à une politique d'abandon national et de réaction sociale, et qui continuent à se réclamer indûment du gaullisme ». Leur mensuel, *Le Sursaut populaire,* publie en septembre 1976 une interview de Robert Fabre qui évoque les tentatives de rapprochement des gaullistes avec les radicaux de gauche. Il précise que pour faire partie de l'union de la gauche, la clé est la signature du Programme commun.

Léon Hamon ancien ministre, crée de son côté en 1975, un nouveau mouvement appelé *Initiative républicaine et socialiste.*[938] Cette organisation succède au *Comité d'action politique et syndicale* qui avait été mis en place lors de l'élection présidentielle par des personnalités gaullistes qui au premier tour avaient soutenu la candidature de Jacques Chaban-Delmas, et avaient refusé de se rallier au second tour à Valéry Giscard d'Estaing . Ce mouvement se considère comme « *la quatrième composante de l'union de la gauche . »*

Finalement, c'est Jean Charbonnel qui parvient presque à fédérer les gaullistes de

936 INA.
937 *Le Monde,* 8 octobre 1974
938 *Le Monde,* 28 février 1975.

gauche, d'opposition au cours de l'hiver 1976-1977 à travers la création de la *Fédération des républicains de progrès* qui est une réponse à la création du RPR[939]. Fin juillet 1977, Jean Charbonnel précise dans la revue *l'Appel* que son mouvement est prêt à appuyer la mise en œuvre du *Programme commun.* Il regrette néanmoins que le PS « se soit opposé à notre présence aux séances d'actualisation […] nous attendrons donc de connaître le programme commun rénové en dehors de nous pour nous prononcer d'une manière définitive*»*[940]. Jean Charbonnel rejoint le RPR en 1980.

Au sein du PS, le CERES accepte ces rapprochements idéologiques. En juin 1976, dans une interview donnée à la revue gaulliste *l'Appel,* Jean-Pierre Chevènement [941] déclare que la troisième famille de la gauche n'est pas véritablement derrière les Radicaux de Gauche qui ne représentent pas véritablement « une puissante réalité nationale », mais devrait plus être recherchée du côté de la bourgeoisie nationale «dès lors qu'elle accepte les orientations progressistes en matière sociale» et notamment des gaullistes car « qu'est-ce qu'au fond le Programme commun sinon la variante moderne du programme du CNR ? *»* Mais ce type de discours se heurte à la réticence de la direction du PS. François Mitterrand est par ailleurs hostile au gaullisme sous toutes ses formes.

Finalement, ces tentatives de rapprochement n'aboutissent pas. Selon Bernard Lachaise[942], la faute en revient surtout aux gaullistes d'opposition qui ont alors espéré devenir la 4ème composante alors qu'ils ne pesaient pratiquement rien politiquement. Analysant le poids des gaullistes de gauche, l'auteur reprend à son compte l'appréciation portée par le journal *Sud-Ouest* dans son édition du 14 novembre 1976 : « Des marginaux sans clientèle électorale à l'audience limitée. » Robert Fabre a posteriori regrette que le colloque organisé en octobre 1974 n'ait pas abouti au ralliement des gaullistes d'opposition[943]. Pour tenter d'expliquer cet échec, il évoque dans ses souvenirs certains radicaux de gauche qui ne voyaient pas d'un bon œil ce rapprochement et s'enfermaient dans un « *radicalisme pur et dur »*. Parmi eux, Michel Crépeau[944] a refusé lors du vote au congrès national de Bordeaux de mars 1975, une motion proposant l'unification avec les groupes qui ont entamé des discussions. Ces tentatives de rapprochement sont le fait de personnalités, de mouvements très

939 Yves Billard, « Les gaullistes de gauche », pp. 190-196 dans Jean Jacques Becker et Gilles Candar (dir.) *Histoire des Gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004.
940 *Le Monde,* 31 juillet-1 août 1977.
941 AN, 19800280 51 Chevènement, Note des RG du 16 juin 1976 et *Le Monde*, 16 17 juin 1976.
942 Bernard Lachaise, « Les droites et le Programme commun », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité* , *op. cit.*
943 Robert Fabre, *Quatre grains d'ellébore*, Paris, Ramsay, 1990.
944 *Le Monde*, 4 mars 1975.

minoritaires à droite. Malgré tout, au MRG comme au PCF mais de manière différente, il existe une volonté d'essayer de dépasser les 49 % de François Mitterrand en 1974. Il y a le sentiment maintes fois exprimé que le plein des voix à gauche a été fait et que pour gagner, pour obtenir plus de 50 %, il faut aller chercher des voix chez des gaullistes les plus à même de comprendre les aspirations sociales du *Programme commun*.

Du côté du PS, il n'y a pas de tentative réelle de rapprochement avec les gaullistes d'opposition. Le PS qui accueille déjà les différentes composantes des Assises[945] - et si tant est qu'il en ait la volonté - peut difficilement se préoccuper comme le MRG d'essayer d'intégrer une autre composante. La stratégie du PS est celle de l'Union de la gauche. La bipolarisation est surtout utile au PS qui considère sans doute avoir tout à perdre, dans un élargissement des signataires du *Programme commun*.

Les communistes eux ont souhaité associer une autre composante à l'alliance autour du *Programme commun*. Conformément à leur appel aux « patriotes » en juin 1974, à leur slogan d'Union du peuple de France, les gaullistes de gauche représentaient tout naturellement la famille à accueillir. Au premier tour des législatives de 1978, les gaullistes d'opposition présentent 171 candidats sur les 539 circonscriptions [946]. Sur l'ensemble du territoire national ces candidats obtiennent 0,6% des voix et 1,7% si l'on ne prend en compte que les circonscriptions où ces candidats se présentent. Ils n'ont certes jamais représenté une force électorale importante. Mais en terme de dynamique politique leur ancrage à gauche aurait élargi l'alliance autour du *Programme commun*.

B) Le PSU et le Programme commun

Peu de temps après l'accord du 27 juin et avant la signature du 12 juillet, le PSU rend publique une déclaration de son Bureau national (BN) portant sur l'analyse du texte et sur «*sa portée réelle . »* A travers cette déclaration[947], dont rend compte le Monde du 7 juillet, le PSU indique que le texte ne peut laisser indifférents ceux qui luttent pour le socialisme mais qu'il n'ouvre pas la voie au socialisme, car il ne remet pas en cause le fait que « chaque individu

945 François Krauz, *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n°31, juillet 2002.

946 Résultats des élections législatives françaises premier tour du 12/03/1978 par circonscription, cdsp_legi1978t1_circ-ag.xls [fichier informatique], Banque de Données Socio-Politiques, Grenoble [producteur], Centre de Données Socio-politiques [diffuseur], mars 2009.

947 CHT Nantes, Archives du PSU 138 bis, document non daté.

restera sa vie durant soumis à des décisions toujours prises de manière centrale. » Le texte est surtout jugé étatique, avec l'accroissement des pouvoirs d'une puissance publique «*encore plus intervenante et plus omnipotente que ne l'est le régime actuel*. » Le PSU reconnaît le caractère d'entraînement du texte mais critique sa culture jacobine. Michel Rocard est, au moment de la signature du *Programme commun* secrétaire national du PSU. Le 16 septembre 1972[948], interviewé dans *le Monde,* il revient sur l'analyse du texte. Outre les critiques portant sur le contenu, il insiste sur le fait que le programme n'ait pas donné lieu à une édition commune, et critique l'introduction de Georges Marchais aux Éditions sociales qui constitue une manœuvre de «*racolage*» en faveur du PCF. Malgré tout, il indique que son organisation appellera à voter aux élections législatives prévues en mars pour les candidats signataires du *Programme commun* qui expriment « même imparfaitement - la volonté des travailleurs d'en finir avec ce régime, leur volonté d'abattre la domination bourgeoise. »[949]

A partir du numéro en date du 27 septembre 1972[950], l'hebdomadaire du PSU, *Tribune Socialiste,* propose une série d'articles appelée «*petite chronique du Programme commun*. » Jean Verger analyse dans un premier article le premier chapitre du programme. La critique porte sur des points précis. En ce qui concerne la durée du travail, il constate que la revendication reste «au niveau de 1936»[951], et que la revendication de 1000 francs de salaire[952] minimum qui ne prend déjà pas en compte pour 1973 l'inflation prévisible, est identique à la revendication portée dans certaines entreprises comme Renault en mai 1968. Dans ce même numéro, Robert Chapuis signe un éditorial dans lequel il critique le socialisme porté par le *Programme commun* :

> «Ce projet, il ne suffit plus aujourd'hui de dire que c'est le socialisme. Il faut dire, au regard de l'histoire du dernier siècle, de quel socialisme il s'agit.»

Il dénonce ce qu'il considère comme une forme d'imposture, le fait de vouloir, à travers ce programme, décrire les étapes pour atteindre le socialisme sans avoir défini «*les fondements essentiels de ce socialisme*. » Malgré ces critiques, le PSU est obligé de tenir compte

948 *Le Monde*, 16 septembre 1972.

949 Michel Rocard : entretien le 6 septembre 2013. Il indique lors de l'entretien avoir lui-même rédigé le communiqué portant appréciation du texte. La désapprobation portait d'après ses souvenirs sur deux points : le « formidable excès de centralisme démocratique » et le fait que l'économie française ne pouvait pas supporter le caractère inflationniste lié « à une telle augmentation de la demande ». Ce second aspect n'est pas présent dans le communiqué.

950 Nantes, CHT boîte NEC 8/10

951 Dans le *Programme commun* il est question à deux reprises de la « réduction du temps de travail » sans plus de précision.

952 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait, « Dés aujourd'hui, aucun salaire ne devrait être inférieur à 1000 F par mois. »

stratégiquement de l'espoir suscité par le texte, espoir qui « détermine en partie les choix stratégiques et tactiques du PSU dans la période actuelle »[953] comme cela est concédé dans le même numéro de la *Tribune Socialiste*. Mais le *Programme commun* met en difficulté le PSU, qui ne peut plus profiter d'une SFIO moribonde et doit faire face à un PS en renaissance qui a adopté une stratégie d'alliance autour d'un programme avec le PCF, en vue de la conquête du pouvoir. Néanmoins, le PSU ne considère pas qu'il faille signer un tel programme. Michel Rocard, dans une tribune du *Monde* en date du 2 mars 1973, indique en effet que le *Programme commun* ne suffit pas et c'est pourquoi le PSU ne l'a pas ratifié à la différence des radicaux de gauche.[954] Il peine néanmoins à critiquer le texte en terme de contenu. Il insiste plutôt sur la difficulté, en cas de victoire de la gauche, de faire vivre le *Programme commun,* car selon lui la « réaction » ne se laisserait pas faire dans les premières semaines après l'arrivée au pouvoir de la gauche. Seule, dès lors, une classe ouvrière vigilante pourrait faire face à la bourgeoisie, et le PSU pourrait dans ce cas jouer un rôle non négligeable, en pouvant « assumer la dynamique qu'engagera la victoire ».

Le PSU pâtit, aux élections législatives de mars 1973, de son positionnement intermédiaire, de sa position «sécante»[955] sur l'échiquier politique pour reprendre l'expression de l'historien Ismaïl Ferhat. En effet, même si le PSU, parmi les formations dites d'extrême gauche, est la seule formation politique qui parvient à faire élire un député en mars 1973 en la personne d' Yves le Foll à Saint Brieuc (Michel Rocard est battu dans les Yvelines) son score national[956], malgré des candidats dans environ la moitié des circonscriptions sur l'ensemble du territoire[957], sonne comme un échec. L'éditorial de la *Tribune socialiste* du 14 mars 1973 en prend acte et l'impute au refus de la signature du *Programme commun* tout en réaffirmant la justesse de cette position.

> «Nous n'avons pas signé le Programme commun et nous avons payé cher ce refus de signature au premier tour. Et pourtant cette position était juste. »

Le PSU, pour le congrès de Toulouse des 9 au 11 décembre 1973, tente d'opposer le thème de l'autogestion au *Programme commun* avec un texte défendu par la majorité intitulé

953 *Tribune Socialiste*, 27 septembre 1972.
954 Michel Rocard ajoute également : «il faut que ce programme se modèle sur le mouvement même des aspirations et des revendications des travailleurs, des jeunes des femmes et de tous ceux qui entendent mettre fin à l'exploitation dont ils sont victimes. »
955 Ismaïl Ferhat, « Le PSU et l'union de la gauche, ou la place du marginal sécant. », dans Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Marc Lazar, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli (dir.), *Le PSU, Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013.
956 Les candidats du PSU obtiennent nationalement 3,3%.
957 Annexe 10, document 2

« Contrôler aujourd'hui pour décider demain[958] ». Dans ce manifeste, un passage aborde l'analyse du texte. Le reproche principal porte sur le fait que les signataires n'envisagent la rupture avec le capitalisme qu'à travers l'intervention de l'Etat sans que soit prévue la « mobilisation populaire » nécessaire « comme soutien au gouvernement de gauche en cas de contre-attaque de la bourgeoisie ».

Ceux du PSU, désireux de s'inscrire dans la démarche d'Union de la gauche sans forcément se reconnaître dans le contenu du *Programme commun* adhèrent individuellement au PS à l'issue des Assises du socialisme d'octobre 1974. C'est le cas notamment de Michel Rocard et de Robert Chapuis, tous deux anciens secrétaires nationaux du PSU. Interviewé le 21 juin 2012, Robert Chapuis qui devient secrétaire national du PSU en remplacement de Michel Rocard en 1973, indique a posteriori qu'il adhère en 1975 au PS « malgré le Programme commun ». Au congrès de Pau[959] en 1975, Michel Rocard revient longuement, lors de son intervention à la tribune, sur son analyse très critique du programme quand il était au PSU. Il est à chaque fois interrompu dans la salle dès qu'il en prononce le nom[960]. Il doit se justifier à la tribune, indiquant que c'est bien au moins la «85ème fois» qu'il évoque cette question et non pas la première comme le lui reproche si souvent *L'Humanité*. Il précise du reste que le PCF porte selon lui, l'entière responsabilité de l'absence du PSU à la table des négociations en 1972[961]. Revenant sur cette question lors d'une interview en 2013 [962], il précise avoir en juin ou juillet 1972 rencontré François Mitterrand à son domicile rue Guynemer pour dire que le PSU était scandalisé d'être rejeté des négociations par le PCF [963]. Robert Chapuis témoigne aussi de l'existence de négociations avec le BP du PCF, et surtout avec Paul Laurent et Roland Leroy avant la signature du *Programme commun*. Il précise :

« Nous pensions que passer par un programme avec le PCF était difficile mais que par

---

958 *Manifeste du parti socialiste unifié contrôler aujourd'hui pour décider demain*, Tema action, Paris, 1973, 227 pages.

959 Congrès de Pau, 31 janvier et 1 et 2 février 1975.

960 FJJ CAS, base de données des débats, Congrès de Pau, extrait de l'intervention de Michel Rocard le 1er février.

961 Fondation Jean Jaurès, base de données des débats : Extrait de l'intervention de Michel Rocard le 1er février au congrès de Pau en 1975 « Il est vrai que le P.S.U. de l'époque ne l'a pas signé. Les choses auraient pu être différentes si le Parti Communiste français ne nous avait pas très résolument écartés de la table de négociation, mais passons... Mais c'est exact ! C'est de l'histoire ! ... »

962 Michel Rocard : entretien le 6 septembre 2013.

963 *Ibid.*, Extrait « Je demande audience à François Mitterrand qui me reçoit chez lui, je suis reçu chez lui rue Guynemer, et je dis que c'est scandaleux que le PSU soit rejeté par le PCF. François Mitterrand me dit qu'il souhaite que l'on soit dans le coup mais le PCF est irréductible là dessus. »
Dans ses entretiens avec Georges-Marc Benamou, Michel Rocard indique que François Mitterrand a joué le jeu « correctement » pour essayer de faire rentrer le PSU dans les négociations.(Michel Rocard, *Si la gauche savait,* Paris, Robert Lafont, 2005, p. 164.

contre nous pouvions nous retrouver sur une plate forme mettant en évidence des points de rencontre. »[964]

Mais le PCF en entrant en négociation avec le PS délaisse les rencontres avec le PSU, rencontres jugées moins essentielles et considère que le PSU ne doit pas être un des signataires.

Entre 1972 et 1978, le PSU n'appose pas sa signature pour l'adoption du *Programme commun*. Pourtant, le choix de l'autonomie par rapport à ce programme de gouvernement ne correspond pas forcément à une totale indépendance vis-à-vis de l'Union de la gauche, entendue comme une dynamique électorale. C'est sans doute là que réside l'ambiguïté, le paradoxe de la position de cette organisation alors électoralement véritablement la quatrième composante électorale de la gauche. Le PSU, même s'il présente des candidatures autonomes aux législatives de 1973 ou dans le cadre du Front Autogestionnaire en 1978, par choix tactique ou conviction politique, appelle en effet systématiquement au désistement au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé. Le PSU s'inscrit dans la dynamique de l'Union de la gauche sans faire sien le *Programme commun*.

Mais les communistes et les socialistes étaient-ils réellement favorables à une signature du PSU ? Le PCF craint depuis 1968 de se faire déborder par le gauchisme face aux mobilisations impulsées sur le terrain par des militants extérieurs au Parti, alors que dans les années 1960 la menace gauchiste était surtout interne[965] comme au sein de l'UEC. Le PSU est pour lui l'une de ces organisations représentatives. Les relations, les rencontres officielles sont néanmoins nombreuses mais toujours conflictuelles. Dans une circulaire signée par Gaston Plissonnier en date du 4 février 1969 et envoyée à toutes les fédérations[966], le secrétaire du CC indique qu'il « convient de ne pas répondre aux demandes de rencontres faites par des organisations ou des militants du PSU ». La justification politique donnée par Gaston Plissonnier est que le PSU fait le jeu « de la bourgeoisie » à travers sa politique et ses actes « de division des forces ouvrières et démocratiques ». Les RG suivent de près l'état des relations entre ces deux forces. Une note du 13 février 1969 indique qu'il n'y a plus de contacts entre le PSU et le PCF car ce dernier «ne peut supporter la concurrence[967]. » Une autre note[968], en provenance cette fois des RG de l'Isère, et qui s'appuie vraisemblablement sur

964 Robert Chapuis : entretien le 21 juin 2012.
965 Julian Mischi, « Le PCF face au « problème gauchiste », dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968*, *L'émergence de nouveaux clivages*, Rennes, Pur, 2012, *p.* 209-222.
966 AN, 19970320, article 5.
967 AN, 19970320, article 5, note du 13 février 1969.
968 AN, 19970320, article 5, note du 15 mars 1969.

une note envoyée aux militants communistes informe sur l'état des relations entre PCF et PSU localement. Selon l'auteur, le PCF dénonce le PSU qui tente de «faire triompher sa politique par le biais de la CFDT de l'UNEF et des différents groupes gauchistes. » L'assimilation du PSU aux groupes gauchistes sonne comme une accusation idéologique.

Cela n'empêche pas le PSU d'essayer de faire cause commune avec les communistes ou les socialistes pour les élections locales. Certaines fédérations du PSU se rapprochent des fédérations socialistes et communistes afin d'aboutir à des accords électoraux pour certains scrutins. C'est le cas en Isère en septembre 1973 pour les élections cantonales. Dans une déclaration commune, le PSU et le PS de l'Isère déclarent : « l'union de la gauche (définie par le parti socialiste comme son axe stratégique intangible) apparaît comme un acquis capital ouvrant la voie à la défaite du pouvoir et au changement de régime. »[969] Malgré l'autogestion, thème étranger au corpus idéologique du PCF, les liens idéologiques entre le PCF et le PSU sont réelles. Ainsi alors que la polémique s'installe entre socialistes et communistes à partir d'octobre 1974, lors de son congrès d'Amiens de décembre 1974, le PSU sait gré au PCF de vouloir maintenir l'alliance sur des bases très à gauche alors que le PS est critiqué pour son réformisme[970].

En 1976 le PSU se rapproche de l'Union de la Gauche en vue des élections municipales et certains accords sont conclus, même si le PSU par la voix de Michel Mousel, indique ne pas faire partie totalement de cette Union car le PSU n'a « pas adhéré au Programme commun »[971].

Le PSU ne signe pas le *Programme commun* et ne rejoint pas la grande famille socialiste passant à côté des deux phénomènes majeurs vécus par la gauche dans ces années 1970 alors même que le gauchisme s'essouffle. Si le 17 mai 1977, lors de la *rencontre au sommet,* il est bien question des gaullistes de gauche, il n'est pas question en revanche du PSU comme éventuelle 4ème composante ce jour là.[972] Enfin, en juin 1977, alors que le groupe des 15 délégués se réunit régulièrement pour l'actualisation du *Programme commun*, deux délégations menées par Charles Fiterman pour le PCF et Michel Mousel pour le PSU se rencontrent le 10, et décident de poursuivre leurs discussions, et de mettre en place une commission de travail[973]. Ce dialogue entre ces deux formations reprend celui entamé en juin

969 *Le Monde*, 11 septembre 1973.
970 PSU, IXème congrès du PSU, Paris, Syros, p 15.
971 *Politique Hebdo*, 22 avril 1976.
972 AN, Fonds Charles Fiterman. Le Monde, 17 mai 1977 : article de Thierry Pfister p. 10.
973 *Le Monde*, 12-13 juin 1977.

1971 qui n'avait pas abouti. Le PSU tente de s'inscrire dans l'Union de la Gauche tout en rejetant le texte programmatique, ce qui ne correspond pas à la logique du *moment Programme commun* et contribue à sa marginalisation.

C) L'extrême gauche et le *Programme commun*

Dans ces années 1970 les formations gauchistes très présentes dans les mouvements sociaux et les manifestations politiques concurrencent le PCF. Nombreux sont ceux à gauche qui ne se reconnaissent pas dans le *Programme commun*, ou du moins pas totalement. Certains récusent la notion de «démocratie politique et économique», évoquée dans le Préambule obligeant à attendre encore l'avènement du socialisme, et d'autres, voire les mêmes, étant plus enclins à défendre l'autogestion qu'à débattre du bienfait des nationalisations. Les mouvements trotskystes et maoïstes ne participent ni aux négociations d'appareil de 1972 ni aux séances d'actualisation de 1977, sont donc hors champ en quelque sorte par rapport au texte. Pourtant, même si électoralement ils peuvent être considérés comme quantité négligeable - atteignant néanmoins des scores aux alentours de 5 à 10 % aux élections municipales de 1977 - ce qu'ils incarnent pèsent culturellement sur la gauche et contraint les forces signataires du programme à se positionner durant la période sur de nombreux sujets de société, servant parfois ainsi d'aiguillon pour la gauche qui aspire à gouverner. Dans *Combat*, le 28 juin 1972, l'éditorialiste Philippe Tesson considère que l'accord entre communistes et socialistes représente un événement important qui donnera un «sens» au fait de voter socialiste. Toutefois il précise que le texte oublie la «jeunesse gauchiste» et l'élan, la dynamique qui se trouve être de son côté[974]. Selon lui, c'est la «grande faiblesse » de ce programme.

Même si la dynamique « culturelle » est en partie dans ces années 1970 du côté de ces organisations, celles-ci subissent la dynamique électorale engendrée par le texte. Cette dynamique oblige ces organisations à se positionner comme étant «de gauche» face à la

974 *Combat,* 28 juin 1972, éditorial de Philippe Tesson, « Cela ne voulait plus dire grand chose de voter socialiste. Désormais cela devrait avoir un sens. Voilà ce qui est important dans l'événement d'hier. Cela dit comparer 1972 et 1936 c'est un peu hâtif[...]ce sont les événements qui donnent un souffle à l'unité. L'accord d'hier permet au moins à la gauche d'attendre les événements avec plus de confiance. Pour l'heure l'élan si élan il y a, n'est pas chez les électeurs socialistes ni chez les électeurs communistes. Il est à la rigueur dans une jeunesse gauchiste. L'accord PS PCF l'ignore. C'est peut-être sa grande faiblesse »

bipolarisation qui est directement le fruit des institutions de la V[ème] République mais qui est un phénomène renforcé par la signature du programme en juillet 1972.

Entre novembre 1972 et janvier 1973, *Le nouvel Observateur* donne la parole à différents courants de la gauche française dans ses pages débat. Chaque représentant d'une organisation argumente sur la possibilité ou pas de gouverner avec les communistes.

Gérard Filoche[975] pour la LCR, ironise : « l'Union de la Gauche n'est pas une voie de passage au socialisme mais une voie de garage »[976]. Il pense donc qu'il faut profiter des élections de mars 1973 pour proposer un autre chemin. Même s'il prend acte de la force d'entraînement que représente «l'illusion facile de l'Union de la Gauche» il annonce qu'il y aura des candidats révolutionnaires. Lorsque ces candidats seront absents, et comme les travailleurs dans leurs grandes masses sont attirés par l'Union de la gauche, la Ligue indique-t-il appellera à voter pour les « candidats réformistes afin que les masses expérimentent ce qui ne pourra être que l'échec du réformisme ! »

Au nom des maoïstes de la *Cause du Peuple,* Alain Geismar, dans une des autres interviews au *nouvel Observateur,* refuse d'être obligé de se définir par rapport au *Programme commun* et par rapport à l'Union de la Gauche, et choisit donc d'appeler à ne pas participer au vote, considérant qu'il faut proposer aux travailleurs des choix « clairs », donc de se situer en dehors du « jeu politique pipé »[977]. Il dénonce en particulier les paragraphes du texte qui utilisent le vocable de « gauchisme » en annonçant que les gauchistes « seront muselés ». (Les termes de « gauchisme » ou de « gauchistes » ne sont pas utilisés une seul fois dans le *Programme commun*.). Pour Alain Geismar les deux axes d'une orientation révolutionnaire sont donc «le développement des mouvements sociaux» et la lutte contre « le secret en tant que méthode de gouvernement. »

Les communistes marxistes léninistes de France *l'Humanité rouge* éditent une brochure intitulée « le programme commun de la « gauche »= un programme bourgeois. » [978]. Les critiques sont destinées au PCF [979] accusé d'être complice de la bourgeoisie.

> «Cet événement ne peut avoir qu'une seule signification, ne peut être imputé qu'à une seule classe: le programme commun est nécessaire aujourd'hui à la bourgeoisie dans la guerre de toujours qu'elle mène contre le prolétariat afin de se maintenir debout. »

975 Gérard Filoche est aujourd'hui membre du Bureau National du PS.
976 *Le nouvel Observateur,* 23 au 29 décembre 1972.
977 *Le nouvel Observateur,* 30 décembre 1972 au 7 janvier 1973.
978 *Le programme commun de la « gauche » = un programme bourgeois,* éditions Front rouge, sans date.
979 Dans les brochures de cette organisation le C pour désigner le PCF est toujours entre guillemet.

La critique porte notamment sur le contrôle de l'immigration. Il est relevé que le Programme commun n'évoque ces questions qu'à travers 5 lignes et que ce qui est proposé s'inscrit dans la logique des politiques menées par le gouvernement. Les élus communistes de la région parisienne sont critiqués quand ils indiquent vouloir une plus juste répartition des immigrés entre communes, à l'instar du conseiller général, maire d'Aubervilliers, Lucien Lanternier [980]. Le PCF est le principal ennemi et son «social chauvinisme» y est dénoncé avec virulence.

Toutes ces formations n'ont qu'une audience réduite comme en atteste les tirages de leur presse. Les quotidiens sont vendus par la voie militante. *Rouge,* le quotidien de la Ligue lancé le 15 mars 1976 est tiré à environ 45 000 exemplaires[981] et *L'Humanité Rouge* pour les Communistes marxistes léninistes de France à environ 4 000 exemplaires. Néanmoins en 1978 il y a des candidats d'extrême gauche dans chaque circonscription[982] et des candidats du Front Autogestionnaire dans environ la moitié des circonscriptions[983]. Même si de nombreux ex-gauchistes se retrouvent au PS ou au PCF la contestation gauchiste continue d'exister. Ces candidatures, celles des écologistes et du mouvement *Choisir* participent à la multiplication des candidatures, à toutes ces formations ou mouvements politiques qui ne se retrouvaient pas dans l'union autour du *Programme commun* depuis 1972, ou qui doutent de l'entente depuis la rupture des discussions en 1977.

D) Les questions écologiques et le féminisme face au *Programme commun*

L'écologie

Au début de l'année 1972, est publié « the limits of the Growth », appelé très vite «rapport Meadows», rapport commandité par le Club de Rome et élaboré à la suite des travaux d'une équipe de scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Le rapport d'une douzaine de pages prône un *«système de production non polluant et la création*

980 Lucien Lanternier : secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine en 1972, maire de Gennevilliers en 1973.
981 *Le Monde*, 21 mai 1976.
982 Annexe 10, document 10.
983 *Ibid.*

d'une économie de recyclage»[984] car la société de demain «ne pourra pas être axée sur la croissance, du moins pas dans le domaine matériel. » Le rapport préconise, en matière agricole l'utilisation de produits chimiques *« dégradables qui n'entraîneront donc pas à la longue de perturbation du milieu. »* Influencé par ce rapport, Sicco Mansholt, membre de la Commission européenne, écrit le 9 février 1972 une lettre au Président de la commission dans laquelle il prône l'abandon de la notion de croissance. Georges Marchais au cours d'une conférence de presse des groupes parlementaires[985] communistes le 4 avril, rend publique cette lettre et la critique. A cette date les questions européennes sont importantes car les partis politiques sont focalisés sur le référendum qui porte sur l'élargissement de la Communauté Economique Européenne (CEE). *L'Humanité* du 5 avril évoque l'existence du rapport Meadows, avec pour titre en première page « Une Révélation accablante ». Le journal met notamment en avant un passage du rapport qui préconise : « Un net recul du bien-être matériel par habitant et par une limitation de la libre utilisation des biens. » Pour le quotidien communiste l'ensemble des mesures fiscales envisagées reviendraient à appauvrir les citoyens européens. Ce plan serait la preuve d'une volonté de la part de l'Europe d'abaisser le niveau de vie et d'enchaîner la souveraineté nationale. Pour les communistes il est donc nécessaire de voter « Non » au référendum. Le journal dénonce le marché proposé par Sicco Mansholt à savoir une économie de pénurie « pour assurer des chances égales à tous » en échange de « l'épanouissement culturel et intellectuel. » Mais *L'Humanité* ne fait pas état des risques encourus par la planète évoqués par le rapport. Le journal concentre ses critiques sur le caractère malthusien du rapport qui propose par exemple de supprimer les aides aux familles nombreuses.

Le PS est en désaccord avec le PCF. Dans *l'Unité* du 21 avril 1972 Jean-Pierre Chevènement rédige un article intitulé «Mansholt et nous» dans lequel il raille la position du PCF. Il prend à son compte la critique de la notion de croissance car elle « est devenue l'abécédaire des hommes politiques de droite qui se prétendent intelligents» mais «qui nous renseignent mal sur la réalité. » Le socialiste Claude Fuzier dans un article intitulé « Mansholt et l'autogestion[986] » défend l'idée qu'il y a des liens évidents entre le *Programme commun*, *Changer la vie* et les idées exprimées par Sicco Mansholt sans toutefois préciser lesquels[987].

984 *Le Monde*, 6 avril 1972.

985 Georges Marchais n'est pas député mais préside pourtant cette conférence de rentrée des parlementaires communistes pour la session de printemps

986 *L'Unité,* 29 décembre 1972.

987 *L'Unité*, 29 décembre 1972. Extrait «Sicco Mansholt a certainement lu avec attention et le programme adopté par les socialistes français et le programme commun de gouvernement. La rencontre entre les

Le 10 mai 1974, dans *l'Unité,* Sicco Mansholt appelle à voter pour François Mitterrand et développe ses positions qu'il qualifie d'écologistes.

Malgré ces prises de position le PS «reste étranger à la dénonciation écologique de la logique productiviste » comme le souligne l'historienne Hélène Hatzfeld[988]. L'idée de réduction volontaire de la croissance évoquée par Sicco Mansholt est peu présente dans le programme socialiste et est étrangère au corpus idéologique communiste. Dans le *Programme commun* le chapitre portant sur la politique de la CEE évoque des mesures de protection qui devraient être prises à l'échelle européenne afin de lutter contre les pollutions[989]. Pour ce qui est du nucléaire civil le *Programme commun* acte son existence et ne propose pas une politique alternative. Au nom de l'indépendance nationale, les communistes dans *Changer de Cap* proposent même un vaste projet de développement de l'énergie nucléaire[990]. Ils se proposent de développer «la filière française (uranium naturel-graphite - gaz)» et d'impulser «la mise au point et le développement ultérieur des surgénérateurs. ». Or c'est en juillet 1977 qu'a lieu la manifestation de Creys-Malville d'opposition au surrégénérateur Super Phénix. L'ensemble des forces politiques et syndicales de gauche demandent à leurs adhérents de ne pas se joindre à la manifestation interdite par le préfet le 28 juillet. Le dessin de Georges Wolinski en une de *L'Humanité* la veille de la manifestation, représentant un « *baba-cool* » s'éclairant à la bougie, est révélateur des positions du PCF et de la CGT, à savoir d'être pro-nucléaire, et donc de ne pas s'opposer au surgénérateur. Quelques jours plus tard, pour la première fois en France, le 31 juillet, un manifestant meurt d'un arrêt cardiaque lors d'une manifestation écologique. Le PS débat de la question du nucléaire civil dans les années 1970 et la majorité du Parti n'est pas fondamentalement opposée à son utilisation. En juin 1975, dans un supplément au *Poing et la Rose*[991], Robert Chapuis ,délégué national à la technologie et à la recherche, indique les trois principes sur lesquels repose la position des socialistes : « la diversification des sources d'énergie,la définition d'un programme énergétique d'ensemble et

---

idées contenues dans ces documents et celles qu'il exprime est évidente. C'est bien la preuve que ces questions sont à l'ordre du jour que dans tout le mouvement socialiste des hommes s'interrogent avec force et qu'au niveau européen il n'est plus possible d'éviter le débat sur le comportement spécifique des socialistes dans la construction d'un continent uni. »

988 Hélène Hatzfeld, « Le Parti socialiste un Parti de type nouveau ? », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité,op. cit.,* p.240.

989 PCF, *Programme commun de gouvernement,op. cit.* Extrait : «La définition progressive des mesures propres à lutter efficacement contre les pollutions de toute nature et à protéger l'environnement. »

990 PCF, *Changer de cap, op. cit.* Extrait : « Cependant, c'est par la mise en œuvre d'un grand programme de l'énergie nucléaire que pourra être assurée, à terme, la satisfaction des besoins dans le respect de l'indépendance nationale»

991 *Poing et la Rose,* supplément au n°42, juin 1975.

le caractère très progressif de tout programme nucléaire. » Mais les positions du PS évoluent rapidement sous la pression du vote écologiste. Les candidats écologistes obtiennent en effet des résultats non négligeables en 1978, confirmant en cela leur percée de 1977. A l'échelle nationale, au premier tour de ces élections législatives, leur score est sur l'ensemble du territoire de 1,7 % des inscrits mais ce chiffre monte à 4% si l'on ne prend en compte que les circonscriptions où se présentaient des candidats écologistes[992] (environ la moitié des circonscriptions). Les résultats, surtout importants à Paris, en région RhôneAlpes et en Alsace, reflètent de nouvelles préoccupations non prises en compte par le *Programme commun* et par l'Union de la gauche[993]. L'analyse de l'hétérogénéité idéologique des sympathisants écologistes en 1978[994] montre du reste leur très faible proximité idéologique avec l'Union de la gauche. En 1980 le PS s'engage contre le tout nucléaire. En 1981 les propositions du candidat socialiste[995] reprennent l'essentiel des positions écologistes, ce changement n'étant pas étranger au poids électoral acquis par les écologistes à partir des municipales[996].

Le féminisme

La question du féminisme traverse les années 1970. Les féministes après 1968 sont restées en partie dans une tradition extraparlementaire, négligeant de prendre en compte les transformations politiques en cours à gauche[997]. Mais le *moment Programme commun* est resté en grande partie étranger à cette question, du fait du PS. Les liens entre le PS et cette question ont déjà été étudiés[998] et soulignent les contradictions d'une organisation politique sachant tout

992 Annexe 10, document 7.

993 Alexis Vrignon, *Les mouvements écologistes en France : de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt*, Thèse de doctorat Nantes, Université de Nantes, 2014

994 Jacques Capdevielle, Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth, Colette Ismal (dir) , *France de Gauche vote a droite, op. cit.,* p. 272.

995 Proposition n° 38 : « L'approvisionnement énergétique du pays sera diversifié. Le programme nucléaire sera limité aux centrales en cours de construction, en attendant que le pays, réellement informé, puisse se prononcer par référendum. Les crédits en faveur des énergies nouvelles ou des techniques nouvelles d'exploitation des énergies traditionnelles (charbon) seront très considérablement augmentés. »

996 Hélène Hatzfeld, « Le Parti socialiste un Parti de type nouveau ? », dans Danielle Tartakowsky and Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité, op. cit.,* p.241.

997 Michelle Zancarini Fournel, « Les Partis politiques de gauche au risque de la décennie féministe 1971 1981 », dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, (dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968.L'émergence de nouveaux clivages*, Rennes, PUR, 2012, pp.41-54

998 Bibia Pavard, « Le Parti socialiste et la lutte des femmes », dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le parti socialiste d'Epinay à l'Elysée*, *op. cit.*, pp.293-306.

à la fois saisir l'air du temps[999] mais qui manque en grande partie le «rendez vous » du féminisme [1000].

Les socialistes dans *Changer la vie* proposent un certain nombre de mesures en faveur des femmes dans un chapitre intitulé «Éliminer les discriminations ». Il est question de l'égalité homme-femme nécessaire en matière de salaire, d'une «diffusion réelle des moyens contraceptifs » et de l'avortement qui doit pouvoir s'exercer librement «dans un établissement hospitalier public. » Comme cela a été dit précédemment Le *Programme commun* porte surtout l'empreinte des réticences des communistes, partisans d'une politique nataliste, car même s'il est question d'abroger la législation répressive en matière d'avortement, il n'est question que d'une «*nouvelle législation qui sera fondée sur la reconnaissance des libertés individuelles et l'esprit de responsabilité*. » Il n'est plus question d'avortement libre dans un établissement public comme le proposaient les socialistes.

L'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing en avril 1974 va correspondre dans un premier temps à un certain nombre de mesures libérales en réponse aux attentes de la société[1001]. Le 26 novembre1974, Simone Veil ministre de la Santé, présente devant les députés son projet de loi sur l'avortement. La loi appelée très vite la « loi Veil »[1002] légalisant l'interruption volontaire de grossesse est votée grâce aux députés communistes et socialistes (publiée au journal officiel le 18 janvier 1975), malgré une réticence idéologique d'une grande partie des députés de la majorité.

En 1977, l'égalité entre les hommes et les femmes est toujours une revendication portée par les mouvements féministes. Le mouvement *Choisir* qui est créé en 1971 par un certain nombre de personnalités dont Gisèle Halimi[1003], Simone de Beauvoir, Jean Rostand et Jacques Monod, décide de se lancer dans la campagne des législatives pour les élections législatives de mars 1978 et de rendre public son propre programme, intitulé, *Le programme commun des femmes*[1004] en présentant des candidatures indépendantes. Le titre utilisé

---

999 Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement, Les expériences inachevées des années 1970,* Rennes, PUR, 2005.

1000 Jane Jenson et Mariette Sineau, *Mitterrand et les Françaises : un rendez-vous manqué*, Paris, Presses de la FNSP, 1995.

1001 Serge Berstein, Jean-François Sirinelli (dir.), *Les années Giscard. Les réformes de société 1974 1981*, Armand Colin, Paris, 2007.
Serge Berstein, Jean-Claude Casanova,et Jean-François Sirinelli(dir.), *Les années Giscard. La politique économique 1974-1981*, Paris, Armand Colin, 2009, 192 p.

1002 Cette loi est provisoire, elle est valable 5 ans. Un seconde loi adoptée le 31 décembre 1979 légalise l'avortement. En 1983, une loi autorise le remboursement par la Sécurité sociale.

1003 Gisèle Halimi est une ancienne adhérente de la CIR, en rupture avec François Mitterrand.

1004 Gisèle Halimi, *Le programme commun des femmes*, France, Grasset, 1978.

manifeste ainsi tout à la fois l'appartenance idéologique de ce mouvement à la gauche mais indique également qu'un autre programme commun était possible pour mieux prendre en compte la place des femmes dans un programme politique. Le regard porté sur le *Programme commun* est du reste sévère :

> « Le *Programme commun* ne s'est pas étendu d'une manière indécente sur la « promotion de la femme» et sur la «famille» : deux pages environ pour le tout. Comme par parenthèse. Si encore la brièveté emportait la concision du texte [...]même pas. Une déclaration d'intention quant à notre « participation à la vie économique, sociale, culturelle et politique » assortie de promesses d'« amélioration de nos conditions de travail et de vie» et l'assurance qu'une «politique hardie de l'enfance» serait entreprise en cas de victoire. » [1005].

Les propositions du mouvement *Choisir* sont nombreuses : élimination des images sexistes dans la culture et la publicité, nom de famille choisi par l'enfant à sa majorité. Différentes propositions de lois sont même totalement écrites en fin d'ouvrage : permission aux associations féminines et féministes de se porter partie civile, autorisation de l'avortement jusqu'à la 12ème semaine, par exemple. Même si les déclarations de Georges Marchais le 4 décembre 1977 sont jugées positives[1006] il n'en reste pas moins vrai que pour le mouvement Choisir le PCF est jugé archaïque dans sa façon d'appréhender la femme car

> «tout ce qui fait d'une femme la prolétaire d'un prolétaire, Madeleine Vincent[1007] et la ligne « dure » ne veulent pas le savoir, car le savoir obligerait à une analyse plus juste, presque à une auto critique. *»*

Si le mouvement *Choisir* s'affirme de gauche, cette organisation veut présenter malgré tout des candidates qui ne seront pas des « servantes électrices ou candidates alibis des autres » mais des « porte-parole de notre programme commun, et si nous sommes élues, comme député de la cause des femmes . » Ce choix électoral est à mettre en relation avec le fait que les candidates dans les autres partis pour ces élections sont peu nombreuses. Le PS a investi 5,7% de candidates et le PCF 13,5 %[1008] pour les élections de 1978. Déjà, en 1973, seules 9 candidates socialistes s'étaient présentées et aucune n'avait été élue malgré la forte augmentation du nombre d'élus socialistes. En 1974, lors du congrès de Suresnes, les statuts du PS sont modifiés imposant la présence de 10% de femmes à tous les échelons du Parti.

1005 *Ibidem*, p. 39.

1006 *L'Humanité* , 5 décembre 1977,Déclaration de Georges Marchais au meeting sur la condition féminine - palais des congrès porte maillot « Oui au féminisme si cela veut dire défendre à fond les droits des femmes, agir pour créer une société d'égalité, de justice, où encore les hommes et les femmes seront plus libres et heureux ».

1007 Madeleine Vincent, membre du CC, en charge du travail du Parti parmi les femmes depuis le congrès de Nanterre des 4 et 8 février 1970.

1008 *Le Matin de Paris,* 5 décembre 1977.

C'est surtout le PS qui est très vivement critiqué par le mouvement *Choisir* car c'est de ce côté de l'échiquier politique que les déceptions sont les plus importantes parmi les féministes. Pour illustrer cette déception, il est fait état dans le contre-programme, des déclarations de François Mitterrand du 20 novembre 1977, prononcées à Paris à l'occasion de deux journées de discussions organisées par le Secrétariat à l'action féministe du PS. A cette occasion François Mitterrand déclare que [1009] « peu nombreuses sont les femmes sachant revendiquer utilement » et par ailleurs que « le féminisme est la préhistoire de l'action féminine » . S'adressant toujours aux militants et militantes présentes il rajoute « Vous venez d'effacer la préhistoire, ajouta-t-il, mais vous êtes encore dans le Moyen Age. Maintenant, il faut accélérer les étapes pour parvenir à l'âge de la raison. » Quelques jours après la réponse de Gisèle Halimi publiée dans *Le Monde* le 3 décembre 1977 est cinglante. Elle répond ironiquement en déclarant que les femmes sont « grandes déjà » et en précisant « Nous ne sommes ni mineurs ni idiotes, nous les féministes. ». Elle poursuit en critiquant le « socialisme unisexe » et en précisant :

«Il se trouve que les femmes - elles le disent affectueusement puisqu'il est encore temps - ne veulent plus du paternalisme autoritaire de certains chefs politiques, fussent-ils leurs amis et leurs compagnons de route[…] Mais j'ai peut-être tort de, prendre la mouche. Après tout, ce n'est pas parce que François Mitterrand éternue que le socialisme est enrhumé »[1010]

Les résultats à l'issue des élections législatives de mars 1978 pour les candidates du mouvement *Choisir* sont modestes[1011]. Les 43 candidates investies recueillent 33 000 voix soit en moyenne 1,4 % des suffrages exprimés. Les scores varient entre 1% et 4,3%. Le meilleur score est celui obtenu par Gisèle Halimi dans le 19ème arrondissement avec 4,3% des suffrages exprimés.

Cette contestation de gauche révèle dans quelle mesure, comme avec les écologistes, une partie des revendications portées par la société ne sont pas véritablement prises en compte par le *Programme commun* et par l'Union de la Gauche en 1977. Est-ce par conviction ou parce les signataires du *Programme commun* considèrent que ces postions sont peu en prise avec une majorité de l'opinion jugée alors conservatrice ? La référence au *Programme commun*, dans le titre même du contre-programme souligne à quel point malgré tout les espoirs soulevés par le texte lui-même ont été déçus aux yeux de celles qui se considéraient

1009 *Le Monde*, 22 novembre 1977.
1010 Gisèle Halimi, *Le programme commun des femmes, op. cit.*
1011 *Le Monde*, 16 mars 1978.

alors comme des « compagnons de route » pour reprendre la formule utilisée par Gisèle Halimi dans sa réponse à François Mitterrand. Toutefois le faible score montre aussi que l'opinion de gauche en général est encore peu sensible aux revendications portées par le féminisme. La commission nationale « *Action féminine* » du PS qui se réunit le 1er avril [1012] 1978 ne prend pas en considération la signification culturelle de ce mouvement et considère que le Mouvement *Choisir* a tout simplement subi un échec électoral. Colette Audry qui fait un point sur la situation politique, considère même que le mouvement, en présentant des candidates contre des candidates féminines, n'a pas fait avancer la cause des femmes et a même eu droit aux félicitations de la droite.

Les communistes, et dans une moindre mesure les socialistes, sont passés « à côté » du féminisme - en partie par choix électoral[1013]- et des revendications sociétales portées par ce mouvement. Un sondage, publié par le *Matin de Paris* du 5 décembre 1977, précise à quel point les femmes font beaucoup plus confiance aux mouvements de libération des femmes qu'aux partis politiques ou aux syndicats. En effet, à la question «parmi ces organisations politiques quelles sont celles qui selon vous, défendent le mieux les intérêts des femmes» seulement 11 % des femmes répondent les partis contre 22 % pour les mouvements de libération des femmes et 32 % pour la délégation générale à la condition féminine.

Même si en 1975, le PCF est le meilleur propagandiste de l'année de la femme avec l'annonce par le parti de 30 % de femmes parmi les encartés et de 40 % de candidates aux législatives à venir, la dirigeante communiste Madeleine Vincent confie en 2000 que le PCF « a raté le débat sur l'égalité »[1014].

IV) Les syndicats et le *Programme commun*: entre l'adoption du texte et le soutien à l'Union de la gauche

Le *Programme commun* n'a pas été élaboré en concertation avec les organisations syndicales ce qui avait été le cas pour le programme du Front Populaire ou pour celui du CNR Le mouvement syndical en 1972, par proximité idéologique, soutient le *Programme commun*

1012 CHT Nantes, Fonds du PS de Loire-Atlantique, PSN 4.

1013 Yvette Roudy, *A cause d'elles*, Paris, Albin Michel, 1985, p.285

1014 Propos rapportés par Michelle Zancarini-Fournel au cours du colloque de Rennes « *La mutation du système partisan français après mai 1968 : printemps 1971 - automne1974* », Rennes les 2 et 3 février 2010.

et l'Union de la Gauche au moment de l'élection présidentielle de 1974, allant jusqu'à appeler à voter pour François Mitterrand et à participer à des meetings unitaires dont celui de Lyon au cours duquel Georges Séguy pour la CGT, Edmond Maire pour la CFDT et André Henry pour le FEN prennent la parole. Mais, la CGT, la CFDT, et la FEN ne se positionnent pas de la même façon dans le cadre de l'Union autour du *Programme commun*. De son côté, souhaitant rester en marge du politique pour des raisons d'indépendance syndicale et de prise de distance accrue vis-à-vis de la SFIO puis du PS après Épinay[1015], FO ne prend pas véritablement position sur le texte qui est en quelque sorte hors champ de sa stratégie. Les positionnements syndicaux s'inscrivent dans un contexte économique et social qui évolue rapidement à partir de 1972, car la signature du *Programme commun* a lieu quelques mois avant le premier choc pétrolier, et fin 1975 la barre du million de chômeurs est franchie. Les débats sur l'actualisation du texte ont lieu par ailleurs en 1977 en pleine crise de la sidérurgie lorraine.

A) La CGT : adoption du *Programme commun*

La CGT est la seule grande centrale syndicale à approuver sans réserve le contenu du *Programme commun* en juin 1972. Durant toutes ces années, la CGT fait sien le contenu du texte au point que, dans une certaine mesure, il remplace sa plate-forme revendicative. Elle apporte son soutien au PCF dans la polémique portant sur l'actualisation et la question des nationalisations.

Le 9 septembre 1972, devant plusieurs milliers de militants cégétistes parisiens, lors du discours de rentrée à la Mutualité [1016], Georges Séguy secrétaire général de la CGT[1017], lance un appel au soutien au *Programme commun* en direction des autres centrales syndicales «*sur la base de leurs préoccupations syndicales communes*.» Il précise que cet appel s'adresse tout particulièrement à la CFDT. Il souhaite mettre entre parenthèses les débats théoriques avec cette centrale syndicale car selon lui ces débats ne peuvent plus avoir lieu indépendamment du texte signé en juin 1972 : « Nos débats sur le capitalisme et le socialisme revêtiraient un caractère platonique si, par hypothèse absurde, ils se poursuivaient

1015 Karel Yon, « Force Ouvrière et le Parti socialiste, histoire d'un divorce? »,dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée*, *op. cit.*

1016 *Le Monde*, 9 septembre 1972.

1017 Georges Séguy est également membre suppléant du CC du PCF depuis 1954, titulaire du CC en 1956, et suppléant du BP en 1956 membre du BP à partir de 1964.

indépendamment de l'existence du programme commun. » Cette démarche est somme toute conforme à celle, finalement adoptée par les directions socialistes et communistes afin d'aboutir à la signature d'un texte commun. Elles aussi avaient abandonné les discussions théoriques. Souhaitant réaliser l'unité syndicale autour du programme à l'instar de l'unité politique, Georges Séguy lance un avertissement à l'adresse de ceux qui comme les gauchistes mettent plus en avant les «réserves» que leur «soutien» au texte ce qui selon le secrétaire général de la CGT jetterait « la suspicion sur l'unité de la gauche » et apporterait, même sans le vouloir, « de l'eau au moulin de l'adversaire de classe» au risque de se faire désavouer par les travailleurs.

La Confédération se lance très vite dans une campagne de propagande du *Programme commun* auprès de ses adhérents. La CGT, le 18 octobre 1972, lance un numéro spécial de son hebdomadaire *La Vie Ouvrière* avec une diffusion exceptionnelle de 1 100 000 exemplaires[1018] contre 250 000 exemplaires habituellement. Georges Séguy signe dans ce numéro un éditorial où il exprime un soutien sans faille au programme indiquant que « jamais les travailleurs français n'ont eu autant de raisons d'avoir confiance en l'issue victorieuse de leur action. » Selon lui, il s'agit « du combat de la gauche contre la droite, de la démocratie contre la réaction, du progrès social contre la régression sociale, de l'avenir contre le passé. Nous saurons le soutenir avec la passion unitaire, l'ardeur et l'enthousiasme que son enjeu justifie. » Le soutien de la CGT ne faiblit pas lors de l'élection présidentielle de 1974. En avril 1974, après le décès de Georges Pompidou, à l'issue de la réunion de sa commission exécutive, la CGT appelle les travailleurs à voter et faire voter pour François Mitterrand, « candidat commun de la gauche, sur la base des orientations fondamentales du programme commun[1019] ». La position de la CGT reprend alors quasiment mot pour mot les termes utilisés par le PCF pour qualifier la candidature de François Mitterrand (cf infra).

A tous les échelons, dans chacune de ses fédérations, et dans les Unions Départementales (UD), le syndicat intègre le programme comme plate-forme revendicative de sa démarche syndicale à la fois d'un point de vue stratégique mais aussi programmatique. Dans le cadre de ce travail de recherche, il n'était pas possible d'analyser la position de la totalité des fédérations pour savoir jusqu'où certaines fédérations de la CGT sont allées dans la prise en compte du *Programme commun* dans leur plate-forme revendicative. Le choix s'est

1018 CHT Nantes, UD CGT 110, *La Vie ouvrière,* 18 octobre 1972.
1019 *Le Monde,* 12 avril 1974.

porté sur la très puissante fédération CGT des Cheminots[1020], plus communisante que les autres, qui pouvait illustrer a priori à elle seule à quel point certaines fédérations ont fait leur, ce programme politique. La possibilité d'avoir accès via une collection privée aux bulletins mensuels de cette fédération est rentré également en ligne de compte dans le choix effectué. Le *Bulletin mensuel d'information* n°41 de cette fédération [1021]rend compte des débats du premier congrès fédéral post-signature, qui se tient les 13, 14 et 15 novembre 1973 à la Mutualité à Paris. Une photo, en première page, montre la tribune du congrès avec en fond de scène le texte suivant « Avec une CGT toujours plus puissante – renforçons la lutte revendicative – l'unité pour la victoire du Programme commun. » Le rapport d'activité inscrit les enjeux revendicatifs de la fédération dans le cadre de la lutte pour le rassemblement majoritaire sur le *Programme commun.* Les revendications syndicales de la confédération doivent donc pour cette fédération s'inscrire dans le cadre du programme politique signé en 1972. Le rapport juge que toutes les orientations fondamentales de la Fédération des Cheminots sont reprises dans le *Programme commun*. Mais l'appui sans réserve de cette fédération de la CGT se fonde sur des considérations politiques car si le *Programme commun* affirme bien la priorité donnée « au développement des transports en commun », il n'est jamais question du transport ferroviaire dans le texte. Or dans son rapport fédéral Charles Massabieaux, secrétaire général de la CGT-Cheminot, critique à la fois les fermetures de lignes, les réductions d'effectifs et les transferts d'activité et prône en ce qui concerne la SNCF l'autonomie de gestion. La CGT espère parvenir en cette fin d'année 1973 à l'élaboration d'une plate forme commune avec les partis de gauche en entamant un dialogue avec le *comité de liaison* sur le budget des transports. Une réunion plénière s'est tenue la veille du débat sur le budget des transports, avec le comité de liaison (date?) et les syndicats de cheminots. Dans le rapport écrit en vue du congrès de la fédération CGT-Cheminot à Nanterre en décembre 1976[1022] le soutien au *Programme commun* est toujours affirmé. Ce texte est toujours la perspective qu'il faut défendre. Mais si la fédération souhaite toujours «la mise en application immédiate du programme commun» elle n'envisage pas la victoire de la gauche suffisante. Elle considère qu'il fat « appuyer » cette victoire sur un déploiement de forces décisives c'est-à-dire sociales. En septembre 1977 la CGT - Cheminot prend position en faveur du PCF dans le cadre de l'actualisation du Programme[1023] :

1020 Fédération nationale CGT des travailleurs, cadres et techniciens des chemins de fer français.
1021 Collection privée, Bulletin mensuel de la CGT « le courrier du cheminot », novembre décembre 1973.
1022 Collection privée, *Le Courrier des Cheminots*, septembre 1976.
1023 Le 22 septembre 1977, déclaration du bureau confédéral de la CGT

> «Les organisation syndicales aux prises quotidiennement avec le patronat – et d'abord le plus grand - la CGT, ses Fédérations, ses syndicats savent fort bien par leur pratique ce que sont ces groupes, ce qui constitue leur puissance industrielle et financière et les entreprises qui les composent. Les Travailleurs exploités dans les diverses filiales de ces groupes connaissent ceux à qui ils ont affaire dans leur combat permanent, même lorsque ces groupes ne détiennent qu'une partie des actions. »

Le conseil national de la fédération CGT-Cheminots des 11 et 12 octobre 1977 adopte une résolution reproduite dans le *Courrier des cheminots* de novembre. La résolution n'utilise pas le terme de filiale mais indique que la fédération est favorable à la nationalisation intégrale des groupes visés dans le programme commun tout en précisant que dans le débat actuel, « le mouvement syndical indépendant des partis, ne peut s'ériger en arbitre entre les partis de gauche. » La CGT Cheminot s'aligne sur les positions du PCF sans oser l'écrire.

– A l'échelon national, le comité confédéral national de la CGT adopte en janvier 1978 un texte intitulé « Pour le changement l'action indépendante de la CGT et ses rapports avec la gauche [1024]. » Il y est question de l'indépendance syndicale et des nationalisations. L'instance nationale de la CGT apporte toujours un soutien sans faille aux positions du PCF en affirmant qu'elle a toujours considéré que la nationalisation des neufs groupes industriels n'avait pas de sens sans y intégrer les filiales.

En décembre 1978, neuf mois après la défaite de la gauche aux législatives, dans son rapport au 40ème congrès de la CGT[1025] Georges Séguy revient sur la période du *Programme commun* au cours d'une analyse critique :

> «Le fait que nous ayons nous-même […] fait de plus en plus référence au Programme commun et de moins en moins à celui de la CGT a pu contribuer, même si ce fut à notre corps défendant, à entretenir la confusion . »[1026]

Mais pouvait-il en être autrement alors que Georges Séguy et Henri Krasucki qui lui succédera en 1982 sont tous les deux membres du BP du PCF.

B) La CFDT : soutien à l'Union de la gauche

Alors que le *Programme commun* est en discussion du côté des organisations politiques, CGT et CFDT ont entamé depuis plusieurs mois des discussions idéologiques. Au

1024 Le *Courrier des Cheminots,* janvier 1978.
1025 40 ème congrès de la CGT, 25 novembre 1er décembre 1978, à Grenoble.
1026 Propos cités par Michel Dreyfus « La CGT du Programme commun » dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité,op. cit*., pp. 263-271

moins six réunions de travail ont lieu, dont la dernière le 16 octobre 1972[1027]. La confédération dirigée par Edmond Maire réagit seulement en septembre 1972 à l'issue de son Bureau National du 14 septembre. Michel Rolant[1028]justifie le temps pris par la nécessité de consultation de la base, consultation qui contraste selon lui avec la rapidité avec laquelle la CGT « a pu donner son accord à l'ensemble du programme commun » sans demander leur avis aux adhérents [1029] (la CGT donne sa position officielle le 10 juillet 1972, deux jours avant la signature officielle). Tout en jugeant que la signature de l'accord est un événement important qui prend en compte de nombreuses revendications, la direction de la CFDT souligne le fait que le programme ne reprend pas des exigences comme l'autogestion et qu'il y a donc dans le *Programme commun* s'il était appliqué, « un risque de déviation vers un centralisme démocratique »[1030]. La CFDT est la confédération dans laquelle le poids du PSU et du courant issu de Mai 68 est le plus important. Malgré tout, la CFDT ne se désengage pas véritablement du terrain politique car la confédération se prononce pour la création « d'un puissant mouvement conscient des travailleurs [...]pour dépasser les limites […] les risques du programme en orientant le mouvement dans le sens du socialisme démocratique et autogestionnaire » . En définitive, la CFDT propose de contourner le *Programme commun*. La CGT critique cette absence de soutien au *Programme commun*. Georges Séguy interpelle même la CFDT en déclarant qu'elle « se range du côté des gauchistes et du PSU, ouvertement hostiles à l'unité de la gauche »[1031]. Mais, la CGT n'est pas la seule à critiquer la position de la CFDT. Georges Sarre, membre du CERES, fait remarquer que, loin de faire courir le risque d'une étatisation rampante comme l'indique la CFDT, le texte « ouvre la voie pour que s'affirment les pouvoirs des travailleurs [1032]. » Dans *Le nouvel Observateur* du 16 octobre, la journaliste Marcelle Padovani constate l'écart qui se creuse selon elle dès à présent entre la CGT, qui va s'investir totalement dans la promotion du *Programme commun*, et la CFDT qui porte un regard plus critique. Toujours selon elle la CFDT risque donc de se retrouver toute seule face à la CGT « armée jusqu'aux dents par un programme » laissant donc les militants de la CFDT seuls face au rouleau compresseur de la CGT. C'est sans doute pourquoi, afin de pouvoir porter un marqueur idéologique, la CFDT fait paraître en novembre 1972, un numéro

1027 Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La deuxième gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT,* Éditions Ramsay, Paris, 1982.
1028 Secrétaire national de la CDFT, membre de la commission exécutive de la CFDT.
1029 *Le nouvel Observateur,* 2 octobre 1972.
1030 *Le Monde,* 15 septembre 1972.
1031 *Le Monde,* 28 septembre 1972.
1032 *Le nouvel Observateur,* 23 octobre 1972

spécial de *Syndicalisme magazine* entièrement consacré à l'autogestion[1033]. Au cours du congrès régional de la CFDT du Nord-Pas-de-Calais du 22 octobre 1972, Edmond Maire s'exprime sur le *Programme commun*[1034]. Il s'étonne que les critiques de la CFDT aient pu être interprétées comme une «opposition», notamment par la CGT. Il précise que le *Programme commun* est positif car il clarifie le débat droite-gauche, et que le texte reprend l'essentiel des revendications de la CFDT. Ce qui ne l'empêche pas de critiquer la façon dont sont envisagées les nationalisations au motif que cela risque d'aboutir « à une gestion étatique des grandes entreprises nationales. » Il insiste par contre plus férocement sur le risque de délégation électorale au détriment de l'investissement social :

« On semble trop nous dire. Votez pour le programme commun et tout ira mieux demain ! »

Malgré cela Edmond Maire précise le 23 octobre, que la CFDT apportera toute sa contribution à la défaite de la majorité actuelle [1035]. Le 16 novembre 1972, invité de l'émission *Actuel 2*, Edmond Maire justifie la position de sa centrale[1036]. Il s'étonne que la classe politique n'ait pas compris la prise de position de sa confédération alors qu'il s'agit tout simplement pour la CFDT d'affirmer la nécessité de dépassement du *Programme commun* et d'assurer « la victoire de toutes les forces de gauche ». Il affirme donc que la CFDT n'a jamais été ni dans le refus ni dans le soutien au *Programme Commun*. Il affirme que sa centrale syndicale agit pour que l' «action de masse soit le moteur des transformations. » Répondant à une question sur le PCF, il précise « La théorie léniniste de l'avant garde porte en germe les déviations du stalinisme ». Il note toutefois que le PCF a évolué. Il insiste sur le fait que la CFDT souhaite garder son indépendance :

> «La CFDT ne se liera jamais à un programme commun de gouvernement même si elle était d'accord à 100%. Car cela voudrait dire que nous serions liés à un programme. La CFDT ne participe pas aux comités de soutien à ce programme. »

Cette dernière précision est étonnante, car dans les archives il n'existe pas de traces localement de créations de comités de soutien au *Programme commun*. Cette évocation indique peut-être néanmoins une pression de la base pour la création de ce type de structure, pression qui ne se retrouve pas dans les archives.

Le 21 décembre, Edmond Maire signe un éditorial dans la revue *Syndicalisme* de la CFDT avec pour titre «En syndicalistes, tout faire pour la victoire des forces populaires»,

1033 Le texte est repris dans « *La CFDT et l'autogestion* », Edmond Maire, Frédo Krumnow, et Albert Détraz, Paris, Cerf, 1975, p. 95.
1034 *Le Monde*, 24 octobre 1972.
1035 *Le nouvel Observateur*, 23 octobre 1972.
1036 http://www.ina.fr/video/CAF93025404/edmond-maire-video.html

cette dernière expression devenant un slogan de la CFDT. Prenant appui sur le mouvement en cours à Lip, la CFDT entend développer une dynamique plus ouverte. Le 30 août 1973, dans une interview au *Monde* Edmond Maire précise ce qu'il entend par l'Union des forces populaires en proposant à la CGT de définir des objectifs interconfédéraux syndicaux afin d'être force de proposition vis-à-vis des partis politiques :

> «Ainsi les formations politiques auront un programme de gouvernement qui tiendra compte des aspirations syndicales et les syndicats auront en pleine indépendance toute leur place dans l'Union des forces populaires. »

Cette formule d' « Union des forces populaires » permet d'éviter toute référence à «l'Union de la gauche»[1037]. Par conviction, c'est-à-dire par esprit d'indépendance vis-à-vis du monde politique, mais aussi peut-être par réalisme. La CFDT ne peut s'en remettre totalement à l'Union de la gauche car tous ses adhérents, loin s'en faut, n'ont pas voté pour la gauche aux législatives de mars 1973[1038]. Mais la campagne présidentielle de1974, marque un tournant car à cette occasion la CFDT soutient publiquement le candidat unique de la gauche allant même jusqu'à participer à des meetings de soutien. Le bureau confédéral de la CFDT s'engage dès le 5 avril à soutenir la candidature de François Mitterrand. Ce choix est confirmé par le conseil national qui se réunit le 11 avril et qui réitère le soutien au «candidat représentatif de toutes les forces de gauche ». Il ne s'agit pas alors d'une simple consigne de vote pour la CFDT mais d'un soutien à une candidature qui est celle de toute la gauche définie comme étant multiple c'est à dire composé du mouvement syndical, des forces autogestionnaires et « ceux du programme commun de gouvernement. » Edmond Maire signe une tribune dans *le Monde* le 29 avril [1039] qui a pour titre « Pour rendre le succès de la gauche irréversible ». Le secrétaire général de la CFDT détaille les points d'accord et de désaccord avec la candidature de François Mitterrand. Concluant son appel, Edmond Maire mentionne le *programme commun* en qualifiant François Mitterrand de « candidat de toute la gauche, des forces autogestionnaires comme de celles du programme commun ». Si Edmond Maire, dans la bataille politique de la présidentielle de 1974, situe bien sa confédération dans le camp de la gauche, il y distingue plusieurs courants. Cela le légitime à prendre la parole lors du dernier meeting avant le second tour de la présidentielle le 16 mai 1974 à Lyon, meeting à l'appel de 7 partis politiques et organisations syndicales (CGT, FEN, et CFDT). Il y évoque « l 'espoir

1037 Jean-Michel Helvig, *Edmond Maire: une histoire de la CFDT*, Paris, Le Seuil, 2013.

1038 *Le nouvel Observateur,* 28 mai 1973 : une étude de la SOFRES indique que 30% des adhérents de la CFDT ont voté pour les partis de droite aux élections législatives des 4 et 11 mars 1973.

1039 *Le Monde*, 28/29 avril 1974.

pour chacun de ceux qui veulent plus de justice plus de liberté plus de responsabilité » et annonce a contrario pour la période à venir au cas où Valéry Giscard d'Estaing serait élu, des « luttes syndicales dures et difficiles dans la répression, des luttes dont l'issue n'est pas prévisible »[1040]

Le soutien aux candidats de la gauche se retrouve aussi localement. La CFDT du Maine-et-Loire en 1976 pour le premier tour des élections cantonales [1041] invite, dans un communiqué [1042] « les travailleurs à mettre en concordance leurs actions journalières dans les entreprises, les chantiers avec leur vote et à mettre tout en œuvre contre les candidats de la majorité actuelle pour élire les candidats de gauche. » Il paraît donc exagéré, pour qualifier les positions prises par la CFDT pour la période 1972-1974 de parler de période «anti-programme commun» comme le propose Jean-Marie Helvig[1043]. La confédération ne peut faire l'impasse sur le Programme commun et sur la dynamique engendrée. En accord avec les grandes lignes du programme la CFDT s'engage en faveur de l'Union de la gauche.

C) La FEN face au *Programme commun*

La FEN est le quatrième syndicat français dans les années 1970. La fédération, qui revendique à l'époque 550 000 syndiqués, regroupe la très grande majorité des syndiqués de l'Education Nationale[1044]. Les différentes sensibilités politiques réunies en tendance reconnues dans la fonctionnement même de l'organisation forment une «maison commune»[1045] de la gauche. La tendance Unité Indépendance et Démocratie (UID) socialisante est la tendance majoritaire, via le le syndicat des instituteurs, le SNI, qui revendique 320 000 adhérents. La tendance minoritaire Unité Action (UA), communisante, est majoritaire dans le secondaire via le SNES depuis 1967. La FEN occupe donc une place particulière dans le paysage syndical.
La FEN donne son point de vue relativement tardivement sur le *Programme commun* par une

1040 http://www.ina.fr/video/CAF92017907
1041 Élections cantonales : 7 et 14 mars 1976.
1042 AD Maine et Loire, Archives du PS, 1R1.
1043 Jean-Michel Helvig, *Edmond Maire: une histoire de la CFDT, op. cit.*
1044 Article d'Ismaïl Ferhat, « La Fédération de l'Education Nationale (FEN) et les propositions économiques du Programme commun » dans, *Les politiques économiques de la gauche en France (1936-2002): actes du colloque organisé par la fondation Gabriel Péri, Paris, 20-21 mai 2011, Paris,* Fondation Gabriel Péri, 2011.
1045 Article d'Ismaïl Ferhat, «Fédération de l'Education Nationale (FEN) et le programme commun de gouvernement Une organisation unitaire face à l'unité de la gauche», p. 161-172, dans *L'union sans unité,* Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.)*, op. cit.*

déclaration intitulée « la FEN et le programme commun de gouvernement PS-PC » en date du 8 septembre 1972. La FEN reconnaît le caractère «historique» de l'accord mais souligne la nécessité de l'indépendance syndicale. La tendance Unité Action de la fédération, de son côté, avait salué dès juillet 1972 la signature du programme en apportant un soutien total[1046] : elle considère donc que la position de la fédération constitue une trahison. Guy Georges responsable des questions pédagogiques au SNI en 1972 précise[1047] que les adhérents de la FEN portaient un avis «positif» sur le *Programme commun* mais que l'indépendance syndicale était fortement revendiquée au sein de la fédération[1048].

> «Nous aspirions à des objectifs qui rejoignaient sur l'essentiel les objectifs des partis de gauche, mais nous étions très attachés à l'indépendance syndicale . »

La FEN, comme la CFDT, est contrainte d'admettre la dynamique politique induite par la signature et revoit quelque peu ses positions dès le début 1973, avant même le premier tour des élections législatives. La Fédération affirme, en effet, une position plus favorable au *Programme commun* considéré dorénavant comme une «alternative démocratique ouvrant la voie aux changements profonds auxquels aspire le mouvement syndical» même si, presque pour préserver les apparences, la FEN tient à préciser que cela ne modifie en rien les revendications propres de la fédération[1049]. Guy Georges précise que tous les mois, les militants communistes de la tendance Unité et Action «montaient au créneau» afin de mettre en avant le texte [1050] qui devient dès lors un instrument de conflit interne[1051]. Les résultats aux élections internes à la FEN en 1973 montrent la progression de UID malgré une perte d'influence au SNES : 16% en 1973 contre 21 % en 1971[1052]. La majorité socialisante de la FEN peut alors s'appuyer sur le texte puisque la tendance majoritaire se renforce au sein de la fédération, tout comme les résultats électoraux qui montrent une forte progression du PS. En tant que maison commune de la gauche, la FEN est également sujette aux luttes d'influence entre courants PS. Le CERES tente en effet lui aussi de s'implanter au sein de la fédération.

1046 Revue *Unité et Action* n°10, juillet-août 1972.
1047 Guy Georges :entretien le 25 octobre 2011.
1048 Guy Georges devient secrétaire général du SNI en février 1976.
1049 *Enseignement public,* N°5, février 1973. Extrait «S'il y a demain un gouvernement de gauche, nous n'ajouterons rien à notre programme revendicatif ; nous ne lui retrancherons rien non plus.Nous resterons nous-mêmes ».
1050 Guy Georges : interviewé le 25 octobre 2011. Extrait :«Chaque mois, de manière systématique, nous avions la même pression des militants du PCF qui nous disaient qu'il fallait soutenir le Programme commun. Nous soutenions que non. Il n'était pas question de soutenir un programme politique»
1051 Article d'Ismael Ferhat, «Fédération de l'Education Nationale (FEN) et le programme commun de gouvernement. Une organisation unitaire face à l'unité de la gauche*»,* pp. 161-172, dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.,) *L'union sans unité, op. cit.*
1052 *Ibid.,* p 165.

C'est à l'instigation de Jean-Pierre Chevènement et de Jacques Guyard respectivement secrétaire du PS et secrétaire de la fédération de Paris, tous deux membre du CERES, qu'est créé un groupe d'étude appelé «École *et socialisme*»[1053]. Le CERES crée même une nouvelle tendance en 1975 au SNES appelée «*Unité et Rénovation*» [1054], nom qui reprend une partie de l'intitulé de la motion présentée par le CERES à Épinay («*Unité et Rénovation pour une victoire du socialisme en 1973*»). Le PCF tente de contrer localement cette tentative d'implantation. La direction de la fédération communiste du Loiret envoie un courrier aux «enseignants communistes» le 25 avril 1975[1055]. La création de cette nouvelle tendance n'a qu'un seul objectif pour la direction communiste, à savoir nuire à la tendance U et A majoritaire dans le SNES en utilisant des arguments « anti-communistes ».

Pour l'élection présidentielle de 1974, la FEN, tout comme la CFDT affirme un fort soutien à la candidature commune de François Mitterrand. La commission administrative de la FEN adopte le 11 avril 1974 un communiqué[1056] où elle oppose «les hommes et la politique d'un régime» et son orientation « antidémocratique » et «le candidat de la gauche qui se trouve aujourd'hui porteur de l'espérance des travailleurs et de la jeunesse. » La fédération enseignante appelle donc à voter François Mitterrand et participe aux côtés des responsables politiques au meeting unitaire à Lyon[1057]. Mais la fédération serait allée au-delà d'un soutien politique en permettant, selon le témoignage de Guy Georges, l'utilisation du fichier de la fédération pour envoyer un courrier de François Mitterrand. Il s'agit d'une concession de taille à l'indépendance syndicale puisque, de fait, le candidat aurait disposer à ce moment-là de la liste de plus de 500 000 adhérents de la FEN[1058]. Les convergences idéologiques entre le PS d'une part, la FEN et surtout le SNI d'autre part, sont importantes. Au point que des responsables socialistes en la personne de Michel Rocard et Laurent Fabius viennent initier le secrétariat national du SNI aux questions économiques[1059]. Au congrès de Nantes de la FEN

1053 *Le Monde,* 22 février 1973.
1054 *Le Monde,* 2 mai 1975.
1055 AD Maine-et-Loire, Archives du PS, 1 RE 1.
1056 *Le Monde,* 13 avril 1974
1057 Meeting à Lyon le 16 mai 1974.
1058 Guy Georges : interviewé le 25 octobre 2011 *«* Au moment de 1974 on a aidé très officieusement Mitterrand en envoyant le courrier envoyé aux adhérents. Perdriel avait souhaité en tant que directeur financier de la campagne que nous lui vendions notre fichier. Nous avons dit non mais nous avons fait les facteurs en envoyant un courrier de François Mitterrand. C'est la seule fois où on n'a pas été fidèle à l'indépendance syndicale. On a osé faire cela même si on avait des adhérents de droite. Les communistes n'ont rien dit *»*
1059 *Ibid. «* En 1975 le secrétariat national (13 personnes) a souhaité être initié aux problèmes économiques et une fois par mois un économiste du PS venait. Il s'agissait de deux militants du PS, Fabius et Rocard, de deux tendances différentes pour ne pas prêté le flanc, qui venaient de manière alternative nous expliquer l'économie. »

en février 1978, André Henry (secrétaire général de la FEN en décembre 1974) impute la faute de la rupture aux communistes. Guy Georges (secrétaire général du SNI en 1976) considère qu'il s'agissait à l'époque d'une erreur :

> «Le secrétaire général de la FEN a été très imprudent pour nous en condamnant le PCF. J'ai fait immédiatement un éditorial pour dire que ce n'était pas le problème. Nous on s'est bien gardé de prendre parti. »

Le *moment Programme commun* a été l'occasion d'un affrontement des tendances au sein de la FEN alors même que cette fédération représente alors la maison commune de la gauche. La FEN finalement soutient plus l'Union de la gauche qu'elle n'appuie le projet porté par le *Programme commun,* comme la CFDT mais pour des raisons différentes.

La CFDT et la FEN, n'adoptent pas le *Programme commun* comme la CGT et ne considèrent pas que le texte puisse devenir leur plate-forme de revendication. Les organisations syndicales n'ont pas été associées à la rédaction du *Programme commun* et ne le sont pas au moment de la discussion pour sa réactualisation. Il n'y a pas de rencontres réunissant l'ensemble des organisations politiques et syndicales de gauche durant cette période, à l'exception d'une réunion le 15 décembre 1975, au siège du MRG, qui réunit PCF, PS, MRG, CGT, FEN, CFDT et PSU pour évoquer la question de la politique sociale du gouvernement. Le communiqué commun, non signé par le PSU, condamne à cette occasion «la politique antisociale et répressive du pouvoir» et une affiche commune appelle à la manifestation le 18 décembre [1060]. Malgré tout, ces organisations syndicales s'engagent dans les batailles électorales dans ces années 1970, appelant à voter pour les candidats de gauche ou pour le candidat commun aux présidentielles.

D'autres organisations syndicales soutiennent le *Programme commun*. C'est le cas du Syndicat de la Magistrature (SM), en novembre 1976 à l'occasion de son congrès. Le secrétaire général Hubert Dalle déclare dans son rapport

> «Quant au Syndicat de la magistrature, il est évident qu'une partie des aspirations qu'il porte sont reprises en compte par le programme commun ; il n'en est pas moins évident qu'elles ne s'y réduisent pas et que les problèmes qu'il a posés publiquement à la justice et à l'État ne se résolvent pas seulement par un changement de personnes aux leviers de l'État»[1061]

A l'issue du congrès, plusieurs motions tendant à interdire que le syndicat puisse prendre

1060 Annexe 2, document 7.
1061 *Le Monde,* 30 novembre 1976.

position à l'occasion de consultations électorales sont rejetées.

L'autre grande centrale syndicale, Force ouvrière (FO) forte de son indépendance ne prend jamais réellement position sur le *Programme commun* durant toutes ces années. A l'émission *l'Actualité en question* du 3 août 1972, son secrétaire général André Bergeron, adhérent du PS, se refuse à porter un jugement sur le texte et précise même ne l'avoir lu «qu'en diagonale»[1062]. Cette période correspond à la prise de distance de la Confédération vis-à-vis du PS[1063]. et à des difficultés localement car l'union avec les communistes passe mal auprès des fédérations FO des Bouches du Rhône ou du Nord [1064].
FO est la seule centrale à ne pas être présente au meeting de Lyon au moment de l'élection présidentielle. FO n'appelle pas à voter François Mitterrand en avril 1974.

V) - La réponse programmatique de la Droite

Cinq jours après l'adoption par le PS de son programme *Changer la Vie* lors de la convention de Suresnes, le président de la République, Georges Pompidou, annonce la tenue d'un référendum portant sur l'élargissement de la CEE à la Grande Bretagne, le Danemark et l'Irlande. Etant donné que l'ouverture des discussions autour d'un *Programme commun* semblent inéluctable, ce référendum se présente comme un piège pour ces deux formations qui ont adopté, à travers leurs programmes respectifs, des positions diamétralement opposées[1065] sur ce sujet. Mais la majorité ne parvient pas à casser la volonté d'union du PCF et du PS autour d'un texte car malgré des appels au vote différents (le PS appelle à l'abstention et le PCF à voter contre) les deux formations se retrouvent quatre jours après le référendum, pour mettre au point les groupes de travail afin d'aboutir à un accord

1062 *Le Monde*, 5 août 1972.

1063 Les rapports sont même parfois très conflictuels à en croire une note des RG du 18 mars 1974 qui précise que François Mitterrand intervient personnellement auprès de Gilbert Coltice, président de la commission nationale des conflits pour éviter à André Bergeron de se faire exclure du PS dans sa section de Montrouge. (AN, 19800280-98 dossier Mitterrand)

1064 Karel Yon, *Force ouvrière et le Parti socialiste*, dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée*, *op. cit.*

1065 PCF, *Changer de cap*, *op. cit.* Extrait « L'entrée de la Grande-Bretagne aggraverait tous les aspects nocifs du Marché commun, accentuerait la pénétration américaine et approfondirait la division de l'Europe. »
PS, *Changer la Vie*, *op. cit.* Extrait « Le gouvernement de la gauche favorisera l'intégration effective au Marché commun de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande, tout en s'efforçant d'éviter que ces adhésions n'accentuent la dilution de la Communauté dans une vaste zone de libre-échange nord-atlantique. »

programmatique. La droite va être obligée de prendre en compte la dynamique électorale autour du *Programme commun,* mais également le contenu du texte. A l'issue des législatives de mars 1973 qui mettent fin à la «*chambre introuvable*» l'alliance à gauche devient crédible.

La droite a sans doute longtemps cru que le PS n'allait pas se laisser entraîner dans un accord programmatique avec les communistes alors que de nombreux élus PS, un an auparavant, avaient conclu des accords de type « troisième force » lors des élections municipales de 1971. De nombreuses notes des RG [1066] considèrent même que les alliances à gauche pour ces municipales ne dureront pas et qu'il ne faut pas se laisser abuser par «l'optimisme de commande du PCF»[1067]. Les fonctionnaires de police relèvent que l'union ne va pas de soi dans de nombreux départements comme dans l'Oise et le Nord-pas-de-Calais [1068].

A partir de juillet 1972, l'opposition fait bloc autour de son programme. Les divergences sont gommées ou oubliées au profit d'un programme qui est commun. La gauche a son projet. La bipolarisation induite par les institutions de la V[ème] république contraint la droite à prendre position par rapport au *Programme commun* sans avoir, du moins dans un premier temps, de contre projet à proposer.

A) L'analyse technique

Edouard Balladur, secrétaire général adjoint de l'Elysée, envoie le 28 juin [1069] dè le lendemain de l'accord entre les communistes et les socialistes, une note à M. Baudouin conseiller d'État, lui demandant un «commentaire» sur la troisième partie chapitre 5 du *Programme commun,* chapitre qui porte sur l'information. La note de synthèse, demandée pour le 4 juillet au plus tard, doit comprendre tout à la fois « l'analyse des propositions faites», mais aussi «un jugement sur leurs conséquences et sur leur efficacité prévisible » et enfin « les idées que le gouvernement pourrait en retenir dans son action. »[1070] Cette même demande

1066 AN, 19970320/005.
1067 AN, 19970320/005, note des RG du 13 mars 1971.
1068 Pascale Goetschel, « Le programme commun, l'opinion publique et le pouvoir », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *l'Union sans unité*, *op. cit*, pp.133-146
1069 AN : Archives de la Présidence de la République, 1969-1974 : 5 AG 2/1072- Dossier 6
1070 AN, Archives de la Présidence de la République, 1969-1974, 5 AG 2/1072- Dossier 6
Note à Monsieur Baudouin (en date du 28 juin 1972) «Je crois qu'il serait utile que vous établissiez un commentaire rapide sur le programme commun du Parti Socialiste et du Parti communiste. Ce

est formulée au même moment auprès d'autres conseillers. Différentes notes permettent ainsi de connaître le point de vue sur les autres parties du *Programme commun* de conseillers techniques, de chargés de mission ou de membres du secrétariat de la présidence de la République. Par ailleurs, la demande est faite deux fois car sont conservées deux séries de notes, l'une de juillet et l'autre de décembre 1972 correspondant au rythme administratif semestriel. Les argumentaires développés sont à la fois une analyse et une critique technique, mais également politique du texte.

Concernant l'information, la note du 4 juillet est signée par MM. Baudouin et Marchetti. Le ton de la note datée du 4 juillet 1972 est d'emblée très polémique :

> «Pour tout ce qui concerne l'information écrite, les stipulations de l'accord PC/PS ne brillent pas par leur sérieux. Il s'agit de demander à l'État de faire vivre, par diverses mesures des journaux de gauche qui ne joignent pas les deux bouts faute de clientèle. »[1071]

Les deux auteurs, par ailleurs ironisent sur le fait que le *Programme commun* mentionne l'obligation de publication des comptes conformément à l'ordonnance du 26 août 1944 : «Il serait intéressant de connaître les comptes de *L'Humanité et du Provençal*. »[1072] Le propos est donc politique et pas seulement technique.

Concernant la Culture, la note en date du 1er juillet 1972 est signée H. Domerg. L'auteur s'étonne du manque de divergences avec la politique du gouvernement. Selon lui, la seule mesure qui devrait être retenue du *Programme commun* est l'application du 1 % à l'ensemble des bâtiments publics[1073]. Dans sa seconde note, datée du 20 décembre, il précise également que les pouvoirs publics doivent promouvoir « une culture de qualité mais vraiment populaire […] accessible au plus grand nombre, se gardant à la fois de l'esthétisme et de l'intellectualisme. »

Gilbert Masson, membre du secrétariat de la présidence, produit une note de synthèse concernant la décentralisation et l'administration. Il propose de retenir finalement du *Programme commun* certaines propositions telles que le regroupement des communes, la

commentaire devrait comprendre - l'analyse des propositions faites- un jugement sur leurs conséquences et sur leur efficacité prévisible- les idées que le gouvernement pourrait en retenir dans son action. »

1071 PCF, *Programme commun de gouvernement*, op. cit. «Le statut des N.M.P.P sera modifié de manière à le soustraire à l'emprise du groupe Hachette et assurer les garanties démocratiques à la distribution de la presse. »

1072 Gaston Defferre dirige le quotidien *le Provençal*.

1073 Arrêté du 18 mai 1951 «1% des sommes consacrées par l'État pour chaque construction d'établissement scolaire ou universitaire devra financer la réalisation d'une œuvre d'art contemporaine intégrée au projet architectural»

réforme régionale, l'amélioration de la formation des personnels communaux. Il relève à cette occasion une contradiction dans le fait que la position en faveur du regroupement communal[1074] ne correspond pas avec l'attitude généralement négative adoptée en la matière par l'opposition. En matière de fiscalité communale, il propose de retenir l'idée d'harmoniser la nomenclature budgétaire avec celle du Plan[1075] qui est défendue dans le *Programme commun.* Il propose également de retenir la proposition déontologique consistant à limiter les possibilités pour les entreprises privées de recruter des fonctionnaires chargés du contrôle de leur activité[1076].

Une note datée du 1er juillet 1972 signé par J. de Marcillac, propose une synthèse en matière d'économie. L'auteur prend beaucoup de précautions dans son analyse. D'emblée, en introduction, il précise en effet qu'il s'en tiendra à des impressions, étant donné qu'il n'a pas pu consulter *« de nombreux spécialistes »* et qu'il aurait fallu faire fonctionner de nombreux modèles. Son analyse se propose néanmoins d'examiner l'équilibre économique général du projet de l'opposition, ainsi que l'équilibre des finances publiques, puis un certain nombre d'orientations qui méritent d'être retenues ou du moins examinées « *de plus près ».* J de Marcillac doute des possibilités de financement des dépenses prévues par le *Programme commun*. Il propose néanmoins, comme le demandait Edouard Balladur, de reprendre certaines propositions. Il considère par exemple, que l'information des comités d'entreprise et d'établissement sur les principaux aspects de la gestion des entreprises est une proposition positive qui pourrait être retenue. De la même façon, des propositions portant sur la «mensualisation» généralisée ou l'indice des prix établis avec l'accord des organisations syndicales ne sont pas des propositions à rejeter. Il considère enfin que le fait de rendre l'accès aux moyens d'information de l'État de manière équitable permettrait par exemple, de rendre publique une étude testant, dans un modèle, les orientations du *Programme commun*. Cela

1074 PCF, *Programme commun de gouvernement*, *op. cit*. Extrait : « Le renforcement du pouvoir des communes aboutira à une nécessaire évolution des structures communales. Le regroupement des communes sera encouragé. Aucune décision ne pourra être prise sans la volonté des élus et de la population concernée. La coopération intercommunale sera favorisée par le développement du syndicalisme intercommunal. Cette coopération est indispensable pour contrôler le développement urbain. »Les instruments de ce contrôle seront :- un droit de préemption des communes à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation et sur toute transaction immobilière;- des moyens juridiques et financiers permettant aux communes de constituer des réserves foncières. »

1075 *Ibid.*, Extrait « La nomenclature budgétaire sera harmonisée avec celle du Plan, afin de favoriser d'une part le débat public sur les options gouvernementales, d'autre part le contrôle permanent de l'exécution du Plan. »

1076 *Ibid.*, Extrait « Aucune entreprise privée ne pourra recruter pour des postes de responsabilité des fonctionnaires ou agents publics ayant appartenu depuis moins de 4 ans aux ministères ou corps chargés du contrôle de leur activité. »

serait, selon lui, «très important pour l'équilibre démocratique. »

En matière économique une nouvelle note signée cette fois de C. de Croisset se propose d'être plus prospective. D'emblée, l'auteur souligne qu'il ne peut retenir en matière économique et sociale une seule mesure raisonnable car la mise en application des promesses « déséquilibrerait de façon profonde et durable l'économie française. » En matière fiscale, il pointe du doigt l'absence de courage de la « gauche »[1077], qui n'annonce pas de réforme de l'impôt sur le revenu « contrairement aux Réformateurs »[1078]. A cause des baisses de la TVA sur les produits de première nécessité, des baisses d'impôt sur le revenu pour certaines catégories, et des dépenses induites par les mesures sociales, il entrevoit un déficit considérable des finances publiques. C. de Croisset considère du reste que le *Programme commun* et le programme des Réformateurs présentent « quelques traits communs » qui sont, selon lui, sans doute «révélateurs des préoccupations actuelles de l'opinion française. » C'est pourquoi, l'auteur de la note fixe un certain nombre de réformes qui pourraient être menées par la majorité dans les prochaines années : le paiement du transport par les employeurs, l'introduction de nouvelles sources de financement pour la Sécurité sociale, l'institution du prélèvement à la source en matière d'impôt, la remise en cause de toutes les déductions catégorielles et enfin l'institution d'une taxe professionnelle de type originale afin de diminuer les distorsions entre collectivités riches et collectivités pauvres. Une des préoccupations majeures pointées par C. de Croisset est celle du logement. Pour remédier au déficit en la matière, il préconise la constitution d'un très vaste domaine public et souhaite que les communes conservent leur patrimoine et ne vendent pas leur terrain. Il prend pour exemple Parly II[1079].

En matière de politique extérieure, la note est signée par J.-B. Raimond [1080]. Il compare de manière surprenante le programme de la FGDS du 25 juillet 1966 et *Changer de cap*. Il ne se réfère pas à *Changer la vie*. Il considère qu'à travers la ligne directrice qui se dégage de l'analyse du *Programme commun* il est possible de conclure à la prédominance du programme du PCF à la fois sur le fond et sur la forme, car selon lui, les concessions programmatiques sont surtout du fait du PS.

1077 Ce terme est entre guillemet dans la note.

1078 Groupe RDS (Réformateurs Démocrates Sociaux) dont le chef de file est Jean Lecanuet. Les réformateurs sans être dans l'opposition sont critiques vis-à-vis de la politique menée et vont jusqu'à voter une motion de censure déposée par les socialistes et communistes en janvier 1974. En juillet 1974 le groupe UC (Union centriste) et RDS fusionnent pour former le groupe des Réformateurs, des Centristes et des Démocrates Sociaux (RCDS).

1079 Centre commercial créé en 1969 sur la commune du Chesnay (Yvelines).

1080 Note en date du 11 juillet 1972

Les programmes	**Prise en compte de l'Alliance Atlantique**
Programme de la FGDS (juillet 1966)	«*Participation à l'Alliance Atlantique*
Changer de cap	*«Le nouveau gouvernement prendra donc des mesures visant à désengager la France du Pacte Atlantique»*
Changer la vie	*«L'action des socialistes se fixera comme but […] la dissolution simultanée du pacte de l'Atlantique et du pacte de Varsovie, ainsi que des alliances militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs. »*
Programme commun	*«Le gouvernement se prononcera pour la dissolution simultanée du traité de l'Atlantique Nord et du pacte de Varsovie.»*

En matière d'alliance selon J.-B. Raimond, il n'est pas explicitement proposé à travers le *Programme commun* de rester dans l'Alliance Atlantique ce qui devrait être interprété comme une concession faite aux communistes. Certes le programme de la FGDS parlait de « participation » à l'alliance mais le programme *Changer la Vie* évoquait la nécessité d'œuvrer pour la dissolution des blocs. C'est donc la formulation de *Changer la vie* qui est reprise et non pas celle de *Changer de Cap*. La peur du communisme semble être prépondérante chez le rapporteur

L'auteur propose pour la majorité le mode d'action suivant.

> «En ce qui concerne la partie «politique extérieure» du programme commun, il me semble que la meilleure attaque serait la suivante:
> a) mettre en lumière, pour ainsi dire au tableau noir l'incohérence apparente du programme commun et sa finalité réelle (programme socialiste)
> b) par conséquent, souligner la légèreté et l'irresponsabilité des «négociateurs» socialistes
> c) éviter tout parallèle avec le Front Populaire. A la limite, il vaudrait mieux faire l'éloge du Front Populaire de 1936 pour mieux marquer ce qui sépare de Léon Blum les auteurs socialistes du Programme commun. »

Une autre note, signée de J.-L. Guillaud, fait le point sur l'information radio-télévisée. Selon lui, le chapitre qui évoque cet aspect est «*dépourvu d'imagination et d'originalité*. » Il pointe des dangers en cas d'application du programme. Selon lui Programme commun *«* veut soustraire la radio télévision du domaine de l'appareil d'État pour passer à celui de l'appareil idéologique » ce qui est «*la formule retenue dans les démocraties populaires*. » Par ailleurs l'application de ce qui est proposé dans le programme pour la télévision renforcerait et institutionnaliserait le pouvoir des réalisateurs de la CGT.

Un autre conseiller, Michel Woimant, évoque dans ses notes du 22 décembre et du 3

juillet les questions agricoles. Il insiste sur les vrais objectifs qui sont selon lui déguisés. L'auteur utilise pour son argumentaire, le contenu des interviews données par le ministre de l'Agriculture de la Bulgarie M. Chopov, à *L'Humanité* le 17 juin et à *Sud Ouest* le 29 juin. Ces articles illustrent, selon lui, ce que le *Programme commun* entend par « mise en œuvre du potentiel technique accumulé par les petits producteurs . » L'inspiration du *Programme commun* est pour lui communiste. Il se base pour appuyer son propos non pas tant sur le contenu du texte, que sur les propos tenus par le ministre de l'Agriculture bulgare qui parle dans Sud-Ouest de la « disparition des "artisans" de l'agriculture », de la « constitution d'exploitations d'une taille identique à celles des États Unis », et de l'« abandon des anciens villages par regroupement dans un petit nombre de centres ». A la lumière de cette interview, il en déduit qu'il est possible de comprendre l'objectif de création des offices fonciers cantonaux et départementaux prévus dans le *Programme commun* qui auront priorité pour tout achat de terre à utilisation agricole. Selon Michel Woimant, quand ces organismes seront complètement mis en place, on aura l'instrument nécessaire pour suivre l'exemple de la Bulgarie. L'analyse est peu fouillée. Il s'agit surtout d'une interprétation politique des intentions des signataires. La grille de lecture est emprunte d'anticommunisme. Dans sa note du 3 juillet il propose, «grâce à une présentation habile», d'affoler l'opinion rurale et agricole.

C'est J.-F. Saglio, chargé de mission à la présidence de la République, qui rédige les deux notes du 3 juillet et du 19 décembre 1972 qui portent sur l'Éducation Nationale. Il interprète ce chapitre du *Programme commun* essentiellement d'un point de vue politique. Le cynisme l'emporte bien souvent sur plusieurs points. J.-F. Saglio relève que le programme propose la gratuité scolaire à travers la gratuité des livres, des effets de sports, du transport scolaire. Il fait toutefois remarquer que cette mesure a déjà été proposée par le ministre de l'Éducation nationale, Olivier Guichard, en gageant cette mesure sur les bourses. Selon J.-F. Saglio, le gouvernement pourrait retenir cette idée d'autant plus, précise-t-il, et non sans cynisme, que « l'on ne verrait l'effet de la suppression des bourses que d'ici un an. » Relevant que le *Programme commun* prévoit la création de 1000 crèches[1081], J.-F. Saglio analyse la politique gouvernementale en la matière et précise que le programme de crèches de 100 millions de francs soit 6000 lits (ou 120 crèches) a été lancé il y a deux ans et que ce programme n'avance pas car les frais de fonctionnement des crèches sont « gigantesques », et

1081 PCF, *Programme commun de gouvernement*, op. cit. Extrait «La construction d'un réseau de 1000 crèches à valeur sanitaire et éducative sera entreprise dès le début de la législature. »

« largement à la charge des communes ». Il suggère donc que la mesure proposée par le *Programme commun* pourrait être reprise par le gouvernement car : «cela ne risquerait pas d'aboutir, faute de candidats pour payer le coût de fonctionnement. » J.-F. Saglio s'insurge contre la création de maisons de l'enfance : [1082].

> «Il s'agit de créer des maisons accueillant les enfants de la naissance à l'école élémentaire. C'est évidemment de la folie pure ! Les spartiates et les nazis ont essayé. »

Concernant les personnes handicapées, l'auteur considère que le gouvernement pourrait reprendre [1083] à son compte ce qui prévu dans le programme car cela « ne coûterait pas trop cher ». Concernant le corps enseignant il affirme qu'un « enseignant socialo-communiste n'enseigne qu'une philosophie ». Il chiffre en matière d'emploi ce que coûterait le *Programme commun* soit 344 000 postes en concluant que l'ensemble de ces chiffres se passent de commentaires. Pour finir, J.-F. Saglio indique donc que certaines revendications pourraient être reprises, à condition que l'Éducation Nationale se dote «d'un service de presse efficace et compétent pour mettre en valeur son action», ce qui serait, selon lui, la première réforme à faire tout en rejetant la « philosophie totalitaire de la famille et de l'enfant » proposée par le *Programme commun.*

Michel Bruguière, dans une autre note, pointe les questions qui ne sont pas traitées dans le programme. Il insiste notamment sur l'absence d'un chapitre portant sur les anciens combattants. Cela surprend l'auteur compte tenu du rôle de François Mitterrand dans les association d'anciens combattants de 39-45 et de l'importance attachée par le PCF aux revendications des anciens d'Afrique du Nord»[1084]. Il relève l'absence également de mention à la question du tourisme social et le fait que les signataires ne prévoient pas de nationaliser les magasins à grandes surfaces[1085]. Sans le dire, l'auteur de la note fait à ce moment-là référence

---

1082 *Ibid.,* Extrait «Il expérimentera l'organisation de maisons de l'enfance accueillant les enfants de la naissance jusqu'à six ans et regroupant divers services d'éducation et de santé. »

1083 *Ibid.*, Extrait «La charge de l'éducation, des soins et de la prévention pour les enfants et les adultes handicapés ou inadaptés incombe à l'État. La prévention, le dépistage systématique, les soins nécessaires, pris en charge à 100 % parla Sécurité sociale, seront assurés sous la responsabilité du ministère de la Santé, la recherche médicale et pédagogique sera développée. »

1084 Les députés socialistes et communistes réparent très vite leur oubli à l'occasion du débat sur le budget du ministère des Anciens Combattants et victimes de guerre en novembre 1972 en s'engageant à une prochaine actualisation du texte. C'est, en quelque sorte, la première actualisation du *Programme commun*.

1085 PCF, Programme commun de Gouvernement, op. cit. Extrait «L'essor des grandes surfaces qui se réalise aujourd'hui dans l'anarchie sera infléchi et contrôlé dans le sens de l'intérêt général, notamment dans le cadre des opérations de rénovation, avec la participation de tous les intéressés(commerçants, consommateurs et élus des collectivités locales). Parallèlement, le développement des coopératives (de commerçants et de consommateurs) sera stimulé. La propriété et la gestion de certaines grandes surfaces de vente pourront leur être transférées»

au programme socialiste *Changer la Vie* qui prévoyait en janvier 1972, de transformer en coopérative les grandes surfaces[1086].

Une note de François Lavondes, en date du 4 juillet, porte sur les questions sociales, les libertés et les institutions. Le *Programme commun* prévoit la création d'une Cour Suprême en remplacement du Conseil Constitutionnel[1087] avec pour principale innovation des possibilités de saisine de cette Cour par les justiciables, ce qui, selon François Lavondes «séduira les intellectuels[1088]. » Comme le texte prévoit que la police sera démocratisée dans son recrutement et sa formation cela revient pour François Lavondes à donner le droit de grève aux policiers ce qui selon lui est inacceptable. Le même conseiller élabore une note portant sur « les thèmes sociaux de la campagne électorale ». L'essentiel de son propos porte sur la façon dont la majorité doit appréhender la future campagne électorale étant donné l'existence du *Programme commun*. Il pointe alors le principal risque encouru par la majorité, à savoir la confiscation «*d'un mieux être social*» par l'opposition. Il n'hésite pas à critiquer la politique du gouvernement qu'il juge trop pragmatique, sans effet «mobilisateur[1089] . » Dès lors, il propose que la campagne électorale de la majorité ne soit pas axée autour d'une critique détaillée du texte car ce serait une attitude défensive mais plutôt autour des dépenses qu'induiraient son application et sur le fait que l'inflation et le désordre seraient tels, qu'il faudrait abandonner le programme au bout de 6 mois. En revanche tout cela ne peut être défendu selon lui qu'à la condition que dans le même temps, soit proposé à la France un « grand dessein », identifié à la notion de « justice sociale ».

Toutes ces notes sont marquées par une lecture négative du texte. C. de Croisset[1090] parle de « Terre promise » étant donné le nombre de catégories qui profiteront du *Programme commun*. Le ton est ironique évoquant ce qui est proposé sous forme de catalogue, que ce soit par exemple, l'aide aux pays sous-développés jugée d'une ampleur «sans précédent», ou des

1086 PS, *Changer la Vie*, *op. cit.* Extrait « Les grandes surfaces de distribution seront transformées en coopératives. »

1087 *Ibid,* Extrait : « Une Cour Suprême assurera le respect des règles constitutionnelles, la régularité des opérations électorales de caractère national et la garantie des libertés publiques, individuelles et collectives. Elle sera saisie par toute juridiction judiciaire ou administrative des exceptions d'inconstitutionnalité que les justiciables pourront soulever à l'encontre des dispositions législatives et réglementaires qu'ils estimeront contraires aux libertés garanties par les articles 7 à 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et par le préambule de la Constitution. »

1088 Deux ans plus tard, en 1974, le gouvernement procède à une modification des possibilités de saisine du Conseil Constitutionnel en allant plus loin que ce qui était prévu par le *Programme commun*. A partir de 1974 en effet le Conseil Constitutionnel peut être saisi par 60 sénateurs ou 60 députés (article 61 de la Constitution).

1089 Extrait de la note du 21 décembre 1972, « *Le pragmatisme est une bonne méthode de gestion mais qui n'exerce pas d'effet mobilisateur.»*

1090 Secrétariat général de la République Française, note du 21 décembre 1972 de C de Croisset.

« transports urbains remarquables » proposés par le *Programme commun*. Finalement toutes ces critiques sont surtout d'ordre économique, le programme étant jugé trop dépensier. Malgré cela, la plupart des conseillers considèrent qu'il y a des points du programme qui peuvent être repris concernant la politique sociale d'autant plus que, selon eux, la population y serait attachée. C'est sans doute pour cela que le 6 septembre 1972, le gouvernement annonce un certain nombre de mesures sociales. Le Premier ministre Pierre Messmer parle alors «*d'économie de participation*» et Edgar Faure, ministre des Affaires Sociales, de « *Contrat social* » [1091]. Parmi les mesures proposées, figurent entre autres, l′augmentation plus rapide du SMIC par rapport au salaire moyen, la création d'une Agence Nationale pour l'économie de la participation, la réforme du code du travail[1092] et la suppression des abattements de zone appliqués aux allocations familiales. Les deux principales revendications des syndicats ouvriers, le SMIC à mille francs par mois et la retraite à 60 ans, sont toujours refusées.

C'est néanmoins à partir de janvier 1973 que le gouvernement dévoile un certain nombre de mesures dont l'objectif, à peine dissimulé, est de répondre à la dynamique créée à gauche par la signature du *Programme commun,* à quelques mois des élections législatives.

B) Le discours de Provins : une première réponse programmatique

Pierre Messmer est nommé Premier ministre le 5 juillet 1972 avant la signature officielle du *Programme commun*. Le 7 janvier 1973 à Provins[1093], quelques jours après les dernières notes produites à la demande de Edouard Balladur par les conseillers, le Premier ministre prononce un long discours à l'occasion de la journée nationale des militants de l'Union des Démocrates pour la République (UDR). Très vite le discours est appelé le « discours de Provins . »

De nombreux leaders des partis alliés à l'UDR sont présents , dont Valéry Giscard d'Estaing pour les Républicains Indépendants (RI) et Jacques Duhamel pour le Centre Démocrate et Progrès (CDP)[1094]. Les propos tenus à cette occasion par le Premier ministre sont la première réponse programmatique de la majorité au contenu du *Programme commun*.
Il s'en prend dans un premier temps au programme de l'opposition. Au plan politique, il

1091 *Le Monde*, 8 septembre 1972.
1092 *Ibid.*
1093 Alain Peyrefitte, maire de Provins en Seine-et-Marne, est secrétaire général de l'UDR.
1094 L'UDR, RI et CDP avec respectivement 184, 54 et 23 députés détiennent la majorité.

dénonce le «régime des partis», auquel voudraient revenir socialistes et communistes, ainsi que l'abandon de la Défense ce qui est qualifiée d'œuvre d' »*irresponsables* », politique « plus absurde que celle qui nous a conduit au désastre de1940[1095]. » Il évoque également un suicide économique avec les hausses d'impôts inévitables pour faire face aux promesses. Au terme de la première partie de son intervention le Premier ministre refuse de se laisser enfermer dans une lutte gauche-droite car il s'agit selon lui d'une «contre vérité» et il récuse l'accusation d'immobilisme qui est portée contre la politique du gouvernement :

> «Nous avons mené à bien tant de réformes que la France de 1973 offre au monde un visage de jeunesse et de santé […] Je puis le dire avec confiance : le changement c'est nous ! Le mouvement c'est nous ! Et nous le prouvons, non en paroles, mais en actes !. »

La deuxième partie de son intervention est consacrée à la présentation du programme qui sera celui de la majorité en dressant successivement, sur différents thèmes, un bilan et des perspectives. Différentes mesures sont proposées. Sur la question des retraites, Pierre Messmer annonce que le gouvernement souhaite que les Français puissent «à partir de 60 ans bénéficier du taux de pension qu'ils reçoivent actuellement à 65 ans» car « il y a longtemps que l'âge d'ouverture des droits à la retraite est fixé en France à 60 ans, mais à un taux réduit » La proposition est plus précise que le Programme commun[1096]. Pierre Messmer qualifie de «catalogue » le *Programme commun* mais prévoit toute une série de mesures chiffrées : 2000 crèches, une piscine couverte dans toutes les villes de 100 000 habitants, 600 000 logements[1097]. Si le programme de l'opposition envisage ¾ de logements HLM, le Premier ministre insiste sur la part que pourrait prendre les maisons individuelles « *auxquelles les Français aspirent tant*»[1098]. Pierre Messmer enfin se déclare favorable au fait de donner le droit de vote à dix-neuf ans[1099].

Certaines mesures surprennent et passent même pour être de la surenchère face au *Programme commun*. C'est le cas de l'annonce de la création de 2000 crèches par an qui correspond au double du nombre prévu par le programme de l'opposition. Comme le relève

---

1095 *Le Monde*, 9 janvier 1973.

1096 PCF, *Le programme commun de gouvernement*, op. cit. ; Extrait «L'âge d'ouverture des droits à la retraite sera ramené à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq pour les femmes, le droit au travail restant garanti au-delà.

1097 *Ibid,*«En ce qui concerne la construction, un effort vigoureux sera entrepris. Le logement social sera déclaré prioritaire. L'objectif de 700 000 logements construits par an sera atteint dès les premières années de la législature. Sur ce total, les 3/4 seront construits par le secteur H. L. M (principalement locatives). Une partie des autres logements obtiendra une aide spécialement de l'État. »

1098 *Le Monde*, 9 janvier 1973.

1099 Le *Programme commun* propose de faire passer l'âge de majorité à 18 ans au lieu de 21

Le Monde du 9 janvier 1973, les crédits octroyés en 1971 par le ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale[1100] dans ce domaine n'ont été utilisés qu'à hauteur de 50 % car les municipalités craignent les frais de fonctionnement que cela induit. [1101] *L'Unité* en date du 2 février 1973[1102] ironise au sujet de ce chiffre de 2000 crèches en indiquant que M. Messmer ne s'est pas rendu compte de l'énormité de la dépense. Il est possible que les 2000 crèches proposées ne soient pas une erreur, mais une preuve de la surenchère de la droite afin de coller au *Programme commun*, voire de le dépasser. On peut y lire un certain cynisme car cela n'engage pas le gouvernement sachant, comme le relevait J.-F.F Saglio[1103] dans son analyse de décembre, qu'il y avait peu de chance que cela puisse aboutir étant donné les coûts de fonctionnement. » Le slogan «*Le changement c'est nous* !» porté par le Premier ministre au cours du discours de Provins entérine la volonté de changement exprimée par le *Programme commun*, et portée par l'opinion publique, dont la majorité ne pouvait se détourner.

Analysant les mesures proposées par Pierre Messmer Paul Fabra dans *le Monde* [1104] relève une trentaine de mesures proposées et considère qu'elles devraient être assez bien accueillies par l'opinion même si celle-ci risque de s'apercevoir que bon nombre de ces mesures sont inspirées par le *Programme commun*.

Les réactions et commentaires à gauche sont bien entendu très critiques. Pour François Mitterrand, au micro de *France Inter* le lendemain[1105], Pierre Messmer a présenté «*une vague et pâle imitation du programme commun*. » Le premier secrétaire du PS relève par ailleurs que le Premier ministre «n'est pas hostile aux nationalisations», ce qu'il considère comme une «concession. *»* Au nom du PCF, Roland Leroy, dénonce un bilan d'autosatisfaction que dément selon lui « *la situation réelle des travailleurs et spécialement celle tragique des personnes âgées ».* Il insiste aussi sur le manque de crédibilité du pouvoir qui ne peut laisser croire qu'il réaliserait tout ce qu'il n'avait pas réalisé depuis de nombreuses années.

Certaines critiques virulentes professées par une partie de la majorité restent

1100 Ministère dirigé alors par Robert Boulin.
1101 *Le Monde*, 9 janvier 1973
1102 *L'Unité* n° 50, 2 février 1973. « Le mystère des 2 000 crèches promises par Pierre Messmer à Provins est élucidé par la *Lettre de l'Expansion* de cette semaine. Quand Messmer préparait son discours, ses services recensèrent tout ce qui, dans le VIe Plan, pouvait être mis en exergue. Le Plan prévoit 12 000 lits nouveaux, à raison de 60 lits en moyenne par crèche. Dans la hâte, la division de 12 000 lits par 60 a donné 2 000 crèches...au lieu de 200. Le chiffre a été transmis à Messmer. Comme dirait Messmer : le programme de la gauche, ce n'est pas sérieux. »
1103 AN, 5 AG 2/1072.
1104 *Le Monde*, 9 janvier 1973.
1105 INA, France Inter le 8 janvier 1973.

confidentielles mais prouvent les tiraillements qui la secouent en interne face aux mesures annoncées à l'occasion du discours de Provins, que certains jugent trop social, cédant en quelque sorte aux sirènes du *Programme commun*. Ainsi, une note du 4 janvier 1973 signée Edouard Balladur et adressée au président de la République porte sur une analyse des «30 objectifs de la majorité» [1106.] évoqués par le Premier ministre. Edouard Balladur déplore tout d'abord que les 30 objectifs ressemblent à un catalogue de satisfactions données aux diverses catégories socio-professionnelles. Puis, il relève que les grands objectifs de la politique économique et sociale du Gouvernement ne sont pas rappelés. A savoir, la stabilité monétaire, le doublement de la politique industrielle en dix ans, la croissance économique de près de 6% par an, objectifs pourtant mentionnés dans le Plan. Il critique également l'absence de rappel des objectifs de la construction européenne. De plus, il y a selon lui d'importantes lacunes concernant les agriculteurs[1107], les non-salariés, la lutte contre l'arbitraire administratif, l'environnement de la réforme de la fiscalité locale, les problèmes de santé, les handicapés[1108]. Edouard Balladur pointe du doigt des oublis comme ceux portant sur la formation permanente[1109], l'enseignement technique et professionnel, l'effort d'orientation des étudiants ou bien les professions libérales, et les petits patrons de l'industrie. Il en conclue que les auteurs du discours du Premier ministre sont inspirés « par une philosophie collectiviste » proposant le maximum de « prestations gratuites » dans des domaines aussi variés que l'enseignement, les soins médicaux ou les personnes âgées *:* «L'inspiration du Programme commun de la Gauche est évidente» regrette-t-il. Il s'interroge également sur les choix à faire entre le développement des «prestations gratuites»*,* ou le développement «des allocations calculées en fonction du niveau de vie des familles. » Selon lui, il faut les deux à la fois. En matière de justice, il s'oppose à la gratuité pour les plaideurs quel que soit leur niveau de revenu. Il y voit la marque d'une philosophie collectiviste « dans laquelle l'individu est pris en charge par la collectivité qui lui alloue des prestations gratuites.». Il indique que le

1106 AN, 5 AG 2/1072 : une note manuscrite précise la référence au discours de Provins en haut du document.

1107 Pierre Messmer évoque l'agriculture parlant « du problème difficile des produits laitiers » et évoque la nécessité de « réexaminer » l'exode rural jusqu'ici « accepté en l'humanisant . » Le *Programme commun* n'évoque pas du reste cette question. (*Le Monde,* 9 janvier 1973)

1108 Pierre Messmer concernant les personnes handicapées indique que la politique en matière de santé « sera poursuivie et sera accompagnée d'une simplification des règlements et des formalités ». *Le Monde,* 9 janvier 1973.

1109 Pierre Messmer consacre pourtant une partie de son intervention à cette question : il parle de l'accord conclu le 8 juillet 1970 entre les employeurs et les syndicats sur l'organisation de la formation professionnelle, accord suivi par le vote des lois de juillet 1971. Selon Pierre Messmer ces lois « annoncent la fin du règne exclusif d'une élite trop étroite et trop fermée . » (*Le Monde,* 9 janvier 1973)

doublement du minimum vieillesse en cinq ans proposé par le Premier ministre[1110] le mettrait au niveau actuel du SMIC et que finalement c'est l'objectif du *Programme commun*[1111]. Concernant la question des retraites, Edouard Balladur propose d'être plus clairement en faveur de la retraite à la carte et donc d'en finir avec le système de retraite par répartition mis en place par le programme du CNR. Le contenu de cette note est bien plus libéral que le discours de Provins.

Le 9 janvier, soit deux jours après le « discours de Provins », le président de la République répond lors d'une conférence de presse aux questions des journalistes. C'est l'occasion pour Georges Pompidou de revenir sur le contenu du *Programme commun* et les propos tenus par Pierre Messmer. Un journaliste évoquant les propositions dévoilées à Provins interpelle en ces termes le président de la République : «On a l'impression que c'est sous la pression du Programme commun que ces propositions là sont faites. » Georges Pompidou récuse cette affirmation en tentant de minimiser l'importance du programme de l'opposition :

> «Vous surestimez le Programme commun Monsieur. Figurez vous que l'action gouvernementale est permanente. On ne peut pas avoir tout fait. Si on avait tout fait on aurait plus qu'à s'en aller, sinon à quoi cela servirait de gouverner. Les propositions de M Messmer s'inscrivent dans la ligne, la trajectoire de l'action gouvernementale. Elles la prolongent. Il n'y a pas d'étape finale. Il faut continuer d'aller de l'avant, il fallait bien que le gouvernement fasse un bilan de ce qu'il a fait et de ce qu'il comptait faire. »

Répondant à une autre question relative au projet de société qui serait celui du président de la République, il insiste tout d'abord sur sa critique du *Programme commun* :

> «Il y a dans le *Programme commun* tout au moins en filigrane, l'image de la société dite socialiste c'est-à-dire communiste, c'est-à-dire à mes yeux totalitaire au sens plein du terme. Je veux dire par là, tout est entre les mains de l'Etat, tout dépend de l'Etat, et l'Etat est lui-même au main d'un parti et ce parti commande la vie des hommes sous tous ses aspects.»

Il conclut en indiquant être finalement favorable à une société qui fût à « mi chemin entre le capitalisme traditionnel et le totalitarisme communiste. » La vision libérale proposée par Edouard Balladur n'est donc pas à l'ordre du jour dans la majorité[1112].

1110 *Le Monde,* 9 janvier 1973, Extrait du discours de Pierre Messmer : «Nous doublerons le montant du minimum vieillesse et la référence à l'obligation alimentaire, qui décourage trop de vieillards à demander l'aide de la collectivité, sera abrogée. »

1111 PCF, *Programme commun de gouvernement*, Extrait « Le revenu minimum des personnes âgées ne devant pas être inférieur au SMIC, le régime des pensions sera adapté en conséquence. »

1112 Valéry Giscard d'Estaing est néanmoins ministre des Finances.

La majorité, quelques mois après la signature du *Programme commun*, n'a pas véritablement de contre projet à opposer. Le gouvernement tente presque d'imiter le texte considérant que la demande de justice sociale est telle qu'il ne peut s'y opposer. Mais il ne parvient pas à élaborer un véritable contre-programme durant les toutes premières années qui suivent la signature. Les critiques portent sur l'empreinte des communistes dans le texte. Les auteurs anonymes de l'ouvrage qui sort en 1973 et qui s'intitule *Ce que cache le programme commun*[1113] tentent ainsi de démontrer en quoi le texte est un plan conçu par les communistes pour s'emparer du pouvoir. Il faut attendre les années 1976 et 1977 pour qu'il y ait alors une véritable offensive « *éditoriale* » de la droite qui tente alors à ce moment-là, d'opposer son contre-programme à la gauche.

C) La réponse programmatique du président de la République : Démocratie française [1114]

Valéry Giscard d'Estaing, président de la République depuis 1974, écrit *Démocratie française* en 1976 qui sort en librairie le 11 octobre. C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un président en exercice écrit un livre. Ce travail et le fruit d'un long travail de réflexion mené depuis les années 1960 et l'activité des Clubs perspectives et Réalités[1115]. Valéry Giscard d'Estaing dédicace l'ouvrage à l'attention de Gavroche et Marianne, les deux figures tutélaires garantes de la Liberté. La préface, datée du 1er mai 1976, fixe ses objectifs. Il souhaite expliquer aux Français vers quel avenir ils se dirigent. La préface contient le seul passage où est cité le *Programme commun* [1116]. Pour Valéry Giscard d'Estaing même si la France hésite, en revanche en 1973 et 1974 elle a su «rejeter la voie dangereuse qu'on lui proposait […]par la perspective de l'application du Programme commun ». Il juge important le fait de rendre la France consciente de l'enjeu à venir et de lui proposer «*Le bon choix*. » Il est vrai qu'aux dernières élections, les élections cantonales des 7 et 14 mars 1976, socialistes,

1113 *Ce que cache le programme commun,* Paris, Edimpra.1973,

1114 Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie Française*, Paris, Fayard,1976.

1115 Gilles Richard « l'UDF de 1978 à 1981 : une insertion réussie dans le système français », dans Gilles Richard, Sylvie Guillaume et Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire de l'UDF -L'Union pour la démocratie française,* 1978-2007, *op. cit.*, p. 20.

1116 Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie Française, op. cit.,* Extrait « Dans trois circonstances, en juin 1968, en mars 1973 et en mai 1974, son instinct lui a fait rejeter la voie dangereuse qu'on lui proposait, marquée en 1968 par les désordres du mois de mai et la singulière tentative d'appropriation du pouvoir qui les a suivis et, en 1973 et en 1974, par la perspective de l'application du programme commun. »

communistes et radicaux de gauche sont largement majoritaires et donc que la victoire de la gauche lors des prochaines élections nationales en 1978 est de plus en plus crédible. Le mot « communiste » n'est pas utilisé un seule fois. Il ne sert pas d'épouvantail comme en 1973. Valéry Giscard d'Estaing ne récuse pas par ailleurs le projet de société porté par une certaine forme de socialisme :

> «Si le socialisme signifie le sens de la solidarité, et la volonté que la société s'organise pour diriger son progrès, il n'y a rien là qui soit en contradiction avec ce que nous venons de dire. »

Toutefois cette formulation est utilisée pour mieux critiquer le socialisme réel, qui s'apparente à la « manipulation de masse », et des « expériences irresponsables ». Valéry Giscard d'Estaing insiste par ailleurs sur le thème des nationalisations. Ce substantif est plus utilisé dans *Démocratie française* que dans le programme de la gauche (18 fois contre 13 fois). Il s'agit d'une stratégie de communication politique. Il focalise l'attention sur ce qui est le plus conflictuel au sein de la gauche :

> «depuis plusieurs années, le problème de la nationalisation des grandes entreprises françaises a été placé au cœur du débat politique. »

Pour mieux récuser toute nouvelle nationalisation, il ne nie pas le caractère bénéfique que peuvent représenter les nationalisations, mais considère néanmoins, qu'il faut s'en tenir au cadre fixé par le préambule de la Constitution de 1946 qui prévoit la nationalisation des entreprises lorsqu'elles ont le caractère d'un service public national ou d'un monopole de fait. Cette conception, qui a présidé à la plupart des nationalisations à la Libération n'a pas à être remise en cause[1117]. Selon lui, « les partisans du collectivisme » réclament en définitive des nationalisations « à l'opposé de celle de Renault » qui n'a pas fait disparaître dans ce secteur l'économie de concurrence et n'a pas modifié la structure du pouvoir économique. Les nationalisations prévues dans le *Programme commun* s'inscrivent donc en définitive dans une « planification autoritaire, baptisée démocratique. » Il soulève également, à cette occasion, une contradiction chez ceux qui souhaitent étendre le champ des nationalisations. Car dans le cas ou les puissances économiques et le pouvoir d'État ne feraient plus qu'un, il n'y aurait plus personne pour protéger les Français des «puissances économiques» Malgré tout, comme Pierre Messmer trois ans plus tôt à Provins, le président de la République reconnaît les bienfaits que peuvent apporter les nationalisations si celles ci sont destinées à soustraire

1117 Valéry Giscard d'Estaing ne fait pas état des nationalisation punitives qui ont eu lieu comme avec Renault.

certaines activités de l'influence abusive d'intérêts privés trop puissants, ce qui néanmoins, était déjà le discours du centre droit en 1905. D'autres moyens existent néanmoins, comme la concurrence ou le contrôle public qui « ne doivent rien à la collectivisation ». Le syndicalisme constitue « un contrepoids puissant et nécessaire », mais il refuse l'idée d'autogestion qui si elle s'appliquait dans les petites entreprises, entraînerait «leur dépossession préalable » *et* « une collectivisation généralisée de l'économie ». Les pages les plus politiques de l'ouvrage sont celles où Valéry Giscard d'Estaing se réfère «*aux limites des idéologies traditionnelles*. » Il indique que les deux idéologies marxisme et libéralisme ont toutes deux « épuisées leur message en se détachant du réel».[1118] Malgré tout, il rend hommage au marxisme et à son «rôle important dans la vie intellectuelle et politique de la France».[1119] Il adopte, sans le dire explicitement, la distinction entre libertés réelles et libertés formelles qui est essentiellement celle des communistes, en rendant hommage au marxisme venu en aide aux sociétés industrielles pour mieux «s'analyser elles-mêmes» et permettre à la classe ouvrière de conquérir *«* ses droits légitimes, et longtemps méconnus. » Il reconnaît aussi, dans le cadre d'une société libérale les bienfaits de l'intervention de l'État qui constitue : « en dernier ressort, non une menace pour la liberté, mais la vraie garantie de la liberté des plus faibles .»
Il prend donc ses distances avec le libéralisme qui n'est pas la solution car grâce aux progrès, l'homme s'éloigne du pur « robot libéral ». Valéry Giscard d'Estaing se propose alors de partir de l'homme, de réaliser la synthèse entre le développement des libertés individuelles au niveau de l'homme et l'organisation rationnelle des fonctions collectives. Ce type de société souhaitée refuse l'immobilisme et la Révolution[1120]. Valéry Giscard d'Estaing tente de se situer au dessus de la mêlée, précisément au centre, en refusant d'entrer dans une opposition droite-gauche, termes qui ne sont pas une seule fois utilisés dans *Démocratie française*. Le livre présente un projet de société mais pas un programme.

D) Les réponses éditoriales : 1976-1977

Alors que la victoire de la gauche aux prochaines législatives de 1978 est attendue, de nombreux ouvrages tentent de proposer des contre-programmes à celui de la gauche. Se

1118 Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, *op. cit.* p. 47

1119 *Démocratie Française, op. cit.* Extrait « Le marxisme a apporté sa part de vérité »

1120 *Démocratie française,* Extrait « L'édification de notre société pluraliste exclut l'immobilisme, comme elle rend inutile la révolution. »

situant essentiellement sur le terrain économique, François Ceyrac[1121] expose sa vision de la société en opposant « les résultats de l'économie de la liberté» aux « conséquences de l'étatisation de toute chose »[1122]. Il indique préférer dans le préambule l'expression « économie de marché » à celle d' « économie libérale ». La même année Frédéric Deloffre et Alain Peyrefitte [1123] réalisent un guide pratique du *Programme commun*. En quatrième de couverture, les auteurs expliquent leur démarche : « Avec ce guide le programme commun devient vivant, lumineux. Le texte sacré parle enfin un langage compréhensible, et pourtant c'est le sien ». Et ils ajoutent ironiquement « Le guide peut même, à la rigueur, dispenser du programme ». Dans les médias, la vie politique s'invite dans les émissions littéraires. Le numéro d'Apostrophes[1124] du 15 avril 1977 a pour titre « *La vie politique est-elle devenue un spectacle* ? » Bernard Pivot invite ce soir-là, Gaston Defferre (PS), Jean Dutourd, *Roger*-Gérard Schwartzenberg (MRG). Robert Fabre est dans la salle parmi le public de l'émission.

Un autre numéro d'Apostrophes, à quarante jours du premier tour des législatives[1125], a pour titre « Pourquoi écrivez-vous des livres politiques ? » Bernard Pivot indique en préambule, n'avoir jamais reçu autant de livres politiques : au moins 3 ou 4 par jour. Différents auteurs viennent y présenter leurs ouvrages : Albin Chalandon, Jean-Marie Benoist (candidat dans la même circonscription que Georges Marchais) et Jean Montaldo pour les auteurs classés à droite [1126], René Andrieu (PCF) et Claude Estier (PS) pour ceux classés à gauche. Jean-Marie Benoist revient sur la signature du *Programme commun* et ironise à ce sujet dès le début de l'émission quant à l'existence de deux préfaces pour l'édition du texte[1127]. Ceci révèle, d'après lui, le manque de lien entre les deux organisations incapables dès le départ d'envisager une même édition d'un document signé quelques semaines auparavant.

En 1977, au moment des discussions entre signataires du *Programme commun* sur l'actualisation du texte, un autre ouvrage[1128] signé par Louis Lamartel revient sur le contenu du

1121 François Ceyrac est président du Conseil national du patronat français, CNPF, entre 1972 et 1981.

1122 François Ceyrac, *Les Dossiers de l'économie de liberté,* Paris, France Empire, 1977, p. 14.

1123 Frédéric Deloffre et Alain Peyrefitte, *Guide pratique du Programme commun,* Paris, Pauvert, 1977.

1124 Apostrophes : émission littéraire le vendredi soir, du 10 janvier 1975 au 22 juin 1990 sur Antenne2.

1125 INA, *Apostrophes*, 27 janvier 1978.

1126 Invités de l'émission et titre de leur ouvrage présenté : Albin Chalandon *Les joueurs de flûte*, René Andrieu *Une lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme*, Jean-Marie Benoist *Un singulier programme,* Jean Montaldo *La France communiste,* et Claude Estier *La plume au poing*.

1127 Gilles Richard souligne l'existence d'une association, l'association pour la démocratie (AD) créée en 1976 qui développe toute une activité « discrète et méthodique » notamment à travers l'aide apportée aux nouveaux économistes ou aux nouveaux philosophes réunis autour de Michel Prigent et Jean-Marie Benoist. (Article de Gilles Richard *«* l'UDF de 1978 à 1981 : une insertion réussie dans le système français », dans Gilles Richard, Sylvie Guillaume et Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire de l'UDF - L'Union pourla démocratie française,* 1978-2007, Rennes, PUR, 2013.)

1128 Louis Lamartel, *Le Programme commun : promesses et réalités,* Paris, 1977, Société parisienne

texte de 1972 en considérant que ce texte «n'a qu'un objectif et un seul : bouleverser de façon irréversible les structures de la société française»[1129.] Selon lui le *Programme commun* est largement inspiré de celui du PCF, *Changer de Cap*.

Si en 1972, la droite est prise de court par la signature du *Programme commun* auquel elle n'a peut-être pas cru, en cette fin d'année 1977 elle tente d'occuper le champ éditorial. Mais ces ouvrages, très critiques vis-à-vis de ce que propose la gauche, ne proposent pas face au *Programme commun* de véritable contre programme. C'est la politique menée par le gouvernement qui tient lieu de programme.

Il faut finalement attendre 1978, avec le discours de Blois du Premier ministre et celui de Verdun-sur-le-Doubs du président de la République - qui restera dans les mémoires comme celui du «bon choix» - pour que la droite propose un contre-projet politique allant au-delà du «contrat social» mis en avant par Pierre Messmer en 1972-1973 ou du discours de politique générale prononcé à l'Assemblée nationale par Jacques Chirac le 5 juin 1974 [1130].

E) Le discours de Blois et le discours de Verdun-sur-le-Doubs: des discours et des programmes

Raymond Barre alors Premier ministre, présente le programme du gouvernement à quelques semaines du premier tour des législatives, à Blois, le 7 janvier 1978[1131]. Ce discours donne lieu très vite à une publication avec pour titre « Objectifs d'action pour les libertés et la justice »[1132]. Le texte est organisé en 4 chapitres[1133]. Ce contre-programme, 6 ans après la parution du *Programme commun,* est élaboré à l'aide d'un certain nombre de collaborateurs et au premier chef Jean-Claude Casanova [1134]. Même si Raymond Barre indique que les signataires du P*rogramme commun* proposent « des mesures démagogiques qui nous

d'éditions. L'ouvrage sort au troisième trimestre 1977.

1129 *Ibid.* Quatrième de couverture.

1130 Le discours de politique générale de Jacques Chirac, 5 juin 1974.

1131 Christiane Rimbaud, *Raymond Barre*, Paris, Perrin, 2015.

1132 Raymond Barre, *Objectifs d'action pour les libertés et la justice: présentés à Blois, le 7 janvier 1978,* Paris, Fayard, 1978.

1133 I-des citoyens libres et protégés. II- le progrès économique au service de l'emploi
III-la solidarité au service de la justice sociale. IV- élever la qualité de la vie en France

1134 Christiane Rimbaud, *Raymond Barre*, p. 286.

conduiraient à l'appauvrissement et à la fermeture de nos frontières», certaines des propositions reprennent des éléments du Programme commun. Pour Raymond Barre, les Français sont en effet soucieux d'une « réduction des inégalités sociales », et ils veulent que ces progrès s'accélèrent. Sur ce sujet, ses propositions sont regroupées dans la partie III intitulée « la solidarité au service de la justice sociale. »[1135] Le Premier ministre évoque la nécessité, par exemple, d'un prélèvement sur les «grosses fortunes», prévu également dans le programme de l'opposition[1136]. Le Premier ministre annonce également un certain nombre de mesures sociales. Il propose un congé de maternité porté à 12 semaines (contre 16 semaines proposées dans le *Programme commun*). Il prévoit également, comme l'avait proposé Pierre Messmer dans son *discours de Provins,* une augmentation plus rapide du SMIC que la moyenne des salaires. Mais, le discours se place aussi sur le terrain des libertés en l'évoquant dès le sous-titre. La droite sait qu'elle est plus crédible sur ce terrain que la gauche, handicapée par le soutien apporté par le PCF aux démocraties populaires.

Si par la voix du Premier ministre la majorité propose un certain nombre de mesures, le discours du président de la République quelques jours plus tard le 27 janvier à Verdun-sur-le-Doubs[1137], annonce un projet de société. Ce discours restera celui du «*bon choix*», expression utilisée à de nombreuses reprises[1138]. Valéry Giscard d'Estaing dramatise les enjeux à quelques semaines des élections législatives. Il tente de faire peur en parlant notamment du « Programme communiste en 1974 pendant la campagne présidentielle » refusé « sagement » par les électeurs. A nouveau la peur du communisme est agitée. Alors même que le PCF et le PS ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur l'actualisation du *Programme commun* et donc que ce texte n'est plus porté de manière commune par les signataires de 1972, Valéry Giscard d'Estaing évoque le texte à sept reprises pour mieux souligner par opposition la nécessité « du bon choix ».

Quelques semaines plus tard, le 11 mars, la veille du premier tour, dans une allocution radio-télévisée – alors même que la campagne officielle est terminée, ce que dénonce vigoureusement la gauche - Valéry Giscard d'Estaing décline la nécessité du «bon choix» selon trois directions : la mise en cause de la crédibilité de l'alliance des partis d'opposition, la

1135 Raymond barre souligne que les Français sont soucieux d'une « réduction des inégalités sociales . » « Quelle que soit l'ampleur des progrès réalisés dans ce domaine, chacun s'accorde à penser que ces progrès doivent non seulement se poursuivre, mais s'accélérer »

1136 PCF, *Programme commun, op cit.* Extrait « Un nouvel impôt, annuel, progressif et à faible taux, sera institué sur le capital des sociétés et les grosses fortunes. »

1137 Discours de Verdun-sur-le-Doubs le 27 janvier 1978 (http://discours.viepublique.fr/notices/787004800.html).

1138 L'expression « *bon choix* » est utilisée à cinq reprises lors du discours.

critique de l'ensemble des promesses de la gauche qui entraîneraient une hausse des prix et pour finir le risque pour la place de la France d'une victoire de la gauche qui l'affaiblirait.

La droite en 1972-1973 ne sait pas comment réagir idéologiquement au *Programme commun*. La peur du communisme ne fonctionne pas car de scrutin en scrutin l'opposition progresse inexorablement, du fait de la dynamique induite par l'alliance autour du Programme commun mais aussi de par l'usure du pouvoir car la droite gouverne seule depuis 1958. Tout change en 1977-1978 avec la perspective des élections législatives. La gauche n'a jamais été aussi près de la victoire mais les polémiques liées à l'actualisation à partir de l'été 1977 laissent entrevoir une possible victoire du «bon choix» face à «l'aventure. »

VI – Le *Programme commun* et l'opinion publique.

De par la diffusion massive de l'édition proposée par les communistes, complétée par celles des socialistes, le texte du *Programme commun* est unique dans l'histoire politique française. S'il est possible de présumer qu'il a eu un impact important il reste à essayer de mesurer à quel point il a été lu et donc à quel point les électeurs l'ont intégré dans leur choix politique, que ce soit pour l'approuver ou pour le rejeter du reste. Même si les sources sont peu nombreuses il est nécessaire d'essayer de savoir dans quelle mesure le contenu du texte a imprégné la société française. Y a-t-il *un moment Programme commun* pour l'opinion publique ? Au-delà des échanges entre appareils politiques ou des résultats des élections faut-il parler d'une victoire idéologique voire culturelle du *Programme commun* à défaut d'une victoire électorale en mars 1978 ?

A) Les enquêtes d'opinion et les sondages

Poser ces questions revient, si ce n'est partir du présupposé selon lequel l'opinion publique existe[1139], du moins à considérer que des découpages au sein de la société française peuvent être saisis. Qu'il est donc possible à travers les enquêtes menées de mesurer la

1139 Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n° 318, 1973, pp. 1292-1309.

perception au sein de la société, et au premier chef chez l'électeur, du *Programme commun.*

Les années 1970 voient la création de nombreux instituts de sondages qui participent de l'affirmation de la démocratie d'opinion. L'institut BVA est fondé en 1970, l'IPSOS en 1975 et Louis Harris en 1977[1140]. Les sondages, les enquêtes sont réalisées par les instituts de sondages, les renseignements généraux mais aussi les partis politiques[1141]. Les RG suivent du reste de très près les sondages réalisés par les instituts privés[1142] mais également ceux réalisés directement par les partis politiques. Les hommes politiques utilisent également de plus en plus, indépendamment de leur propre organisation, les sondages. C'est le cas de Michel Rocard qui fait même travailler gratuitement de nombreux responsables du Cevipof, (Centre d'études sur la vie politique française) organisme lié à Sciences-Po Paris[1143].

Cela semble moins vrai pour le PCF. René Piquet, responsable à la propagande dans les années 1970 au sein du PCF, témoigne qu'il n'était pas utilisateur de sondages[1144]. *L'Humanité,* du reste, n'en publie pas dans ces années 1970 contrairement aux autres quotidiens[1145]. Le relevé de décisions de la réunion du Secrétariat du PCF en date du 3 mars 1977 qui porte essentiellement sur les municipales à venir évoque cette question en déconseillant aux organisations du Parti d'effectuer des dépenses pour les sondages[1146].

L'ensemble des enquêtes d'opinion et des sondages réalisés dans les années 1970 offrent une certaine photographie de l'état de l'opinion. Le premier sondage dont l'une des questions se rapporte à l'appréciation portée sur le contenu du *Programme commun* est réalisée en janvier 1973[1147]. Selon les résultats, seulement 22% des Français proches de l'Union de la gauche voteraient à gauche parce qu'ils sont « d'accord avec le programme commun » contre 45% parce qu'ils sont mécontents « sur tous les points de la politique du gouvernement. » L'hebdomadaire interprète ces résultats uniquement comme un réflexe négatif de la part de l'électorat. Or il est possible de considérer que le mécontentement est

1140 Claude Dargent, *Sociologie des opinions*, Paris, Armand Colin, 2011.

1141 Pierre-Emmanuel Guigo, « Au nom de la rose: la révolution communicationnelle des années 1970 ? », dans *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée*, Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *op. cit.*, pp.307-324.

1142 Pascale Goetschel « Le Programme commun, l'opinion publique et le pouvoir », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux (di.), *L'union sans unité*, *op. cit.*, pp. 133-146

1143 Pierre-Emmanuel Guigo, *Le chantre de l'opinion,. La communication de Michel Rocard de 1974 1981*, Paris, Ina Éditions, 2013.

1144 René Piquet : interviewé le 7 février 2013.

1145 Pierre Juquin : interviewé le 9 mars 2013. « Georges Marchais justement disait de Piquet «il est jeune mais il n'est pas à la page». Quand je suis arrivé j'ai tout bousculé. »

1146 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, Relevé de décisions du Secrétariat du 3 mars 1977, CD : 2 NUM 5. : Extrait «Conseiller aux organismes du Parti de ne pas faire de dépenses pour des sondages. »

1147 *L'Express,* 8-14 janvier 1973.

aussi alimenté par les débats autour du *Programme commun*. Les résultats ne sont donc pas contradictoires.

Lors de l'élection présidentielle de 1974 le PCF joue la carte de l'unité et se range derrière la candidature de François Mitterrand. C'est l'époque ou l'image du PCF dans l'opinion est la plus positive. Le baromètre réalisé tous les mois par la *Sofres* pour le compte du *Figaro* montre que l'image du PCF est la plus positive entre juillet et septembre 1974[1148]. La carte de l'union sans polémique jouée par le PCF semble alors payer.

(Baromètre Sofres)

	février	mars	juin	juillet	sept	octobre	novembre	décembre	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	septembre	octobre
bonne	33	36	41	41	37	38	35	36	31	31	32	34	33	30	30	28	27
mauvaise	49	46	48	46	41	43	47	48	54	52	53	53	51	53	54	56	55

Il faut attendre le 16 août 1977 pour qu'un nouveau sondage, réalisé par l'institut *Louis Harris* pour le compte du *Matin de Paris,* comporte une question non pas sur l'Union de la gauche comme cela était généralement le cas mais sur le compromis obtenu fin juillet à l'issue des discussions portant sur l'actualisation du programme.

> «Vous savez que la gauche a entrepris d'actualiser le Programme commun et que, sur la plupart des problèmes, elle est parvenue a un compromis entre les positions des communistes et celles des socialistes. Estimez vous que ce compromis est plus proche des positions communistes ou plus proches des positions socialistes ?. »

Près de 48 % des personnes proches du PS et 35% proches du PCF pensent que « le compromis est plus proche des positions socialistes que des positions communistes ». Par ailleurs, à une question portant sur l'éventualité de la présence de ministres communistes, 42% des sondés qui se déclarent électeurs socialistes, répondent ne pas souhaiter la présence de ministres communistes en cas de victoire de la gauche. Ce chiffre important va dans le sens des mauvais reports de voix socialistes vers communistes constatés pour les législatives de mars 1973 (cf supra).

Un autre sondage de l'IFOP aborde la question du programme en septembre 1977 [1149] pour le compte du *Journal du Dimanche* (JDD). Le sondage a pour titre « Des électeurs de gauche expliquent ce qui déterminera leur choix final. » Selon les résultats publiés le *Programme commun* ne revêt pas la même importance si l'on est sympathisant communiste ou socialiste. Pour 51% des communistes les dispositions du texte sont fondamentales contre

1148 AN, 20070670, ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police Nationale, Direction centrale des Renseignements généraux, Article 1-26 : Surveillance de la publication des sondages 1972 1991.

1149 Sondage du 29 au 31 août 1977 : IFOP *Journal du Dimanche.*

seulement 23% des socialistes. Un sondage du *Matin de Paris* du 17 septembre 1977, fait suite à l'échec du premier sommet de septembre 1977 entre les partenaires de gauche en vue de l'actualisation. A la question « Les radicaux demandent que soit supprimée du Programme commun la phrase prévoyant qu'une entreprise pourrait être nationalisée à la demande de ses salariés. Pensez vous qu'ils ont raison ou tort ? » Pour les sympathisants communistes une forte majorité estime qu'ils ont tort (76%) alors que les sympathisants socialistes sont très partagés (44% estiment qu'ils ont raison et 44% qu'ils ont tort). Un autre sondage, publié le 7 décembre dans l'hebdomadaire *Le Point*, est réalisé par l'institut IFOP alors que les dirigeants communistes et socialistes ne se sont plus rencontrés depuis la rencontre au sommet des 21, 22 et 23 septembre. Pour 37 % des sondés, il y aura un accord électoral alors que pour 30% il n'y aura pas d'accord du tout. Pour le reste des sondés, 9% considèrent qu'il y aura un accord sur la réactualisation, et 6% un accord sur le texte de 1972 et 18% ne se prononcent pas. Les sondés ont entériné une rupture programmatique qui se traduit même par un changement d'attitude de l'électorat communiste qui ne se désisterait plus aussi facilement en faveur des socialistes avec une perte entre les deux tours qui ne serait plus située en effet entre 5 et 8 % comme lors des précédentes échéances électorales mais plutôt de l'ordre de 12 %.

Les sondages qui s'attachent à interroger sur les mesures proposées par le *Programme commun* sont rares. Si l'usage des sondages politiques devient courant dans les années 1970, peu abordent la question du contenu alors même que certains des sujets abordés par le texte monopolisent le débat public. Les sondages nous renseignent peu sur l'opinion portée par les électeurs sur le *Programme commun*.

Une vaste enquête menée par la SOFRES pour le compte du CEVIPOF et du CNRS, auprès de 4500 individus à l'aide de 126 variables, offre une photographie de l'état de l'opinion juste après le second tour des législatives de mars 1978[1150]. Le titre de la publication «*France de gauche Vote à Droite »* rend compte du paradoxe constaté à l'issue de cette élection. Alors que la gauche vient de subir une défaite, 44 % des personnes se considèrent proches d'un parti de gauche. Mais 44 % ont voté pour un parti de droite. Les auteurs de l'étude interprètent ce résultat comme «un renversement entre la proximité partisane et le vote»[1151]. Alors que le nombre de variables utilisées est véritablement conséquent, quasiment

1150 Enquête post-électorale française 1978 menée du 20 au 30 mars 1978 (après le deuxième tour des élections législatives du 12 et 19 mars 1978) auprès de auprès de 4507 individus en face à face pendant près d'une heure. http://cdsp.sciences-po.fr/enquetes.php *France de gauche Vote à Droite*, Paris, FNSP 1981,.

1151 *France de gauche Vote à Droite*, Paris, 1981, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, *op. cit.*, p. 23.

aucune question ne porte véritablement sur le contenu du *Programme commun*, sur les mesures qui ont été proposées aux électeurs de gauche durant de nombreuses années. L'enquête part donc du postulat que les électeurs des années 1970 n'ont pas été influencés fortement par les débats autour de ce texte. Malgré tout, quelques questions se rapportent directement aux thématiques portées par la Programme commun. Ainsi, 46% des personnes interrogées se disent « très favorables » ou « *favorables »* aux nationalisations[1152] et 78% favorables à l'interdiction de tout licenciement tant qu'un nouvel emploi n'est pas garanti. En matière fiscale, 28% des personnes interrogées seulement sont favorables à une augmentation des impôts pour obtenir la gratuité complète de certains services publics. En dehors des questions programmatiques, l'enquête montre le renforcement du rejet communiste par un pourcentage plus important d'électeurs socialistes. Car, si 70 % des électeurs communistes se prononcent en faveur d'un gouvernement d'union de la gauche, ce n'est le cas que de 23 % des électeurs socialistes. La fidélité des électeurs communistes relativise -sans nier que cela ait existé- l'impact des appels en interne de dirigeants communistes au « vote révolutionnaire », c'est à dire contre le candidat socialiste resté seul en lice au second tour en mars 1978.
D'autres sources comme les rapports des préfets (série W des archives), permettraient peut-être d'appréhender cette question de la place du *Programme commun* dans l'opinion. Faute de temps, cette approche a été mise de côté, et a été privilégiée l'étude des témoignages parmi la population, recueillis par le PCF dans le cadre d'une opération de propagande appelée «Les cahiers de la misère et de l'espoir. *»*

B) « Les cahiers de la misère et de l'espoir »

Au sein de la direction communiste, Pierre Juquin est nommé adjoint de René Piquet, responsable de la propagande, à l'occasion du BP du 15 novembre 1976[1153]. Une campagne nationale et de présence militante de propagande appelée « *Action Vérité Espoir* » est lancée un mois après. C'est Pierre Juquin qui la présente le 15 décembre devant les responsables fédéraux à la propagande[1154]. Il détaille l'opération à travers les objectifs qui lui sont assignés et le mode opératoire prévu. Cette campagne de propagande doit s'ordonner autour de trois

1152 Question posée lors de l'enquête : « Parmi les choses suivantes qu'une société comme la nôtre pourrait faire, pouvez-vous me dire, pour chacune d'elles, si vous y êtes tout à fait favorable, favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou tout à fait défavorable? Élargir et développer le secteur nationalisé même si ça entraîne une limitation des initiatives des entreprises privées. »
1153 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD 2 NUM 4, BP du 15 novembre 1976.
1154 AD de l'Isère, Archives de la fédération communiste de l'Isère, 157 J 34

idées principales, «la misère et la pauvreté», «le bilan des luttes» ainsi que «le développement de nouvelles actions», ce que Pierre Juquin résume par le slogan «misère action espoir» situant l'espoir dans la perspective dessinée par le 22ème congrès, c'est-à-dire la perspective d'une France socialiste. Il n'évoque pas une seule fois le *Programme commun* ce jour-là. Il inscrit même cette opération dans une autre perspective « éditoriale » qui est celle de l'ouvrage préfacé par Georges Marchais, *Le socialisme pour la France*[1155]. Il considère qu'il faut profiter de cette opération pour donner un nouvel élan à «*la vente*» du livre, afin de populariser les idées du XXII[ème] congrès. Il s'agit de renforcer le Parti à travers une action militante sur le thème de la misère en développant une intense activité spécifique des communistes « au plus près des préoccupations populaires ». La direction communiste souhaite faire comprendre le besoin d'un PCF fort, ce qui est considéré comme une question stratégique importante et même «la question des questions à l'heure actuelle.» Pierre Juquin évoque la question du matériel à utiliser en indiquant que des « cahiers libres » avec un autocollant «Vérité espoir» seront distribués aux cellules du Parti afin de recueillir des témoignages sur les difficultés quotidiennes parmi la population et que sur ce matériel devra figurer également un appel à l'adhésion[1156]. Pierre Juquin ajoute enfin que cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne municipale à venir, et que cela devrait conduire les électeurs à voter pour les candidats communistes, même s'il tient à mettre en garde du danger qu'il y aurait à trop verser « dans l'électoralisme » à cette occasion. Il fixe l'objectif assigné à l'ensemble des militants d'un million de personnes rencontrées à l'occasion des assemblées de remise des cartes, des rassemblements départementaux, du rassemblement parisien prévu à la fin de l'opération ainsi que du lancement les 5 et 6 janvier de la nouvelle formule de *L'Humanité*. Le rassemblement, le 12 février, doit être le « couronnement national de l'action » accompagné d'un numéro exceptionnel de L'Humanité *Dimanche* consacré aux témoignages recueillis également sous forme de lettres ; l'objectif étant d'en recevoir environ 30 000. C'est l'occasion pour le Parti, d'effectuer un immense travail de propagande en direction des couches de la population les plus fragiles. Il est notamment prévu, la diffusion de 300 000 exemplaires supplémentaires de l'hebdomadaire communiste, *La Terre*, destiné au monde agricole, en plus des 200 000 abonnements. Le 16 décembre 1976, le Secrétariat souligne que l'activité des fédérations jusqu'aux municipales doit être concentrée sur les tâches essentielles du Parti dont la campagne de propagande et d'action à travers les cahiers.

1155 PCF, *Le socialisme pour la France, Paris, É*ditions sociales, 1976.
1156 Annexe 11, document 4.

La campagne se déroule du 5 janvier au 12 février 1977 et s'achève par un grand meeting au Bourget retransmis simultanément dans sept autres villes. Le recueil des témoignages s'effectue de différentes façons dans une même fédération du PCF. En Seine-et-Marne ou en Loire-Atlantique, il s'agit de cahiers d'écoliers estampillés avec un simple autocollant « Les cahiers de la misère et de l'espoir »[1157]; et sur la première page, des vignettes précisant la ville et la cellule ou section communiste ayant recueilli les témoignages[1158]. En Seine-Saint-Denis (mais aussi en Loire-Atlantique) c'est parfois un cahier vert[1159] avec une double-page intérieure proposant de s'exprimer sur son vécu (la page de gauche) et d'indiquer ce que devrait faire le PCF (page de droite).

Certains cahiers sont conservés dans des Archives départementales, d'autres dans les locaux du PCF. Un tiers des fédérations a fait parvenir ses cahiers au siège du PCF place du colonel Fabien. En 2000 lors du dépôt des archives du PCF aux AD de Seine-Saint-Denis[1160] ce sont donc environ 2500 cahiers représentant 21 départements qui ont été transférés [1161]. Il n'y a donc pas eu de centralisation des cahiers. Ont-ils fait néanmoins l'objet d'une analyse globale ou d'une synthèse ? Pierre Juquin responsable de l'opération n'en garde qu'un vague souvenir et ne se souvient plus s'il y a eu une synthèse.[1162] C'est une période par ailleurs qui correspond à un passage de témoin entre René Piquet et Pierre Juquin au sein de la direction communiste pour tout ce qui relève de la propagande et selon le témoignage de Pierre Juquin [1163], cela se serait réalisé dans des conditions difficiles, car Georges Marchais jugeait à l'époque que René Piquet n'était pas à la hauteur. *René Piquet* juge, a posteriori que le Parti n'a pas véritablement utilisé ces témoignages, qu'il n'a pas donné aux résultats la place qu'ils auraient dû avoir. La promotion de ce bilan et les exigences politiques qui en découlaient auraient dû mobiliser le Parti dans la durée. Pourtant, il juge positivement cette initiative :

> «J'ai pensé sur le coup que c'était bien. Je ne lui aurais pas donné cette forme mais c'est autre chose. Mais je trouvais bien de prendre en compte une question qui montait à savoir l'élévation de la pauvreté. »

Il qualifie finalement cette opération, d'opération coup de poing correspondant à la force et à

1157 Annexe 11, document 1.
1158 Annexe 11, document 2.
1159 Annexe 11, documents 3 et 4.
1160 Frédérick Genevée, *La fin du secret: histoire des archives du Parti communiste français, op. cit.*
1161 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Cahiers de la misère et de l'espoir. 261 J 18/ 1-114
1162 Extrait interview Pierre Juquin «Je crois que oui mais je ne suis pas sûr . »
1163 Extrait de l'interview de Pierre Juquin «Je venais d'avoir la prise en charge officieuse de la propagande. Piquet est évincé depuis plusieurs mois. Piquet est toujours en charge de la propagande mais je suis dans son bureau, il ne s'en occupe plus ».

la qualité de *Georges Marchais* à l'époque de pouvoir monter des coups de ce type comme sur le pétrole ou le produire français. A l'occasion de la conférence de presse du 7 janvier pour le lancement de l'opération[1164], *Georges Marchais* n'évoque pas une seule fois le *Programme commun,* mais indique que l'objectif est de montrer que les communistes sont à l'écoute des préoccupations des plus fragiles, des plus pauvres et qu'il tente de se rendre disponible pour envisager des solutions. Le PCF annonce vouloir s'adresser aux « 16 millions de travailleurs qui vivent dans la pauvreté»[1165].

L'intérêt de ces milliers de témoignages issus des couches populaires est double : ils permettent à la fois de porter un regard sur les difficultés vécues par la population et de lire ses aspirations. Il n'est pas question d'accorder à ces témoignages plus de place ou d'intérêt dans le cadre de cette étude si ce n'est qu'ils rendent compte en partie des préoccupations des personnes interrogées et qu'il s'agit de savoir si le *Programme commun*, mais aussi l'Union de la gauche, constituent une alternative évoquée spontanément par ceux qui témoignent. Bon nombre de témoignages proviennent de militants ou sympathisants communistes car ils ont été récoltés sur les marchés, dans les HLM auprès des milieux populaires voire dans les sections elles-mêmes c'est à dire auprès des adhérents. Seul un témoignage, parmi les milliers de témoignages étudiés est clairement hostile aux communistes. Il s'agit du témoignage d'un enseignant, recueilli par la cellule communiste « *Pablo Neruda* » du CES Jorissen à Drancy, enseignant qui s'identifie comme membre du RPR.

La méthode d'analyse du contenu de ces témoignages dans le cadre de cette recherche est sommaire. Ont été relevées toutes les fois où les personnes interrogées s'en remettent au *Programme commun* ou à la «gauche» pour trouver des solutions à leurs problèmes. Une analyse exhaustive de ce matériau très riche relèverait d'un travail plus approfondi à mener. Il n'était pas possible par ailleurs dans le cadre de ce travail de pouvoir analyser l'ensemble des cahiers même en se limitant aux 2500 conservés à Bobigny[1166]. Seuls quelques départements ont été étudiés : la Dordogne[1167], la Seine-Saint-Denis[1168], la Seine-et-Marne [1169], l'Allier et la Drôme parmi les cahiers conservés aux AD de Bobigny et ceux de l'Isère, conservés aux

1164 *L'Humanité,* 7 janvier 1977.
1165 PCF, *Le socialisme pour la France*, *op. cit*., p. 10.
1166 A Paris 2500 témoignages ont été recueillis.Une analyse spécifique de ces cahiers pour Paris serait à réaliser, pour une fédération communiste à part..
1167 Archives Seine-Saint-Denis, 261 J 18/ 6
1168 Archives Seine-Saint-Denis, 261 J 18/ 87,88,89,90,91
1169 Archives Seine-Saint-Denis, 261 J 18/ 54,55,56

Archives départementales[1170], et de Loire-Atlantique[1171]consultés dans les locaux de la Fédération communiste.

Néanmoins, plus de 3000 témoignages ont été lus, et les mentions au *Programme commun* ou à la gauche pistées et relevées ce qui donne lieu au décompte présenté dans le tableau ci dessous.

Département (source)	**Nombre de témoignages lus**	**Nombre de mentions « programme commun » dans les témoignages (%)**	**Nombre de mentions « gauche » ou « union de la gauche »dans les témoignages (%)**
Dordogne(Archives Seine-Saint-Denis)	197	19 (8%)	25 (12%)
Seine-et-Marne (Archives Seine-Saint-Denis)	565	33 (6%)	23 (4%)
Seine-Saint-Denis (Archives Seine-Saint-Denis)	1902	139 (7%)	100 (5%)
Loire-Atlantique (locaux du PCF)	128	8 (5%)	6 (4%)
Allier (Archives Seine-Saint-Denis)	82	12 (14%)	4 (4%)
Isère (AD)	160	9 (6%)	13(8%)
Total	3034	220 (7 %)	171 (5%)

Le pourcentage de témoignages évoquant le *Programme commun* est faible. C'est surprenant au premier abord, car la collecte des témoignages, que ce soit lors de la vente de *L'Humanité dimanche,* des porte-à-porte ou des discussions, s'est surtout adressée à une population qui était favorable politiquement au PCF ou du moins qui pouvait être considérée comme sympathisante. Une population susceptible donc d'avoir entendu parler du texte, voire même celle à laquelle le programme avait été présenté, expliqué depuis plusieurs années et offert par les communistes comme perspective d'espoir. Si le nombre de références au *Programme commun* est faible, celles-ci sont néanmoins toujours positives à l'exception d'un témoignage qui émet un jugement négatif vis-à-vis du texte, considérant que le programme est trop léger sur la question des retraités. Le même témoignage s'inquiète, par ailleurs, des divergences entre signataires.

> «Les divergences entre les signataires (PC,PS,MRG) qui éclatent à chaque instant pour les élections municipales et pour la tactique des luttes ouvrières ne sont pas près de nous

1170 AD Isère (160 témoignages dans 21 cahiers). Le numéro le plus élevé sur les cahiers étant le 121, il est possible de supposer qu'il y ait eu plus de cahiers que les 21 conservés.

1171 Archives conservées dans les locaux du PCF et classées par M Alain Croix. interne : boîte 604.

rapporter les belles promesses que les communistes nous font, aux élections législatives de 1978. »[1172]

Quand le programme est cité, il est d'abord considéré comme un texte porteur d'espoir. C'est le cas dans un témoignage de la cellule de Nailhac en Dordogne.

> «Je ne suis qu'une maman qui souhaite vivement un grand changement de régime en France, le succès du programme commun, afin que mes enfants puissent avoir une vie plus facile dans le travail et la justice sociale . »

A Périgueux une autre personne termine son témoignage par «vivement le programme commun pour faire rendre gorge aux spéculateurs. » Une autre, à la Courneuve, va dans le même sens :

> «Ce qui ne va pas. Beaucoup de choses. Cela serait trop long de les énumérer ici . En conclusion il faudrait un changement de société profond, un gouvernement de gauche qui puisse appliquer le programme commun. »[1173]

Toutefois, la majorité de ces personnes, pour la plupart issues des milieux populaires en proie aux difficultés sociales, ne mentionnent pas le programme. Si en Isère, 6 % des témoignages citent le *Programme commun,* ils sont à peine plus nombreux à évoquer « l'Union de la gauche » ou « la gauche » comme solution à leurs problèmes. Cette faiblesse numérique est peut-être due au fait que beaucoup des cahiers sont uniquement utilisés pour expliquer des difficultés et non pas pour exprimer un souhait politique. Il est question par exemple, à travers plusieurs témoignages, des soucis de chauffage dans un immeuble de la cité des 4000[1174] à la Courneuve. Suite à ce premier passage des collecteurs de témoignages dans les escaliers, certains militants mentionnent en note sur le cahier, l'idée de revenir avec une pétition. Il y a des cahiers[1175] dans lesquels les témoignages ne portent que sur la vie chère. Le plus souvent les témoignages parlent donc plutôt de leurs difficultés quotidiennes comme ce témoignage recueilli en Seine-et-Marne :

> « Je suis seule avec deux enfants avec un salaire 1800 f par mois et 700 f allocations familiales je paye une nourrice à 600 f plus un loyer de 400 francs sans compter tous les 4 mois électricité et eau. Je ne sort pas, je ne vais à aucun sport depuis plusieurs années mon salaire ne me le permet pas.»[1176]

1172 AD de Seine-Saint-Denis, 261 J 18/56 : cahier 81.
1173 AD de Seine-Saint-Denis, 261 J 18/88
1174 AD de Seine-Saint-Denis, 261 J 18/88 : cahier 158
1175 AD de Seine-Saint-Denis, 261 J 18/88 : cahier 93 08
1176 AD de Seine-Saint-Denis, 261 J 18/54,55,56 cahier 64

En Loire-Atlantique comme en Seine-Saint-Denis, les cahiers de couleur verte se présentent sous la forme d'une double-page[1177] avec en bas de la première une invitation à lire *L'Humanité* et sur la page d'en face un bulletin d'adhésion au PCF. La page de gauche doit recueillir les témoignages au dessus d'un bandeau qui précise «Vous à qui on en dit tant. Vous à qui on en fait tant, dites ici librement tout ce que vous avez à dire» et sur l'autre page en face les mêmes personnes sont censées indiquer ce qu'elles attendent du PCF «Voici ce que nous aimerions que le Parti communiste fasse pour nous.» Or les personnes qui témoignent n'utilisent que rarement cette partie pour parler du PCF mais plutôt pour témoigner.

Dans les cahiers, ce sont parfois des témoignages collectifs qui sont collectés. Un cahier en Seine-Saint-Denis reprend ainsi le témoignage de salariés en lutte, ceux de l'entreprise « Cazeneuve » Les 420 salariés sont licenciés. L'espoir des signataires se reporte sur leur lutte et sur la victoire du PCF. Il n'est pas question du *Programme commun* ni de la *gauche.*

> « Notre espoir, c'est la victoire de notre lutte c'est la force du parti communiste français c'est la construction du socialisme pour répondre aux besoins du peuple de France »[1178].

A Stains le 2 février 1977, à l'occasion de la remise des cartes, un texte est proposé pour signature aux membres de la cellule K. Albouy de l'entreprise SKM. Le texte a pour titre : « Pour le changement, Pour le Programme commun, pour le socialisme aux couleurs de la France ». Les militants signent le cahier proposé mais ne témoignent pas[1179]. Toujours à Stains , les membres de la cellule Casanova proposent un cahier avec un texte en exergue «Les membres de la cellule Casanova. Les sympathisants. Tous les démocrates qui veulent le changement avec les communistes appuient le programme commun de la gauche. »

Dans l'Allier, les appels à témoignage sont plus directifs. Ainsi une rubrique « nationalisations » est proposée invitant les sondés à se prononcer à ce sujet. A Moulins un des témoignages précise concernant les nationalisations : «Application de toutes celles prévues dans le programme commun seule solution pour changer la vie. » A Montluçon, dans l'usine Dunlop un témoignage au sujet des nationalisations précise qu'il est nécessaire pour obtenir ces nationalisations que soit appliqué le *Programme commun* mais «à condition que les socialistes ne fassent pas les cons. »

La cellule Victor Jara de Savigny-le-Temple recueille[1180] les réponses à un certain nombre de questions censées mettre en évidence les problèmes rencontrés : *«* Qu'est ce qui ne va pas

1177 Annexe 11, documents 3 et 4.
1178 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J 18/91, cahier 312
1179 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J 18/91, cahier 321.
1180 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J 18/55, cahier 29.

dans vote vie ? «Votre salaire ?» sont ainsi quelques-unes des questions posées alors qu'une seule question porte sur les attentes des gens, et c'est la dernière. « Quels changements vous semblent nécessaires ? »

La question du racisme et des immigrés est parfois abordée directement par ceux qui témoignent. En Dordogne deux témoignages évoquent le sujet. En Seine-Saint-Denis[1181] un témoignage se plaint du racisme envers ses enfants qui n'ont pas grand-chose pour s'amuser et qui se font disputer « par les racistes . » En Loire-Atlantique deux témoignages, pour la même commune de Saint-Herblain, se plaignent de la répartition des immigrés. L'un indique qu'il faut «mieux répartir les travailleurs immigrés, ne pas faire de ghetto »[1182]et l'autre : «Je ne suis pas raciste mais je trouve que s'il n'y avait pas cette main d'oeuvre étrangère dans notre pays il y aurait beaucoup moins de chômage [...]je ne sais pas si vous apprécierez cette dernière page mais c'est le cahier de la vérité »[1183]

Parfois, les témoignages sont recueillis par un enregistrement au magnétophone puis retranscrits. C'est le cas en Seine-et-Marne, au sein de la société Idéal Standard le 18 janvier 1977[1184]. Mais le plus souvent, les personnes laissent leur témoignage directement par écrit sur un cahier libre ou celui-ci est retranscrit par un militant, sur une cage d'escalier ou sur une place de marché.

Cette opération est médiatisée notamment à l'échelle locale. A l'occasion de son lancement, le 7 janvier 1977, FR3 Bourgogne[1185] interviewe Guy Fernandez membre du CC du PCF qui en précise les objectifs :

> «Il s'agit de déculpabiliser les gens qui sont dans la misère. Lutter contre la pauvreté pour la faire reculer. De faire naître l'espoir pour savoir ce qu'ils attendent du PCF. Dés demain avec ces cahiers, simples cahiers d'écoliers, des milliers de militants feront témoigner les gens. L'objectif est de dialoguer avec des milliers de gens. Nous avons l'ambition d'aller dans des milliers d'entreprises[…] et de dialoguer avec des milliers de travailleurs. »

Le journaliste lui demande les raisons de « ces campagnes isolées» du PCF et soulève un paradoxe en lui demandant qu'en est-il « de l'Union de la gauche ?» Guy Fernandez défend alors l'idée d'une expression propre au PCF afin de ne pas être noyé dans l'Union *:*

1181 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J 18/89, Cahier 93 250
1182 Archives du PCF 44 dans les locaux de la fédération, Boîte 604.
1183 *Ibid.*
1184 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J 18/55, Cahier 42.
1185 INA, FR3 Bourgogne, 7 janvier 1977.

«l'Union c'est un mariage mais chaque parti conserve sa personnalité. » Cette réponse d'un cadre fédéral, membre du CC, résume de fait l'ambiguïté des opérations menées par le PCF qui essaye tout à la fois d'exister en tant que force politique autonome, mais également de faire vivre l'Union à travers des actions communes.

Le meeting du 12 février fait l'objet d'une retransmission simultanée dans 7 villes, ce qui est une prouesse technique pour l'époque comme le souligne au journal de 13 heures sur TF1 le journaliste [1186]. Les images de ce meeting qui passent à la télévision montrent des représentants d'entreprises en difficulté comme c'est le cas avec l'entreprise Idéal Standard de Dammarie-les-Lys (77). Mais le PCF profite aussi de cet événement pour présenter ses candidats pour les prochaines élections municipales, ce qui fait dire au journaliste que ce rassemblement avait un double objectif : celui de dénoncer la misère mais aussi de «renforcer le PCF. » **.**Lyon est une des 7 villes où est retransmis en direct sous un chapiteau le discours de Georges Marchais au Bourget. Le journaliste de FR3 Rhône Alpes parle de plusieurs centaines de participants et indique que ceux-ci « purent visiter des stands animés par des représentants des entreprises en difficulté dans la région.» Au dessus du chapiteau est inscrit le slogan « vérité lutte espoir avec les communistes ».[1187] Le discours au Bourget de Marchais est retransmis en direct avant celui du dirigeant communiste Gustave Ansart. Sur FR3 Nord Pas de Calais pour le journaliste l'objectif pour les communistes étaient de concrétiser l'appréciation globale affirmée au 22ème congrès concernant l'existence de 16 millions de pauvres tout en profitant de cet événement pour lancer sa campagne municipale.

L'opération des cahiers de la misère et de l'espoir n'a pas touché, comme cela avait été souhaité par Pierre Juquin devant les responsables fédéraux en charge de la propagande, un million de personnes. Cette opération par ailleurs n'a pas eu véritablement de suite. Lors des réunions du BP ou du Secrétariat qui suivent il n'est pas proposé de bilan de cette opération. Il n'en est même pas question. Il s'agissait sans nul doute d'une initiative ponctuelle, un coup médiatique, comme le reconnaît plusieurs années après René Piquet. Une opération somme toute destinée à lancer la bataille des municipales en mettant en avant l'action du PCF indépendamment de l'alliance avec les socialistes et les radicaux. Il est difficile de dire si le

1186 INA, le Journal de 13 heures sur TF1 12 février 1977,Le PCF dispose alors de moyens techniques importants avec une société UNICITE qui travaille exclusivement pour le parti.

1187 INA, FR3 12 février 1977.

PCF a pris conscience à quel point le *Programme commun* n'était considéré que très rarement comme perspective à la crise, comme solution à la misère vécue par la population la plus en difficulté. En 1977, le PCF tente de s'adresser aux plus fragiles. L'idée des cahiers, référence aux cahiers de doléances, est une tentative de démocratie plus directe, de sondage grandeur nature. Mais le PCF n'utilise pas politiquement le contenu des cahiers. La seule trace d'étude du contenu de ces cahiers porte sur une centaine témoignages à Grenoble[1188]. L'analyse est destinée à un usage interne. Elle est du reste très critique : selon les rédacteurs l'enquête était « insuffisamment préparée », avec un « vocable misère à très forte résonance » et une « culpabilité aussi bien des enquêteurs que des enquêtés à parler de la pauvreté ». Sur la centaine de témoignages étudiés la référence au *Programme commun* est faible avec seulement 12 témoignages ce qui correspond au pourcentage obtenu parmi les cahiers étudiés dans les autres départements. L'opération « Les cahiers de la misère et de l'espoir » est une tentative sans suite pour le PCF. L'une des raisons, au-delà du caractère ponctuel souhaité par le PCF, tient peut-être au fait que le PCF s'est trouvé coupé dans ces années 1970 de la population la plus fragile celle dont il est censé pourtant être le porte-parole. Il n'y parvient peut-être déjà plus en cette année 1977, alors que les difficultés s'amoncellent pour les plus fragiles au sein de la société française dont certaines couches sont véritablement en voie de paupérisation avec la crise industrielle qui s'aggrave. L'analyse des centaines de témoignages permet d'émettre l'hypothèse que le texte, malgré son existence depuis près de six ans et les nombreuses campagnes électorales ayant été l'occasion d'en parler et de le mettre en avant, ne représente pas un espoir pour les plus fragiles. Il n'apparaît pas comme la solution aux problèmes du quotidien. Même si cela ne remet pas en cause l'idée de *moment Programme commun* pour caractériser politiquement les années 1972-1977, cela relativise quelque peu l'impression d'évidence quant à la forte imprégnation de la société française par le texte, que laisse supposer sa large diffusion.

C) Les élections

Sans être la preuve de l'adhésion complète à un programme, le comptage des suffrages obtenus par l'une ou l'autre des formations politiques n'en est pas moins le moyen de

1188 AD de l'Isère, 157J/34

mesurer l'adhésion à des idées et à une stratégie. Diverses élections ont lieu entre 1972 et 1978. Des élections locales, les cantonales de 1973 et 1976 et les municipales de 1977, et des élections nationales, les législatives de 1973 et l'élection présidentielle de 1974. L'élection de 1978, est à part dans la mesure où le *Programme commun* n'est plus partagé, même s'il reste parfois une référence dans les professions de foi des candidats ou sur les affiches. Cette élection n'est donc pas étudiée même s'il y sera fait référence. Le calendrier électoral, prévu en 1972 au moment de la signature, n'est pas exactement celui qui s'imposera. En effet la mort de Georges Pompidou, en avril 1974, avance de 2 ans l'élection présidentielle initialement prévue en 1976.

Socialistes et communistes expérimentent le désistement républicain au second tour des élections législatives dès 1962, et l'appliquent de manière quasiment systématique en 1967. Pour les élections de mars 1973, le principe n'est plus discuté. Cette règle à gauche s'applique même pour le second tour des législatives de mars 1978, malgré les déclarations du premier secrétaire du PCF, quelques semaines avant le premier tour, sur le caractère un peu vieillot du désistement républicain.[1189]

1) Les élections législatives de 1973 [1190]

Les élections législatives de mars 1973 ont lieu huit mois après la signature du *Programme commun*. La signature rapide en juin 1972, quelques semaines après le début des négociations en avril 1972, ne peut se comprendre indépendamment de cette échéance électorale. Des discussions ont lieu parallèlement entre le PS et les radicaux minoritaires. Afin que ces derniers existent politiquement, le PS se doit de leur réserver un certain nombre de circonscriptions. Cette question est encore discutée âprement le 12 juillet 1972 au matin, quelques heures avant la signature du programme. Bien entendu parce que la question de la primauté à gauche est importante pour le PS et le PCF, à aucun moment n'est envisagée une candidature commune pour ces élections. Il s'agit pour chacun des partenaires de se compter au premier tour. Dans son relevé de décisions, le BP du PCF du 6 février 1973 évoque ainsi la

1189 Interview de Georges Marchais, Radio Monte Carlo, 7 février 1978.

1190 Gilles Richard, « Les élections législatives de mars 1973 : victoire à la Pyrrhus des gaullistes : et renforcement de la bipolarisation politique », dans Gilles Richard et Jacqueline de Sainclivier, *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974,op. cit.*

nécessité d'une prise de conscience de la « situation préoccupante » qui résulterait d'un Parti socialiste devançant le PCF pour la première fois depuis 1945[1191]. C'est pourquoi, après avoir obtenu ce qu'ils souhaitaient depuis 1964, c'est-à-dire un *Programme commun*, les communistes tentent de se démarquer des socialistes, d'exister par eux-mêmes. Le slogan d'*Union populaire* joue alors le rôle de marqueur, le Secrétariat du PCF du 27 septembre 1972[1192] décidant que les candidats communistes seront présentés sous le titre « Candidat du Parti communiste, pour l'Union populaire et le succès du Programme commun ».[1193]

Dans les Alpes-Maritimes, un projet de circulaire non daté de la fédération communiste, propose, pour le premier tour des élections législatives, un modèle de profession de foi pour les futurs candidats dans le département. Les candidats communistes doivent être appelés « *Candidat du PCF pour l'Union populaire et la Victoire du Programme commun. »* Dès le 21 septembre 1972, cette même fédération envoie un courrier[1194] aux membres du comité fédéral et aux secrétaires de section avec pour objet la campagne des élections législatives. L'objectif assigné à l'ensemble des militants est de faire de cette élection «un grand succès du Parti, un grand succès des forces rassemblées autour du Programme commun de Gouvernement, une victoire de l'Union populaire .» Le courrier précise par ailleurs qu'il s'agit d'aller bien au-delà de C*hanger de cap* en touchant des « *couches nouvelles* ». La profession de foi du député communiste sortant, Virgile Barrel, précise que sa candidature est placée sous le signe de « l'Union populaire et la victoire du programme commun ».[1195] C'est le cas également dans les Alpes-de Hautes-Provence, où la profession du foi du candidat du PCF, Pierre Girardot, est intitulée « candidat du Parti communiste pour l'UNION POPULAIRE et la victoire du Programme commun ».[1196]*Changer de cap* est déjà loin.

Le PS de son côté essaye lui aussi, de ne pas en rester au *Programme commun*. Suite au comité directeur du 14 octobre 1972, il envoie auprès de ses fédérations le plan d'action socialiste[1197]. Dans ce document, il est question des candidats de la gauche socialiste et démocrate. Il décide[1198] de présenter les candidats socialistes sous le sigle « Union de la gauche» pour répliquer selon le journaliste du *Monde* du 17 octobre à l'« Union populaire *»* des communistes. En octobre 1972, 351 candidats sont déjà investis sous l'étiquette « Union

1191 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD 2 NUM 4, BP du 6 février 1973.
1192 AD de Seine-Saint-Denis, SG du 27 septembre 1972.
1193 Annexe 4, documents 7.
1194 AD des Alpes-Maritimes, 84 J 153
1195 AD des Alpes-Maritimes, 84 J 153
1196 AD Digne, Archives de Pierre Girardot, 51 J 26
1197 CHT Nantes, Fonds PS de Loire-Atlantique, PSE 7.
1198 *Le Monde*, 17 octobre 1972. Décision du comité directeur du PS

de la Gauche Socialiste et Démocrate. »[1199] Le PS présente finalement des candidats quasiment partout, ce qui n'était pas arrivé depuis 1945, à l'exception des circonscriptions réservées au MRG, et à certains candidats du PSU. C'est le cas dans la 4ème circonscription des Yvelines où aucun socialiste n'est opposé à Michel Rocard, secrétaire national du PSU. Cette candidature est imposée à la fédération socialiste des Yvelines. Le premier secrétaire de la fédération, Alain Brisset, tente de s'y opposer lors de la convention nationale du PS en janvier 1973[1200]. Dans son argumentaire, il donne une première raison qui est celle de la progression de l'implantation militante socialiste, ce qui n'était pas le cas en 1969 lors de la candidature de Michel Rocard pour l'élection partielle. Mais, il insiste surtout sur le fait que Michel Rocard, en tant que secrétaire national du PSU, est un « adversaire du programme commun » qui développe un discours qu'il qualifie de « vieil anti-Communisme qu'on s'étonne de retrouver dans la Gauche chez des représentants de forces dites nouvelles ». Pour appuyer son argumentation, Alain Brisset reprend les propos prononcés par Michel Rocard lors d'un meeting à Marseille au cours duquel il avait déclaré que le programme commun ne mobilisait personne. Dès lors il adjure le Parti socialiste de ne pas mettre les camarades des Yvelines dans l'obligation de soutenir le candidat communiste, Antoine Casanova, seul candidat du *Programme commun.* Pour les mêmes raisons Claude Saunier critique l'absence de candidat face à Yves le Fol maire PSU de Saint-Brieuc, qui lui non plus ne soutient pas le *Programme commun*. Il indique du reste que la section socialiste de la ville appellera dès le premier tour à voter pour le candidat Communiste, s'il n'y a pas de candidat socialiste « pour défendre le Programme commun ». Pierre Mauroy[1201]réplique, concernant le cas de Michel Rocard, que celui-ci est le mieux placé pour battre le candidat UDR, et qu'il dispose d'une image utile à toute la gauche[1202]. Lors de cette même convention du PS Pierre Mauroy présente le dispositif de campagne. Il précise que le PS n'organisera pas de meeting national, contrairement au souhait du PCF, par crainte de ne pas faire mieux que lors du meeting unitaire de la porte de Versailles[1203]. Le PS, au regard de ses forces militantes, sait à l'époque qu'il ne peut rivaliser

1199 *Le Monde,* 24 octobre 1972.
1200 FJJ, base de données des débats – convention du 7 janvier 1973.
1201 Pierre Mauroy : secrétaire national en charge de la coordination au Secrétariat du PS, responsable de la fédération du PS du Nord, maire de Lille après la démission de Augustin Laurent en janvier 1973.
1202 Michel Rocard, pourtant député sortant, est battu à l'issue du second tour (22531 voix contre 26275 pour le candidat UDR). Banque de données socio-politique Grenoble.
1203 FJJ, base de données des débats : Extrait des propos de Pierre Mauroy lors de la convention nationale du 7 janvier 1973 « ...pas très indiqué de faire un meeting du Parti Socialiste - on n'arriverait pas à faire mieux.. »

avec le PCF, et que s'il organise seul un grand meeting, surtout en région parisienne, il apparaîtrait comme bien plus faible que son allié et non moins concurrent. Concernant le *Programme commun* il évoque la nécessité d'élaborer un résumé du programme, un dépliant en couleurs reprenant les grands points du programme, car selon lui « beaucoup de Français ne liront pas le *Programme commun*, c'est un livre trop copieux et trop difficile ». Ce résumé doit, selon Pierre Mauroy, être considéré par les militants comme «*une arme de base, un document de base, à diffuser largement dans toutes les rencontres. »* Pierre Mauroy souligne donc à cette occasion, c'est à dire en janvier 1973, que le PS ne s'engagera pas dans une diffusion de masse du programme qu'il vient de faire éditer aux éditions Flammarion. Le livre-programme n'a pas la même fonction au PS et au PCF. Du reste les fiches argumentaires[1204] à l'intention de l'ensemble des candidats socialistes ne s'appuient pas seulement sur le *Programme commun* mais répondent à trois objectifs : la critique du gouvernement, les réponses aux attaques contre le *Programme commun*, mais aussi la vulgarisation des éléments du programme socialiste en privilégiant surtout *Changer la vie* [1205].

Les communistes au contraire font tout pour populariser le programme, car il s'agit pour eux également de leur programme après l'abandon de *Changer de Cap*. Dans ses mémoires, Pierre Juquin signale qu'à l'occasion d'un discours devant les électeurs à Juvisy-sur-Orge, il prononce 22 fois les mots *Programme commun*[1206]. Pour les communistes s'il y a bien un slogan, celui d' « Union populaire » qui tente de dépasser l'union autour du programme, il n'y a pas d'autre programme. La veille du 1er tour, le quotidien communiste titre en une : « *Demain votez communiste pour la victoire et la mise en œuvre du Programme commun pour l'Union Populaire* [1207]».

A l'issue du premier tour, le PCF obtient 21,3% des suffrages exprimés contre 19% pour le PS et 2,8% pour les radicaux de gauche. Au regard de l'ensemble des sondages, le PCF fait mieux que les 19 ou 20% prédits par les dernières estimations,[1208] alors que de son côté le PS n'est pas à la hauteur des prédictions. Le dernier sondage, réalisé par l'IFOP le 27 février, annonçait en effet pour le PS un résultat à la hauteur des 24 %. Selon le témoignage

1204 FJJ, Secrétariat Fédération Élections, 3/EF73/1
1205 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, *op. cit.*, p. 365
1206 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé*, *op. cit*, p. 348
1207 *L'Humanité*, 3 mars 1973.
1208 *Le Monde*, 4 et 5 mars 1973.

de Robert Verdier, le PS tente alors d'obtenir[1209] ce que la FGDS avait obtenu pour les élections de 1967, à savoir un désistement dans certaines circonscriptions de la part de candidats communistes arrivés en tête. Il parle d'un refus catégorique de la part du PCF, le 5 mars, lors de la réunion du lendemain du premier tour. L'édition du *Monde* du 6 évoque les «quelques désistements privilégiés» demandés par les socialistes au cours de cette rencontre. Le journaliste indique que le PCF aurait alors refusé, arguant des déclarations du bureau exécutif extraordinaire du 5 mars du PS indiquant que dorénavant la gauche comportait deux forces de même importance [1210]. La veille du second tour, la une de *L'Humanité* n'évoque plus l'union populaire et le *Programme commun* mais appelle à voter pour « les candidats de l'Union de la gauche et tous les démocrates ».[1211]

La gauche est en forte progression par rapport aux législatives de 1968 ausoir du premier tour. Mais, si l'on compare les résultats par rapport à 1967, car on peut considérer que les élections de 1968 présentent un caractère trop exceptionnel, la progression est faible et cela, malgré la signature du *Programme commun* intervenue entre temps. Si les analystes relèvent la faiblesse de l'anticommunisme pour les élections de 1967[1212], il n'en est pas de même pour ces élections de 1973. La majorité diffuse par exemple, au cours de la campagne électorale, un numéro *Spécial Banlieue* qui propose une fiction avec pour thème : «l'application du programme commun comme si vous y étiez»[1213]. La veille du second tour, le président de la République Georges Pompidou tient une conférence de presse[1214] au cours de laquelle il joue également sur la peur du communisme. Il parle ainsi de choix de société entre d'une part, « le communisme marxiste » et ses alliés favorables à « une société qui supprime les libertés », et d'autre part « une société libre avec ses imperfections et ses injustices qui respecte les droits de l'individu ». Sans nommer le *Programme commun,* il indique regretter que les dirigeants du parti socialiste se soient liés pour cinq ans et sans garantie au parti communiste. Soucieux de diviser les partenaires, il suggère qu'une autre attitude des socialistes « aurait permis au gouvernement et au parlement de collaborer de façon plus souple dans le libre jeu de la démocratie et de la paix civile ». Cette intervention tardive est

1209 Robert Verdier, *PS PC: une lutte pour l'entente, op. cit.*
1210 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen POPJ 34, Bureau exécutif extraordinaire, 5 mars 1973. «La gauche qui regroupe au total 46 % des voix, comporte désormais deux grandes forces d'égale importance, ce qui constitue un événement décisif dans la vie politique française. »
1211 *L'Humanité*, 10 mars 1973.
1212 Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, *Les élections législatives de mars 1967, op. cit.*
1213 *Le Monde,* 11 et 12 mars 1973.
1214 *Le Monde,* 11-12 mars 1973.

dénoncée par le PCF, mais aussi par la Ligue des droits de l'homme (LDH) par la voix de Daniel Mayer [1215], candidat par ailleurs dans le 18ème arrondissement de Paris pour le PSU, qui s'insurge contre l'impossibilité pour la gauche de pouvoir répondre avec la même ampleur. A l'issue du scrutin, le gain des socialistes par rapport à 1967 n'est que de un à deux % mais le vote s'égalise territorialement[1216], il se nationalise comme le souligne Gilles Morin[1217].

Au soir du second tour, la majorité garde le pouvoir. Le PCF et le PS, allié au MRG, ne retrouvent pas ensemble le nombre des députés obtenus en 1967 par le PCF et la FGDS. Le PCF avec 73 députés obtient exactement le même nombre de députés. A contrario les socialistes avec 89 députés, ne retrouvent pas, même en additionnant les députés du Mouvement de la Gauche Radical Socialiste au nombre de 12, les 116 députés de la FGDS de 1967. Le PSU n'obtient pour sa part que trois élus.

(Comparaison : nombre de députés 1967 et 1973)

	1967 (487 députés) (seuil de majorité 244)	1973 (488 députés) (seuil de majorité 245)
PCF	73	73
FGDS (1967) puis UGDS (PS et MRG)	116	101
PSU ou divers gauche	4	3
Total gauche	193	177

La signature du *Programme commun* n'a pas permis à la gauche en 1973 de gagner les élections et ne lui a même pas permis de progresser par rapport à l'élection de 1967.

François Mitterrand se déclare « déçu » et « inquiet » pour le pays[1218] le soir du second tour. Il évoque la fin de l' « héritage gaulliste » qui est passé « à une droite classique ». Il n'est pas fait référence au *Programme commun* dans son intervention alors que Georges Marchais y fait allusion en déclarant que le regroupement des voix de gauche auxquelles se sont souvent jointes les voix d'autres démocrates, traduit la consolidation de l'union autour de ce levain que constitue le *Programme commun*. Le secrétaire général du PCF se félicite par ailleurs de la discipline républicaine qui s'est révélée « efficace » permettant à son parti de gagner une

1215 *Le Monde*, 11-12 mars 1973.
1216 Annexe 10, document 3.
1217 Gille Morin, « Profil et profit d'une Union », dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, *op. cit.*, p. 148.
1218 *Le Monde*, 13 mars 1973.

quarantaine de sièges (Georges Marchais compare les élections de 1973 à celles de 1968 et non pas à celles de 1967). Même si la discipline entre les formations signataires a globalement bien fonctionné le vote communiste au second tour de la part des électeurs socialistes du premier tour n'est pas si évident. Une note interne du PS relève que le report des voix sur le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour ne s'est pas effectué « rigoureusement »[1219], et que ce sont surtout les candidats communistes qui en ont pâti. Selon l'analyse, le groupe parlementaire communiste aurait dû compter treize députés communistes supplémentaires contre deux de plus pour le groupe PS, si le report intégral des voix s'était effectué entre le premier et le second tour.

Dans un communiqué du 21 mars[1220], le BE du PS s'insurge contre le « climat de fraude » jamais atteint dans les DOM TOM. Le PS parle même «d'intimidation par la violence» en certains endroits. Michel Rocard, battu dans les Yvelines, parle au soir du second tour de défaite de la gauche et met en cause son programme: « La gauche aurait fait mieux avec un programme correspondant mieux aux aspirations des Français. »[1221]
Pierre Messmer, Premier ministre, parle du « rejet du programme commun » par les électeurs. Raymond Barillon, analysant les résultats dans l'édition du *Monde* du 13 mars, indique « que la dynamique unitaire n'a pas été aussi nette et aussi productive et il s'en faut de beaucoup qu'en mars 1967. » Il n'y a pas d'augmentation du nombre de circonscriptions où la gauche est majoritaire au soir du 1er tour si on compare 1967 et 1973, ce qui par contre sera le cas en 1978[1222] avec l'arrivée massive des *baby boomers* dans le corps électoral, jeunes électeurs qui votent plus à gauche.

Ce premier test électoral de mars 1973 est la première rencontre entre les électeurs et les signataires du *Programme commun*[1223]. La comparaison avec les résultats de 1967 met en évidence, d'une certaine façon, un échec concernant la stratégie liée à la signature du *Programme commun,* même si elle n'a pas été vécue ou présentée de cette façon, étant donné l'importance qu'il y avait aussi à effacer l'échec de juin 1968. Avec un programme, la gauche ne fait pas mieux qu'avec un simple accord électoral. Malgré la popularisation du programme à l'aide de plusieurs éditions, des assemblées, des meetings mais aussi des affiches, des tracts et l'implication militante, les signataires ne parviennent pas à faire gagner à leurs idées au

1219 CHT Nantes, POPJ 34
1220 CHT Nantes, POPJ 34
1221 *Le Monde,* 13 mars 1973
1222 Annexe 10, document 1
1223 Les élections qui suivent sont les élections cantonales de septembre 1973.

point de l'emporter. A cette date, les trois partis signataires doivent normalement attendre 1976, soit trois ans, avant de se trouver confrontés à une nouvelle échéance nationale. Mais le calendrier prévu est bouleversé par le décès de Georges Pompidou.

2) L'élection présidentielle de 1974 et le *Programme commun*

Même si des rumeurs couraient dans Paris sur la maladie de Georges Pompidou, l'annonce brutale de son décès, le 2 avril 1974, surprend. Le PCF se prononce très vite pour une candidature commune à gauche. Le BP du PCF du 3 avril indique dans son compte rendu qu'il importe de « de tout faire pour parvenir à une candidature commune aux trois partis de gauche signataires du Programme commun[1224] ». Les dirigeants communistes parlent d'une « base politique » qui doit prendre la forme d'une « option ou une charte» et que cela «doit être élaboré en commun ou, tout au moins, être le résultat d'une concertation et se référer au programme commun de gouvernement ». La direction communiste souhaite à ce point une candidature commune qu'elle est prête à accepter le principe d'un texte qui pourrait se substituer au Programme commun. Lors du CC du 4 avril, Georges Marchais indique qu'une candidature commune est la seule possible et que celle ci ne peut être communiste car « il est évident qu'on ne peut envisager aujourd'hui l'élection d'un communiste à la présidence de la République ». Dès lors, précise-t-il, « La question de la candidature de François Mitterrand est posée ». Le CC approuve le projet de lettre que le PCF compte adresser au PS portant sur une proposition de candidature commune, et sur le fait que cette candidature pourrait être celle de François Mitterrand. A l'issue du CC du 4 avril, le PCF se prononce donc publiquement pour une candidature commune de la gauche, ce qui est également le cas du PSU le même jour. Mais le PCF avait pris sa décision bien avant, connaissant l'état de santé de Georges Pompidou, car René Piquet, le 10 mars à Toulouse,[1225] évoque la question présidentielle alors que l'élection est prévue normalement en 1976. Il déclare alors que le candidat de la gauche ne peut être que François Mitterrand. Ces propos sont aussitôt démentis[1226], mais finalement uniquement pour la forme, par Georges Marchais .

Lors du CC du 4 avril, Georges Marchais insiste sur la nécessité de diffuser largement son

1224 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, CC du 4 avril 1974 : 4 AV 2029.
1225 *Le Monde*, 10 et 11 mars 1972.
1226 *Idem*.

ouvrage le *Défi démocratique*[1227] afin d'exister dans la campagne. Ce livre, qui n'est pas publié en 1973 aux Éditions sociales, sans avoir vocation à remplacer *Changer de cap,* est considéré comme le livre de référence du PCF en ce début d'année 1974. Il fait l'objet d'une tentative de diffusion massive. *Le Défi démocratique* est présenté comme un complément au *Programme commun.* Un encart, paru dans *L'Humanité* du 22 avril, invite les fédérations, sections et cellules à se procurer dans le cadre d'une « bataille d'idées sans précédent », de nombreux exemplaires du livre afin de proposer dans chaque assemblée publique, « une table de littérature avec le *Défi Démocratique* » et d'autres livres d'actualité[1228]. Dans la liste, le premier ouvrage proposé est le *Programme commun* et *Changer de Cap* est absent. Le PCF tente donc de mettre en avant ses propres options à l'aide d'un nouvel ouvrage, écrit par son secrétaire général, avec un nouvel effort demandé aux militants. Cela n'est pas véritablement un changement de stratégie, car le PCF met son appareil au service d'un candidat qui n'est pas communiste pour l'élection présidentielle. Mais face au candidat « naturel » qu'est François Mitterrand pour une élection présidentielle, l'appareil dirigeant communiste tente d'opposer une lisibilité médiatique du secrétaire général, une communication politique autour de la personnalité de Georges Marchais. Au CC du 8 avril, Georges Marchais se félicite. Malgré les difficultés rencontrées lors de ces négociations, le PS a fini par accepter les propositions du PCF à savoir la candidature commune de François Mitterrand « sur la base du Programme commun ». Néanmoins il met en garde contre l'attitude « opportuniste » de François Mitterrand qui pourrait prendre ses distances avec le texte. Au delà de l'enjeu que représente le fait de faire vivre le *Programme commun*, pour le PCF il s'agit d'exister dans cette campagne alors qu'il ne présente pas son propre candidat contrairement à 1969, où Jacques Duclos avait failli être présent au second tour. Le 10 avril sur l'antenne de *France Inter*[1229], le secrétaire général du PCF déclare que les partis de gauche vont mener une campagne parallèle, car l'alliance « ne doit pas conduire à estomper ce qui fait l'originalité de chaque formation. Mais en même temps, il y aura des initiatives communes. »

Le 12 avril, lors d'une conférence de presse, François Mitterrand présente les grandes lignes de son programme. Il déclare placer les libertés au cœur de celui-ci et développe un discours prônant la lutte contre les inégalités. François Mitterrand défend le principe républicain de fraternité, mais les mesures annoncées se réfèrent plus au programme *Changer*

1227 Georges Marchais, *Le Défi démocratique,* 1973, Paris, Grasset, 248 p.
1228 *L'Humanité,* 22 avril 1974.
1229 *Le Monde*, 12 avril 1974.

la vie[1230]. Concernant la place de la France, le candidat reste très discret quant à ses intentions notamment en matière de Défense. Le BP du PCF, ce même jour, juge positivement les négociations en cours avec le candidat, négociations destinées à déterminer les manifestations unitaires. Le PCF décide de mettre tout son appareil militant au service de la candidature commune à travers une «vaste campagne unitaire à la base », tout en se prononçant contre la création localement de « comités de soutien. »[1231] Lors du BP du 12 avril, la direction communiste considère être parvenue jusqu'à présent à imposer sa présence dans le cadre de cette candidature unique, que ce soit à travers les médias, le comité de soutien et les meetings communs en région en plus d'un vaste rassemblement prévu à Paris [1232].

Le bureau confédéral de la CFDT apporte le 8 avril son soutien à la candidature. C'est la première fois que cette organisation s'engage aussi clairement dans une campagne électorale. La CFDT soutient «la candidature qui marque dans les circonstances présentes la convergence des deux courants qui existent dans le socialisme français» en prenant en charge tous les acquis de la gauche, que ce soit «ceux du mouvement syndical, ceux des forces autogestionnaires et ceux du programme commun.»[1233]

De son côté la FEN, par l'intermédiaire de sa commission administrative, adopte le 11 avril[1234] une résolution favorable à la candidature de François Mitterrand, dans le cadre de ce que la FEN considère être son aspiration syndicale au «*socialisme dans la liberté* . » Mais l'absence de référence au *Programme commun* souhaitée par la tendance *Unité Action* ne permet pas alors un vote unanime lors de la commission administrative.

La CGT appelle les travailleurs à voter François Mitterrand à l'issue de sa commission exécutive du 10 avril[1235]. Selon la confédération, la candidature commune permettrait de mettre un terme « à la politique antisociale du gouvernement et d'ouvrir la voie à de profonds changements vers une vie nouvelle » grâce à la « désignation d'un candidat commun par les

1230 Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975, op. cit.*

1231 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, relevé de décision du BP du 12 avril 1974. Extrait « Tout en appelant les organisations du Parti à déployer une vaste campagne unitaire à la base, ne pas créer de comités de soutien sauf dans des cas tout à fait exceptionnels et également conditionnés par un bon contenu; mais faire signer des appels en faveur du candidat commun. »

1232 *Ibid.* « Nos relations avec le Parti socialiste dans la campagne électorale ont été déterminées de bonne façon et des dispositions efficaces ont été prises pour des manifestations unitaires : une trentaine d'élus communistes seront parmi les 100 signataires de la candidature commune -un immense rassemblement à l'appel des trois partis de gauche, le 25 avril, à Paris - des meetings communs dans 10 ou 15 grandes villes de province avec des dirigeants nationaux du Parti - une participation très probable du Parti aux émissions officielles de l'ORTF.»

1233 *Le Monde*, 13 avril 1974.

1234 *Le Monde*, 13 avril 1974.

1235 *Le Monde*, 12 avril 1974.

trois partis signataires du programme commun ».

Trois jours après la rencontre entre Georges Marchais et François Mitterrand du 19 avril, le BP [1236] juge positives les réponses du candidat commun au sujet de la composition du futur gouvernement, et considère qu'il faut donner plus de place au nom de François Mitterrand dans sa propagande. » Au BP du 25 avril, les dirigeants communistes se félicitent toujours de «l'attachement au programme commun de gouvernement» de François Mitterrand, et de la campagne qui est menée de «façon correcte» et «sans démagogie», sur les questions sociales comme sur les questions économiques.

Le PSU soutient la candidature de François Mitterrand à l'issue de son conseil national de Colombes du 15 avril. Robert Chapuis, lors d'une conférence de presse le 28 avril[1237], considère que le PSU n'est pas une « force du programme commun» mais que son organisation fait partie des « forces du socialisme autogestionnaire ». Reprochant au PCF de ne pas avoir voulu associer le PSU au meeting à la porte de Versailles le 25 avril[1238], Robert Chapuis critique les communistes, coupables selon lui de confondre candidat commun et *Programme commun* dans leur campagne d'affichage. Il fait référence ainsi à l'affiche du PCF placardée partout en France[1239].

Avant le premier tour, le 15 avril, François Mitterrand indique que le Premier ministre serait choisi parmi les députés socialistes et le 20 avril, sur Europe 1, Georges Marchais déclare ne pas être candidat à ce poste. Le PCF tente donc tout au long de la campagne à la fois de ne pas gêner la candidature de François Mitterrand. Mais les communistes essayent d'inscrire aussi la candidature de François Mitterrand sur une base programmatique qui soit celle du *Programme commun*. Ainsi, dans un article qu'il signe le 20 avril dans *le Monde,* Georges Marchais précise que la philosophie de la gauche unie n'est pas de tout faire d'un coup, mais qu'en deux ans il y aura la mise en place d'un plan d'action immédiat qui « constituera la première phase du Programme commun ». Il précise par ailleurs que la réforme centrale sera bien celle des nationalisations, même si le choix n'est pas entre « une économie libérale et une économie étatisée. »

Dans la profession de foi envoyée aux électeurs [1240] pour le 1er tour, François Mitterrand mentionne deux fois le *Programme commun*. Se déclarant libre de ses décisions et

1236 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, BP 12 avril 1974, CD 2 NUM 4.
1237 *Le Monde*, 2 mai 1974.
1238 Annexe 2, document 2.
1239 Annexe 4, documents 8.
1240 CHT Nantes, POPJ 35.

de son action, il indique que son rôle n'est pas de présenter un programme mais de s'engager sur « des options fondamentales, celles du programme commun ». Évoquant par ailleurs la question d'un peuple plus fraternel à travers l'école au service de tous, le droit à la ville, à la nature, à la protection de l'environnement, il indique que tout cela sera résolu grâce à « une politique cohérente et vigoureuse, celle définie précisément par le Programme commun ». Mais finalement, lors de cette campagne, le contenu du texte est très peu mis en avant par le candidat. Entouré de conseillers comme Jacques Attali et Michel Rocard. En effet, sans aller jusqu'à parler d'un reniement de l'approche marxiste il y a un retour en grâce d'une tendance « keynésiano-mendésiste » pour reprendre la terminologie utilisée par Mathieu Fulla[1241], alors que le *Programme commun* avait entériné la victoire programmatique des « marxo-keynésiens ». François Mitterrand met en avant la réduction du temps de travail, la retraite à 60 ans et la 5ème semaine de congés payés, cette dernière proposition qui n'est pas dans le *Programme commun*. Le candidat tente, dans la logique des institutions de la Vème République, d'être au-dessus de la mêlée en étant porteur de ses propres propositions. Concernant l'école, il n'est question que de « *l'école pour tous* » et pour ce qui est de l'appareil de production il n'est pas question de « *nationalisations »*, terme qui n'est pas utilisé une seule fois dans sa profession de foi. Malgré cela François Mitterrand adopte un discours en «*rupture avec le capitalisme*»[1242] durant toute la campagne. Pour faire face par ailleurs aux attaques portant sur sa proximité avec les communistes il propose une « Charte des libertés » qu'il indique vouloir annexée à la Constitution afin de restaurer les grands principes de la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen. Le Secrétariat aux Études du PS réalise un document appelé «campagne présidentielle 1974- arguments et ripostes. » Ce document distribué dans le Parti se présente sous forme de 9 fiches correspondant à 9 thématiques. Le programme y diffère parfois fortement du *Programme commun*. Ainsi en matière de Défense, dans la fiche 9 intitulée « pour une indépendance - mieux défendue » un paragraphe précise qu'en matière de stratégie de dissuasion et des moyens à mettre en œuvre pour la défense nucléaire ou classique ceci devra faire l'objet « d'études particulières ». Le candidat François Mitterrand, qui ne se base à ce sujet ni sur le contenu du *Programme commun* ni sur celui de *Changer la Vie*, ne souhaite pas prêter le flanc à la critique en refusant l'armement nucléaire, Cela d'autant plus que la droite gaulliste met en avant fortement cette question de la grandeur

1241 Mathieu Fulla, *Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981): une histoire économique du politique, op. cit.*, p. 262.

1242 Laurent Jalabert, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975, op. cit.*, p.440

de la France auquel l'opinion n'est pas insensible, surtout les plus de 40 ans d'alors.

Le 25 avril, lors du meeting à la porte de Versailles, Georges Marchais et François Mitterrand évoquent tous les deux le *Programme commun* dans leurs interventions[1243]. Georges Marchais insiste sur sa fonction de référence commune incontournable à la gauche en déclarant :

> «Notre engagement c'est le programme commun, rien que le programme commun mais tout le programme commun .»

Alors que de son côté François Mitterrand mentionne bien le programme comme ligne directrice, mais laisse sous-entendre qu'il ne s'impose pas à lui, qu'il s'agit plutôt d'une source d'inspiration :

> «Je suis le candidat de la gauche et je m'inspire des options fondamentales du programme commun. »

Dans le cadre de la campagne officielle, une émission enregistrée le lendemain de ce meeting rassemble Georges Marchais, Robert Fabre et François Mitterrand sur un même plateau. François Mitterrand prend la parole le premier et présente les participants comme «les signataires du Programme commun. » Il se place au-dessus des responsables politiques en précisant : «Pas une seconde le candidat de la gauche ne s'est trouvé devant une pression démagogique des formations politiques et syndicales qui le soutiennent» et Georges Marchais de son côté déclare sobrement « nous voulons que ceux qui produisent les richesses en bénéficient et nous voulons que les Français participent à cette grande politique ».[1244] L'heure n'est surtout pas à une quelconque surenchère. C'est la première et dernière fois que Georges Marchais et François Mitterrand se retrouvent ensemble sur un même plateau de télévision.

Le PCF jette toutes ses forces militantes dans cette élection pour un candidat non communiste et met donc tout en œuvre pour faire gagner le candidat. En Haute-Garonne le PCF, annonce 180 réunions avant le premier tour, 18 000 affiches apposées et 100 000 tracts distribués[1245]. Même si ces chiffres sont peut-être gonflés, il n'en demeure pas moins que lors de cette campagne, le PCF n'a pas hésité à demander à ses militants de tout faire pour faire gagner le candidat socialiste. De par ses forces militantes, il a même dans beaucoup d'endroits, été plus présent pour défendre cette candidature que les socialistes. La presse communiste est mobilisée. Le quotidien communiste régional *La Marseillaise* fait savoir par

1243 INA, meeting 25 avril 1974.
1244 INA, campagne officielle, 26 avril 1974.
1245 Le Monde, 25 avril 1974.

une lettre en date du 10 avril envoyée au siège du PS et signée par son rédacteur en chef Georges Righetti que le journal va s'efforcer de contribuer, le plus efficacement possible, au succès du candidat commun, François Mitterrand[1246]. Malgré tout il n'y a pas de campagne commune car le PCF comme le PS refuse toute création de comités locaux dés le 11 avril après la réception au domicile[1247] de François Mitterrand :

> «Afin de donner la plus grande souplesse à la campagne il ne sera pas constitué de comités départementaux de soutien. Le délégué départemental du candidat commun aura les contacts avec les trois autres partis qui comme à l'échelle nationale se concerteront ».[1248]

Malgré tout, les trois partis ne s'interdisent pas l'établissement de contacts dans les départements afin d'échanger des informations et de coordonner les campagnes. C'est le cas dans le Val-de-Marne, département où le PCF est largement majoritaire à gauche. Suite à une réunion le 12 avril, réunissant les trois principaux responsables départementaux, une circulaire commune aux trois partis est adressée aux secrétaires de sections et présidents de comités locaux. Il y est précisé que différents meetings communs doivent avoir lieu :

> «Les trois fédérations ont décidé d'organiser quatre meetings communs dans le département, à Villeneuve-Saint-Georges le 30 avril, à Nogent-sur-Marne le 30, à Charenton et Maisons-Alfort le 2 mai, à Créteil le 3 mai».[1249]

Mais conformément aux directives nationales la circulaire précise que chaque formation respecte le champ politique de l'autre :

> « Chaque formation mène sa propre action et engage toutes ses forces, tant au niveau départemental que local pour assurer le plus large rassemblement des électeurs sur le nom du candidat commun des partis de gauche. Chaque parti étant le mieux placé pour mobiliser les masses et les couches sociales qu'il influence et gagner au-delà. »

Au soir du premier tour, le 5 mai, François Mitterrand obtient 43,5 % des voix ce qui est un résultat en deçà des espérances. Le titre du *Monde* résume assez bien la situation dans laquelle se trouve le candidat :« M. Mitterrand (43,5 % des voix en métropole) arrive largement en tête sans faire le plein des voix de gauche recueillis en 1973. » Au BP du 6 mai, les dirigeants communistes se félicitent des bons résultats du premier tour considérant que le Parti y a

1246 FJJ: 2 EF 74/20.

1247 Le domicile de François Mitterrand participe du moment Programme commun. C'est un des lieux de rencontre, officielle ou officieux de cette période. C'est là que François Mitterrand donne rendez vous et fait attendre le visiteur, surtout le matin (cf interview de Roland Leroy, 20 juillet 2015).

1248 AD du Val-de-Marne, Archives du PCF, 130 J44 45.

1249 AD du Val-de-Marne, Archives du PCF, 130 J44 45. Circulaire commune aux trois partis, 12 avril 1974.

contribué de façon prépondérante. Les dirigeants communistes considèrent par ailleurs que le contenu politique de la campagne s'est nettement amélioré notamment à travers le principe de la participation de ministres communistes qui a fini par être accepté. A ce sujet, lors d'une conférence de presse le 15 mai 1974, 4 jours avant le second tour, Georges Marchais déclare qu'en cas de victoire, le PCF ne revendiquera pas les ministères clés de l'Intérieur, de la Défense ou des Affaires étrangères.

> « En résumé, qu'avons-nous en vue ? Nous avons en vue une participation réelle mais minoritaire des communistes à un gouvernement de large union ayant pour objectif d'engager le pays sur la voie de son renouveau social, démocratique et national. »

Michèle Cotta[1250] alors journaliste à *l'Express* semble étonnée et note dans son carnet « on croit rêver[...]lui il aura lui tout fait pour que Mitterrand gagne ». S'entretenant avec Claude Estier quelques jours après le 28 mai ce dernier lui confirme du reste que la conférence de presse du 15 mai était bien une initiative du leader communiste, mais avec l'accord de François Mitterrand.

Au lendemain du premier tour, le 6 mai, le BE du PS se réunit. Jean Poperen [1251]prend en notes certaines interventions. Les dirigeants sont déçus. Dominique Taddei insiste sur le fait qu'il manque des voix de « la gauche urbaine ». Gérard Jacquet pour sa part pointe les résultats à Marseille et à Limoges qui ne sont « pas bons », tout comme dans le Var. Certains comme Jean-Pierre Chevènement critique la gestion de la campagne considérant que le Parti n'était « pas dans le coup ». Georges Sarre est plus précis en mettant en cause la direction politique de la campagne qui a été réalisée Tour Montparnasse en oubliant le Parti : « il est temps de montrer à la tour Montparnasse que nous ne sommes pas de passage ». Mais le CERES n'est pas le seul à regretter cette mise à l'écart. Lionel Jospin [1252]évoque une direction du Parti « absente» et Pierre Mauroy critique le fait que tout passait par «*là-bas. »* En terme de contenu Didier Motchane regrette qu'il ait été fait « pédale douce sur le Programme commun ».Concernant la suite de la campagne, la plupart des intervenants comme Robert Pontillon ne sont pas favorables à la tenue de meetings communs entre les deux tours. Mais finalement un certain nombre de ces meetings ont lieu malgré tout. C'est le cas le 15 mai à Marseille, en présence de François Mitterrand, et le 16 à Lyon par contre en son absence mais avec l'ensemble des leaders de la gauche syndicale et politique dont le PSU. [1253].

1250 Michèle Cotta, *Cahiers secrets de la V^ème^ république, op. cit.*
1251 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 35.
1252 Secrétaire national à la formation à l'issue du congrès de Grenoble.
1253 Meeting à Lyon 16 mai 1974 :Georges Marchais (PCF), Georges Séguy (CGT), Edmond maire (CFDT),

Au soir du second tour, le 19 mai, avec plus de 49 % des voix François Mitterrand frôle la victoire. Le 20 mai le BP se réunit. Georges Frischmann a pris des notes[1254]. Les dirigeants communistes sont satisfaits de la campagne menée par François Mitterrand. Selon Benoît Frachon, « rien ne sera plus comme avant ». Si Paul Laurent évoque la nécessité de faire évoluer le *Programme commun,* selon Georges Séguy, «il faut maintenir la base du programme commun très fermement même s'il existe l'espoir d'y rallier d'autres forces». Selon lui, il est donc trop tôt pour parler d'actualisation du texte comme le suggère Paul Laurent.

Même si la campagne présidentielle est la plus unitaire de toutes les campagnes du *moment Programme commun* car elle rassemble toute la gauche politique et syndicale, chaque organisation a conservé son propre mode de fonctionnement militant durant la campagne, n'a pas, même temporairement, mis son appareil militant localement au service de comités unitaires. Il n'y a pas de création de comité de soutien à l'échelle départementale, comme du reste il n'y avait pas eu création de *comités locaux de liaison* des partis signataires au lendemain de la signature du *Programme commun*. Communistes et socialistes mènent leur propre campagne en lien avec leurs forces militantes respectives. Aucune affiche commune n'est réalisée si ce n'est pour appeler au rassemblement Porte de Versailles[1255], et donc aucun collage commun sans doute, sur le terrain autre que pour cette affiche. Le *Programme commun* n'a pas été le programme du candidat François Mitterrand mais l'investissement militant des communistes et les discours du candidat donnent une tonalité *Programme commun* à cette campagne, très unitaire, sans polémique entre partenaires, ce que confirment les témoins[1256].

Quelques mois après, le ton change, en lien avec les résultats des élections législatives partielles d'octobre.

3) Les élections législatives partielles de 1974 et 1976.

Les élections législatives partielles d'octobre 1974[1257] sont citées dans les témoignages

André Mauroy (PS), James Marangé (FEN), Robert Chapuis (PSU).

1254 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Fonds Georges Frischmann, 328 J / 1.

1255 Annexe 2, document 2.

1256 Louis Mermaz, *Il faut que je vous dise. Mémoires*, Paris, Odile Jacob, 2013.
Pierre Joxe, *Pourquoi Mitterrand ?*, Paris, Flammarion, 1998.

1257 Le premier tour a lieu le 22 septembre 1974 et le second tour le 6 octobre 1974.

des acteurs de l'époque comme un moment politique important, et considérées, à l'instar de Marc Lazar et Stéphane Courtois[1258], si ce n'est comme le début d'une rupture pour le moins la naissance d'une méfiance accrue de la part des dirigeants communistes . Ces élections marqueraient la prise de conscience par le PCF, peu de temps après les élections présidentielles, que la progression de la gauche, et la dynamique née de la campagne unitaire profite surtout au PS. Celui-ci serait, dès lors, en train de réussir son pari évoqué à Vienne. Est-ce que dès lors l'échec des négociations en septembre 1977 est écrite dès 1974 ? La direction communiste, mais aussi à la base les militants, ont-ils à ce point peur de voir le PS devenir dominateur qu'ils envisagent peu à peu une stratégie de rechange qui serait finalement l'acceptation de l'Union de la gauche mais sans programme ?

La direction du PCF durant l'été 1974 prend très au sérieux les élections partielles à venir. Le BP du 18 juillet 1974 considère que les dirigeants communistes doivent s'investir personnellement dans la campagne comme le souligne cet extrait du relevé de décisions:

> « Attacher une très grande importance aux élections législatives partielles venant sur la lancée des présidentielles. Apporter une grande aide politique et d'organisation aux fédérations concernées. Il s'agit là d'une responsabilité collective du Bureau Politique et du Comité Central, des groupes parlementaires, des fédérations intéressées. »

Jack Ralite se souvient[1259] de l'importance de ce moment. Il est alors député en région parisienne, sans être au CC[1260], et participe en compagnie de Gisèle Moreau et Guy Hermier [1261]à la campagne à Beaune en Côte-d'Or avant le premier tour. Il témoigne d'un moment difficile marqué par une absence de mobilisation.

> « Je me suis retrouvé avec Guy Hermier et Gisèle Moreau. J'étais à Beaune avec un peu de monde et je les ai vu arriver parce qu'il n'y avait personne dans leur salle. Il y avait trois députés[...]Vous arriviez en campagne électorale dans une grande salle où le maire attendait tout seul. »

Au soir du premier tour les résultats ne sont pas bons pour le PCF comme en atteste cette comparaison avec les résultats de 1973.

1258 Marc Lazar et Stéphane Courtois, *Histoire du Parti communiste*, *op. cit.*, p.372.
1259 Jack Ralite : entretien le 27 décembre 2012.
1260 Il entre au CC en 1979.
1261 Guy Hermier est membre du CC depuis 1970 et suppléant au BP depuis le congrès de Saint Ouen en 1972.Gisèle Moreau rentre au CC en 1976 et au BP en 1979.

Résultats 1er tour élections partielles de 1974
(comparaison : 1er tour 4 mars 1973 et 1er tour 22 septembre 1974)

	1973-PCF	1973-PCF	1974-PCF	1974-PCF	1973-PS MRG	1973 -PS MRG	197-PS MRG	1974 -PS MRG
Circonscription	Voix	Suffrages exprimés	Voix	Suffrages exprimés	Voix	Suffrages exprimés	Voix	Suffrages exprimés
Moselle	2286	4,95	1634	3,85	3633	7 ,86	3885	9,17
Loire-Atlantique	4152	9,43	2502	7	7662	17,39	10324	30,31
Ardèche	7169	14,97	5026	12,47	11104	23,18	13887	34,48
Cote d'Or	5441	13,63	3111	9,9	10916	27,34	12708	40,45
Savoie	9144	25,09	8186	25,93	7261	19,93	9922	31,42
Dordogne	15902	27,27	16275	30,43	11238	19,27	12047	22,52

(Source le Monde : 1er octobre 1974)

Le PCF recule en % dans 4 circonscriptions sur 6. Une seule circonscription voit le candidat communiste nettement progresser c'est en Dordogne (+ 3%) et en Savoie le PCF améliore légèrement le score de 1973 mais arrive second malgré tout derrière le candidat socialiste.

Pierre Juquin se souvient être allé à Périgueux pour tenter d'emporter cette circonscription, la seule où le PCF a progressé par rapport à 1973 et où le candidat communiste était le seul communiste restant au second tour dans ces 6 circonscriptions pour représenter la gauche[1262].

En première page de *L'Humanité* le 1er octobre, le journaliste Laurent Salini parle de la droite qui a reculé et évoque les résultats en des termes qui ne mettent pas en cause le PS : « où la droite détient de fortes positions, certains de nos électeurs de 1973 ont jugé inutile de prendre part au scrutin. » Le ton change le 8 octobre, après le second tour, avec un communiqué du BP reproduit en une de *L'Humanité.* Il y est dénoncé :

> «Le mot d'ordre constamment répété de la nécessité d'un prétendu rééquilibrage à gauche qui prend un caractère de plus en plus pernicieux.»

Le journaliste, André Laurens, dans *Le Monde*[1263], interprète la réaction de la direction communiste en parlant d'inquiétude chez les dirigeants communistes. Il évoque le prix payé par le PCF à sa réintégration dans le jeu politique, c'est-à-dire à la fois des « concessions qualitatives » à l'union de la gauche, par rapport à sa doctrine, et quantitativement en cédant

1262 Pierre Juquin : entretien le 9 mars 2013. Extrait « Je m'en souviens très bien car j'y ai été étroitement mêlé et ce de deux façons. En 74 il y a une réunion du secrétariat ou on dit il faut sauver les meubles, on me demande de sauver au moins Périgueux. »

1263 *Le Monde,* 9 octobre 1974.

du terrain électoralement. Il conclut son propos en affirmant que ce double recul ne peut aller trop loin car il mettrait en cause la direction et la justesse de ses choix stratégiques et également le rôle de « garant » du PCF contre toute « compromission avec la droite ». Le journaliste annonce finalement les nuages qui vont s'accumuler au dessus de l'Union de la gauche en 1977.

D'autres élections législatives partielles ont lieu en 1976 à l'occasion desquelles le PCF recule en pourcentage dans 3 circonscriptions sur 5. La perte est de 2 % par rapport aux législatives de 1973, mais avec un progrès dans les Yvelines et une stagnation dans l'Allier. Le progrès est à l'inverse de près de 8 % pour le PS-MRG. Les résultats ne sont guère plus favorables qu'en 1974 et pourtant la direction du Parti ne les interprète pas de la même façon qu'en 1974.

Résultats du 1er tour des élections partielles de 1976 – Comparaison 1er tour 4 mars 1973 et 1er tour 14 novembre 1976

	1973 - PCF	1973 PCF	1976 -PCF	1976 - PCF	1973 PS MRG	1973 – PS MRG	1976 – PS MRG	1976 – PS ou PS-MRG
Circonscription	Voix	Suffrages exprimés	Voix	Suffrages exprimés	Voix	Suffrages exprimés	Voix	Suffrages exprimés
Rhône	5025	13	3317	10,3	7758	20	11125	34
Yvelines	9967	22,2	7744	26,5	5090	11,3	5056	17
Allier	12165	22,7	10000	22,8	6175	11,5	9538	21,7
Gironde	8496	16,8	5610	12,5	12027	23,8	15956	36
Paris (Vème)	5048	14	2538	11	5269	15,3	4534	19,7

(source : Le Monde 16 novembre 1976)

Suite au premier tour le BP du 23 novembre 1976 évoque simplement des résultats «inégaux» alors que dans son compte rendu du 3 octobre 1974 il était question d'un « problème politique d'importance » suite à « la poussée de la gauche bénéficiant au parti socialiste ». La direction communiste, en ce mois de novembre 1976, parle d'électeurs ouvriers en prise avec de grandes difficultés, qui sont « impatients du changement ». Mais ces élections sont différentes par rapport à celles de 1974 car au second tour les deux candidats communistes dans l'Allier et les Yvelines gagnent des voix au-delà du cumul de la gauche au premier tour, ce qui est un signe pour le Parti quant à sa capacité à rassembler[1264]. La direction communiste ne cherche pas la polémique tout en continuant à vouloir exprimer le plus possible la différence de nature entre le PCF et le PS. Dans le communiqué publié par le BP le 23 novembre, communiqué

1264 *Le Monde*, 23 novembre 1976.

quelque peu différent du relevé de décisions interne, la direction communiste se félicite des résultats qui « traduisent le mécontentement populaire[1265] ». Mais il est vrai que les élections municipales approchent et que les négociations pour des listes communes dans les villes de plus de 30 000 habitants sont en cours.

4) Les élections municipales de 1977 : la naissance de l'Union de la gauche.

Les élections cantonales de 1976[1266] sont marquées par une forte progression de l'opposition. Pour la première fois depuis 1958, la gauche obtient la majorité absolue en suffrages avec 52% des voix au soir du premier tour. C'est le PS qui bénéficie le plus de cette progression. Avec 22 % des voix exprimées, le PCF est largement devancé par le PS qui obtient 26 %. Mais il gagne de nombreux élus. Le BP du 9 mars juge positivement les résultats du Parti dans son relevé de décisions considérant même, de manière somme toute surprenante au regard des résultats, que malgré sa progression, le PS «n'a pas atteint tous ses objectifs, alors qu'il avait des conditions très favorables. » A l'issue du second tour le PS double son nombre d'élus et nationalise son implantation[1267].

Les élections municipales de 1977[1268] représentent une date clé, un repère dans l'histoire du *moment Programme commun* voire un moment occultant. La victoire des listes d'Union de la gauche en 1977 et la victoire de François Mitterrand en 1981 brouillent en effet dans les mémoires des témoins interviewés la défaite aux élections législatives de 1978. Du fait de l'ampleur de la victoire de la gauche, l'interprétation de la signification du scrutin va au-delà d'un simple scrutin local. Dans de nombreuses villes militants et sympathisants de gauche qui ont distribué les mêmes tracts et collés les mêmes affiches fêtent ensemble la victoire des listes d'union, victoire qui sonne comme une répétition générale avant les élections législatives prévues moins d'un an plus tard. De très nombreuses communes sont en effet conquises par les partis signataires du *Programme commun*. La gauche est alors largement majoritaire dans le pays. Toutefois au-delà de ce résultat ces élections présentent

1265 *Le Monde*, 25 novembre 1976.
1266 Élections cantonales : les 7 et 14 mars 1976.
1267 Gilles Morin, « Les élus départementaux du Parti Socialiste (1971 1981) », dans Noelline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée, op. cit*, p.45
1268 Les 13 et 20 mars 1977.

une particularité. Ce sont en effet les premières élections depuis 1972 pour lesquelles communistes, socialistes et radicaux de gauche se retrouvent ensemble sur des listes communes dans la plupart des communes de plus de 30 000 habitants en s'alliant parfois avec des membres du PSU et même des gaullistes de gauche comme à Paris ou à Nîmes. De plus, ces alliances s'effectuent très souvent dans des communes où depuis 1971, le PS gérait ces municipalités avec le centre. Ces élections municipales, loin de n'être que des élections seulement intermédiaires, sont celles qui font véritablement naître l'Union de la gauche - concept qui prend naissance en 1971 (cf supra) et qui perdure bien après 1977.

Depuis la modification adoptée le 27 juin 1964 par le gouvernement de Georges Pompidou, les villes de plus de 30 000 habitants (221 en 1977) connaissent un scrutin de listes bloquées, sans panachage ni fusion de listes possible entre les deux tours. En 1977, le mode de scrutin diffère légèrement de celui de 1971 car pour les élections de 1977 les listes n'ayant pas obtenu au moins 12,5 % des voix des inscrits (contre 10 % en 1971) ne peuvent pas se maintenir au second tour. Dans les communes de moins de 30 000 habitants, le panachage reste possible. Un ou plusieurs candidats peuvent ainsi être remplacés par des candidats présents sur d'autres listes et l'électeur peut rayer tout simplement des noms, et même proposer jusqu'à six personnes qui ne sont pas des candidats. Même si le contexte politique de bipolarisation, d'affrontement droite-gauche, en cours depuis 1972, pousse à l'union, le mode de scrutin pour ces municipales est également un facteur qui contraint les formations à s'unir dès le premier tour, dans les grandes villes dont les résultats servent aussi à mesurer le rapport de force national. En 1977, pour la première fois depuis la signature du *Programme commun*, ce sont les résultats de l'Union de la gauche qui vont être scrutés et moins les résultats de chaque organisation, même si, les nombres de municipalités conduites par telle ou telle formation vont être comparés.

Une autre modification importante de mode de scrutin entraîne une différence majeure avec le scrutin de 1971. Cela concerne la ville de Paris qui, par la loi du 31 décembre 1975, est dotée d'un statut équivalent à celui de Lyon, Marseille, Toulouse et Nice comme du reste le prévoyait le *Programme commun de gouvernement* en 1972[1269]. Les Parisiens, pour la

1269 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait «Un statut démocratique de Paris assurera à la capitale les mêmes droits qu'aux autres communes. Paris sera doté notamment d'un maire élu par son Conseil et disposant de tous les pouvoirs normaux de l'exécutif communal. Des conseils d'arrondissement élus seront chargés de la gestion des équipements et des services destinés à la population de l'arrondissement. Ces conseils éliront chacun leur exécutif. »

première fois depuis 1871, doivent donc élire un conseil municipal qui comme pour les autres villes de l'hexagone, désignera en son sein, le maire. La loi du 19 juillet 1976 divise par ailleurs Paris en secteurs. La majorité s'obtient non pas en fonction du nombre de voix obtenues dans la capitale, mais en fonction du nombre de conseillers obtenus dans les différents secteurs de la ville.

Les élections municipales de 1977 tiennent une place à part dans l'histoire vécue par les électeurs de gauche de l'époque, les adhérents et les sympathisants des différentes formations. Non seulement en raison du résultat très positif, mais également parce que ce sont les seules élections du *moment Programme commun*, au cours desquelles les partisans des partis ont collé des affiches communes, ont tracté parfois ensemble et ont voté dès le premier tour à la fois pour des candidats de leur propre formation mais aussi pour ceux des autres partenaires de l'Union. L'analyse locale de ces élections, prenant en compte la négociation précédant le premier tour, permet de mesurer de quelle manière se mettent en place les alliances à gauche (dans chaque ville ou à l'échelle départementale) et de quelle manière est pris en compte le contenu du *Programme commun*. Les élections municipales, un an avant les législatives, sont également le moment où la question de l'élargissement de l'entente autour du programme est le plus évoqué.

a) Les négociations nationales

En réponse aux attaques régulières du PCF concernant les alliances socialo-centristes dans certaines municipalités depuis 1971, preuve selon le PCF d'un double jeu de la part des socialistes, François Mitterrand indique dès le 5 novembre 1974 au micro d'Europe 1 soit deux ans et demi avant les élections de 1977[1270], que les socialistes s'engageront dans « l'alliance préférentielle de la gauche » pour les prochaines élections municipales et que, si des candidats socialistes s'avéraient être en contradiction avec le *Programme commun,* ils n'appartiendraient plus au PS. La campagne des municipales débute donc très tôt et le premier secrétaire exprime ainsi avec force sa volonté de ne pas dévier de la stratégie qui est celle du PS depuis juin 1971. Le 19 juin 1975 a lieu la première rencontre au sommet depuis le début de la polémique (en octobre 1974) soit plus d'un an après la dernière *rencontre au sommet* de

1270 *Le Mon*de, 7 novembre 1974.

mai 1974 [1271]. A l'ouverture de cette rencontre, Georges Marchais pour le PCF lit une déclaration préliminaire[1272]. Il évoque la question des municipales en proposant des accords pour les villes de plus de 30 000 habitants dès le premier tour. Pour les autres communes, il propose le principe selon lequel chacun pourrait aller sous ses propres drapeaux «et ferait le cas échéant liste commune au second tour. » Mais la position de la direction communiste évolue car le PCF adresse un courrier le 31 mars 1976 au comité directeur du PS qui doit se réunir les 3 et 4 avril avec pour ordre du jour essentiel la question des élections municipales. Le PCF propose la constitution de listes communes dans toutes les communes quelles que soient leurs tailles [1273].

L'enjeu des élections est important au point que le PS prévoit un congrès extraordinaire pour traiter exclusivement de cette question. Le comité directeur adopte le 4 avril 1976 un texte devant servir de base de discussion pour le congrès extraordinaire prévu alors les 15 et 16 mai 1976, à Dijon ou à Bordeaux[1274]. Ce texte précise que la démarche des fédérations et des sections, conformément à la motion adoptée au congrès de Pau[1275], doit être de « rechercher en toute circonstance les meilleurs accords possibles avec les formations politiques signataires du programme commun en vue de constituer des listes d'union de la gauche ». Mais la même motion envisage d'autres cas de figure, en l'occurrence l'impossibilité d'un accord avec les autres formations de gauche. Dans ce cas, le comité directeur préconise la constitution de « listes socialistes homogènes ou de l'UGDS élargies à d'autres candidats acceptant l'Union de la gauche. *» Le Monde* du 6 avril 1976 relève ces possibilités de dérogation prévues dans la motion en titrant : «Le PS envisage des exceptions à l'application de la stratégie municipale unitaire de la gauche ». Dans *L'Humanité* du lendemain, le directeur du journal Roland Leroy critique cette possibilité en parlant de « combinaisons d'un autre âge[1276]. »

La motion, finalement adoptée à l'unanimité lors du congrès extraordinaire du PS à Dijon le 16 mai 1976, précise que la direction socialiste, par l'intermédiaire de son comité directeur[1277], se donne le droit de trancher en dernier ressort pour les villes de plus de 30 000

1271 Rencontre au sommet du 29 mai 1974.
1272. AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366.
1273. *L'Humanité,* 30 juin 1976.
1274. Le congrès a finalement lieu à Dijon, les 15 et 16 mai 1976.
1275. Congrès de Pau du PS : 31 janvier et 1er et 2 février 1975.
1276. *L'Humanité,* 5 avril 1976.
1277. Statuts du PS : Article 32 : « Dans l'intervalle des Congrès nationaux, l'administration et la direction du Parti sont conviées au Comité Directeur contrôlé par la Convention Nationale. »

habitants dans le cas de situations particulières[1278]. Dans les villes où un accord est impossible avec les autres formations de gauche, est entérinée la possibilité de «listes socialistes homogènes ou des listes UGDS élargies à d'autres candidats d'accord avec les options du Programme commun de la gauche . » La différence avec la motion adoptée au comité directeur du 4 avril est importante. Pour pouvoir être sur une liste il ne s'agit plus seulement de se déclarer en faveur de l'Union de la gauche, mais en faveur du *Programme commun*. Mais la motion ne précise pas de quelle manière sera évaluée la fidélité des candidats aux options du *Programme commun,* et elle acte sans le dire la possibilité de conserver localement des alliances autres que celle de l'Union de la Gauche.

Deux mois après le second tour des élections cantonales, une *rencontre au sommet* a lieu le 21 mai 1976. Cette rencontre, la première depuis juin 1975, a pour objectifs l'actualisation du programme, mais surtout la préparation des élections municipales. Cette rencontre se solde par un échec. Le communiqué commun publié entérine les divergences concernant la préparation des élections municipales :

> «Les trois organisations ont fait connaître les positions respectives de leurs partis sur la tactique à adopter pour les élections municipales. La discussion n'a pas permis d'aboutir à un accord. Les délégations en rendront compte à leurs instances respectives. Elles se rencontreront par la suite pour reprendre la discussion. »[1279]

Lors de cette rencontre les discussions relatives à la mise à jour du *Programme commun* n'aboutissent pas. Contrairement aux souhaits du PCF, mais aussi du MRG, le PS préfère s'en tenir seulement à une remise à jour de détails plutôt qu'à des renégociations importantes. Le communiqué commun précise donc sobrement que le *comité de liaison* devra « établir l'inventaire des questions qui doivent être traitées. »

Une nouvelle *rencontre au sommet* a lieu le 28 juin 1976 place du colonel Fabien. A cette occasion et en préambule, Georges Marchais[1280] énonce le point de vue de la direction communiste. Il dit qu'il faut s'en tenir aux résultats des dernières élections législatives c'est-à-dire celles de 1973, et avoir un premier adjoint de la même couleur que le maire. Toutefois, cette revendication n'apparaît plus dans le communiqué final et la déclaration préliminaire de

---

« Article 34: Le comité directeur est composé de 131 membres et 26 suppléants élus.. »

1278 Extrait de la motion adoptée à l'issue du comité directeur le 4 avril 1976 « trancher en dernier ressort sur les raisons qui auront conduit telle ou telle fédération à se prévaloir d'une situation particulière [...]un droit d'appel exceptionnel pour les contentieux de toute nature sera ouvert, en outre devant la convention nationale ordinaire. »

1279 *Le Monde*, 23- 24 mai 1976

1280 AN 20070366, Fonds Charles Fiterman.

Georges Marchais n'est pas reprise dans *L'Humanité* du 29 juin 1976. C'est Georges Marchais lit le communiqué devant les journalistes :

> «Les délégations des Partis signataires du Programme commun se sont rencontrées le lundi 28 juin. Elles ont discuté de la préparation des élections municipales. Les trois formations invitent leurs organisations départementales et locales à engager des négociations immédiates en vue du meilleur accord possible d'union de la gauche dès le premier tour de scrutin dans toutes les communes de France où elles sont présentes.
> Par accord possible les trois formations entendent notamment :
> - prendre pour base pour la composition des listes l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis la signature du Programme commun ;
> - assurer la solidarité de gestion pendant la durée du mandat sur un contrat municipal s'inspirant des orientations du Programme commun.
> Les délégations sont convenues de se rencontrer à nouveau à l'automne. »[1281]

La direction du PS adresse le jour même une circulaire aux secrétaires fédéraux[1282] qui interprète tactiquement les termes de l'accord politique en indiquant que c'est «à la base que doit être recherché le meilleur accord possible» et qu'il faut prendre pour référence

> «l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis 1972 ; il ne s'agit pas d'établir une moyenne, mais d'apprécier en fonction de ces résultats la réalité sociale de chaque parti. »

Le relevé de décisions interne du BP du PCF du 29 juin porte trace de ce que la direction communiste se réjouit de l'accord et considère que le PS a accepté un recul significatif en acceptant des «*Listes d'union dès le premier tour dans toutes les communes sans exception. »* Le BP concède que le Parti a accepté de prendre pour base de référence *« l'ensemble des consultations intervenues depuis la signature du programme commun »* mais que cela n'est pas « *défavorable* » au Parti [1283]. Le BP adopte des directives, dans une annexe au relevé de décision du BP, que la direction du Parti décide de transmettre uniquement oralement aux cadres locaux [1284]. La direction communiste souhaite «une liaison étroite […] en permanence entres les directions fédérales, les membres du Comité central chargés d'aider les fédérations, les responsables régionaux et la commission du Comité central. » Selon ces directives, les négociateurs doivent faire preuve «d'intelligence excessive» :

> «Il serait préférable que les accords soient conclus d'abord dans les départements où nous sommes les plus intéressés, tandis qu'il faudra attendre dans d'autres départements où le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche sont demandeurs».

1281 *L'Humanité,* 29 juin 1976.
1282 FJJ: Centre des Archives Socialistes, 13 EF 57.
1283 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 2 CD NUM 4, BP du 29 juin 1976.
1284 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 2 CD NUM 4 BP du 29 juin 1976 «Les directives seront portées oralement à la connaissance des membres des comités fédéraux et des maires sortants. »

Il s'agit également, selon la direction communiste, d'engager des discussions d'abord à l'échelon départemental, sans s'interdire des discussions locales à condition d'en informer la fédération[1285]. Contrairement au PS, le PCF souhaite non pas des discussions à la base et donc commune par commune, mais à l'échelle départementale, et en terme de calendrier, il veut obtenir des accords prioritairement dans les départements où son implantation est la plus faible afin de pouvoir rentrer dans des nouveaux conseils municipaux.

Sur *Europe 1,* le chroniqueur, Gérard Carreyrou, [1286]juge deux jours après l'accord du 26 juin que les communistes ont fait beaucoup de concessions. Il précise : « Quelle que soit la façon dont on regarde l'accord on constate que les concessions ont été unilatérales» et en parlant des communistes « *Pourquoi ont-ils cédé* ? » Ces commentaires ne sont pas du goût de la direction communiste. Le quotidien communiste reproduit différents documents dans son édition du 30 juin : les propositions communistes du 31 mars, la position adoptée par le PS à son congrès national de Dijon en mai 1976 et enfin la déclaration commune du 28 juin 1976. Mais le journal n'évoque pas le souhait évoqué par le PCF au début de la rencontre au sommet de voir pris en compte les résultats des législatives de 1973. La direction en appelle pendant une semaine au boycott d'*Europe 1* et utilise pour le faire savoir la presse communiste et aussi une affiche qui a pour titre « Pour Europe 1 l'anticommunisme c'est naturel[1287]» et qui se présente sous la forme d'un avis à la population. Dramatisant le propos, le texte est barré de la mention « *Attention* . » Le qualificatif d'*anticommunisme* en titre de l'affiche est censé aux yeux des communistes discréditer la radio.

b) Les négociations dans les départements

Dans le cadre des négociations départementales certaines fédérations du PS se mettent en porte-à-faux vis-à-vis de la direction de leur Parti[1288]. C'est le cas en Meurthe-et-Moselle, où le 31 juillet 1976, les responsables des fédérations socialiste, communiste et radicale de

1285 AD de Seine-Saint-Denis, 2 CD NUM 4, BP du 29 juin 1976, «Des négociations peuvent avoir lieu à l'échelon local: mais la direction locale du Parti doit informer la direction fédérale et attendre son accord pour avancer. La fédération est responsable de l'ensemble des négociations. L'accord électoral va être sujet à discussion. »

1286 *Europe 1*, 28 juin 1976.

1287 Annexe 4, document 11 : AD de Seine-Saint-Denis, Affiches du PCF, Fi451.

1288 L'étude qui suit utilise essentiellement les archives du Parti socialiste classées sous la cote : 13 EF. Classées par fédération et par élection.

gauche se réunissent et adoptent un communiqué[1289] faisant savoir que «les fédérations décident, conformément à l'accord national de constituer dans toutes les communes où elles sont présentes des listes d'union de la gauche dès le premier tour. » Le comité directeur du PS du 11 septembre 1976[1290] rappelle à tous les militants que la mention de « meilleur accord possible » inscrit dans l'accord du 28 juin « exclut tout automatisme ». Ce même comité directeur met en cause les deux fédérations des Hautes-Alpes et de Meurthe-et-Moselle.

> «Le comité directeur s'étonne que les deux fédérations des Hautes-Alpes et de Meurthe-et-Moselle, se soient substituées aux sections en décrétant a priori que des listes communes seraient constituées dans toutes les communes de leur département dès le premier tour du scrutin. »

Or dans la fédération de Meurthe-et-Moselle, c'est le CERES qui est majoritaire et dans les Hautes-Alpes les deux courants se partagent les mandats[1291]. Le CERES est accusé de trop céder aux exigences communistes lors des négociations. La direction du PS ne veut pas d'accord à l'échelon départemental. Face aux fédérations communistes plus puissantes, le PS préfère faire valoir son implantation plus locale. En 1976, le PS ne se sent pas encore assez puissant pour imposer à l'échelle départementale ses propres bases de négociations au partenaire communiste. Aussi, le BE du PS se plaint, dans un communiqué[1292] non daté, de ce qu'une affiche du PCF présente l'accord du 28 juin avec le texte suivant «les trois partis décident: union de la gauche dès le premier tour dans toutes les communes de France. » Ceci selon le BE ne correspond pas à la réalité et représente un manquement « à la lettre et à l'esprit de l'accord passé entre les trois formations ». Dans une note, adressée par le secrétariat national le 25 octobre 1976[1293] aux responsables locaux et nationaux, les dirigeants du PS souhaitent que les élections municipales soient bien l'occasion d'affirmer l'union de la gauche mais que cela ne doit pas restreindre la nécessité d'assurer le rayonnement du Parti. Dans cette note du 25 octobre, le secrétariat se plaint de l'interprétation faite par le PCF de l'accord du 28 juin avec la prise en compte, pour la composition des listes, « de la moyenne des résultats des consultations électorales intervenues depuis 1972 », alors que pour la direction socialiste les élections cantonales de 1976 sont primordiales. Le secrétariat souhaite que soient davantage prise en compte l'élection cantonale de 1976 qui a mesuré l'influence socialiste dans une moitié du pays et a une valeur indicative dans tout le pays. Or, ceci n'est pas conforme à

1289 FJJ, Archives Secrétariat Élections et fédérations, 13 EF 54/1.
1290 FJJ,Archives Secrétariat Élections et fédérations, 5 EF 77 1-10.
1291 Annexe 9, document 2. FJJ: *Le Poing et la Rose*, n° 38 février 1975.
1292 FJJ, 5EF 77 1-10
1293 *Ibid.*.

l'accord du 28 juin 1976 qui ne privilégie aucune élection mais fait état de toutes les élections depuis 1972. Signe d'une forte tension, les deux directions interprètent donc l'accord du 28 juin dans leur propre intérêt. Toujours dans cette même note, la direction socialiste évoque la nécessité de retenir d'autres éléments comme le poids des traditions locales, mais aussi le rapport de force avec la droite, ainsi que la présence de personnalités et de militants acceptant l'union de la gauche, ce qui revient en définitive à rappeler le contenu de la motion votée à l'issue du congrès extraordinaire de Dijon. Une nouvelle note en date du 16 février 1977 rappelle une nouvelle fois que les accords doivent se discuter à l'échelon local, et non pas à l'échelon départemental comme le souhaitent les communistes:

> «Le PS a considéré que les accords devaient se négocier à la base dans chaque commune. Il a toujours écarté l'idée de subordonner la constitution des listes dans telle ou telle commune à des marchandages sur le plan national ou sur le plan départemental[1294]. »

Les élections municipales de 1977 sont très politisées, avec des enjeux qui dépassent le cadre local. Il n'y a pas eu d'élection municipale depuis la signature du *Programme commun*. En juillet 1976, le journaliste du *Monde* Thierry Pfister [1295] évoque les conséquences que vont revêtir les élections municipales à l'intérieur du PS. Selon lui, la dynamique d'Union de la gauche à l'échelle locale qui s'enclenche lève le dernier frein à l'alliance pleine et entière, ne permettra pas aux socialistes de faire machine arrière et rendra impossible tout changement de stratégie à court terme. Cela va définitivement ancrer l'appareil du Parti à l'échelle locale dans la stratégie d'union de la gauche alors que les élus locaux socialistes constituaient auparavant le principal frein à l'alliance avec le parti communiste. Selon lui, les deux partis ont intérêt à cet accord. Bon nombre de communistes vont faire leur entrée dans de nouveaux conseils municipaux où ils n'avaient jamais été représentés et a contrario, les socialistes notamment dans la banlieue rouge auront l'occasion d'entrer dans de nombreux conseils municipaux.

- En Seine-Saint-Denis où le PCF est de loin le premier parti de gauche, Marcel Debarge, premier secrétaire de la fédération socialiste, adresse un courrier le 14 octobre 1976 à Louis Mermaz [1296]et Roger Fajardie, dans lequel il présente les discussions en cours avec les partenaires :«Après des heures de discussion, la Fédération du Parti Communiste a accepté le 12 octobre les négociations au niveau local sans accord départemental. » Mais il précise ne

1294 FJJ, 5 EF 77 1-10.
1295 *Le Monde*, 31 juillet 1976.
1296 Louis Mermaz est secrétaire national aux fédérations depuis le congrès de Pau.

pas croire en cette bonne volonté. Car selon lui, le PCF «va créer les conditions à la base d'un retour à des négociations strictement départementales, ce que nous ne saurions accepter. » Dans ce cadre, la ville de Sevran gérée par 13 conseillers socialistes et 14 divers, représente un enjeu important. Communistes et socialistes revendiquent la tête de liste. Marcel Debarge prend pour argument la totalité des résultats dont les cantonales de 1973 qui ont placé le PS en tête pour revendiquer la tête de liste et précise dans son courrier « Nous ne céderons pas ! » Un courrier de la fédération du parti communiste en date du 31 décembre 1976[1297] et adressé à la fédération du Parti Socialiste évoque entre autres le cas de Sevran. Le PCF s'appuie sur le résultat des législatives de 1973 le plaçant devant et également sur le fait qu ' « un nombre infime de Conseillers municipaux de Sevran ont appelé à voter François Mitterrand lors des présidentielles de 1974 » Dans cette ville pourtant détenue par le PS, c'est finalement le PCF qui conduira la liste et qui l'emportera. La fédération du PS a dû céder .

- Dans le Pas-de-Calais, le PS et le PCF sont deux forces à peu près équivalentes[1298]. Le 6 juillet 1976 les deux fédérations se rencontrent. Le PCF revendique la majorité et le maire pour un certain nombre de municipalités à direction socialiste[1299]. Le refus de prendre en compte les équipes sortantes est jugé inadmissible par la délégation socialiste. Le cas de Lens va prolonger les négociations. André Delelis, député maire socialiste, adresse le 25 janvier un courrier à François Mitterrand. Il s'étonne d'avoir appris par la presse que la section socialiste de Lens est «invitée» à conclure un accord avec le PCF. Il précise que les socialistes ont proposé 5 places aux communistes et qu'ils ont refusé cette offre. Il se plaint donc d'avoir été désavoué par la fédération socialiste qui a négocié, après la date butoir, soit le 15 janvier, un accord avec la fédération communiste. Il indique en revanche que les «1100 membres de la section sont frappés de stupeur et frappés d'amertume » et qu'il s'en remet à son autorité pour que l'avis des militants soit respecté. Un courrier signé Louis Mermaz et Roger Fajardie du 4 février demande au nom du BE à ce qu'un accord soit conclu le plus rapidement possible pour Lens sur la base de 5 conseillers communistes. André Delelis n'obtempère pas et Lens fait

1297 FJJ, 13EF 93/2.

1298 Aux élections de 1973 dans les 13 circonscriptions le candidat communiste est arrivé en tête d ans 7 circonscriptions.(Résultats des élections législatives françaises premier tour du 04/03/1973 par circonscription, cdsp_legi1973t1_circ-ag.xls [fichier informatique], Banque de Données Socio-Politiques, Grenoble [producteur], Centre de Données Socio-politiques [diffuseur], février 2009.)

1299 Communes pour lesquels les communistes revendiquent la tête de liste : Allouage, Annezin, Auchel, Billy-Berclau, Carvin, Courrières, Douvrin, Haisnes, Libercourt, Lillers, Pont-à-Vendin.

partie des communes où il n'y a pas de liste Union de la Gauche au premier tour[1300]. La direction nationale socialiste ne parvient pas à s'imposer. A l'issue des élections la mairie est dirigée par une équipe socialiste homogène.

- Dans la Marne, le CERES est majoritaire au sein du PS depuis le congrès de Pau. A l'issue des négociations les têtes de liste des trois principales villes échoient au PCF, et à l'issue du second tour les communistes dirigent ces trois villes : Reims, Epernay et Châlons sur-Marne (actuelle Châlons-en-Champagne). Très vite, la direction de la fédération est sommée de s'expliquer sur la place laissée aux communistes. Un rapport de la fédération portant sur les élections municipales de mars 1977 [1301], est envoyé au Secrétariat aux fédérations. La fédération du PS tente de se justifier suite aux «interprétations très diverses dans la presse parisienne ». Selon les responsables de la fédération ces élections sont venues un an trop tôt ce qui n'a pas permis au PS de plus s'imposer. Les auteurs relèvent que si l'Union de la gauche a, pour beaucoup d'électeurs, une « valeur quasi mythique » cela n'est pas le cas des militants socialistes dans le département *:*

> « Ce n'est donc pas de gaieté de cœur que nous voyons le PC prendre cet avantage[...]très honnêtement nous croyons avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir, dans la limite de nos capacités et de nos forces, pour défendre au mieux les intérêts du Parti . »

Jean-Pierre Chevènement, au congrès de Nantes, revient sur les élections de Saint-Etienne et de Reims[1302] et l'accusation de « crypto-communiste » portée à l'encontre du CERES.[1303]Interviewé 40 ans après, il évoque de lui-même ce qui s'est alors passé dans la Marne : « en 1977 on nous a beaucoup admonesté à Reims[1304] ».Au regard des documents consultés dans les archives il semble bien que la fédération ait tenté pour Reims, de faire

1300 Annexe 9, document 1.

1301 FJJ, 13 EF 51. Rapport en date du 16 avril 1977.

1302 FJJ, base de données des débats, congrès du parti socialiste en 1977, intervention de Jean-Pierre Chevènement le 18 juin dans l'après midi.

1303 FJJ, base de données des débats : Extrait de l'intervention de Jean-Pierre Chevènement « Le rapport de forces à maintenir, chers Camarades, ne signifie pas que nous ne devions pas laisser eu Parti Communiste l'espace qui lui est nécessaire pour évoluer, et je voudrais dire au passage combien j'ai trouvé injustes certaines critiques faites par nos camarades de Reims ou de Saint-Étienne parce qu'ils avaient laissé, en vertu des accords conclus, la tête de liste au Parti Communiste qui était placé bien loin devant eux aux élections. Qui est crypto-communiste ? Est-ce que ce sont ceux qui à Paris ou dans la Région Parisienne ont remonté un courant de plus d'un demi-siècle où il n'y avait plus de Parti Socialiste, ceux qui dans les usines où les facultés essaient, et parviennent d'ailleurs, à implanter le Parti Socialiste, ou bien ceux qui considèrent les sections d'entreprise, les étudiants, les jeunesses socialistes non pas comme des outils au service du Parti, mais comme des repaires d'agités d'autant plus dangereux qu'ils menaceraient leur pouvoir ? »

1304 Jean-Pierre Chevènement : entretien le 14 janvier 2014.

valoir auprès de la fédération communiste sa volonté (réelle ou feinte) de constitution d'une liste homogène, c'est à dire uniquement composée de socialistes. Un courrier du 14 décembre 1976[1305] adressé au Secrétariat national fait état en effet de la position «unanime» du BE de la fédération qui demande « une autorisation de constitution de listes homogènes, autorisation conditionnelle et tactique du moins dans l'état actuel des choses » afin de faire pression sur les communistes. La section de Reims du PS finit par accepter à l'issue d'une Assemblée Générale le 14 janvier 1977 de laisser la tête de liste sur Reims aux communistes avec une répartition de 23 places pour le PCF et 20 pour le PS sans aucune représentation pour le MRG. Le BE du PS le 2 février 1977, dans un courrier[1306] adressé à la fédération de la Marne propose une répartition qui laisse la place à des conseillers radicaux de gauche, mais entérine la tête de liste communiste en proposant une liste « *d'union de la gauche à Reims : 22PC – 2 MRG – 19 PS* . » L'accord sur la tête de liste communiste à Reims a donc rencontré l'assentiment de la direction nationale du PS. Il n'y a pas de traces dans les archives d'une quelconque volonté de la part de la fédération et donc du CERES de privilégier le PCF au détriment du Parti. François Letzgus dans le rapport envoyé se défend de diriger une fédération « CERES » « comme on le dit trop souvent .» Il indique avoir tout fait pour tenter d'obtenir la tête de liste à Reims mais avoir été contraint de s'en tenir à la décision des instances dirigeantes du PS. Il craint que le renforcement du PCF soit un danger car les électeurs risquent de s'habituer à voter communiste d'autant plus que le PCF, selon lui, va mettre des hommes «très XXII^{ème} congrès» comme «Reyssier à Châlons» et *«Morillon à Epernay. »* François Letzgus considère donc que la fédération socialiste a tout fait pour faire prévaloir les intérêts du Parti[1307]. Malgré les candidatures des trois maires communistes à l'élection législative en 1978 tous les députés élus sont de la majorité.

Mais les regards des observateurs politiques sont surtout tournés vers Paris, non seulement parce qu'il s'agit de la capitale, mais aussi du fait que pour la première fois depuis 1871, les électeurs vont voter pour élire leurs conseillers municipaux. De plus plusieurs «batailles de Paris» - pour reprendre les titres du *Monde* - attirent l'attention. A droite, deux

1305 FJJ, 13 EF 51

1306 FJJ, 13 EF 51

1307 Courrier de François Letzgus, le 16 avril 1977.Extrait du courrier «très honnêtement nous croyons avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir, dans la limite de nos capacités et de nos forces pour défendre au mieux les intérêts du Parti. »

candidats s'opposent en la personne de Jacques Chirac (RPR)[1308] et Michel d'Ornano (RI)[1309]. A gauche, ce sont Henri Fizbin [1310] pour le PCF, et Georges Sarre [1311]pour le PS, qui affichent tous les deux leur volonté d'être les futurs maires de Paris. Il s'agit de la lutte pour l'hégémonie dans la capitale entre le PS, dominé par le CERES, et le PCF qui depuis la Libération est le parti qui domine à gauche. Les 7 députés d'opposition parisiens élus en 1973 sont communistes[1312]. La direction du PCF apporte donc une attention particulière aux négociations dans la capitale. Le BP du 26 octobre 1976[1313] est ainsi entièrement consacré aux élections municipales à venir à Paris. Henri Fizbin y présente un rapport au nom de la fédération communiste. Il évoque le positionnement du CERES qui donne à l'activité du PS « une pointe gauchiste » ce qui, selon lui, nécessite que le parti « affirme le contenu révolutionnaire de sa politique » et donc réaffirme ses positions au sujet des réformes de structure comme les nationalisations. Mais, afin de rester la principale force politique de gauche, Henri Fizbin propose de déployer une intense activité de propagande également sur d'autres thèmes que ceux avancés traditionnellement par le PCF, à savoir la « qualité de vie, et l' environnement ». La fédération communiste de Paris est à mettre à part. C'est la moins ouvrière[1314] de toutes les fédérations du Parti. 43 % des communistes parisiens assistant aux conférences de sections préparatoires à la conférence fédérale ont mené des études supérieures[1315] alors que la fédération du PCF de Gironde ne compte que 9 % d'adhérents ayant le baccalauréat ou plus. A titre de comparaison, toujours en Gironde, en 1977 22% des adhérents du PS ont effectué des études supérieures. Même si ces deux corpus sont différents - d'une part pour Paris les militants les plus actifs et d'autre part l'ensemble des militants en Gironde - l'écart est suffisamment significatif pour montrer à quel point la fédération parisienne communiste est à part. Alors que Paris perd des habitants depuis de nombreuses

1308. Rassemblement pour la République, RPR, mouvement gaulliste fondé par Jacques Chirac en décembre 1976.
1309. Les Républicains indépendants (RI) intègrent l'UDF le 1er février 1978 quelques semaines avant les élections législatives.
1310 Henri Fizbin, secrétaire fédéral du PCF.
1311 Georges Sarre, animateur sur Paris du CERES. Premier secrétaire du PS de 1969 à 1971.
1312 Annexe 10, document 6.
1313 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF,Archives du BP, CD 2 NUM 4.
1314. Françoise Subileau, « Les communistes parisiens en 1977 », *Revue française de science politique*, 29ème année, n°4-5, 1979, pp. 791-811
1315 L'analyse menée par Françoise Subileau porte sur une comparaison entre la population parisienne et les communistes présents aux conférences de section. Cette population de communiste représente les plus actifs des adhérents, les plus impliqués. Extrait de l'article « assistent aux conférences les délégués désignés par leurs cellules et les militants de la section venus eux-mêmes participer. Il s'agit en fait des militants les plus impliqués dans action politique. La population interrogée donne ainsi une image de la partie la plus active des adhérents pari siens. »

années et que le pourcentage d'ouvriers baisse rapidement, la fédération communiste se porte bien et comprend de plus en plus d'adhérents. Au CC du 9 septembre 1977, Henri Fizbin annonce 30 000 communistes à Paris dont 9000 adhésions supplémentaires. Il indique les problèmes que cela soulève, notamment les besoins en formation. La fédération de Paris symbolise le paradoxe vécu par le PCF lors de ces années 1970, celui d'une organisation politique qui voit son nombre d'adhérents augmenter[1316] alors que ses résultats électoraux stagnent voire baissent. Il s'agit pour le PCF de contrer dans la capitale, la progression de l'influence des socialistes qui sont de plus en plus actifs, afin de rester la première force à gauche.

Dès février 1976[1317] avant même l'accord national de juin, Georges Sarre annonce que la fédération socialiste[1318] proposera par arrondissement des listes communes aux communistes et aux radicaux de gauche, listes qui seront ouvertes au PSU. De son côté, le PCF hésite longtemps semble-t-il sur la stratégie d'union à mener et ce jusqu'à quelques semaines seulement du premier tour. Au CC du 24 janvier 1977[1319], Henri Fizbin pense en effet qu'il faut envisager deux listes séparées pour contrer la volonté des socialistes de diminuer l'influence du PCF. Il juge les prétentions du PS trop importantes alors qu'en 1965 et 1971, lors des précédentes élections municipales[1320], toutes les listes d'union étaient menées par un communiste. Dans son rapport présenté au BP le 26 octobre 1976, Henri Fizbin avait déjà indiqué que le PS émettait de grandes prétentions et qu'il tentait de *« gommer le programme commun »* en parvenant à une orientation plus ou moins « confuse » alors que les municipales sont très politiques et « peuvent contribuer au progrès des idées du programme commun. » Une réunion le 2 février 1977 entre responsables politiques parisiens des partis de gauche n'aboutit toujours pas. Le PS revendique les têtes de liste pour le XI^{ème} arrondissement, pour Georges Sarre, et dans le XVIII^{ème} pour Claude Estier [1321]. Cette épreuve de force à Paris est néanmoins traditionnelle car l'accord, en 1971, n'avait abouti que quelques jours avant la clôture des inscriptions.

L'autre enjeu à gauche à Paris concerne l'équilibre entre le MRG et le PS. Il est en

1316 *Prendre sa carte 1920 – 2009 Données nouvelle sur les effectifs du PCF*, 2010, Publication de la fondation Gabriel Péri, Fondation Gabriel Péri.
1317. *Le Monde*, 14 février 1976.
1318. Christian Pierre est le premier secrétaire de la fédération socialiste parisienne.
1319. AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, archives donores du CC, 4AV 2217 / 2224.
1320. Jusqu'en 1971 il y l'élection de 80 membres dans les 80 quartiers mais ces élus n'ont pas de pouvoir réel.
1321 En définitive la tête de liste est le député communiste Louis Baillot.Daniel Vaillant revient précisément sur cette élection .(Daniel Vaillant, *PS 40 ans d'histoire*, *op. cit*)

effet question, dans les semaines qui précèdent le scrutin, de l'attribution d'un troisième siège au MRG dans un des secteurs où la gauche est sortante et où tous les sièges pour les socialistes sont des candidatures du CERES. La question de la discipline de vote au moment de l'élection du maire de Paris à l'issue du conseil municipal n'est pas résolue rapidement entre radicaux de gauche et socialistes. Le 9 février, communistes et radicaux de gauche font en effet une proposition commune de répartition des sièges pour l'ensemble de la capitale. Le MRG tente semble-t-il de jouer sur les deux tableaux. La direction nationale du PS réagit vivement à ce qu'elle qualifie de «*front commun*» dans un courrier adressé dès le lendemain à la fédération parisienne[1322]. Louis Mermaz et Roger Fajardie [1323] au nom du BE critiquent par ailleurs la fédération de Paris qui a mené les négociations «sans jamais en référer à la direction nationale du Parti . » Ces critiques reflètent en fait une autre « bataille de Paris ». Il s'agit d'une bataille interne entre le courant 2 du CERES majoritaire à Paris et le courant 1 majoritaire en France[1324]. Lionel Jospin [1325]qui représente le courant 1 critique, lors d'un comité exécutif fédéral le 8 février 1977 [1326], la façon dont sont menées les discussions avec les partenaires communistes et radicaux. Selon lui, il s'agit d'une stratégie qui hésite. Qui plus est, il dénonce en interne «une fraude indiscutable sur le XIII^{ème}». En conclusion, Lionel Jospin indique qu'il ne «participera pas au vote de ratification ».[1327]

Le nombre de votants dans chaque arrondissement[1328] pour désigner les candidats socialistes démontre la faiblesse militante du PS sur Paris et l'écart avec le nombre de militants communistes. Car, même si le chiffre de 30 000 communistes parisiens donné par Henri Fizbin est peut-être exagéré les chiffres du nombre d'adhérents ne sont pas comparables entre les deux partis. Le PCF reste le premier parti à Paris en 1977 en nombre d'adhérents, c'est la première force militante. Le lundi 14 février enfin, la Fédération de Paris du Parti

1322 FJJ EF 75-13

1323. Louis Mermaz est secrétaire national aux fédérations et aux entreprises et Roger Fajardie est secrétaire national aux élections.

1324. Congrès de Pau : 106 mandats sur 175 pour la motion du CERES à Paris.

1325 Adhérent parisien, secrétaire national à la Formation (puis secrétaire national au Tiers Monde) à l'issue du congrès de Pau en 1975.

1326. FJJ, EF 75-13

1327 FJJ, EF 75-13. Un ensemble de feuilles donnent les décomptes des voix obtenues par chaque candidat désireux d'être tête de liste socialiste pour chaque secteur. Ce document nous informe quant aux voix obtenues par les uns et les autres mais également sur la faiblesse militante du PS. Georges Sarre dans le 11ème arrondissement est élu avec seulement 72 voix (le nombre de participants n'est pas donné). Cela indique le peu de militants actifs, prêt à se déplacer pour voter. Dans le 18ème secteur, Claude Estier arrive en tête avec 140 voix, contre 126 voix pour Daniel Vaillant et 119 pour Lionel Jospin.

1328 Autres secteurs arrondissement et (nombre de présents) : 5 (99), 6 (60), 7 (46), 10(22), 12 (195), 13 (290), 14 (111), 15 (161), 20 (119).

Socialiste et du MRG se mettent d'accord sur un protocole électoral[1329]. Au lendemain de l'élection, les conseillers MRG et PS constitueront un groupe unique « *l'UGSD, régi par les mêmes principes que le groupe UGSD à l'Assemblée nationale* . » Par ailleurs et c'est l'essentiel du protocole, les élus du MRG s'engagent à voter pour le candidat du Parti socialiste lors de l'élection du Maire.

L'accord est enfin signé entre les trois formations de gauche le mardi 15 février[1330]. La gauche présente des listes communes dans les 18 secteurs[1331]. Les listes sont conduites par des socialistes dans 9 secteurs, par un membre du MRG dans un secteur, par des communistes dans 7 autres et par le front progressiste (gaulliste de gauche) dans un dernier secteur. Concernant les arrondissements gagnables par la gauche, cela donne en terme de répartition un nombre de conseillers communistes supérieur aux socialistes. Néanmoins, dans le communiqué publié à l'issue de la rencontre le 15 février, il est indiqué que la désignation du maire dépendra des résultats du premier tour.

> «le candidat commun de la gauche en fonction du résultat du scrutin [...]Pour le parti socialiste, ce candidat est Georges Sarre et pour le parti communiste, Henri Fizbin. »

La division en secteurs de Paris contraint les socialistes et les communistes à s'entendre sur des listes communes dès le premier tour, mais ils ne parviennent pas à convenir d'une candidature pour le poste de futur maire. Les électeurs de gauche ne savent pas avant de voter qui sera le futur maire si leur camp remporte les élections.

Dans *Le Monde* du 12 mars, soit la veille du premier tour, les quatre principaux candidats présentent leurs perceptions des enjeux de l'élection. George Sarre, qui ne fait aucune référence au *Programme commun,* propose un projet global porté par la gauche et met en avant un certain nombre de propositions portées également par les écologistes. Henri Fizbin parle de son côté de la nécessité d'ouvrir une « ère nouvelle dans la capitale », de porter une majorité de gauche « fermement unie sur un contrat municipal ancré dans les orientations du programme commun. »

Mais ces élections municipales revêtent un autre enjeu à gauche, plus caché, mais sans doute plus important au regard des élections législatives à venir. Il s'agit de la tentative d'ouverture à une quatrième composante de la gauche, avec l'intégration sur les listes de

1329. FJJ, 13EF 75/3
1330. *Le Monde*, 16 février 1977
1331. Les 20 arrondissements sont regroupés dans 18 secteurs (1er et 4ème arrondissement ensemble et 2 et 3ème). Les arrondissements avec tête de liste PS ou MRG : 2 et 3, 5, 6, 8, 9, 12, 14, 15,17. Tête de liste MRG : 16ème arrondissement. Les arrondissements avec tête de liste PCF : 1 et 4,10,11,13,18,19,20. Tête de liste « gaulliste de gauche » : 7ème arrondissement.

gaullistes de gauche et de militants du PSU. Au CC de novembre 1976, Georges Marchais évoque cette question de la *quatrième composante*. Il confirme la volonté de se rapprocher des « gaullistes historiques » et annonce que le PCF se déclare prêt à discuter avec une « quatrième force » si elle venait à se constituer. *Le Monde* du 18 février 1977 fait état de négociations entre la gauche et les gaullistes d'opposition. L'article reprend les propos de Georges Marchais tenus au CC de novembre et ceux de Jean-Pierre Chevènement, pour lequel l'apport gaulliste est « *potentiellement plus important pour la gauche que l'apport radical* . » A Paris, les gaullistes d'opposition obtiennent 6 postes sur les listes, dont une tête de liste dans le 7ème arrondissement, en la personne de Dominique Galet du Front progressiste. Cette question de l'ouverture aux gaullistes de gauche ne se pose pas, du reste, seulement à Paris. Dans le Gard, à Nîmes, la tête de liste est communiste, mais Antoine Perrier, ancien secrétaire du RPR et des républicains sociaux est présent sur la liste[1332]. Cette volonté d'ouverture à une quatrième composante se retrouvera évoquée par les communistes quelques semaines plus tard lors des discussions portant sur l'actualisation du *Programme commun*. La volonté d'apposer une nouvelle signature au texte existe.

Pour *Le Monde* à la veille du premier tour des municipales, une vague unitaire s'empare donc de la gauche[1333]. Les socialistes sont à la tête de 107 listes d'union de la gauche contre 96 pour le PCF pour les villes de plus de 30 000 habitants. Le MRG fait également généralement le choix de l'Union de la gauche mis à part à Mulhouse et Carcassonne où les radicaux de gauche se présentent de manière autonome, et à Bastia où ils sont alliés aux communistes face aux socialistes. La carte électorale de la couleur politique des têtes de liste des villes de plus de 30 000 habitants à gauche, reflète l'état des rapports de force [1334]. Le PCF est très présent dans la région parisienne et dans le Sud-Est. En grande majorité, les 97 villes pour lesquelles le PCF obtient la tête de liste sont localisées en Ile-de-France (56 sur 97). A l'inverse, seulement 13 listes sur les 107 listes dirigées par un socialiste sont situées en Région parisienne. La géographie des têtes de liste socialistes est le reflet de la présence électorale du PS sur le territoire français. Les cas d'absence d'union de la gauche dans les villes de plus de 30 000 habitants sont rares[1335] avec des exceptions notoires comme Marseille et Lens. Ces absences d'union dans certaines villes ne résultent plus, comme en 1971, d'une alliance du PS

1332. *Le Monde,* 18 février 1977
1333. *Le Monde,* 12 mars 1977 : titre à la une « La bipolarisation fera le jeu de la gauche plus que celui de la majorité »
1334 Annexe 9, documents 2 et 3.
1335 Annexe 9, document 1.

avec la droite mais d'une lutte d'influence à gauche. L'éditorialiste du *Monde* le 12 mars, à la veille du premier tour, souligne que le PCF est le grand gagnant des négociations. A l'appui de sa démonstration, il compare les 263 sièges de conseillers offerts au PC par le PS dans 26 villes de plus de 30 000 habitants contre 78 postes pour les socialistes dans 10 villes de plus de 30 000 habitants gérées par les communistes, alors que l'application dans les mêmes proportions aurait dû conduire à un chiffre de 100 conseillers.

c) Les résultats

Les élections ont lieu les 13 et 20 mars 1977, 6 ans après les élections municipales précédentes de 1971. 33 millions d'électeurs sont appelés aux urnes [1336] dans 36 575 communes. A l'issue du premier tour, la gauche est déjà victorieuse car 32 villes de plus de 30000 habitants basculent de droite à gauche dont 23 pour le PS[1337] et 9 pour le PCF[1338]. Selon Robert Fabre, les résultats montrent la justesse de la stratégie d'alliance, de l'ancrage à gauche des radicaux, alors qu'à l'inverse ceux qui ont voulu rallier la majorité n'ont pas été suivis par leur électorat[1339]. *Le Monde* dans son édition du mardi 15 mars annonce en une que la gauche peut être en mesure de gagner plusieurs autres villes. Les observateurs sont frappés par la diversité géographique des gains. Raymond Barillon[1340] prend ainsi pour exemple les deux villes d'Angers et de la Roche-sur-Yon deux exemples qui illustrent «l'évolution de la France profonde ». Jacques Fauvet tente d'expliquer la défaite de la droite en insistant sur « la pauvreté et la stupidité des arguments de la droite ». Il s'étonne en effet de l'utilisation par celle-ci du *Programme commun* comme repoussoir. Le fait de dénoncer le choix des socialistes de signer ce texte n'a pas de sens selon lui, car l'histoire ne lui laissait pas le choix et que cela a créé « un mythe dont une coalition a besoin pour retrouver l'espoir et l'unité ». Par ailleurs, dire comme la droite l'a fait durant la campagne, que l'entrée de communistes dans les conseils municipaux allaient entraîner une collectivisation municipale revient à

1336 *Le Monde,* 12 mars 1977.

1337 Les 23 villes remportées par le PS : Castres, Le Creusot, Pessac, Valence, La Roche-sur-Yon, Angers, Brest, Cherbourg, Dreux, Epinal, Roanne, Schiltigheim, Aurillac, Villeneuve-d'Ascq, Meaux, Beauvais, Chartres, Conflans-Sainte-Honorine, Mantes-la-Jolie, Romans, Saint-Herblain, Saint-Priest, Villefranche-sur-Saône.

1338 Les 9 villes remportées par le PCF : Reims, Saint Quentin, Châlons sur Marne, Athis Mons, Villeneuve-Saint-Georges, La Ciotat, Houilles, Montluçon, Tarbes.

1339. *Le Monde,* 15 mars 1977. « les radicaux sont bien dans la gauche et ceux qui ont voulu rallier la majorité ne sont pas suivis par leur électorat »

1340 *Ibid.*

prendre « *les électeurs pour des imbéciles* ». C'est un argument toujours repris le soir du premier tour par le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski qui déclare en présentant les résultats :

> «Dans les villes moyennes et dans les grandes villes auparavant détenues par le parti socialiste l'entrée par le biais de l'union de la gauche, des communistes dans l'administration communale constitue sans aucun doute l'élément le plus nouveau de la consultation . »

Libération[1341] au lendemain du premier tour insiste plus particulièrement sur « les pourcentages invisibles du 1er tour. » Il s'agit des résultats de l'extrême gauche. Pour Aubervilliers, la comparaison avec l' élection présidentielle montre en effet une progression : l'extrême gauche passe de 2,7 % à 6,7 % si on prend en compte pour 1974 le score cumulé d' Arlette Laguiller et d' Alain Krivine (mais la comparaison avec le scrutin municipal de 1971 montre plutôt une diminution : le score obtenu par l'extrême gauche avait été alors de 10%). Les représentants des trois formations d'extrême gauche (LCR, LO, OCI)[1342] qui s'étaient présentés dans une trentaine de villes, dont Paris, au premier tour sous le sigle « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » tiennent une conférence de presse le 17 mars. Arlette Laguiller annonce le soutien de son organisation à la gauche par solidarité avec les travailleurs, mais « sans illusion sur les hommes ni sur les programmes. » La dynamique autour du *Programme commun* impose l'Union de la gauche à l'extrême gauche.

Jacques Chirac pour le RPR dramatise les résultats du premier tour en parlant de « premier tour des législatives[1343]. » Profitant des bons scores des listes qu'il menait sur Paris, par rapport à celles conduites par Michel D'Ornano, il retient deux idées fortes pour ce scrutin: la poussée de la gauche et la résistance gaulliste à Paris. François Mitterrand, à l'issue de ce premier tour, insiste sur les gains de la gauche et surtout ceux du PS en déclarant « *La poussée de la gauche unie, et particulièrement du PS, annoncée depuis plusieurs élections, se confirme et prépare dans des conditions favorables les prochaines élections législatives*[1344]. » Le 18 mars, a lieu à Paris le seul meeting commun[1345] à gauche de la campagne, en présence des trois leaders de la gauche, et des deux candidats parisiens, Georges Sarre et Henri Fizbin. Le lendemain du meeting *L'Humanité* titre «foule hier soir au meeting de l'union de la

1341 *Libération*, 15 mars 1977.
1342. LCR : Ligue communiste révolutionnaire – LO : Lutte ouvrière – OCI : Organisation communiste des travailleurs.
1343. *Le Monde*, 20,21 mars 1977.
1344. *Le Monde*, 15 mars 1977.
1345 Annexe 2, document 4.

gauche » et revient sur le discours de Georges Marchais qui a lancé à cette occasion un nouvel appel « aux patriotes, à tous les démocrates, à ceux qui souffrent du système » et qui est revenu sur le contenu du *Programme commun* en déclarant que ce texte est toujours d'actualité, parce qu'il est seul à proposer des solutions pour sortir de la crise, solutions qui « visent toutes au même but par le même moyen: la démocratie. »

Les élections à Paris sont finalement perdues par la gauche. Seulement 4300 voix ont manqué dans les secteurs clés : 1058 dans le 14ème arrondissement (10éme secteur), 1203 dans le 10éme arrondissement (8éme secteur), et 2218 dans le 12éme arrondissement (10éme secteur)[1346]. Sur les 775 000 voix exprimées sur l'ensemble de ces arrondissements cela représente donc un écart de seulement 0,5%. Ces arrondissements avec les 17 conseillers municipaux finalement gagnés par la droite auraient assuré la majorité à la gauche[1347]. La victoire de Jacques Chirac, nouveau maire de Paris à l'issue du vote des conseillers municipaux, lui permet d'asseoir son autorité dans la famille gaulliste. L'éditorial du *Monde* du 22 mars s'amuse des propos de Jacques Chirac déclarant à l'issue du scrutin que Paris est resté dans le « camp de la liberté » ce qui, sous la plume du journaliste, revient à « se moquer des électeurs ». Cette victoire lui donne des moyens logistiques considérables[1348] qui lui permettront de poursuivre sa carrière politique jusqu'aux plus hautes fonctions de l'État.

Les gains électoraux au soir du second tour, que ce soit en terme de mairies conquises et de nombre de conseillers municipaux, sont considérables pour la gauche. Soixante villes de plus de 30 000 habitants sont gagnées par la gauche. Pour les villes de plus de 30 000 habitants le gain est de 22 villes pour le PCF et de 35 pour le PS. Le PS perd néanmoins trois villes (Cambrai, Maubeuge, et Quimper) au profit de la droite alors que le PCF ne perd aucune ville. Deux municipalités par ailleurs passent du PS au PCF, Sevran et Evreux.
Comme on peut l'observer sur la carte[1349], les gains de la gauche s'observent sur l'ensemble du territoire. L'Union de la gauche est largement majoritaire dans la France urbaine. Elle gère 155 villes de plus de 30 000 habitants sur les 221 : 72 pour le PCF, 81 pour le PS, et 2 pour le MRG. Malgré des gains importants, le PCF n'est plus le premier parti municipal à gauche, il est devancé par le PS. La réussite de la gauche s'observe également si l'on prend les villes de plus de 9 000 habitants[1350]. En 1977, la gauche contrôle 61 % des villes de plus de 9000

1346. *Le Monde*, 22 mars 1977
1347. *Ibid.* Si la gauche avait remporté ces trois secteurs cela aurait en effet fait un total de 27 conseillers PCF, 21 PS, 5 MRG, 2 PSU, 1 divers gauche et 1 gaulliste d'opposition soit 58 conseillers sur 109.
1348 Pierre Martin, *Les élections municipales en France depuis 1945, op. cit.*
1349 Annexe 9, document 4.
1350 Gérard Grunberg et Élisabeth Dupoirier, "Qui Gouverne La France Urbaine ? Les Élections Municipales

habitants. Ces élections confirment, à l'échelle locale, la progression de la gauche lors de scrutins nationaux précédents. Mais cette réelle victoire est en partie en trompe l'œil car s'il y a bien progression par rapport à 1971, la comparaison avec le scrutin présidentiel de 1974 montre que le nombre de villes ayant donné la majorité à François Mitterrand en 1974 est le même en 1977. Mais localement la dynamique unitaire s'impose. Dans l'éditorial du *Figaro* du 22 mars, Raymond Aron ne nie pas la victoire de la gauche qui marque le désaveu subi par la majorité actuelle :

> *«* Personne ne conteste le sens et la portée des élections municipales : personne ne cherche à minimiser l'importance du succès remporté par l'Union de la gauche. Une majorité de Français semble croire que les partis de gauche lutteraient plus efficacement contre la crise et le chômage que le gouvernement actuel. »

Pour Pierre Thibon dans cette même édition du *Figaro*, il y a dorénavant une «espèce de mythe programme commun » qui fait disparaître l'identité de chacun des signataires, ce qui constitue selon lui une « victoire morale du PCF ». En parlant de « *mythe* » au sujet du *Programme commun* l'auteur souhaite tout à la fois évoquer la puissance de la dynamique autour du *Programme commun* mais aussi démasquer ce qui se cache selon lui derrière l'Union de la gauche, à savoir un PCF puissant. Serge Maffert dans cette même édition du *Figaro* compare la puissance de la dynamique née du *Programme commun* à celle auparavant du gaullisme :

> « Il existe un courant en faveur de la gauche comme jadis il y en avait un en faveur du gaullisme. Rien n'est plus difficile à inverser que ces mouvements lents, mais profonds qui traduisent une évolution de la société française elle même et de ses mentalités. »

Pour les villes de plus de 30 000 habitants, le journal, en s'appuyant sur les décomptes du ministère de l'Intérieur, comptabilise 2306 conseillers communistes contre 2259 pour les socialistes d'où le titre du *Figaro* «le PC premier bénéficiaire de l'Union de la Gauche ». Cette lecture des résultats, qui ne s'en tient pas seulement au nombre de villes de plus de 30 000 habitants gagnées mais à l'implantation en terme d'élus, pondère quelque peu la plus grande victoire qui aurait été celle du PS à l'issue du second tour des municipales.

Pour le PCF, le bilan est positif avec des victoires importantes et symboliques comme à Saint- Etienne, le Mans et Reims. Mais Georges Marchais lors du CC des 31 mars et 1er avril incite à ne pas faire preuve localement de triomphalisme. Les élus communistes se doivent

---

dans les Communes de plus de 9 000 habitants*.", Revue Française de Science Politique,* n° 28, 1978.

d'être les élus de tous les administrés et pas seulement des communistes et doivent travailler ainsi à renforcer l'influence du PCF sur d'autres couches sociales. Pour mieux travailler sur ces questions municipales le PCF décide à l'issue du CC de créer une association d'élus communistes.

Si l'on s'en tient aux échanges lors du secrétariat national du PS du 23 mars, la victoire électorale semble en partie amère du côté de la direction du PS. Les notes prises à cette occasion par Jean Poperen [1351] montrent que les dirigeants présents considèrent que la victoire aurait pu être plus large, du moins encore plus au bénéfice du Parti et plus au détriment du PCF. Lionel Jospin parle de déception par exemple en ce qui concerne les élections à Paris avec selon lui, un PS qui n'a pas su anticiper une victoire possible : « On n'a peut-être pas vu que le courant serait si fort et qu'on pourrait gagner à Paris .» Alors qu'il a été lui-même candidat pour être tête de liste dans la 18ème circonscription [1352], mais finalement battu par le vote des militants[1353] au profit de Claude Estier, il exprime ainsi le regret que le PS face au PCF à Paris, fédération à majorité CERES, n'ait pas revendiqué avec assez de force la tête de liste. Lors du Comité exécutif fédéral du 8 février 1977[1354] il avait déjà formulé des critiques en ce sens. Toujours lors de cette réunion du Secrétariat le 23 mars, François Mitterrand approuve cette analyse et rajoute que partout où le CERES est présent « ce n'est pas bon ». Ces quelques prises de note de Jean Poperen sont donc le reflet également des luttes entre courants. Les critiques à l'encontre du CERES[1355] s'expriment au sein du secrétariat d'autant plus facilement qu'à l'époque le secrétariat est homogène, sans représentant des courants minoritaires[1356]. D'autres villes sont sans doute en cause lors de cette réunion du Secrétariat : Thionville, Reims, Châlons-sur-Marne, Saint-Etienne, Athis-Mons qui sont des villes conquises à la droite par le PCF dans des départements où le courant CERES est majoritaire. Mais dans de nombreux départements la tête de liste est communiste dans la plus grande ville alors même que le courant 1 est majoritaire : c'est le cas dans les départements du Cher, avec Bourges, de l' Indre avec Châteauroux, de la Dordogne (Périgueux), ou de la Sarthe avec Le

1351 CHT Nantes, POPJ 40, Secrétariat national du 23 mars 1977, notes manuscrites de Jean Poperen. Jean Poperen est secrétaire national à la Propagande depuis le congrès de Pau en 1975

1352 FJJ, EF 15-13.

1353 Robert Estier 140 voix- Daniel Vaillant 126 voix - Lionel Jospin 119 voix- Bertrand Delanoë (futur maire de Paris) 96 voix.

1354 FJJ, EF 75-13. Intervention manuscrite de Lionel Jospin au CEF de Paris du 8 février 1977.

1355 Le CERES (courant 2) est dans la minorité depuis le congrès de Pau.

1356 Pierre Simon, *Le pouvoir dans un Parti démocratique: François Mitterrand et les courants*, dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin, *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée*, (dir.), *op. cit.*

Mans[1357].

La victoire de la gauche à ces élections est en partie contradictoire dans le cadre du *moment Programme commun* dans la mesure où finalement ce n'est pas tant l'étendard que représente le programme qui remporte ces élections qu'un regroupement derrière une idée, un concept, celui d' « *Union de la gauche ».* Les tracts distribués à Paris mettent en avant cette terminologie en annonçant en titre : « *Le 13 mars votez pour les listes d'Union de la Gauche.»* Les références au *Programme commun* existent dans ce document mais ce n'est pas ce qui est le plus mis en avant[1358]. C'est l'Union de la Gauche qui s'impose lors du scrutin dans toutes les villes, et non pas l'alliance autour du *Programme commun*. Bien entendu ce texte censé être un texte de gouvernement ne correspondait pas à un programme municipal. Les références à ce texte durant la campagne ne pouvaient donc qu'être limitées.

Si l'on prend en compte le temps long, ces élections municipales marquent une rupture dans l'histoire politique française[1359]. Malgré les aléas de la vie politique française lors des scrutins qui suivent, cette bipolarisation droite-gauche, relativement nouvelle par son ampleur en 1977 à l'échelon municipal, est encore de mise quarante ans plus tard. Le PS n'est jamais revenu à des alliances de type troisième force, même s'il s'est lui-même recentré depuis. Si l'on reste à l'échelle du *moment Programme commun* cette élection ouvre une parenthèse, un temps politique où tout s'arrête, ou du moins où tout semble écrit. En effet, après le triomphe de la gauche aux élections cantonales de 1976, ces élections municipales sont une confirmation. Elles s'annoncent comme le prélude à une victoire de l'opposition aux futures élections législatives.

Le *Programme commun* n'est pas à l'origine des désistements électoraux à gauche mais l'ensemble des élections de la période 1972-1978 donne naissance à un nouveau concept politique, l'Union de la gauche. A son apogée au moment des municipales, cette union semble devoir gagner aux élections de 1978. Selon l'éditorialiste du *Monde* le 22 mars, au lendemain du second tour, la France va vivre en «*campagne électorale permanente ».* Lors de l'émission *Cartes sur table*[1360] du 20 avril 1977, l'invité est le Premier ministre Raymond Barre. En introduction, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach s'adresse à l'invité et dresse un tableau

1357 Annexe 9, document 2 et Annexe 12, document
1358 FJJ, 13 EF /75.
1359 Pierre Martin parle de la fin du « socialo-centrisme » (Pierre Martin, *Les élections municipales en France depuis 1945, op. cit.*
1360 INA, *Cartes sur table*, 20 avril 1977.

inquiétant pour la majorité :

> « Monsieur le Premier ministre, une partie apparemment inégale s'est engagée depuis les municipales. A gauche, c'est la certitude et l'espoir. Dans la majorité, le doute et la résignation, et c'est même un nouveau ministre qui parle de débandade dans les administrations, dans les entreprises et certains attendent déjà vos successeurs. Sera-t-il possible de tenir comme cela pendant un an ? »

Au-delà de l'effet de dramatisation souhaité par le journaliste, afin sans nul doute d'accrocher le téléspectateur, ces propos rendent bien compte néanmoins d'un sentiment partagé par les observateurs politiques d'une victoire inéluctable de l'Union de la Gauche et donc de l'application du *Programme commun*. Signé en 1972, il devient après cette campagne de 1977 véritablement un *Programme commun* porté par l'Union de la Gauche, et se transforme véritablement en *Programme Commun de Gouvernemen*t pour une victoire annoncée en 1978.

Si la période d'actualisation va être en partie instrumentalisée à des fins tactiques par chacun des partenaires entre avril et septembre 1977, il n'en reste pas moins vrai que près de 5 ans après la signature, alors que la crise frappe le pays, il paraît difficile aux communistes comme aux socialistes de venir proposer aux électeurs le même programme qu'en 1973. Les négociations n'auraient sans doute pas eu lieu si les élections avaient eu lieu en 1976 comme prévu mais l'élection présidentielle de 1974 vieillit l'union autour du texte, vieillit le *Programme commun*. Mais le débat qui s'ouvre à gauche à partir d'avril 1977 loin d'être une simple actualisation du *Programme commun* rouvre le débat idéologique abandonné en 1972.

Conclusion de la deuxième partie

Le *Programme commun* est considéré par la droite et le reste de la gauche qui ne s'associe pas à l'union autour du texte, comme un événement politique majeur dès son adoption. La majorité, qui n'est pas parvenue par l'intermédiaire d'un référendum sur l'Europe, à enrayer la dynamique de rapprochement entre le PCF et le PS en vue de l'adoption d'un texte, tarde à apporter une réponse programmatique. Il faut attendre 1977 pour que la droite propose un contre-projet.

A gauche les organisations qui n'approuvent pas le texte ne parviennent pas à contrer la dynamique électorale induite par sa signature, au point d'être contraintes en définitive de s'inscrire, au moins au second tour d'une élection, dans le cadre de l'Union de la gauche par un appel à voter pour le candidat du *Programme commun* restant en lice.

Parmi les signataires, chaque organisation garde son autonomie de fonctionnement. Aucune structure au dessus du PCF, du PS ou du MRG ne voit le jour car même le *comité de liaison* ne fait qu'entériner les décisions prises par l'appareil dirigeant de chaque organisation. Il y a bien Union mais pas d'unité autour du *Programme commun* car les actions communes sont très vite refusées par le PS, et parfois par le PCF comme celles devant les entreprises.
Les leaders de la gauche ne s'affichent que rarement ensemble que ce soit lors des meetings ou lors des manifestations. L'Union ne va pas jusqu'à l'unité.

Il est possible de parler de *moment Programme commun* dans la mesure ou l'ensemble des forces politiques sont contraintes de se positionner par rapport à ce texte. L'extrême gauche subit le *Programme commun*. Mais le contenu du texte n'irrigue sans doute pas autant la société française que le laisserait supposer l'importance qu'il prend dans les débats. Les couches populaires, comme cela a pu être montré à travers l'étude des « cahiers de la misère et de l'espoir » ne mentionnent pas spontanément le *Programme commun* comme source politique d'espérance.

D'élection en élection la gauche progresse. Les élections municipales font naître véritablement l'Union de la gauche à travers les nombreuses municipalités conquises. Cette victoire électorale confronte l'alliance à son propre projet car avec la victoire promise pour 1978, le programme n'est plus seulement commun mais *de gouvernement*. Avant même les

élections législatives de mars le *Programme commu*n est à partir de ce moment-là interrogé sur sa crédibilité idéologique, notamment en matière de libertés, et par conséquent sur sa crédibilité « gouvernementale ».

TROISIÈME PARTIE

De la question des libertés aux nationalisations ou le *Programme commun* à l'épreuve du débat idéologique

Introduction de la troisième partie

Au moment de la signature du Programme commun les partis signataires n'ont pas exercé le pouvoir depuis le début de la V^{ème} République et n'ont pas su se faire le relais des aspirations politiques et sociales portées par mai-juin 1968. Alors que le texte est au centre du jeu politique, que les résultats des élections montrent que la victoire des signataires devient possible, la société française s'interroge sur la crédibilité et l'efficience du projet politique. Les polémiques qui surgissent régulièrement entre les partenaires, avec plus ou moins d'acuité à partir d'octobre 1974, mettent en doute leur capacité à gouverner ensemble en cas de victoire électorale aux législatives de 1978.

Les questions sur la crédibilité politique de l'Union se doublent de questions relatives à la crédibilité économique du programme, qui sont soulevées avec d'autant plus de force que le texte a été pensé avant le premier choc pétrolier en 1973 et que la France s'enfonce dans la crise. Ceci induit pour les signataires, surtout pour le PCF, une nécessaire actualisation du texte. Dans ce contexte, ce sont tout naturellement les nationalisations, au cœur du projet économique porté par le *Programme commun,* qui sont au centre des débats en septembre 1977 occultant toutefois l'enjeu majeur, mais jamais finalement discuté, qui est la question de la politique industrielle.

Pourtant, à partir de 1975 et jusqu'en 1981 au moins, c'est sur la question des droits de l'homme en général que les signataires doivent surtout se justifier. Une fois arrivés au pouvoir sauront-ils défendre les libertés ? Cette question devient centrale à partir de 1975. Ce sont les communistes au premier chef qui sont interrogés sur cette question, eux qui dans le cadre d'un gouvernement d'union auront des ministres communistes alors que leurs liens et leur défense des démocraties populaires, sans liberté politique, interrogent de plus en plus l'ensemble de la société française. C'est l'autre gauche, dont bon nombre d'intellectuels, plus que la droite qui soulève le hiatus et questionne les signataires du programme. Le spectre du totalitarisme est brandi par nombre d'intellectuels, tels les nouveaux philosophes, comme grille de lecture du programme de la gauche. La question des libertés ne cesse dès lors d'être évoquée à partir de la sortie de l'*Archipel du Goulag,* ouvrage d'Alexandre Soljénitsyne[1361], et l'absence de libertés politiques en URSS, pour rebondir avec la Révolution des Œillets au Portugal en avril 1974.

1361 Publication en russe de l'*Archipel du Goulag* à Paris en janvier 1974. Le tome 1 paraît en français en juin 1974, le deuxième en décembre 1974 et le troisième en mars 1976.

L'actualisation du *Programme commun*, surtout souhaitée par le PCF après les élections municipales de mars 1977, relance aussi les débats autour de la question de la Défense nationale, l'un des seuls véritables points d'accrochage, avec les nationalisations, entre socialistes et communistes en juin 1972. Les discussions en avril 1977 reprennent finalement là où elles s'étaient arrêtées[1362].

Mais la nouveauté en 1977 par rapport aux discussions de 1972 se trouve dans le fait que les débats et les désaccords entre partenaires de gauche sont exposés dans les médias, en direct à la télévision en septembre 1977. La table ovale du BP, place du colonel Fabien[1363], lieu des dernières discussions en juin 1972, est ainsi remplacée par les plateaux de télévision en septembre 1977.

I) La question des libertés

Le 7 juillet 1971, un mois après le congrès d'Épinay, a lieu une rencontre entre les principaux dirigeants communistes et socialistes. A l'issue de cette rencontre sont constituées deux délégations[1364] chargées d'élaborer une déclaration sur les libertés et les actions communes sur ce thème. Trois mois après, ces travaux aboutissent à l'adoption le 8 octobre 1971 d'un texte appelé *« déclaration commune »*[1365]. C'est le premier texte adopté par les communistes et les socialistes après le congrès d'Épinay. En préambule, le texte pose la question *« Où en sont les libertés en France ? »* et se propose d'y répondre selon quatre axes[1366]. Parmi ces thématiques aucune ne concerne véritablement la question des institutions, question à peine abordée ou à travers des propos très généraux. Il est simplement proposé sans précision une réforme « profonde des institutions constitutionnelles et administratives» afin de «supprimer le pouvoir personnel» et de «renforcer les pouvoirs du parlement ». Socialistes et communistes n'annoncent pas vouloir remettre en cause la constitution de 1958. Avant de

1362 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*
1363 Annexe 5, document 2.
1364 Composition des délégations : Paul Laurent, Claude Poperen et Pierre Juquin pour le PCF et Gérard Jacquet, Pierre Joxe et Georges Sarre pour le PS.
1365 *L'Humanité*, 9 octobre 1971.
1366 *Idem.*Déclaration commune du 8 octobre 1971 : quatre parties, « Pour la sécurité des citoyens », « Pour les libertés politiques essentielles », « Les libertés des travailleurs dans les entreprises », « Pour les libertés de la pensée et de l'expression et de la culture ».

signer un texte programme, les deux futurs partenaires annoncent finalement qu'ils respecteront les institutions sans revenir à un régime parlementaire. Conviés à participer à une rencontre sur ce thème, le 22 octobre, la CFDT et la FEN déclinent l'invitation. Dans une déclaration commune, ces deux organisations affirment que les libertés doivent être défendues quelles que soient les opinions des individus mais aussi quels que soient les Etats qui se rendent coupables d'atteintes aux libertés[1367]. Les communistes ne sont pas jugés crédibles sur ce sujet par ces deux fomations.

Certains événements internationaux - la période de Guerre Froide se poursuit même si depuis 1962 il est possible de parler de détente - rentrent en résonance avec l'alliance à gauche dans la mesure où socialistes et communistes ont pour principale divergence, en matière idéologique, la nature des régimes dans les pays de l'Est. L'attitude intransigeante de la SFIO à l'égard de cette question (que certains qualifient d'anticommunisme primaire), s'atténue avec le NPS puis le PS d'Épinay.

A) Dans les pays socialistes

La question Tchécoslovaque ressurgit durant l'été 1972, peu de temps après la signature du *Programme commun*. De nombreux procès ont lieu, dont celui le 26 juillet 1972, contre 6 personnes accusées « d'action subversive contre la République[1368]. » Le tribunal de Brno prononce des peines allant jusqu'à deux ans et demi à l'encontre de ces inculpés pour «*activités subversives*»[1369]. Ce procès n'est pas le premier comme le relève la dépêche de l'AFP citée dans le journal, car depuis une semaine 22 personnes ont été condamnées dont une quinzaine à des peines de prison ferme. François Mitterrand, interrogé sur *Europe 1* le 28 juillet, alors que le PCF n'a toujours pas fait de déclaration, indique qu'il fait confiance aux communistes qui ont signé « un programme commun qui garantit les libertés publiques. » Cette déclaration pour le quotidien gaulliste *la Nation*[1370] est la preuve que François Mitterrand est « l'otage de ses alliés. » Le PCF rend publique le même jour en fin d'après-midi une délibération datée du 25 juillet qui indique que les communistes français

1367 *Combat*, 22 octobre 1971.
1368 *Le Monde*, 28 juillet 1972.
1369 *Le Monde*, 29 juillet 1972.
1370 *La Nation*, 28 juillet 1972. La Nation est alors le quotidien du mouvement gaulliste. Ce journal deviendra *La Lettre de la Nation*, un hebdomadaire, et disparaît en 1997.

désapprouvent les procès.

La presse scrute l'attitude du PCF. Raymond Barillon dans *Le Monde* [1371] souligne que l'absence de réactions du PCF, à peine un mois après la signature du programme, aurait démontré que les engagements pris par le PCF à travers le programme en matière de liberté n'auraient été que de « fallacieuses promesses. » *Le nouvel Observateur* du 28 juillet publie un article signé par Jacques Julliard qui a pour titre « Faut-il redouter un Prague français ?» D'emblée il indique que la question tchécoslovaque «*encore une fois*», comme en 1968, se trouve au centre des débats politiques français. Tout en prenant acte de l'évolution du PCF, Jacques Julliard évoque néanmoins le risque qui existe d'un PCF en situation dominante. Mais il pondère le risque en indiquant que cela se limiterait à l'accroissement du pouvoir «social» des communistes. Tentant de répondre à ces inquiétudes, François Mitterrand le 21 août annonce la tenue d'une conférence sur la Tchécoslovaquie ce qui est critiqué par le PCF. Dans le compte-rendu de ses débats le 9 novembre 1972, le BP juge que cette initiative est le fruit d'une pression de l'intérieur du PS par des éléments qui n'ont pas rompu avec les centristes ainsi que d'une pression extérieure venant notamment des partis sociaux démocrates d'Europe[1372]. La direction communiste juge l'initiative de cette conférence « inopportune » dans un communiqué rendu public[1373]. Ce sont les 25 et 26 novembre 1972, que se tient cette conférence à l'hôtel Méridien à Paris. Plusieurs personnalités du Printemps de Prague, dont Alexandre Dubcek et Joseph Smrkovsky sont invitées à prendre la parole. Louis Aragon, membre du CC décline l'invitation par un courrier quelques jours avant la conférence. Il prétexte une défense de l'union à gauche « enfin réalisée[...]longuement et chèrement acquise » qu'il ne veut pas risquer de remettre en question[1374].

Ces divergences, six mois après la signature du *Programme commun* sur la question tchécoslovaque et de manière plus large sur la question des libertés dans les pays communistes, peuvent s'interpréter comme le signe de désaccords profonds mais qui ne remettent pas en cause l'accord.

Dans le programme communiste *Changer de cap* il n'est pas fait mention une seule fois de l'URSS. Les pays socialistes ne sont peut-être plus un modèle, mais l'absence de libertés n'y est pas pour autant critiquée. Au cours des 1970 le PCF ne rompt pas ses liens avec l'URSS : si certaines critiques s'expriment en interne, cela n'entraîne jamais de mise en

1371 *Le Monde*, 30 et 31 juillet 1972.
1372 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD NUM 4, BP du 2 novembre 1972.
1373 *Le Monde*, 26 et 27 novembre 1972.
1374 *Le Monde*, 19-20 novembre 1972.

cause de l'URSS en tant que porte-drapeau du socialisme. Lors du CC de janvier 1974 Georges Marchais s'en prend à ce que la direction considère comme une intense propagande anti-soviétique. Il refuse toute prise de distance avec l'URSS au nom de la solidarité avec les pays socialistes.

> «Nous devons résolument, avec vigueur, repousser l'idée qu'il nous faudrait prendre nos distances avec les pays socialistes, avec l'Union soviétique. Ce serait une faute politique grave, une faute politique considérable, ce serait une faute politique impardonnable, qui nous coûterait cher et qui nous coûterait même très cher. Pourquoi ? Parce que la lutte pour le socialisme, elle ne peut être limitée au cadre national. Dans la lutte pour le socialisme, le rôle du système socialiste mondial, le rôle de l'Union soviétique est décisif, et ça c'est une analyse du comité central, puisque ça figure dans le rapport du comité central au 20ème congrès du parti. »[1375]

Henri Fizbin lors de ce CC de janvier 1974 tente de proposer dans la résolution sur l'antisoviétisme une phrase sur la nécessité de garantir la liberté d'expression d' Alexandre Soljénitsyne. René Piquet tout comme Roland Leroy et Jean Kanapa montent au créneau pour s'y opposer. René Piquet considère que la réponse virulente à l'anti-soviétisme est justifiée car il en va de la «responsabilité révolutionnaire et internationale du PCF vis-à-vis du socialisme et du mouvement communiste. »

Charles Fiterman lors du congrès extraordinaire d'octobre 1974 évoque la « réalité socialiste » pour réfuter la notion d'échec indiquant qu'il faut être d'une « mauvaise foi ou d'une ignorance impardonnable » pour porter un tel jugement. Revenant sur les Assises du socialisme il critique l'absence dans la résolution finale de prise en compte de l'expérience socialiste dans ces pays. Il en conclut que cela engage à douter de la sincérité de l'engagement des « partenaires »[1376].

Un autre exemple de cette difficulté - ou de ce qui peut également s'interpréter *in fine* tout simplement comme une absence de volonté réelle de prise de distance avec l'URSS - s'exprime jusque dans le monde universitaire et scientifique à propos de la défense du mathématicien Léonide Pliouchtch[1377]. En 1975, trois mathématiciens français Henri Cartan, Laurent Schwartz, et Michel Broué fondent un « comité des mathématiciens » qui concentre son activité cette année-là sur la défense du dissident soviétique. Le 23 octobre, un meeting est organisé à la Mutualité pour sa libération. Diverses organisations de gauche y participent à l'exception de la CGT et du PCF. Le même soir, celui-ci organise au Parc des expositions de la

1375 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, 4 AV 2009-2018.
1376 *Le Monde*, 29 octobre 1974.
1377 Léonide Pliouchtch, (1939-2015)

porte de Versailles un rassemblement pour les libertés. Un an plus tard, le 21 octobre, un nouveau meeting est organisé à la *Mutualité*, cette fois pour fêter la libération de Léonide Pliouchtch. Le BP du 21 octobre 1976 au matin est entièrement consacré à la question de savoir si la direction du PCF doit ou pas dépêcher un de ses membres. Elle autorise finalement Pierre Juquin à intervenir et entérine le texte que celui-ci doit lire. Le BP acte par ailleurs qu'il sera accompagné de Jean Elleinstein [1378] et Aimé Albeher [1379]. Interviewé quarante ans après Pierre Juquin [1380] mentionne un doute qui aurait saisi les membres de la direction à l'idée de défendre un dissident. Selon ses souvenirs, ce sont les propos d' Etienne Fajon qui ont forcé la décision[1381] et rallié les « anciens ». La poignée de main de Pierre Juquin et de Léonide Pliouchtch au meeting de la Mutualité du 21 octobre 1976 est immortalisée par les photographes. L'agence officielle russe Tass réagit vivement en condamnant la participation de communistes français à ce qu'elle qualifie de « sale entreprise »[1382]. Quelques jours après, le Secrétariat du PCF [1383] décide de laisser toute latitude à Pierre Juquin d'agir en son nom à la suite du meeting mais considère qu'il n'est « pas nécessaire d'y associer le Parti en tant que tel », étant donné qu'il y a déjà des communistes dans le comité de défense du mathématicien. La direction communiste précise néanmoins qu'il est nécessaire qu'à l'avenir il n'y ait pas prolifération de ce genre de comités. Par ailleurs, lors de cette même réunion du Secrétariat, la direction communiste décide de mener campagne pour la défense de la mathématicienne allemande Cornélia Boss-Ziegling interdite de travail en République Fédérale d'Allemagne (RFA)[1384]. La direction communiste accepte donc du bout des lèvres de critiquer l'URSS, mais tente de démontrer dans le même temps que les libertés sont bafouées également à l'ouest, que des deux côtés du mur somme toute il y a des dissidents. Toujours lors de cette même réunion, le Secrétariat décide de prendre contact avec Henri Noguères alors président de la LDH afin d'envisager la possibilité de faire rentrer

1378 Professeur, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM).
1379 Aimé Albeher, suppléant au CC depuis le 22e congrès du Parti communiste français, L'Ile-Saint-Denis, 4 – 8 février 1976. Aimé Albeher est l'un des responsables des communistes à Renault.
1380 Pierre Juquin : entretien le 9 mars 2013.
1381 Pierre Juquin cite de mémoire en substance les propos d' Etienne Fajon ce jour-là « si c'est pour dire ce que viennent de dire Jean (Kanapa) et Pierre on y va»
1382 *Le Monde*, 25 octobre 1976.
1383 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, CD 2 NUM 5 , relevé de décisions du Secrétariat du 16 novembre 1975.
1384 A travers cet exemple on observe que le Secrétariat ne joue pas seulement un rôle d'exécution. Cela est confirmé par le témoignage de Charles Fiterman le 12 septembre 2012. « Officiellement, le PCF est dirigé par un congrès, un CC, un BP qui est l'organisme de direction politique et un Secrétariat qui est censé être un organisme d'exécution - mais qui ne l'est pas en vérité. »

des communistes à la direction de la ligue[1385] et Pierre Juquin, alors en charge des questions éducatives, est mandaté pour indiquer aux communistes des syndicats enseignants du SNES et du SNESUP de ne pas se lancer « dans des initiatives sur ces questions » alors que leur tâche principale est la défense de leurs syndiqués. Afin de faire face à la question des libertés qui est un terrain difficile pour le PCF, la direction communiste tente donc de faire de l'entrisme au sein de la LDH et Pierre Juquin est chargé d'encadrer les intellectuels communistes. Pourtant l'affaire Léonid Pliouchtch ne se termine pas pour le PCF avec la libération du mathématicien. En 1978, la section de Propagande décide d'éditer la brochure «*Vivre*!» avec pour sous-titre «*Programme commun actualisé: le parti communiste propose*... »[1386]. Jean Kanapa annonce une édition prévue à 12 millions d'exemplaires de cette brochure lors d'un meeting à Pantin le 10 janvier 1978 [1387]. L'équipe de rédaction réunie autour de Pierre Juquin, qui prend en charge peu à peu le secteur propagande à la place de René Piquet (cf supra), regroupe Marcel Trillat, Jacques Frémontier, Daniel Wirtz, Jean-Jacques Lebel et Gérard Streiff. Une première mouture est lancée chez l'imprimeur qui présente la photo de la poignée de main entre Léonide Pliouchtch et Pierre Juquin, et celle d'une manifestation contre les interdits professionnels à l'encontre des communistes en RFA. Mais tous les exemplaires de cette première mouture de la brochure sont détruits. Selon le témoignage de Jean-François Gau, cité par Gérard Streiff dans sa thèse, c'est Gaston Plissonnier qui fait pression, « une pression maximum ». La raison essentielle de ce revirement est la photo de la poignée de main. La destruction de cette brochure secoue le parti. Le communiste Jean Elleinstein dénonce cette mise au pilon des exemplaires[1388]. Lors du CC des 26-28 avril 1978, Georges Marchais et Pierre Juquin se justifient devant le CC. L'écoute de l'enregistrement fait entendre un Georges Marchais excédé qui intervient violemment en tapant du poing sur la table et qui tente de répondre aux accusations formulées par Jean Elleinstein dans *Le Monde* du 13 avril. Il va même jusqu'à défendre l'idée surprenante que c'est parce que la brochure n'allait pas assez loin dans la critique des pays socialistes qu'elle a été retirée:

1385 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, CD 2 NUM 5, relevé de décisions du Secrétariat du novembre 18 novembre 1976, Extrait « Prendre contact avec Henri Noguères de la Ligue des droits de l'homme, pour suggérer certaines initiatives et discuter de l'entrée de quelques membres du Parti dans la direction de la Ligue. »

1386 Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978*, 2001, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques (Paris).

1387 *Ibid.*, p. 773.

1388 *Le Monde,* 13 avril 1978. Il s'agit du premier article d'une série de trois. Extrait « Pendant la campagne électorale une brochure sur la liberté a été mise au pilon uniquement parce qu'elle comportait une photographie de Leonide Pliouchtch et de Pierre Juquin se serrant la main au meeting de la Mutualité en novembre 1976. »

« Nous défendons contre Althusser et Elleinstein des positions de principe fondamentales. Nous défendons et cela me rappelle à cette article de Breton qui a signé des articles sur la morale. Je défends même des positions morales contre l'attitude immorale d'Elleinstein. Dans l'affaire de vivre c'est criminel de faire un procès à la direction en particulier à Gaston au sujet de la brochure vivre. Quand on sait que l'on a pris la responsabilité d'envoyer au pilon 800 000 brochures et que Juquin et Frémontier ont dit c'est sûr que la bourgeoisie va le savoir, j'ai dit je m'en fous, il faudra se battre mais nous n'avons pas le droit d'éditer une brochure qui va être en deçà du 22è^{me} congrès dans ce qu'est notre critique à l'égard de la démocratie socialiste. C'est vrai ou pas vrai pierre ? »

La justification donnée par Georges Marchais n'est pas crédible et le PCF, à ce moment-là, est bien en train de se recentrer sur ses fondamentaux à savoir la défense de la réalité socialiste des démocraties populaires. Interpellé directement par le secrétaire général, Pierre Juquin répond et se justifie devant tout le CC en indiquant qu'il a changé d'avis après avoir été favorable à l'édition avec la photo, mais qu'il a fini par se rallier à l'avis de la direction, admettant qu'il s'est trompé et approuvant la mise au pilori de la brochure. Il ajoute que ce retrait demandé par la direction a été accepté par l'ensemble de « la commission élargie de propagande » et Jacques Frémontier devrait le reconnaître «s'il était honnête»[1389]. La double page est recomposée avant les élections de mars 1978 en reprenant une photo déjà prévue du XXII^{ème} congrès et au regard de celle-ci la photo d'une charge de CRS contre des grévistes. Cet épisode de la brochure intervient en pleine tourmente post-électorale pour le PCF, alors que des pétitions d'intellectuels circulent suite à la défaite et au communiqué du BP du 19 mars 1978 indiquant que le Parti ne porte aucune responsabilité dans la défaite de la gauche[1390].

Les critiques au sein de l'appareil dirigeant du PCF vis-à-vis des pays de l'Est existent

1389 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, 4AV/2591CC du 26 28 avril 1978 : Intervention de Pierre Juquin « C'est vrai et j'approuve rétrospectivement bien que j'ai défendu mon opinion à l'époque par ce que j'ajoute la propagande du parti c'est l'organisation de la compréhension par les masses de la politique du parti et non pas une politique quelconque élaborée ailleurs. Le secrétariat avait donné son opinion, nous avons discuté car nos intentions étaient bonnes et nous nous étions sans doute trompé, nous nous sommes inclinés, et nous avons accepté tous ensemble le risque en question et Frémontier pourrait témoigner s'il était honnête quand j'ai réuni les camarades de la commission de propagande élargie, j'ai donné les raisons exactes qui avaient été données dont aucune ne remettait en cause l'esprit ou la lettre du 22ème congrès chez aucun de ceux qui étaient intervenus, même si on pouvait discuter certains arguments, que nous avons échangé les uns et les autres, c'est une question d'appréciation. J'ai dit, si la bourgeoisie utilise cela moi je demande personnellement deux minutes à la télévision pour leur rentrer dans la gueule. »

1390 Les archives de Charles Fiterman (AN, Fonds Charles Fiterman 2007036, article 11), conservent la pétition dite d'Aix, initiée par la cellule de l'Université d' Aix en Provence et envoyée le 15 mai 1978 par Michel Barak, à René Andrieu, rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité*. Voir également, Gilles Herreros, *Le phénomène contestataire au sein du PCF en 1978*, *op. cit.*

néanmoins, mais restent extrêmement faibles au regard des atteintes aux droits de l'homme et qui plus est, restent le plus souvent confidentielles. C'est le cas en 1977. A deux occasions, le PCUS écrit au CC du PCF. La première est une lettre datée du 18 mars qui est lue dans un premier temps aux membres du BP du 30 mars 1977. Le PCF est accusé de soutenir les dissidents. Les dirigeants communistes considèrent que cette lettre qui met en cause certains responsables du PCF et en premier chef son secrétaire général est une tentative «scissionniste» et «d'intimidation». La lettre est lue au CC du 1er avril. Jean Kanapa s'indigne de cette occasion de la mise en cause des dirigeants communistes français accusés de soutenir les dissidents. Georges Séguy de son côté annonce son refus de recevoir l'ordre de la révolution d'octobre considérant qu'il s'agit d'une manœuvre pour diviser le PCF. Lors de ce CC des 31 mars et 1er avril, les accusations portées à l'encontre des dirigeants russes sont appuyées et sont l'occasion d'une mise en cause de ce qui se passe en URSS. Henri Krasucki parle du culte de la personnalité de Léonide Brejnev dont il a été témoin lors du congrès des syndicats de Moscou. Lecture est faite d'une réponse au courrier du PCUS, mais Jean Kanapa indique que la lettre ne sera connue que des membres du CC. Georges Marchais par ailleurs en conclusion du CC met en garde sur toute rupture avec le PCUS.

Un second courrier en 1977 est lu lors du CC du 11 mai 1977 consacré à la révision de la doctrine en matière de défense nucléaire proposée par la direction. André Vieuguet en fin de séance tient informé le CC de cette lettre reçue le 9 mai par le Parti via l'ambassade d'URSS [1391]. Après avoir été lu, le courrier est commenté par Georges Marchais.Il critique l'attitude du PCUS mettant en doute la nouvelle doctrine proposée par la direction du PCF. Il parle «d'ingérence inadmissible » et d'escalade dans le cadre d'une « attitude agressive à l'égard du PCF». C'est donc la seconde fois en moins de deux mois que le PCUS s'adresse au PCF pour critiquer ses prises de décision. En juin 1977, Georges Marchais ne rencontre pas Léonide Brejnev à l'occasion de sa visite à Paris. Au micro de *France Inter* le 21 juin Georges Marchais se justifie ainsi.

> «J'ai déjà dit qu'il n'était pas obligatoire que je rencontre Léonide Brejnev chaque fois qu'il vient à Paris, je dirai surtout quand les conditions n'existent pas pour qu'une telle rencontre soit utile, efficace . »

Toutefois, la direction communiste ne souhaite pas rompre définitivement avec le grand

1391 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, 261 J 52/53 CC du 11 mai 1977. Annexe 14, document 2.

frère soviétique, c'est pourquoi ces critiques ne doivent pas être rendues publiques. Quand le PCF critique l'URSS l'essentiel des remarques restent internes et toute remise en cause qui provient d'autres organisations politiques est taxée d'anticommunisme. Ainsi, quand les démocraties populaires sont critiquées c'est également pour souligner leurs réussites. Lorsque le Secrétariat le 29 juin 1978[1392] décide la publication d'articles dénonçant les procès qui ont lieu à Moscou il demande que des «informations positives» soient publiées également sur l'URSS . De plus, entre 1976 et 1979, le PCF fait machine arrière dans son appréciation sur les pays socialistes. Si en 1976, le XXII[ème] congrès adopte un texte qui, parlant des sociétés socialistes, mentionne les «succès» et les «erreurs», en 1979 la résolution du XXIII[ème] congrès concernant les pays socialistes évoque un «bilan globalement positif» [1393].

Du côté du PS, l'attitude est bien différente. Cependant les positions ne sont pas sans quelques ambiguïtés et restent quelque peu équivoque du moins durant les premières années du *moment Programme commun*. Pour les socialistes les critiques de l'URSS sont justifiées, mais comme cela est précisé dans *Changer la vie,* ces critiques ne peuvent être «assimilées abusivement à de l'antisoviétisme. »[1394] François Mitterrand parle de ses «*amis soviétiques»* en 1975[1395], propos inconcevables du temps de la SFIO et de Guy Mollet, suite à un voyage longtemps différé, effectué en URSS du 23 au 26 avril. Lors de la convention nationale des 3 et 4 mai 1975, Lionel Jospin, dans son rapport sur les relations entre le PCF et le PS, précise pour les socialistes le jugement porté sur le socialisme dans les pays de l'Est. Il ne s'agit pas d'un « véritable socialisme »[1396]. A partir de 1975 le PS se démarque des positions du PCF. A partir de cette date la question des libertés n'a plus comme cadre l'extension des droits en France mais porte sur les atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes.[1397]
Mais la version actualisée à la date du 1[er] août 1977 conservée dans les archives de Charles Fiterman ne contient pas de mention de divergences concernant la question des droits de

1392 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du Secrétariat, CD 2 NUM 5, 29 juin 1978.
1393 *Résolutions du XIIIème congrès*, PCF, Éditions du PCF, page 32.
1394 PS, *Changer la Vie, op. cit.* «Les socialistes, qui n'hésitent pas à dénoncer les desseins américains chaque fois que ceux-ci traduisent une stratégie de domination, ne peuvent davantage admettre que toute divergence avec la politique internationale de l'URSS. ou la dénonciation de ses objectifs soient assimilés abusivement avec l'antisoviétisme. Ils pensent précisément qu'en certaines circonstances, les intérêts du mouvement socialiste international peuvent être contradictoires avec les intérêts de grande puissance de l'URSS., tels qu'ils ont été exprimés en tout cas par plus de trente années de rapports internationaux. »
1395 Intervention de François Mitterrand le 4 mai 1975 lors de la convention nationale du PS portant sur les relations PCF-PS.
1396 FJJ, 2 RE44.
1397 Hervé Chauvin, « L'Union de la gauche et la problématique des droits de l'Homme en URSS », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux , *L'union sans unité*, op cit. pp. 83-94

l'Homme. En septembre 1977, la question des droits de l'Homme dans les pays socialistes ne constitue pas une des causes de la rupture. PCF et PS s'entendent sur la réécriture du *Programme commun* à ce sujet. Dans les deux versions actualisées du *Programme commun,* éditées par le PCF et le PS en 1977 après la rupture des négociations, le chapitre portant sur les relations internationales de la France est écrit de manière identique, reprenant l'écriture acceptée fin juillet 1977 . Le passage ajouté par rapport à la version de 1972 porte sur les trois principes devant animer la politique extérieure de la France : le respect, la défense et l'extension des droits de l'homme dans tous les pays ».[1398]

B) Au Chili

Le Chili, à travers l'expérience du gouvernement de l'*Unité populaire* au sein duquel sont présents des ministres communistes, interroge et fascine la gauche française. François Mitterrand y effectue son premier voyage après Épinay en septembre 1971. Des nationalisations importantes sont réalisées dès la première année dans divers secteurs industriels (le cuivre, les nitrates, le fer, l'acier, le charbon et le ciment) par un gouvernement comprenant des socialistes et des communistes. En septembre 1971, au moment de la visite de François Mitterrand, ce pays constitue une sorte de «laboratoire. » Le coup d'État et la fin tragique de Salvador Allende, deux ans plus tard le 11 septembre 1973, un peu plus d'un an après la signature du *Programme commun*, rentre en résonance avec ce qui se passe en France et l'aspiration de la gauche à gouverner. Lors la campagne des législatives les partis de la majorité utilisent dans leur propagande de mars 1973 les événements qui se déroulent au Chili. Une affiche porte le texte suivant « Ils vous promettent le Pérou, vous aurez le Chili. »
Après le 11 septembre 1973, loin de condamner le putsch militaire, le gouvernement français et la droite en général commentent ces événements en faisant essentiellement le procès politique de l'expérience de l'*Unité populaire* à la fois par idéologie mais aussi, voire surtout, pour mieux discréditer l'union autour du *Programme commun.* On ne trouve véritablement trace d'aucune compassion publique dans la majorité, même au plus haut sommet de l'État, pour la fin tragique du président chilien. Au nom de la lutte en France contre l'opposition, il convient de ne pas porter crédit à l'expérience politique et économique au Chili.

1398 PCF, programme commun de gouvernement actualisé, Paris, Editions sociales, 1977, p. 139. PS, Le programme commun de gouvernement de la gauche, Paris, Flammarion, 1977. p. 111

Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili a été un moment paroxystique de la vie politique française[1399]. Les partis et organisations de gauche condamnent avec force le coup d'Etat et dénoncent l'ingérence américaine. Dès le lendemain, une manifestation commune regroupe les trois leaders signataires du *Programme commun*. Malgré l'émotion ou peut-être à cause du trouble qu'entraîne ce putsch, les dirigeants de gauche font tout néanmoins pour que la situation française ne soit pas assimilée à celle du Chili. Trois jours après le coup d'État, François Mitterrand déclare qu'il n'y a «aucune comparaison possible entre le socialisme de la pénurie et le socialisme de l'abondance »[1400]. Il rejette l'idée selon laquelle ce qui vient de se passer prouverait qu'une tentative socialiste « n'est pas viable » car selon lui « une expérience de gauche doit pouvoir créer une situation moins tendue que dans un pays en voie de développement. » De la même façon Georges Marchais déclare que : «le Chili ce n'est pas la France […] il y a des différences et notamment sur le plan économique[1401]. »

Du côté de la majorité parlementaire, il n'y a pas véritablement de condamnation du putsch. Jean Lecanuet président du Centre Démocrate indique regretter l'intervention de l'armée qui a cru « devoir prévenir l'anarchie », mais il établit un parallèle avec Prague pour démontrer l'impossibilité selon lui «pas plus à Prague qu'à Santiago d'un socialisme à visage humain» qui ne peut pas « naître de l'alliance entre communistes et socialistes ». Alain Peyrefitte, ministre chargé des réformes administratives et secrétaire général de l'UDR, ne condamne pas l'intervention militaire. Il évoque un pays « glissant vers le chaos » et un président socialiste chilien « victime de ses propres illusions ».[1402] Comme le relève le journaliste André Laurent [1403] la droite « pleure la victime » mais juge Salvador Allende « coupable » d'avoir joué « l'apprenti sorcier », pour reprendre une expression utilisée par Alain Peyrefitte. Dans *Le Figaro,* Philippe Nourry le 12 septembre considère qu'il serait « injuste de considérer l'armée comme une armée putschiste » et Jacques de Montalais dans le quotidien gaulliste *La Nation,* le même jour, menace les électeurs qui seraient tentés par le « paradis socialiste » en précisant que, avertis par l'exemple chilien, « ils en auront accepté d'avance les conséquences ». Louis Gabriel-Robinet dans l'édition du *Figaro* du 13 septembre condamne « les troubles sociaux, les mouvements de rue » encouragés selon lui en France par l'opposition socialo-communiste, et indique que certains français qui « ont peur des hommes de Moscou » pourraient être tentés

1399 Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, op. cit.
1400 *Le Monde*, 14 septembre 1973.
1401 *Europe 1*, 11 septembre 1973.
1402 *Le Monde*, 14 septembre 1973.
1403 *Idem.*

de se tourner vers «un inconnu appuyé par l'armée. » Du côté du gouvernement, l'attitude est très ambiguë. Le Premier ministre Pierre Messmer déclare le 16 septembre que « la France ne peut porter d'appréciation sur la politique intérieure des autres Etats ».

A l'occasion de la conférence de presse du 27 septembre, Georges Pompidou condamne plus l'expérience économique que l'intervention militaire, qui n'est finalement selon lui intervenue que pour remettre de l'ordre :

> « L'expérience tentée par Allende s'il n'y avait pas eu de putsch allait à l'échec. L'inflation avait atteint le rythme de 400%. Alors que nous nous trouvons un rythme de 8 % intolérable. C'est un fait qu'une grande grève ouvrière avait vidée de ces réserves ce gouvernement, de ce gouvernement qui se disait et se voulait socialiste. C'est le président qui en était ne l'oublions pas à son 23éme gouvernement qui avait introduit l'armée en tant que telle et le portefeuille de l'Intérieur au chef d'état major de l'armée de terre. A partir du moment où on introduit l'armée on prend des risques. »

Répondant à la question du journaliste communiste René Andrieu pour le compte de *L'Humanité* qui s'étonne et critique la reconnaissance de la junte par le gouvernement français, Georges Pompidou établit comme Jean Lecanuet au lendemain du coup d'État un rapprochement entre la Tchécoslovaquie et le Chili.

> « Je m'étonne par exemple, que vous n'ayez pas fait allusion à un rapprochement entre notre attitude dans l'affaire tchèque et dans l'affaire chilienne [...]Dans un premier cas, la Tchécoslovaquie, d'abord on ne sait pas ce qui se serait passé et ensuite c'est une intervention internationale qui a arrêté l'expérience. C'était donc une affaire internationale et la France ne pouvait pas ne pas prendre position. Dans le cas du Chili c'est une affaire intérieure. »

Le gouvernement n'évoque pas le caractère anti-démocratique de l'intervention de l'armée, et refuse de prendre position en se réfugiant derrière des argumentaires diplomatiques tout en condamnant l'expérience économique du gouvernement de Salvador Allende.

Le coup d'État du général Pinochet parvient paradoxalement à décrédibiliser l'expérience économique chilienne aux yeux de la gauche. François Mitterrand, lors de la campagne présidentielle de 1974 indique que les nationalisations prévues ne seront pas celles effectuées au Chili[1404]. La gauche refuse en quelque sorte de se laisser entraîner dans le piège d'une comparaison entre la situation chilienne et la situation française.

Le coup d'État passerait presque au second plan par rapport aux difficultés économiques du Chili pendant la présidence d'Allende, même pour une partie de la gauche

1404 Laurent Jalabert, *La restructuration socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, *op. cit.*

française dont le PS ou du moins François Mitterrand, car il ne faut surtout pas prêter le flanc au procès en illégitimité économique en vue des prochaines élections. La gauche française se veut à ce point si crédible d'un point de vue économique qu'elle accepte le débat et les critiques portant sur l'expérience économique chilienne malgré les atteintes aux droits de l'homme suite au coup d'État, malgré la mort de Salvador Allende. A peine digérée la fin de l'expérience chilienne, six mois plus tard, débute, en Europe même, une révolution, appelée très vite la *Révolution des Œillets* qui débute en avril 1974 au Portugal et met fin à la plus ancienne dictature du continent.

C) La Révolution des Oeillets [1405]

La *Révolution des Œillets* débute le jour même du meeting de François Mitterrand à la porte de Versailles lors de l'élection présidentielle. Cette révolution donne lieu dans les mois qui suivent à des interprétations différentes de la part du PS et du PCF. Les dirigeants socialistes et communistes divergent dans leur analyse politique sur la nature de l'évolution « souhaitable » de l'expérience portugaise.

Le 13 août 1975, des représentants du PCF, du PS et du MRG se retrouvent au siège du PCF, place du colonel Fabien, pour évoquer la situation politique au Portugal dont l'évolution fait alors craindre à une partie de la gauche et notamment aux communistes une menace fasciste. Au début du mois d'août, en effet, l'église du Portugal en la personne de l'archevêque de Braga, Mgr Francisco Maria Da Silva, lance une croisade anti-communiste en déclarant que « le communisme est notre ennemi viscéral »[1406]. Durant l'été, une quarantaine de permanences du Parti communiste portugais (PCP) sont incendiées[1407], et des militants communistes sont pris à partie physiquement. La Révolution des Œillets, qui a débuté le 25 avril 1974 à l'initiative du Mouvement des Forces Armées (MFA - composé de jeunes officiers radicaux), entre à ce moment-là dans sa période la plus radicale. La gauche portugaise est alors traversée par de fortes tensions. Si le Parti socialiste portugais (PSP) veut que soit reconnu le résultat des élections à l'assemblée constituante du 25 avril 1975, dont il

1405 Christophe Batardy « l'Union de la gauche à l'épreuve de de la Révolution des Œillets. Le 13 août 1975 », Paris, Ours, hors série n° 54-55, janvier-juin 2011.
1406 *L'Humanité*, 13 août 1975
1407 Christian *Rudel, La Liberté couleur d'œillet : histoire du XX*ème *siècle portugais,* Paris, Fayard, 1980, 358 p.

est sorti victorieux avec plus de 30 % des voix, le PCP, qui n'a obtenu à l'issue du scrutin que 12,5 %, et le M.F.A, dont l'appel à l'abstention n'a pas été suivi puisque le taux de participation a atteint 92 %, cherchent à ne pas être liés par le résultat du suffrage universel. Ces deux organisations revendiquent plutôt le contenu de la plate-forme d'accord constitutionnel qui avait été signée avant les élections, le 11 avril 1975, par différents partis dont le PSP et le PCP[1408]. Selon cet accord, un certain nombre de pouvoirs législatifs sont conservés par le Conseil de la Révolution, véritable autorité suprême de l'État et incarnation institutionnelle du MFA, qui se place ainsi au-dessus de la constitution à venir, au-dessus des lois, au-dessus des députés élus.

C'est donc dans ce climat de fortes tensions au Portugal et à la demande des communistes français qu'a lieu cette rencontre du 13 août 1975. Jean Poperen fait partie ce jour-là de la délégation du PS. Ses archives permettent de suivre au plus près le déroulement de cette rencontre[1409] car on y trouve la retranscription précise des débats. Cette source permet de saisir le jeu tactique des acteurs présents, ou absents, avec l'implication des deux principaux dirigeants de la gauche qui, quoique ne faisant pas partie des délégations, sont plusieurs fois consultés au cours de la journée. L'évolution de la révolution portugaise qui est la raison de la rencontre du 13 août est un élément du contexte des controverses qui opposent les partenaires du *Programme commun* depuis octobre 1974. Les désaccords relatifs à l'évolution politique du Portugal alimentent même la polémique. Le PCF, et plus encore peut-être le CERES, défendent pour le Portugal le principe du primat du processus révolutionnaire sur le verdict des urnes, alors que la majorité du PS et le MRG prônent la primauté du suffrage universel. La situation au Portugal pose à la gauche française des questions idéologiques mises quelque peu de côté pour aboutir à la signature du *Programme commun*.

Mario Soarès, secrétaire du PSP exilé à Paris depuis 1970, fait un retour triomphal au Portugal le 1er mai 1974. Des ministres socialistes et communistes entrent ensemble, le 16 mai 1974, dans le premier gouvernement. C'est la première fois, en Europe occidentale depuis 1947, que des communistes accèdent au pouvoir. Par ailleurs, les liens entre le Portugal et la France sont assurés par la présence en France d'une communauté portugaise forte de 750 000

1408 Le président de la République est élu par un collège électoral composé à égalité de représentants de l'assemblée du MFA et de la future assemblée législative
- conseil de la révolution nécessairement consulté pour la formation des gouvernements.
- droit de veto du conseil de la révolution sur les lois concernant de nombreux domaines
- forces armées pourront participer au développement économique social et politique du pays.

1409 CHT, Fonds Jean Poperen, POPJ 38.

ressortissants[1410]. Ceci justifiera du reste les nombreux déplacements de capitaines membres du MFA pour expliquer la révolution dans des meetings, certains étant revêtus pour l'occasion de leurs uniformes[1411]. La France se sent donc particulièrement concernée par cette révolution[1412].

Au lendemain des élections d'avril 1975 gagnées par le PSP, Mario Soarès explique très clairement l'une des significations du résultat au journaliste du *Spiegel* de Hambourg :

> « La situation est sans précédent. Pour la première fois dans un pays du sud de l'Europe, et un pays pauvre par-dessus le marché, un parti socialiste possède une base populaire beaucoup plus large que le parti communiste. Après la campagne de propagande du PCP et avec tout l'argent qu'il a dépensé, on pouvait prévoir d'autres résultats. »[1413]

La large victoire électorale des socialistes portugais le 25 avril 1975, au dépend des communistes, ne peut laisser indifférents les communistes français engagés dans une alliance avec les socialistes. Mais au-delà des seuls résultats électoraux, c'est la nouvelle dynamique de la révolution portugaise à partir du printemps 1975 qui est également observée avec attention par toute la gauche française.

Le MFA divulgue le 8 juillet le document « *alliance Peuple/MFA* » approuvé par le PCP. Le 10, le comité directeur du PSP déclare que ce document constitue une « négation de la démocratie » et « une violation flagrante du pacte signé entre le MFA et les partis ». En désaccord avec la politique menée par le MFA et le PCP, le 12 juillet 1975, les socialistes portugais quittent le gouvernement. L'internationale socialiste réagit immédiatement par un communiqué qui pointe le risque du « triple danger d'un coup d'Etat de la droite, d'une dictature communiste ou d'une dictature militaire »[1414] et insiste sur le fait que « la situation au Portugal a des implications dans l'Europe toute entière. Une détérioration des conditions de la vie politique au Portugal serait par conséquent une entrave à la détente et au dialogue en Europe». Un comité d'amitié et de solidarité avec la démocratie et le socialisme au Portugal est créé le 2 août dans le cadre de l'Internationale Socialiste. Les socialistes portugais n'envisagent du reste l'avenir du Portugal qu'en étant fortement intégré à l'Europe. Selon

1410 Recensement de 1975.

1411 Marie Christine Volovitch -Tavares, « Les immigrés portugais en France et la « révolution des œillets », colloque *De la Révolution des œillets au troisième millénaire*, Université de Paris VIII – St-Denis. . », travaux et documents n° 7, 2000, p. 158.

1412 Victor Pereira, « L'engagement des exilés portugais en France », *Latitudes*, n°11 mai 2011. / « Quel 25 avril pour les émigrés. L'État portugais et les migrants en France pendant la révolution des Oeillets », *La Révolution des Œillets et l'immigration portugaise*, Migrance, n° 43, 2014.

1413 Article cité par M.Harsgor, *Naissance d'un nouveau Portugal*, Seuil, 1975, 235 p.

1414 CHT, POPJ 38 : communiqué de l'internationale socialiste adopté le 12 juillet 1975 à Dublin

l'historien Christian Rudel, qui analyse en 1980 « la révolution des Œillets[1415] », le PSP se tourne très rapidement vers l'Europe en s'opposant en cela au MFA plus tiers-mondiste. Pour les officiers du MFA, le Portugal peut jouer le rôle de trait d'union entre l'Europe, l'Afrique et le reste du Tiers-Monde alors que pour le PSP, le Portugal doit plutôt se tourner vers l'Europe. D'ailleurs, un des slogans de ce parti à l'époque est « *l'Europe est avec nous* » et les socialistes européens sont favorables à l'intégration du Portugal dans la CEE le plus rapidement possible. Lors du congrès du PSP au mois de décembre 1974, Robert Pontillon [1416]déclare, au nom de la délégation française[1417] et de la Fédération des partis socialistes européens :

> « Je veux dire solennellement notre obligation de vous aider à entrer le plus rapidement possible dans la communauté organisée des peuples libres d'Europe. Pour notre part nous ne voulons pas entrer dans le faux débat technique, pour ne pas dire, technocratique des conditions d'adhésion au Marché commun. Le problème ne se pose pas en ces termes […] Il est seulement la mesure concrète de la solidarité effective des pays du Marché Commun et des partis socialistes de ces pays à l'égard du Portugal. Tout le reste n'est qu'argutie politique . »

Le PCF et la *Révolution des Œillets*

L'Humanité évoque sobrement un «soulèvement militaire au Portugal» le 25 avril. Le quotidien communiste reproduit, le 27, le programme de la junte et titre à la une « Libération des détenus et dissolution de la police politique – La junte s'engage à organiser des élections libres . » Le 1er mai, avec le retour du secrétaire général du PCP Alvaro Cunhal au Portugal, et la parution à nouveau du journal du PCP l'*Avante*, les hésitations du PCF concernant le mouvement des capitaines disparaissent. Le 16 mai, les communistes Alvaro Cunhal et Avelino Pacheco deviennent respectivement ministre sans portefeuille et ministre du Travail. De mai 1974 à mai 1975 néanmoins, lorsque l'on consulte le contenu des interventions lors des comités centraux[1418] du PCF, on ne trouve presque pas de traces de débats concernant la situation politique au Portugal. L'évolution de la *Révolution des Œillets* devient en fait une question centrale pour les communistes français après le coup d'État manqué de l'extrême droite du 11 mars 1975 et après les élections du 25 avril et la victoire des socialistes. Le 28

1415 *La Liberté couleur d'œillet : histoire du XXe siècle portugais,* Christian *Rudel, op. cit.*
1416 Secrétaire national aux relations internationales du PS ;
1417 FJJ, Archives du secrétariat aux relations internationales du Parti socialiste**,** 450 RI 8 : Les membres de la délégation française sont : Robert Pontillon, Lionel Jospin, Roger Fajardie et Antoine Blanca.
1418 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores des CC.

avril, rendant compte des résultats du vote, *l'Humanité* titre : «la signification complexe des résultats » et reproduit les déclarations du PCP :

> « Le vote ne traduit ni la force ni l'influence du PC […] étant donné leur objectif limité- l'élaboration de la Constitution - compte tenu du pacte passé entre le MFA et les partis politiques, les résultats ne vont pas altérer de manière sensible la situation. Le processus révolutionnaire va se poursuivre avec sa dynamique propre, originale. L'alliance peuple-MFA demeure la garantie de la liberté, la force motrice de la révolution. Le PCP remplira son devoir d'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, des masses laborieuses. »

L'article se poursuit avec l'établissement d'un parallèle entre la situation française et portugaise en indiquant que ce qui est vrai pour le Portugal ne l'est pas forcément pour la France :

> « les résultats ne sauraient être analysés en fonction de critères ayant cours sous d'autres cieux, mais en fonction de la situation au Portugal, de sa complexité, de ses contradictions, de ses particularités . »

Le PCF se range donc totalement derrière les positions défendues par le MFA et le PCP. Le 20 mai, *l'Humanité* reprend du reste les déclarations du MFA qui mettent en garde contre : « […] la tentation d'exploiter les résultats des élections hors du contexte de la révolution . »

Le PCF relativise ainsi le résultat des urnes du 25 avril au profit du processus révolutionnaire alors en cours. Quelques jours plus tard, débute l'affaire du journal *Republica.* Le 18 mai, dans ce journal à tendance socialiste, un conflit oppose les typographes à la direction. Les ouvriers occupent les locaux et nomment un nouveau directeur. D'après les socialistes portugais, ces ouvriers sont mobilisés par les communistes. Le ministère de l'Information décide la fermeture du journal quelques jours plus tard. Pour le PSP, ceci constitue la preuve du poids grandissant du PCP dans les médias et de sa volonté d'instaurer une démocratie populaire. Pour protester, Mario Soarès alors ministre, boycotte le conseil des ministres le 22 mai. En France, le PS partage l'analyse des socialistes portugais. Ce n'est pas le cas du PCF qui considère que le journal *Republica* n'est pas un journal socialiste. De retour du Portugal, Georges Séguy déclare qu'il s'agit « d'un conflit du travail classique »[1419]. Dans *l'Humanité* du 28 mai, Mario Soarès est fortement critiqué pour les accusations formulées la veille à l'encontre du MFA dans une interview au *Monde* : « Allons-nous vers une démocratie politique ou vers une démocratie populaire? [1420] »

En ouverture du CC des 27 et 28 mai 1975, Georges Marchais[1421] s'en prend au leader

1419 *L'Humanité,* 28 Mai 1975, article « *Georges Séguy : les dessous de l'affaire Republica* »
1420 *Le Monde,* 27-28 Mai 1975.
1421 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, CC du 27 Mai 1975, 4 AV/2120-

socialiste portugais :

> « depuis quelques semaines se développe une campagne anti-communiste déchaînée. Les dirigeants du pays, les hommes politiques de droite, la télévision, la radio, les grands journaux, la presse patronale, en bref tout ce que la grande bourgeoisie compte de porte parole est mobilisé contre nous. Ils s'attachent à... et aussi je serais tenté de dire Mario Soarès, s'il continue il faudra qu'on lui dise qu'il parle de trop, ils s'attachent à présenter une démarche déformée de notre politique . »

Mais le secrétaire du PCF insiste aussi sur les différences entre les situations française et portugaise :« Les propagandistes de la bourgeoisie crient à une prétendue menace de dictature communiste. En même temps ils procèdent là aussi à une assimilation abusive avec la France [...]alors que à l'évidence la situation des deux pays est très différente. ». Au cours du mois d'août, chaque jour, *l'Humanité* rend compte en une des violences perpétrées à l'encontre de communistes portugais et du saccage de permanences - comme le 18 - avec ce titre « Le PCP tient un meeting à Alcobaç : les fascistes l'attaquent, 15 blessés » ou encore le 20 « Nouvel assaut fasciste contre un siège du PCP : un militant communiste tué ».

Parmi les communistes occidentaux les communistes français sont quelque peu isolés sur cette question portugaise. Les analyses des communistes espagnols et italiens sont en effet proches de celles des socialistes portugais et français. Le 28 mai 1975, Mario Soarès rencontre à Paris, Santiago Carrillo, secrétaire du Parti communiste espagnol, et ils examinent ensemble la situation au Portugal et « *les problèmes communs du socialisme et de la démocratie* » [1422]. A l'issue de cette rencontre, Santiago Carrillo déclare au sujet de l'affaire *Republica* qu'il considère la fermeture du journal « comme regrettable » : « cette mesure peut ternir l'image du Portugal démocratique devant le monde » et il « veut croire que ce quotidien pourra reparaître sans tarder. » Il n'y a pas de position commune des PC européens sur cette question de la Révolution des Oeillets. Cela a peut-être freiné la véritable naissance d'un eurocommunisme[1423].

Le CERES et la Révolution des Œillets

Le PCF n'est pas le seul en France à défendre les positions du PCP et du MFA. Le

2131

1422 *Le Monde*, 27 et 28 mai 1975.

1423 Néologisme qui apparaît dans les médias à partir de la fin 1975 pour évoquer essentiellement les échanges idéologiques entre les partis communistes italiens, français et espagnols.

CERES, dans la minorité du PS depuis le congrès de Pau réuni au début de l'année, défend en effet des positions très différentes de celle de la majorité. Dans *l'Unité* du 25 juillet 1975, la rédaction donne la parole à Didier Motchane membre du CERES, tout en précisant ne pas partager l'opinion de l'auteur. Celui-ci, dans un article intitulé « Ne nous trompons pas d'adversaire », développe l'idée que l'on ne peut pas « naïvement ou par hypocrisie vouloir plaquer les institutions de la démocratie bourgeoise sur un processus de mutation sociale ». L'analyse avancée est donc celle d'une voie spécifiquement portugaise vers la démocratie, voie qui peut de ce fait s'affranchir des résultats électoraux, c'est-à-dire ceux du 25 avril. Le CERES reconnaît ainsi au MFA une légitimité, celle d'être « *le lieu principal du pouvoir, celui par conséquent des conflits du pouvoir* . » Selon Didier Motchane, le PSP en quittant le gouvernement le 12 juillet a commis « une lourde faute politique » et serait donc animé par la peur de voir s'instaurer une dictature communiste ce qui est « *un péril imaginaire* . »

Lors des deux conventions nationales du PS, celle de mai 1975 sur les relations PCF/PS et de juin sur l'autogestion, il est plusieurs fois question du Portugal et, à chaque fois, les membres du CERES établissent un parallèle entre le Portugal de 1975 et la fin tragique de l'expérience d'Allende au Chili. Le 4 mai, Jean-Pierre Chevènement indique :

> « Nous avons des convergences à réaliser, des convergences plus profondes sur le front de classe, sur les étapes de la transition au Socialisme […] nous devons réaliser ces convergences maintenant, sinon l'issue, ce sera le Chili ou le Portugal, encore que moi, personnellement, camarades, je vous l'avoue, je dois vous faire une confession, je préfère le Portugal au Chili, et je préfère l'armée portugaise à l'armée chilienne. »

François Mitterrand de son côté prend appui sur le cas chilien pour démontrer la possibilité d'une entente loyale entre communistes et socialistes :

> « Il y a eu l'accord du Chili qui de ce point de vue a été un modèle. C'est vrai, socialistes et communistes ont au Chili, maintenu tout le temps un accord programmatique et pratique extrêmement fidèle et correct, et le Parti communiste a montré l'exemple de ce qu'il était capable d'accomplir, tant il a le sens des responsabilités. Et cela n'a pas tenu à lui si l'échec était au bout . »

Il préfère ainsi insister sur le caractère unitaire du PC chilien et ne pas commenter l'attitude du PCP. Le 13 août, le jour même de la rencontre place du colonel Fabien, Jean-Pierre Chevènement sur *France-Inter*[1424] donne son appréciation et celle de son courant. Il parle d'une « réaction de type fascisant » d'un « Pinochet portugais » pour parler des violences subies par les communistes. Il poursuit en s'en prenant au PSP et à son attitude trop critique

1424 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 38

vis-à-vis du MFA. Il constate avec regret que le PSP « n'a pas eu avec le MFA les liens que par exemple le parti communiste a su tisser dès le départ . » Il relativise donc l'importance du bulletin de vote dans le cadre du processus portugais.

> «ce ne sont pas les élections qui ont donné le pouvoir; c'est un coup d'État qui a mis bas la dictature fasciste; c'est donc une situation particulière et tout le monde sait que pour transformer une société il ne suffit pas non plus d'un bulletin de vote...Il faut tenir compte de tous les éléments et pas seulement du résultat des élections. »

Le CERES sur la question portugaise est donc plus proche des positions du PCF que de celles de la tendance majoritaire du PS. Le débat au sein du PS entre la majorité et la tendance CERES se poursuit à l'automne lors du comité directeur des 4 et 5 octobre 1975[1425]. Robert Pontillon s'en prend alors violemment au CERES et à son apologie de la notion d'avant garde.

> «Comme le CERES, le PC Portugais s'est trompé de révolution et d'époque. A suivre le CERES, en privilégiant le MFA d'abord, puis les groupuscules gauchistes (1 % aux élections) allons nous faire la démonstration que la conception d'un pouvoir populaire s'identifie dans les faits à la dictature des minorités agissantes, du Parti d'avant-garde. Ceci c'est la terminologie et la pratique staliniennes. Ce n'est pas la nôtre. »

La majorité du PS et la Révolution des Œillets

Dans *l'Unité* du 3 mai 1974, le PS s'interroge encore sur la signification du 25 avril. Claude Fuzier écrit : « Enivré de liberté après un demi-siècle de dictature, le peuple portugais vit son printemps. Quel printemps ? . » Mais, dès le numéro du 10 mai, le ton change : « […]dans Lisbonne rouge des millions d'œillets de la liberté, les Portugais veulent rattraper 50 ans de retard. Peut-être même prendront-ils de l'avance. » Les socialistes français et l'Internationale socialiste dans son ensemble sont très vite solidaires des positions des socialistes portugais et de leur leader Mario Soarès. Le 4 mai 1975, lors de la convention nationale sur les relations entre le PCF et le PS, Antoine Blanca présente un rapport sur la situation au Portugal au nom de la majorité. Il juge nécessaire d'évoquer longuement la situation au Portugal car la situation politique dans ce pays est susceptible d'« apporter certaines indications, certains enseignements utiles à la réflexion par rapport à ce qui se passe en France. Pour Antoine Blanca, le PCP mène « une stratégie de conquête du pouvoir » en se considérant « comme le seul parti de la classe ouvrière.». Il rappelle par ailleurs que le PCP fut « le premier parti occidental à applaudir à l'invasion de la Tchécoslovaquie. » Antoine

1425 FJJ, Secrétariat aux relations internationales, 450 RI 2.

Blanca poursuit son analyse en pointant du doigt le refus du PCP de s'engager dans un quelconque programme avec le PSP et déclare que le PCP « s'est obstinément refusé depuis le 25 avril 1974 à la signature de tout pacte, de tout programme le liant au Parti Socialiste portugais notamment » contrairement au PCF, qui en signant le Programme commun « s'est engagé dans un programme unitaire que l'on espère irréversible ». Mais Antoine Blanca ne termine pas son allocution ayant été plusieurs fois interrompu. Il se souvient avoir été quelque peu chahuté et ne pas avoir reçu alors d'appui[1426] de la part de François Mitterrand par la suite alors que c'est lui qui avait été demandeur de ce rapport.

François Mitterrand réunit chez lui à Latché, dans les Landes, les 23 et 24 mai, les leaders des partis socialistes européens, qui se saisissent de cette occasion pour mettre en avant leur convergence d'analyse à propos du Portugal. A l'issue de la rencontre informelle, il n'y a pas de déclaration commune mais la solidarité des socialistes européens ne fait pas défaut. Lors de la conférence de presse qui suit, François Mitterrand déclare : « *Les socialistes portugais nous paraissent exemplaires* . » Le numéro daté du 30 mai de *l'Unité* montre en première page une photo réunissant François Mitterrand et Mario Soarès avec en titre cette interrogation adressée directement aux communistes français : « Une vérité à Paris une autre à Lisbonne ? » Cette question vise à montrer du doigt les contradictions du PCF qui est en France favorable au processus démocratique et au Portugal à la Révolution. La solidarité du PS vis-à-vis du PSP va se manifester durant l'été 1975 au moment où des dissensions importantes vont apparaître au sein de la gauche portugaise. Le 12 juillet, jour où les ministres socialistes quittent le gouvernement pour protester contre le document « alliance peuple/MFA », le communiqué de soutien de François Mitterrand[1427] à l'adresse de Mario Soarès est un texte modéré, manifestant une solidarité du PS vis-à-vis des socialistes portugais mais sans que soit porté d'accusation à l'encontre du PCP et du MFA, lesquels ne sont même pas cités. Le PS ne semble pas vouloir jeter de l'huile sur le feu. Mais le ton change quelques jours plus tard. En effet, le communiqué du 30 juillet du bureau exécutif du PS[1428] constate « que le PCP ne se trouve pas du côté du respect du suffrage universel et qu'il approuve la réduction du rôle des partis politiques. » Il est reproché ainsi au PCP d'approuver les décisions du MFA. Le PS à l'inverse exprime sa totale solidarité au PSP et à son secrétaire général défenseur d'un «socialisme démocratique et autogestionnaire». Les deux qualificatifs

1426 Antoine Blanca : interviewé le 2 décembre 2010.
1427 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 38, Message de François Mitterrand à Mario Soarès, 12 juillet 1975.
1428 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 38.

accolés à socialisme ne sont pas alors utilisés au hasard et tentent de marquer la différence avec un socialisme de type démocratie populaire, c'est-à-dire un socialisme du parti unique et étatique défendu, malgré certaines critiques, par le PCF.

La rencontre du 13 août 1975.

Les événements du Portugal et leur prise en compte par les partis de gauche servent de miroir par rapport à la situation en France. Thierry Pfister, dans *Le Monde* du 9 juillet 1975, évoque le contenu du rapport devant le CC du 29 juin 1972, publié dans *l'Union est un combat*[1429] en établissant un parallèle avec les événements au Portugal : « la publication du rapport prouve qu'un débat comparable à celui qui se déroule au Portugal se serait engagé en France au lendemain d'un succès de la gauche ». Le journaliste insiste sur le fait que Marchais soulignait en juin 1972 – dans ce rapport lu devant le CC mais non diffusé – que « le programme commun doit offrir un tremplin au mouvement des masses . »

Et Thierry Pfister précise :

> « Alors qu'au sein du PS se déroule un débat sur le rôle du mouvement des masses en cas de victoire de la gauche, il devient évident que socialistes et communistes doivent préciser ce que signifie la démocratie avancée »[1430] proposée par le programme commun. En l'état actuel des choses, on a l'impression que, comme au Portugal, ils emploient les mêmes mots sans parler la même langue . »

Le 21 juillet 1975, le MFA élit un directoire de trois membres : Costa Gomes, Vasco Gonçalves, Otelo de Carvalho. Le 7 août, neuf membres du Conseil de la révolution groupés autour de l'ancien ministre des Affaires étrangères Melo Antunes protestent contre l'instauration de ce triumvirat et publient « *Le document des neufs* », document des modérés où il est précisé qu'ils « *refusent le modèle de société socialiste* . » Ce document condamne le contrôle des moyens de production, affirme que le modèle de socialisme approprié à un pays européen comme le Portugal est inséparable de la démocratie politique. Il s'agit donc d'une condamnation sans appel de la fuite en avant de la révolution. Le 8 août est constitué néanmoins le cinquième gouvernement qui ne comprend que des ministres du PCP, du Mouvement Démocratique Portugais (MDP - petit parti allié au PCP) et des indépendants.

1429 Etienne Fajon, *L'Union est un combat, op. cit.*

1430 L'expression démocratie avancée n'est pas issue du Programme commun mais rentre dans la terminologie du PCF depuis le Manifeste de Champigny.

Tout au long du mois d'août cependant dans le nord du Portugal des violences s'exercent à l'encontre des militants communistes. Toute la gauche française s'en inquiète.

Le 11 août, la CFDT publie un communiqué condamnant « la violence ouverte anticommuniste » et le « processus qui peut faire retomber le Portugal dans la nuit fasciste . » Le 12 août 1975 a lieu une rencontre réunissant le PS et la CFDT en présence d'Edmond Maire et Jean Lahotte pour la CFDT, et de Jean Poperen et Dominique Taddei pour le PS. Celui-ci tire un bilan de cette rencontre dans une note manuscrite :

> « La CFDT considère que l'évolution de la situation dépend pour l'essentiel des socialistes portugais et nous recommande de faire pression pour que le PSP, d'une part condamne les violences anticommunistes, d'autre part lance un large appel à l'union des forces populaires notamment sur la base d'un programme économique. De notre côté nous avons indiqué l'état de nos analyses et promis de les appeler demain vers 14 heures . »[1431]

Le PS s'engage ainsi à prévenir la CFDT le jour même de la rencontre avec le PCF. De son côté, le PCF rencontre le PSU le 12. Au terme de la rencontre, les deux délégations ont convenu dans une déclaration commune de « développer dans le pays l'union la plus large et l'action pour arrêter le déchaînement de la réaction fasciste au Portugal ». Des rencontres ont donc lieu entre les partis et les syndicats de gauche pour aborder la question portugaise, mais la rencontre principale, entre les deux grands partis de la gauche a lieu le 13 août en réponse à une demande communiste en date du 12.

La rencontre du 13 août 1975, place du colonel Fabien, n'est pas une rencontre au sommet. Georges Marchais et François Mitterrand ne sont pas dans les délégations. Il s'agit d'une réunion parmi bien d'autres durant ces années 1970. Toutefois dans le cadre de la chronologie du *moment Programme commun* elle se produit à la fois dans un contexte bien particulier, - la période de polémique entre partenaires- et sur une question centrale, les libertés. La délégation du PCF est composée de Roland Leroy, et Mireille Bertrand [1432]. Louis Mermaz, secrétaire national à la formation et Jean Poperen secrétaire national à la propagande représentent le PS. Le MRG est représenté par Pierre Bracque alors trésorier du parti et Guy Genessaux[1433]. Selon *Le Monde,*[1434] la délégation du MRG vient sans projet de communiqué mais avec un mandat précis : « ne pas céder sur aucun des points suivants : pluralisme des

1431 FJJ, 2 RE 54 .Extrait du bilan de la rencontre.
1432 Suppléante au bureau politique depuis le 20ème congrès du PCF, 13-17 décembre 1972
1433 *L'Humanité,* 13 août 1975
1434 Le Monde, 14 août 1975.

partis, liberté d'expression, respect du suffrage universel ». Les délégations communiste et socialiste de leur côté viennent à la rencontre avec chacune un projet de communiqué. Les échanges[1435], pris en note par Jean Poperen, permettent de saisir les différences d'analyse sur les évolutions récentes au Portugal entre les communistes et les autres mais également les stratégies de négociation alors mises en œuvre.

Le projet de communiqué initial du PCF conservé dans les archives[1436] témoigne de la part de la direction communiste d'une volonté de dénonciation d'une dérive fasciste au Portugal en indiquant que « le fascisme relève la tête […] et qu'il est prêt à massacrer les communistes, les démocrates ». Roland Leroy lors de la réunion parle de « forces réactionnaires qui veulent frapper un grand coup en Europe, elles veulent un Chili en Europe. » Le Chili sert toujours d'épouvantail, de contre exemple à éviter. La veille d'ailleurs, le PCF avait lancé une pétition, dont rend compte *L'Humanité* du 13 août[1437], qui s'intitule « Le Portugal ne doit pas devenir le Chili de l'Europe. » Dans les éditions des jours suivants, cet appel s'appellera « l'appel du 12 août ».

Les représentants du PS de leur côté sont porteurs d'un texte quelque peu différent pour le début de cette rencontre. Le terme fasciste n'est pas utilisé. Il apparaîtra néanmoins dans le communiqué final.[1438] Le PS souhaite que soit « mis en place un gouvernement représentatif de la volonté populaire et garant de toutes les libertés démocratiques », en attendant le vote d'une constitution et la réunion d'une assemblée législative, ce qui est une allusion directe au différend entre d'une part le MFA et le PCP, et d'autre part le PSP concernant la prise en compte des résultats des élections du 25 avril. A l'inverse, le communiqué proposé par le PCF ne fait pas référence aux élections ce qui correspond à un alignement sur la ligne du PCP. Roland Leroy, pour justifier cette position, évoque au cours des échanges l'accord qui avait été conclu entre le MFA et les partis :

> « Ce que nous savons c'est qu'avant les élections un accord avait été conclu entre les partis et le MFA. Pour ma part, et c'est sûrement l'avis de tous les membres de notre bureau politique, je n'aurais pas signé un tel accord. Mais enfin cet accord est un fait. »

1435 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 39, chemise Portugal.

1436 *Ibid.*

1437 Texte de l'appel: «Les nostalgiques du régime fasciste de Salazar et Caetano croient venu le moment de la revanche. Ils veulent noyer dans le sang des communistes, des démocrates, l'espérance née du 25 Avril 1974. Nous qui avons salué la chute de la plus vieille dictature d'Europe nous déclarons : il faut arrêter le déchaînement de la réaction. Nous souhaitons que les forces démocratiques portugaises réalisent leur unité pour barrer la route à l'offensive fasciste. Nous appelons les hommes et les femmes attachés à la liberté à se dresser contre la menace fasciste, à exprimer leur solidarité avec les forces qui luttent au Portugal pour sauver la démocratie et les conquêtes du peuple portugais. »

1438 Communiqué final, 13 août 1975 PCF PS MRG extrait « …. *parer à tout retour du fascisme* »

Jean Poperen indique que cet accord doit être pris en considération tout en précisant qu'il doit être « nécessairement subordonné à un principe fondamental, qui est le respect de la règle démocratique et notamment de l'expression de la volonté populaire par le suffrage universel. » Le communiqué final, très court, insiste finalement sur la nécessité que « le gouvernement et les organes de la vie politique aux divers niveaux reposent sur la plus large volonté populaire démocratiquement exprimée ». Il n'est pas question de suffrage universel dans le communiqué adopté.

L'autre différend entre les délégations du PCF et du PS concerne les suites à donner à la réunion. Selon le PCF, il convient « de prendre toutes les initiatives d'action que les événements rendraient nécessaires » alors que le PS de son côté propose plus simplement que les partis du programme commun « décident d'alerter l'opinion publique française et internationale ».

La réunion est ponctuée de plusieurs interruptions de séance pour permettre à chaque délégation de consulter son instance dirigeante. Pour le PCF, Georges Marchais est présent ce jour-là. Pour le PS, les échanges s'effectuent par téléphone avec François Mitterrand alors dans sa résidence de Latché. *Le Figaro,* visiblement bien informé, évoque dans son édition du 14 août une discussion de quarante minutes entre la délégation socialiste et le premier secrétaire. Ces différents échanges témoignent du soin de chaque délégation de ne pas s'avancer, de ne pas aller au-delà du mandat de départ et de l'importance que revêt la question portugaise de par ses implications hexagonales.

Au cours de la rencontre, la délégation du PS lit la lettre adressée par François Mitterrand aux communistes et ceux-ci apprennent que cette lettre avait déjà été envoyée à la presse avant même le début de la rencontre. Ce jeu tactique s'adresse tout autant à l'opinion française – François Mitterrand ne veut pas laisser croire qu'il se trouve sous l'emprise idéologique du PCF – qu'au PSP semble-t-il peu favorable à la tenue de cette réunion[1439]. Dans la lettre, François Mitterrand pointe du doigt « les erreurs de jugement des communistes portugais […] leur refus d'un programme commun avec les socialistes » mais il se dit « prêt à prendre part à une campagne capable de mobiliser notre opinion publique […] encore faut-il poser des principes clairs et n'en pas déroger. » Dans l'après-midi, Georges Marchais demande à voir la délégation socialiste pour lui reprocher assez brutalement de n'avoir pas eu connaissance de la lettre que par la presse et de conclure : « vous ne changerez jamais les

1439 *Le Figaro*, le 14 août 1975.

socialistes ». Le procédé utilisé passe mal. Georges Marchais se met en colère et prend à partie la délégation du PS à la fin de la rencontre:

« Dans sa lettre Mitterrand parle de l'unité parce qu'il sait que c'est un bon drapeau mais ici il ne veut pas qu'on en parle. Le texte n'est pas acceptable si on n'en parle pas. »

Et, il ajoute, toujours selon les notes de Jean Poperen, à propos de Melo Antunes (ministre des Affaires Étrangères démissionnaire) :

> « Je l'ai rencontré avant qu'il soit ministre des Affaires étrangères : il était très bien. C'est extraordinaire ce que cela change un homme d'être ministre des Affaires étrangères. Il ne l'a pourtant pas été longtemps, mais cela a suffi. »

Le 20 août, le PCF annonce dans *l'Humanit*é l'envoi de la réponse du BP à la lettre du 13 août, mais indique que par correction il rendra cette lettre publique lorsque son destinataire en aura pris connaissance, ce qui est une façon d'indiquer que le PCF n'utilise pas les mêmes procédés que la délégation socialiste le 13 août.

Selon la note de synthèse de Jean Poperen à l'issue de la réunion, les concessions du PCF prouvent qu'il voulait un accord. Le PS lui, en se déplaçant acceptait de facto le principe d'un communiqué commun. Selon Jean Poperen, les désaccords sur la question du respect du suffrage universel ne pouvaient qu'entraîner le refus de participer à une campagne commune. Du reste le PS, dans les jours qui suivent, décide de ne pas déroger à cette position de principe. Une circulaire du 19 août[1440], signée par Louis Mermaz et Jean Poperen et adressée aux instances fédérales du parti, précise qu'il ne faut pas « accepter d'engager d'actions communes avec les autres formations de gauche sur l'affaire portugaise, car des actions communes n'ont de sens que si elles se déroulent sur des bases claires » et qu'il faut s'abstenir « de signer des textes communs ou de tenir quelque réunion commune publique que ce soit avec les autres formations signataires du programme commun. En effet, nous avons une différence d'analyse importante avec le parti communiste ».

Du côté du PCF, Roland Leroy dans *L'Humanité* du 14 août revient sur la rencontre de la veille:

> « Nous avons au cours de cette rencontre insisté pour que le texte commun exprime plus nettement le souhait de voir se renforcer l'union des forces démocratiques au Portugal. Nous regrettons que nos partenaires aient cru devoir atténuer cette expression. »

Roland Leroy ne fait pas mention publiquement de l'absence de décision d'actions communes

1440 CHT Nantes, Fonds Poperen, POPJ 38,

à l'issue de la rencontre. Le BP du PCF du 19 août se réjouit de la réunion jugeant que le PS était venu en quelque sorte sur son terrain en acceptant la réunion du 13 août. [1441]

Mais la presse, en se faisant largement l'écho de la rencontre, juge qu'il s'agit plutôt d'un échec. Le journal *la Croix* dans son édition du 14 août 1975 titre : «La gauche française malade du Portugal. » *Le Figaro* du même jour évoque « le rendez-vous manqué de l'union de la gauche » et le «constat d'échec [1442]». Pour *Le Monde*, la réunion peut se résumer à « six heures pour un constat de désaccord ».[1443]

La droite profite de l'occasion qui lui est offerte de montrer les divergences entre les deux partenaires. Jean Lecanuet déclare :

> « sans faire de parallèle absolu entre le Portugal et la France. La France ne peut être dominée par une coalition socialo communiste dans le respect des libertés. Partout où les communistes sont venus au pouvoir, ils ont détruit les libertés . »

En septembre 1975, l'allocution de Georges Marchais à la fin des travaux du CC est entièrement consacrée au nouveau slogan du parti : « *l'Union est un combat. »* Il s'étonne que cette ligne politique puisse se heurter « *à certaines incompréhensions, à des interprétations erronées* » alors que ce slogan montre que le parti fait seulement preuve « *d'exigence »*[1444]. Pour mieux justifier cette ligne politique, le secrétaire général revient longuement sur les événements du Portugal. Il regrette le refus par le PS d'accepter en août « *une action commune de solidarité avec les forces démocratiques portugaises*», ce qui serait la preuve des difficultés rencontrées dans le cadre de l'union. La situation portugaise devient un enjeu dans le cadre de l'Union autour du *Programme commun* mais pas seulement, car à partir d'août 1975 d'autres interlocuteurs notamment à gauche rentrent dans la polémique sur la question des libertés.

La gauche du *Programme commun* et la question des libertés

Durant tout l'été 1975, le Portugal et la question des libertés vont être au centre des débats dans les médias français, et entre le PCF et le PS la polémique ne va pas cesser de prendre de l'ampleur, d'autant plus qu'au-delà de la mise en cause du PCF sur la question des libertés,

1441 Archives départementales de Bobigny, archives du PCF, 2 NUM 4/6.
1442 *La Croix*, 14 août 1975
1443 *Le Monde*, 15 août 1975.
1444 AD de Seine-Saint-Denis, fin des travaux du CC du 17 et 18 septembre1975, CD : 4A V/2143

c'est la viabilité de l'union autour du *Programme commun* qui est posée. La polémique à gauche qui avait cours depuis l'automne 1974 avait pourtant tendance à s'estomper. Les meetings communs organisés en avril et le dépôt d'une motion de censure commune à l'Assemblée nationale le 4 avril 1975, laissent croire à une période plus apaisée entre les partenaires. Lors de la convention portant, en mai 1975, sur les relations PCF-PS, Lionel Jospin avait considéré du reste que la polémique s'estompait. Mais la controverse rebondit avec la question du Portugal mettant au premier plan la question des libertés.

Thierry Pfister dans *Le Monde*, au lendemain du sommet de la gauche du 19 juin 1975, constate en effet que la polémique se poursuit « surtout désormais sur les libertés »[1445]. Elle s'amplifie dans les jours qui suivent le sommet et c'est *Le Monde*, bien malgré lui sans doute, qui en quelque sorte relance la controverse avec son éditorial du 21 juin. Dans un article intitulé « Révolution et liberté », le journal semble alors considérer que la liberté de la presse pose problème dans ce pays dans l'immédiat :

> « Le retard culturel d'un pays, un long passé de dictature et d'obscurantisme, rendent difficile l'application immédiate et sans nuance d'une liberté d'expression qui a souvent tendance à s'exercer au profit des nostalgiques du passé encore installées dans l'appareil. »

Pour Edgar Morin qui s'exprime dans *Le nouvel Observateur* du 30 juin, en distinguant dans cet article liberté réelle et liberté formelle[1446], *Le Monde* propose ni plus ni moins « qu'un mythe réactionnaire. » Ce type de prise de position dans la presse est critiqué par les dirigeants du PS du courant majoritaire. Robert Pontillon dénonce de manière générale la presse française qui est «*systématiquement orientée en faveur des gauchistes et des communistes»* et accuse *Le Monde de* mener une entreprise de «falsification. » Dès lors, il était inévitable selon lui que «l'opinion de gauche en France, y compris certains membres du Parti aient succombé à cette intoxication et aient subi la contagion du mensonge envahissant»[1447]. *Le nouvel Observateur* consacre l'ensemble de ses unes d'août 1975 au Portugal[1448]. Jean Daniel justifie a posteriori cet intérêt pour le Portugal

> « Si l'expérience portugaise nous retient, c'est que dans tous les débats de cénacles parisiens, pour tous les problèmes de la gauche française et européenne […] ce qui était

1445 *Le Monde*, 20 juin 1975, p. 8

1446 Hervé Chauvin revient sur cette distinction entre libertés réelles et libertés formelles. Hevé Chauvin, « L'union de la gauche et la problématique des droits de l'homme », *Ibid*, pp. 84-85

1447 FJJ: Fonds Pontillon, 8 FP 3.

1448 « Portugal : la longue semaine de Mario Soarès » *:* (semaine du 28 juillet au 3 août), « Portugal : l'Armée face à l'anticommunisme » (semaine du 11 au 17 août), « Les communistes portugais et la gauche française » (semaine du 18 au 24 août).

> resté au stade théorique dans l'attente d'une problématique réalisation, basculait soudain dans le concret et l'expérimental à l'intérieur d'un petit pays voisin. »[1449]

Le journal critique les prises de position du PCP tout en condamnant les violences subies par les communistes au Portugal. Une polémique violente naît entre *Le nouvel Observateur* et *L'Humanité* au début du mois d'août suite à un article de Jean Daniel. Le texte écrit quelques jours avant [1450], mais dont la publication intervient le jour où l'on apprend les violences perpétrées à l'encontre des communistes, dénonce avec force la tentation bolchevique du PCP :

> « Si le Parti communiste persévère diaboliquement dans une logique bolchevique impliquant l'élimination des autres partis ouvriers y a-t-il autre chose à faire que de le combattre en devenant l'allié objectif des réactionnaires, des cléricaux et des fascistes qui régnaient hier encore sur le Portugal ? »[1451]

Pour les communistes français, ce passage est une justification de la violence à l'égard des communistes portugais. Yves Moreau écrit dans *L'Humanité* que « cela équivaut à justifier les pogroms »[1452]. Se jugeant attaqué injustement par ces propos, Jean Daniel tente en vain d'obtenir un droit de réponse et déclare vouloir attaquer le journal en justice. François Mitterrand n'approuve pas semble-t-il cette démarche. Par contre, il fait savoir à Jean Daniel qu'il pourrait être le premier signataire d'une pétition de soutien si cette initiative était prise[1453]. Une pétition est donc finalement publiée dans *Le nouvel Observateur* du 18 août sous le titre « la pétition des 35 », avec pour signataires les principaux dirigeants du PS. Le 25 août *Le nouvel Observateur* annonce 86 signatures[1454]. Selon l'historien Jean-François Sirinelli[1455], parmi ces signatures, nombreux sont ceux qui « appartiennent à la mouvance du Parti Socialiste et/ou à la nébuleuse des amis du nouvel Observateur. » Il analyse cette pétition comme constituant «un déblocage » car des personnalités universitaires et culturelles et de nombreux responsables du PS la signent et s'en prennent ainsi directement au PCF. Jean

1449 Jean Daniel, *L'ère des ruptures,* Paris, Bernard Grasset, 1979.
1450 *Ibid.*
1451 Jean Daniel,« le Portugal face à l'anticommunisme », *Le nouvel Observateur,* 11 août 1975, n° 561, pp. 16-17
1452 *L'Humanité*, 12 août 1975.
1453 Jean Daniel *L'ère des ruptures*, *op. cit.*
1454 Dont Alain Touraine, André Glucksman, Edgar Morin, Jean-Marie Domenach, Philippe Robrieux, Jean-Denis Brodin, Jean-Marie Domenach, Jacques Julliard A noter l'absence d'André Bergeron secrétaire de Force ouvrière parmi les signataires. *L'Humanité* du 26 août en première page relève l'absence de cette signature alors que « toute la presse a été informée voici une dizaine de jours « que celui-ci s'associait à cette pétition.
1455 Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XX*ème *siècle*, *op. cit.*

Daniel dans *Le nouvel Observateur* du 25 août indique que : « Nombre de ceux qui ont signé le texte de soutien au nouvel Observateur ont en effet signé aussi celui de l'Humanité. » Cela n'est pas exact, car seul le nom de Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, se retrouve dans les deux pétitions. Avec cette pétition et la publication début juillet du livre d'André Glucksman *La cuisinière et le mangeur d'hommes* l'été 1975 constitue un tournant. Pour l'historien américain Michael Christofferson[1456] qui analyse précisément ce moment, l'été 1975 est effectivement un moment charnière pour les intellectuels français. Nombreux sont ceux autour des *nouveaux philosophes*[1457] qui s'opposent à l'alliance des communistes et des socialistes autour du *Programme commun*. A partir de là, le doute s'installe quant à la viabilité de l'union à gauche, car le PCF est soupçonné de vouloir s'imposer idéologiquement. Toujours selon cet historien, c'est durant la crise de l'été 1975 que naît véritablement l'antitotalitarisme qui se propage ensuite rapidement dans l'ensemble de la gauche intellectuelle française non communiste « avant d'occuper le devant de la scène à partir de la première moitié de l'année 1977. L'antitotalitarisme naît donc selon lui, surtout au moment de la révolution portugaise plus que sous l'effet de la parution de *L'archipel du Goulag* d'Alexandre Soljénitsyne.

Mais de nombreux intellectuels comme Jacques Julliard, Michel Winock, Jean-Marie Domenach, Pault Thibaud (revue *Esprit*) pointent du doigt, dès 1972 la signature du *Programme commun* et les risques encourus par les rapprochements entre communistes et socialistes[1458]. En septembre 1972, dans un article intitulé « les idées et les mots. »[1459]Jean-Marie Domenach s'interroge sur la confiance que l'on peut avoir dans les communistes sans avoir de réponse. Paul Thibaud considère que le PCF domine idéologiquement l'Union de la gauche[1460]. Malgré tout, de nombreux intellectuels sont fidèles à la gauche en soutenant le *Programme commun,* s'affichent à la tribune à l'occasion d'un meeting le 27 janvier 1973 et appellent à voter François Mitterrand en 1974[1461].

1456 Michael Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche : l'idéologie antitotalitaire en France, 1968-1981*, Marseille, Agone, 2009.

1457 La naissance médiatique aux yeux du grand public, c'est-à-dire de ceux qui vont être appelés les *nouveaux philosophes* peut être datée du numéro d'*Apostrophes* du 27 mai 1977.

1458 Daniel Mothé, Jean-Marie Domenach, Philippe Meyer, Paul Thibaud, « Elements pour un Programme commun, *Esprit*, février 1973, n°421, p. 570-579.

1459 *Le Monde*, 27 septembre 1972. Extrait de l'article « Les questions de programme, dans l'union de la gauche, sont secondaires ; la question principale, c'est la question de confiance qui sera posée à de nombreux électeurs au sujet du parti communiste : pensez-vous qu'il puisse participer au gouvernement sans risque grave pour les libertés et pour l'indépendance nationale ? »

1460 Paul Thibaud, « Le socialisme au Programme », Esprit, septembre 1972,n°416,p. 288-293.

1461 Jean-François Sirinelli,. *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XXe siècle, op. cit.*

Le PS avait abandonné, depuis le congrès d'Épinay le débat idéologique avec le PCF, considérant alors que cela était la condition *sine qua non* afin de parvenir à un programme de gouvernement. Mais avec la controverse au sujet du Portugal, François Mitterrand rouvre en quelque sorte ce débat idéologique. Alors que le PS se hisse au premier rang politique à gauche, une fois le trauma du renversement et de la mort de Salvador Allende au Chili et face à l'évolution prise par la révolution des œillets au Portugal le discours évolue. A partir des années 1974-1975 la direction socialiste se montre de plus en plus intransigeante sur le thème des libertés politiques comme au temps du Printemps de Prague. François Mitterrand décide d'engager la confrontation avec le PCF sur cette question des libertés en s'appuyant sur les intellectuels venus de l'autre gauche, celle qui ne se reconnaît pas dans le *Programme commun* en tant que projet politique. Jean Daniel dans une «*lettre à un militant* » [1462] publiée dans *Le nouvel Observateur* du 25 août, montre l'évolution du processus révolutionnaire. Selon lui, cette évolution interroge le type de socialisme que pourrait mettre en place l'opposition si elle arrivait au pouvoir, et en conséquence la nature de l'Union.

> « Nous nous sommes ralliés à l'Union de la gauche avec l'espérance qu'au contact des communistes le Parti socialiste se radicaliserait et qu'au contact des socialistes, de la CFDT et de l'ancien PSU, les communistes se déstaliniseraient . »« L'union de la gauche, c'est la possibilité de trouver une voie autogestionnaire, collectiviste et non bureaucratique, dirigiste et pourtant pluraliste. Si la gauche n'arrive pas à se mettre d'accord sur le Portugal, elle se nie. »

Le *Programme commun* n'est pas mentionné dans cet article comme si *Le nouvel Observateur,* à l'époque, s'était rallié à cette union du PS, du PCF et du MRG mais pas à son programme, ou comme si ce programme n'était déjà plus à l'ordre du jour en août 1975. Mais s'adressant aux communistes, Jean Daniel va plus loin et attribue à la gauche non communiste une mission qui sonne comme une menace à l'encontre des communistes : « Mais l'acharnement des vôtres nous impose en quelque sorte un rôle. Et tout cela a décidément un parfum de destin ». La revue *Esprit* à partir du numéro de septembre 1975 établit un lien entre la thématique de l'antitotalitarisme portée par elle et les débats au sein de la gauche française. Dans les présupposés du colloque qu'organise la revue, les 29 et 30 novembre 1975 autour de la question du totalitarisme, il est question du Portugal. La crise portugaise devient alors un élément d'interprétation de l'alliance autour du *Programme commun* pour une partie du monde intellectuel français. *Le nouvel Observateur* qui appuyait jusqu'alors cette union, joue le rôle de porte drapeau intellectuel pour ceux qui s'interrogent sur sa fiabilité et les garanties

1462 *Le nouvel Observateur,* 25 août 1975.

offertes en matière de liberté.

Au Portugal après novembre 1975 et la tentative de coup d'État d'extrême gauche, c'est la légitimité du suffrage universel qui peu à peu l'emporte : Mario Soarès devient Premier ministre après la victoire du PSP aux élections législatives du 25 avril 1976. En France, ce 13 août 1975, place du colonel Fabien, avec la lettre de François Mitterrand et la pétition en faveur de Jean Daniel - que découvrent la délégation communiste - le PS indique qu'il souhaite conserver l'initiative politique et que dorénavant, l'essentiel des débats sur cette question des libertés n'aura plus lieu exclusivement entre les partenaires signataires d'un programme. François Mitterrand implique politiquement l'autre gauche, fortement influencée par l'idéologie anti-totalitaire dans sa controverse avec les communistes. Pour la gauche des années 1970 c'est un tournant. La Révolution des Œillets fait ressurgir un débat idéologique mis de côté en juin 1972. Les partenaires du *Programme commun* ne vont dès lors cesser d'être interpellés sur la question des droits de l'homme[1463] même si certains intellectuels comme Marcel Gauchet regrettent la place politique prise par cette question[1464].

II) L'actualisation du *Programme commun*

Dans l'historiographie qui aborde la question des relations PCF-PS pour cette période la responsabilité de l'échec des négociations en septembre 1977 est imputée à la direction du PCF[1465] et au premier chef à Georges Marchais, largement mis en cause par les témoignages des anciens négociateurs communistes, Pierre Juquin[1466] et Charles Fiterman[1467]. En matière de temporalité le changement de stratégie du PCF est inscrit dans la période 1974-1977 avec comme conclusion que le PCF est un véritable « bateau ivre »[1468] qui prend peur face à la progression du PS, et qui à défaut de posséder une nouvelle stratégie, cherche différentes

1463 Cela sera le cas également en 1977 et 1978 pour la coupe du Monde de Football. Un mouvement animé par le COBA appelle au boycott de la Coupe du Monde.Cet appel n'est pas suivi par le PCF et le PS. Christophe Batardy, « La coupe du Monde de football en Argentine et la gauche française : la question du boycott », *Cahiers d'histoire immédiate*, n°34, 2008.

1464 Marcel Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat, n°3, 1980*

1465 Alain Bergounioux « 1971-1981- Les temps de la marche au pouvoir » , dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin, *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée*, op. cit., p. 24.

1466 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé*, *op. cit.*

1467 Charles Fiterman, *Profession de foi*, *op. cit.*

1468 Marc Lazar, intervention lors de la table ronde au colloque *L'union sans unité* publié dans DanielleTartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité*, *op. cit*., p. 295.

pistes tactiques pour contrer les progrès électoraux socialistes. L'approche qui suit se propose de réévaluer cette responsabilité du PCF en prenant en compte essentiellement la séquence d'actualisation qui court d'avril à septembre 1977.

La question de l'actualisation du *Programme commun* n'est pas née seulement au lendemain des élections municipales de mars 1977. Ainsi dès le 2 novembre 1972, à l'occasion de la discussion budgétaire du ministère des Anciens combattants, le ministre André Bord brandit à l'Assemblée nationale un exemplaire du *Programme commun* et dénonce l'absence de paragraphe évoquant la question des anciens combattants[1469]. Pour réparer cet oubli, dès le lendemain dans *L'Humanité,* une proposition d'additif au programme est publié[1470]. Concernant l'actualisation complète du texte, les dirigeants communistes évoquent même en interne cette question à partir de 1974. Lors du BP du 20 mai 1974 Paul Laurent juge que le texte a vieilli car il y a de nouveaux problèmes sociaux et qu'il est donc nécessaire de l'actualiser au plus vite, Georges Séguy met plutôt en garde contre toute précipitation et pense que l'adaptation du texte est plutôt prématurée. Etienne Fajon semble également redouter toute actualisation en estimant qu'il faut tenir au Programme comme à la «prunelle de ses yeux. »[1471] Au sein de la direction communiste il n'y a donc pas unanimité en ce qui concerne l'actualisation du texte ce qui a peut-être retardé les demandes d'actualisation du *Programme commun* de la part du PCF.

Mais le PCF n'est pas seul à se poser la question de la légitimité d'une actualisation dés 1974. Robert Fabre à la tribune de l'Assemblée nationale, en décembre 1974, affirme que le *Programme commun* revêt un «caractère de grande actualité» et que dans ses «grandes lignes il n'est ni périmé ni anachronique», mais qu'il est nécessaire de l'actualiser car il date. Il ajoute, même concernant les mesures de nationalisation: « Peut-être même nous sommes-nous montrés trop timides. Les exemples du pétrole et de Citroën le prouvent bien[1472]. » Ces derniers propos du reste ne cesseront en septembre 1977 d'être utilisés par les communistes au moment des débats portant sur les nationalisations. Mais en 1974 ces velléités de modifications du contenu du Programme commun n'aboutissent pas.

En 1976 cette question est à nouveau en débat. Robert Fabre dans un courrier en date

1469 *Le Monde*, 4 novembre 1972.
1470 *L'Humanité,* 3 novembre 1972.
1471 AD Seine Saint Denis, Fonds Georges Frischmann, BP du 20 mai 1974, 328 J.
1472 Archives de l'Assemblée nationale : séance du 17 décembre 1974.

du 6 mai 1976 [1473] qu'il adresse « à son cher ami »[1474] Georges Marchais, se déclare favorable à l'actualisation et à l'approfondissement du *Programme commun* de gouvernement [1475]. Charles Fiterman est devenu depuis le XXII[ème] congrès, responsable des négociations avec les socialistes en remplacement de Paul Laurent. Il rédige une note (non datée mais postérieure aux élections cantonales dont le second tour a lieu le 14 mars) en vue de la préparation du *comité de liaison* du 11 juin 1976[1476]. Il fait le point sur le travail des commissions mises en place à l'issue de la rencontre du 19 juin 1975[1477] en estimant qu'il est nécessaire de se poser la question « où allons-nous ?» et que cette question doit être discutée au sein du BP (dont il n'est pas membre). Il considère que les discussions dans les commissions ne sont pas directement liées au *Programme commun* et présentent donc un double écueil : à la fois le fait que cela revienne à adopter des textes sans conséquence qui « dédouanent » donc le PS, et également que cela soit contraignant de part le fait de se « lier les mains » avant justement toute discussion sur le texte. Or, la question selon lui qui se pose pour le PCF est de savoir comment le Parti envisage d'aller aux législatives. Il propose donc un mandat pour les délégués communistes du *comité de liaison*. S'il considère que le texte a beaucoup vieilli il pense néanmoins qu'il «garde sa valeur d'orientation ». Il propose donc une actualisation en conservant des divergences, ce qu'il appelle « une marge propre » :

> «Il faudra donc actualiser, c'est-à-dire enrichir. Nous avons intérêt à le proposer si le PS ne le fait pas lui-même. Avons nous intérêt à l'obtenir. Oui mais [...]nous pourrions nous garder une marge propre qui ferait différence, sur le contenu des propositions (sociales, indépendance, nationalisations) et sur le calendrier d'application. »

Cette note est donc importante car elle laisse sous-entendre que le PCF, du moins le responsable des négociations avec le PS, envisage dès mai-juin 1976, dans le cadre de futures discussions, de ne pas parvenir obligatoirement à un accord total sur une version actualisée du Programme commun. Cette idée de conserver un texte actualisé mais par rapport auquel chaque organisation conserverait sa propre lecture ne daterait donc pas de septembre 1977 avec le mandat présenté par Charles Fiterman devant le CC du 9, mais du mois de mai 1976.
Toujours d'après les notes de Charles Fiterman cette fois prises lors du *comité de liaison* du 11

1473 AN, Archives Charles Fiterman, 20070366, article 18.
1474 Entre Georges Marchais et François Mitterrand c'est le terme de camarade qui est utilisé.
1475 AN, Archives Charles Fiterman, 20070366, article 18.
1476 *Idem.*.
1477 Commission : « Crise internationale du capitalisme et de la société française » - Commission :« problèmes de l'Europe de la sécurité collective et de la paix » - Commission : « défense et extension des libertés » - Comité pour le respect des libertés (présidé par Edmonde Charles-Roux) :

juin 1976, le PS ne refuse pas toute actualisation en lien avec l'actualité mais ne souhaite pas s'engager dans des discussions « trop longues » qui nuiraient à la dynamique unitaire ». François Loncle pour les radicaux regrette qu'un bilan n'ait pas été tiré des discussions dans les trois commissions. Malgré tout, l'actualisation est considérée comme prématurée et l'essentiel des discussions entre appareils, à ce moment là, portent surtout sur les élections municipales.

Mais les questions programmatiques voire idéologiques restent au cœur de la stratégie des organisations et surgissent avant même le début officiel des discussions sur l'actualisation du *Programme commun* en mai 1977. C'est le cas des questions relatives à la Défense nationale.

A) La force de frappe : une modification du *Programme Commun* en dehors du processus commun d'actualisation.

Approuvant le *Programme commun* en 1972 *,* le PCF, le PS et les Radicaux de gauche se mettent d'accord sur l'abandon de l' « armement nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit » acceptant ainsi l'existence de l'arme nucléaire tactique, ce qui est une concession faite à ce moment-là par les communistes aux socialistes[1478]. Le PCF, lors de son CC du 11 mai 1977, entérine un changement de doctrine, opère même en la matière un virage à 180° en se convertissant à la force de frappe c'est à dire à la dissuasion nucléaire stratégique. (l'armement nucléaire tactique avait été accepté par le PCF à travers le *Programme commun*). Le PS de son côté va opérer la même conversion mais dans le cadre d'un calendrier et d'un processus interne de décision différents. La conversion socialiste à l'utilisation de la force de frappe est définitive à l'issue d'une convention nationale en janvier 1978. Dès lors en mars 1978 les quatre principaux partis[1479] qui se présentent aux législatives, soit près de 90 % des voix au premier tour, ne remettent pas en cause l'existence de la dissuasion nucléaire.

1478 *PCF, Le Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait :
«Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française; reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire. »

1479 PCF, PS, UDF, RPR

L'acceptation de l'armement stratégique est au cœur des débats à gauche entre juillet et septembre 1977 dans le cadre des discussions concernant l'actualisation du *Programme commun*. Les débats sur l'armement nucléaire participent à la création du mythe *Programme commun* autour des propos réellement prononcés ou pas par François Mitterrand à ce sujet en juillet et ceux, plus célèbres, de Georges Marchais déjà cités en introduction et qui a posteriori symbolisent tout à la fois la désunion de la gauche mais aussi la personnalisation des discussions portant sur l'actualisation du *Programme commun.*

1) La Défense nationale : un débat idéologique avant le *Programme commun.*

Durant les deux premières décennies de la IV[ème] République, socialistes et communistes condamnent l'existence de l'armement nucléaire français et appuient les initiatives favorables au désarmement. Les communistes soutiennent l'URSS, puissance nucléaire, durant toute la guerre Guerre Froide tout en étant très actifs dans le domaine du désarmement. En février 1948 est créé, à l'Hôtel des Deux Mondes et à l'initiative de nombreuses personnalités dont Charles Tillon membre du BP du PCF, le *Mouvement de la paix* que les communistes finissent par diriger. L' « Appel de Stockholm » lancé à l'initiative du Mouvement de la paix recueille des millions de signatures et celui pour les « *États-généraux du désarmement »* lancé en 1963 est signé par de nombreuses personnalités non communistes, dont François Mitterrand. Lors d'une conférence de presse à l'Hôtel Continental[1480] le 21 février 1963, le CC du PCF se prononce pour la renonciation à la force de frappe et pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique [1481].

Du côté des socialistes, diverses initiatives voient le jour en faveur du désarmement et en opposition à l'existence de la force de frappe. La *Ligue contre la Force de Frappe* est créée à l'initiative du socialiste Jules Moch. Des personnalités non-communistes fondent en 1963 le Mouvement contre l'Armement Atomique (MCAA) qui devient en 1968 le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (MDPL) et qui tente en vain en 1977 et 1978 de s'opposer à la conversion de la gauche sur cette question[1482] . Même si la dissuasion nucléaire

1480 C'est dans ce même hôtel qu'est signé le *Programme commun* le 12 juillet 1972.
1481 *L'Humanité,* 21 février 1963
1482 Sezin Topçu, *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome: critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008),*Thèse de doctorat, 2010, École doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales.

est mise en place essentiellement par le pouvoir gaulliste celui-ci trouve néanmoins à son arrivée en juin 1958 un héritage significatif, en partie socialiste[1483]. En effet, au cours de la IV^{ème} république ce sont des gouvernements comportant des ministres socialistes qui initient le programme nucléaire militaire français[1484]. Les lois programmes adoptées en juillet 1960 et en décembre 1964 actent les choix budgétaires. Ces décisions ne font pas l'unanimité. En décembre 1964, à l'occasion des débats sur les crédits militaires, la gauche s'oppose au vote des crédits pour l'armement nucléaire pour la création de la Force Nucléaire Stratégique (FNS), communément appelée force de frappe.

En matière d'armement nucléaire tactique, la France s'accommode dans un premier temps de ce qui est proposé dans le cadre de l'alliance Atlantique [1485] et ne lance un programme qu'après la sortie du commandement intégré de l'OTAN en mars 1966.

La question de l'armement est un sujet systématiquement abordé dans le cadre des différentes rencontres programmatiques ou idéologiques avant 1972.

Dans le *Communiqué commun* de décembre 1966

Les questions internationales sont primordiales à gauche et souvent sources de blocage, d'oppositions. En 1951 est adoptée la loi dite des apparentements en vigueur pour les élections de janvier 1956[1486]. En Isère un courrier en date du 9 décembre 1955 adressé par la SFIO au PCF évoque un préalable à tout accord en vue de listes apparentées. Ce préalable pour les socialistes est l'adoption par les communistes d'une déclaration portant sur les rapports entre le PCF et l'URSS :

> «Une négociation éventuelle entre le Parti socialiste (SFIO) et le Parti communiste, implique, de la part du Parti communiste, la dénonciation de la déclaration de fidélité inconditionnelle à l'URSS, ce qui suppose l'indépendance absolue du Parti communiste de France à l'égard de la Russie soviétique tout en matière de politique intérieure que de politique étrangère »[1487].

1483 *Armement et Ve République : fin des années 1950-fin des années 1960,* Paris, Maurice Vaïsse et Pierre Messmer, CNRS, 2002.

1484 Dominique Mongin Duval, *La bombe atomique française, 1945-1958,* Paris, 1997.

1485 Article de Jacques Chevalier dans *Armement et Ve République : fin des années 1950-fin des années 1960,* Maurice Vaïsse et Messmer Pierre, *op. cit.*

1486 Loi électorale du 7 mai 1951 : scrutin de liste départemental majoritaire : si une liste ou un groupe de listes apparentées remporte la majorité absolue des suffrages dans un département, la totalité des sièges leurs sont alors attribués, et distribués entre listes apparentés selon la proportionnelle à la plus forte moyenne pour chaque circonscription. La France est alors découpée en 103 circonscriptions.

1487 AD Isère, archives du PCF.

Cet exemple illustre à quel point la nature des divergences idéologiques semble alors irréductible en ce début des années 1960, rendant toute entente impossible.

En décembre 1966, un *Communiqué commun*[1488]est signé entre le PCF et le PS . Si le document s'en tient surtout à un certain nombre de généralités (cf supra), il est question néanmoins précisément de la Défense nationale. Les deux organisations de gauche déclarent en effet leur « hostilité fondamentale à la force de frappe » et donc annoncent leur «volonté d'agir en vue d'obtenir la signature pour la France de l'accord de Moscou [1489]» et leur « opposition à la fabrication et à la dissémination des armes nucléaires ». Plusieurs groupes de travail prolongent les discussions entre la FGDS et le PCF au-delà des élections de mars 1967 à travers un dialogue idéologique. Un groupe est mis en place sur la politique étrangère. Le 23 septembre 1967, Roland Dumas[1490]député FGDS de Corrèze, adresse au communiste Jean Kanapa un procès verbal, non rendu public, des prises de position de ce groupe de travail[1491]. Les représentants de ces deux formations se disent favorables à « la renonciation à la force de frappe et à sa reconversion à des fins pacifiques ». Ces prises de position vont au-delà du *Communiqué commun* du 20 décembre 1966 puisqu'il est question de « renonciation » et non plus seulement d'« hostilité » et qu'il est même question de « reconversion ». Toujours dans ce procès verbal, les deux formations souhaitent non seulement réaffirmer la nécessité pour la France d'être signataire de l'accord de Moscou - comme cela était indiqué le 20 décembre - mais également d'interdire « les essais nucléaires dans l'air, dans l'eau et sur terre » Par ailleurs, les deux formations envisagent :

> «la création de zones dénucléarisées en Europe, avec un engagement des puissances nucléaires de ne pas utiliser les armes atomiques contre les pays englobés dans ces zones, ceci dans la perspective de la recherche d'un accord général sur le désarmement atomique. »

En matière de politique étrangère enfin, l'objectif affirmé par le groupe de travail est d'œuvrer pour « la dissolution simultanée des blocs militaires existants », alors que cette question des blocs n'avait pas été prise en compte dans le *Communiqué commun* du 20 décembre.

Dans la *Déclaration commune* de février 1968

1488 *L'Humanité*, 20 mars 1967.
1489 Notamment l'interdiction des essais nucléaires en l'air
1490 Député de la Corrèze, 2ème circonscription (FGDS), Secrétaire de l'Assemblée nationale, Vice-Président de l'Assemblée nationale.
1491 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF Archives Kanapa, 317 J 20

La *Déclaration commune* du 24 février 1968[1492] est un texte plus détaillé que le *Communiqué commun* de décembre 1966. Le texte reprend en matière de politique étrangère et de défense les positions actées au sein du groupe de travail entre la FGDS et le PCF. Les deux formations souhaitent ainsi que la France revienne à la conférence de Genève, renonce à la force de frappe et prévoie sa reconversion à des fins pacifiques. Elles s'accordent également sur le principe de la création de zones dénucléarisées et la nécessité de s'engager dans « la diminution progressive et simultanée des stocks d'armes nucléaires en vue du désarmement général. »

Dans le *Bilan des conversations* de décembre 1970

Dans le *Bilan des conversations* adopté en décembre 1970 en matière de Défense les deux formations se prononcent pour la renonciation à « la force de frappe nucléaire sous quelque forme que ce soit » signifiant le refus de l'armement stratégique comme tactique dont la France s'est dotée depuis son retrait du commandement intégré de l'OTAN en mars 1966[1493]. Toutefois, les deux formations de gauche actent dans ce *Bilan des conversations* leur désaccord sur la question des alliances stratégiques. Si les socialistes et les communistes sont conjointement favorables à la dissolution simultanée des blocs militaires, ils divergent sur le rôle unilatéral que peut jouer la France. Le PCF se prononce pour le retrait de la France du pacte Atlantique alors que le PS considère qu'un retrait immédiat de la France de cette alliance « ne saurait à lui seul modifier la situation présente. »

Dans les programmes

Comme cela a déjà été vu dans *Changer de Cap* les communistes annoncent vouloir renoncer aux deux types d'armement nucléaire, tactique et stratégique. En matière d'alliance, le PCF souhaite le dépassement et la dissolution des blocs militaires existants. » Les communistes se prononcent pour le désengagement de la France du Pacte Atlantique[1494].

En vue de l'adoption du programme du PS en 1972, 15 commissions sont mises en

1492 *L'Humanité,* 26 février 1968.

1493 En effet à partir de cette date, la France ne bénéficie plus de l'armement nucléaire tactique américain. De Gaulle, président de la République, décide alors dans le cadre de la seconde loi de programmation militaire (1965-1970) de lancer l'industrie française dans la réalisation d'un Armement Nucléaire Tactique (ANT) français composé du FATAC (mirage III et Jaguar) dont les premiers éléments ne seront opérationnels qu'en 1972, et de la Force Tactique Sol Sol (FTSS) avec des lanceurs Pluton qui entreront en service à partir de 1974 - Maurice Vaïsse et Pierre Messmer *Armement et Ve République : fin des années 1950-fin des années 1960, op. cit.*

1494 *PCF Changer de cap, op. cit., p.* 222

place, dont une sur la politique étrangère et une sur la Défense[1495]. Les réunions plénières de cette commission ont lieu au Palais Bourbon. Le premier secrétaire François Mitterrand ne souhaite pas attaquer de front les différentes sensibilités du PS. La mission officieuse de Charles Hernu, ami de François Mitterrand, qui dirige cette commission, est alors de convertir le PS à la dissuasion[1496]. Environ 140 personnes, qui ne sont pas toutes des adhérents du PS, participent aux travaux entre 1973 et 1980. Lors de la convention nationale extraordinaire de Suresnes des 11 et 12 mars 1972, plusieurs motions sur les questions d'armement sont discutées dans le document distribué aux participants. L'option « Guidoni » ou option C revendique le renoncement à la force de dissuasion au profit d'une Défense militaire et l'option B défendue par Charles Hernu se prononce pour le maintien d'une force de frappe même réduite à sa maintenance minimum. Ces motions ne sont pas retenues et c'est la motion appelée « Bérégovoy - Constant » qui l'emporte (option A) avec 75 % des mandats, motion qui se prononce pour « l'interruption de la construction de la force nucléaire stratégique ». Dans «*Changer la vie*» il est précisé que les socialistes se refusent «à prendre acte du fait nucléaire français. » et donc que le futur gouvernement devra décider «d'interrompre la construction de la force de frappe[1497]» et envisager sa reconversion sans que les difficultés liées à cette reconversion ne servent de prétexte pour y renoncer. L'armement tactique est accepté. Le PS se prononce également pour le remplacement du système de dissuasion nucléaire français par un système de sécurité collective au niveau européen et une défense du territoire basée sur un service militaire de 6 mois. La commission Défense poursuit ses travaux après l'adoption du *Programme commun* en vue des élections de 1973. Elle participe ainsi à la rédaction de deux fiches de *l'Argumentaire* que le PS met à la disposition de ses candidats[1498].

Comme cela a déjà été vu dans l'analyse comparative des programmes le PCF renonce intégralement à ses positions qui étaient les siennes avec l'acceptation de l'armement tactique et l'abandon d'un départ de l'Alliance Atlantique. Le Programme commun sur ces questions reprend la totalité des positions socialistes.

1495 Patrice Buffotot, *Le socialisme français et la guerre : du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998),Bruxelles,*1998.
1496 *Ibid.*
1497. PS*, Changer la vie, 1972, op. cit.,* p. 206.
1498. Supplément au *Point et la rose* n°9, février 1973, 68 fiches
L'armement fiche N° 43 et la Défense fiche N°44 . Reproduites par Charles Hernu dans Soldat Citoyen

2) Le PCF et la Défense nationale après 1972

En mai 1977, avant même le début des discussions portant sur l'actualisation du programme de 1972, le PCF se convertit à l'armement nucléaire stratégique après avoir déjà accepté à travers le *Programme commun* le principe de l'armement tactique. La question est abordée lors d'un CC entièrement consacré à ce sujet en mai 1977, plus d'un an après le XXII[ème] congrès[1499]. Mais c'est dès le printemps 1976 que les dirigeants communistes s'interrogent à l'occasion de la discussion de la loi de programmation militaire (1977-1982). Le PCF participe officiellement à une réunion-débat le 8 avril 1976 ayant pour intitulé « la fondation pour les études de Défense nationale »[1500]. Les interrogations des communistes qui devaient restées secrètes donnent lieu à une indiscrétion, peut-être orchestrée par la direction. Georges Marchais, le 29 avril 1976 à la télévision, lors de l'émission *l'Événement* minimise la présence de Louis Baillot membre du CC à cette réunion du 8 avril qu'il qualifie de «*colloque ».* Il précise en effet que le PCF en matière de Défense est toujours «en train de réfléchir» [1501]. La direction gèle alors peut-être en partie le débat après les remous suscités par la méthode utilisée pour l'abandon du concept de dictature du prolétariat décidé en dehors des débats du XXIIème congrès. Selon Gérard Streiff[1502] la discussion plutôt secrète chemine chez les dirigeants communistes mais « la décision est prise en petit comité» si petit qu'il se résume au duo Georges Marchais - Jean Kanapa. Les deux hommes s'isolent à Bazainville (Essonne). Seul le secrétaire de Georges Marchais, Jean-François Gau, aurait alors assisté alors à l'échange toujours selon Gérard Streiff. Mais cette idée de la nécessite d'un changement de doctrine avait déjà été affirmée publiquement par certains communistes comme Jean Elleinstein qui écrit en 1976 : «on ne peut concevoir une Défense nationale authentique fondée seulement sur le lance pierre ou les armes conventionnelles» [1503].

La question est traitée au BP du 27 avril 1977. C'est Jean Kanapa, membre suppléant du BP depuis le dernier congrès, qui présente l'ensemble du dossier à quelques jours du CC. Il prend des notes au cours de cette réunion[1504]. Jean Kanapa indique que la conversion recouvre un

1499 Du 4 au 8 février 1976.

1500 Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978,* Thèse de doctorat, Institut d'études politiques (Paris), 2001 Gérard Streiff fut secrétaire de Jean Kanapa.

1501 *L'Humanité,* 30 avril 1976.

1502 Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978,* Thèse de doctorat, Institut d'études politiques (Paris), 2001

1503 Jean Elleinstein, *Le PCF,* Grasset, 1976, p. 25.

1504 AD de Seine-Saint-Denis, archives Kanapa, 317 J 8. Le compte rendu du BP du 27 avril précise sobrement« Approuver la proposition pour mettre en discussion à une prochaine session du Comité

objectif politique qui est la réalisation du Programme commun avec la participation au pouvoir des communistes :

> «Nous nous plaçons du point de vue d'un parti qui ne juge plus simplement des problèmes – pour exemple la bombe- tels que les résout le pouvoir réactionnaire mais tels que nous les résoudrions, nous. »

Mais il n'y a pas unanimité sur cette question au sein du BP. Celui qui doute le plus est sans doute Charles Fiterman qui indique que «Cela va soulever beaucoup de questions dans notre électorat. » Il propose alors de ne pas «donner l'impression d'une adhésion enthousiaste» et d'organiser plutôt une discussion en juin. Henri Krasucki met en doute le lien automatique entre l'indépendance et la bombe. Il considère qu'il est possible d'assurer l'indépendance de la France sans la bombe. Malgré tout, il admet qu'il est difficile de ne pas entériner la situation présente car «les choses sont ce qu'elles sont en France aujourd'hui ». Gaston Plissonnier émet également quelques réserves et considère qu'il faut lier cette question à la politique générale de paix et de désarmement. Il précise que « l'arme nucléaire à elle seule n'assure pas la défense. Au fond c'est une arme offensive ». Mais c'est Georges Marchais qui tranche les débats :

> «La sensibilité du parti ? Soit mais il faut aussi être ferme. Ce qui est en question, c'est la crédibilité de notre marche au pouvoir. D'autant plus qu'il faut se défendre des Allemands pour réaliser le programme commun. Ce n'est pas nous qui avons créé la bombe (c'était un gouvernement socialiste). Elle est dangereuse, elle est chère, mais nous n'avons plus rien d'autre par la faute du pouvoir. Allons-nous envoyer par le fond le Redoutable? »[1505]

Georges Marchais rejette donc les questions relatives à la « sensibilité du parti » et inscrit la démarche de la direction dans la stratégie de conquête du pouvoir, d'une présence du PCF au gouvernement. Il est persuadé que le message passera en indiquant qu'il s'agit «seulement de la dissuasion et pas de son emploi » et que des initiatives en faveur de la paix et du désarmement viendront contrebalancer ce nouveau positionnement du PCF. Les réticences tactiques de Charles Fiterman et de Gaston Plissonnier ne sont pas entendues.

Jean Kanapa est donc chargé par le BP du 27 avril 1977 du rapport à présenter pour le prochain CC [1506]. Dans *L'Humanité* du 8 mai il critique les propos tenus par Jacques Chirac au nom du RPR qui s'était prononcé pour la mise à disposition de l'armement nucléaire tactique à

---

central les problèmes de la Défense nationale et, donc, la question de la maintenance pour la France de la force atomique. A cet effet, convoquer le Comité central le Mercredi 11 mai, avec un rapport qui sera présenté par Jean Kanapa. »

1505 Le Redoutable est un sous marin porteur d'ogives nucléaire. (Le Monde 27 septembre 1973)

1506 AD de Seine-Saint-Denis, Archives Kanapa,compte rendu du BP du 27 avril 1977.

la disposition de la défense de l'Europe. Il réaffirme l'opposition du PCF à tout projet de Communauté européenne de Défense. Jean Kanapa à quelques jours du CC prépare les communistes au changement de doctrine.

Le rapport présenté par Jean Kanapa lors du CC du 11 mai 1977 s'intitule « Défense nationale, indépendance paix et désarmement »[1507]. Pour justifier le revirement idéologique proposé par la direction, il est question d'importantes évolutions survenues depuis 5 ans. Premièrement «une dégradation continue et considérable des forces classiques», deuxièmement une évolution qui a entraîné la Défense nationale «sur la voie de la dépendance atlantique» et enfin l'«apparition de conditions favorables à des mesures aboutissant à un arrêt de la course aux armements. » Le *Programme commun* de 1972 pose donc un problème car les signataires se sont prononcés pour la renonciation à l'armement stratégique. Jean Kanapa ajoute que la discussion est rendue nécessaire par ailleurs entre communistes car « l'actualisation du Programme commun est à l'ordre du jour dans la perspective des prochaines échéances politiques. » Il rejette par avance toute accusation de « considérations tactique*s »* ayant prévalues aux débats internes au PCF au sein de la section de Politique extérieure (la Polex) et au sein de la commission de Défense nationale du CC. L'argumentaire développé par le dirigeant communiste, selon lequel la situation en 1977 est radicalement différente de celle de 1972, ne tient pas car l'état des lieux de la force de frappe en 1977 correspond à celui existant en 1972 avec déjà l'existence des trois composantes de la Force nucléaire stratégique (FNS) [1508]. Les modifications importantes depuis 1972 concernent plutôt l'Armement Nucléaire Tactique (ANT) (accepté dans le *Programme commun)* avec les FATAC (mirage III et Jaguar) ainsi que de la Force tactique sol sol *(FTSS)* avec les lanceurs Pluton qui entrent en service à partir de 1974. Par ailleurs, les lois de programmation militaire 1960-1965 et 1965-1970 favorisaient déjà le nucléaire au détriment du conventionnel et l'armée de l'air au dépend des autres armées[1509]. Alors pourquoi ce revirement et dans l'urgence ? Est-ce un choix politique par rapport au PS ? Toujours est-il qu'il s'agit d'un virage à 180 degrés par rapport au *Programme commun* comme l'admet le rapporteur. Toutefois il ne

1507 Archives Seine-Saint-Denis 261 J 2/53. Le rapport est publié dans une version abrégée dans *L'Humanité*le 12 mai 1977.

1508 La Force aérienne stratégique (FAS) : une première mise en service le 7 janvier 1965 via les mirage IV qui seront de service jusqu'en 1996. -Le Système sol-sol balistique stratégique (SSBS) : neuf premiers missiles installés sur le plateau d'Albion le 2 Août 1971. La Force océanique stratégique (FOST) : mise en chantier du premier sous marin de la force *Le Redoutable* a lieu en mars 1963 avec une mise en service actif le 16 décembre 1971.

1509 En 1974 les forces nucléaires absorbent un tiers des dépenses militaires. (*Le Monde,* 27 septembre 1973)

mentionne pas que c'est un virage idéologique encore plus important si l'on considère la position du PCF dans « *Changer de cap* . » Jean Kanapa précise que le PCF entérine donc la construction du 6ème sous-marin lanceur d'engins programmé, mais que les mirages IV ne seront pas remplacés au terme de leur vie. La stratégie nucléaire sera une stratégie *« tous azimuts »* dont l'utilisation devra par ailleurs faire l'objet d'une décision collégiale :

> « La décision doit être de la responsabilité d'un Haut comité spécial constitué du président de la République, du Premier ministre et du Ministre de la Défense nationale, les ministres symbolisant la coalition gouvernementale et du chef d'état major général. »

Pour assurer l'indépendance de la force nucléaire, le rapport indique par ailleurs, la nécessité d'un système indépendant de repérage en cas d'attaque et donc la « construction d'avions de radar de surveillance » ainsi que «la mise sur orbite de trois satellites destinés à l'observation, à la localisation et à la transmission ».

Lors du CC, il n'y a pas d'opposition véritable mais certaines interrogations quant à ce changement radical. Le premier à prendre la parole suite au rapport est Pierre Juquin qui l'approuve. Dans la droite ligne des échanges au sein du BP et des propos tenus à ce moment là par Jean Kanapa, il précise que l'existence de la bombe n'a pas les mêmes conséquences selon qu'il y a ou non des ministres communistes. Il juge de manière très positive la partie du rapport où est précisée la composition du «Haut comité politico-militaire», au sein duquel siégeraient des communistes, qui déciderait de l'utilisation éventuelle de la force de frappe[1510]. Plusieurs intervenants s'inquiètent néanmoins de la façon dont les militants vont appréhender le virage tactique du PCF ainsi que la difficulté qu'ils auront, eux en tant que dirigeants, à défendre ce revirement. René Andrieu parle d'un retournement à expliquer alors que le pouvoir en fera un objet de contre-propagande. Seule Yann Viens[1511] prend la parole pour critiquer la décision. Elle ne comprend pas cette nouvelle doctrine d'un point de vue politique, récusant même une partie de l'argumentaire très gaulliste de Jean Kanapa.

> « Quand de Gaulle disait que c'était une arme politique on disait à l'époque que cela n'était pas vrai. Cela sera coûteux. Pour l'instant je fais confiance au BP » mais elle précise ne pas pouvoir défendre ce virage idéologique. « Il y a des arguments contradictoires dans les développements du BP. »

A la fin du CC, une courte résolution est adoptée qui approuve le rapport et « invite les organisations du parti à faire en sorte que tous les communistes soient rapidement informés sur les travaux de la présente cession. » Le rapport est adopté à main levé à l'unanimité. A la

1510 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC du 11 mai 1977, 4AV/ 2252 2258.
1511 Membre du CC de 1967 à 1987.

fin du CC Georges Marchais lit une déclaration qui publiée dans *L'Humanité* du lendemain. Le texte s'intitule « *Pour l'indépendance et la souveraineté de la France* » La raison fondamentale donnée pour justifier le revirement du Parti correspond tout simplement à la logique du fait accompli :

> « la situation de nos forces armées classiques s'est considérablement détériorée[…] Cet armement est devenu le seul moyen efficace de défense dont le pays dispose et disposera pour un temps ».

S'il y a peu de remise en cause du rapport de Jean Kanapa, et du moment choisi par le Parti pour ce changement de doctrine, ce n'est pas faute d'avis contradictoires. Gaston Plissonnier décide, sans doute au dernier moment, de ne pas prendre la parole. En effet, on retrouve dans les Archives du CC[1512] une note intitulée « intervention au CC du 11 mai 1977 » qui contient une déclaration, laquelle n'a pas été lue alors que Gaston Plissonnier est bien présent ce jour -là[1513]. Dans ce texte, il se prononce «pour la maintenance car c'est une décision que je crois juste » mais juge que cela aura des « conséquences énormes intérieures et extérieures ». Il précise par ailleurs que les communistes, dès 1935, avaient pris leurs responsabilités en votant les crédits militaires (argument qu'il avait développé lors du BP du 27 avril), ce qui démontre que ceux-ci sont bien prêts au moment où il le faut à faire la guerre. Il développe également un discours revanchard vis-à-vis de l'Allemagne, parlant de l'impérialisme allemand. Il souhaite surtout que la décision du CC ne soit pas rendue publique pour s'intégrer plutôt dans les discussions d'actualisation. Le texte exprime la peur que le changement de doctrine soit interprété comme un revirement propre au PCF. On y sent une volonté de gagner du temps pour ne pas prêter le flanc aux critiques socialistes : « Quand nous voulons, nous pourrions faire connaître nos propositions et on enlèverait au parti socialiste certains moyens de nous attaquer. » Pourtant Gaston Plissonnier ne lit pas ce texte et il publie dans *L'Humanité* du 9 juin 1977 un article intitulé «*les communistes et la patrie*» dans lequel il justifie le changement de position[1514]. Il s'est ainsi rangé derrière la décision du Parti. Charles Fiterman [1515] évoquant la figure de Gaston Plissonnier parle d'un « »homme de fidélité » ce que semble démontrer cet épisode.

1512 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261 J 2/53,CC du 11 mai 1977**.**

1513 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du CC, feuille de présence au CC du 11 mai 1977, 261 J 2/53.

1514 *L'Humanité,* 9 juin 1977 « l'armée conventionnelle manque de moyens matériels pour garantir notre sécurité[…] avec la perspective d'un gouvernement de gauche à participation communiste il est impossible de prendre la lourde responsabilité de renoncer à cette force comme élément de dissuasion, de laisser le pays découvert et vulnérable. »

1515 Charles Fiterman : interviewé le 12 septembre 2012.

Après l'adoption par le CC du rapport lu par Kanapa, André Vieuguet qui préside la séance, indique qu'il va lire une communication du BP du PCUS.

> « Nous avons une communication à porter à votre connaissance. Lundi 9 mai 1977 un conseiller de l'ambassade soviétique a transmis la communication verbale suivante du BP du PCUS. »

Le texte se trouve dans les archives [1516]. Par cette communication, bien entendu écrite, les Soviétiques font savoir que « les forces nucléaires françaises sont une réalité négative, qui ne renforce pas l'indépendance de la France et qui constitue un lourd fardeau pour les travailleurs. » Ils souhaitent que les communistes français se posent les questions suivantes « d'où vient la menace? Et contre qui sont tournées et préparées les forces nucléaires de la France. » Le PCUS se dit convaincu que

> «les vraies garanties de l'indépendance de la France sont à rechercher dans le développement d'une politique de coexistence pacifique et de coopération, et non pas dans l'armement. C'est là, l'attitude de principe, l'attitude communiste. »

Après cette lecture, Georges Marchais intervient à nouveau pour critiquer cette intervention qui « rappelle un passé détestable que nous avons rejeté. » Il considère que cette ingérence soviétique s'intègre dans une campagne plus générale menée contre le PCF. Il cite ainsi plusieurs exemples de dysfonctionnements des rapports avec le PCUS, alors qu'il y a selon lui « une bataille engagée au sein du mouvement communiste international pour de nouveaux rapports au sein du mouvement communiste international. » Il précise que le PCF n'est pas seul sur cette ligne mais que les partis comme le PCF ne sont pas «*majoritaires*. » Ne souhaitant pas « *l'escalade »* il considère néanmoins que cette communication doit rester interne au CC. A l'écoute de la bande sonore enregistrée du CC, on remarque que les membres du CC ne réagissent pas à la lecture de la communication. Connaissaient-ils l'existence de cette lettre avant ? Le texte de cette intervention des soviétiques n'est pas remise aux membres du CC. Georges Marchais indique même qu'il n'en a pas de version papier[1517]. A la fin du CC une lettre d'officiers critiquant les positions du *Programme commun* sur l'armement nucléaire et adressée au PCF est lue par Jean Kanapa. Celui-ci indique que ce courrier pourra sans doute être diffusé.

> «Nous sommes un certain nombre d'officiers supérieurs à avoir pris connaissance de votre CC. Le chapitre dans le Programme commun ne nous satisfait pas. L'armée

1516 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, 261J 52/3 (Annexe 19, document 2.)

1517 Sur la lettre une note manuscrite de la main de Gaston Plissonnier portée sur le document conservé indique qu'il est nécessaire d'en faire un exemplaire pour Georges Marchais.

conventionnelle n'est plus à même d'assurer une véritable défense du pays. La force nucléaire existe. Pour l'opinion internationale elle donne une place originale à la France. Tous ces facteurs ne peuvent pas être ignorés par un parti comme le vôtre qui aspire à jouer un grand rôle national. C'est pourquoi nous nous permettons d'espérer que le CC du PCF tiendra compte des réalités et gardera la force nucléaire comme un des éléments de la stratégie militaire française.Nous croyions qu'il ne ne vous sera pas indifférent de connaître l'opinion d'officiers qui ne sont pas effrayés par l'arrivée de la gauche au pouvoir à condition que l'indépendance de la France soit sauvegardée. »[1518]

Cette lettre n'est finalement pas publiée les jours qui suivent dans *L'Humanité*. Ce courrier lu en fin de CC a pour fonction de dissiper les doutes de certains. Lors du CC, Charles Fiterman et Gaston Plissonnier ne prennent donc finalement pas la parole. En tant que membres du BP, même s'ils ont émis des doutes, ils se taisent par solidarité sans doute, par refus d'apparaître comme diviseur voir opportuniste. Henri Fizbin, interviewé dans *Le Monde* en juin 1977, justifie l'absence de dialogue au sein du Parti. A la question posée *«* N'aurait-il pas été plus judicieux, plus efficace d'informer, de discuter au préalable ? » il répond :

« Dans le cas précis ce sont les exigences de la lutte et les circonstances qui ont amené le C.C. à agir comme il l'a fait. Il devait prendre ses responsabilités. Il les a prises au terme d'une étude extrêmement approfondie menée durant plus d'une année. »[1519]

Au cours du Secrétariat du 12 mai 1977, les dirigeants communistes regrettent que le changement de doctrine n'ait pas bénéficié d'un fort écho médiatique. Cette absence de publicité est selon eux un «silence organisé afin de favoriser les commentaires concernant l'émission Barre Mitterrand[1520]. » Jean Kanapa est donc chargé d'examiner avec le *Mouvement de la paix* les initiatives qu'il conviendrait de prendre car la direction a l'impression d'avoir donné un coup d'épée dans l'eau.

Le PCF actualise sa position en matière de Défense nationale quelques jours avant la réunion au sommet du 17 mai, avant même le début des discussions portant sur l'actualisation du *Programme commun*. Il s'agit d'un changement de doctrine majeur adopté en dehors de toute discussion dans le cadre d'un congrès, alors que Roger Mayer membre du PCF, ancien collaborateur de Joliot Curie et l'un des principaux animateur du Mouvement de la paix, assurait encore en mai 1976, croire « fermement que la seule politique responsable, c'est-à-dire intelligente, cohérente et conforme à l'intérêt national et au développement de notre pays,

1518 Archives Seine-Saint-Denis, Archives sonores du CC : 4AV/2252 et archives Kanapa : 317 J 1 Correspondance

1519 *Le Monde,* 22 juin 1977.

1520 Débat François Mitterrand- Raymond Barre le 12 mai 1977, le lendemain du CC.

est liée à l'abandon de la FNS armement inutilisable dans tous les cas de figure. » Pourquoi donc entériner cette position dont beaucoup redoutent le trouble que cela va entraîner dans les rangs du Parti ? Pourquoi cette précipitation ? Le PCF souhaite-t-il imposer son calendrier ? A-t-il peur dans le cadre de la future actualisation du programme de se faire déborder par le PS sur cette question ? Jean Kanapa dans son rapport devant le CC justifie en partie cette conversion par le fait que certains socialistes se sont déjà fait publiquement l'écho de réflexions et que «le Parti socialiste poursuit pour sa part ses propres réflexions en ce domaine. » Selon Gérard Streiff le « duo Marchais-Kanapa » vise alors un double objectif : d'une part montrer la détermination des communistes à assumer leurs futures responsabilités gouvernementales et enlever tout obstacle qui y conduit, mais aussi *«* séduire une fraction gaulliste, ce qui correspond au « rêve kanapiste » d'une quatrième composante de l'union de la gauche. » [1521] Toujours selon Gérard Streiff à la suite de cette décision, le PCF aurait alors attendu un geste de réciprocité de la part du PS, à savoir une certaine forme de prise de distance vis-à-vis des Etats-Unis ; or ce geste ne vient pas.

Il semble indéniable que le changement de doctrine, et qui plus est, en dehors de tout processus d'actualisation doit être interprété comme le signe d'une véritable volonté d'accéder au gouvernement de la part des dirigeants communistes. En mai 1977 l'objectif du PCF est toujours de gouverner comme cela était le cas en 1972. Le 17 juillet, interviewé en Corse sur son lieu de vacances lors de l'émission « TF1 actualités » Georges Marchais déclare:

> « cela fait trente ans que les communistes ont été écartés du pouvoir[...]Nous voulons aller au pouvoir car nous avons la certitude avec nos alliés, pas seuls, que nous pouvons sortir le pays de la crise ».[1522]

Le PCF a bien conscience des risques induits par ce bouleversement. Jean Kanapa, à la fin de son intervention au cours du CC de mai 1977, relève que la nouvelle position du PCF en faveur d'une maintenance de l'armement nucléaire risque d'entraîner une campagne de presse sur les retournements tactiques des communistes. Le Secrétariat du 12 mai 1977 décide alors la publication d'une série d'articles fondamentaux sur la question dans *L'Humanité*. Il s'agit bien pour le PCF d'essayer de désamorcer les critiques qui vont voir le jour. Jean Kanapa écrit un article « *la force nucléaire pour quoi faire* [1523] ?», où il insiste surtout sur le concept de maintenance de l'armement nucléaire, ce qui exclut selon lui l'idée d'escalade. Le 25 mai, l'Union des Etudiants Communistes (UEC) organise un débat à la Mutualité avec pour thème

1521 Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978, op. cit.*
1522 *Le Monde*, 19 juillet 1977.
1523 *L'Humanité*, 16 mai 1977.

« *les communistes et la Défense nationale »* avec la présence de Roland Leroy, Louis Baillot [1524]et Alain Bascoulergue membre du BN du mouvement de la jeunesse communiste. *L'Humanité* du 31 mai 1977 propose un article faisant état de «*bombardiers nucléaires reconvertis en avion de reconnaissance*» sur l'aéroport de Bordeaux Mérignac comme pour mieux justifier que la décision prise de se convertir à l'armement nucléaire ne crée pas une situation irréversible. Quelques semaines plus tard, toujours dans *L'Humanité,*[1525] Louis Baillot signe un article intitulé « Dissuasion nucléaire ou dissuasion politique *?* » Il développe l'idée selon laquelle la dissuasion comprend bien un volet politique dans la mesure ou un gouvernement de gauche multipliera les « accords de coopération et d'amitié avec tous les peuples qui le désirent afin d'éviter l'isolement de la France . » Si des personnalités du PCF font part de leur désaccord, les critiques restent internes à l'exception notable de celles de Jean Brugié[1526]. Pierre Juquin [1527] explique du reste le départ de ce militant à cause de cette conversion :

> «Jean Brugié ancien officier de la résistance va sur ordre en Indochine...il est furieux…. La base de son départ du Parti c'est cela, c'est le reniement. »

Les réactions à gauche sont nombreuses. *Libération* critique un « *virage radical ».*[1528]. Le journal met en exergue l'offensive du PCF qui propose en deux jours, à la fois un chiffrage du *Programme commun*, dans *L'Humanité* du 10 mai, et la reconnaissance du fait nucléaire lors de son CC du 11 mai. Le journal considère que le « PC choisit l'action spectaculaire. » Deux hypothèses sont avancées par le quotidien. La première hypothèse correspondrait à la volonté du PCF de rapprochement avec les militaires en levant « un obstacle fondamental à tout contact», et la seconde qui serait de s'inscrire dans une veine gaullienne avec la mise en avant de la défense tous azimuts. C'est l'hypothèse la plus crédible selon le journal mais qui impliquerait une accentuation de « la distance par le PC vis-à-vis de l'URSS ». Le 26 mai 1977, toujours dans *Libération,* une tribune intitulée « Questions à la gauche sur la défense nucléaire » est signée par diverses personnalités et associations et par le PSU. Les signataires[1529] condamnent l'absence de débat parmi les militants des partis de gauche et

1524 Membre du CC et responsable des questions de Défense nationale.
1525 *L'Humanité,* 21 juin 1977.
1526 Isabelle Sommier et Jean Brugié, *Officier et communiste dans les guerres coloniales,* Paris,Flammarion, 2005, 436 p.
1527 Pierre Juquin : entretien le 9 mars 2013
1528 *Libération,* 13 mai 1977.
1529 Parmi les signataires : Jean Paul Sartre, Simone de Bauvoir, René Dumont, Bernard Clavel.et un seul journal, *Témoignage chrétien*.

dénoncent la « nucléarisation de société » signe d'un renforcement des formes les plus autoritaires du pouvoir. Ils formulent dés lors plusieurs exigences dont l'application de la position du *Programme commun* sur la force de frappe dès l'accession de la gauche au pouvoir. Mais ces prises de position sont minoritaires.

Le 21 juillet, lors de la 12ème séance de la réunion du groupe des 15, débutent les discussions entre autres sur les questions de Défense[1530]. Comme le souligne Jacques Isnard dans *Le Monde* du 26 juillet, le PS est en difficulté. Il ne peut pas attendre pour prendre une décision malgré la convention prévue en décembre. Lors de la 13ème séance le 26 juillet, la délégation du PS défend l'idée d'un référendum sur la question de la défense nucléaire, conformément à la teneur des propos de François Mitterrand dans une interview donnée à neuf quotidiens régionaux le jour même :

> « Le Parti socialiste qui ne rejette pas l'examen s'en tient à ses règles démocratiques: seule une consultation a la base de ses adhérents tranchera pour ce qui nous concerne[...]Nous maintiendrons en attendant l'armement nucléaire en état, la décision finale devant à notre sens, appartenir aux Français. Munis de toutes les informations utiles, alors qu'on les a jusqu'ici tenus à l'écart, ils répondraient en connaissance de cause. Comment ? Il existe plusieurs modes de consultation démocratique. Pourquoi pas le référendum ?»[1531]

Responsable de la délégation communiste dans le groupe des 15, Charles Fiterman répond à la proposition socialiste. Sans rejeter le principe d'un référendum, il précise que cela ne doit pas empêcher les formations de prendre position[1532]. La méthode utilisée par François Mitterrand fait écho à l'utilisation de la presse le 19 juin 1975 le jour où les communistes, qui reçoivent une délégation socialiste et des radicaux de gauche, apprennent la teneur de la pétition en soutien au *nouvel Observateur.* Il s'agit une nouvelle fois de prendre de court les négociateurs communistes, en indiquant que les prises de décision, les véritables enjeux, ne relèvent pas d'une instance collective, en l'occurrence du *comité de liaison.*

En réponse à la position prise par François Mitterrand, dans son interview aux journaux le 26 ou à la télévision le 27, Georges Marchais déclare le 28 juillet sur Antenne 2 alors qu'il est toujours en vacances en Corse :

> «On ne peut pas s'en remettre à un référendum pour résoudre le problème de la Défense. C'est anticonstitutionnel du reste. Ce problème doit être résolu dans le programme commun de la gauche et il est exclu de conclure l'actualisation sans

1530 *Le Monde,* 23 juillet.

1531 Interview de François Mitterrand, *Ouest France,* 26 juillet 1977.

1532 *Le Monde,* 27 juillet 1977.Extrait des déclarations de Charles Fiterman «Notre parti n'a jamais rejeté la méthode du référendum comme une méthode parmi d'autre, pour consulter les Français. Mais il est évident que cela ne dispense pas nos trois formations de prendre position sur cette question. »

> conclure ce problème là …la France ne peut pas être désarmée. Nous sommes opposés à l'arme atomique nous avons mené l'appel de Stockholm nous pensons qu'il faut combattre. Nous sommes le parti de la paix. Le PCF est résolument opposé à toute nouvelle CED, nous sommes opposés à donner l'arme atomique aux Allemands .La force de frappe française doit être indépendante. Cela n'est pas contradictoire avec le fait de rester dans l'Alliance atlantique. Je crois qu'en définitive nous parviendrons à un accord Nous demandons une grande politique sociale, les moyens d'une grande politique sociale. Nous sommes pour l'existence d'une Défense nationale indépendante.»[1533]

C'est donc Georges Marchais qui évoque la question d'une Défense européenne alors que François Mitterrand n'en parle pas dans les deux interviews, et c'est lui qui une nouvelle fois brandit le réarmement allemand comme épouvantail.

Le 29 juillet au matin (1h) à la suite de la 15ème et dernière rencontre du groupe des 15, les délégations se mettent d'accord sur un communiqué commun[1534]. Pour la Défense nationale et la politique étrangère, il est question «des bases générales d'un accord» qui *«ont été dégagées. »* Le groupe de travail communiste de son côté «porte une appréciation positive sur le travail accompli» et indique qu'en matière de Défense nationale «les bases générales d'un accord sur la politique de Défense nationale ont été trouvées*[1535]*. » Si pour la délégation communiste des divergences subsistent celles-ci ne portent plus sur les questions de défense mais sur «les mesures sociales, les nationalisations, l'impôt sur le capital, le calendrier d'application du programme commun.»[1536] Pierre Bérégovoy au nom de la délégation socialiste indique : «les bases générales d'un accord existent. Il reste à préciser différentes formulations de ce texte sur lequel les représentants du Parti socialiste ont déclaré que la direction de leur parti s'engagera clairement. »

La version actualisée du *Programme commun* à la date du 1er août conservée dans les archives de Charles Fiterman précise en matière de Défense les formulations des protagonistes[1537]. Les partis s'entendent pour œuvrer en vue de l'organisation d'une conférence mondiale et en vue de la renonciation par la France à l'arme nucléaire. En attendant, pour le PS et le MRG «l'armement nucléaire sera maintenu en état» alors que pour le PCF l'armement devra être maintenu « au niveau minimum défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays ». Il est question également d'une formulation laissant sous-entendre l'utilisation de la voie référendaire pour décider de la renonciation à l'armement nucléaire avec

1533 INA, Antenne 2, 28 juillet 1977 : interview de Georges Marchais.
1534 *L'Humanité*, 30 juillet 1977.
1535 *Ibid.*, p. 3 : déclaration de la délégation communiste, p. 3.
1536 *L'Humanité*, 30 juillet 1977.
1537 Annexe 15, p. 67.

une formule précise acceptée par les trois organisations : « la décision finale qui devra appartenir aux Français ». Par ailleurs, les trois délégations conviennent en matière de prise de décision qu'il est nécessaire de se mettre d'accord sur une formulation actant le principe d'une décision collégiale associant le gouvernement et le président de la République, même si l'écriture est à revoir[1538].

L'éditorial de Roland Leroy dans l'édition de *L'Humanité* du 30 juillet parle d'un « *bilan positif »*[1539] concernant les négociations et ne pointe pas de désaccord sur la question de l'armement. Il indique même qu'en matière de Défense :

> «les lignes générales de l'accord ont finalement pu être établies : action pour le désarmement, maintien de l'armement nucléaire pour assurer une défense indépendante, refus de toute intégration militaire. Cette ligne doit être confirmée par un engagement solennel du parti socialiste. »

Mais l'éditorial ne mentionne pas la voie référendaire envisagée (même si le terme n'est pas utilisé) par les trois organisations[1540].

Le 3 août a lieu un BP en présence de Georges Marchais de retour de vacances. Dans le relevé de décisions de cette réunion[1541] la direction du PCF se donne pour objectif de mener la bataille politique sur quatre thèmes dont l'un concerne la Défense nationale avec pour objectif d'obtenir « l'abandon par le PS d'un projet de référendum avancé par François Mitterrand. » Il y a donc une contradiction entre la position de la délégation communiste qui accepte les 28 et 29 juillet le principe d'un référendum et la position défendue par la direction communiste à l'issue de ce BP. Pierre Juquin évoque dans ses mémoires un coup de fil de Georges Marchais à Jean Kanapa lors des derniers jours des négociations, coup de fil laissant sous entendre que Georges Marchais n'approuvait pas le compromis qui se dessinait alors[1542]. Charles Fiterman et Pierre Juquin[1543] mentionnent pourtant avoir éprouvé le sentiment du travail accompli. Selon les souvenirs de ce dernier, Jean Kanapa aurait alors même indiqué

1538 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366**,** article 18« la décision de l'emploi relèvera de la responsabilité présidentielle et gouvernementale (phrase à réécrire, la formule à trouver devant écarter la décision d'un seul homme et à l'inverse une procédure trop lourde)»

1539 L'Humanité 30 juillet 1977, extrait éditorial Roland Leroy« Hier le groupe de travail constitué entre les trois partis signataires du programme commun de gouvernement a dressé le bilan de son activité. C'est un bilan positif.En effet comme nous le souhaitions la discussion a touché toutes les questions, elle a porté sur l'ensemble du programme, elle a permis une confrontation des points de vue. Des éléments de convergence importants ont été dégagés. »

1540 Annexe 15, p. 67.

1541 Archives Seine-Saint-Denis

1542 Pierre Juquin, *De battre mon coeur s'est arrêté, op. cit.*, p. 419. extrait «C'est Georges.a-t-il simplement dit, en se forçant à sourire. »

1543 Charles Fiterman, *Profession de foi*, op. cit., p.

que cela s'était passé « bien mieux que nous ne le pensions »[1544] au soir de la dernière réunion du comité de liaison. Or Pierre Juquin indique qu'il se fait rabrouer avec Charles Fiterman dans les couloirs place du colonel Fabien[1545]. Sans préciser la date, il mentionne que cela se produit à l'issue d'un BP en présence de Georges Marchais. Or ce dernier n'est pas présent à Paris avant le BP du 3 août. Charles Fiterman indique être parti en vacances 15 jours sans l'avoir revu après le dernier jour des négociations. Comme l'a reconnu Pierre Juquin lors de l'entretien et ce qu'il a confirmé sur France Culture [1546] par la suite, il n'a pas pu voir Georges Marchais début août [1547]. Tout semble indiquer un raidissement de la direction communiste, des membres du BP, les « bépistes[1548] » qui n'ont pas participé aux négociations. Car dans la délégation des communistes qui discutent de l'actualisation du Programme commun Pierre Juquin et Philippe Herzog ne sont pas membres du BP et Charles Fiterman, pourtant responsable de la délégation, n'est que suppléant. Le relevé de décisions du BP du 3 août[1549] désavoue l'optimisme des négociateurs sans toutefois remettre en cause la stratégie globale : « si des positions convergentes se dégagent maintenant, il reste des désaccords importants. »[1550] La question du référendum doit être rejetée selon le BP car cela fait partie, non pas des divergences mineures, mais de la bataille politique publique que se doit de mener le PCF. Mais le BP se félicite néanmoins que les négociations concernant l'actualisation aient permis des avancées :

> «La campagne du Parti pour l'actualisation du programme commun de la gauche a poussé le Parti socialiste, qui voulait esquiver la discussion et était venu les mains vides, à accomplir des pas sur la base de nos propositions. 50 pages ont été ainsi ajoutées au texte du programme commun, sans compter certains amendements du texte initial. »

Le BP du 3 août ne donne pas lieu à un communiqué. Le relevé de décisions décide d'engager le Parti dans une vaste campagne publique, afin de mettre en évidence à la fois les progrès accomplis dans l'actualisation du texte, mais également la nécessité d'une mise en évidence de

1544 Pierre Juquin, *De battre mon coeur s'est arrêté*, *op. cit.*, p. 419
1545 *Ibid.*, p. 423.
1546 France Culture, «*A voix nue*», 3-7 février 2014.
1547 Pierre Juquin : entretien le 9 mars 2013. Extrait : «Je dois me tromper dans les dates, effectivement je me demande cela doit être en septembre quand nous nous rentrons. J'étais allé en vacances au Danemark. Je reviens soit fin août soit le 1er ou 2 septembre. Cela doit être là. Il nous voit car nous rentrons de vacances. Il s'en prend surtout à Fiterman plus haut placé. Ce n'est sans doute pas au retour de Corse. C'est au retour du Danemark. Je me suis trompé. »
1548 Pierre Juquin, *De battre mon cœur s'est arrêté, op. cit.* p. 327.
1549 Aucune trace trouvée de prises de notes lors de cette réunion dans les fonds personnels consultés..
1550 AD de Seine-Saint-Denis, Archives de la direction du PCF, BP du 3 août.

ce qui fait la particularité du PCF[1551]. Le 3 août, Georges Marchais est interviewé sur TF1[1552]. Dans la retranscription intégrale de l'interview dans *L'Humanité* du lendemain, à la réponse portant sur l'actualisation du programme commun, la référence au BP du matin n'est pas reproduite alors que Georges Marchais l'évoque comme en témoigne l'écoute de l'interview[1553].Concernant la question de la Défense il s'oppose à cette occasion catégoriquement à l'idée de référendum avancée par François Mitterrand :

> «Il faut dire clairement aux Français et aux Françaises nous ne pouvons pas laisser notre pays désarmé. Il faut assurer sa Défense. La force atomique de dissuasion reste aujourd'hui le seul moyen et elle doit être utilisée tous azimuts. Or le PS est d'accord sur ces positions mais il ajoute qu'il faudrait organiser un référendum. Or en proposant ce référendum François Mitterrand a mis la gauche en état de faiblesse, il a porté un coup à la gauche. Il faut qu'il fasse attention François Mitterrand. On ne peut pas se permettre des faux pas» .

Georges Marchais évoque également la question de la Défense européenne :

> «Il est hors de question d'aller vers une force de Défense européenne intégrée. Jamais nous ne consentirons à donner la force de frappe aux Allemands, jamais, ce serait un crime contre la France, contre l'Europe et contre L'Humanité toute entière. »

Georges Marchais fait état, comme à l'occasion de l'interview le 28 juillet, d'une Défense européenne alors que François Mitterrand n'évoque jamais ce sujet durant cette période dans le cadre d'interviews. Dans *l'Humanité* du 9 Août, un article en première page intitulé «Réflexions» et signé de Georges Marchais pointe les divergences en matière d'actualisation. L'impôt sur le capital, les nationalisations et les questions de Défense nationale sont les points de divergence essentiels. Il précise que ce dernier point est une question fondamentale. Il réaffirme par ailleurs la nécessité d'une force de frappe atomique « tous azimuts» c'est-à-dire tournée dans toutes les directions, « *Tout en restant membre de l'Alliance atlantique»* et en agissant *« pour la dissolution militaire de tous les blocs militaires* . » Cette interview est une réponse à François Mitterrand qui avait déclaré la veille au *Matin de Paris* être contre le

1551 AD de Seine-Saint-Denis, Archives de la direction du PCF BP du 3 août 1977 « la campagne publique doit permettre aux travailleurs de mettre à l'actif du Parti, de son activité unitaire, les pas accomplis dans l'actualisation. Elle doit contribuer à éclairer le contenu nécessaire du programme commun, à faire davantage encore l'indispensable différenciation entre notre Parti et le Parti socialiste, et à mettre toujours plus en évidence la nécessité d'un Parti communiste plus influent et plus fort, pour garantir un changement réel et durable. »

1552 INA, interview de Georges Marchais, 3 août 1977.

1553 L'Humanité 4 août 1977 «Il faut faire un bilan. On peut dire que les choses ont progressé sérieusement » INA, 3 août 1977, Georges Marchais: «Tout d'abord je souhaite faire un bilan. Nous en avons discuté ce matin au BP. Les choses ont progressé, sérieusement. »

« tous azimuts», et avait refusé le principe de la collégialité prônée depuis mai 1977 par le PCF.

Les termes précis de l'accord à l'issue de l'ultime réunion du groupe des 15 le 29 juillet au matin deviennent un enjeu politique et médiatique dans les jours qui suivent. Dans son édition du 10 Août *Le Monde* publie un texte dont la provenance n'est pas précisée. Le document appelé «le texte du 28 juillet» correspond selon le journal à une rédaction commune du groupe des 15. Il est question de l'armement nucléaire français qui sera maintenu en « *état* » et d'une décision finale qui « devra appartenir au peuple français . » Ceci est conforme au document disponible dans les archives de Charles Fiterman et remis à la direction communiste pour le BP du 3 août. Or le PCF, par la voix de Charles Fiterman qui se trouve en vacances mais auquel il est sans doute demandé d'écrire un article, proteste en indiquant dans un article publié dans *L'Humanité* [1554] :

> «Le texte est incomplet, inexact sur bien des points[...]notre délégation a expressément rejeté au cours des discussions du groupe des quinze le recours au référendum proposé par François Mitterrand. Nos partenaires le savent, mais *le Monde* fait mine de l'ignorer »[1555].

Le PCF accuse *Le Monde* de ne pas citer sa source et accuse à mots couverts les membres de la délégation socialiste ou des radicaux de gauche d'avoir fourni ce document. Même s'il est sans doute vrai que la délégation communiste a « rejeté au cours des discussions le recours au référendum » comme l'affirme Charles Fiterman, il n'en reste pas moins vrai que le bout de phrase «la décision finale devra appartenir aux Français» est accepté par les trois organisations. Charles Fiterman à partir du 10 août ne défend plus la position de la délégation communiste du 28 juillet mais celle du BP du 3 août. Dans son édition du 11 août dans un article appelé *«précisions»*, le journaliste du *Monde* Patrick Jarreau insiste en indiquant que les dirigeants communistes omettent toujours dans leurs déclarations publiques de parler du bout de phrase « La décision finale devra appartenir aux Français » alors que cela figure « incontestablement » dans le texte de l'accord du 28 juillet.

Devant le CC le 9 septembre 1977, Charles Fiterman fait son autocritique en indiquant oralement au sujet de ce bout de phrase qu'il « eut sans doute mieux valu à tout prix immédiatement la suppression[1556]. » Dans leurs mémoires, Pierre Juquin et Charles Fiterman

1554 *L'Humanité*,10 août 1977.
1555 *Ibid*.
1556 AD de Seine-Saint-Denis, Archives sonores du CC, rapport de Charles Fiterman 9 septembre 1977.

n'évoquent pas cette reprise en main contrainte de la part du BP et en premier lieu de Georges Marchais. Les négociateurs acquiescent sans sourciller à ce durcissement de la direction communiste qui porte encore, en août 1977, uniquement sur la question de la défense.

3) Le PS et la Défense nationale après 1972

C'est donc le PCF qui modifie le premier publiquement sa doctrine en matière de Défense. Mais les socialistes s'interrogent aussi depuis de nombreux mois et le font savoir. Certaines déclarations, en 1976 et 1977, laissent même sous-entendre que la conversion est imminente sur cette question. Dans la revue *Faire* de mai 1976[1557], Gilles Martinet, secrétaire national du PS [1558], indique ainsi : «si nous tenons compte des avis de nos experts militaires et de la commission de Défense nationale du PS, nous nous orienterions vers la poursuite de l'armement atomique. » Le même renchérit en novembre 1976, dans une tribune publiée par *Le nouvel Observateur*[1559] précisant que le « oui » à la bombe, même s'il n'est pas encore un « oui » franc et massif, peut néanmoins être considéré « comme irréversible . »

Concernant les modalités de décision, c'est le débat interne qui prime au PS contrairement au PCF, sans pour autant que le parti aille jusqu'à attendre le congrès qui suit pour modifier sa doctrine sur un sujet pourtant aussi majeur que celui-ci. A l'occasion du comité directeur du 23 juillet 1977, le PS indique qu'il prendra position prochainement et François Mitterrand déclare à ce sujet vouloir un débat dans tout le Parti [1560]en consultant la base. En attendant cette consultation précise-t-il, la position ne peut être que celle du texte signé en 1972,[1561] même si la direction a selon lui, « le devoir de dire dès maintenant aux militants quelle est sa position », en attendant une convention prévue en décembre. François Mitterrand prend donc l'initiative quelques jours plus tard, le 26 juillet, lors de l'interview déjà évoquée à des journaux régionaux en se déclarant personnellement favorable à un référendum sur cette question, tout en précisant que le PS s'en tiendra néanmoins à ses règles démocratiques, à savoir une consultation à la base de tous les adhérents, critiquant à mots à peine couverts la

1557 *Faire*, n° 8 mai 1976.
1558 Secrétaire national aux Etudes à l'issue du congrès de Pau (1975).
1559 *Le nouvel Observateur,* 22 novembre 1976.
1560 FJJ, 2 RE 70 Intervention dactylographiée de François Mitterrand au comité directeur du 23 juillet 1977.
1561 FJJ, 2 RE 70 Intervention dactylographiée de François Mitterrand au comité directeur du 23 juillet 1977.

façon dont la direction communiste a changé de doctrine. Soucieux de ménager les anti-nucléaires du Parti, mais également de reprendre la main sur cette question face aux communistes, le premier secrétaire du PS instrumentalise cette idée du référendum, en mettant en difficulté la direction du PCF.

Toutefois, la position du PS n'est pas restée figée depuis 1972. Devant le *Club des Jacobins*, Charles Hernu en janvier 1972 défend l'idée selon laquelle le débat n'existe pas entre le maintien ou la suppression de la force de dissuasion, par simple principe de réalité, car aucun gouvernement de gauche accédant au pouvoir «ne jetterait cette force purement et simplement à la mer[1562]. » En 1973, le PS décide de créer une commission nationale d'étude des problèmes spécifiques de la Défense. Un « *collectif national* » est alors désigné qui se transforme peu après en Commission de Défense nationale (CDN). Au congrès de Grenoble en juin 1973, François Mitterrand ironique refuse de se prononcer pour la simple suppression de l'armement nucléaire en assimilant cela au pacifisme :

> «On ne peut pas être à la fois contre l'armée de métier, contre un service militaire suffisamment long, quand ce n'est pas contre le service militaire tout court, contre l'armement atomique français, contre l'armement atomique par alliance avec ceux qui le possède au niveau de l'Europe, contre un éventuel armement nucléaire, contre l'éventuelle alliance de caractère atomique et nucléaire avec la Russie soviétique, contre l'atlantisme, contre le neutralisme et laisser 52 millions de Français en situation de connaître ce que notre génération a connu elle, pour, dans les pleurs et la douleur, reconnaître que le devoir pour un Socialiste comme pour tout autre, c'est aussi d'assumer la responsabilité de la Défense de son pays et, en tout cas, moi je ne prendrai pas cette responsabilité. »[1563]

Le CERES entre 1972 et 1978 défend la nécessité de l'arme nucléaire et fait tout pour que le PS infléchisse ses positions. En avril 1974, dans la revue Frontières, [1564] le CERES se prononce pour un concept de dissuasion où « *les armes nucléaires appuient l'élément décisif qui est la dissuasion populaire*. » La campagne présidentielle en 1974 va être l'occasion pour chaque candidat de prendre position sur les questions internationales et les questions de Défense. Le 9 avril devant le CC, Georges Marchais déclare que si François Mitterrand était élu, dans ce cas «la France démocratique mettrait fin immédiatement à la fabrication de la force de frappe . »[1565] Quelques jours plus tard le 14 mai 1974, à cinq jours du second tour de l'élection présidentielle, sur Europe 1, François Mitterrand prend à rebours cette déclaration,

1562 *Le Monde,* 27 janvier 1972.
1563 FJJ: base de données des débats : Discours de François Mitterrand le 23 juin 1973 au congrès de Grenoble
1564 *Frontières, n*°15, avril 1974
1565 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC du 9 avril 1974, 4 AV 2029.

affirmant qu'il est un homme politique «réaliste» et qu'il « doit assumer la responsabilité de la France. Or, depuis 15 ans cette force de frappe est devenue réelle, elle existe. » Le candidat indique ainsi que son arrivée au pouvoir ne coïnciderait pas avec la remise en cause de la force de frappe. Il prend donc ses distances avec le *Programme commun* sans entraîner de réaction de la part du PCF. Le 3 septembre 1974, la Commission de Défense nationale du PS prend position à l'unanimité en faveur de la force nucléaire stratégique. Ainsi, sans que cela corresponde officiellement à la nouvelle doctrine du Parti, se dessine peu à peu au sein du PS une modification réelle des positions sur cette question. François Mitterrand n'hésite pas à maintes reprises à s'exprimer sans qu'un débat interne au Parti ait tranché la question. C'est le cas le 7 mai 1975 : «*la gauche (au gouvernement) ne va pas couler ses sous-marins ni détruire son potentiel d'armement»* tout en affirmant que la question qui reste en suspens concerne la manière « *d'aménager la renonciation à la force de frappe* . » Les discussions s'accélèrent avec le comité directeur des 6 et 7 novembre 1976 au cours duquel trois textes portant sur cette question sont défendus (respectivement par Pontillon, Hernu, Chevènement)[1566]. Les différences sont mineures car ces trois motions argumentent en faveur de l'armement nucléaire. *L'Unité* dans son numéro 225 du 12 novembre 1976 entérine le postulat selon lequel le PS « *devra tenir compte du fait nucléaire*[1567]. » Même si officiellement la doctrine du PS est toujours celle du *Programme commun* et donc la renonciation à la force de frappe, de nombreux responsables socialistes n'hésitent pas à considérer que la conversion des socialistes à la nécessité de l'armement nucléaire, qu'il soit stratégique ou tactique, est déjà effective. Ainsi, Gilles Martinet[1568]dans *Le nouvel Observateur* du 22 novembre 1976 affirme que la conversion du Parti peut être en quelque sorte considérée « *comme irréversible* » même s'il prend bien garde de préciser que le dernier comité directeur a donné une orientation, mais que cela n'a toujours pas été tranché par l'ensemble des militants. Le CERES, dont le poids au sein du Parti ne cesse de croître, maintient ses appels à la reconnaissance du fait nucléaire[1569]. Malgré tout, des voix dénoncent toujours en interne le fait nucléaire. Patrick Viveret, porte-parole des anti-nucléaires, réfute en février 1977 dans la revue *Faire* toute idée de Défense nationale et pointe la contradiction entre les thèses

1566 Charles Hernu (La sécurité de la France et le programme commun), Jean-Pierre Chevènement (La conception d'une Défense indépendante) et Robert Pontillon (La Défense nationale française dans son environnement international)

1567 *L'Unité,* numéro 225, 12 novembre 1976.

1568 Secrétaire National.

1569 Dans le numéro d'avril 1977 de sa revue *Repères,* le CERES affirme « qu'il n'y a pas d'autonomie possible sans dissuasion nucléaire ».

d'autogestion et la défense de l'armement nucléaire. Le PS hésite sans doute en matière de calendrier, ne veut pas annoncer sa décision trop tôt, en raison c'est certain de la base militante, mais aussi peut-être pour ne pas donner un prétexte aux communistes[1570]. Or finalement ce sont eux qui sont les premiers à se rallier à la force de frappe.

François Mitterrand considère que le changement de doctrine du PCF est un [1571] «voile de fumée[1572] ». Selon lui, cette nouvelle doctrine revient à supprimer le fait nucléaire avec la doctrine du « tous azimuts » car celle-ci ne retient « que ce qui va vers les zones extra européennes à l'ouest c'est-à-dire vers les USA ». Il juge donc l'ensemble de la nouvelle doctrine comme étant «un alignement presque total sur l'URSS, avec un renversement de nos alliances» ce qui est loin d'être « une attitude neutraliste ». Il poursuit en indiquant que «l'interdiction du 1er emploi de la bombe atomique est un nouveau traité de Varsovie». Les affirmations de François Mitterrand s'inscrivent donc en faux par rapport à l'idée selon laquelle la nouvelle doctrine du PCF doit être d'interprétée comme un signe de l'éloignement du PCF vis-à-vis du PCUS. Quelques années plus tard, sur cette question il maintient ses positions :

> «Je n'hésite pas à le dire, le rapport Kanapa ne marquait pas le ralliement du Parti communiste à une Défense nationale autonome mais une nouvelle tentative, plus feutrée, plus subtile de destruction de cette Défense.»[1573]

De son côté, Pierre Bérégovoy lors du comité directeur du 23 juillet, insiste sur l'absence de «*consultation de la base*» qui fragilise le PCF. Le comité directeur se prononce donc pour la tenue d'une convention nationale le 11 décembre 1977[1574] (Finalement cette convention a lieu en janvier 1978 suite aux difficultés d'organisation en raison de grèves prévues ce week-end là). Le 27 juillet au journal télévisé de 13h de TF1, François Mitterrand indique d'une part que ce référendum ne pourrait avoir lieu qu'à la condition de réviser la constitution et d'autre part, ne pas croire à la force de dissuasion indépendante de la France.

> «Je ne suis pas convaincu que la force nucléaire française puisse exercer un rôle de dissuasion, car après tout c'est la dissuasion qui est le véritable objectif de l'armement nucléaire. On fait une arme atomique pour ne pas s'en servir. Je ne crois pas que l'on puisse utiliser la bombe atomique dans des conflits limités. C'est impossible, moralement et politiquement. Et dans le cas d'un conflit universel, la bombe atomique

1570 Patrice Buffotot, *le socialisme français et la guerre, op. cit.*
1571 FJJ, 2 RE 70 Intervention dactylographiée de François Mitterrand au comité directeur du 23 juillet 1977.
1572 *Idem.*
1573 François Mitterrand et Guy Claisse, *Ici et maintenant: conversations avec Guy Claisse,* Paris, Fayard, 1980.
1574 *Le Monde,* 26 juillet 1977.

> française quelque soit son importance ne pèse pas lourd face à l'armement soviétique et américain. De plus, je considère que l'un des plus grands dangers c'est la dissémination de l'arme nucléaire. Si tout le monde tient l'arme nucléaire elle finira par tomber. Tout cela fait qu'il n'est pas possible de disposer d'une force nationale suffisante dans le cas d'un conflit universel capable d'assurer la sécurité de la France, je ne crois en effet qu'à des arrangements. Je ne crois pas à l'autonomie totale de Défense. Je craindrais que si l'on raisonnait de manière différente l'on en arriva à une sorte de ligne Maginot nucléaire »

Il soulève une nouvelle fois le 8 août dans un entretien au *Matin de Paris* la différence de méthode entre le PCF et le PS : « Nous ne pouvons quant à nous réviser peu ou prou notre politique sans consulter nos militants. Nous sommes, que voulez-vous, un parti démocratique » François Mitterrand au cours de cet entretien et malgré la polémique qui enfle entre le PCF et le PS à ce sujet, maintient par ailleurs l'idée d'un référendum en reprenant la formule adoptée par les délégations du groupe des 15 le 28 juillet :«la décision finale appartiendra au peuple français. » Mais au sein du PS, le processus de changement de doctrine s'engage donc réellement seulement à partir de novembre 1977 après l'échec de l'actualisation du *Programme commun*. Le 9 novembre, le BE adopte un projet de motion qui propose l'abandon de la composante aérienne et terrestre de la force nucléaire stratégique, ce qui rassure les anti-nucléaires, mais se prononce pour le maintien de la composante maritime de la force de frappe ce qui rassure le CERES.

Les textes préparatoires sont publiés dans le supplément n° 65 du mensuel *Le Poing et la Rose*[1575] de novembre 1977. Deux textes sont soumis au vote des sections. Le premier proposé par le BE unanime repose sur l'idée que l'« armement nucléaire » sera « maintenu en état » en attendant l'avis des autres puissances nucléaires dans le cadre d'une conférence mondiale sur le désarmement. Les signataires proposent néanmoins la remise en cause de certains éléments tels que les « vecteurs pilotes » sur les Mirages ainsi que les missiles du plateau d'Albion. La motion maintient également la nécessité conformément à «la volonté affirmée par les trois partis de gauche» d'une décision finale qui devra appartenir au peuple français. L'autre texte soumis au débat est intitulé «Pour engager la désescalade nucléaire». Il est signé par un certain nombre de membres du comité directeur[1576]. Pour eux « la force nucléaire est contradictoire avec notre projet de société . » Leur analyse est que la dissuasion nucléaire est en crise et que la force de frappe serait inutile face aux menaces subies par une France socialiste. Les signataires de cette motion préfèrent donc s'en remettre à la solidarité

1575 *Le Poing et la Rose* succède au *Bulletin socialiste*

1576 Jean-Pierre Worms, Pierre Ronsanvallon, Jean Le Garrec.

occidentale. Ils proposent ainsi l'abandon de la composante aérienne (Mirage IV) et terrestre (Plateau d'Albion) de la composante stratégique en conservant la composante maritime. Ils se rallient donc à la motion majoritaire, mais ajoutent qu'il faut abandonner le nucléaire tactique (lanceurs Pluton). En contrepartie, les auteurs du texte se prononcent pour une force de mobilisation populaire impliquant « les conditions d'une autre politique de Défense enfin socialiste . » Un troisième texte, qui insiste sur le principe d'une armée démocratique et prône la création de véritables milices ouvrières est présenté par le courant 2, le CERES, mais n'est pas soumis au vote.

Avant la convention nationale censée trancher cette question, François Mitterrand reprend à nouveau l'initiative en publiant deux articles dans *Le Monde* en décembre 1977. Le premier en date du 14 décembre 1977 s'intitule « La question préalable » et le second le lendemain « Deux façons d'avancer ». Dans le premier article, François Mitterrand déclare que «le parti socialiste reste attaché à l'objectif du programme commun de 1972, qui est la renonciation à la force de frappe» Selon lui, le PS ne doit aucunement renoncer au désarmement et s'y préparer afin de pouvoir :

> « le jour venu déclencher immédiatement le processus de désarmement et pour cela, donner l'exemple...La motion soumise par la direction du parti socialiste à la convention nationale propose à ses partenaires du *Programme commun* une forme de désarmement unilatéral par l'abandon des avions Mirage IV A porteurs de bombes nucléaires. Elle envisage dans un second temps de renoncer aux fusées du plateau d'Albion, la décision en ce domaine restant soumise à l'avancée effective des négociations ».

François Mitterrand tente donc de concilier une volonté de désarmement et le sens des responsabilités d'un parti susceptible d'accéder au gouvernement, prenant acte du fait nucléaire. Dans le second article, il qualifie la doctrine de la motion majoritaire de son Parti comme étant une proposition de « désarmement à la fois global et progressif. »

Quelques jours après, les 7 et 8 janvier 1978, se tient la Convention du PS consacrée à la question de la Défense nationale. La commission de résolution se réunit à partir du dimanche à 9 heures afin de tenter de faire la synthèse entre les différents amendements. Jean-Pierre Cot rapporte sur les amendements non retenus par la commission des résolutions. Après les interventions de Patrick Viveret et de Jean-Pierre Woms, puis de Didier Motchane et Jean-Pierre Chevènement, la convention adopte à l'unanimité moins 7 abstentions et un vote contre le texte final : « Pour engager la désescalade nucléaire »[1577]. Les débats lors de la convention

1577 Les votes conformément aux statuts du PS se font par rapport aux mandats détenus par chaque fédération (un mandat par tranche de 25 adhérents).Déclaration de principes et statuts du PS, Cité Malesherbes, statuts du PS.

portent essentiellement autour de deux formulations: le « maintien en état » pour la tendance majoritaire et « maintien en l'état » pour les antinucléaires. Le texte adopté se réfère à quatre critères constituant la position socialiste déjà défendue le 28 juillet 1977 [1578] lors de la dernière rencontre du groupe des 15 :

> «L'objectif d'un gouvernement restera la renonciation à l'arme nucléaire sous quelque forme que ce soit […]le gouvernement recherchera les conditions d'un désarmement général », «notre armement nucléaire sera en attendant maintenu en état» et «la décision finale devra appartenir aux Français. »

A partir de l'adoption de la nouvelle doctrine en matière de Défense, Charles Hernu est chargé de mettre la Commission de Défense nationale (CDN) « en veilleuse ».[1579] Lors des ultimes discussions portant sur l'actualisation du *Programme commun,* la question de la Défense nationale est abordée le 22 septembre dans l'après-midi. François Mitterrand accepte d'abandonner l'idée du référendum, mais François Luchaire pour le MRG relance cette proposition : « Je propose d'écrire que le gouvernement informera les Français de tous les éléments du problème. » Ce soir-là aux alentours de 19 heures, la discussion s'achève, car Georges Marchais est l'invité du journal sur Antenne 2. Il ne sera plus question de Défense dans les discussions, car à 21h30 elles reprennent sur le thème des nationalisations[1580].

Ainsi à trois mois des élections législatives, quasiment toute la classe politique, à l'exception de l'extrême gauche, s'est donc ralliée à la force de dissuasion nucléaire. Dans ses propositions pour l'actualisation publiées au premier trimestre 1978, le PS se prononce logiquement pour le « maintien en état » de l'armement nucléaire, tout en précisant que « la décision finale devra appartenir aux Français. » Le PS adopte le principe d'une collégialité, «présidentielle et gouvernementale » dans la prise de décisions quant à son utilisation et insiste sur «le maintien des armements tactiques sur le territoire national[1581]. » La collégialité proposée fait écho à celle souhaitée par les communistes.

En matière de service militaire, communistes et socialistes envisagent de revenir sur une des dispositions du *Programme commun* quant à la durée de six mois du service militaire. A l'antenne de Radio Monte Carlo le 11 mai 1977, le communiste Louis Baillot précise que le PCF s'interroge sur le bien-fondé de la réduction du service militaire à 6 mois telle que cela est prévu dans le *Programme commun* :

1578 *Le Poing et la Rose*, n° 67, janvier 1978.
1579 Patrice Buffotot, *Le socialisme français et la guerre, op. cit.*
1580 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé, op. cit. L'Humanité*, 26 septembre 1977.
1581 PS, *Le Programme commun de gouvernement de la gauche : propositions socialistes pour l'actualisation, op. cit.*

> « La question mérite une étude approfondie. De nombreux chefs militaires critiquent la disposition du programme commun sur ce point, estimant cette période trop courte. Nous réfléchissons sur ce point ».

Malgré ces affirmations, communistes et socialistes ne remettent pas en cause le projet de réduction du service militaire réduit à 6 mois à l'issue de leurs discussions sur l'actualisation.

Entre 1972 et mai 1977, le PCF passe de la renonciation à tout armement qu'il soit tactique ou stratégique dans *Changer de Cap* à la « maintenance de l'arme nucléaire » dans le « rapport Kanapa » sans débat parmi les militants, en dehors d'un congrès. Malgré l'existence d'un courant antinucléaire fort chez les socialistes, et qui peut se mesurer lors de certains votes internes, dès le programme *Changer la Vie,* il n'est déjà plus question d'un abandon total de l'arme nucléaire contrairement aux communistes. Entre 1972 et janvier 1978, le PS passe de l'interruption de la construction de la force de frappe [1582] (sous-entendu stratégique mais cela n'est pas précisé) à un armement nucléaire « maintenu en état ». Il n'y a plus à partir de ce moment-là de courant antinucléaire militaire au sein du PS. Le PS entérine le fait nucléaire mais plus tardivement que le PCF, même si officieusement l'aggiornamento était réalisé depuis longtemps. Quelques années plus tard, François Mitterrand fait néanmoins part d'un regret. «Quelle qu'eût été notre réponse nous aurions dû procéder plus tôt au réexamen de notre politique militaire[1583] ». Si le PCF complique dans un premier temps la tâche de François Mitterrand, qui était depuis les années 60 comme membre du cabinet de Guy Mollet favorable à la bombe, dans un seconde temps il se sert de l'absence de débat au sein du PCF pour valider la conversion socialiste. Dans ses « 110 Propositions pour la France », en 1981, le candidat Mitterrand défend presque naturellement la proposition d'une « stratégie autonome de dissuasion » et de son développement. Pour Philippe Ségur[1584] le revirement du PS sur la question de l'armement militaire apparaît comme «l'un des premiers symptômes de la profonde remise en question qui devait secouer le PS après 1981. » Contrairement à la conversion progressive à la « rigueur » de 1981 à 1983[1585], ce changement idéologique ne

1582 PS, *Changer la Vie, op. cit.* Extrait «le gouvernement de gauche devra prendre la décision d'interrompre la construction de la force de frappe. »

1583 François Mitterrand et Guy Claisse, *Ici et maintenant: conversations avec Guy Claisse,op. cit.*

1584 Philippe Ségur, « Retour sur le ralliement du PS à la dissuasion nucléaire »,dans *Mélanges Jean-Pierre Marichy,* Toulouse, Presses de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 2004

1585 Les derniers travaux relativisent le « tournant de 1983 ». Mathieu Fulla dans sa thèse intitule un chapitre « Pour en finir avec la représentation erronée d'un brusque tournant de la rigueur » en se basant sur ses propres recherches et sur un certains nombre de publications et de colloques. (M. Tracol, *Le changement ? Les réformes de l'après 10 mai* , FJJ: note n°89, 27 avril 2011, 8 p.)

s'opère pas alors que la gauche exerce les responsabilités gouvernementales, mais pour s'y préparer. Même si les progrès électoraux du PS inquiètent les dirigeants communistes, le rapport Kanapa semble démontrer qu'en mai 1977 le PCF souhaite toujours accéder au pouvoir avec le PS et le MRG, raison pour laquelle les communistes se convertissent à la nécessité de la force de frappe. Ceci contredit donc l'idée selon laquelle le PCF aurait décidé en interne de rompre avec le PS, quasiment dès l'automne 1974 après ses déboires électoraux aux législative partielles du mois d'octobre. Ce ralliement idéologique de la gauche du *Programme commun* entre mai 1977 et janvier 1978 s'opère après les congrès des deux partis[1586], et non pas pendant, alors que les congrès sont censés fixer les orientation majeures du Parti. Depuis, la gauche n'a plus remis en question la nécessité de l'armement nucléaire.

Mais la question nucléaire en cet été 1977 est également celle du nucléaire civil. Entre le mois de juin et le mois d'août, une série de manifestations sont organisées à Gravelines, Nogent-sur-Seine, Paluel et Orléans les 25 et 26 juin ainsi qu'à Chalon-sur-Saône le 27 juillet à la suite d'une rumeur d'un projet d'enrichissement d'uranium. Toutes ces manifestations contre les «mégawatts» convergent les 30 et 31 juillet au lieu dit Malville dans la commune de Creys-Mépieu contre un projet de surgénérateurs. Dans *L'Humanité* du 30 juillet, les communistes rejettent dos-à-dos les partisans du « le nucléaire c'est bien » et les écologistes qui à l'inverse considèrent que «le nucléaire c'est mauvais. » A la une du journal, un dessin de Georges Wolinski représente un «baba cool» éclairant à la bougie une pancarte sur laquelle est écrit « MALVILLE 15 kilomètres. » Dans les numéros de juillet de l'*Unité*, il n'est pas fait état des différentes manifestations qui doivent avoir lieu en ce mois de juillet 1977. Pas une seule ligne n'est écrite au sujet de la manifestation des 30 et 31 juillet à Creys-Malville dans l'hebdomadaire socialiste. Un entrefilet annonce le 10 juin le rassemblement. C'est la seule mention[1587] du rassemblement dans l'hebdomadaire du Parti. Interviewé le 27 juillet au 13 heures de TF1, François Mitterrand répond à la question de savoir s'il se rendra ou pas au rassemblement prévu à Creys-Malville. La réponse un peu longue mérite d'être citée dans son intégralité :

> «Je n'ai pas été invité. Enfin tous les citoyens du monde sont invités. Ma position est bien connue, c'est celle du PS. L'énergie nucléaire est malheureusement aujourd'hui le seul relais dont nous disposions après le charbon et le pétrole. Nous ne sommes pas encore prêts à domestiquer et dominer complètement l'énergie du soleil. Cela serait une

1586 Pour le PCF le 22ème congrès a lieu en février 1976 et pour le PS le congrès de Nantes en juin 1977.
1587 FJJ, base de données de *l'Unité*.

énergie préférable. J'espère que l'on y parviendra bientôt. Je reproche aux gouvernements qui se sont succédés de ne pas l'avoir suffisamment prévu. Mais il faudra faire la soudure et donc produire de l'électricité mais pas n'importe comment, et pas dans n'importe quel type de croissance. Le plan nucléaire du gouvernement, ces centrales posées un peu n'importe où, ce surgénérateur à Creys-Malville, cela risque de modifier la situation de l'environnement français, d'entraîner des déséquilibres naturels. Cela n'a pas été assez étudié, assez concerté. C'est pourquoi nous refusons le plan gouvernemental. Le PS sera là-bas mais ne participera pas à la manifestation. Il donnera son témoignage. »

En cet été 1977, les socialistes ne se positionnent pas dans la camp des anti-nucléaires et rejoignent la CFDT dans son refus de se joindre à la manifestation. Dans l'*Unité,* en septembre 1977, Louis Mermaz fait la leçon aux écologistes :

> « Le rôle des socialistes n'est pas de récupérer les écologistes, mais de les comprendre et de leur dire un certain nombre de vérités...Ces hommes et ces femmes sont généralement dépourvus de culture et de tradition politiques […] La « coordination des comités Malville » s'en est trop remise à l'improvisation. La présence d'une grosse poignée de « violents » n'aurait jamais dû être acceptée. Les organisations syndicales ont appris depuis dix ans à purger leurs cortèges des éléments douteux. Les écologistes n'ont pas su le faire, et la marche pacifique, malgré la volonté des organisateurs, a conduit à des affrontements. »[1588]

Néanmoins quelques mois plus tard, Jean-Pierre Cot [1589]délégué national du Parti socialiste signe un papier dans *Le nouvel Observateur* au sujet du surgénérateur où il précise que les socialistes acceptent l'énergie nucléaire «*sans joie*» mais se prononcent pour l'abandon de Superphénix. Gilles Martinet, également secrétaire national du Parti socialiste, résume en matière nucléaire les changements idéologiques au sein de la gauche :

> « Le Oui aux centrales s'est transformé en un «oui mais» et le "non" à la bombe en un "oui" qui pour ne pas être encore "franc et massif", peut déjà être considéré comme irréversible. »

Dans les différents sondages pour les élections de mars 1978, les écologistes sont crédités de 3 à 4% d'intentions de vote dans les sondages[1590]. Ce poids électoral n'a-t-il pas été négligé par le PS ?

1588 Louis Mermaz dans ses mémoires (*Il faut que je vous dise, op cit., p241*) ne revient pas sur ce positionnement très critique qu'il avait alors vis à vis des écologistes.
1589 *Le nouvel Observateur,* 22 novembre 1977.
1590 *Le Monde*, 14 mars 1978. Tous les chiffres sur les sondages avant le premier tour.

B) Les débats sur l'actualisation entre signataires : de mai 1977 à septembre 1977

Au lendemain du triomphe électoral de la gauche aux élections municipales, le processus d'actualisation du *Programme commun* se met en place. Le PCF souhaite que cela débute avant le congrès du PS prévu à Nantes les 17, 18 et 19 juin. Georges Marchais adresse pour cela un courrier à François Mitterrand le 1er avril 1977, dans lequel il fixe les objectifs de la demande communiste en récusant l'idée de toute refonte du texte, mais en évoquant une volonté de «*mise à jour.* »

> «Ce programme demeure plus valable que jamais dans sa ligne générale, dans ses structures, dans ses objectifs essentiels. A notre sens, la question de sa refonte complète, de sa renégociation globale ne se pose donc pas . » [1591]

Dans sa réponse en date du 7 avril, François Mitterrand propose, dans un courrier de quatre pages, de nombreuses pistes pour cette « mise à jour », prenant acte de l'évolution de la société, de la campagne de 1974 et des pistes tracées lors des participations des socialistes aux différents groupes de travail créés à l'initiative des trois partis [1592] en 1976. Les deux courriers sont reproduits dans *L'Humanité* du 8 avril.

Le 19 avril 1977 a donc lieu le dernier *comité de liaison*. A cette occasion, Charles Fiterman remet à ses partenaires un document intitulé «orientations et propositions essentielles présentées par le PCF pour l'actualisation du Programme commun[1593]. » Le PCF propose un certain nombre d'options nouvelles par rapport au texte de 1972. Il est question d'un seuil minimum de nationalisations qui concerne d'autres entreprises que celles prévues par le *Programme commun,* à savoir la sidérurgie avec les groupes Denain Nord Est Longwy, Marine Wendel, Empain Schneider, Chiers-Châtillon alors que le texte de 1972 ne prévoyait que des participations majoritaires pour ce secteur. Les communistes souhaitent également la nationalisation du secteur pétrolier avec CFP et Total ainsi que l'automobile avec Peugeot et Citroën. Dans ce document il n'est pas question des filiales. Le PCF propose également, comme il l'avait souhaité en 1972, que soit intégrée la représentation proportionnelle à toutes les élections. Mais c'est lors d'une rencontre au sommet qu'est entérinée le processus d'actualisation du Programme commun.

1591 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18.
1592 Ibid.
1593 Ibid.

1) La rencontre au sommet du 17 mai 1977

Le 17 mai a lieu, au siège du MRG, la première *rencontre au sommet* ayant pour objectif l'actualisation du *Programme commun.* Charles Fiterman a pris en notes les échanges. [1594]. Georges Marchais est le premier à prendre la parole. Il lit une déclaration écrite à travers laquelle il évoque la volonté des communistes d'associer «les organisations qui le souhaitent aux discussions» précisant qu'il souhaite qu'une décision soit prise à ce sujet. Après Georges Marchais c'est au tour de François Mitterrand de parler. Il récuse toute idée de « second Programme commun » précisant «qu'il n'est pas raisonnable avant d'avoir gouverné de mettre à bas ce qui a été édifié ». Il fait néanmoins un certain nombre de propositions. Il propose ainsi que l'*Annexe* soit dans le corps du programme, mais refuse par contre d' intégrer tout chiffrage. Il souhaite par ailleurs que les discussions ne traînent pas, car dans le cas inverse, cela laisserait supposer que le *Programme commun* « n'est pas bon ». Robert Fabre à son tour intervient pour affirmer le refus catégorique de prise en charge du chiffrage proposé par les communistes quelques jours auparavant, et demande la suppression du passage du *Programme commun* qui permet la nationalisation à la demande des travailleurs[1595], passage appelé la «*petite phrase»* dans les médias. Robert Fabre propose également de créer un groupe de travail sur les nationalisations et un autre sur « *le cadre de vie* . » François Mitterrand se dit hostile à des groupes de travail car il veut aller vite. A la fin de cette rencontre, Georges Marchais conclut en affirmant que les communistes souhaitent « gagner », « aller au gouvernement ensemble » et «réussir . » Pierre Juquin [1596]dans ses mémoires évoque le refus des radicaux de gauche et des socialistes d'associer d'autres formations politiques à l'entente autour du programme[1597]. Le processus d'actualisation s'engage dans les semaines qui suivent uniquement avec les signataires de 1972.

Un communiqué commun est adopté à l'issue de cette rencontre[1598] qui acte le principe de la démarche d'actualisation :

1594 AN, Fonds Charles Fiterman,20070366 article 18, rencontre du 17 mai 1977 notes de réunion.

1595 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* «C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement. »

1596 Pierre Juquin, *De battre mon coeur n'a jamais cessé,op. cit.*

1597 *Ibid.* Pierre Juquin fait état dans ses mémoires de propos qu'auraient tenus François Mitterrand au cours de cette rencontre du 17 à propos des gaullistes de gauche : « Je ne sais pas de qui on parle ! »

1598 *Le Monde,* 18 mai 1977.

> «Les délégations ont affirmé la valeur du programme commun de gouvernement de la gauche, de ses orientations et dispositions fondamentales. Elles ont décidé de procéder, dans le respect de celles-ci, à son actualisation, afin de prendre en compte les modifications survenues depuis 1972 et de l'adapter aux conditions portant au plan économique et social, au plan des libertés et au plan de la politique extérieure. Elles ont également décidé de préciser le calendrier et les modalités d'application du programme commun. A cet effet, les délégations ont constitué un groupe de travail commun composé de cinq représentants de chaque formation. Les travaux d'actualisation du programme commun seront conclus dans les meilleurs délais par une rencontre au plus haut niveau. »

Ce texte donne officiellement naissance au groupe appelé groupe des 15 (5 représentants par délégation), qui du 15 mai au 28 juillet 1977 se réunit 15 fois. Contrairement au souhait des radicaux, il n'y a pas de création de plusieurs groupes de travail mais un seul. Quatre thèmes de travail sont définis : problèmes économiques et sociaux - problèmes des libertés - problèmes de politiques extérieures - calendrier et modalités d'application. Le BP du PCF, le 18 mai 1977, acte la composition du groupe communiste chargé des négociations. Charles Fiterman [1599] est responsable de la délégation, Philippe Herzog des «problèmes économiques et sociaux », Pierre Juquin « des problèmes des libertés », Jean Kanapa des « problèmes de politiques extérieures », et Paul Laurent en charge du « calendrier et modalités d'application ». Du côté socialiste c'est le BE, du 18 mai[1600] qui désigne les 5 représentants [1601] : Pierre Bérégovoy, Pierre Joxe, Michel Rocard, Robert Pontillon, Jean-Pierre Chevènement. Ce dernier n'est pas membre du Secrétariat. Il est le principal animateur du CERES et appartient donc au courant minoritaire depuis le congrès de Pau de février 1975 tendance qui représente 25% des mandats[1602]. C'est donc un choix politique de l'associer aux négociations. La direction du PS et au premier chef François Mitterrand sont désireux de respecter les grands équilibres au sein du parti. Par ailleurs, Jean-Pierre Chevènement avait été le coordinateur de *Changer la Vie* et un des principaux négociateurs du PS lors des discussions en vue de l'adoption du *Programme commun*. Pour les radicaux de gauche, la délégation est composée de François Loncle, Jacques Bonacossa, Pierre Braque, Jean-Denis Bredin et François Luchaire. La première réunion du groupe des 15 a lieu le mercredi 1er juin et les participants

1599 Charles Fiterman : membre du Secrétariat et membre suppléant du BP. Philippe Herzog : membre du CC. Pierre Juquin : membre du CC. Jean Kanapa : membre du BP. Paul Laurent : membre du Secrétariat et du BP.

1600 FJJ, RE 62.

1601 Pierre Bérégovoy : secrétaire national aux Relations extérieures. Pierre Joxe : membre du BE. Michel Rocard : secrétaire national au Secteur public. Robert Pontillon : secrétaire national aux Relations Internationales. Jean-Pierre Chevènement : membre du BE.

1602 Annexe 12, document 1.

décident que la réunion aurait lieu dorénavant tous les jeudi.

2) Le congrès du PS de Nantes (juin 1977)

Un mois après la rencontre au sommet du 17 mai, et alors que les discussions sur l'actualisation se poursuivent, s'ouvre le congrès du PS[1603] à Nantes, ville symbole car conquise à la droite par le PS dans une région peu acquise jusqu'alors à la gauche[1604]. Le 17 juin au matin, Pierre Mauroy évoque la position dominante qui est celle dorénavant du PS au sein de la gauche avec un objectif de 30% des suffrages:

> «Un parti dominant n'est d'ailleurs pas nécessairement un parti majoritaire. Nous en sommes loin. Est dominant un parti qui acquiert au seuil de 30 % des suffrages ou au-delà une position d'arbitre comparable à celui du Parti Radical sous la IIIème République, mais dans un tout autre contexte. Incontestablement le Parti socialiste Français approche de cette solution dominante, et la constatation de cette évidence ne diminue en rien le rôle des autres formations signataires du Programme Commun. Chacun dans la coalition a sa place et sa nécessité, et le succès de l'une des formations est nécessairement le succès de toutes les formations de la Gauche. »

Le 19 juin, François Mitterrand précise ce qu'il entend par actualisation du Programme commun. Il indique ainsi à la tribune du congrès que les négociations ne doivent pas s'éterniser :

> «Eh bien je dis que le *Programme Commun*, il existe, il a été signé en 1972, et il ne serait ni utile ni sérieux de mettre plus de temps pour discuter de son actualisation, c'est-à-dire simplement l'acte qui consiste à tenir compte des événements qui se sont produits depuis 1972 ou à réformer le programme là où les événements ont infirmé certaines de ses propositions, en somme un travail assez modeste, 1977 n'ayant pas apporté par rapport à la situation intérieure du pays, quant à l'évolution de notre économie, tellement d'éléments nouveaux, sinon bien entendu par rapport aux événements de 1973 sur le plan du marché des matières premières ; nous pouvons donc dire qu'il est aisé d'aboutir rapidement dans l'actualisation du Programme Commun[1605]».

Pierre Bérégovoy ironique déclare « Pourquoi mettrions nous plus de temps pour actualiser le Programme Commun que nous en avons mis à l'élaborer ? »

Le journaliste du *Monde* Raymond Barillon[1606] rend compte du congrès. Sur un

1603 D'après le témoignage de M Jean-Marc Ayrault la sociale démocratie allemande aide au financement du congrès. (Interview le 22 mai 2015 revue et corrigée par M Jean Marc Ayrault).

1604 Le congrès du PS à Nantes a lieu les 17,18,19 juin 1977. Christian Bougeard, dans Laurent Jalabert (dir.) *Gaullistes dans l'Ouest atlantique*, *Rennes,* Presses universitaires de Rennes, 2013.

1605 FJJ, Base de données des débats, intervention de François Mitterrand le 19 juin 1977.

1606 *Le Monde*, 21 juin 1977.

registre peu flatteur, il évoque un congrès organisé selon lui autour de la personne de François Mitterrand. Il parle «du prince en son congrès » entouré de « comtes braves vieux conventionnels » et de « comtesse » pour parler d' Edith Cresson. Charles Fiterman qui a assisté au congrès de Nantes qualifie dans *L'Humanité* le langage de François Mitterrand de préoccupant[1607]. Derrière la tribune le slogan est sans ambiguïté : « Avec un puissant parti socialiste Construisons l'avenir »[1608]. Un communiqué du BP publié le 21 juin en première page[1609] juge les propos de François Mitterrand « agressifs », et critique tout particulièrement la volonté affirmée par le premier secrétaire du PS d'en finir rapidement avec l'actualisation. Le communiqué établit aussi un lien avec les résultats du second tour de deux élections municipales à Noisy-le-Grand et Châtellerault en évoquant « *une partie des suffrages socialistes* » qui auraient manqué aux candidats communistes restés en lice au second tour. En conséquence, la direction communiste demande le report de la réunion du groupe des 15 prévue pour le jour même. La direction communiste dramatise l'événement. Mais cela n'empêche pas les négociateurs du groupe des 15 de se tenir directement informés . Charles Fiterman prévient directement ses interlocuteurs par téléphone de cette décision de report[1610]. Le dirigeant communiste confirme du reste plusieurs années après, les facilités de contact voire les liens d'amitié tissés entre les membres des différentes délégations, notamment avec Pierre Bérégovoy[1611]

> «On était devenu ami pour une chose simple. Il était le seul dirigeant socialiste d'origine modeste qui n'était pas passé par le tamis des grandes écoles qui transforme quelqu'un de modeste en un autre. Avec lui on pouvait se parler à demi mot et on se comprenait rapidement. J'ai toujours eu de bonnes relations dans les négociations, c'était très agréable.»[1612]

Le 21 juin au soir sur Antenne2, François Mitterrand tente d'apaiser la situation en parlant d'un malentendu au sujet du report de la réunion des 15[1613]. Mais il confirme son souhait de ne

1607 *L'Humanité*, 20 juin 1977.
1608 *Le Poing et la Rose*, supplément au numéro 3, juin 1977
1609 *L'Humanité*, 21 juin 1977.
1610 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18.
1611 Charles Fiterman : entretien 12 septembre 2012
1612 Colloque « Pierre Bérégovoy en politique », colloque organisé par le Centre d'Histoire de Sciences Po et le comité d'histoire parlementaire et politique à Paris les 28 et 29 mai 2010. Actes du colloque publiés : Noëlline Castagnez et Gilles Morin, *Pierre Bérégovoy en politique*, Paris, l'Harmattan, 2013. La photo en couverture illustre cette proximité avec les dirigeants communistes ou (et) de la CGT (en l'occurrence Henri Krasucki). Ce qui n'empêche pas Pierre Bérégovoy comme le montre l'article de Noëlline Castagnez, « Face au communisme : de l'héritage familial à la confrontation sur le terrain » d'être immunisé contre le communisme.
1613 *Le Monde*, 22 juin 1977.

pas s'éterniser dans les discussions sur l'actualisation, de ne pas écrire un deuxième *Programme commun*.

> «Il s'agit peut-être d'un malentendu […] Il ne faut pas laisser traîner les discussions sur l'actualisation du Programme commun au-delà du raisonnable. Il ne serait pas compréhensible de discuter de l'actualisation du programme commun, qui est un acte secondaire, plus longtemps que pour faire le programme commun. D'autre part il ne faudrait pas que l'on se trompe, nous ne ferons pas un deuxième programme commun avant d'avoir commencé le premier. »

3) État des discussions fin juillet 1977

Le groupe des 15 se réunit quinze fois. Les compositions des délégations varient, André Lajoinie et Georges Gosnat du PCF se joignant par exemple aux discussions qui portent sur l'Agriculture et l'Information[1614]. La dernière réunion a lieu le 28 juillet. *L'Humanité,* dans son édition du 30 juillet, titre en une : « Sommet de la gauche en septembre » et précise par un sous-titre l'état des discussions. «Le groupe des 15 chargé de l'actualisation du programme commun a achevé ses travaux. Des progrès significatifs. Il reste à créer les conditions d'un bon accord. » Roland Leroy parle dans l'éditorial de « Bilan positif » en précisant qu'il y a un accord sur la Défense nationale mais que des divergences demeurent sur d'autres sujets. Dans cette même édition du journal communiste, un communiqué du BP précise : « Des divergences subsistent sur un certain nombre de problèmes, et notamment sur des questions importantes comme les mesures sociales, les nationalisations, l'impôt sur le capital, le calendrier d'application du programme commun. » Dans les documents déposés par Charles Fiterman aux Archives Nationales, une chemise contient une version actualisée du *Programme commun* en date du 1er août 1977. Une note manuscrite précise qu'il s'agit du texte intégral du programme remis à jour et donné aux camarades pour la réunion du BP du 3 août 1977[1615]. Les négociateurs communistes sont satisfaits des résultats obtenus. Charles Fiterman dans ses mémoires, souligne les acquis sociaux obtenus comme la cinquième semaine de congés payés, mesure qui ne figurait pas dans le programme de 1972,[1616] et relate qu'un accord était en vue à ce moment-là. La version actualisée à la date du 1er août[1617] propose également en matière de mesures chiffrées, le

1614 Charles Fiterman, *Profession de foi Pour l'honneur de la politique*, *op. cit.,* p. 128.
1615 Annexe 15.
1616 Charles Fiterman, *Profession de foi Pour l'honneur de la politique*, *op. cit.* p. 129.
1617 Annexe 15.

SMIC à hauteur de 2200 francs par mois ce qui n'était pas non plus proposé en 1972. Un chapitre particulier porte sur l'emploi. Marqué par la crise qui sévit, le chapitre débute par l'affirmation suivante « le gouvernement se fixera comme objectif l'élimination du chômage[1618] . » Comme le laisse sous-entendre Charles Fiterman dans ses mémoires, celui-ci part tout de suite en vacances et ne revoit pas Georges Marchais alors en Corse. Henri Fizbin, lors du CC des 26, 27 et 28 avril 1978[1619]mentionne sa présence à un BP au mois d'août au cours duquel aurait été envisagé un accord avec des divergences. Mais s'agit-il de la réunion du 3 ou du 18 août, les deux BP qui se suivent pour lesquels les archives mentionnent un relevé de décisions[1620] ? Interviewé à ce sujet, Marcel Zaidner est catégorique au sujet du BP du 3 août en indiquant que Henri Fizbin ne peut pas rentrer dans la salle du BP car Jean Kanapa vient leur dire que la réunion est limitée aux membres du BP :

> «je suis invité le 3 août 1977 avec Henri Fizbin dans la petite salle attenante au BP. On est assis et je vois arriver Jean Kanapa qui nous dit excusez-moi il y a des éléments nouveaux, Georges Marchais va arriver, cette réunion reste limitée aux membres du BP […] je suis catégorique le 3 août, à 9h30 on nous dit que la réunion est limitée au BP, Gaston Plissonnier[1621] n'était pas là mais on nous dit de ne pas rentrer. Et Georges Marchais arrive et il renverse la table. »

Ce témoignage corrobore les divers témoignages de Pierre Juquin et Charles Fiterman quant à l'état d'esprit de Georges Marchais à son retour de vacances avec une mise en cause des résultats des négociations et peut-être une mise en accusation dans le huis clos d'un BP des négociateurs. Henri Fizbin est donc peut-être rentré dans la salle du BP le 18 au cours duquel est approuvé en vue du CC du 9 septembre le mandat de la future délégation pour la rencontre au sommet prévue en septembre[1622].

1618 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 20.

1619 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC.4AV/2584 plage n° 3
Charles Fiterman **:** « Tu m'excuses Henri mais un petit point d'histoire.Si j'ai bonne mémoire le 9 au CC a deux reprises tu ne voyais pas comment pouvait être praticable un accord laissant subsister des divergences»
Henri Fizbin «Non non j'ai dit que c'était l'hypothèse la plus souhaitable et celle qu'il fallait obtenir je l'avais dis au BP au mois d'Août ou j'étais invité »

1620 Archives Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, CD 2 NUM 4.

1621 D'après le relevé de décisions du BP du 3 août 1977 Gaston Plissonnier présente un rapport sur la situation politique à ce moment-là.

1622 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives du BP, Bp du 18 août, CD 2 NUM 4.
Extraits « 1- Approuver le projet de rapport qui sera présenté par Charles Fiterman à la prochaine session du Comité central sur "Le point sur l'actualisation du programme commun et la préparation de la rencontre au sommet".
2 - A cette session du CC prévoir une résolution donnant mandat à la délégation du Parti pour la rencontre au sommet de la gauche (Charles FITERMAN) »

4) Le mandat de la délégation communiste : le CC du 9 septembre 1977

Charles Fiterman fait état, lors du colloque à Pantin en 2011, d'un mandat «non rendu public» discuté alors avec Georges Marchais consistant à négocier en vue d'aboutir à un accord sur l'actualisation du *Programme commun* mais en conservant des points de différences[1623]. Ce mandat est présenté devant les membres du CC le 9 septembre comme en attestent les enregistrements sonores ainsi que le rapport manuscrit conservé dans les Archives du CC de l'intervention de Charles Fiterman[1624]. Alors que les négociations doivent reprendre au sommet une semaine plus tard, que le travail du groupe des 15 est terminé, celui-ci dresse un bilan de l'action des négociateurs, et décline chapitre après chapitre les points d'accord et de désaccord[1625]. Certains passages prononcés oralement ne sont pas présents dans la version écrite de son intervention. C'est le cas notamment du mandat proposé aux membres du CC par Charles Fiterman au nom du BP :

> «Un refus global et le retour du PS au texte de 1972 ne devrait pas nous faire céder. Le PS prendrait là une attitude qui serait jugée fort sévèrement par les masses, c'est d'ailleurs pourquoi cette hypothèse est très improbable. Mais il peut se créer une situation ou la base d'accord soit suffisante pour maintenir l'union, et envisager de gouverner ensemble, bien que subsistent, malgré nos efforts, des divergences importantes que nous ne serions pas parvenus à régler. Dans ces conditions nous pensons que les travailleurs comprendront que nous ne voulions ni renoncer à nos propositions ni pour autant tout mettre en cause. C'est l'attitude que nous proposons au CC d'adopter dans ce cas là. Ce serait il faut en avoir conscience une situation nouvelle. Il est évident que le PS la redoute et s'efforcera de l'éviter, encore faut-il savoir quel prix il est prêt à décider pour cela, un prix élevé dont chaque travailleur devra mesure la valeur. Mais pour notre part, il ne faut pas nous cacher qu'une telle situation impliquera un grand effort politique de tout notre parti. »

Les réactions à ce mandat sont plutôt positives. Henri Fizbin approuve le rapport et l'hypothèse d'une signature qui laisserait subsister des divergences :

> «Je veux dire que cela me parait être la meilleure hypothèse. Je vois tous les avantages à cette situation. D'une manière ou d'une autre, c'est la bonne situation qui permettra d'avancer en toute clarté. »

Mais il critique toute volonté de surenchère de la part du Parti une fois au gouvernement [1626].

1623 Danielle Tartakowsky, Alain Bergounioux (dir), *L'union sans unité*, *op. cit.* .Témoignage de Charles Fiterman p. 275.

1624 AD de Seine-Saint-Denis,Archives du PCF, Archives du CC, 261 J 2/53.

1625 AD de Seine-Saint-Denis,Archives du PCF, Archives sonores du CC, 4AV/2263 à 2266.

1626 AD de Seine-Saint-Denis, Fonds PCF, Archives sonores du CC du 9 septembre, 4AV/2263 à 2266. Extrait de l'intervention de Henri Fizbin : «On ne peut pas envisager cette hypothèse ou on garde des divergences sur la base d'une surenchère une fois au gouvernement. Il ne peut y avoir bagarre sur le

Philippe Herzog approuve la stratégie adoptée par le BP : « Le plus probable et le meilleur pour nous serait un accord qui ne serait pas complet ». Mais, au contraire de son camarade Henri Fizbin, il envisage d'aller plus loin une fois arrivé au gouvernement tout en considérant que cela ne pourrait en aucun cas être qualifié de surenchère :

> « La vérité politique, c'est que si le combat ne continuait pas au-delà d'un bon texte actualisé et bien nous n'aurions pas les moyens d'application de cette politique [...] Ce serait plus clair du point de vue des masses s'il subsistait des divergences[...]s'il s'agissait d'un accord incomplet sur certains points que nous jugerions importants, nous aurions sans surenchère, à expliquer pourquoi c'est-à-dire sans aucun esprit démagogique. »

Reprenant la parole au cours du CC Philippe Herzog rajoute :

> «S'il n'y a pas la bonne réforme fiscale ou les bonnes nationalisations dans le compromis en question cela n'empêche pas de le signer, mais cela veut dire que nous disons qu'il faut un rapport de force pour l'améliorer, pour que dès le début du gouvernement on agisse comme l'entendent les communistes parce qu'ils ont raison sur le fond. C'est un appel aux citoyens. Il ne faudra pas dramatiser et ce sera le prochain CC mais c'est vers cela que cela nous engage. »

Philippe Herzog, membre de la délégation communiste dans le groupe des 15 d'avril à juillet 1977, défend donc le 9 septembre l'idée selon laquelle un bon accord serait un accord avec des divergences (ce qu'il ne défendra pas le 22 septembre lors de la dernière rencontre[1627]). Il indique par ailleurs compter sur le rapport de force après les élections pour faire évoluer la politique du gouvernement dans le sens voulu par le PCF. Jean-Michel Catala [1628] déclare être plutôt favorable à la politique des petits pas. Georges Marchais prend la parole ensuite. Il reproche aux membres du CC de ne pas être à la hauteur des événements.

> «Les membres du CC ne sont pas d'assez bon tacticiens..Nous en avons discuté au BP. Nous ne pouvons pas être satisfaits de la façon dont nous avons mené la bataille depuis 1972. Nous aurions pu faire plus et mieux et cette fois il faut faire plus et mieux. »

Il insiste alors sur les enjeux historiques des discussions et pointe les dangers pour le PCF.

> «Mais mise à part à la bataille de la Libération, nous sommes confrontés à la plus grande bataille, la plus difficile. Nous avons une bonne stratégie mais elle est terriblement redoutable, elle est porteuse de formidables dangers pour l'avenir. Il faut avoir cela en vue, pas pour y renoncer mais pour l'affronter. Tout cela pour beaucoup de raisons, d'abord parce que l'enjeu c'est la vie, c'est l'avenir des travailleurs, de notre peuple, de la nation et nous y croyons. Ensuite, c'est notre stratégie qui est en cause. Ce n'est pas la lutte finale d'accord. Et si on ne gagne pas en mars 1978, on

thème application du Programme commun ou plus. Ce ne serait pas loyal. »

1627 Philippe Herzog : interviewé le 28 octobre 2011 et le 2 novembre 2013.

1628 Jean_Michel Catala : Membre du CC, Secrétaire général du Mouvement de la Jeunesse communiste.

> trouvera bien les arguments pour essayer de s'en sortir mais il ne faut pas se cacher que si nous échouons, il y aura de mauvais moments à passer. De toute façon il y en aura vous me direz. Mais je préfère que cela soit avec la gauche victorieuse au gouvernement que sur la base d'un échec. C'est notre stratégie. Ce n'est pas notre stratégie seulement pour quelques années, mais c'est la marche au socialisme, c'est tout cela, un échec retarderait singulièrement les choses. L'enjeu aussi avec cela c'est le parti, sa place, c'est le parti, sa force et sa place dans la Nation. »

Georges Marchais situe les enjeux à venir sur deux plans. D'une part, la question de la stratégie qui doit permettre l'arrivée au pouvoir des communistes, d'autre part la question de la place du Parti. Georges Marchais critique le communiqué des 15 à la fin des discussions fin juillet et met donc en cause la délégation communiste. Selon lui en effet, le contenu des discussions de la fin juillet n'était pas bon. Il cite pour preuve les nombreux courriers négatifs reçus au « courrier parlementaire » ce qui n'est plus le cas quand le PCF a été plus offensif[1629]. A la fin de son intervention, Georges Marchais indique que le rapport de Charles Fiterman ne peut être public. *L'Humanité*[1630] publie le lendemain un texte précisant le mandat de la délégation. Il s'agit pour la délégation communiste de rechercher un « accord autour duquel doit s'affirmer l'union de la gauche»[1631]. Les lecteurs de *L'Humanité*, les sympathisants ou militants communistes ne savent pas que la direction du PCF n'envisage pas nécessairement d'aboutir à un accord total et s'accommoderait d'un accord partiel. Charles Fiterman dans ses mémoires mentionne néanmoins que cette discussion a filtré a l'extérieur du Parti[1632]. Dans *Le Point* du 12 septembre 1977 il est en effet question d'un membre du secrétariat du Parti, qui se confiant au journaliste, précise : « Il n'est pas exclu que nous arrivions à une actualisation acceptable qui laissera de vastes zones de divergences. »

Le discours du dimanche après-midi de la fête du *L'Humanité,* qui précède la *rencontre au sommet* prévue le 15 septembre, est attendu. Georges Marchais indique que les

1629 AD de Seine-Saint-Denis, Fonds PCF, Archives sonores du CC du 9 septembre, 4AV/2263 à 2266 Extrait de l'intervention de Georges Marchais «Quand les 15 se sont séparés ils ont publié un communiqué il a été dit cela est bon cela n'est pas bon. On a engagé la bataille sur ce qui n'était pas bon. Au début du moins d'août cela regimbait dur[...]on a reçu au courrier parlementaire à peu près 100 lettres par jour. Une qui nous félicitait et 9 qui nous engueulaient. Maintenant c'est inversé. Les gens commencent à dire on comprend, ce n'est pas gagné. »

1630 *L'Humanité*, 10 septembre 1977.

1631 AD de Seine-Saint-Denis, Fonds PCF, Archives sonores du CC du 9 septembre, 4AV/2263 à 2266 Extrait de l'intervention de Georges Marchais « La délégation défendra fermement les positions que les communistes jugent indispensables pour que le programme commun corresponde à l'espérance populaire et aux exigences actuelles d'un vrai changement démocratique. Dans cet esprit la délégation luttera pour surmonter les sérieuses divergences qui subsistent, pour parvenir à un accord autour duquel doit s'affirmer l'union de la gauche. »

1632 Charles Fiterman, *Profession de foi : pour l'honneur de la politique,* op. cit. « «Si les discussions qui ont lieu au CC ne sont pas rendus publiques il semble néanmoins qu'il y ait eu des indiscrétions de la part de dirigeants du Parti »

communistes veulent aboutir à un « bon accord » sans être certain d'y parvenir :

> «Nous voulons aboutir à un bon accord. Dans les conditions actuelles nous ne pouvons cependant pas dire si nous y parviendrons. Car si l'on s'en tenait aux propositions du parti socialiste, on ne pourrait pas mettre en œuvre la politique nouvelle que vous attendez. »[1633]

Cette déclaration correspond presque au mot près à l'éditorial du 5 septembre de *L'Humanité* signé par Georges Marchais lui-même[1634]. Ce discours n'apporte donc pas d'éléments nouveaux par rapport aux déclarations des jours précédents si ce n'est de dramatiser quelque peu la situation, ce qui donc ne permet pas de dissiper le «climat de suspicion» évoqué par Raymond Barillon dans l'édition du *Monde* du 13 septembre.

Dans les archives des instances dirigeantes du PCF, que ce soit le BP ou le Secrétariat, il n'y a pas trace d'une quelconque volonté de rompre les discussions sans aboutir au moindre accord. Interrogés à ce sujet, trois des cinq négociateurs communistes sont formels. Il n'existe pas de mandat même caché visant à l'échec des négociations. Par contre, tous relatent avoir été critiqués par Georges Marchais plutôt à la fin du mois d'août, à leur retour de vacances.

C) Les nationalisations [1635]

Durant l'été 1977, la question de la Défense nationale polarise la polémique entre partenaires du *Programme commun.* Mais c'est sur la question du nombre de filiales à nationaliser, des 9 groupes mentionnés dans le texte de 1972, qu'achoppent les négociations en septembre 1977. Les derniers mots échangés entre Georges Marchais et François Mitterrand portent sur cette question le 23 au matin.

1) Le point de vue du PCF

Le PCF, dans ces années 1970, définit la situation économique en France à travers le

1633 *L'Humanité*, 12 septembre 1977.

1634 *Ibid*. Éditorial de Georges Marchais. Extrait : « Si l'on s'en tenait taux propositions du PS on ne pourrait pas mettre en œuvre la politique nouvelle que vous attendez vous les travailleurs. »

1635 De nombreux ouvrages sortent sur cette question en 1977 et 1978. Yves Morvan dans la Revue d'Economie industrielle analyse le contenu de l'ensemble des ouvrages parus. Yves Morvan, « A propos de quelques ouvrages sur les nationalisations », *Revue d'économie industrielle*, 1er trimestre 1978, pp. 148-155.

concept de *«capitalisme monopoliste d'État»* (CME) rendu public à travers la conférence de Choisy en 1966. Selon l'analyse de la section économique du PCF, à l'origine de cette doctrine et au premier chef l'historien de formation Paul Boccara [1636], la société française se caractérise par l'imbrication entre appareil d'État et grands groupes capitalistes nationaux. Les nationalisations couplées au Plan deviennent, pour les communistes, l'instrument de la prise du pouvoir permettant une étape, souhaitée irréversible, sur la voie vers le socialisme. Cette théorie du CME est devenue hégémonique à gauche au cours des années qui suivent et elle influence fortement les économistes du PS, notamment ceux proches du CERES, lesquels imposent leur vision au sein du PS au moins jusqu'en 1974[1637]. Toujours selon Paul Boccara, l'ensemble des négociateurs socialistes et communistes qui participent à la rédaction du *Programme commun* sont alors influencés par la revue communiste *Economie et Politique*[1638].

Toutefois, cet intérêt porté aux nationalisations n'a pas toujours fait partie du corpus idéologique du PCF, et cette idée est même étrangère au marxisme[1639]. En 1936, au moment du Front Populaire[1640], les communistes comme les radicaux sont hostiles aux nationalisations alors que la SFIO souhaite à l'époque la nationalisation des assurances, des mines, du comité des forges, des banques et des industries clés[1641]. L'hostilité du PCF aux nationalisations provient d'un héritage tout à la fois du marxisme de tradition guesdiste, considérant alors l' État comme l'incarnation de la bourgeoisie, mais aussi du syndicalisme révolutionnaire opposé à l'État[1642]. Pourtant, le PCF adopte une nouvelle doctrine en 1937. Maurice Thorez le 27 février dans un discours devant l'assemblée des militants communistes de la région parisienne se prononce en effet en faveur des nationalisations [1643]. Le PCF qui s'était refusé à participer au gouvernement du Front Populaire en 1936 adopte un programme au comité central du 21 novembre 1938, programme intitulé *Un programme de gouvernement de la*

1636 Paul Boccara, historien, est membre du membre du CC depuis le 20e congrès du Parti communiste français (Saint-Ouen, 13-17 décembre 1972). Il est également animateur de la section économique du PCF.

1637 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944 – 1981)*, Paris, Sciences Po, 2012, *p*. 468.

1638 Paul Boccara : interviewé le 20 juin 2014

1639 Christian Stoffaës et Jacques Victorri, *Nationalisations*, Paris, Flammarion, 1977.

1640 Dernière synthèse publiée sur le Front Populaire. Jean Vigreux, *Histoire du Front Populaire l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016.

1641 Finalement le programme de rassemblement populaire de 1936 ne prévoit et n'accomplit précisément que deux nationalisations à savoir la Banque de France -loi du 24 juillet 1936 et l'industrie d'armement - loi du 11 août 1936. En 1937, le gouvernement crée la SNCF mais ce n'est pas à proprement parler une nationalisation car le gouvernement détient 51 % de la société nationale par actions (la SNCF est une société anonyme par actions).

1642 Antoine Prost, Lucette Le Van-Lemesle, et Claire Andrieu, *Les nationalisations de la Libération: de l'utopie au compromis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987.

1643 Supplément à *L'Humanité* du 4 mars 1937.

France. Dès lors, le Parti s'inscrit dans le courant favorable aux nationalisations, celles-ci devenant même «un bien commun du mouvement ouvrier »[1644] puisque SFIO et PCF s'y sont convertis. A la Libération les communistes défendent les nationalisations du programme du CNR. A partir des années 1961-1962, en échange de sa conversion au principe de réversibilité électorale, le PCF tente d'imposer une irréversibilité en matière sociale et économique à travers les nationalisations. Le programme *Changer de cap* envisage de nombreuses nationalisations sans donner la liste des entreprises à nationaliser, liste précisée quelques mois après dans *L'Humanité* du 12 juin 1972, à quelques jours de la conclusion de l'accord sur le *Programme commun* avec les socialistes. Le PCF évoque alors les grandes banques et les «25 féodaux» qui dominent l'économie française et donne une liste de «17 grands groupes monopolistes » qui doivent être nationalisés[1645].

2) Le point de vue du PS

En 1936, comme à la Libération, les socialistes sont favorables aux nationalisations. Léon Blum déclare ainsi le 20 mai 1945 lors d'un discours prononcé à la Conférence des secrétaires des fédérations socialistes à Paris :

> « Le libéralisme économique est mort. Qui donc se présente aujourd'hui pour le défendre ? Tout le monde sent la nécessité d'une organisation collective de la production et de la répartition des richesses. »

Le texte du programme du CNR du 15 mars 1944[1646] prévoit «le retour à la Nation de tous les grands moyens de production monopolisés, fruits du travail commun des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques. » Les grandes banques d'affaires échappent à la nationalisation pourtant prévue. Pour la période 1965-1968, Mathieu Fulla[1647] parle de période de «*consensus planificateur*» prônant dans le cadre d'une économie mixte le primat du marché autour d'un Etat planificateur alors qu'après 1968 une lecture plus marxiste de l'économie s'impose chez les socialistes. La nomination de Jean-

1644 Antoine Prost, Lucette Le Van-Lemesle, et Claire Andrieu, *Les nationalisations de la Libération: de l'utopie au compromis.*

1645 *L'Humanité*, 12 juin 1972. Liste Dassault, la Compagnie générale d'électricité (CGE), Schneider, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, ITT-France, Usinor-Vallourec, Wendel, Pechiney-Ugine-Kuhlman (PUK), Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Le Nickel Pennaroya, Roussel-Uclaf, la Compagnie française des pétroles (CFP), Peugeot, Hachette, Michelin et Citroën-Berliet.

1646 Première publication du programme du CNR avec pour titre, *Les jours heureux*, le 24 mars 1944.

1647 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie, une histoire économique du politique, op cit.*

Pierre Chevènement après le congrès d'Épinay comme Secrétaire national au Programme et aux Relations avec les organismes associés[1648] entraîne une inversion du rapport de force entre les experts « keynésiano-mendésistes » et «marxisants» au profit de ces derniers[1649]. Le CERES diffuse au sein du Parti une analyse proche de celle des économistes communistes, relayé en cela par le secteur de formation animé par Pierre Joxe. Une liste précise des entreprises à «nationaliser» ou devant revenir à la Nation est évoquée dans *Changer le Vie*. D'autre secteurs comme la grande distribution sont par ailleurs considérés comme devant être «transformés en coopératives. »

Malgré les convergences idéologiques entre socialistes et communistes en matière économique, les dernières discussions sur le *Programme commun* buttent malgré tout dans les derniers jours sur la question des nationalisations[1650]. Georges Marchais déclare ainsi sur les ondes de RTL le 23 juin 1972 :

> « Nous avons réalisé l'accord sur le fonctionnement démocratique des entreprises nationalisées, il n'y a pas de problème. Mais nous butons donc sur l'ampleur des nationalisations. »

Revenant sur cette négociation plusieurs années après Pierre Joxe indique que les concessions des communistes ont porté sur le nucléaire alors que les concessions socialistes l'ont été sur les nationalisations.

> « En 1972, les communistes ont fait une concession majeure sur l'armement nucléaire. Et ils avaient raison car leur position était absurde. Nous avons, nous, fait une concession majeure sur l'extension des nationalisations. Et nous avons eu tort, car cela nous a conduits à une loi de nationalisations absurde[1651]»

Le *Programme commun* mentionne précisément les 9 groupes devant être nationalisés. Selon Anicet le Pors[1652], les 4 critères retenus dans le programme pour la nationalisation dans le secteur industriel sont les suivants : réponse aux besoins fondamentaux (besoins de service public) - caractère monopoliste de ces groupes - l'ampleur des fonds publics qui leur sont destinés - la domination des secteurs-clés[1653]. Mais il ne s'agit aux yeux des signataires que

1648 Bulletin intérieur du Parti socialiste, n°1, juin 1971, p. 5 bis
1649 Mathieu Fulla, p 213.
1650 Jean Poperen, *L'Unité de la gauche : (1965-1973), op. cit.*
1651 Pierre Joxe et Michel Sarazin, *À propos de la France: entretiens avec Michel Sarazin*, Paris, Flammarion, 1998.
1652 Anicet le Pors : entretien le 13 février 2016
1653 Anicet Le Pors : entretien le 13 février 2016.

d'une étape dans la mesure où cela est considéré comme un «seuil minimum» expression reprise de *Changer la Vie* et *Changer de cap* (cf tableau ci-dessous). Qui plus est, reprenant en cela une formulation de *Changer de cap,* ce seuil doit être obtenu « dès le début de la législature ». De leur côté, les négociateurs socialistes imposent alors un paragraphe précisant que des nationalisations supplémentaires pourront être adoptées par le gouvernement si « *les travailleurs en font la demande* . » En 1977, cette mention devient la « petite phrase » et symbolise aux yeux de nombreux observateurs le maximalisme du programme. Au matin du 29 juillet 1977, suite à l'ultime séance de négociations du groupe des 15, cette phrase n'est toujours pas supprimée malgré l'insistance du MRG. Cela reste un point de divergence important entre les négociateurs pour le chapitre des nationalisations, considéré lui-même dans son intégralité comme un chapitre entièrement réservé, c'est-à-dire devant être rediscuté[1654].

(Comparaison : la petite phrase)

Changer de Cap	Changer la vie	Programme commun
	«...le gouvernement d'union de la gauche pourrait être conduit à proposer des mesures de nationalisations supplémentaires à l'Assemblée Nationale. »	«C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement. »

3) La question des filiales : différence idéologique ou prétexte ?

Au fur et à mesure que la France s'enfonce dans la crise à partir de 1973, les questions économiques prennent de plus en plus d'importance. Les nationalisations et la «planification démocratique» sont présentées par les signataires comme une des solutions à la crise. Dans la profession de foi de François Mitterrand [1655] pour le premier tour de 1974, le terme de «*nationalisation*» n'est pas utilisé. Il est plus sobrement question de «*renforcement du secteur*

1654 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366, article 18**,** version du *Programme commun* à la date du 1er actualisée remise au BP du 3 août (Annexe 15).

1655 CHT Nantes, Fonds Jean Poperen, POPJ 35.

public . » En 1974, le candidat Mitterrand ne met donc pas en avant les nationalisations. Il précise dans ce document qu'il s'inspirera du *Programme commun* mais qu'il ne lui appartient pas de présenter véritablement un programme car ce sera au chef de gouvernement de le faire. Le 22 avril sur Europe 1, lors d'un débat avec Valéry Giscard d'Estaing il évoque néanmoins cette question en rappelant la nationalisation nécessaire du crédit et des « neuf entreprises industrielles » ainsi que « les participations majoritaires dans quatre autres entreprises . » De son côté, le PCF tente de mettre en avant cette question durant la campagne. Georges Marchais signe le 20 avril, un article dans *Le Monde* portant sur la politique économique de la gauche et la crise[1656]. Il évoque « la réforme centrale » qui doit être celle des nationalisations prévues dans le programme de 1972. Il précise :

> «Ce n'est pas que nous ayons la religion des nationalisations. La nationalisation ne constitue pas pour nous un but en soi, elle est une technique, un moyen mis au service d'une politique. »

Mais au sein du PCF, l'unanimité sur cette question ne va pas de soi. La mise en avant de l'importance du seuil de nationalisation donne même lieu à de profondes divergences tactiques discutées au sein du CC. Au cours du CC de juin 1974 qui suit l'élection présidentielle, Georges Marchais accuse la section économique du Parti dirigée par Jean Fabre, de surenchère. Charles Fiterman intervient également pour critiquer la position des économistes du CC qui s'étaient exprimés à travers une brochure. Il considère que par le biais de ce document[1657] les économistes du PCF ont développé des thèses maximalistes, à travers notamment la formulation de « nouvelle logique économique »[1658]. Le seuil prévu de nationalisations dans le *Programme commun* est considéré par les auteurs de la brochure comme un début, la liste des nationalisations ne devant pas être considérée comme un « catalogue figé. » Philippe Herzog au cours du CC justifie les critiques formulées par la Section Économique sur la campagne de François Mitterrand en jugeant que les prises de position du candidat sur les nationalisations étaient sur la défensive :

> « Le plan de François Mitterrand ne compromettait pas l'essentiel, mais avait des faiblesses notoires. Dire que l'action du gouvernement devait assurer en priorité le dynamisme du secteur privé ce n'était pas très positif. Les explications sur les nationalisions étaient sur la défensive[1659]. »

1656 *Le Monde*, 20 avril 1974.

1657 PCF, *Economie et Politique*, hors série, avril 1974.

1658 AD de Seine-Saint-Denis, Archives sonores du CC des 10 et 11 juin 1974,4AV/204 à 2059. Extrait de l'intervention de Charles Fiterman.«J'ai des doutes sur la formulation, l'idée le programme commun introduira une nouvelle logique économique ?. »

1659 AD de Seine-Saint-Denis, Archives sonores du CC des 10 et 11 juin 1974, 4AV/204 à 2059.

Georges Marchais réplique sèchement à Philippe Herzog considérant qu'il va trop loin en portant la contradiction au rapport du BP lors du CC :

> «Je trouve que Philippe, la façon dont il pose la question, elle va à l'inverse du rapport lui-même. Le rapport dit qu'il faut s'en tenir au Programme commun. Si on nationalise les 9 et le secteur bancaire ce sera une bonne étape. Le rapport d'Herzog porte la contradiction au rapport. Il ne voit pas que les masses qu'il nous faut gagner on ne peut les gagner que sur les bases du Programme commun sans aller plus loin. »

Philippe Herzog se souvient de ce moment avec émotion[1660]car le fait de porter la contradiction au BP est alors considéré comme une accusation très grave. Il évoque 40 ans après le « Froid dans la salle », la «bonne gifle» reçue. Interviewé, Paul Boccara , membre du CC et un des plus influents membres de la Section Économique, se souvient également de cette mise en cause. Il considère toujours a posteriori que le PCF en 1974 s'est trop effacé derrière François Mitterrand qui fut selon lui un « candidat d'une façon assez indépendante du PCF » [1661]qui ne mettait pas «assez en avant les nationalisations. »

Si la Section Économique du PCF est taxée de maximalisme en 1974 et semble ne pas être en phase avec les analyses politiques du BP, en 1977 en revanche, c'est elle qui est utilisée par la direction du Parti afin de montrer l'intransigeance du PCF face au partenaire socialiste en mettant en avant la question des nationalisations[1662]. Le 19 avril 1977 lors de la dernière réunion du comité de liaison, Charles Fiterman présente aux partenaires un document intitulé «*Orientations et propositions essentielles présentées par le PCF pour l'actualisation du programme commun*»[1663]. En matière de nationalisations, ce document ajoute une liste d'entreprises à nationaliser dans les domaines de la sidérurgie, du pétrole, et de l'automobile [1664] sans qu'il ne soit question encore à cette date des filiales des 9 groupes du Programme commun. Charles Fiterman le 20 avril 1977 présente devant la presse les propositions communistes en matière de nationalisation. Le PCF réaffirme son exigence[1665] de

1660 Philippe Herzog : entretien le 2 novembre 2013.

1661 Les travaux menés par Laurent Jalabert, dans le cadre de son HDR, et Mathieu Fulla dans sa thèse, corroborent cette analyse

1662 Paul Boccara : interviewé le 20 juin 2014. Pour Paul Boccara c'est Anicet Le Pors qui est utilisé pour mettre en avant cette question des filiales. Extrait de l'interview « Georges Marchais a besoin d'un appui économique et ne trouve pas de soutien chez Herzog ou chez moi. Moi je dis que le problème n'est pas tellement leur nombre, c'est la façon dont les entreprises sont gérées. Le Pors est membre de la Section Économique. Georges Marchais ne trouve pas d'appui chez Herzog. Le Pors a armé techniquement Georges Marchais. Il est remercié en devenant ministre. »

1663 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18.

1664 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18. Extrait du document « En liaison étroite avec le contenu démocratique des nationalisations, inclure dans le seuil la nationalisation deDenai-Nord- Est-Longwy ;Marine-Wendel ; Empain - Schneider;Cheirs-Chatillon;CFP-Total;Peugeot Citroën . »

1665 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18, texte de la conférence de presse du 20 avril

voir se réaliser « dés la première session de la législature les nationalisations prévues dans le seuil minimum ». Il n'évoque pas la question des filiales.

Dans les années 1974-1975, les experts autour de François Mitterrand ne sont pas tous véritablement favorables au *Programme commun*, qu'ils considèrent comme un projet menant à une étatisation de la société[1666]. C'est le cas de l'équipe de Jacques Attali réunie au QG de campagne tour Montparnasse qui engage le candidat socialiste sur d'autres voies que celles préconisées par la grille de lecture que constitue le CME. Michel Rocard [1667] rejoint les économistes de la Tour Montparnasse. Il n'est pas véritablement favorable aux nationalisations, jugeant depuis 1972 que le *Programme commun* pêche pas excès de centralisme. Interviewé il revient sur l'appréciation qui était la sienne :

> «C'est moi qui rédige le communiqué du PSU[1668] qui salue l'événement historique, se réjouit de ce que la gauche se réaffirme fortement d'abord par l'affirmation de la volonté d'Union de la gauche et par le principe des nationalisations - à titre personnel je suis réticent mais je ne pourrai donner de la place à cela que plus tard. Je suis lié au PSU qui est très « nationalisateur » car très à gauche au sens étatique du mot gauche. »

Les négociations sur l'actualisation du Programme commun ont débuté depuis 15 jours lorsque débute le congrès de Nantes du PS [1669]. Le principal enjeu du congrès porte sur le retour du CERES dans la majorité, mais le discours de Michel Rocard sur les deux cultures de la gauche, l'une jacobine et l'autre décentralisatrice et régionaliste marque les esprits[1670]. Michel Rocard, soucieux d'apparaître comme faisant partie de la majorité, précise néanmoins que le *Programme commun* est un «honnête et bon compromis entre ces deux cultures. »
Il n'est question des filiales qu'à travers la volonté exprimée par la minorité (le CERES) d'aller au-delà des nationalisations prévues, ce que dénonce Laurent Fabius pour la majorité :

> «Nos camarades de la minorité qui nous ont longtemps reproché une dérive droitière et qui semblent depuis quelques semaines avoir mis en sourdine cet aspect, nos camarades de la minorité proposent, non seulement la nationalisation des holdings, sociétés mères, mais la nationalisation des filiales [...]comment la minorité peut-elle en même temps soutenir qu'il faut actualiser le programme commun sans le renégocier et proposer l'extension d'un cinquième du champ des nationalisations[1671] ?»

1977.

1666 Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie: 1944-1981, op. cit.*

1667 Michel Rocard : entretien le 6 septembre 2013.

1668 «Déclaration du bureau national du PSU », dans « *Le PSU analyse l'accord entre le Parti communiste français et le Parti socialiste pour un programme commun de gouvernement* » -PSU-Documentation, n°35-36-37, octobre 1972, pp. 32-33.

1669 Première réunion du groupe des 15 le 1er juin et congrès du PS les 17-18-et 19 juin.

1670 FJJ, base de données des débats, congrès de Nantes. Extrait de l'intervention de Michel Rocard, congrès de Nantes, 18 juin 1977.

1671 *Ibid.*, Extrait de l'intervention de Laurent Fabius, 18 juin 1977.

La motion finale du congrès donne un mandat précis aux négociateurs socialistes, qui est de s'en tenir aux « *nationalisations prévues au programme commun* »[1672]. Le 30 juin, le groupe des 15 débute l'analyse de la deuxième partie du Programme commun : *«Démocratiser l'économie, développer le secteur public, planifier le progrès*. » Le PS remet aux délégués en fin de réunion un amendement socialiste concernant les conseils d'administration prévus pour les entreprises nationalisées. Cet amendement prévoit la possibilité de création de « *conseil d'administration ou de surveillance* ». Or le président d'un conseil de surveillance est élu par un directoire et ne peut être révoqué que par une assemblée générale et non plus un conseil d'administration. Le PS souhaite par ailleurs pour les présidents d'un conseil d'administration que ceux-ci soient issus d'une liste d'aptitude présentée par l'État. Pierre Juquin indique que dans un premier temps la délégation communiste n'a pas saisi la portée de cet amendement.[1673] Mais très vite cela est interprété par la délégation communiste comme une étatisation.

Lors de la rencontre d'après le 5 juillet (soit la 7ème réunion du groupe des 15), la discussion porte sur la définition des groupes nationalisables et sur le terme de filiale. Le PS propose la nationalisation des maisons mères et la transformation de la majorité des filiales en « simples sociétés d'économie mixte de droit privé par des prises de participation financière de l'Etat[1674]. » La réponse communiste par la voix de Charles Fiterman lors de cette rencontre est sans appel : « la proposition socialiste n'est pas acceptable pour nous. Ces mesures laisseraient le grand capital dans la place avec une influence considérable. On ne pourra donc pas diriger. » Jacques Attali et Philippe Herzog s'opposent. Ce dernier juge sévèrement la proposition socialiste en considérant que cela reviendrait à « un gruyère plein de trous ». On aura des traquenards partout. On ne pourra pas gérer rationnellement. » Si le PCF , à partir de cette date, utilise, voire instrumentalise (surtout en septembre), cette question des filiales, la polémique date de cette réunion et ne résulte pas d'une demande communiste. Les participants se mettent d'accord pour constituer un « petit groupe d'étude » sur cette question afin de parvenir à un inventaire. Le 7, les discussions se poursuivent au sujet de filiales et Jean-Pierre Chevènement met en porte-à faux ses camarades socialistes en se prononçant pour la nationalisation des filiales à partir de 51 %, entraînant une réplique ironique du communiste

1672 *Le Poing et la Rose*, juillet 1977, p. 18. Motion finale de politique générale « Unité, responsabilité » adoptée à l'issue du congrès de Nantes.

1673 Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit.* p. 394 « Sur le moment nous n'y voyons que du feu »

1674 Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit, p. 396.*

Paul Laurent : « Discutez-en entre vous !»[1675] Lors de cette réunion Philippe Herzog évoque 1450 entreprises à nationaliser alors que selon lui la proposition socialiste reviendrait à un chiffre de 60. A l'issue de cette rencontre, rien n'est tranché et les réunions d'après abordent les autres parties du Programme commun. Dans la version actualisée du programme du 1 août remise au BP du 3 août par Charles Fiterman, l'ensemble du chapitre concernant la démocratisation et l'extension du service public est indiqué comme «*réservé*»[1676].

En septembre 1977 l'essentiel des discussions lors des *rencontres au sommet* des 14 et 21,22 et 23 porte sur la question du nombre d'entreprises à nationaliser, via la définition des filiales des neuf groupes. Le 14 septembre, après avoir semblé accepter le rejet des conseils de surveillance, François Mitterrand revient là-dessus et déclare finalement : « Je ne suis pas préparé sur ce point. Je demande qu'on sursoit à la décision[1677]. » Puis la discussion se poursuit sans aboutir sur la question du nombre de filiales à nationaliser. Après une interruption de séance demandée par les radicaux de gauche, ceux-ci à leur retour à 19 heures et par la voix de Robert Fabre, indiquent vouloir rompre les négociations. Devant leurs écrans, les téléspectateurs assistent alors en direct à la désunion de la gauche incarnée par Robert Fabre qui écarte du micro Georges Marchais au cours de la conférence qui suit (cf-infra). Le 20, Pierre Bérégovoy, Charles Fiterman et François Loncle se réunissent pour organiser la nouvelle rencontre au sommet du lendemain. En vue de cette rencontre, le PCF renonce à la nationalisation immédiate de Peugeot et de la CFP tandis que le PS, suite à son comité directeur du 19 septembre, accepte le principe de la nationalisation de quatre firmes ayant un caractère stratégique et des firmes détenues à 98% par les 9 groupes[1678].

Les discussions reprennent le 21 à 14h dans la salle du BP au siège du PCF, là où avait été conclu le *Programme commun* en 1972. Le débat reprend et l'essentiel des discussions portent ce jour-là sur les propos tenus par les uns et par les autres dans l'ultime nuit de juin 1972[1679]. Selon Gaston Defferre, le terme de filiale n'a jamais été utilisé en 1972. Jean-Pierre Chevènement tente de concilier les points de vue :

> « Il n'y a pas de malhonnêtes gens. Il ne faut pas s'échauffer. J'ai des souvenirs clairs. Nous n'avons pas défini avec précision le notion de «groupe. » Nous avons considéré

1675 *Ibid.*, p.398
1676 Annexe 15.
1677 Dans l'ouvrage du Parti socialiste sur l'économie qui sort peu de temps après la rupture le PS fait le point sur l'ensemble des questions économiques. La question des conseils de surveillance est abandonnée pour revenir à la lettre du Programme commun *89 réponses aux questions économiques*, Paris, Flammarion, 1977.
1678 *Le Monde*, 21 septembre 1977.
1679 Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit,* p.442

qu'on était d'accord[1680]. »

Le 22 au matin, le sommet reprend, toujours place du colonel Fabien. Dans l'après-midi les discussions se prolongent sur la question de la Défense nationale sans que le chapitre sur les nationalisations soit accepté par tous. Les discussions s'interrompent pour laisser Georges Marchais intervenir sur Antenne 2 à 20 heures, et le sommet reprend sur la question des nationalisations mais seulement pour quelques minutes, car le PS demande aussitôt une nouvelle interruption de séance qui dure finalement 2 heures. Les discussions reprennent vers 23h30. Le PS fait alors d'ultimes propositions concernant la nationalisation dans l'industrie dans un document décliné en 9 points [1681]. Selon le verbatim de Pierre Juquin ce document est issu du travail de Jacques Attali assisté d'une dactylo[1682]. Le PS propose la nationalisation des sociétés «dans lesquelles un ou plusieurs de ces neuf groupes possèdent au moins 98% du capital»[1683], ce qui représente 227 sociétés, et la nationalisation de sociétés qui ont voulu se soustraire à la nationalisation depuis la signature de 1972 et un «nombre restreint» de filiales des 9 groupes «ayant un caractère de monopole ou de service public . » Pour la sidérurgie enfin, le PS évoque des « prises de participation majoritaires » sans exclure à terme « une appropriation totale. » Après dix minutes de concertation, la délégation communiste considère qu'il n'y a rien de nouveau dans ce document. C'est un moment crucial dans les discussions entre partenaires. Le mandat que doit en toute logique défendre la délégation communiste est celui présenté par Charles Fiterman le 9 septembre devant le CC à savoir, conserver des points de divergence sans qu'il soit question de rompre. Or, les délégations se quittent et ne se reverront plus. Interviewé en 2013, Philippe Herzog indique que ce qui a manqué précisément dans la proposition de Jacques Attali, c'est une « formulation selon laquelle bien entendu les principales filiales industrielles rentreront dans le contrôle public. » A ce sujet, le point trois du document remis par Jacques Attali est ainsi formulé :

> «la totalité des participations,tant majoritaires que minoritaires, détenue par les 9 groupes et qui touche près de 1500 entreprises, deviendra propriété de la collectivité nationale . »

Avec cette ultime proposition le PS accepte la nationalisation de la part d'une filiale détenue par une entreprise nationalisée. Mais cela ne suffit pas pour les communistes. Philippe Herzog

1680 *Ibid.*, p. 443
1681 Annexe 17, document 1.
1682 Pierre Juquin, *de battre mon coeur n'a jamais cessé, op. cit.*, p. 452.
1683 Annexe 17, document 1.

ne se souvient pas que la délégation ait hésité durant les dix minutes pendant lesquels elle analyse ce document, ce que confirme lors du CC des 27 et 28 avril 1978 Charles Fiterman qui s'oppose à ce moment-là à Henri Fizbin sur le mandat de la délégation (le petit document dont il parle est le document en 9 points : Annexe 17 document 1)

> « Les camarades savent l'attitude négative, figée du PS lors de la reprise des discussions le 22[..]il faut ajouter que le 22 septembre au soir, au cours de la suspension de séance demandé par FM, nous nous sommes interrogés sur la question de savoir, ce que nous ferions si le PS faisait un pas en avant significatif de son respect du PCG. Nous avions encore une petite marge de manœuvre se situant dans le cadre du mandat qui nous avait été donné. Mais à la reprise et après dix bonnes minutes d'analyse sur place du petit document nous avons constaté que le PS restait sur place[..].il refusait nos propositions nouvelles mais il maintenait et c'est cela qui était le plus grave[..]des positions qui constituaient des abandons du Programme commun. Fallait-il à ce moment faire une nouvelle concession ? Mais c'est dans ce sens que Georges Marchais a tendu une perche dans sa dernière déclaration. Si vous nous dites que ce n'est pas 729 mais705, les socialistes n'ont pas bronché et les radicaux ont dit que c'était trop si nous étions allés au delà à ce moment-là il est évident que nous nous engagions dans la voie de la capitulation. Mais nous n'avons pas fermé la porte nous nous sommes affirmés comme prêts à reprendre les discussions.En demandant au PS de faire des propositions nouvelles à faire ce pas politique correspondant [...]Le sens politique de ce pas était clair...nous ne demandions pas la capitulation mais le renoncement à un objectif politique inacceptable par nous. Dans cet esprit de ne pas fermer nous étions présents dans la salle du BP le lendemain pour négocier mais nous étions seuls. Voilà les faits. N'avons nous pas respecté scrupuleusement respecté le mandat ? »[1684]

Dans *L'Humanité Dimanche* du 28 septembre 1977, Philippe Herzog commente le document en 9 points, précisant que cela correspond à une « simple mise en forme écrite des positions préconisées par le PS depuis le mois de mai » .Dans les semaines qui suivent, le PS affiche toujours sa volonté de procéder aux nationalisations des neuf groupes prévues depuis 1972 et fait connaître ses positions en matière économique dans un ouvrage rédigé sous la direction de Jacques Attali, Michel Rocard et André Boulloche . Les rédacteurs réaffirment la nécessité des nationalisations :

> « les nationalisations sont plus que jamais justifiées. Sans leur réalisation prévue au programme commun, la gauche ne saurait atteindre ses objectifs de transformation économique et sociale . »[1685]

Ces experts s'en tiennent donc au contenu du *Programme commun* pour fixer la doxa du parti après l'échec de l'actualisation en septembre. La stratégie d'Épinay n'est pas remise en cause.

1684 AD Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Archives sonores du CC, 4AV/2584, plage n°3.
1685 PS, *89 réponses aux questions économiques, op. cit.*

Par ailleurs, la déclaration de principe de 1969 est toujours en vigueur et le sera jusqu'en 1990[1686]. De 1969 à 1990 avec sa déclaration de principe[1687], le PS s'affiche toujours comme un parti œuvrant pour l'avènement du socialisme et donc la substitution de la propriété capitaliste par la propriété sociale[1688]. Les nationalisations prévues en 1972 sont du reste mises en œuvre en 1981 avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, malgré l'abandon du programme commun en tant que programme du Parti depuis 1977 et la perte d'influence du PCF tombé à 15% lors du premier tour des présidentielles.

Reste à tenter de comprendre pourquoi le débat s'est focalisé au sein de la gauche sur cette question des nationalisations et plus précisément du nombre de filiales. La question centrale est de savoir si le PCF quand il propose les discussions sur l'actualisation, envisage ou pas la rupture. Concernant les nationalisations, PS et PCF portent chacun, deux appréciations différentes concernant d'une part, la quantité d'entreprises à nationaliser et d'autre part l'existence d'un directoire pour les entreprises nationalisées et donc le problème de la direction des ces entreprises. Plutôt que de parler de surenchère de la part du PCF, qui sous-entendrait une volonté de rupture, que l'on ne retrouve pas dans les archives, ne conviendrait-il pas mieux de parler d'un Parti piégé par ses propres contradictions? A partir du moment où la question des filiales surgit, sur initiative du PS lors de la réunion du groupe le 5 juillet, le PCF ne va pas transiger sur cette question et en fait une divergence identitaire. Au point que les négociateurs communistes en septembre, et sans doute surtout Georges Marchais, n'acceptent pas de conserver une différence sur ce point là.

Reste à saisir pour quelle raison la fin des négociations en septembre 1977, pour ne pas parler encore de rupture, s'opère sur cette question des filiales ? Pierre Drouin en 1972 dans *Le Monde* signe un article deux jours après la signature du Programme commun intitulé « Nationaliser Pechiney ou ...l'Etat ?»[1689]. Parlant du mot nationalisation, il indique qu'il est devenu «message», qu'il appartient même au métalangage. Il y a là sans doute un début d'explication à l'attitude des négociateurs communistes et socialistes dans les ultimes discussions. Le mot fonctionne comme un piège qui s'ouvre le 5 juillet 1977 avec la question des filiales, mises en avant par les socialistes, et se referme sur les négociateurs communistes

1686 FJJ, http://www.archives-socialistes.fr/articles/pagescms/frisedeclaration

1687 Adoption de la déclaration de principe au congrès d'Alfortville en 1969.Extrait : »Le socialisme se fixe pour objectif le bien commun et non le profit privé. La socialisation progressive des moyens d'investissement de production et d'échange en constitue la base indispensable. La démocratie économique est en effet le caractère distinctif du socialisme. «

1688 Noëlline Castagnez, *Une sociale démocratie à la française*, dans Jean Garrigues, Sylvie Guillaume,Jean- François Sirinelli (dir.), *Comprendre la Ve République,op. cit.*

1689 Le Monde, 14 juillet 1972. «*Nationaliser Pechiney ou ….l'Etat*. »

inquiets à l'idée de trahir le Parti en n'appliquant pas suffisamment de nationalisations, alors même que le PCF s'est déjà converti à l'armement nucléaire quelques mois plus tôt. Si le mot nationalisation fonctionne comme un piège il n'est peut-être pas la traduction d'une volonté délibérée de piéger le partenaire. Car en septembre autour de la table, les négociateurs ne discutent plus finalement de l'actualisation d'un programme mais s'inscrivent dans un débat idéologique, celui mis de côté en 1972 pour pouvoir aboutir à une texte commun. Or comme le souligne Mathieu Fulla dans sa thèse les experts ne sont plus tout à fait les mêmes au PS. Le rapport de force entre marxisants et « post-keynésiens » s'est renversé au profit de ces derniers à partir de 1974. Par ailleurs, la question du nombre de filiales, généralement retenue comme la pomme de discorde en septembre 1977, cache aussi celle de la question du pouvoir au sein de ces entreprises comme cela a été vu avec les directoires proposés par le PS. Baixi Xu[1690] considère que l'important en effet à cette date porte en définitive surtout sur la question de la gestion des entreprises à nationaliser. Le *Programme commun* prévoit de confier la gestion de chaque société nationalisée à un conseil d'administration où l'État serait minoritaire[1691] alors que dans une entreprise non nationalisée, mais où l'État détient une majorité de 51 %, par l'intermédiaire de la maison mère, celle-ci reste contrôlée par l'État. C'est donc également la question du pouvoir au sein des entreprises qui est en jeu, le risque pour certains de voir la CGT accroître son emprise dans les centaines de filiales si celles-ci étaient nationalisées. La CFDT favorable à l'autogestion craint du reste la gestion tripartite prévue par le *Programme commun* pour les entreprises nationalisées, y voyant une étatisation. Car selon cette confédération, la représentation des usagers prévue dans le *Programme commun* (*s*yndicats, collectivités publiques, grandes entreprises nationales*)* pourrait donner lieu à une *« représentation indirecte de l'Etat »*[1692]. Cet enjeu, qui porte sur le partage du pouvoir, n'a pas été réellement mis en évidence en septembre 1977. Le PCF qui se montre inflexible sur le nombre de filiales à nationaliser, dans un débat d'experts, et qui endosse la responsabilité de ce qui sera par la suite appelée la rupture ne met pas en avant cette question. Et le PS en évoquant en juillet 1977, à la fois l'idée d'un référendum au sujet de la Défense

1690 Xu Bai Xi.. "*Les positions du Parti communiste et du Parti socialiste sur les nationalisations: 1972-1977*.", Thèse de doctorat, Paris, France, 1988

1691 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit.* Extrait : «.responsable de l'orientation de la direction et de la gestion, le conseil d'administration des entreprises nationales sera constitué de représentants élus des travailleurs, de certaines catégories d'usagers (syndicats, collectivités publiques, grandes entreprises nationales) et de représentants désignés par le nouveau pouvoir démocratique. Ces derniers ne pourront être majoritaires. Le conseil d'administration élira son président et désignera la direction générale de l'entreprise . »

1692 *Syndicalisme-hebdo*, 30 octobre 1975.

nationale et la question des filiales, provoque la direction communiste qui dans les semaines qui suivent opte pour une ligne politique intransigeante, afin d'obtenir un Programme commun actualisé avec des différences. Mais le 23 septembre, le fait de garder cette différence dans le *Programme commun* actualisé n'est pas proposé aux dirigeants socialistes par les négociateurs communistes en actant les points d'accord qui sont nombreux[1693]. Que ce soit dans leurs mémoires ou à l'occasion d'interview, les négociateurs communistes n'évoquent pas d'explication rationnelle, rejetant toujours la responsabilité *in fine* sur Georges Marchais.

III) La rupture du moment Programme commun dans les médias.

Les *rencontres au sommet* de septembre 1977 sont très médiatisées. Les interruptions de séances sont provoquées par les directs à la télévision, qui prolongent sur les plateaux de télévision ou à la radio les discussions qui ont lieu dans le huis-clos des locaux des états-majors. Les caméras offrent à voir, au cours de ce mois de septembre 1977, une personnalisation du débat à travers les arguments, mais aussi les postures des trois principaux leaders. La télévision joue un rôle politique à l'heure où elle finit par être présente dans la majorité de foyers au début des années 1970. Les électeurs interrogés à travers plusieurs enquêtes d'opinion (1974, 1978, 1981) citent la télévision comme étant le moyen d'information le plus utile pour les aider à décider pour qui voter[1694]. Le pouvoir, l'opposition et les médias eux-même s'accaparent dans ces années 1970 ce moyen de pénétrer dans les foyers par l'intermédiaire de l'image.

Le pouvoir s'intéresse tout naturellement à ce média qui prend de plus en plus d'importance. Après la signature du *Programme commun* et alors que les élections législatives doivent se dérouler en mars 1973, le gouvernement s'inquiète, ou du moins tente de limiter l'accès aux grands moyens d'information aux principales organisations. Le président de la République en personne, Georges Pompidou à la fin de l'année 1972, s'intéresse de très près à la vie partisane, plus précisément aux conditions de passage à la télévision à quelques mois des élections législatives. Par une note manuscrite[1695] non datée, adressée à Edouard Balladur,

1693 Annexe 16.
1694 Daniel Gaxie, *Explication du vote : un bilan des études électorales en France, Paris,* Presses de la FNSP, 1989
1695 AN : 5 AG /2/ 1072

il envisage que les conditions de passage à la télévision en période électorale puissent être durcies pour les partis politiques. Il propose pour cela de modifier la loi de 1966 qui précise les droits de passage pour les partis à la télévision, en réservant cette possibilité uniquement pour les partis proposant non plus 75 mais au moins 150 candidats ayant par écrit notifiés une étiquette politique. Finalement, la loi électorale n'est pas modifiée à ce moment là. Georges Pompidou intervient de nombreuses fois dans les semaines qui précèdent le premier tour des législatives: c'est le cas les 9 et 19 décembre, le 9 janvier, le 8 février et même le 10 mars 1973 la veille du 1er tour alors que la campagne officielle est terminée[1696]. En janvier 1976, alors que le temps n'est plus à l'ORTF, et donc aux conférences quotidiennes avec le pouvoir, la majorité s'exprime 52 fois au Jounal Télévisé (JT) de TF1 contre 16 fois pour l'opposition[1697]. La gauche dénonce ainsi régulièrement le déséquilibre du temps d'antenne au profit de la majorité. Le 19 juin 1975, la *rencontre au sommet* acte la création d'un *«* comité pour le respect des libertés *»* dont l'objectif est donné dans le communiqué final :

> «Suivre les programmes des sociétés nationales radio télévisées […], prendre des dispositions permettant de contrôler l'objectivité des journaux régionaux télévisés […], porter des appréciations d'ensemble sur l'objectivité et l'équilibre de l'information dans les différentes stations […], dénoncer les abus les plus flagrants et proposer des mesures de riposte à l'encontre des stations concernées[1698]. »

Le communiqué par ailleurs dénonce une célébration «*abusive*» du premier anniversaire de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Un accès plus important aux médias est une revendication récurrente des communistes. Mais le PCF jusqu'alors plutôt ostracisé a néanmoins accès à la télévision depuis le début des années 1970. L'émission *Panorama* le 30 janvier 1970 consacre ainsi l'un des premiers reportages sur le PCF[1699]. Les journalistes Michèle Cotta et Olivier Todd interviewent à cette occasion Georges Marchais, Roland Leroy, et Paul Laurent.

Les émissions politiques dans ces années 1970 sont nombreuses et proposent aux téléspectateurs un rendez-vous en dehors même des périodes électorales[1700]. Des émissions a

1696 Valéry Giscard d'Estaing procède de la même façon en intervenant à la télévision le 11 mars 1978 également au-delà de la limite légale.

1697 Fabrice d'Almeida et Christian Delporte, *Histoire des médias en France*, Paris, Flammarion, 2010, 510 p.

1698 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18 dossier négociations.

1699 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste,* Paris, Fayard,1987.

1700 La consultation des archives de l'INA dans l'un des centres régionaux, en l'occurrence celui de Rennes, permet l'utilisation des notices descriptives de l'ensemble des programmes produits ou coproduits par les chaînes de télévision publiques depuis 1949 à nos jours. L'ensemble de ces notices sont interrogeables par mots clés rendant possible la sélection de telle ou telle émission. La mesure en durée des émissions mais aussi des temps d'antenne de tel ou tel homme participant permet une

priori non politique comme « *Apostrophes* », deviennent même parfois le temps d'un numéro un lieu de débat politique. Le 27 janvier 1978, le 130ème numéro intitulé « *Pourquoi écrivez vous des livres politiques ?* » en présence de Claude Estier (PS), Jean-Marie Benoist[1701], Albin Chalandon, René Andrieu (PCF) et Jean Montaldo[1702] réunit ainsi sur un même plateau de télévision les principales familles politiques françaises à quelques semaines des élections législatives. Si entre 1983 et 1993 la part des émissions d'information télévisées ne cesse de décroître passant de 9% à 2% sur TF1, de 12% à 6% sur Antenne 2 et enfin de 25% à 5% sur FR3[1703], les années 1970 apparaissent alors a contrario comme une sorte d'âge d'or des émissions politiques et au premier chef les débats avant l'arrivée des communicants. La période est aussi, voire surtout, marquée dans les mémoires des électeurs par ces émissions et la présence de Georges Marchais, véritable vedette cathodique dans des face- à-face avec les journalistes, mis en scène comme des duels, assurant un audimat élevé. Le journaliste ne s'efface plus puisqu'il devient lui-même le contradicteur de l'invité en remplacement d'un autre débatteur, d'une autre personnalité politique. L'émission politique devient alors un faire-valoir tout autant pour le journaliste que pour l'invité. Pour autant, les débats ont-ils été si nombreux dans ces années 1970 ? Quelle a été la véritable place du PCF à la télévision ? Si Georges Marchais, bien que secrétaire général du PCF, a pu s'imposer cela est-il réellement le signe d'une prégnance du politique ? Ces questions sèment le doute, bouleversent les certitudes de la mémoire liée à des petits phrases - « *Liliane on fait les valises….* » - et soulèvent la question du mythe qui sans remettre en cause l'idée de *moment Programme commun* invite à le réinterroger. L'efficacité de la télévision laisse peut-être sur le temps long une trace disproportionnée du *moment Programme commun* en même temps qu'elle le déforme. Mais les émissions politiques ont pu avoir l'effet d'agents actifs par la mise en valeur des enjeux ou la mise en scène dramatisée des divergences comme au moment du débat sur l'actualisation du programme. En septembre 1977 les moments politiques médiatisés ont ainsi peut-être à la fois précipités la rupture, à quelques mois d'élections données gagnées par les instituts de sondage, mais également ancrés dans les mémoires l'Union de la gauche.

---

approche quantitative du politique. La confrontation des graphiques permet de comparer les audiences des uns et des autres.

1701 Jean-Marie Benoist, nouveau philosophe se présente dans le Val-de-Marne dans la circonscription de Georges Marchais.

1702 Jean Montaldo est l'auteur de nombreux ouvrages portant sur les scandales de la Vème et sur le PCF. Lors de ce numéro d'*Apostrophes* il vient présenter son dernier ouvrage.(Jean Montaldo, *La France communiste,* Paris, Albin Michel, 1977).

1703 Régine Chaniac, *La télévision de 1983 à 1993. Chronique des programme et de leur public*, Paris, INA, 1994.

A) La place du politique dans les médias

En janvier 1966, à la demande d'Alain Peyrefitte alors ministre de l'Information, des journalistes dont Igor Barrère, proposent une émission de débat appelé *Face à Face*, avec pour principe un dialogue entre des journalistes et l'invité. L'émission s'arrête dès septembre 1966, en raison de l'inégalité de traitement en faveur des invités de la majorité qui déclenche de fortes polémiques dans la presse[1704]. Le principe de l'émission est repris en octobre avec l'émission *En direct avec* qui propose cette fois des débats politiques. Mais il n'y a que deux débats proposés car dès le mois de décembre les entretiens remplacent les débats.

En février 1970, l'émission *A armes égales* est lancée à l'arrivée de Pierre Desgraupes à la direction de la première chaîne. L'intitulé de l'émission indique que chacun pourra débattre sur un même pied d'égalité, que ce soit une personnalité de la majorité ou de l'opposition. Cette émission produite par Alain Duhamel, journaliste à l'*Express,* et Michel Bassi du *Figaro,* institutionnalise le duel politique à la télévision.[1705] Trente deux numéros se succèdent, la dernière émission étant présentée le 28 mars 1973. L'émission est découpée en trois parties : une première partie avec des films réalisés sur les deux invités, puis un débat, et enfin en dernière partie des questions posées par le public. Le premier débat a lieu entre Michel Debré et Jacques Duclos (PCF) le 17 février 1970. Georges Marchais est invité deux fois, le 20 septembre 1971 face à Jacques Chirac[1706] et le 12 septembre 1972 face à Alain Peyrefitte [1707]. François Mitterrand de son côté est invité trois fois dont le 10 janvier 1973 pour débattre à quelques semaines des législatives face au gaulliste Alexandre Sanguinetti.

L'émission *Actuel 2* est lancée sur l'autre chaîne. La première est programmée le 15 septembre 1972 et la dernière le 28 octobre 1974. Le principe est que l'invité se trouve face aux journalistes mais également face à un invité surprise. Ainsi, le 12 mars 1973 Valéry Giscard d'Estaing alors ministre des Finances est l'invité de l'émission qui a pour sujet « la crise monétaire . » Il est confronté à un invité surprise en la personne du communiste Philippe

1704 Christian Delporte, *La France dans les yeux, Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007.
1705 *Ibid.*
1706 Thème de l'émission : « *Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui* »
1707 Thème de l'émission : « *Les pays socialistes : échec ou réussite* ? »

Herzog membre du PCF, lui aussi polytechnicien. Deux formes sont donc conjuguées, le débat avec des journalistes et la confrontation avec l'invité même si celui-ci bien entendu, ne bénéficie pas du même statut que l'invité principal.

Mais l'émission la plus célèbre d'alors, de par la personnalité des journalistes et la formule de l'émission est évidemment *« Cartes sur table »* qui devient durant les années 1977-1981 l'émission politique par excellence. Elle symbolise peut-être à elle seule le *moment Programme commun* dans les médias. L'émission colle alors aux enjeux politiques de l'époque, correspond à l'attente d'une alternance politique envisagée par tous. L'émission reprend le titre d'une émission qui avait été diffusée de 1959 à 1968. Entre 1977 et 1981, elle est programmée 49 fois[1708]. Les débats entre Georges Marchais et les journalistes Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach donnent lieu à des répliques restées dans la mémoire des militants de l'époque. L'invité politique partage la vedette avec les deux journalistes. Georges Marchais est l'homme politique le plus invité à cette émission, soit six fois, [1709] contre cinq participations pour François Mitterrand[1710]. L'émission est en partie le reflet de l'état de l'opinion. Ainsi en 1980, Michel Rocard participe à deux reprises à *Cartes sur table*[1711], contre une seule fois pour François Mitterrand. A cette date, Michel Rocard est considéré comme favori pour l'investiture socialiste en vue de l'élection présidentielle, ce qui lui assure une présence médiatique aussi importante que François Mitterrand [1712]. En ces années très politisées où les leaders ne sont pas que des techniciens de la politique, ils peuvent être également invités dans d'autres types d'émission. François Mitterrand, avant d'être président de la République, participe ainsi à trois numéros d'*Apostrophes* l'émission littéraire vedette de l'époque, diffusée le vendredi soir[1713]. Georges Marchais de son côté bénéficie pour le lancement de son livre *Le Défi Démocratique* d'un passage à l'émission littéraire *Ouvrez les guillemets* le 17 septembre 1973.

A partir de 1965, la télévision française propose des émissions officielles dans le cadre des campagnes électorales mais seulement pour les élections législatives, présidentielles et

1708 INA, Antenne Régionale Rennes, Base Hyperbase et Media Corpus.

1709 *Cartes sur Table* avec pour invité Georges Marchais : 18 mai 1977, 1 février 1978, 23 avril 1979, 21 janvier 1980, 13 octobre 1980, 23 mars 1981.

1710 *Cartes sur Table* avec pour invité François Mitterrand : 21 septembre 1977, 15 février 1978, 9 octobre 1978, 14 janvier 1980, 16 mars 1981.

1711 *Cartes sur Table,* avec pour invité Michel Rocard : 15 janvier 1979, 25 février 1980, 24 novembre 1980.

1712 Annexe 13, document 3.

1713 Le 7 février 1975 le numéro est intitulé « *Les lectures de François Mitterrand* », le 23 décembre 1977 il est invité avec Albert Cohen et enfin 15 septembre 1978 avec une émission intitulée «*François Mitterrand et ses invités* . »

référendaires. En 1974, lors de la campagne présidentielle, le PCF qui ne présente pas de candidat au premier tour, est donc tout naturellement privé en tant que tel, de campagne officielle. Entre 1973 et 1976, le PCF n'apparaît donc pas lors d'une campagne électorale télévisée. En revanche, le PCF va bénéficier de temps d'antenne conséquent, mais en lien avec ses personnalités et notamment son secrétaire général Georges Marchais (dont l'omniprésence à la télévision en tant que représentant du PCF est attestée par des temps d'audience bien supérieurs aux autres dirigeants communistes[1714]). Si la personnalisation du débat politique permet au PCF d'être présent à la télévision cela renforce le poids politique de son premier dirigeant. C'est Jacques Duclos, candidat communiste à l'élection présidentielle de l'année précédente, qui inaugure l'émission *A Armes égales*» le 17 février 1970 lors d'un débat qui l'oppose au ministre de la Défense Michel Debré [1715]. Mais dès septembre 1971[1716], c'est Georges Marchais secrétaire général adjoint qui débat face à Jacques Chirac [1717] alors Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement. Roland Leroy [1718] débat avec le député membre de la majorité Michel Habib Deloncle [1719]le 25 janvier 1972, sur le thème « Idéologie et culture dans la société française » puis face à Alain Griotteray [1720] le 7 février 1973 à quelques semaines des élections législatives. Roland Leroy est très présent dans les médias en 1972 et 1973[1721] avant qu'il ne devienne directeur de *L'Humanité* en 1974, suite au congrès extraordinaire d'octobre 1974. La légitimité de Georges Marchais n'est pas encore assurée. Mais sa notoriété en revanche n'est plus contestée en 1977. Ses passages à la télévision assurent de fortes audiences pour les programmateurs. Jean-Pierre Elkabbach présentant le débat entre Georges Marchais et Alain Peyrefitte le 20 février 1978 parle du « sommet de la campagne »[1722]. Celui qui l'a mis en scène dans son émission *Cartes sur table* juge à l'époque les prestations du leader communiste : « il fait de véritables numéros, il n'est

1714 Annexe 13, document 3.
1715 Député de la Réunion (1ère circonscription) U.D.R., Ministre des Affaires Étrangères du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969, Ministre d'État chargé de la Défense nationale du 22 juin 1969 au 5 juillet 1972, Ministre d'État chargé de la Défense nationale du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.
1716 Débat le 20 septembre 1971.
1717 Député de la Corrèze (3ème circonscription) U.D.R. Secrétaire d'État à l'Économie et aux finances du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances du 22 juin 1969 au 7 janvier 1971, Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972, ministre de l' Agriculture et du développement rural du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.
1718 Roland Leroy, membre du BP et du Secrétariat du PCF. Député de la Seine-Maritime. (3ème circonscription).
1719 Michel Habib Deloncle, député de Paris (20ème circonscription), UDR.
1720 Alain Griotteray, député du Val-de-Marne (4ème circonscription), Républicains Indépendants (RI)
1721 Annexe 13, document 3.
1722 INA, débat Georges Marchais- Alain Peyrefitte.

jamais ennuyeux »[1723]. Le PCF n'ignore pas cela. Lors du BP du 25 mai 1977 consacré presque exclusivement à la propagande, les dirigeants communistes se satisfont de leur présence dans les médias, notamment grâce à « la portée considérable des émissions de Georges Marchais »[1724], mais évoquent la nécessité d'essayer d'obtenir une place encore plus conséquente dans les émissions régionales. Loin d'être improvisées, les interventions du secrétaire général sont soigneusement préparées. Pour le débat avec Alain Peyrefitte du 20 février 1978, Jean Kanapa prépare un dossier constitué de coupures de presse consacrées presque exclusivement à l'URSS. Le premier débat entre les deux hommes politiques le 12 septembre 1972, avait alors signé selon l'historien Philippe Robrieux, le «*début de la réputation de battant de Marchais*»[1725]. A gauche, au cours du *moment Programme commun,* François Mitterrand et Georges Marchais bénéficient en 1972 et 1973 de temps d'antenne quasi-équivalents[1726]. Mais avec l'élection de 1974, François Mitterrand alors candidat commun dispose d'une présence médiatique sans commune mesure comparée aux autres leaders de gauche. Le rééquilibrage entre les deux leaders ne s'opère qu'en 1976. Toutefois, sur toute la période, c'est François Mitterrand qui bénéficie d'un temps d'antenne bien supérieur[1727]. Entre 1972 et 1977, il dispose de près de deux fois plus de temps de parole, soit 97 heures contre 44 pour Georges Marchais. Même si ces années, pour ce qui est de la télévision, sont sans doute restées en terme d'image les « années Marchais », le premier secrétaire du PS également candidat à l'élection présidentielle, alors même que le PS ne devance le PCF qu'à partir des cantonales de 1976, est sans conteste celui des trois leaders de la gauche qui est le plus présent à la télévision[1728]. Leur présence est toutefois variable et dépend du contexte. Georges Marchais, en 1975, année sans élection, connaît une éclipse, tout comme François Mitterrand en 1980. Robert Fabre de par son rôle joué en septembre au moment des ultimes négociations pour l'actualisation du *Programme commun* est plus présent

1723 *Lui*, numéro 159, avril 1977, interview de Jean-Pierre Elkabbach.

1724 AD de Seine-Saint-Denis,Archives du PCF, BP du 25 mai 1977, CD NUM 4 (BP consacré à la propagande avec un rapport présenté par René Piquet) Relevé de décisions (extrait) «En même temps, la bataille et les initiatives politiques de notre Parti contraignent le pouvoir à nous octroyer une certaine place. Le poids de la télévision et de la radio est tel qu'elles représentent de nos jours le moyen principal pour une diffusion de masse de notre politique. La portée considérable des émissions de Georges Marchais le souligne. Dans ces conditions, la lutte pour un accès plus fréquent du Parti à la télévision et à la radio, tant au plan national que régional, revêt une grande importance. »

1725 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, op. cit.*

1726 Annexe 13, document 4

1727 Les personnes qui interviennent en parlant sont considérées comme participant (PAR) dans le champ « générique » de la base de données. La période prise en compte correspond à la période du 1 janvier 1970 au 31 décembre 1981.

1728 Annexe 13, document 1.

dans les médias que Georges Marchais en 1977[1729].

La personnalisation induite par les passages des principaux leaders à la télévision n'est pas sans poser problème car cela va de pair avec le vedettariat. Corrélativement le message destiné aux téléspectateurs se substitue aux canaux d'information partisans. Ce phénomène est patent au moment où le PCF annonce l'abandon de la dictature du prolétariat en janvier 1976. A cette date le Parti est en train de préparer son XXII[ème] congrès et aucun texte préparatif n'aborde la question. Pourtant le tournant idéologique est acté le 7 janvier auprès de l'opinion publique, par la voie médiatique. En effet, Georges Marchais s'exprimant dans l'émission *C'est à dire*, se dit favorable à l'abandon[1730]. Il contourne ainsi les canaux d'information traditionnels au sein du Parti. Pour tenter de limiter cette personnalisation et ce court-circuitage télévisé *L'Humanité* publie le jour même la tribune de Georges Haddad, secrétaire de la cellule d'Épinay sous Sénart, allant dans ce sens, même si le journal précise bien que ce sujet n'est pas à l'ordre du jour du XXII[èm] congrès. Pierre Juquin explique dans ses mémoires qu'il a poussé lors d'une réunion ce militant à aller dans ce sens avant que Georges Marchais ne le fasse à la télévision afin de montrer que cette thématique émane bien de la base. Georges Marchais confirme cet abandon, lors d'un déjeuner de presse une semaine plus tard. Mais le Parti a besoin d'une diversion pour contrer ceux pour lesquels cet abandon d'un des piliers idéologiques de tout parti bolchevique ne passe pas. Le 16 janvier, une tribune de Guy Poussy [1731] de la fédération du Val-de-Marne condamne la pornographie. Il s'agit d'une opération de diversion menée par Jean Kanapa, pour faire passer l'abandon de la dictature du prolétariat auprès des « *conservateurs* » du parti[1732] comme l'indique Gérard Streiff..

Certains dirigeants communistes du reste perçoivent un malaise dans le rapport qu'entretient la direction communiste avec les médias, mais ne l'évoquent qu'aux lendemains des élections législatives perdues de mars 1978. Dans les colonnes du *Monde,* Jean Elleinstein déclare en avril 1978 que [1733] « le télécentral ne doit pas remplacer le comité central et Jacques

1729 Annexe 15, document 1.

1730 Georges Marchais le 7 janvier 1976.

1731 *L'Humanité,* 16 janvier 1976. Tribune de Guy Poussy. « Est-ce que nous, les communistes, nous sommes pour une société où les gens feraient l'amour comme on se lave les mains ? (…) Jouissez sans entraves n'est pas un mot d'ordre révolutionnaire. Ce n'est pas un sentiment libérateur mais la nausée que la masse des Français éprouve devant l'étalage de la perversion et l'immoralité. Et ils ont raison. Un travailleur communiste exprimait récemment devant moi ce même sentiment de manière plus brutale en me disant : " La révolution, ce n'est pas la caserne, mais ce n'est pas non plus le bordel" »

1732 Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978,* Thèse de doctorat - Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit,* p 360.

1733 *Le Monde*, 15 avril 1978

Frémontier déplore que les militants « soient informés du dernier changement de ligne du parti par les prestations de leur secrétaire général à la télévision»[1734]. Le PCF tente de s'insérer dans le jeu médiatique en tentant de donner «un style nouveau à sa propagande » comme le déclare Georges Marchais dans son rapport au XIX[ème] congrès et la télévision fait pleinement partie de sa démarche en matière de propagande [1735]. Membre du BP René Piquet laisse peu à peu la place à Pierre Juquin, tout en restant officiellement en charge de ce secteur. Le PCF tente de ne rien laisser au hasard dans les médias. Selon une note des RG,[1736] lors de l'émission *C'est à dire* du 7 janvier 1976, le PCF avait « disséminé » dans la salle, des spécialistes de la communication qui dialoguaient avec lui. L'officier de police précise que «c'est la première fois qu'un homme politique utilise ces pratiques en public. » Autre exemple, selon le témoignage du réalisateur Gérard Mordillat[1737], Jack Ralite organise pour le BP une projection à la sortie en 1977 du film « *La voix de son maître* », film basé pour l'essentiel sur des témoignages de plusieurs chefs d'entreprise des plus grandes sociétés françaises. A la fin de la projection, Pierre Juquin se serait retourné vers Charles Fiterman et lui aurait indiqué «*plus de monologue*», étant donné l'effet négatif produit par les longues interviews. En tant que média, la télévision est devenue incontournable pour les communistes. Les RG relèvent que le PCF recourt de plus en plus aux moyens audiovisuels dans le cadre de sa propre propagande dès 1973 [1738]. Le PCF possède même ses propres techniciens pour filmer et à partir de 1976, la société *Unicité* (Unité, Cinéma, Télévision Audiovisuel) créée le 21 juin 1972 et qui travaillait jusqu'alors pour le PCF et les organisations proches du Parti, est directement intégrée à partir de 1976 dans la section de propagande. Son activité passe alors du strict cinéma à l'audiovisuel[1739]. Le PCF retransmet en duplex le discours de Georges Marchais au Bourget[1740] dans plusieurs villes dans le cadre de l'opération « les cahiers de la misère et de l'espoir », ce qui à l'époque est une prouesse technique.

Au PS, en raison du statut de François Mitterrand tout à la fois, premier secrétaire

1734 *Le Monde,* 21 avril.
1735 France Platone, Jean Ranger, « Le Parti communiste français et l'audiovisuel : en vouloir ou pas », *Revue française de science politique*, 29[ème] année, n°2, 1979. pp. 184-202.
1736 AN, 198000280 – 92
1737 A l'occasion des 30 ans du CHT projection du film «la voix de son maître»: le cinéma Cinématographe le 30 mars 2011.
1738 AN, 20070670/95, note du 27 juillet 1973
1739 Intervention de Pauline Gallinari, table ronde aux Archives Départementales de Seine-Saint-Denis le 29 mai 2013.
1740 12 février 1977.

mais aussi candidat de toute la gauche en 1974, s'opère très vite une institutionnalisation de la communication qui dépossède le Parti au profit de structures externes. Le PS se sent dépossédé de la campagne par le QG de la tour Montparnasse avec la forte présence du publicitaire Jacques Séguéla [1741]. Par ailleurs le PS ne dispose pas de l'équivalent d'*Unicité.*

Selon Emmanuel Guigo la dépossession s'accélère à partir de 1976. Le rôle du Secrétariat se professionnalise avec l'arrivée de professionnels de la communication et des sondages, comme Joseph Daniel mais se limite de plus en plus aux liens avec les fédérations et l'organisation des meetings et de comités de soutien[1742]. La personnalisation du Parti se mesure par les temps d'antenne[1743] des deux principaux dirigeants. En 1980 Michel Rocard et François Mitterrand obtiennent un temps d'antenne équivalent car Michel Rocard est le favori des sondages.

Si la présence, l'aura des leaders de gauche, se forge grâce à la télévision, l'Union des signataires du *Programme commun* ne s'affiche pas devant le petit écran. Durant le *moment Programme commun* en effet, entre 1972 et 1978 les leaders ne sont ensemble en direct sur un même plateau de télévision qu'à deux occasions. La première correspond aux élections présidentielles de 1974. Il s'agit d'une émission enregistrée dans le cadre de la campagne électorale officielle. Là, Robert Fabre, Georges Marchais, Pierre Mauroy et François Mitterrand sont autour d'une table. François Mitterrand est au centre et présente les signataires du *Programme commun de Gouvernement* [1744]. L'émission est enregistrée le lendemain du meeting de la porte de Versailles, soit le 2 décembre 1972. François Mitterrand présente ses trois invités, « *les signataires du programme commun* » et évoque dans un premier temps le meeting de la veille, considérant que sa réussite est à l'image de tout ce qui se passe « *aux quatre horizons du pays* ». Les trois dirigeants ne sont à nouveau ensemble face aux caméras que le 14 mars 1978, pour l'accord électoral [1745] alors que la gauche n'est plus certaine de gagner les élections contrairement à ce qu'annonçaient les sondages encore quelques semaines plus tôt. François Mitterrand évoque alors «*un même combat* », et insiste pour que pas une voix ne soit «perdue pour la gauche. » Georges Marchais parle d'un «bon accord» et considère que les conditions sont créées «également pour actualiser le moment venu le

1741 Pierre Emmanuel Guigo, *Au nom de la rose : la révolution communicationnelle des années 1970 ?,* dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin, *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée,op. cit.*
1742 *Ibid,* p. 323.
1743 Annexe 13, document 2.
1744 INA TV, diffusion le 26 avril 1974 sur la première et seconde chaîne (création de la seconde chaîne.
1745 Annexe 20, document 1. INA TV, 14 mars 1977 Journal Télévisé de 20h, TF1.

Programme commun comme nous en avons convenu. » Robert Fabre parle d'un accord *« excellent qui prend l'acquis du programme de 1972 et l'acquis de l'actualisation de l'été dernier. »*Le lendemain *L'Humanité* titre « Ca y est ! [1746]. » Avec cet accord, les trois organisations indiquent s'en remettre au suffrage universel pour la composition du « *gouvernement d'union* . » François Loncle considère que sa présence sur la photo derrière les trois leaders lui a coûté son élection en mars cette année là (il lui manque 100 voix) [1747]. Il est alors accusé d'être « *un compagnon de route du PCF* . »

La télévision et la radio sont des canaux où les organisations politiques essayent de présenter leurs options, leurs programmes mais aussi des lieux où les rivalités entre personnes s'expriment. Les exemples sont nombreux. Pour n'en prendre qu'un seul, c'est le cas lors de l'émission « spéciale cantonales » au cours de la soirée électorale du 14 mars 1976 pour le second tour.[1748] La gauche est largement majoritaire avec 56 % des voix alors que François Mitterrand au second tour de la présidentielle n'avait réalisé que 49%. Une très forte mobilisation du corps électoral et pour la première fois l'entrée en lice des électeurs de 18 ans[1749] expliquent pour partie cette évolution. Cette élection, certes secondaire, n'en marque pas moins une étape dans l'histoire de la gauche car c'est la première fois que le PS devance le PCF au premier tour, avec respectivement 26,5% et 22,8% des voix[1750]. Au soir du second tour, les radicaux de gauche perdent 7 conseillers alors que les communistes en gagnent 75 et les socialistes 194. Les téléspectateurs assistent en direct, malgré cette victoire, à une querelle entre le PCF et le PS à propos des reports de voix. Ce soir-là, Georges Marchais évoque «les voix des électeurs socialistes qui se reportent difficilement sur les candidats communistes. » En direct à l'antenne, Michel Rocard pour le PS, réplique en affirmant qu'il y a aussi des socialistes qui ne sont pas élus à cause du mauvais report de voix. Mais il tente d'apaiser les échanges en déclarant que «les reports se sont bien faits et c'est l'événement décisif [1751]». Interviewé le lendemain, Georges Marchais [1752] va plus loin et accuse même le PS d'avoir fait battre sciemment le candidat du PCF :

1746 Interrogée le 28 octobre 2011, Francette Lazard, alors directrice adjointe du quotidien communiste, indique que ce titre est imposé par un coup de téléphone de Jean Kanapa. Roland Leroy corrobore ce témoignage. Alors candidat en Seine-Maritime,celui-ci mène campagne quand il apprend le changement de titre prévu. Il ne parvient alors pas à joindre par téléphone Jean Kanapa. (Annexe 20, document 2)

1747 François Loncle : interviewé le 6 septembre 2013.

1748 Élections cantonales, les 7 et 14 mars 1973.

1749 Droit de vote à partir de 18 ans. Loi du 5 juillet 1974.

1750 *Le Monde,* 9 mars 1976.

1751 INA, 14 mars 1976 soirée électorale

1752 INA, journal télévisé le 15 mars 1976.

> « Il y a des manquements dans les voix socialistes et plus grave il y a quelques cas où c'est délibérément, nous en avons la confirmation, que l'on a fait battre le candidat communiste. Nous ne pouvons pas être d'accord, ce n'est pas dans l'esprit du programme commun ».

Ces critiques, ces accusations sont le prélude aux débats par médias interposés qui vont avoir lieu à partir de septembre avec la dénonciation par le PCF d'un « virage à droite » du PS.

La mémoire militante conserve en tête les petits phrases issues des débats entre Jean -Pierre Elkabbach et Georges Marchais. Mais ces petites phrases participent du mythe du *moment Programme commun,* car les débats en définitive sont plutôt rares. Entre 1970 et 1978, 5 débats ont lieu entre François Mitterrand et des adversaires politiques de la majorité, dont le face à face avec le candidat Valéry Giscard d'Estaing en 1974 entre les deux tours de la présidentielle [1753], et 6 débats pour Georges Marchais durant la même période[1754]. Cela fait peu de débats en 8 années de vie politique pour les deux principaux dirigeants de la gauche, mais beaucoup il est vrai, par rapport aux années 1960 et par rapport à la quasi-disparition des débats dans les médias depuis. Ceci participe aussi du mythe *Programme commun*, qui fait de cette période en quelque sorte une période d'âge d'or de la présence politique dans les médias.

La rupture des discussions en septembre 1977, vécue en partie sur les plateaux de télévision, s'inscrit plus largement dans une histoire des médias, comme un des moments clés à l'origine de la transformation des rapports entre la sphère du politique et celle ce la communication.

B) Les *rencontres au sommet* de septembre 1977 *:* des négociateurs sur les plateaux de télévision

En septembre ont lieu les ultimes *rencontres au sommet* censées alors régler les derniers points de divergence suite aux discussions au sein du groupe des 15. Depuis le 28 juillet au matin, les discussions n'ont pas véritablement progressé. Les rencontres au sommet

1753 Jean-Jacques Servan-Schreiber : 15 septembre 1972 - Antoine Sanguinetti : 10 janvier 1973, Valéry Giscard d'Estaing 10 mai 1974 Jean-Pierre Fourcade : 2 mars 1976 - Raymond Barre : 12 mai 1977.

1754 Jacques Chirac : 20 septembre 1971 – Alain Peyrefitte : 12 septembre 1972 - Valéry Giscard d'Estaing : 27 juin 1973 - Jean-Pierre Fourcade 17 février 1977 - Robert Fabre 15 septembre 1977 - Alain Peyrefitte : 20 février 1978.

ont lieu le 14 au siège du PS et les 21,22 et 23 septembre place du colonel Fabien, siège du PCF et les discussions vont essentiellement porter sur les nationalisations et la Défense nationale.

1) les dernières rencontres au sommet

La rencontre au sommet le 14 septembre, débute au siège du PS à 10 heures. La délégation socialiste comprend 10 membres[1755]: Yvette Roudy, François Mitterrand, Pierre Mauroy, Pierre Bérégovoy, Robert Pontillon, Michel Rocard, Jean Poperen, Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe. Les trois derniers ne sont pas au secrétariat national et Jean-Pierre Chevènement, en tant que membre du CERES, fait même partie de la minorité du PS. Chacun des leaders lit une déclaration préliminaire d'ordre général. La composition de la délégation a été actée lors du CC du 9 septembre 1977 : Gustave Ansart, Jean Kanapa, André Lajoinie, Pierre Juquin, Mireille Bertrand, Philippe Herzog, Charles Fiterman, Madeleine Vincent, et Paul Laurent. Dans cette délégation Philippe Herzog et Pierre Juquin ne sont membres ni du BP ni du Secrétariat .

Le premier à intervenir le 14 septembre est François Mitterrand, en tant qu'hôte[1756]. Il parle d'un «acquis important» suite aux discussions de juillet. Les divergences qui subsistent ne sont pas «négligeables» selon lui, mais elles auraient tendance à croître depuis fin juillet «allant sensiblement au-delà du relevé établi par nos négociateurs à la fin du mois de juillet. » Il précise enfin qu'il récuse la polémique depuis l'été « la surenchère, la démagogie, les procès d'intention qui rappellent d'autres époques »[1757]. Puis c'est au tour de Georges Marchais et de Robert Fabre de faire une déclaration. Par la voix de ce dernier, les radicaux de gauche souhaitent que les discussions débutent non pas sur les « points secondaires » mais les « points essentiels » c'est-à-dire les nationalisations (considérées comme un chapitre réservé pour les négociateurs[1758] comme on l'a déjà vu). La discussion vient très vite sur la «petite phrase ». Mais finalement les discussions débutent comme le proposent les communistes,

1755 FJJ, 2RE 27

1756 FJJ, 8FP 3/239 Fonds Pontillon, rencontre du 14 septembre 1977. Les notes prises sont précises. Elles corroborent celles prises par Pierre Juquin et publiées dans «*De battre mon cœur n'a jamais cessé* » et celles de Charles Fiterman -AN, Fonds Charles Fiterman 20070366 .

1757 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366.

1758 AN, Fonds Charles Fiterman, 20070366. (Annexe 17)

dans l'ordre du texte en reprenant un à un les points de divergence[1759]. Le premier point porte sur le SMIC[1760]. Les trois organisations ne parviennent pas à s'accorder. Après avoir acté une nouvelle divergence concernant la hiérarchie des salaires, la discussion porte sur la question de l'immigration. Charles Fiterman pour le PCF indique être favorable au fait de mettre toutes les questions relatives aux immigrés dans un même chapitre. Pierre Bérégovoy acquiesce en précisant que les socialistes souhaitent aller jusqu'au droit de vote des immigrés aux élections communales. Georges Marchais intervient pour indiquer qu'il n'est pas favorable à cette proposition (cf supra). François Mitterrand accepte finalement le principe d'un chapitre global demandé par les communistes et l'abandon du droit de vote aux élections municipales [1761]. Après les discussions portant sur les droits des immigrés, il y a une interruption de séance. Au retour, Robert Fabre déclare « nos méthodes sont mauvaises », et il ironise en indiquant qu'à ce rythme il faudra 15 réunions. Il propose donc d'en venir tout de suite à l'essentiel, c'est-à-dire aux nationalisations. François Mitterrand se déclare en accord avec la proposition de Robert Fabre, car il ne souhaite pas que les discussions s'éternisent. Georges Marchais estime qu'il n'y a eu jusqu'à présent « qu'une heure de travail utile ». La discussion reprend ligne par ligne comme le souhaite le PCF. Les discussions reprennent à 17h30 sur le chapitre 2 « démocratisation et extension du service public . » Georges Marchais indique que les communistes ont été trompés en 1972 au sujet du compromis sur les 9 groupes. En opposition avec les positions du PCF, les radicaux de gauche demandent une suspension de séance. Les débats reprennent à 19h15[1762] avec la lecture d'une déclaration des radicaux de gauche. Robert Fabre reproche aux communistes de maintenir leurs «*nouvelles propositions*»[1763] ce qui ne permet pas selon lui de poursuivre les discussions, car il y a rupture des «équilibres »[1764]. Georges Marchais déclare prendre acte de la rupture des discussions à l'initiative du MRG. François Mitterrand en essayant d'apaiser les tensions parle d'ajournement et refuse le terme de rupture. Mais il juge cet ajournement « prématuré » ayant préféré aller jusqu'au bout des

1759 Annexe 16 : ce document permet de suivre l'ordre des sujets abordés au cours des discussions de septembre.

1760 PCF, *Programme commun de gouvernement*, op. cit. Extrait : « La progressivité des nationalisations sera liée au développement économique et aux exigences des masses, dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement. »

1761 La discussion met en lumière la position des dirigeants communistes avant même les affaires de Montigny-les-Cormeilles et de Vitry des années 1980 1981.

1762 AN Fonds Charles Fiterman 20070366 : notes manuscrites de la réunion du 14 septembre 1977.

1763 *L'Humanité*, 15 septembre 1977.

1764 AN Fonds Charles Fiterman20070366 : notes manuscrites de Charles Fiterman de la réunion du14 septembre 1977

divergences non réglées, même si selon lui, il n'est effectivement pas sage de continuer la route « en boitant ». Robert Fabre et Georges Marchais tiennent chacun à être le premier à s'exprimer devant les journalistes à l'issue de la rencontre.

> Georges Marchais **:** «Tout le monde est prêt?...alors j'ai une déclaration à faire»
> Robert Fabre : « Tu permets! J'ai un communiqué à vous communiquer»
> Georges Marchais **:** « C'est quant même des drôles de méthodes ! »
> Robert Fabre : «C'est quant même nous qui avons à dire ce que nous avons à dire en premier. Je veux faire une déclaration au nom des radicaux de gauche. Les radicaux de gauche ont participé à cette réunion au sommet avec la volonté d'aboutir à un accord renforçant l'union de la gauche, grâce à un *Programme commun* correspondant aux aspirations des français et aux réalités de notre temps. Ils regrettent de constater que le PC a maintenu ses nouvelles propositions, bouleversant les principes et les équilibres sur lequel avait été fondé le programme de 1972. Dans ces conditions, la délégation du MRG estime, dans l'intérêt même de la gauche, que l'actuelle réunion au sommet ne peut se poursuivre. Elle souhaite que les trois partis approfondissent leur réflexion pour rechercher. sans inutile polémique, et dans les meilleurs délais, les bases d'un accord.Voilà, la déclaration que je voulais vous faire au nom des radicaux de gauche. »

Cette scène, devant les caméras est sans nul doute la plus célèbre de la période. Le leader du MRG ne parle pas de rupture. Il en appelle à la réflexion, en direct devant les caméras de télévision. Les mots sont pesés, Robert Fabre ménage même des pauses dans son allocution afin de revenir sur un mot ou une phrase sur laquelle il hésite. La télévision devient le lieu de théâtralisation de la vie politique, car les caméras filment en direct, les deux leaders qui font étalage presque physiquement de leur division. Cet épisode de la «bousculade» symbolisera presque à lui seul par la suite, avec les propos censés avoir été tenus par Georges Marchais en Corse, le *moment Programme commun*. Les témoignages divergent concernant le geste de Robert Fabre. Selon Pierre Juquin,[1765] Robert Fabre et François Mitterrand s'étaient « consultés juste avant la réunion. » Pour lui, cette connivence est attestée par le fait que Robert Fabre « a déposé le premier secrétaire socialiste place du Palais Bourbon avant d'aller garer sa voiture dans la cour de l'Assemblée nationale. » Pour François Loncle, deux raisons peuvent expliquer ce coup d'éclat. D'une part la volonté de s'affirmer face aux deux grands dans une négociation tripartite, mais aussi le fait que le MRG a été «infiltré par des gens plus à droite» qui avaient peut-être pour arrière pensée de «faire échouer le programme commun» avec « peut-être à la manœuvre Valéry Giscard d'Estaing [1766] ? » Juste après, la délégation du PS se réunit. François Mitterrand semble surpris et surtout se base sur l'état de l'opinion qui

1765 Pierre Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé, op. cit.*
1766 François Loncle : entretien le 6 septembre 2013.

selon lui s'attendait à une rupture venue du PS. Il juge que le MRG « fait un mauvais coup en prenant la moitié du bénéfice[1767]. » Pierre Joxe est favorable à une prise de contact dès le lendemain pour que les socialistes ne soient pas jugés complices des radicaux de gauche aux yeux des communistes. Georges Marchais adresse un courrier à François Mitterrand le jour même. Il propose de continuer les discussions dès le 16 et indique vouloir compter sur l'appui du PS. «Nous pensons qu'une réponse positive de votre part rendrait difficile la persistance de l'attitude du MRG alors qu'un refus ne pourrait que l'encourager à la maintenir. » Le BP du 16 septembre se propose néanmoins en matière de nationalisation d'être ferme concernant la sidérurgie

> «Agir pour faire aboutir nos propositions sur les nationalisations. S'agissant des filiales des 9 groupes, ne pas accepter de descendre en-dessous de ce qui a été décidé en 1972. Soutenir notre proposition de nationaliser les trois autres groupes, mais, surtout, défendre très fermement la nationalisation de la sidérurgie ».[1768]

Le 20 septembre a lieu une rencontre entre François Loncle, Pierre Bérégovoy et Charles Fiterman. À l'issue de celle-ci, Charles Fiterman fait une déclaration[1769] devant la presse. Il liste les concessions possibles pour le PCF. Celui-ci renonce à la nationalisation immédiate de CFP et Citroën, mais réclame toujours celle de la sidérurgie (conformément au mandat du BP du 16). Pour ce qui est de la définition des filiales, le PCF maintient son exigence portant sur la nationalisation des sociétés mères et des filiales contrôlées de « façon majoritaire . » Le PCF parvient ainsi à une liste de 729 sociétés à nationaliser, le PCF renonçant selon Charles Fiterman à la nationalisation de 279 entreprises « importantes ».

Le 21 au matin, avant la reprise de la rencontre au sommet, le BE du PS se réunit [1770]. Pierre Bérégovoy ne semble pas envisager la rupture. Il parle d'un «climat tendu» et évoque des difficultés mais envisage sans doute la possibilité d'une signature car il évoque la nécessite de trouver un «*endroit neutre*» pour signer l'accord. Peut-être pense-il à un hôtel comme cela avait été le cas pour la signature du *Programme commun*. Il précise que le PS maintient son exigence d'un nombre de filiales à nationaliser compris entre 149 et 177. Il précise à ce sujet que le PCF « a tort » et que le fait que l'accord en 1972 n'ait pas porté sur les filiales est une bonne chose. Pour Michel Rocard, l'addition sociale va être importante, non pas tant à cause de l'augmentation du SMIC envisagée, mais à cause du coût induit par

1767 FJJ, Fonds Robert Pontillon, 8FP3.
1768 AD de Seine-Saint-Denis, relevé de décision du BP du 16 septembre 1977.
1769 AN, Fonds Charles Fiterman 20070366, article 18.
1770 FJJ, Fonds Robert Pontillon, 8 FP3/239..

l'abaissement de l'âge de départ à la retraite[1771]. Il craint également un doublement du déficit extérieur.

La reprise des négociations a lieu le 21 septembre au siège du PCF à 14h20. La délégation [1772] socialiste est identique à celle du 14 septembre. Mais comme le montre le verbatim de Pierre Juquin d'autres personnalités, des experts, sont présents. C'est le cas de Jacques Attali. Les discussions portent le 21 presque exclusivement sur la question des nationalisations et acte un nouveau désaccord concernant la déconcentration du ministère des Finances à laquelle est opposée le PS, et s'interrompent à 18h30, après un accord sur la politique agricole, pour laisser François Mitterrand participer à l'émission *Cartes sur Table*. Les discussions reprennent le lendemain à 10 heures. Après des discussions toute la journée et une interruption en fin d'après-midi, les négociateurs se retrouvent après le journal de 20 heures sur Antenne 2 auquel participe Georges Marchais aux environs de 21h30. *L'Humanité* du 26 septembre reproduit le « sténogramme » de la séance de nuit du 22 au 23 septembre.
A la fin des discussions le débat redevient exclusivement politique. François Mitterrand de manière brillante, parvient en quelques phrases à résumer toutes ces années de discussion programmatique, à proposer une sorte de testament du *moment Programme commun,* véritable plaidoyer à l'adresse des historiens pour une histoire programmatique du politique :

> « Il s'est établi dans la vie politique française, une mode heureuse : elle a été lancée par Mendès France. C'est la notion des calendriers. C'est entré dans nos mœurs, on prend à témoin le peuple. Mais de là à vouloir tout écrire de sorte que tout soit prévu, que l'événement ne compte plus, c'est avoir peu confiance en soi-même. On avancera peu à peu, il y aura un mouvement dialectique, thèse, antithèse, pas toujours synthèse. C'est ça l'action. C'est assez pour pouvoir gouverner ensemble . »

François Loncle confirme l'agacement de François Mitterrand pour le « *formalisme* », pour l'existence d'un texte s'imposant comme une « bible » [1773]. François Mitterrand accuse les communistes de souhaiter une collectivisation de la société. Georges Marchais, ironique, mentionne que les socialistes dans *Changer la Vie* évoquent plus abondamment l'idée de collectivisation que *dans Changer de Cap.* Le décompte de ce terme, en comparant les deux textes, lui donne raison[1774]En fin de réunion, Robert Fabre propose la tenue d'une nouvelle

1771 Les négociateurs du groupe des 15 se sont mis d'accord sur la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes ce qui n'était pas prévu dans le *Programme commun* en 1972 (Annexe 15).
1772 FJJ, 2RE 27.
1773 Philippe Herzog : entretien le 2 novembre 2013.
1774 Le terme de collectivisation est utilisé 6 fois dans *Changer la Vie* et aucune fois dans *Changer de Cap*.

rencontre du *comité de liaison* le plus rapidement possible. Jean Poperen refuse, indiquant que le *comité de liaison* est technique alors que le problème est politique. Il propose donc de fixer une nouvelle date pour une *rencontre au sommet*. François Mitterrand n'y est pas favorable en indiquant : «la prochaine date que nous prendrons, si nous la prenons, devra correspondre à une échéance. » La séance se termine à 1h14. À la sortie de la rencontre, ce ne sont pas les leaders qui prennent la parole devant les journalistes mais, pour le PCF Philippe Herzog et Charles Fiterman, et pour le PS Pierre Bérégovoy et Claude Estier. Personne ne parle alors de rupture.

Claude Estier déclare :

> « Les trois délégations viennent d'interrompre leurs travaux après avoir constaté que l'accord n'était pas possible ce soir. Elles ont convenu de rester en contact pour fixer le moment venu une nouvelle réunion. »

Charles Fiterman critique toujours les propositions socialistes en matière de nationalisation :

> «Il est évident que dans de telles conditions ces propositions ne peuvent pas constituer la base d'une discussion sérieuse et encore moins d'un accord. »

À l'issue du CC du 23 septembre, le PCF organise une conférence de presse. Pour solenniser l'instant, Georges Marchais est entouré des négociateurs communistes[1775].

> « Ces hommes et ses femmes en ont écrit depuis 13 ans, 15ans, des articles, ils en ont distribué des tracts, fait des réunions, signé des pétitions pour parvenir à l'accord. Comment voudriez-vous que ceux qui ont fait tant d'efforts ne soient pas inquiets devant l'attitude des socialistes ? » [1776]

Le 26 septembre *L'Humanité* publie le texte des débats. Ce compte rendu est plus complet que de simples notes selon Thierry Pfister[1777]. Les dirigeants socialistes et radicaux de gauche soupçonnent les communistes d'avoir enregistré les conversations à leur insu comme l'indique sans doute par indiscrétion le même tract du PCF conservé dans les archives de Robert Pontillon et de Jean Poperen[1778]. Le débat sur les nationalisations se poursuit dans la presse. Le 24 septembre, *Le Monde* publie la liste des nouvelles propositions socialistes de nationalisations (les filiales détenues à 98 % par les neuf groupes) et le 25-26 *Le Monde*[1779]publie la liste des nationalisations proposées par le PCF.

1775 Pierre Juquin, Charles Fiterman, Paul Laurent, Jean Kanapa, Madeleine Vincent, Gustave Ansart, André Lajoinie, Philippe Herzog

1776 INA JT A2, 20 heures.

1777 *Le Monde*, 27 septembre 1977.

1778 CHT, Fonds Jean Poperen.

1779 *Le Monde*, 25 et 26 septembre 1977, page 7

Mais ce qui agite le monde politique à l'époque, c'est de savoir qui est le véritable responsable de la fin des discussions, de ce que personne n'ose encore véritablement appeler la rupture. Tout devient prétexte alors à une interprétation des arrière-pensées des uns et des autres comme l'illustre l'exemple du dessin de Georges Wolinski à la une de *L'Humanité* du 23 septembre[1780]. Le jour même au micro de France-Inter, Michel Rocard mentionne ce dessin comme preuve de la duplicité du PCF :

> «La page en une de L'Humanité où nous voyons l'annonce d'une volonté de rupture est arrivée dans un certain nombre de journaux, dans la nuit de jeudi à vendredi avant le rejet de notre texte sans plus ample examen. Le fait est là, tout le monde peut comparer les horaires. Nous en tirons la conclusion que nos camarades communistes avaient choisi la rupture, ou plutôt la suspension[1781]. »

Georges Wolinski est l'invité au journal d'Antenne 2 le 23 au soir[1782] et est interrogé par Patrick Poivre d'Arvor. Il déclare au sujet de son dessin :

> « Je l'ai dessiné immédiatement après le discours de Marchais sur Antenne 2[1783], juste avant la reprise des discussions. C'est mon rôle en tant que dessinateur politique de faire des dessins qui correspondent au climat d'une journée et à ce que ressentent les gens. Je venais d'entendre le ton de Marchais, l'atmosphère dramatique du discours. L'humour ne s'accommode pas de la doctrine. »

Francette Lazard [1784], alors directrice adjointe de L'Humanité, se souvient de la polémique au sujet de ce dessin et rejette l'idée selon laquelle ce dessin serait la preuve que les communistes avaient déjà choisi de rompre avant même la reprise des discussions le 22 au soir. L'utilisation d'un dessin lui paraît trop « tordu » et en plus précise-t-elle parlant de Georges Wolinski, il avait « sa personnalité propre .» Roland Leroy [1785]interviewé confirme que Georges Wolinski n'avait pas répondu à une commande. Selon le journaliste Thierry Pfister, [1786] des dirigeants du PS affirment que dans certains départements, les élus communistes avaient été convoqués pour des réunions d'information et pour préparer la campagne d'explication du PCF avant même la fin du sommet. Reste à comprendre les raisons. Dans son édition des 25 et 26 septembre, *Le Monde* publie en première page un éditorial d'André Fontaine avec pour titre « *la Main de Moscou ?* ». Lors du club de la presse du 25 septembre[1787] Georges Marchais revient sur cet article du *Monde :*

1780 Annexe 17, document 2.
1781 *Le Monde,* 24 septembre 1977.
1782 *L'Humanité,*24 septembre 1977.
1783 Le 22 au soir.
1784 Francette Lazard : entretien le 28 octobre 2011.
1785 Roland Leroy : entretien le 20 août 2015.
1786 *Le Mond*e, 25-26 septembre 1977.
1787 *L'Humanité,* 26 septembre 1977.

> « Il n'y a pas de main de Moscou [...]s'il se trouvait au monde un seul parti communiste, qui soit au pouvoir ou non, qui mette en cause la politique de notre parti, ce serait la rupture immédiate avec ce parti. »

Cette déclaration tranche avec les propos de Georges Marchais lors du CC du 11 mai après la lecture de la lettre du PCUS mettant en cause le PCF. Tout en critiquant ce courrier il n'avait pas voulu en faire publicité. Jean Daniel mentionne[1788] un dîner au restaurant le mercredi 21 septembre avec Mitterrand après une émission télévisée[1789]. Il lui aurait indiqué que les communistes ont pris leur décision juste après les municipales.

L'Humanité propose dans les jours qui suivent des unes qui tentent de faire passer le PCF comme une victime de la mauvaise volonté du PS, sous la forme d'appels à la population et au PS[*1790*]. Le PCF, fidèle à sa démarche de publication des débats, des discussions et des interventions des uns et des autres fait éditer aux Éditions sociales un ouvrage appelé «programme commun l'actualisation à dossiers ouverts» avec une préface de Charles Fiterman et des textes de Georges Marchais. Mais loin d'être objectif, l'ouvrage ne mentionne du CC du 9 septembre que quelques lignes du communiqué rendu public à ce moment là et qui parlait d'un mandat pour la délégation correspondant à la recherche d' « un accord autour duquel doit s'affirmer l'union de la gauche », sans mentionner le véritable mandat proposé par Charles Fiterman au CC. Par contre le document relatif au compte rendu des discussions dans la nuit du 22 au 23 septembre est plus complet. *L'Humanité* du 26 en publiant les propos tenus cette nuit-là n'avait pas fait état d'une partie de l'intervention de François Mitterrand où il réitérait finalement les mêmes propos que ceux tenus le 19 octobre 1972 en se disant impressionné par le PCF : le « Parti communiste est un grand Parti, nous sommes impressionnés mais pas plus qu'il ne faut. »

Le Secrétariat du PCF décide le 1er décembre 1977 la publication aux Éditions sociales d'une mise à jour du Programme commun. Le PS fait de même en proposant chez Flammarion un *Programme commun actualisé* au nom de l'union de la gauche comme cela est indiqué en

1788 Jean Daniel, *L'ère des ruptures*, Paris, Grasset, 1979.

1789 Le 21 septembre François Mitterrand participe à l'émission *Cartes sur table*.

1790- Titres de *L'Humanité* fin septembre 1977 :
Le 23 septembre : « François Mitterrand l'accord dépend de vous ! »
Le 24 septembre « A vous, socialistes de faire le pas ! » (titre qui barre tout le journal)
Lundi 26 septembre : « Pour un bon accord aidez nous « (titre qui barre tout le journal)
Le mardi 27 septembre : « Le soutien à notre effort »
Le mercredi 28 septembre : « Georges Marchais s'adressera ce soir aux travailleurs » (meeting géant de la porte de Pantin « présidé par Gaston Plissonnier »)
Le jeudi 29 septembre le lendemain du meeting porte de Pantin : « Georges Marchais : notre objectif l'union pour le changement »
Le vendredi 30 septembre : « Nous ne voulons pas tourner la page »

couverture[1791]. Les deux formations se lancent donc dans la publication de deux versions, cette fois différentes du *Programme commun actualisé,* car chacune des formations propose ces propositions d'actualisation. Une page est tournée[1792] le texte de 1972 n'est plus commun, le moment Programme commun laisse la place à l'Union de la gauche. Si l'esprit du Programme reste commun, le texte n'est plus partagé.

2) Les débats en direct à la télévision.

Entre le 15 et le 23 septembre plusieurs débats entre signataires du *Programme commun* ponctuent l'agenda médiatique, et les discussions au siège au siège du PCF les 21,22 e et 23 septembre s'interrompent pour des émissions politiques à la télévision. Le 21 au soir pour François Mitterrand et le 22 au soir pour Georges Marchais.

Septembre 1977	PCF	PS	MRG
15 septembre	Débat : Georges Marchais- Jean-Pierre Chevènement sur France Inter	Débat :Georges Marchais-Jean-Pierre Chevènement sur France Inter	
15 septembre	Débat : Georges Marchais-Robert Fabre 20h30 sur TF1		Débat : Georges Marchais - Robert Fabre 20h30 sur TF1
21 septembre		François Mitterrand A2 émission *cartes sur table,* 20h30.	
22 septembre	Georges Marchais Antenne2 20h30		

Un débat a lieu entre Georges Marchais et Robert Fabre le 15 septembre, c'est-à-dire au lendemain de la bousculade devant les caméras. François Loncle de son côté, sans doute réticent indique que Robert Fabre « ne résiste pas » à l'invitation de la première chaîne[1793]. Claude Estier (PS) quelques minutes avant au journal de 20h ne trouve pas cela judicieux : «les socialistes ne pensent pas que la reprise des discussions doit se faire sur un plateau de télévision ». Les échanges entre Robert Fabre et Georges Marchais donnent lieu en direct à des passes d'armes voire des chamailleries. Georges Marchais commence par vouvoyer

1791 Annexe 1, documents 7 et 8.
1792, Annexe 1, document 9
1793 François Loncle, *Autopsie d'une rupture*, *op. cit.*, p. 31

Robert Fabre, ce dont lui tient rigueur son interlocuteur. Robert Fabre ensuite juge qu'à son retour de vacances, Georges Marchais a adopté un «ton un peu trop polémique» et d'ajouter «nous avons eu dans l'ensemble du pays le sentiment qu'il y avait un changement qui s'était opéré chez vous. » L'échange se poursuit et Georges Marchais précise « Je ne suis pas allé en vacances à Moscou mais en Corse . » Robert Fabre répond « Mais moi je suis allé à Moscou en juillet » ce à quoi, goguenard, Georges Marchais réplique faisant rire une partie des personnes présentes dans le studio «Il vient peut-être de là le changement ». Cet échange est révélateur des non-dits. Certains accusent en effet le leader communiste d'avoir cédé aux injonctions soviétiques, à la «*Main de Moscou*»[1794] comme le titre *Le Monde. Le PCUS* ne souhaite pas l'arrivée au pouvoir des socialistes grâce aux voix communistes, et aurait donc interféré dans les négociations. Plus loin dans la conversation, Georges Marchais insiste : «il n'y a pas de problème de retour de vacances. » En direct sur le plateau de télévision, les deux leaders font état de divergences programmatiques mais surtout multiplient les attaques personnelles.

Le 21 les négociations sont interrompues à 18h30 pour laisser François Mitterrand participer à l'émission « Cartes sur table » animée par les journalistes Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach. Ce dernier indique en introduction que lorsque la première chaîne avait lancé l'invitation, la date de l'émission devait être postérieure à la fin prévue des négociations. Il remercie donc François Mitterrand de bien vouloir participer à une sorte de « *suspension de séance exceptionnelle* . » Au cours de l'émission, François Mitterrand réaffirme la position du PS sur les filiales[1795] et il se dit prêt à abandonner l'idée de référendum concernant la Défense nationale en disant qu'il ne s'agit pas pour lui d'une « condition *sine qua non* . » Mais il refuse toujours toute idée de signature « d'un deuxième programme commun ».

Le 22, les négociations s'interrompent suite au départ de Georges Marchais pour un

1794 « La Main de Moscou ? » titre d'un article en première page du *Monde* (25 et26 septembre 1977). En l'état actuel des connaissances, en l'absence de preuves en archives, cette hypothèse est plutôt écartée. C'est la thèse également défendue par Philippe Robrieux. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste 1972-1982. Du programme commun à l'échec historique de Georges Marchais*, t. 3, Paris, Fayard, 1982, pp. 281-302.

1795 INA, 21 septembre 1977, *Cartes sur table,* Extrait de l'intervention de François Mitterrand « On verra bien on en a relevé une centaine. Tout ce qui appartient aux 9 groupes doit être nationalisé. Les communistes ont établi une liste arbitraire.Nous, nous disons il faut nationaliser tout ce qui appartient aux 9 groupes. Quand la société mère possède 100 % (en réalité 98%) elles deviennent des sociétés nationales. Là où elles ne possèdent que 75% et bien 75% devient la propriété nationale mais on ne nationalise pas le 25%. Mais le bon sens finira toujours par triompher. Mais comment se fait-il que le PCF ait découvert cela depuis 3 mois. Mais le Programme commun a été proposé en 1973, en 1974, aux élections municipales de 1977.il y a un aspect tactique voir une inquiétude devant le développement du PS. »

direct sur Antenne 2 prévu à 20h30. Georges Marchais à cette occasion lance un appel

> «La situation est grave. Je suis très inquiet. Jamais nous ne renoncerons à l'Union. Que les Français nous aident pour que l'espoir ne soit pas déçu. C'est un appel vibrant à tous les Français. »

Dramatisant les propos de Georges Marchais dans son commentaire, le journaliste Patrick Poivre d'Arvor conclut en direct en indiquant : « Les téléspectateurs ont été impressionnés par l'appel pathétique. » Les pourparlers reprennent après l'émission à 21h30. Le 23 septembre, Patrick Poivre d'Arvor au Journal Télévisé (JT) de 20h, largement consacré à la crise de la gauche, évoque le rôle joué par la télévision qui « a permis de vivre comme cela n'était jamais arrivé cette grande semaine politique. » Alain Duhamel décrit également le rôle de miroir déformant joué par le petit écran :

> «A gauche le climat ne sera plus comme avant […] le climat de confiance s'est détérioré et justement à la télévision les dirigeants de la gauche se sont jetés à la figure les arguments et tout le monde les a entendus. »

Dans *Libération* des 23 et 24 septembre, un article intitulé «la négociation en direct» revient sur les jours qui viennent de s'écouler en constatant le calendrier imposé par la télévision: « Les suspensions de séance sont décidées en fonction de l'horaire des journaux télévisés . » L'article conclut par ce constat « Si la démocratie reste limitée au sommet, elle nous offre un moment d'histoire en direct : le sommet de l'Union de la gauche a lieu dans les studios de télévision. » Le journaliste poursuit en incriminant les médias qui «ont joué aux apprentis sorciers se faisant les propagandistes de l'Union de la Gauche ».

Y a-t-il eu à l'époque du coup une sorte de saturation de la part des électeurs ? D'après les résultats d'un sondage de *l'Express* du 3 au 9 octobre 1977 cela n'est pas le cas :

> «Jamais la télévision la radio la presse n'ont donné un tel écho à une négociation politique. Au point que beaucoup parlaient de saturation, de matraquage. Ils avaient tort : 61% des Français disent avoir suivi avec intérêt ce débat. »

Ce moment politique à l'origine de l'actualisation du programme commun en 1977 devient aussi un moment médiatique. Les médias s'accaparent l'instant politique avec tout ce que cela comporte comme risque. Les états majors politiques «subissent» les effets de l'immédiateté de ce qui devient de la communication. Le contenu du Programme ne peut dès lors que passer au second plan. La télévision a été un véritable quatrième acteur des négociations.

Quelques semaines plus tôt dans l'émission *Cartes sur Table* le 18 mai 1977, au lendemain de la rencontre au sommet et alors que les discussions portant sur l'actualisation

n'ont pas commencé, Georges Marchais est l'invité. Au cours de l'émission, à la question « François Mitterrand est-il loyal ? » il répond d'abord par un silence de 11 secondes avant de préciser :

> «Je pense que depuis des années que nous sommes en rapport, depuis que j'ai remplacé Waldeck Rochet qui est tombé malade, je pense que nous avons coopéré dans de bonnes conditions, que nous avons été loyal l'un envers l'autre. Cela n'a pas été sans difficulté, sans parfois des discussions serrées. Si le bilan est positif ce n'est pas seulement à l'actif de François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre. Cela est dû à nos partis et aux travailleurs qui soutiennent l'Union de la gauche »

Certains ont conscience du risque induit par la médiation et les effets d'annonce. Pierre Mauroy dénonce la dramatisation des enjeux par médias interposés le 24 septembre 1977 sur RTL :

> « C'est une chose d'alimenter un débat national, mais c'est une autre chose que d'aller immédiatement aux postes de radio et aux postes de télévision pour brandir les textes des uns, pour immédiatement faire part des dernières déclarations des autres.»[1796]

Suite à la victoire de la gauche aux municipales, les observateurs s'attendent à l'arrivée au pouvoir de la gauche à l'issue des législatives de 1978. Les radios et télévisions prévoient en conséquence que François Mitterrand devienne le nouveau Premier ministre. Conscients des enjeux politiques, les journalistes tentent de suivre au plus près et pas à pas les rencontres au sommet, les discussions du groupe des 15 et scrutent les déclarations des uns et des autres afin de tenter de comprendre ce qu'il adviendra de l'application du *Programme commun*. Georges Marchais en véritable vedette politique est interviewé sur son lieu même de vacances en Corse à deux reprises[1797] en juillet et au mois d'août. L'actualisation est vécue en partie en direct, ou du moins les téléspectateurs peuvent avoir ce sentiment. Si au temps de l'ORTF l'opposition pouvait se considérer, sans doute à juste titre, délaissée, en septembre 1977 les discussions à gauche font l'objet d'une sur médiatisation. Celle-ci n'a-t-elle pas accéléré voire rendu définitive la rupture ? Une fois les divergences voire la suspicion évoquées devant des millions d'auditeurs et de téléspectateurs, qui sont par ailleurs les électeurs voire les sympathisants ou militants d'une des organisations, était-il possible dans le cadre d'un huis clos lors de la poursuite des négociations de faire machine arrière au risque de se déjuger et donc de se voir accuser par la suite de faiblesse ?

En 1977, sur des points de désaccord précis - nationalisations et politique de défense- la gauche se déchire. Ce qui était jusqu'alors jugé comme une querelle ou une polémique devient

1796 Propos cités dans *Le Monde* 25 et 26 septembre 1977.

1797 INA, TF1 le 17 juillet 1977 au journal du soir et le 28 juillet sur Antenne 2.

un véritable affrontement public. Du 1er juillet au 23 septembre 1977, avec les médias pour caisse de résonance, c'est un débat idéologique qui se déploie entre les signataires du *Programme commun* alors que celui-ci avait été volontairement mis de côté afin qu'aboutisse la signature en juin 1972 et qu'il n'avait pas été relancé depuis.

De septembre 1977 au 14 mars 1978 au lendemain du premier tour des législatives, il n'y a plus de *rencontre au sommet*. Une dernière rencontre du comité de liaison a lieu le 9 novembre 1977. Le Secrétariat du PCF se réunit la veille en ayant déjà acté que cette rencontre ne servirait à rien, en pointant du doigt déjà la responsabilité du PS comme l'atteste le contenu du relevé de décisions : « A l'issue de cette réunion, faire les commentaires publics appropriés soulignant la responsabilité du Parti socialiste. » Le PS prend acte du désaccord et déclare être convaincu que «le courant unitaire qui s'exprime dans le pays finira par imposer le retour du dialogue[1798]. » Le 14 mars entre les deux tours des élections législatives, il est à nouveau question du *Programme commun* dans la déclaration adoptée au lendemain du premier tour. PS, PCF et MRG s'engagent à « tout mettre en œuvre pour aboutir à la constitution d'une majorité commune sur un programme commun pour un gouvernement commun de la gauche ». Mais il s'agit surtout d'un accord électoral qui essaye surtout de repousser le spectre de la défaite pour la gauche, repoussant les discussions programmatiques pour après la victoire électorale. Le *Programme commun* prend fin en tant que programme politique partagé en septembre 1977, un peu plus de dix ans après le premier texte programmatique signé entre la FGDS et le PCF le 20 décembre 1966. Reste alors, malgré les vicissitudes politiques, l'Union de la Gauche qui permettra la victoire de 1981, et les 110 propositions de François Mitterrand pour certaines inspirées du *Programme commun*. Mais le programme commun de 1972 ne fut jamais réactualisé.

George Marchais est jugé responsable de l'échec. Interviewés, Pierre Juquin, Charles Fiterman[1799] et Philippe Herzog mettent en avant le rôle joué par le secrétaire général de par son poids hiérarchique dans le cadre du centralisme démocratique. Pierre Juquin insiste sur la crainte éprouvée par Georges Marchais alors que l'actualisation pouvait toucher à sa fin et que socialistes et communistes pouvaient dès lors envisager la victoire :

> «Il a été dit qu'il y avait eu une pression soviétique. Je n'y crois pas. Il faudrait le prouver. Je dirais même c'est dramatique car cela n'a pas été nécessaire. Je l'explique avec le syndrome Arafat. Georges Marchais a pris peur de ce qu'il était en train de faire.

1798 FJJ, Série Relations extérieures, 2RE24.

1799 Charles Fiterman : entretien le 12 septembre 2012 «Marchais a agi seul ! Il a créé les conditions de la rupture alors qu'elle n'avait été envisagée par personne. »

> Hostilité sans doute latente d'une partie du BP qui ne participait pas aux négociations. C'est étrange, les négociateurs sont les jeunes dont plusieurs ne sont pas encore membres du BP. Tout cela a été mené bizarrement. Je n'ai pas d'explication. Il s'est passé quelque chose dans la tête de Marchais[1800]. »

Charles Fiterman [1801] évoque dans son témoignage lors du colloque « Union sans unité » la peur éprouvée par Georges Marchais de mettre en difficulté le Parti en allant au pouvoir sachant que le PS serait majoritaire. Devant le CC le 9 septembre 1977, Georges Marchais évoque du reste ce risque pour le Parti :

> *«* L'enjeu aussi avec cela c'est le parti, sa place, c'est le parti, sa force et sa place dans la Nation. »

Il exprime là une inquiétude, partagée sans doute par une partie du BP qui n'était plus si favorable que cela au *Programme commun* en voyant d'élection en élection le PS se renforcer et le PCF stagner. Charles Fiterman affirme que la volonté de rompre les négociations n'a jamais été discutée dans les instances :

> « Elle n'a jamais fait l'objet de la moindre discussion dans les instances du Parti, au BP ou au Secrétariat. Marchais a agi seul ! Il a créé les conditions de la rupture alors qu'elle n'avait été envisagée par personne[1802]. »

Lors des entretiens Philippe Herzog ne se souvient pas du mandat présenté le 9 septembre et pondère quelque peu le témoignage de Charles Fiterman en indiquant que dans la nuit du 22 il se retrouve sur la même ligne politique que Georges Marchais et Charles Fiterman.[1803]

Au-delà des péripéties des négociations, la chronologie des événements nécessite de prendre en considération le fait que Georges Marchais en septembre 1977 mène la négociation pour le compte de son Parti, dont il craint par dessus tout semble-t-il l'affaiblissement, alors qu'il doit aussi faire face à une affaire judiciaire, avec l'ouverture du procès le 29 septembre relatif à son attitude pendant l'Occupation. La dureté affichée du

---

1800 Interview Pierre Juquin, le 9 mars 2013.

1801 Témoignage de Charles Fiterman dans *L'union sans unité*, *op. cit*., p. 278. « Georges Marchais était naturellement obsédé par l'influence du PCF et sa position dans l'alliance de gauche[…] devant l'échéance et la victoire de la gauche qui apparaissait probable, je crois qu'il s'est bloqué et a craint[…] de se voir accusé de brader les intérêts de son parti et le Parti lui-même »

1802 Charles Fiterman : entretien le 12 septembre 2012

1803 Philippe Herzog : entretien le 2 novembre 2013.
« Je n'ai pas en mémoire ce mandat quand j'ouvre la discussion le 22 septembre. C'est sur la substance de ce qu'amène le PS que je me détermine, et non par volonté de dire non quoi qu'il arrive. Mais oui je me suis retrouvé en convergence de vue avec Georges Marchais et Fiterman, on était d'accord sur la ligne politique. Fizbin considérait que les filiales étaient de la surenchère. »

responsable communiste à partir de juillet 1977 ne s'explique-t-elle pas en partie par l'ouverture imminente du procès alors qu'il est le secrétaire général du parti des « 75 000 » fusillés ? [1804]

IV) « l'Affaire Marchais »

Ce qui, durant de nombreuses années (1973-1980) s'appelle, «*l'Affaire Marchais*», concerne le passé du secrétaire général du PCF pendant l'Occupation et débute en 1970 avec des allusions formulées dans le journal maoïste *la Cause du Peuple,* le 1er mai, et des accusations au même moment portées par d'anciens membres de la direction communiste (Charles Tillon, Auguste Lecoeur). L'affaire prend une tournure judiciaire en 1973 lors de la campagne des législatives. En 1973, les revues *Rivarol, Minute* et *La Nation Socialiste* accusent, entre les deux tours des législatives, Georges Marchais, candidat dans la circonscription détenue jusqu'alors par Marie-Claude Vaillant-Couturier, d'avoir été volontaire pour aller travailler en Allemagne en 1942. Georges Marchais réplique en portant plainte le 9 mars 1973[1805], à l'encontre des directeurs des trois journaux [1806], pour « falsification de documents administratifs et usage de faux »[1807]. La plainte n'aboutit qu'en juillet 1977. *Le Monde* du 30 juillet 1977 en page intérieure, mentionne que la première journée de l'audience après la plainte de Georges Marchais, aura lieu le 29 septembre 1977 lors de la séance à la 12ème chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris.

Au risque de à se répéter le propos ici n'est pas de juger de la véracité des déclarations du secrétaire général du PCF, confronté à différentes révélations entre 1970 et 1980 qui n'ont que peu de lien avec le contenu du *Programme commun,* mais de prendre en compte une chronologie qui s'impose à l'analyse du *moment Programme commun*. Quand Georges Marchais mène les négociations les 14 puis les 21, 22, et 23 septembre 1977, il sait que le procès qu'il a intenté en 1973 va s'ouvrir le 29 septembre. Si le journal *Le Monde* informe ses lecteurs le 28 juillet (édition datée du 29) cela suppose que les avocats de Georges Marchais,

1804 Place du colonel Fabien dans le hall, non loin de la salle du CC, une plaque commémore les membres du Comité Central morts pendant l'occupation. Le texte de la plaque : « Membres du Comité central morts pour que vive la France... ». La suite de la plaque mentionne une liste de noms.

1805 *Le Monde,* 11 et 12 mars 1973.

1806 Jean Boizeau, directeur de Minute. Auguste Lecoeur, directeur de La Nation Socialiste. Et le directeur de Rivarol.

1807 Les éditions de *La Nation Socialiste* du 7 mars et de *Rivarol* le 8 mars.

dont Jules Borker, et donc l'intéressé lui-même, sont au courant au moins la veille, c'est-à-dire le 27. Georges Marchais est alors en vacances en Corse et il donne une interview le 28 à Antenne2. Charles Fiterman dans ses mémoires[1808], mentionne qu'il lui trouve alors la tête des mauvais jours mais attribue cela à l'interview donnée par François Mitterrand à des quotidiens régionaux, où celui-ci se prononce pour un référendum sur la question de la Défense nationale. La question qui se pose ici n'est pas tant juridique ou morale que politique. Georges Marchais a-t-il pu sereinement mener les négociations alors que ce délicat procès doit s'ouvrir quelques jours plus tard ? Il est le plaignant en justice mais l'accusé politique potentiel. Pierre Juquin dans ses mémoires établit un lien entre ces deux événements.

> «Comme la préparation de ce procès a dû en pleine bataille du Programme commun peser sur Georges ! Aigri et raide a-t-il eu pour la négociation politique la disponibilité d'esprit qu'il fallait?»[1809]

Mais Pierre Juquin est le seul parmi les négociateurs à établir ce parallèle. Dans sa biographie de Georges Marchais, Nicolas Tandler[1810] revient bien entendu longuement sur les événements relatifs au séjour de Georges Marchais en Allemagne, mais ne fait aucune allusion à cette concordance chronologique avec les *rencontres au sommet* de septembre 1977.

L'Affaire Marchais connaît différentes péripéties à partir de 1970. Durant dix ans elle est évoquée à plusieurs reprises, que ce soit par d'anciens dirigeants du PCF ou des hommes politiques de droite et notamment Michel Poniatowski. Mais les premiers à mettre en cause véritablement publiquement le « passé » de Georges Marchais pendant l'Occupation sont d'anciens dirigeants communistes dont Charles Tillon, ancien chef des FTP et ancien ministre communiste à la Libération. Le 3 juin 1970, il lance un appel en compagnie de Roger Garaudy, Maurice Kriegel-Valrimont et Jean Pronteau intitulé « Il n'est plus possible de se taire »[1811]. Dans cet appel, ces anciens dirigeants communistes dénoncent l'attitude du PCF qui, après avoir « réprouvé » l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, accepte la normalisation en cours et également le centralisme démocratique inspiré du modèle soviétique qui a permis « d'écarter ceux qui posaient problème et de placer à la tête du Parti un homme qui n'a participé à aucun de ses combats vitaux ». Sans être précisément nommé il ne peut s'agir que de Georges Marchais qui est alors secrétaire général adjoint. C'est le début de la

1808 Charles Fiterman, *Profession de foi*, *op. cit*., p. 131.
1809 Juquin, *De battre mon cœur n'a jamais cessé*, *op. cit*., p. 485
1810 Nicolas Tandler, *L'impossible biographie de Georges Marchais,* Paris, 1980, éditions Albatros, 233 pages
1811 *Le Monde,* 5 juin 1970.

seconde « affaire Tillon » après l'« affaire « Marty-Tillon » de 1952. La direction communiste réplique dans les colonnes de *L'Humanité* le lendemain en condamnant l'appel dans un article intitulé, « A propos d'une nouvelle attaque contre notre parti », sans véritablement revenir sur les accusations qui visent même s'il n'est pas nommé Georges Marchais. Le 29 juin, Charles Tillon, dans *Le nouvel Observateur,* use d'un droit de réponse suite à une lettre publiée par un adhérent d'Aix-en-Provence le mettant en cause au sein de la cellule dont il est adhérent. Charles Tillon est alors plus précis car il cite le nom de Georges Marchais :

> « Pourquoi Marchais en se décidant à pénétrer dans le parti en 1947, a remis à un membre du CC une biographie mensongère, déclarant qu'il était resté en France pendant toute l'Occupation et alors que Fajon vient récemment de déclarer le contraire devant la rédaction de *L'Humanité* ? »

Il évoque également, lui qui connaît bien les rouages du Parti pour avoir été membre du BP, les « héritages de la Libération et les relations financières » de Georges Gosnat et Jean Jerôme. Le 28 juin lors de la fête de la fédération de Corrèze le PCF par la voix de Gaston Plissonnier dénonce l'anticommunisme des attaques :

> « Votre présence nombreuse est la meilleure réponse à une campagne anticommuniste qui a d'ailleurs fait fiasco. Pourtant la réaction n'avait reculé devant aucun moyen. Comme toujours elle a usé du mensonge et de la calomnie pour attaquer notre parti et ses dirigeants. Certains hommes tels Garaudy et d'autres transfuges récidivistes bien connus, ont été largement utilisés et leurs déclarations diffusées à profusion. Visiblement les champions de l'anticommunisme sont déçus[1812]. »

La cellule communiste d'Aix-en-Provence dont est toujours membre Charles Tillon prononce son exclusion le 3 juillet, un mois après ses premières déclarations[1813]. Le 20 septembre 1971 au cours du débat entre Georges Marchais et Jacques Chirac[1814], dans le cadre de l'émission *A Armes égales* le journaliste Michel Bassi présente tout d'abord une biographie des deux protagonistes. Concernant Georges Marchais et la période de la guerre il précise :

> «La guerre arrive, vous travaillez jusqu'en décembre 1942 date à laquelle vous partez pour l'Allemagne au service du travail d'où comme vous l'expliquez après une tentative d'évasion manquée vous rentrez en France illégalement. »

Au cours du débat à la 42ème minute, Jacques Chirac fait une allusion indirecte à ce passé de

1812 *L 'Humanité,* 2 juillet 1970

1813 Charles Tillon est resté adhérent du PCF après son exclusion du BP en 1952.

1814 Jacques Chirac : député de la Corrèze (3ème circonscription) U.D.R., secrétaire d'État à l' Économie et aux finances du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances du 22 juin 1969 au 7 janvier 1971, ministre délégué auprès du Premier ministre Chargé des relations avec le Parlement du 7 janvier 1971 au 5 juillet 1972,ministre de l'Agriculture et du Développement Rural du 6 juillet 1972 au 28 mars 1973.

Georges Marchais :

> « La technique qui consiste à utiliser la suspicion n'est pas très convenable. Quand vous prenez par exemple M. Dassault en essayant de contester sa représentativité, après tout il a été élu par une majorité d'électeurs, je crois que ce n'est pas convenable. Il est un des hommes qui a le plus fait pour l'aéronautique, il donne du travail à des milliers de travailleurs. Il a eu une conduite qui n'a jamais été contestée par qui que ce soit, notamment pendant la guerre, il a été déporté, lui, il n'a jamais construit d'avions pour les Allemands[1815]».

L'allusion n'échappe pas bien entendu à son interlocuteur qui regarde furtivement l'assistance même si son visage ne laisse transparaître aucune émotion. Il ne demande pas de précision à l'antenne à son interlocuteur. Les propos de Jacques Chirac ne sont pas repris dans la presse. Pas même dans *Le Monde,* dans son édition du lendemain, qui consacre pourtant un long article à ce débat sous la plume de Raymond Barillon.

Mais c'est en 1973, à l'occasion des élections législatives, que le passé de Georges Marchais devient une affaire qui prend véritablement de l'ampleur. *La Nation Socialiste,* mensuel dirigé par l'ancien haut dirigeant communiste Auguste Lecoeur, publie en mars 1973 pour la première fois les photocopies d'un certificat d'embauche et une autre pièce émanant de la préfecture, documents censés attester que Georges Marchais aurait été volontaire pour partir en Allemagne. L'objectif est de confondre le secrétaire général du PCF, qui continue à se déclarer «victime de la déportation[1816]. » Ces documents sont également reproduits dans les journaux d'extrême droite *Rivarol* et *Minute*. Georges Marchais porte plainte la veille du second tour des législatives, le 9 mars 1973, pour faux et usage de faux, contre les trois journaux. Pierre Clostermann[1817]as de l'aviation durant la Seconde Guerre Mondiale et député jusqu'en 1969 doit alors se présenter contre Georges Marchais dans la circonscription mais renonce finalement à le faire au dernier moment.

Diverses notes[1818] de la direction centrale des Renseignements Généraux évoquent cette affaire :

> « Il a été signalé que selon certains renseignements des éléments de la majorité seraient en possession du contrat de travail en Allemagne de M. Marchais au titre du STO. Il convient de noter toutefois que les recherches effectuées aux archives du Ministère du Travail à Sannois (Seine-et-Marne) ont été infructueuses et qu'il n'en reste aucune

1815 INA, débat Jacques Chirac-Georges Marchais le 20 septembre 1971.

1816 Auguste Lecoeur, *Le P.C.F., continuité dans le changement,* Paris, Le Livre de poche, 1979.

1817 Pierre Closterman est élu député (UDR) en juin 1968 de la 4ème circonscription des Yvelines. Il démissionne le 19 septembre 1969 pour permettre à Maurice Couve de Murville de retrouver son poste. Finalement c'est Michel Rocard qui est élu le 26 octobre 1969.

1818 AN, 19800280, articles 90 92, Note du 16 décembre 1972 intitulée « *Marchais et le STO* », et notes du 22 décembre 1972 et 27 janvier 1943.

trace . » (note du 22 décembre 1972)

> « M Clostermann qui se présente contre Georges Marchais dans la première circonscription du Val-de-Marne, serait en possession du contrat signé par ce dernier pour aller travailler en Allemagne au titre du STO. » (note du 16 décembre 1972)

Une dernière note enfin, en date du 27 janvier 1973, évoque le retrait d' Auguste Lecoeur qui comptait aussi se présenter dans la même circonscription que Georges Marchais.

> «M. Lecoeur se retire au profit de M Lacroix pour la future élection à la législative mais maintient sa volonté d'attaquer personnellement M. Georges Marchais (qui se présente pour la première fois sur la circonscription détenue jusqu'alors par Marie Claude Vaillant-Couturier). Il y aurait accord entre l'UDR et le PCF pour ne pas sortir les documents en échange de quoi le PCF s'engage à ne pas divulguer certains documents concernant un actuel membre du gouvernement concernant ses relations avec le maréchal Pétain et le gouvernement de Vichy[1819]. »

Georges Marchais est finalement élu député à l'issue du second tour mais la polémique ne s'arrête pas dans les mois qui suivent. Elle est relancée en 1974 à l'Assemblée nationale. Lors d'un débat le 12 novembre 1974, Michel Poniatowski, ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale dans le second gouvernement de Pierre Messmer [1820], s'exclame[1821] :

> «Qu'est-ce que ce parti de la Résistance dont le secrétaire général de l'époque déserte devant l'ennemi[...]Et puis, qu'est-ce que ce parti de la Résistance dont le secrétaire général actuel a devancé l'appel du STO pour partir travailler en Allemagne dès décembre 1942 ? »

Jacques Duclos, dans sa réponse devant l'hémicycle dénonce les attaques personnelles contre Georges Marchais sans apporter de preuves contre les accusations. Mais ce qui fait surtout polémique à l'époque c'est l'assimilation, proposée par Michel Poniatowski, entre communisme et fascisme, débat qu'il avait préalablement lancé lors d'une déclaration lancée devant la presse anglo-américaine[1822]. Dans *Le Monde* en première page, le journaliste Thierry Pfister revient seulement sur cette assimilation [1823]. Le 16 mai 1976[1824], c'est à nouveau Michel Poniatowski qui accuse Georges Marchais de duplicité après qu'il a « ostensiblement la

1819 Le nom du ministre n'est pas divulgué. Il s'agit peut-être d'André Bettencourt, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères ?

1820 Second gouvernement Messmer : du 2 avril 1973 au 27 février 1974

1821 http://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/5eme/pdf/1974/11/s19741112_1679_1725.pdf

1822 *Le Monde,* 24 octobre 1974.

1823 Le Monde, 25 novembre 1974. «On ne comprend toujours pas où M Poniatowski a pu trouver une similitude entre deux doctrines – le communisme et le fascisme – qui sont à l'évidence antagonistes. Le fascisme est d'ailleurs né pour une large part en réaction contre le communisme et, même s'il a emprunté certaines de ses méthodes au bolchevisme, il correspond à une philosophie totalement opposée aux aspirations égalitaires du communisme. Les nostalgiques du fascisme sont d'ailleurs les premiers à récuser l'amalgame. »

1824 *Le Monde,* 19 mai 1976.

semaine passée au Mont-Valérien honoré ses morts après avoir été volontaire en Allemagne au temps de ces morts. » Jules Borker, qui est est alors l'avocat de Georges Marchais déclare au micro d'*Europe 1* le 18 mai[1825] : « c'est au titre du travail obligatoire » que M. Marchais, comme plus de 700 000 travailleurs français, a été contraint par les occupants à se rendre en Allemagne. ». Georges Marchais interrogé dans les couloirs de l'Assemblée nationale déclare « qu'on ne lui fera pas le coup de Roger Salengro. »[1826] Quelques jours plus tard, on peut lire dans *Le Monde* que lors de la *rencontre au sommet* le 21 mai 1976, François Mitterrand et Georges Marchais auraient plaisanté au sujet des propos de Michel Poniatowski lors d'une pause déjeuner [1827]. Une ordonnance rendue le 25 juin 1977 reconnaît la falsification des documents publiés, et prononce un non lieu. MM. Boizeau et Lecœur directeurs de *Minute* et de *La Nation socialiste* sont renvoyés devant le tribunal correctionnel pour usage de documents administratifs falsifiés[1828] . Le secrétariat du PCF considère que cela « *porte un coup définitif aux ignobles attaques contre le secrétaire général du Parti* »[1829].

Les instances dirigeantes du PCF ne sont bien entendu pas indifférentes à cette affaire. Lors du BP du 9 septembre 1977**,** le jour même du CC où Charles Fiterman propose le mandat pour la future rencontre au sommet, deux points à l'ordre du jour portent sur l'Occupation. Dans son relevé de décisions, le BP acte[1830] la constitution d'un collectif **s**ous la direction de Gaston Plissonnier constitué de « camarades qualifiés pour rassembler les éléments sur les positions du Parti durant la période de juin 1940 à juin 1941» et considère par ailleurs comme «un succès» que puisse s'ouvrir un procès contre Auguste Lecoeur et le journal *Minute* « qui ont falsifié le dossier de Georges Marchais. »

Le procès s'ouvre donc le 29 septembre, six jours après la dernière rencontre au sommet. Georges Marchais se rend à l'audience alors que sa présence pour ce genre de procès n'est pas requise. Une note des RG en date du 30 septembre 1977[1831] relate la manière dont s'est passée l'audience et insiste sur l'attitude de Georges Marchais:

> «Georges Marchais se présente à la barre. Georges Marchais a la voix entrecoupée de sanglots quand il prend la parole. "Devant la justice de mon pays, je jure sur mon honneur que je n'ai jamais été volontaire pour l'Allemagne. Je suis un déporté du travail

1825 Ibid.
1826 *Le Monde,* 20 mai 1976.
1827. *Le Monde,* 23- 24 mai 1976.« Des plaisanteries ont été échangées. M Georges Marchais a évoqué ses démêlés avec le ministre Poniatowski à propos du STO. »
1828 *Le Monde*, 30 juin 1977.
1829 Cité dans *Le Monde*, 1 juillet 1977.
1830 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du BP, BP du 9 septembre 1977.
1831 AN, Ministère de l'intérieur. Direction centrale des renseignements généraux. Dossiers individuels. 19800280 – articles 90 92.

et un réfractaire" ».

Charles Blanchard, dans l'édition du Matin du 30 septembre décrit un Georges Marchais en pleurs qui « cède à l'émotion ». Plutôt favorable aux arguments du dirigeant communiste, le journaliste s'étonne et insiste surtout sur le fait que l'affaire ait débuté juste avant les élections législatives de 1973.

Le 27 octobre 1977, le tribunal rend son jugement en se prononçant pour la relaxe de MM. Auguste Lecoeur et Jean Boizeau. Le ministère public rappelle à cette occasion dans son jugement que le tribunal n'est saisi que d'une plainte de faux et usage de faux en écriture administrative et non de la question de savoir si Georges Marchais a été volontaire ou non pour travailler en Allemagne, question pour laquelle le tribunal n'est pas compétent. Une note des RG en date du 28 octobre rend compte de l'audience.

> « Le jugement est rendu à 13 h 50 en présence d'une quinzaine de personnes (dont Jean Boizeau) et des avocats des parties. Pour le tribunal les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 153 du code pénal ne sont pas réunis. En conséquence, la 12ème chambre prononce la relaxe de MM. Lecoeur et Boizeau. Toutefois en raison de sa bonne foi la partie civile est déchargée du paiement des dépenses qui sont mises à la charge du trésor public. »[1832]

Georges Marchais est donc débouté de sa plainte datant de 1973 pour faux et usage de faux. *L'Humanité* s'insurge dans son édition du 28 octobre et titre « *le jugement est de Giscard* . » La cour d'appel de Paris confirmera le jugement par un arrêt en date du 12 juillet 1978, 5 ans et quatre mois après le dépôt de la plainte.

Interrogé à ce sujet, Charles Fiterman [1833]doute de l'impact de cette affaire au moment des négociations en septembre 1977 et Francette Lazard [1834], directrice adjointe de *L'Humanité* en 1977*,* considère que dans ces années-là ce sujet était finalement peu abordé ce qui ne correspond pas au contenu des sources consultées en ce qui concerne la direction du PCF. Les débats déjà évoqués lors du BP du 9 septembre montrent qu'au contraire la direction du Parti se préoccupe de tout ce qui a trait à cette période. Pour René Piquet, cela n'a sans

1832 AN, Ministère de l'intérieur. Direction centrale des renseignements généraux. Dossiers individuels. 19800280 – articles 90 92.

1833 Charles Fiterman : entretien le 12 septembre 2012 «je n'ai pas le sentiment que cela ait joué dans sa prise de position politique. »

1834 Francette Lazard entretien le 28 octobre 2011. « «On n'en parlait pas. On en a parlé plus tard, à partir des révélations de l'Express. D'une manière générale les questions de la Résistance sont venues dans l'actualité historico-politique seulement dans la période 80/90. Dans la période 60/ 70 la guerre et la Résistance n'étaient pas présentes dans le champ politique. […] Pour moi, c'étaient des polémiques d'anciens combattants. Quand Georges Marchais est devenu secrétaire général, tout le monde au PCF savait qu'il n'avait pas fait de Résistance. Mais cette période relevait des souvenirs, de l'histoire, pas de la politique! ».

doute pas véritablement influencé les prises de décision du secrétaire général[1835]. Seul finalement Roland Leroy [1836], tout comme Pierre Juquin, juge que cela ait pu jouer dans la façon dont Georges Marchais a réagi en septembre 1977. Les avis a posteriori divergent donc quant à l'influence de cette affaire sur les discussions alors en cours entre communistes et socialistes. Toutefois, l' «Affaire Marchais» ressurgit tout au long de ces années 1970 alors qu'il n'y a pas, durant le *moment Programme commun,* d' « Affaire Mitterrand ». Pourtant à de nombreuses reprises, à droite mais aussi à l'extrême gauche, certains s'efforcent de faire connaître publiquement le passé vichyste de François Mitterrand. A Agen le 25 mars 1974[1837] ou encore le 9 septembre à l'occasion de la fête de la rose à Lannion[1838], des diffuseurs marxistes léninistes de *L'Humanité Rouge* distribuent des tracts intitulés «*qui est François Mitterrand* ? » reproduisant la page de *L'Humanité dimanche* du 14 novembre 1948 qui fait état de l'obtention de la francisque par le leader socialiste. Au cours d'un débat à l'Assemblée nationale en décembre 1954, alors que François Mitterrand est ministre de l'Intérieur, un vif échange l'oppose au député de la Sarthe Raymond Dronne [1839] qui indique n'avoir « aucune confiance »dans la parole du ministre qui a « arboré successivement la fleur de lys et la francisque ». Toujours à l'Assemblée nationale, en octobre 1955, François Mitterrand est appelé « Monsieur Francisque » par le député Pierre Montel[1840] et en octobre 1972 à l'occasion de la discussion sur le vote sur la motion de censure François Mitterrand est pris à nouveau à partie par les députés de la majorité au sujet de la Francisque[1841]. *Le Monde* en note de bas de page justifie [1842] alors la décoration obtenue.

A gauche durant toutes ces années, les deux principaux leaders se côtoient et

1835 René Piquet : entretien le 7 février 2013, Extrait «.Cela a dû le toucher. Mais si cela a joué - je ne le pense pas -cela n'a que peu joué, car l'histoire dont on parle, la rupture, s'inscrit dans une longue durée. La rupture ce n'est pas une date précise. Ce n'est pas du spontané. C'est le résultat d'une évolution. Georges Marchais, homme politique, a des continuités très fortes. Même si le procès a été douloureux pour lui, cela n'a pas infléchi ses choix politiques. »

1836 Roland Leroy : entretien le 20 juillet 2015. Extrait «Cela l'a poussé à être plus vif, plus combatif, à apparaître comme déterminé révolutionnairement considérablement. Cela le déchargeait un peu du poids des attaques sur le travail en Allemagne vis-à-vis de l'opinion générale. »

1837 AN, 19800280 – 98 Mitterrand, Note des RG du 25 mars 1974.

1838 AN, 19800280 – 98 Mitterrand, Note des RG du 9 septembre 1974.

1839 *Le Monde*, 6 décembre 1954.

1840 *Le Monde*, 10 octobre 1955.

1841 Journal officiel 5 octobre 1972, compte-rendu des débats, p. 3904.

1842 *Le Monde*, 6 octobre 1975. «Par décret, M. Mitterrand s'est vu décerner la décoration du régime de Vichy, la francisque. Celle-ci a été attribuée de la même façon à la plupart des membres du Bureau national des centres d'entraide aux prisonniers de guerre, même à ceux qui étaient déjà entrés dans la clandestinité. C'était le cas de M. Mitterrand qui a été décoré alors qu'il se trouvait à Londres comme animateur d'un réseau de Résistance. Le général de Gaulle a d'ailleurs rendu hommage à son action pendant la guerre. »

connaissent l'un comme l'autre leur passé respectif. Le PCF n'utilise pas au nom de l'Union le passé de François Mitterrand à Vichy ni le rôle joué par François Mitterrand en tant que ministre de l'intérieur pendant une partie de la guerre d'Algérie[1843] et le PS ne fait jamais aucune allusion au séjour de Georges Marchais en Allemagne. Même au plus fort des tensions à gauche entre 1977 et 1981, aucun des deux dirigeants même dans le huis clos des discussions ne se hasarde à évoquer le passé.

Quelle que soit la vérité quant au séjour de Georges Marchais en Allemagne, cette affaire empoisonne le PCF durant toutes ces années. Que Georges Marchais soit parti de manière volontaire ou qu'il ait été « réquisitionné » comme il le déclare en 1974[1844], il n'en reste pas moins vrai qu'il n'a pas été résistant et - circonstance plus aggravante - qu' il a travaillé pour les Allemands. Cette affaire ne déstabilise sans doute pas le Parti en 1973 ou en 1977, mais elle fragilise son premier secrétaire. Il est difficile d'imaginer que Georges Marchais n'ait pas eu cela en tête lors des dernières discussions portant sur l'actualisation du *Programme commun*. Le 23 septembre 1977, Georges Marchais veut peut-être se montrer particulièrement ferme face au PS pour prouver en interne sa volonté de défendre les intérêts du Parti alors que son attitude pendant l'Occupation doit être évoquée lors d'un procès, cinq jours plus tard. Cet homme d'appareil, qui n'a pas pu asseoir sa légitimité sur sa « bio », l'a fait sur ses qualités de battant et sa capacité à assimiler les codes du Parti[1845]. Rattrapé par une polémique sur son passé, il a pu être tenté d'afficher une position intransigeante afin de conserver son rôle et préserver ainsi son image au sein du PCF alors même que les résultats électoraux montrent depuis 1974 que le PS profite plus de l'Union de la gauche que le PCF.

1843 Ministre de l'Intérieur (cabinet Mendès France) du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

1844 André Harris et Alain Sédouy, *Voyage à l'intérieur du Parti Communiste*, Paris, Seuil, 1974.

1845 AD de Seine-Saint-Denis, Archives du PCF, Fonds Section de montée des cadres, 261 J / 88
(Paris. Un rapport de la section de montée des cadres en date du 19 mai 1954.)
Extrait : « A noter que G. Marchais secrétaire de l'USTM n'est pas reproposé au Comité Fédéral pour conceptions fausses sur le travail chez Citroën, sur le Mouvement de la paix dit la direction fédérale. Ce camarade vient de suivre l'école centrale syndicale d'avril 1954.Les appréciations suivantes ont été portées : " Ce camarade a bien travaillé et donné de très bons résultats. Très bonne compréhension de la politique du Parti et bon esprit de Parti. Intelligent, esprit vif et sensé, sait s'expliquer clairement. Assez sûr de lui sans pour cela être suffisant. Ce camarade a déjà une bonne expérience mais on sent chez lui, le souci d'assimiler la politique du Parti et les méthodes de direction juste dans le mouvement de masse. Il présente de grandes possibilités de développement et mérite particulièrement d'être suivi" »

Conclusion de la troisième partie

L'année 1977 est marquée à gauche par le retour de l'idéologie dans les débats à partir du moment où débute l'actualisation. Les divergences relatives aux nationalisations et à la Défense nationale ressurgissent après avoir été déjà sources d'oppositions dans les derniers instants conduisant à la signature du *Programme commun*. La question des libertés qui traverse toute la société française prend une teneur particulière à partir du moment où la victoire de l'union de la gauche devient possible. A partir des années 1974-1975, François Mitterrand ne transige plus. Le PS se sent assez fort pour ne pas se laisser imposer quoique ce soit par le PCF. A partir de la Révolution des Oeillets, les socialistes se saisissent de cette question afin de ne pas s'aliéner l'autre gauche qui ne se retrouvait pas dans le texte de 1972, mais aussi ce qui est convenu d'appeler à partir de 1977 « la deuxième gauche » et le monde des intellectuels qui n'hésitent plus à s'opposer au PCF et même à la dynamique portée par le *Programme commun*[1846].

En 1977, le texte vieux de cinq ans nécessite une actualisation surtout souhaitée par le PCF. Le programme commun se transforme en programme de gouvernement du fait des sondages qui donnent les partis signataires victorieux. Les questions soulevées, les désaccords rendus publics à travers les médias qui servent de caisse de résonance remettent en lumière les divergences idéologiques volontairement mises de côté en 1972. Le PCF, accusé de surenchère sur la question des nationalisations, n'envisage pas la rupture des discussions et opte au moins jusqu'au 9 septembre 1977 pour un *Programme commun* actualisé avec des divergences. Pris au piège d'une volonté de fermeté affirmée autour de la table des négociations mais aussi devant les caméras, chacun des protagonistes et au premier chef François Mitterrand et Georges Marchais ne peuvent reculer. L'intransigeance de Georges Marchais lors des discussions en septembre 1977 est mise en avant par les anciens dirigeants communistes. Ceux-ci se dédouanent de toute responsabilité dans la prise de décision. Cette personnalisation du pouvoir inhérente au fonctionnement de l'appareil se renforce à ce

1846 Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche : l'idéologie anti-totalitaire en France, op. cit.*

moment là notamment à travers l'usage des médias par la direction. Si la cause principale de l'échec des négociations en septembre résulte de l'attitude du PCF et au premier chef de Georges Marchais à travers son intransigeance, alors il n'est pas possible de ne pas prendre également en considération le procès qui s'ouvre en septembre 1977 peu de temps après les rencontres au sommet. Le passé de Georges Marchais en Allemagne mis en lumière durant les années 1970 participe peut-être d'un durcissement de son attitude face à un premier secrétaire du PS jouissant d'un traitement médiatique plus favorable pour son passé vichyste.

Conclusion générale

Le désistement électoral entre socialistes et communistes initié dès 1962 précède de dix ans la signature du *Programme commun de gouvernement*. Cinq ans plus tard en 1967, la majorité n'est pas loin de perdre les élections législatives à l'issue d'un second tour surprise qui profite au centre, à la FGDS et au PCF. Communistes et socialistes sont liés alors par un simple *Communiqué commun* adopté en décembre 1966. Mais les communistes souhaitent un programme commun depuis 1963. Après mai-juin 1968 et le congrès de l'unité socialiste en 1971 à Épinay, le PCF et le PS élaborent chacun leur propre programme, respectivement *Changer de Cap* et *Changer la vie*. Le *Programme commun de gouvernement*, très vite appelé *Programme commun*, est signé en juillet 1972 dans un hôtel. C'est la première fois depuis la scission de 1920 que socialistes et communistes adoptent un texte en vue de gouverner ensemble alors qu'en 1972 le PCF est le premier parti à gauche. Ce programme qui va bien au-delà des accords de 1936 et du programme du CNR de 1944 est donc à plusieurs titres révolutionnaire.

Le Programme est ambitieux, car il propose tout à la fois de *Vivre mieux* et de *Changer la Vie* dans la lignée du Programme du CNR qui souhaitait rendre *les jours heureux.*
C'est un programme qui tente d'aborder toutes les questions de société, en proposant une intervention de l'État par la voie réglementaire, via le Plan, dans la perspective mentionnée dans le Préambule, d'ouvrir « la voie au socialisme »[1847].
L'analyse de son contenu, en comparaison avec *Changer de Cap* et *Changer la Vie*, permet de réfuter le qualificatif de « catalogue » qui lui est alors attribué. Les mesures proposées sont même peu précises, mises à part les nationalisations, et il n'y a pas de calendrier proposé (ce qui sera proposé dans les versions actualisées du PCF et du PS fin 1977). Signé par trois partis politiques ou regroupements - au moment de la signature les radicaux de gauche ne sont pas encore un parti politique - le *Programme commun* ne fait pourtant pas l'objet d'une édition commune. Il n'est ni vendu, ni diffusé conjointement par les différentes organisations. Du reste comme le souhaite le PS, et surtout peut-être François Mitterrand, il n'y a que très peu d'actions communes tout au long de ces années. Les meetings communs en présence des leaders sont rares - seulement quatre entre 1972 et 1977, et dans les départements mis à part

1847 PCF, *Programme commun de gouvernement, op. cit* , (Préambule.)

les 100 meetings au début 1975 et ceux relatifs aux élections municipales de 1977, l'entente autour du *Programme commun* ne donne pas lieu à de nombreuses prises de parole communes devant le peuple de gauche. Il n'y a également que trois manifestations en présence des leaders de la gauche durant ces mêmes années. Tout ceci finalement fixe un cadre en partie décrit par le colloque qui s'est tenu en 2011 sur ce sujet, avec pour titre *L'union sans unité*.

Ce texte, avant d'être le prétexte d'une rupture et avant d'être très vite oublié, marque la vie politique française, imprègne la gauche, en donnant naissance à un nouvel objet politique, l'Union de la gauche. Le meeting du 1er décembre 1972 à la porte de Versailles est fondateur. Si les raisons d'être de ce rassemblement sont bien la signature quelques mois plus tôt du texte *Programme commun* et les élections législatives prévues en mars 1973*,* il acte en définitive la naissance d'une maison commune pour les militants, et pour les sympathisants, permettant d'oublier, du moins en partie, la scission de 1920. Cette maison commune est de gauche. La direction communiste tente en 1972 de ne pas se laisser enfermer dans ce qualificatif en prônant l'*Union populaire* en 1972 *,* et essayant en 1977 d'agréger autour du programme une partie de la famille gaulliste.

Le programme est au centre du jeu politique français à partir de sa signature. Il est donc possible de parler de *moment Programme commun*. Le reste de la gauche et l'extrême gauche, plutôt critiques, vont être contraints de se positionner par rapport au texte et à la dynamique électorale qui les privent d'une certaine audience espérée après l'épisode mai-juin 1968. Ces forces politiques subissent le *Programme commun* et surtout l'Union de la gauche. A l'autre bout de l'échiquier en ce début des années 1970, la droite ne parvient pas à apporter une réponse programmatique. Dans un premier temps, la réponse est « technique » avec le changement de Premier ministre et l'organisation d'un référendum sur l'Europe. Les premières mesures prises par le nouveau gouvernement en 1974, sous l'impulsion de Valéry Giscard d'Estaing, traduisent certes la volonté d'une partie de la droite de prendre en compte les aspirations de la société mais elles sont surtout le résultat de la forte pression programmatique exercée par le *Programme commun.* En terme de projet de société la réponse n'est pas proposée par la droite avant 1977 avec le « programme de Blois » véritable contre-programme commun porteur de propositions et faisant l'objet lui aussi d'une édition.

Les larges victoires électorales aux élections locales de 1976 et 1977 du PCF, du PS et du MRG, rendent probable l'alternance aux élections législatives de 1978. Dès lors, le texte

change de statut. Le *Programme commun* n'est plus seulement un programme voire un simple programme commun, il devient véritablement un *Programme commun de gouvernement*. La possibilité d'arrivée au pouvoir des communistes, avec un PCF encore situé autour de 20%, interroge la société française. Ces interrogations viennent surtout de l'autre gauche, d'une partie du monde intellectuel, qui jugent l'alliance entre socialistes et communistes contre-nature au regard des liens et du soutien accordé par le PCF aux pays socialistes malgré l'absence de libertés politiques. Le thème des libertés et des droits de l'homme prend de plus en plus d'importance dans le débat politique français, à partir de la question des dissidents mais plus encore avec la révolution des Œillets au Portugal. En effet cette première révolution marxiste non violente, qui de plus se produit en Europe, permet dans un premier temps à la gauche de tourner la page du traumatisme lié à la mort d'Allende et la fin du socialisme chilien. Puis, très vite, les questions liées au pouvoir et à la démocratie divisent les socialistes et les communistes au Portugal mais aussi par ricochet, en France. Cet événement sert de miroir à l'union autour du *Programme commun*. Jusque-là, le monde intellectuel était majoritairement acquis aux signataires du programme. Mais après 1974, alors que la victoire aux prochaines législatives de 1978 devient possible, communistes et socialistes sont interpellés en matière de droits de l'homme en fonction de leur attitude face aux événements au Portugal. Les intellectuels se détournent progressivement du jeu politique tandis que les « intellectuels médiatiques » mettent en cause la crédibilité des communistes et des socialistes à garantir les libertés en cas de victoire en mars 1978. Les critiques portent alors sur le contenu du Programme commun - son caractère jugé dirigiste - et la sincérité des signataires, surtout celle des communistes, à respecter les libertés politiques en cas de victoire. A partir de 1974, cette question des libertés politiques, thème porté traditionnellement par la droite plus particulièrement au sujet des pays socialistes, devient centrale dans le champ politique et est omniprésente dans le champ médiatique jusqu'en 1981, relancée en cela par l'invasion en Afghanistan puis les événements en Pologne.

Mais ce thème déborde la question du politique. En portant le débat sur les questions économiques, notamment avec les nationalisations, les communistes médiatisent eux aussi cette question des libertés avec un lien qui s'opère entre libertés politiques et libertés économiques. Le 8 septembre 1977, une pleine page publicitaire du *Monde* annonce la tenue d'une convention intitulée «*Economie et Libertés »* qui doit se tenir les 26 et 27 septembre au Palais des Congrès, porte Maillot. Le titre de cette page est «Un programme pas commun.»

Les signataires[1848] se déclarent partisans d'une société de libertés face à « la force simplificatrice des thèmes marxistes largement répandus et complaisamment acceptés ». Ils en appellent donc « aux nouvelles pensées économiques fondées sur la réhabilitation de la liberté et de l'initiative ». L'avenir selon eux, ne doit pas être abandonné à un programme « figé » considéré comme une « régression et un danger. ». Cette convention est l'un des signes qui annoncent la lutte contre l'hégémonie culturelle des keynésiens et des marxistes depuis 1945 en Europe et de l'autre côté de l'Atlantique.

Quel est finalement l'impact du *Programme commun* sur l'opinion ? Incarne-t-il une volonté de changement ? Les questions dans les sondages portent rarement sur des points précis du texte ce qui ne permet pas véritablement d'étudier l'influence exercée par le *Programme commun* sur l'opinion par ce biais. L'étude du contenu des *Cahiers de la misère et de l'espoir* laisse supposer que l'envie d'un changement, souvent formulée, n'est pas fortement incarnée par le *Programme commun* qui est peu de fois cité parmi une partie de la population pourtant influencée par les idées communistes. Le texte peine finalement à exister en tant que projet de société alternatif.

En 1977, l'échec de l'actualisation du *Programme commun* signe la fin officielle de l'existence du texte en tant que programme politique commun. Cet échec devient une rupture La question de la responsabilité de cette fin des négociations en septembre se pose très rapidement. Aux yeux de l'opinion, c'est le PCF qui est en cause avec l'histoire des filiales très vite interprétée comme un prétexte. Mais cette question en soulève une autre : quelle est alors véritablement la volonté de la direction communiste ? Y a-t-il véritablement du côté de la direction la volonté de rompre l'actualisation du texte afin de ne pas parvenir au pouvoir avec des socialistes dominants, et si tel est le cas à partir de quelle date ? Plusieurs faits tendraient à prouver tout d'abord que cette volonté de rupture entre en contradiction avec les changements doctrinaires opérés à cette époque par le PCF. C'est le cas avec la conversion à l'utilité de la force de frappe en mai 1977 ou l'abandon de la dictature du prolétariat qui sont des changements qui semblent fournir des gages quant à la volonté du PCF d'accéder au pouvoir et de l'exercer.

Les bons résultats des socialistes lors des élections inquiètent certes le PCF dès les

1848 *Le Monde*, 8 septembre 1977. « Un programme pas commun. »
Raymond Aron, Henri Amouroux, Jean Cazeneuve, Yvan Charpentie, Pierre Chaunu, Jean Claude Colli, Paul Delouvrier, Michel Drancourt, Georges Elgozy, Jean Fourastie, Yvon Gattaz, Michel Habar, André Jacomet, Annie Kriegel, Claude Lussan, Pierre Masse, Michel Massenet, Thierry de Montbrial, Aimery d'Oiron, Jean dOrmesson, Philippe, Jean Plassard, Jean-Pierre Prouteau, Jean-François Revel, Jean-Jacques Rosa, Guy-Willy Schmeltz, Georges Suffert, André Voisin.

législatives de 1973 mais ne le font pas changer fondamentalement de stratégie jusqu'en 1977. Le slogan d'*Union du peuple de France,* adopté à l'issue du congrès extraordinaire d'octobre 1974, n'est pas l'expression d'un changement de stratégie véritable car, déjà avec le slogan d'*Union populaire* en 1972, le PCF tente de ne pas en rester au *Programme commun.*

Le PS de son côté adopte une stratégie programmatique qui est multiple contrairement au PCF. Le programme du PS *Changer la vie* n'est jamais totalement abandonné, preuve de la volonté du PS d'exister par lui-même. La première édition socialiste du *Programme commun* est proposée avec *Changer la vie*. Par ailleurs le programme est appelé « de gauche » à cette occasion et non pas « de gouvernement ». Le PS mise tout autant, si ce n'est plus, sur l'Union de la gauche que sur un programme qu'elle considère plus partagé que commun, en acceptant le moins possible d'actions communes avec les communistes.

La direction communiste ne découvre pas en 1974 le risque induit par la stratégie du *Programme commun* et l'alliance avec un PS dirigé par François Mitterrand. Elle sait en effet, depuis juin 1972, que la dynamique électorale entraînée par la signature d'un programme peut l'amener à ne plus être le premier parti de gauche. C'est le sens des propos tenus par Georges Marchais lors de son intervention non publiée en juin 1972 devant les membres du CC. Est-ce qu'à partir de 1977 il y a néanmoins une volonté de rompre ? Les archives conservées de la direction du Parti (CC, BP, Secrétariat), ne permettent pas de saisir d'éventuelles discussions au sein de l'appareil à ce sujet[1849]. Le mandat admis pour la délégation en septembre 1977 est d'essayer d'obtenir un programme actualisé avec des divergences, mais pas de rompre l'alliance. Ce qui se joue en 1977 durant les mois d'août et septembre 1977, c'est le dénouement de la stratégie politique des communistes qui portent l'idée même de *Programme commun* depuis 1964. En acceptant les interventions dans les médias, interrompant même pour cela la réunion en cours, les directions communistes et socialistes prennent à témoin la population de leur bonne foi respective. La dramatisation induite par cette omniprésence enterre de fait tout éventuel compromis qui risquerait d'être interprété dès lors comme un abandon. Ce qui semble certain, c'est que la direction communiste doute, tente d'imposer un marqueur idéologique via les filiales et finit par ne même plus défendre le mandat du CC lors des ultimes discussions les 22, 22, et 23 septembre 1977. Aucun responsable communiste de l'époque interviewé dans le cadre de cette recherche ne donne d'explications quant à l'échec

1849 Interrogé précisément à ce sujet lors de l'entretien M Charles Fiterman affirme qu'une éventuelle rupture n'a jamais été discutée au sein de l'appareil dirigeant en 1977.

final des négociations, ne parvient à indiquer le moment où aurait été prise la décision de ne pas parvenir au moindre accord. Selon eux c'est Georges Marchais qui en porterait seul la responsabilité. Malgré tout, tous défendent après coup la ligne du Parti, et l'on ne trouve quasiment aucune trace de critique dans les archives après septembre 1977. Au CC d'avril 1978, après la défaite aux législatives, Henri Fizbin est le seul à revenir sur ce mandat pour accuser à mots à peine couverts la direction de ne pas l'avoir respecté.

L'annonce en juillet 1977 de l'ouverture en septembre du procès intenté par Georges Marchais à l'encontre de plusieurs journaux et d'Auguste Lecoeur concernant les raisons de son séjour en Allemagne durant l'occupation a peut-être eu une influence sur l'attitude du secrétaire général lors des rencontres au sommet qui précèdent de quelques jours la tenue de ce procès. Le maximalisme mis en avant par la direction du PCF en septembre 1977, et au premier chef par Georges Marchais, n'est sans doute pas étranger à la menace électorale socialiste mais il n'est pas impossible que Georges Marchais ait voulu donner des gages de fidélité à la direction du Parti, qui finit par douter de la pertinence de la stratégie adoptée depuis 1972 et dont certains des membres avaient été résistants ou déportés (Madeleine Vincent, Roland Leroy).

Mais en définitive, d'un point de vue historique, l'analyse du *moment Programme commun* au delà des péripéties des derniers mois de 1977 permet surtout de mesurer le rôle joué par le *Programme commun* en tant que texte fondateur de l'Union de la Gauche et au-delà, d'un mythe [1850] qui permet à cette Union de perdurer malgré l'échec des négociations, malgré la rupture. Il peut sembler paradoxal de conclure, au terme de cette étude, sur le concept de mythe à propos d'un texte programmatique qui a existé, qui a été débattu, vendu, et diffusé à des milliers d'exemplaires. Pourtant, ce texte participe de l'histoire d'un récit, qui est à la fois celui de la gauche qui imprègne fortement le paysage politique de son empreinte culturelle dans ces années 1970 - époque où le fond de l'air est rouge[1851] - et celui de l'Union de la gauche qui naît du texte et qui incarne l'espoir de conquête du pouvoir.

L'Union de la Gauche, avec comme porte-drapeau le *Programme commun* ne gagne pourtant jamais d'élection majeure, ce qui aurait transformé ce texte en programme de gouvernement. Mais, nouveau paradoxe, si l'on met de côté les élections locales pour

1850 Jean-Pierre Chevènement : entretien le 21 janvier 2014 : Extrait « le Programme commun a d'abord été un mythe avant d'être un texte »

1851 Chris Marker, *Le fond de l'air est rouge,*1977.

lesquelles le programme est peu utilisé en tant que référence, il n'y a même en définitive qu'aux élections législatives de 1973 que le *Programme commun* est véritablement le programme défendu par les signataires. Car en 1974, François Mitterrand se dit seulement inspiré par les options fondamentales du texte et en 1978, le *Programme commun* n'est plus d'actualité malgré l'accord entre les deux tours et le « Ça y est ! » de *L'Humanité*[1852]. Le Programme commun n'est véritablement le programme des signataires que lors des législatives de 1973.

Mais le mythe commence peut-être le jour même de l'accord en juin, avec le discours de François Mitterrand à Vienne. Les propos, qu'il aurait tenus devant l'Internationale socialiste, sur la nécessite d'un rééquilibrage de la gauche, sont à peine évoqués dans *L'Humanité* en page intérieure le lendemain. Ils seront en revanche largement mentionnés par la suite par les communistes, comme preuve d'une duplicité originelle des socialistes ou du moins de François Mitterrand. Mais le mythe naît également de l'attitude de la direction communiste qui perçoit le danger, dès juin 1972, sans en faire état publiquement. Lors du CC du 29 juin 1972 Georges Marchais évoque le risque de voir le PS profiter de la dynamique engendrée par la signature du texte. Pourtant le PCF préfère se taire, ne pas rendre publiques ses critiques. Le rapport de Georges Marchais n'est publié qu'en 1975, avec l'ouvrage *l'Union est un combat,* alimentant la polémique avec le PS qui perdure depuis octobre 1974. Les socialistes évoquent eux aussi à leur tour une sorte de péché des origines, une sorte de double jeu de la part des communistes.

Le *Programme commun* parce qu'il donne naissance à l'Union de la gauche, laisse croire finalement en une unité, en un effacement au moins partiel de 1920, comme si les débats idéologiques entre les deux principales organisations n'avaient plus lieu d'être. Le *Programme commun* devient un mythe car il survit au mois de septembre 1977 et continue à servir de référence malgré le fait qu'il ne soit plus un programme partagé. De nombreux points du programme se retrouvent dans les « 110 propositions » de François Mitterrand. Le *Programme commun* est même cité en tant que tel dans la 21ème proposition qui évoque les nationalisations[1853]. Les socialistes ne remettent pas en cause en 1981 les décisions prises en 1972 en matière de nationalisations (de la même façon en 1978, pour les législatives le PS,

1852 Annexe 18, document 2.

1853 http://discours.vie-publique.fr/notices/083001601.html
Les 110 propositions de François Mitterrand : proposition 21 « - Le secteur public sera élargi par la nationalisation des neuf groupes industriels prévus dans le Programme commun et le programme socialiste, de la sidérurgie et des activités de l'armement et de l'espace financées sur fonds publics. La nationalisation du crédit et des assurances sera achevée. »

pour ne pas être en reste, propose la revalorisation du SMIC refusée aux communistes en septembre 1977) . Anicet Le Pors[1854] précise qu'à l'issue du conseil des ministres de Rambouillet qui acte les nationalisations, discutant avec Charles Fiterman, tous deux se disent surpris de leur ampleur contre l'avis de certains ténors du PS.

En décembre 1990, *Le Monde* mène une enquête, publiée en 1992[1855], auprès des délégués du XXVII[ème] congrès du PCF. Parmi les questions posées certaines portent sur l'appréciation portée par les congressistes sur certaines périodes de l'Histoire du PCF[1856]. Les réponses apportées montrent que les périodes « Programme commun de la gauche »[1857] et « Participation au gouvernement Mauroy » sont considérées parmi les plus mauvaises de l' histoire du PCF pour les cadres dirigeants. Près de 40 % des cadres interrogés considèrent la période de *l'Union de la gauche* comme la pire période qu'ait connue le PCF, juste derrière celle correspondant à la révélation des crimes de Staline. Ce regard très négatif porté par les cadres communistes est à mettre en relation avec le fait que 54 % sont au Parti depuis plus de 16 ans soit avant 1974. Arrivés dans un parti alors fort des 20 % d'électeurs à chaque élection, ils perçoivent la période du *Programme commun* comme la cause du déclin de leur organisation. Une étude menée sur l'appareil communiste 5 ans plus tôt en 1985 [1858] révèle que 80% des premiers secrétaires avaient adhéré avant 1968 alors que la majorité des adhérents l'avaient fait au moment de l'Union de la gauche. Les adhérents du *moment Programme commun* ne sont pas ou plus en responsabilité en 1985. Venus au Parti avant la signature du programme, les cadres communistes des années 80 font reporter toutes les difficultés ultérieures de leur parti sur cette période, considérée comme une des plus noires du PCF, plus noire que la période de bolchevisation, comme si cette signature ne pouvait être interprétée qu'à l'aune du déclin vécu par eux de l'intérieur. Le *moment Programme commun* écrit donc un récit négatif chez bon nombre de cadres intermédiaires du PCF qui sont en responsabilité après 1981 car il incarne un piège dans lequel serait tombé le Parti au profit des socialistes, alors même que les communistes en étaient les plus ardents défenseurs.

Néanmoins, chez bon nombre de dirigeants et de militants de gauche marqués par ce moment politique le texte participe de la construction d'un récit commun menant jusqu'à la victoire en 1981. Le *Programme commun* participe également de la construction du mythe

1854 Anicet Le Pors : entretien le 13 février 2016.
1855 *L'État de l'opinion 1992*, éditions du Seuil,Paris, 1992, article pp. 159-179
1856 Annexe 20.
1857 L'intitulé choisi ne reprend pas le titre exact du texte de 1972.
1858 *Les délégués aux congrès du PCF et l'évolution de l'appareil communiste*, 1956-1985 »,Communisme n°10, 2ème trimestre 1986, pp. 92-116.

autour du vainqueur d'Épinay. François Mitterrand est présenté par ses proches collaborateurs comme un stratège ayant prévu avant les autres la possibilité de diminuer l'audience du PCF[1859]. Celui qui, sûr de lui, est certain de prendre des millions de voix aux communistes grâce à la signature d'un programme, alors qu'à diverses reprises lors de réunions les leaders socialistes disent craindre la puissance de l'appareil militant communiste, disent même être impressionnés par la capacité du PCF à tenir son appareil. Si le PS se refuse aux actions communes ce n'est pas seulement qu'il ne veuille pas être associé à une autre organisation trop encombrante idéologiquement, c'est aussi parce que les socialistes savent qu'ils ne font pas le poids face à l'appareil militant communiste. Le 1er décembre 1972, l'assistance conquise par le discours de François Mitterrand[1860] est en très grande majorité communiste[1861]. Le PS craint de paraître plus faible lors des distributions de tracts, des collages, des meetings.

Mais finalement si mythe il y a, n'est-il pas surtout à une plus grande échelle pour les milliers de militants et de sympathisants qui ont passé durant plusieurs années des milliers d'heures à diffuser, populariser ce texte programmatique ? Le *moment Programme commun* devient aussi une sorte d'âge d'or de leur vie militante, celle d'une victoire promise, de lendemains qui devaient enfin chanter. Mythe pour un électorat, pour des travailleurs pour reprendre le langage de l'époque, qui ont cru à la victoire, au changement, qui ont accordé aux appareils politiques pour reprendre les mots de Louis Althusser, « une émouvante et profonde confiance non pas tant dans le Programme commun, trop long, trop technique mais dans le fait de l'union de la gauche[1862]».

Car le *Programme commun de gouvernement* échappe en quelque sorte, à ses auteurs, dès sa signature, en créant un nouvel objet, électoral surtout, l'Union de la gauche, qui survit à l'échec des négociations pour l'actualisation[1863]. Interrogée en 2011 la dirigeante communiste Francette Lazard donne son avis sur la signification de la notion de « gauche » depuis les années 1970. Il s'agit selon elle d' «*une union structurée par un programme commun*. » mais l'utilisation qui a été faite de ce concept d'Union de la gauche en a fait « un opérateur politique majeur » mais « déconnecté de la complexité des combats de classe, des nouveaux enjeux». Elle considère qu'au bout du compte cela a entraîné « un appauvrissement» et même

1859 Eric Roussel, *François de l'intime en politique*, Paris, Robert Laffont, 2013, p. 352
1860 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, op. cit.*
1861 AN, Ministère de l'intérieur, 11980020-90: note des RG du 18 mars « On peut considérer que près de 70 % des 60 000 participants étaient constitués par des militants et sympathisants du PCF »
1862 Louis Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris,Maspero, 1978.
1863 Daniel Vaillant, *PS : 40 ans d'histoire(s). Du congrès d'Épinay à nos jours*, Paris, Éditions de l'Archipel, 2011, 414 p.

« un handicap ».

Bien entendu le caractère dirigiste pour l'économie à travers le Plan paraît anachronique dans le contexte économique actuel dominé par la pensée libérale. Toutefois sans évoquer les nationalisations qui ont été intégralement appliquées en 1981, avant d'être rapidement privatisées, un certain nombre de mesures prévues par le *Programme commun* ont fini par être adoptées, avant ou après 1981 voire bien après[1864]. Le programme de 1972 est vite oublié, au point que certaines réformes emblématiques comme l'abolition de la peine de mort, prévue dans les trois programmes (*Changer de cap, Changer la vie, Programme commun*) avant d'être reprise dans la 53ème des 110 propositions de François Mitterrand, passent pour avoir été prises à l'initiative d'un seul, c'est-à-dire de François Mitterrand. Lors d'un *Cartes sur Table* le 16 mars 1981, face à Alain Duhamel et Jean-Pierre Elkabbach, François Mitterrand met en scène sa prise de position personnelle contre la peine de mort malgré une opinion publique plutôt favorable à son maintien. Il «oublie» de mentionner que cette exigence abolitionniste était portée et inscrite dans les programmes respectifs des partis de gauche depuis plus de dix ans. Le bilan des mesures proposées par le *Programme commun* et finalement reprises pour bon nombre d'entre elles par la suite relativise, voire démystifie en partie le regard porté sur ce programme souvent décrié comme uniquement dirigiste, marqué par la planification et les nationalisations. La fin du *Programme commun* en tant que séquence politique avec la dynamique unitaire induite, c'est 1977. Mais la fin du *Programme commun* en tant que projet de société doit être daté de la séquence 1981-1983 avec la conversion à une politique de rigueur. A contrario, à travers le récit que s'est construit le peuple de gauche qui a vécu cette période, la conversion à l'armement nucléaire qui est en partie actée avec la signature du *Programme commun*, est oubliée. Or, ce sont les signataires de ce texte qui ont finalement intégré l'acceptation du fait nucléaire militaire dans le corpus idéologique de la gauche,. Et depuis la période 1977-1978, aucune force politique de gauche n'est revenue sur cette conversion.

Pour finir au regard des pratiques politiques ayant cours depuis, il est intéressant de s'interroger sur la première vertu qu'a peut-être eu le *Programme commun* : celle de tirer sa force d'entraînement militante et électorale du fait d'avoir écrit ce qui allait être fait via un programme politique. Philippe Herzog revenant sur le contenu du texte considère que le

1864 Annexe 19.

Programme commun permettait de prendre à témoin les électeurs et que c'est finalement « le dernier exemple où les français ont été amenés à discuter d'un projet pour la France »[1865]. Le terme même de programme est abandonné par le PS en 1981, les socialistes préférant celui de « propositions » pour évoquer le projet du candidat François Mitterrand, propositions qui ne font pas l'objet d'une publication. Dès lors, à partir de septembre 1977, l'Union de la gauche survit mais sans programme commun et avec un PCF qui entame son déclin électoral, ce qui permet la victoire en 1981 mais aussi la conversion libérale du PS entre 1981 et 1983.

1865 Philippe Herzog : entretien le 2 novembre 2013.

État des sources

I) Les archives

A) Archives Nationales (AN)

1) Archives consultées

-19970320 : Direction générale de la Police nationale, Direction centrale des Renseignements généraux, Sous-direction de l'analyse, prospective et faits de société, Section analyse et prospective.

-Article 5 : Union de la gauche (Unité P.C.F.-S.F.I.O.-P.S.U. Radicaux) : coupures de presse, notes d'informations, tracts, par années.1962-1971
Des notes d'information locales permettent de suivre l'état des relations entre les socialistes et les communistes.
- Article 3 : P.C.F. : Généralités.

-20070366 : Fonds Charles Fiterman (sur dérogation) :
Ce fonds d'un des principaux dirigeants du PCF du moment programme commun est plus un fond de l'histoire du Parti qu'un fond d'archive personnel. Les notes prise en réunion s'avèrent très précieuses.

-20040455 : Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police Nationale, Direction centrale des Renseignements généraux: article 1-6 : formation du parti socialiste et de l'Union de la gauche.1964-1977
Article 1 : les prémisses de l'Union de la gauche
Article 3 : rapports PCF PS
Article 5 : rassemblements 1973 1976 (utilisation des rapports des RG sur les 100 meetings en 1975)
Ce fonds est précieux car il offre un éclairage sur les tractations entre organisations à Paris et la façon dont cela est perçu sur le terrain dans les départements.

-20070670 : Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police Nationale, Direction centrale des Renseignements généraux, Article 1-26 : Surveillance de la publication des sondages 1972 1991. Articles 1-26 : publication des sondages (1972-1994).
Ce fonds présente l'avantage de répertorier l'ensemble des enquêtes et sondages publiés. Mais aussi de faire état de sondages confidentiels

-19800280 : Ministère de l'intérieur. Direction centrale des renseignements généraux.
Dossiers individuels consultés après dérogation : Jean-Pierre Chevènement- Michel Rocard- Georges Marchais.- Mitterrand- Paul Laurent- Robert Fabre.
Au delà d'informations d'ordre privé les notes permettent de suivre l'activité politique des dirigeants et d'offrir un éclairage particulier sur leur organisation.

-5 AG 2/1072 Archives de la présidence de la République 1969-1974. Archives remises par des collaborateurs de Georges Pompidou:

Dossiers 6 et 7 : dossiers « techniques » portant sur une analyse en juillet et décembre 1972 du *Programme commun* pour le compte du secrétariat général de la Présidence de la République.

2) Archives non consultées (refus de consultation)

20070670/103 : suivie de la fête de *L'Humanité*
200760670/112 : surveillance de la presse communiste.

B) Centre d'Histoire du Travail (CHT) à Nantes

-Archives Jean Poperen, POPJ :

Ce fonds est très riche. Ce fonds n'est pas seulement un fonds d'archives personnel. De nombreuses prises de note lors de réunions des instances dirigeantes du PS. (A souligner l'importance des rencontres des 19 octobre 1972 et 13 août 1975).

-Archives du PSU : en 1988, grâce à des militants locaux, le PSU, au moment de sa dissolution, donne au CHT ses archives de 1973 à 1988.

-Archives du PS de Loire-Atlantique : fonds consulté dans un premier temps au siège du PS puis au CHT. Fonds en cours de classement.

Ce fonds permet de suivre l'état de l'Union de la gauche dans ce département où le PS est dominant à gauche.

C) Archives Départementales de Seine-Saint-Denis : Fonds d'archives du PCF et Fonds personnels de dirigeants communistes

-Archives du BP : les documents papier originaux sont conservés sous les cotes, 261 J 4/ 1 à 261 J 4/51). Consultation sur CD :2 NUM 4 :

Permet d'appréhender les prises de décision des dirigeants communistes.

-Archives du Secrétariat Général : les documents papier originaux sont conservés sous les cotes, 261 J 5/ 29 à 261 J 5/ 34.Consultation sur CD : 2 NUM 5

Statutairement le Secrétariat assure le travail courant de la direction alors que le BP dirige le Parti entre les sessions du CC. La consultation des relevés de décisions du Secrétariat pour les années 1970 montre que le Secrétariat est aussi un organisme de décision au même titre que le BP. Les relevés de décisions du BP et du secrétariat ne permettent pas de saisir les débats au sein de ces instances. Quelques fonds (exemple Georges Frischmann) contiennent des prises de notes en réunion.

-**Archives du Comité Central (CC)** : sur papier. **261 J2 /48 à J261 J 2/ 53**.

-**Archives du Comité Central (CC) :** archives sonores des enregistrements des comités centraux. **4 AV / 1952 – 2281 :**

Même si le CC est rarement un lieu véritablement d'échanges contradictoires, l'écoute de certaines séances permet de saisir les modifications dans la stratégie du Parti.

-Cahiers de la misère et de l'Espoir : (261 J 18) environ 2500 cahiers ont été consultés pour quelques départements.

-Commission Centrale de Contrôle politique : (cote 216J6/ 1- 19) : Consultation de l'affaire Fizbin.

-Section de montée des cadres : (cote 261 J21/1-102) Ce fonds d'archives est classé par département.

Marcel Zaidner est responsable de ce secteur de 1970 à 1976.

-Section économique (cote 261 J8)

-Affiches du PCF : (cote 89 Fi).

Base de données sur tableur permettant d'interroger par mots clés.

-Fonds personnels consultés:

-Jean Kanapa : (cote 317 J) Des notes lors de réunions portant sur le débat idéologique

-Gaston Plissonnier : (**cote 264 J, 1 AV 19640-19642**

-Georges Marchais : (cote 305 J). A relever la version écrite du rapport au CC du 29 juin 1972.

-Jean Jérôme : (cote 370 J). A relever boîte 3 un document d'analyse du CNPF sur le PCF « Evolution de la stratégie du PCF / Analyses et perspectives »

-Roland Leroy : (cote 263 J)

-Georges Frischmann : (cote 328 J). Quelques prises de notes lors de réunions du BP.

D) Archives du PS : Fondation Jean Jaurès (FJJ)

-Fonds du Parti socialiste, secrétariat national aux Relations extérieures : relations PS-PCF union de la gauche programme commun de gouvernement, 1964-1987 (2 RE 1-328) : **2 RE 1-328** :

Fonds très riche sur le secrétariat aux relations extérieures.Permet de suivre les négociations portant sur le Programme commun de gouvernement.

-Elections Fédérations

13 EF : les élections municipales classées par fédération. De nombreux courriers échangés entre le département et le secrétariat national. Permet de mesurer les discusions avec le PCF dans les fédérations mais aussi les tensions au sein du PS relatives aux positions prises par le CERES dans les négociations.

5 EF : 77 – 1 – 10 : documents généraux sur les élections municipales de 1977.

-Relations Internationales 70 RI

18 : relations PS PCF sur le désarmement.
19 : réunion commune PS CFDT.1983
20 : défense et sécurité : pays du bloc soviétique.
? : pour le Portugal

-Fonds Robert Pontillon : plus particulièrement consulté (union de la gauche, Programme commun de gouvernement (1972- 1978): **8 FP 3 / 216 – 247.**

-Base de données des débats :Le Centre d'archives socialistes propose la consultation en ligne des transcriptions intégrales des débats de congrès, conventions nationales et des comités directeurs de la SFIO (période 1939-1969), du nouveau Parti socialiste (1969-1971) et du Parti socialiste (de 1971 à 2001). (http://www.archives-socialistes.fr/articles/pagescms/baseDebats)

-Unité : Hebdomadaire du PS. Interrogeable par mots clés.

-Affiches du PS: Un fonds d'archives consulté par mots clés.

-Base de données des élus SFIO
(http://www.archivessocialistes.fr/articles/pagescms/baseSFIO)

E) Centre d'histoire de Sciences Politiques

-Archives Alain Savary : 1 SV 41 : Pourparlers avec le PCF, 1969-1971. Dans le cadre du dialogue idéologique avec le PCF : liste des membres, programmes, comptes rendus de réunion et travaux des groupes d'études.

F) Archives partisanes locales

1)- Archives départementales de l'Isère : Archive de la fédération du PCF (Côte 157 J)

Ce fonds permet de saisir l'activité de la fédération dans les années 1970. *Les cahiers de la misère et de l'espoir* de l'Isère ont été conservés sur place (157 J 34).

2) Archives départementales des Alpes-Maritimes : Fonds du député communiste Virgile Barel.

Peu d'archives concernant le fonctionnement de la fédération mais de nombreux documents (affiches, profession de foi) concernant les élections de 1973 et 1978.

Existe aussi une grande collection de L'Humanité *dimanche* et du journal *le Patriote*.

3) Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence : Fonds du député communiste Pierre Girardot :(côte 51 J 1-83)

Les archives sont en partie celle de la fédération. A relever de nombreuses affiches et profession de foi du PCF et des autres organisations.

4) Archives departemantales du Maine-et-Loire : Fonds archives de la fédération du PS :

Côtes consultées : **1 F1 :** « fête de la rose », et **1 RE 1** : « chemise PCF »

5) Archives du PCF de Loire-Atlantique : Archives de la fédération départementale du PCF.

Ces archives conservées dans les locaux de la fédération. concernent l'ensemble de l'activité de la fédération depuis 1920. Fonds classé par l'historien Alain Croix.

6) Archives départementales de Créteil: Archives de la fédération départementale du PCF :

130 J 44 45 : affiches pour annoncer des meetings

130 J 49 : courriers du CC portant sur l'immigration

130J 45 : présentation du Programme commun dans les départements.

130 J 50 : Immigration

7) **Archives Municipales d'Aubervilliers.**

Fonds Grapus : Affiches de l'ancien collectif d'art graphique Grapus (1970-1990).

G) Sciences Po.

-Base de données statistiques des résultats électoraux circonscription par circonscription. Retranscription sous forme de cartes (Annexes 9 et 10)

H) Assemblée nationale

- Tables nominatives, Tables des matières.
- Il n'existe pas d'archives du groupe parlementaire communiste. Les archives du groupe parlementaire socialiste sont en cours d'inventaire à la fondation Jean Jaurès.

II) Sources bibliographiques

ADLER Alexandre, COHEN Francis, Maurice DÉCAILLOT, *L'URSS. et nous,* Paris, Éditions sociales, 1978.

ALTHUSSER Louis, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste,* Paris, François Maspero, 1978.

ANDRIEU René, *Lettre ouverte à ceux qui se réclament du socialisme*. Paris, Albin Michel, 1978.

BARRE Raymond,*Objectifs d'action pour les libertés et la justice: présentés à Blois, le 7 janvier 1978,* Paris, Fayard, 1978

ANTONA Jean Paul, BRUNOIS Richard, *L'entreprise face au programme commun*, Paris Economica, 1978.

BENOIST Jean-Marie, *Un singulier programme: le carnaval du Programme commun,* Paris, Presses universitaires de France, 1978.

BERTHO Alain, DEBATISE Daniel, FAYOLLE Jacky, RICHARD Gilles, TURPIN Etienne, VOLLE Michel, *L'Histoire de la France contemporaine*, Paris, Éditions sociales,1981.

BOCCARA Paul, HERZOG Philippe, LE PORS Anicet et QUIN Claude, *Changer l'économie. Trois clefs et un calendrier*, Paris, Éditions sociales, 1977, 188 p.

BOCCARA Paul*, Étude sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, collection « Économie et société », Paris, Éditions sociales, 1974.

BOUBLIL, Alain, *Le socialisme industriel,* Paris, Presses universitaires de France, 1977.

BOURNAZEL Alain, *La Gauche n'aura jamais le pouvoir.* Paris, Fayolle,1978.

CEYRAC François, *Les Dossiers de l'économie de liberté,*Paris, Éditions Empire, 1977

CHALANDON Albin, 1977, *Les Joueurs de flûte: le rêve économique de la gauche,* Paris, Plon, 1977.

Ce que cache le programme commun, 1973, Edimpra.

CHAPUIS Robert, *Si Rocard avait su, témoignage sur la deuxième gauche*, Paris, l'Harmattan, 2007, 246 p.

CHARLOT Jean et STOETZEL Jean, et l'Institut français d'opinion publique, *Quand la gauche peut gagner : les élections législatives des 4-11 mars 1973,*Paris, 1973.

CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *Le Vieux, la crise, le neuf,* Paris, Flammarion, 1975.

CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *Défis républicains,* Paris, Fayard, 2004.

COTTA Michèle,. *Cahiers secrets de la Ve république, 1965-1977,* Fayard, Paris 2007

DANIEL Jean, *L'ère des ruptures,* Paris, B. Grasset, 1979.

DELOFFRE Frédéric et PEYREFITTE, *Guide pratique du "Programme commun.",* Paris, Pauvert, 1977.

DUHAMEL Olivier et WEBER Henri, *Changer le PC ?: débats sur le gallocommunisme,* Paris, PUF, 1979 .

ESTIER Claude Estier, GLAYMAN Claude Glayman, MITTERRAND François, *La plume au poing,* Paris, Stock, 1977

ESTIER Claude, *J'en ai tant vu Mémoires*, Paris, Le Cherche Midi, 2008.

ESTIER Claude, *De Mitterrand à Jospin*, *trente ans de campagnes présidentielles, (1965-1995)*, Paris Stock, 1995.

FABRE Robert, Henri Caillavet, Maurice Faure, *Le Mouvement des radicaux de gauche.: extraits significatifs du "Programme commun",* Paris, Presses pocket, 1973..

FABRE Robert, *Les radicaux dans l'Union de la gauche,* Paris, Balland, 2001.

FABRE Robert, *Quelques baies de genièvre, Paris*, Librairie générale française*,* 1976, 348 p.

FABRE Robert, *Toute vérité est bonne à dire, Paris,* Fayard, 1978, 211 p.

FABRE Robert, *Quatre grains d'ellébore,* P aris*,Ramsay,* 1990, 286 p.

FAJON Etienne, THOREZ Maurice, ROCHET Waldeck, et MARCHAIS Georges,*L'Union est un combat,* Paris, Éditions sociales, 1973

FITERMAN Charles, *Profession de foi : pour l'honneur de la politique,* Paris, Seuil, 2005.

FIZBIN Henri, *Les bouches s'ouvrent une crise dans le Parti Communiste*, Grasset, 1980.

GISCARD D'ESTAING, *Démocratie française,* Paris, Fayard, 1976.

GLUCKSMANN André, *La cuisinière et le mangeur d'hommes : Essai sur l'Etat, le marxisme, les camps de concentration,* Paris, Seuil, *1975.*

HALIMI Gisèle, *.Le programme commun des femmes: choisir la cause des femmes*. Paris, Grasset. 1978.

HERZOG Philippe, *L'union populaire et la maîtrise de l'économie*, Paris, Éditions sociales, 1972, 223 p.

HINCKER François, *Le Parti communiste au carrefour, essai sur quinze ans de son histoire*, *1965-1981*, Paris, Albin Michel, 1981.

JOXE Pierre, *À propos de la France : entretiens avec Michel Sarazin,* Paris, Flammarion, 1998.

JOXE Pierre, *Pourquoi Mitterrand ?,* Paris, Flammarion, 1998.

JUQUIN Pierre, *De battre mon cœur n'a jamais cessé : mémoires,* Paris, l'Archipel, 2008

JUQUIN Pierre, *Autocritiques*, Paris, Grasset, 260 p.

KÉHAYAN Nina et Jean KÉHAYAN, *Rue du prolétaire rouge: deux communistes français en URSS,* Paris, Seuil, 1978.

LAMARTEL Louis. 1977. *Le Programme commun : promesses et réalités,*Collection Vérités actuelles, Paris,Société parisienne d'éditions et de diffusion, 1977.

LECOEUR Auguste, *Le P.C.F., continuité dans le changement,* Paris, Laffont, 1979.

LE PORS Anicet, 1977. *Les béquilles du capital: les transferts État-industrie, critère de nationalisation,* Paris, Seuil, 1977.

LEROY Roland, *La quête du Bonheur*, Paris, B. Grasset, 1995, 237 p.

LONCLE François, *Autopsie d'une rupture : la désunion de la gauche,* Paris, Simoën,1979.

MAIRE Edmond, KRUMNOW Frédo, DÉTRAZ Albert. 1975. *La C.F.D.T. et l'autogestion*. Paris, Cerf, 1975.

MARCHAIS Georges, *Le défi démocratique,* Paris, Grasset, 1975.

MARCHAIS Georges, *Un socialisme pour la France*,

MERMAZ Louis, *Il faut que je vous dise. Mémoires*, Paris, Odile Jacob, 2013.

MEXANDEAU Louis, *Histoire du Parti socialiste*, Paris, Tallandier, 2005, 443 p.

MITTERRAND François, *La Paille et le grain: chronique,* Paris, Flammarion, 1976.

MITTERRAND François, *Le coup d'État permanent,* Paris, Plon, 1964.

MITTERRAND François, et Claisse Guy, *Ici et maintenant: conversations avec Guy Claisse*. Paris, Fayard, 1980.

MITTERRAND François, *ma part de Vérité*, Paris Fayard, 1969.

MITTERRAND François, *La rose au poing*, Flammarion, 1973.

MITTERRAND François, *La paille et la grain*, Paris, Flammarion, 1976, 280 p.

MOCH Jules, *Le communisme jamais* !, Paris, Plon, 1977

MUTIN Louis, Paris, *Le songe d'Atthalie,* Paris, Sopadif, 1977.

MOISSONIER Maurice et PRUVOST Georges (Dir.)*, CGT approches historiques,* Paris, Institut CGT d'Histoire sociale*,* 1988.

PCF, *Programme commun de gouvernement,* Paris, Éditions sociales, Paris, 1972.

PCF, *Programme commun de gouvernement actualisé,* Paris, Éditions Sociales, 1978

PCF, *Changer de Cap-Pour un gouvernement démocratique d'Union populaire*, Paris, Éditions Sociales, 1971.

PS*, Changer la Vie Programme de gouvernement du Parti socialiste et Programme commun de la gauche,* Paris*,* Flammarion, 1972*.*

PCF, *Vivre libres Projet de déclaration des libertés soumis à la discussion des Français*, *L'Humanité*, 1975.

PS,*Changer la Vie*, Paris, Flammarion, Paris, 1972*, Programme commun de gouvernement,* Paris, Flammarion, 1973.

PS*, Le Programme commun de gouvernement de la gauche : propositions socialiste pour l'actualisation,* Paris, Flammarion, 1977.

PS*, 89 réponses aux questions économiques,* Paris*,* Flammarion, 1977.

POPEREN Jean, *La gauche française : le nouvel âge*, 1958-1965, Paris, Fayard, 1972, 492 p.

POPEREN Jean, *L'Unité de la gauche : (1965-1973),*Paris, Fayard, 1975.

MONTALDO Jean, *La France communiste, un état dans l'État,* Paris, Albin Michel, 1977.

MOTCHANE Didier, CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le socialisme,* Paris, Seghers, 1964.

QUILLIOT Roger, MOLLET Guy, *Les Communistes et nous : première série,* Paris*,* SFIO,

1964.

QUILLIOT Roger, MOLLET Guy,. *Les Communistes et nous : deuxième série,* Paris*, SFIO,* 1964.

REVEL Jean-François, *La tentation totalitaire*, Paris, Robert Lafont, 1976.

ROCARD Michel, 1973. *Contrôler aujourd'hui pour décider demain: ce manifeste a été adopté par le 8e Congrès national du PSU, Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972,* Paris*,* Parti socialiste unifié, 1973.

ROCARD Michel, *Si la gauche savait-Entretiens avec Georges Benamou*,

ROCHET Waldeck, *Bulletin de propagande,* Paris*:. Pour une démocratie avancée, pour une socialiste,* Paris, Parti communiste français, 1968.

ROUDY Yvette, *La femme en marge,* Paris Flammarion, 1975.

ROUDY Yvette, *A cause d'elles*, Paris, Albin Michel, 1985, p.

SELLIER François, *Les salariés en France*, Paris, PUF, 1979

SOFRES, *L'opinion française en 1977,* Presses de la FNSP, Paris, 1978.

SOFRES*, L'État de l'opinion en 1992,* éditions du Seuil, Paris, 1992

SOISSON Jean-Pierre, STASI Bernard, et STIRN Olivier, *Le piège*. Paris, Éditions -Empire, 1973.

VAILLANT Daniel, *PS : 40 ans d'histoire(s). Du congrès d'Épinay à nos jours*, l'Archipel, 2011, 414 p

VERDIER Robert, *P.S. P.C.: une lutte pour l'entente,* Paris, Seghers, 1976.

STOFFAËS Christian, et VICTORRI Jacques, 1977, *Nationalisations,* Paris, Flammarion, 1977.

THIBAUD Paul, « Le socialisme au Programme », *Esprit*, n°416 - septembre 1972, *pp*. 288-293.

III) Entretiens

Entretiens réalisés : (entre parenthèse l'appartenance politique ou syndicale à l'époque)

-Jean Marc Ayrault (PS), 22 mai 2015.

-Antoine Blanca (PS), 2 décembre 2010

-Pierre Boccara (PCF), 20 juin 2014.

-Robert Chapuis (PSU – PS), 21 juin 2012.

-Jean-Pierre Chevènement (PS), 21 janvier 2014.

-Jean-Pierre Cot (PS), octobre 2009

-Charles Fiterman (PCF), 12 septembre 2012

-Guy Georges (S.N.I-F.E.N), 25 octobre 2011.

-Philippe Herzog (PCF), 28 octobre 2011 et 2 novembre 2013.

-Pierre Juquin (PCF), 9 mars 2013.

-Francette Lazard (PCF), 28 octobre 2011.

-Roland Leroy (PCF), 20 juillet 2015.

-François Loncle (MRG), 6 septembre 2013.

-Anicet Le Pors (PCF), 14 février 2016.

-Henri Malberg (PCF), 22 mai 2014.

-René Piquet (PCF), 7 février 2013.

-Jack Ralite(PCF), 27 décembre 2012.

-Michel Rocard (PSU puis PS), 6 septembre 2013.

-Lucien Sève (PCF), témoignages écrits les 6 avril 2014 et 16 mai 2016.

-Marcel Zaidner (PCF), 7 juillet 2013.

FRANCE CULTURE, A voix nue, Par Stéphane Manchematin. Réalisation : Céline Ters. Prise de son : Bernard Lagnel. Avec la collaboration de Claire Poinsignon.

Entretiens avec Pierre Juquin
Entretiens avec Roland Leroy
Entretiens avec Michel Rocard
Entretiens avec Jack Ralite

IV) La presse

Médiathèque de Nantes : *Le nouvel Observateur, L'Humanité, Le Matin de Paris, Le Figaro, Ouest France, Combat, Le Monde, L'Express.*

Site Gallica : *Le Populaire*, *L'Humanité* en 1936.

Collection privée, *Le Courrier des Cheminots, CGT-Cheminot..*

V) La télévision

- Institut nationale de l'audiovisuel : (consultation à Rennes à l'antenne régionale de l'INA). Utilisation du corpus documentaire interrogé par mots clés. Restitution statistiques des temps d'antenne des personnalités politiques. L'institut National de l'Audiovisuel (INA) dispose d'une base de données consultable de l'ensemble des émissions télévisées. Chaque émission fait l'objet d'une notice descriptive indiquant les participants. Est considéré comme participant (champ PAR) toute personne qui parle. A partir de 1975, les notices documentaires ont été directement informatisées avec un reprise pour les notices papiers antérieures. La période prise en compte pour les graphiques dans l'annexe 13 s'étend du 1 janvier 1970 au 31 décembre 1981. Report dans l'annexe 15 des temps d'antenne.

Bibliographie

Cette bibliographie recense les ouvrages, les articles de revue et les communications de colloque ayant permis cette recherche.

I) Méthodologie

A) Ouvrages généraux.

-Institut d'histoire du temps présent, Questions à l'histoire des temps présents, actes de la table ronde du 21 février 1992, Bruxelles, Complexe, 1992, 136 p.

-DARGENT Claude, *Sociologie des opinions,* Paris, Armand Colin, 2011.

-DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick et OFFENSTADT Nicolas (dir.), *Historiographies*, *I. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, 646 p.

-POIRIER Philippe, *Introduction à l'historiographie*, Paris, Belin, 2009.

-SALMON Frédéric, *Atlas électoral de la 1848-2001,* Paris,Seuil, 2001.

-SOULET Jean-François, *L'Histoire immédiate*, Paris, Armand Colin, 2009.

B) Histoire orale

-DESCAMPS Florence (dir.), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Bréal, 2006, 287 p.

-DESCAMPS Florence, L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, 864 p

-FINCK Nadine, « Des témoins encombrants? Mémoire et histoire de 1939-1945 en Suisse », *Carnets de bord*, N°9, septembre 2005 ; pp. 46-51.

-OHEN Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, 277 p.

C) Sémantique, cartographie, chronologie

-Logiciel de sémantique **TROPES** : http://www.tropes.fr/ (Tropes, Version 8.0Manuel de référence

-Logiciel de restitution chronologique : **Gant designer** (version utilisée à partir du site suivant)http://timios.net/gantt/download.html

-Logiciel de cartographie utilisée : ARCGIS-ESRI

-PESCHANSKI Denis, *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Klincksieck, 1988.

D) Communication, médias

BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998.

BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, N° 318, 1973, pp. 1292-1309.

CHANIAC Régine, *La télévision de 1983 à 1993 - chronique des programmes et de leur public,* Paris, La Documentation française, 1994.

DARGENT Claude, *Sociologie des opinions*, Paris, Armand Colin, 2011.

DELPORTE Christian, *La France dans les yeux, Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 2007.

D'ALMEIDA Fabrice et DELPORTE Christian, *Histoire des médias en France*, Paris, Flammarion, 2010, 510 p.

GAÏTI Brigitte, « Comment écrire une histoire qui se tient ? A propos de l'opinion publique », *Le Mouvement social*, N°230, janvier-mars 2010, pp. 145-150.

GALVEZ-BEHAR Gabrielle, « Le constructivisme de l'historien. Retour sur un texte de

GUIGO Pierre-Emmanuel, *Le chantre de l'opinion, La communication de Michel Rocard 1974-1981*, Paris, Ina Éditions, 2013.

LEGRAVE Jean Baptiste, *Conseiller en communication : l'institutionnalisation d'un rôle,* Thèse sous la direction de Philippe Braud, Université de Paris, 1993.

LEGRAVE Jean Baptiste, *«* La quête des origines. Retour sur la fondation de la communication politique en France *», Questions de communications,* n°7, 2005*,* pp. 323-343.

PLATONE France, RANGER Jean*, «* Le Parti communiste français et l'audiovisuel : en vouloir ou pas *», Revue française de science politique,* 29e année, n°2, 1979. pp. 184-202.

VEYRAT-MASSON Isabelle et LHERAULT Marie, « Roland Cayrol : Les sondages en France, leurs spécificités, leurs techniques, leurs évolutions », *Le Temps des médias*, 2006/2 n° 7, pp. 229-241.

II) Ouvrages généraux

ALEXANDRE Philippe, *Le roman de la gauche,* Paris, Plon, 1977.

ANDRIEU Claire, *Le programme commun de la résistance*, Paris, Les éditions de l'Érudit, 1984, 212 p.

ARTIÈRES Philippe, ZANCARINI FOURNEL Michèle (dir), *68 Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, la Découverte, 2008.

BARTOŠEK Karel, *Les aveux des archives, Prague-Paris-Prague, 1948-1968,* Paris, Seuil, 1996.

BECKER Jean-Jacques et CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2 « XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire », Paris, La Découverte, 2004, 776 p.

BERSTEIN Serge, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les années Giscard. Les réformes de société 1974 1981*, Armand Colin, Paris, 2007.

BUFFOTOT Patrice, *Le socialisme français et la guerre : du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998),* Bruxelles :Bruylant - Paris: LGDJ, 1998.

CASTAGNEZ Noëlline, *Histoire des idées socialistes*, Paris, La Découverte, 1997, 124 p.

CASTEL Roland, l*es métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, Folio Essais1999, p.564.

CAPDEVIELLE Jacques, DUPOIRIER Elisabeth, GRUNBERG Gérard, SCHWEISGUTH Etienne, YSMAL Colette, *France de gauche Vote à Droite*, Presses de la FNSP, Paris, 1981.

CEVIPOF, *Les élections législatives de mars 1967*. Cahiers de la FNSP, Paris 1970.

CHASSAIGNE Philippe, *Les années 1970. Fin d'un monde et origine de notre modernité*, Paris, Armand Colin, 2008, 367 p.

CELLARD André, La Fédération de la gauche démocrate et socialiste, thèse de doctorat de sciences politiques sous la direction de FABRE Michel-Henry, Université de Paris I, 1990, 414 p.

CASTEL Roland, *les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, Folio Essais1999.

CHRISTOFFERSON Michael, *Les intellectuels contre la gauche : l'idéologie antitotalitaire en France 1968-1981 (traduction* André Merlot), Marseille, Agone, 2009.

CUSSET François, *Le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte, 2006, 370 p.

DURIEUX Bruno, « La situation de l'emploi en 1972 », Économie *et Statistique,N°* 46, *pp*. 27–43. 1973.

FERHAT Ismaïl, *Socialistes et enseignants : le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 199*2, Thèse de doctorat.

FULLA Mathieu, "*Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981): une histoire économique du politique.*" Thèse de doctorat, Paris, IEP Paris, 2012

FULLA Mathieu, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016

GAILLARD Jean-Michel, *Les 40 jours de Blum,* Paris, Perrin, 2001.

GARRIGUES Jean, GUILLAUME Sylvie, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Comprendre la Ve République, Paris,* Presses Universitaires de France, 2010

GAXIE Daniel, *Explication du vote : un bilan des études électorales en France,* Paris, PFNSP, 1989.

GOGUEL François, *Le référendum d'octobre et les élections de novembre 1962,*Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, Armand Colin, 1965.

GEORGI Frank (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?,* Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, 612 p.

GRUNBERG Gérard, DUPOITIER Élisabeth, "Qui Gouverne La France Urbaine ? Les Élections Municipales Dans Les Communes de plus de 9 000 Habitants", *Revue Française de Science Politique,* n° 28, 1978.

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *La deuxième gauche: histoire intellectuelle et politique de la CFDT,* Paris, Éditions Ramsay, 1982.

HATZFELD Helène, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

JENSON Jane, Mitterrand et les française, un rendez vous manqué, 1995, PFNSP, 1995, 386 p.

INSEE Première, N° 434 - MARS 1996

JULLIARD Jacques,. *Les gauches françaises: histoire, politique et imaginaire, 1762-2012,* Paris, Flammarion, 2012..

LAIGRE Philippe,. 1975. *Les candidats de l'UGSD aux élections législatives des 4 et 11 mars 1973 à travers leurs professions de foi,* thèse de doctorat*,* Paris, 1975 .

LAMARD Pierre et Stoskopf Nicolas (dir.), *1974-1974 Une décennie de désindustrialisation ?, Actes des premières journées d'histoire industrielle Mulhouse – Belfort,* 11-12 octobre 2007, Picard, 2009, Paris

LANCELOT Alain, 1986. *1981 : les élections de l'alternance*. 1 vols. Paris: PFNSP.

LANCELOT Alain, « Il ne faut jurer de rien, Le référendum du 23 avril 1972 », *Projet*, N°67, 1972, *pp.* 795-808.

MAITRON Jean et PENNETIER Claude (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions ouvrières, 1964-1993, 43 vol.

MOTHÉ Daniel, DOMENACH Jean-Marie, MEYER Philippe, THIBAUD Paul, « Eléments pour un Programme commun », *Esprit,* février 1973,N°421, p. 570 -579

MARGAIRAZ, Michel, and BLOCH-LAINÉ François, *L'État, les finances et l'économie: histoire d'une conversion, 1932-1952,* Paris, 1991.

MARKER Chris, *Le fond de l'air est rouge,* Arte développement : Iskra : INA, 2013

MARTIN Pierre, *Les élections municipales en depuis 1945,* Paris, la Documentation française, 2001.

MASCLET Olivier, *du «bastion» au «ghetto. » Le communisme municipal en butte à l'immigration*, Actes de la recherche en sciences sociales, N° 159, 2005, p. 10-25

MASO, Michel.. *Les politiques économiques de la gauche en (1936-2002): actes du colloque organisé par la fondation Gabriel Péri, Paris, 20-21 mai 2011,*Fondation Gabriel Péri. Pantin,Fondation G. Péri, 2012.

MONGIN Dominique, DUVAL Marcel, *La bombe atomique française,1945-1958,* Paris-Bruxelles, LGDJ/Bruylant,Politique étrangère,1997.

MORVAN Yves, « A propos de quelques ouvrages sur les nationalisations », *Revue d'économie industrielle*, 1er trimestre 1978, pp. 148-155.

NICOLAS, Brigitte, *Les relations du Parti socialiste et du Parti communiste, 1972-1981: essai de contribution à l'analyse des partis politiques*, thèse de doctorat 1984.

PROST Antoine, LE VAN-LEMESLe Lucette, et ANDRIEU Claire, *Les nationalisations de la Libération: de l'utopie au compromis,* Paris, Presses de la FNSP,1987.

RICHARD Gilles et SAINCLIVIER Jacqueline (dir.), *Les partis à l'épreuve de 1968*, *L'émergence de nouveaux clivages*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012

RICHARD Gilles et Jacqueline SAINCLIVIER, (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan, 1956 1967*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008

SIRINELLI Jean-François,. *Intellectuels et passions françaises : manifestes et pétitions au XXe siècle,*Paris, Fayard, 1990, 592 p.

SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France*, 3 tomes, Paris, Gallimard, 1992, 794 p., 771 et 956 p.

SIRINELLI Jean-François, *Mai 1968 L'évènement Janus*, Paris, Fayard, 2008.

SIRINELLI Jean-François (dir.), *Dictionnaire de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 2003 (1ère éd., PUF, 1995), 1254 p.

SIRINELLI Jean-François, *Les vingt décisives. Le passé proche de notre avenir (19651985)*, Paris, Fayard, 2007, 323 p.

TARTAKOWSKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain. *L'union sans unité: le programme commun de la gauche, 1963-1978,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

TOPÇU Sezin,. "*L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome: critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en (1968-2008).*" Thèse de doctorat, :

École doctorale de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010.

VAYSSIERE Pierre, *Le Chili d'Allende et de Pinochet dans la presse française (1970-2005)*, Paris, l'Harmattan, 2006

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoires politique des usines,* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007

VAÏSSE Maurice, Messmer Pierre, *Armement et Ve République : fin des années 1950-fin des années 1960*. Paris, CNRS Éditions, 2002 .

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

VIGNA Xavier et VIGREUX Jean (dir.), *Mai-juin 1968 : huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, PUD, 2010, 306 p.

VIGREUX Jean, *Histoire de la France contemporaine : Croissance et contestations 1958-1981,* Paris, Seuil, 2014.

VIGREUX Jean, *Histoire du Front Populaire l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016.

VRIGNON Alexis, *Les mouvements écologistes en France : de la fin des années soixante au milieu des années quatre-vingt*, Thèse de doctorat Nantes, Université de Nantes, 2014

XU, Bai Xi, "Les positions du Parti communiste et du Parti socialiste sur les nationalisations: 1972-1977." Thèse de doctorat, Paris,Université Panthéon-Sorbonne, 1988.

« Mai 68 », *Vingtième Siècle*. n°23, 1990.

« L'ombre portée de Mai 68 », *Vingtième siècle,* n°98, 2008.

III) Histoire des signataires du *Programme commun*

A) Le PCF

BOUJU Marie Cécile, *Les maisons d'édition du PCF*, Thèse de doctorat d'histoire, dirigée par Marc Lazar, Institut d'études politiques de Paris, 2005.

CHARPIER Gilles, *Les RG et le Parti communiste*, Paris, Plon, 369 p.

COURTOIS Stéphane, LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français 2ème édition,* Paris, Presses universitaires de France, 2000, 439 p.

COURTOIS Stéphane, *Dictionnaire du communisme*, Larousse, 2007, 639 p.

DHAILLE-HERVIEU et Marie-Paule, BARZMANN, BARZMAN John, *Communistes au Havre : histoire sociale, culturelle et politique, 1930-1983,* Universités de Rouen et du Havre, 2009.

DI MAGGIO Marco, *Les intellectuels et la stratégie communiste: une crise d'hégémonie (1958-1981)*. Paris, Éditions. Sociales, 2013.

DUCOULOMBIER Romain, *Vive les soviets, un siècle d'affiches communistes*, Paris, Les échappées, 2012.

GADET Rémi *Le Parti communiste en Loire-Atlantique 1958-1981*, mémoire de master sous la direction de Bertrand Joly, 2011

GENEVEE Frédérick, *La fin du secret: histoire des archives du Parti communiste français,*Ivry-sur-Seine, les éditions de l'Atelier, 2012.

GEROME Noëlle, TARTAKOWSKY Danielle *La fête de l'Humanité: culture communiste, culture populaire*. Paris, Messidor-Ed. Sociales, 1988.

HERREROS, "Le phénomène contestataire au sein du PCF en 1978." Thèse de 3eme cycle, 1985.

LAZAR, *Le communisme une passion française*, Paris, Perrin, 243 p.

LAZAR Marc et COURTOIS Stéphane, *50 ans d'une passion française, De Gaulle et les communistes,* Balland, 1991, 342 p.

MARGAIRAZ Michel et TARTAKOWSKY Danièle, Le Front populaire, Paris, Larousse, 2009, 239 p

MARTELLI Roger, *Prendre sa carte, 1920-2009:données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Fondation Gabriel Péri, 2010, 95 p.

MATONTI, Frédérique, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle critique (1967-1980),* Paris: Éd. la Découverte, 2005.

PENNETIER Claude, PUDAL Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste,* Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2002.

ORBAN O, *Kremlin PCF: conversations secrètes,* Paris, 1984 :

ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste, Du Programme commun à l'échec historique de Georges Marchais,* Tome III*,* Paris, Fayard, 1987, 596 p.

ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste, Biograpgie, chronologie,bibliographie,* Tome IV*,* Paris, Fayard, 1987, 974 p.

B) Le PS

BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'ambition et le remords: les socialistes français et le pouvoir (1905 2005),* Paris,Fayard, 2005.

BERGOUNIOUX Alain et CÉPÈDE Frédéric (dir.), *Des poings et des roses*. Le siècle des socialistes, Paris, Éditions de la Martinière, 2005, 255 p.

CASTAGNEZ Noëlline et MORIN Gilles (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Elysée 1971-1981,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

CÉPÈDE Frédéric, « Le poing et la rose, la saga d'un logo », *Vingtième siècle*, Revue d'Histoire, 49, 1996.

ECK Alain Eck, *Alain Savary, un socialiste dans la jungle,* L'Encyclopédie du socialisme, Paris, Bruno Leprince, 2004

HATZFELD Hélène, *Les relations entre le Parti socialiste, la CFDT et le mouvement social de 1971 à 1981*, thèse d'État de science politique sous la direction de LAVAU Georges, IEP de Paris, 1987, 660 p

JALABERT Laurent, *Les socialiste et l'Europ*e, Bruno Leprince, 2008, 125 p.

JALABERT Laurent, « La Convention des institutions républicaines (1964-1971) », *Vingtième siècle,* N°104*,* Paris, Presses de Sciences Po*, pp. 123-139.*

JALABERT Laurent, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches sous la direction de SIRINELLI Jean-François, Centre d'histoire de Sciences Politiques, 2008, 811 p.

JALABERT Laurent*, Le 10 mai 1981 : Mitterrand président. Racines et sens d'une victoire, Paris, Mémoire(s) du socialisme, 2011, 175 p.*

JEANSON Jane et SINEAU Mariette, *Mitterrand et les françaises : un rendez vous manqué*, Paris, Fondation Nationale des Sciences politiques, 1995.

KRAUZ François, *Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n°31, juillet 2002, *p.* 6-159.

LEFEBVRE Denis, *Claude Fuzier : un socialiste dans l'ombre* -L'Encyclopédie du socialisme, Paris, Bruno Leprince, 2004

LEFEBVRE Denis, *1969 et la rénovation socialiste*, Paris, Mémoires du socialisme, 2009

MORIN Gilles, CASTAGNEZ Noëlline, *Pierre Bérégovoy en politique*, Paris, l'Harmattan, 2013

OLLIVIER Anne-Laure, *Gaston Defferre. Un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de doctorat sous la direction de WIEVIORKA Olivier, ENS Cachan, 2011, 1148 p.

SERNE, Pierre. 2003. *Le Parti socialiste 1965-1971*. L'Encyclopédie du socialisme, ISSN 1767-2449 ; 2. Paris: B. Bruno Leprince

C) Les radicaux de gauche

FOGACCI Frédéric, « Depuis 1972, les radicaux de gauche », dans Serge Berstein et Marcel Ruby (dir.), *Un siècle de radicalisme,* Villeneuve-d'Asc, Presses universitaires du septentrion, 2004.

FOGACCI Frédéric, « Chercher l'ambiguïté : les radicaux de gauche et l'union de la gauche », dans Danielle Tartakowsky et Alain Bergounioux, *L'union sans unité Le Programme commun de la gauche*, Rennes, PUR, 2012.

BERSTEIN SERGE, « Les radicaux », dans Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, *Histoire des gauche en France,* Paris, La découverte, 2004.

IV) Les autres organisations

CASTAGNEZ Noëlline, JALABERT Laurent, LAZAR Marc, MORIN Gilles et SIRINELLI Jean-François (dir.), *Le Parti socialiste unifié Histoire et postérité*, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

JALABERT Laurent (dir.) *Gaullistes dans l'Ouest atlantique,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013

KERNALEGENN Tudi, PRIGENT François, RICHARD Gilles, et SAINCLIVIER Jacqueline, *Le PSU vu d'en bas, Réseau sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980),* Presses Universitaires de Rennes, 2009.

RAIMBAUD Christiane, *Raymond Barre*, Paris, Perrin, 2015.

RAVENEL Bernard, *Quand la Gauche se réinventait, Le PSU, histoire d'un parti visionnaire 1960-1989*, La Découverte, 2016.

RICHARD Gilles Richard, Sylvie GUILLAUME et Jean-François SIRINELLI (dir.), *Histoire de l'UDF - L'Union pour la démocratie française,* 1978-2007, PUR, Presses universitaires de Rennes, 2007.

SALLES Jean-Paul, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?,* Rennes PUR, 2005.

V) Les organisations syndicales

ANDOLFATTO Dominique et LABBÉ Dominique, Histoire des syndicats (1906-2006), Paris, Seuil, 2006, 376 p.

BERGOUNIOUX Alain, *Force ouvrière*, Paris, Seuil, 1975, 252 p.

BRANCIARD Michel, *Syndicats et partis, autonomie et dépendance*, 1948 1981, Paris, Syros, 1984.

DREYFUS Michel, *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Complexe, 1995, 408 p.

FRAJERMAN Laurent, BOSMAN Françoise et CHANET Jean-François (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale, 1928-1992*. Histoire et archives en débat, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, 351 p.

HELVIG Jean-Michel Helvig, *Edmond Maire: une histoire de la CFDT,* Paris, Seuil, 2013.

GEORGI Franck, *L'invention de la CFDT, 1957-1970. Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Paris, CNRS-éditions/Les éditions de l'Atelier, 1945, 645 p.

VI) Biographie des acteurs

Biographies des acteurs (ouvrages universitaires et journalistiques)

A) SFIO/CIR/FGDS/PS

ATTALI Jacques

-JOURDAA Frédérique, *La planète Attali*, Paris, Seuil, 2010, 611 p.
-SITBON Guy, *Le cas Attali*, Paris, Grasset, 1995, 237 p.

BÉRÉGOVOY Pierre :

- CASTAGNEZ Noëlline, MORIN Gilles (dir), *Pierre Bérégovoy en politique*, Paris, l'Harmattan, 2013.
-Comité pour l'histoire économique et financière de la France (dir.)*, Pierre Bérégovoy : une volonté de réforme au service de l'économie 1984-1993*, Paris, Ministère de

l'économie, 1998, 425 p.
-RIMBAUD Christiane, *Bérégovoy*, Paris, Perrin, 1994, 466 p.

CHEVÈNEMENT Jean-Pierre

MAKARIAN Christian et REYT Daniel, *Un inconnu nommé Chevènement*, La Table Ronde, 1986, 318 p.

DEFFERRE Gaston

ALEXANDRE Philippe, *L'adversaire du général de Gaulle*, Gaston Defferre, Paris, Solar, 1964, 174 p.
MARION Georges, *Gaston Defferre*, Paris, Albin Michel, 1989, 361 p.

OLLIVIER Anne-Laure, *Gaston Defferre. Un socialiste face au pouvoir, de Marseille à l'élection présidentielle de 1969*, thèse de doctorat sous la direction de WIEVIORKA Olivier, ENS Cachan, 2011, 1148 p.

MITTERRAND François

DUHAMEL Éric, *François Mitterrand. L'unité d'un homme*, Paris, Flammarion, 1998, 260 p.

GIESBERT Franz-Olivier, *Le Président*, Paris, Seuil, 1990, 394 p.

GIESBERT Franz-Olivier, *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire*, Paris, Seuil, 1977, 333 p.

LACOUTURE Jean, *Mitterrand. Une histoire de française*, t. 1 « Les risques de l'escalade », Paris, Seuil, 1998, 511 p.

LACOUTURE Jean, *Mitterrand. Une histoire de française*, t. 2 « Les vertiges dusommet », Paris, Seuil, 1998, 511 p.

PÉAN Pierre, *Une jeunesse française,* François Mitterrand (1934-1947), Paris, Fayard, 1994, 615 p.

ROUSSEL, *François Mitterrand, de l'intime au politique*, Robert Laffont, 2015, 657 p.

MOCH Jules

MÉCHOULAN Eric, *Jules Moch, un socialiste dérangeant*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 558 p.

MOLLET Guy

LAFON François, *Guy Mollet*, Paris, Fayard, 2006, 960 p.
LEFEBVRE Denis, *Guy Mollet. Le mal aimé*, Paris, Plon, 1992, 563 p.

MÉNAGER Bernard et alii (dir.), *Guy Mollet, un camarade en république*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1987, 632 p.

POPEREN Jean

MAUREL Emmanuel, Jean Poperen, une vie à gauche, Paris, Bruno Leprince, 2005, 127 p. - PUDLOWSKI Gilles, Jean Poperen et l'UGCS. Du PSU au Parti socialiste, itinéraire d'un courant politique, Paris, Éditions Saint-Germain-des-près, 1975, 162 p.

QUILLIOT Roger

LEFEBVRE Denis, « Roger Quilliot (1925-1998) », Histoire(s) socialiste(s), n°6, hiver 2002, p. 26-37.

ROCARD Michel

ANDRÉANI Jean-Louis, Le mystère Rocard, Robert Laffont, 1993, 730 p.

ÉVIN Katleen, Michel Rocard ou l'art du possible, Paris, Jean-Claude Simoën, 1979, 243 p.

HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, L'effet Rocard, Paris, Stock, 1980, 363 p.
SCHNEIDER Robert, Michel Rocard, Paris, Stock, 1987, 309 p.

SAVARY Alain

HURTIG Serge (dir.), *Alain Savary : politique et honneur,* Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 336 p.

PRÉVOT Maryvonne, *Alain Savary. Les combats d'une vie (1940-1971)*, sous la direction de SIRINELLI Jean-François, Centre d'histoire de Sciences Politiques, 3 tomes, 2001, 749 p.
PRÉVOT Maryvonne, *Alain Savary, rapporteur du traité de Rome : un 'eurosceptique' rattrapé par l'enjeu européen*, Recherches socialistes, n°38, mars 2007, p. 55-62.

B) PCF

KANAPA Jean

STREIFF Gérard, *Jean Kanapa, 1921-1978,* Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris,
2001

MARCHAIS Georges

TANDLER Nicolas, *L'impossible biographie de Georges Marchais,*Paris, 1980, éditions Albatros, 233 pages

HOFNUNG Thomas, *Georges Marchais*, *L'inconnu du Parti communiste*, Paris, L'Archipel, 2001, 476 p.

WALDECK ROCHET

VIGREUX Jean, *Waldeck Rochet, une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.

JEAN BRUGIE

BRUGIÉ Jean et SOMMIER Isabelle, *Officier et communiste dans les guerres coloniales,* Paris, Flammarion, 2005, 434 *p.*

C) Autres

GEORGES POMPIDOU

ROUSSEL Eric, *Georges Pompidou*, Paris, 2004, Tempus.

JACQUES FOCCART

TURPIN Frederic, *Jacques Foccart Dans l'ombre du pouvoir*, 2015, CNRS, 488 p.

Index Général

Acquier, André.....222 sv
Albeher, Aimé.....371
Allende, Salvador.....376, 378 sv, 397
Althusser, Louis.....245, 501
Andrieu, René.....56, 226, 231, 302, 378, 410, 458
Ansart, Gustave.....233 sv, 317, 468
Antunes, Melo.....388, 392
Aragon, Louis.....68, 205, 369
Asensi, François.....233
Attali, Jacques.....41, 330, 449 sv, 452 sv, 472
Ayrault, Jean-Marc.....116 sv
Baillot, Louis.....407, 415, 428
Balladur, Edouard.....39, 286, 288, 294, 297 sv, 456
Ballanger, Robert.....227, 229 sv, 232 sv
Barillon, Raymond.....81, 173, 325, 355, 369, 435, 442, 485
Barre, Raymond.....303, 360, 524
Barrel,Virgile.....320
Barrère, Igor.....459
Bascoulergue, Alain.....415
Bassi, Massi.....459, 484
Baur, Charles.....99
Baylet, Jean-Michel.....190
Benoist,Jean-Marie.....302, 458
Bérégovoy, Pierre.....34, 77, 189, 191, 208, 223, 417, 425, 434 sv, 451, 468 sv, 471, 473, 523, 525
Bertrand, Mireille.....389, 468
Blanca, Antoine.....386 sv, 514
Blum, Léon.....167, 290, 444
Boccara, Paul.....443, 448
Boizeau, Jean.....**488**
Bonacossa, Jaques.....190
Bord, André.....399
Bordu, Gérard.....89
Borker, Jules.....63, 65, 69, 487
Boss-Ziegling,Cornélia.....371
Boulloche, André.....77, 453
Bracque, Pierre.....389
Bredin, Jean-Denis.....190, 434
Brejnev, Leonide.....374
Brisset, Alain.....321
Broué, Michel.....370
Caillavet, Henri.....166, 510
Capievic, Jean.....211
Carrillo, Santiago.....384
Cartan, Henri.....370

Carvalho, Otelo de....388
Casanova, Antoine....321
Casanova, Jean-Claude....303
Catala, Jean-Michel....440
Ceyrac, François....302
Chaban-Delmas, Jacques....**179, 256**
Chabrol, Claude....206
Chalandon, Albin....302, 458
Chambaz, Jacques....190
Chandernagor, André....92
Chapuis, Robert....177, 247, 259, 261, 268, 329, 514
Charbonnel, Jean....255, 257
Charles Tillon....402, 482 sv
Charles-Roux, Edmonde....190
Chauvel, Christian....219
Chénard, Alain....219
Chevènement, Jean-Pierre. 84 sv, 91 sv, 101, 153, 189, 257, 267, 283, 333, 348, 354, 385, 427, 434, 444, 450 sv, 468, 476, 514
Chirac, Jacques....61, 303, 350, 356 sv, 408, 459, 461, 484 sv
Clostermann, Pierre....485
Colpin, Jean....109, 197
Combes,Raymond....246
Cot, Jean-Pierre....166, 212, 234, 427, 431, 514
Crépeau, Michel....257
Cresson, Edith....436
Cunhal, Alvaro....382
Curie, Joliot....413
D'Ornano, Michel....350, 356
Dalle, Hubert....284
Daniel, Jean....66, 394 sv, 397 sv, 475
Daniel, Joseph....465
Dassault, Marcel....239
De Beauvoir, Simone....270
De Montalais, Jacques....377
Debarge, Marcel....346 sv
Debré, Michel....459, 461
Defferre, Gaston....52, 54, 74 sv, 84 sv, 97, 109, 208, 211, 229, 302, 451, 468, 524, 526
Delelis, André....347
Denis Cépède....77, 130
Desgraupes, Pierre....459
Dronne, Raymond....489
Dubcek, Alexandre....369
Duclos, Jacques....71, 74 sv, 80, 83, 327, 459, 461, 486
Ducoloné, Guy....237
Duhamel, Alain....21, 459 sv, 477 sv, 502
Dumas, Roland....63, 404
Dupuy, Fernand....235
Dutourd, Jean....302

Elkabbach, Jean-Pierre.....22, 360, 460 sv, 477, 502
Elleinstein, Jean.....226, 371 sv, 407, 463
Escudero, Lenny.....207
Estier, Claude……60, 71, 76 sv, 175, 190, 200, 202, 209, 221 sv, 302, 333, 351, 359, 458, 473, 476, 510
Fabius, Laurent.....283, 449
Fabre, Robert. .25, 100, 151 sv, 163, 166, 175, 200 sv, 205 sv, 221, 230, 234, 255 sv, 302, 331, 355, 399, 433, 451, 462, 465 sv, 468 sv, 472, 476 sv, 479
Fajardie, Roger.....346 sv, 352
Fajon, Etienne.....46, 50 sv, 61, 74, 202, 224, 371, 399
Faure, Maurice.....166, 190, 510
Fernandez, Guy.....316
Ferrat, Jean.....207
Figueres, Léo.....244
Filippi, Jean.....166, 184 sv
Fillioud, Gérard.....190
Filoche, Gérard.....265
Fiterman, Charles 21, 32, 35 sv, 191, 197 sv, 245**,** 246, 255, 263, 370, 398, 400, 408, 411, 413, 416 sv, 421, 432, 434, 436 sv, 441, 447 sv, 450 sv, 464, 468 sv, 471, 473, 475, 480 sv, 483, 487 sv, 500, 514
Fizbin, Henri.....35, 211, 350 sv, 356, 370, 413, 438 sv, 498
Fonvieille Alquier, François.....172
Foyer, Jean.....237
Frachon, Benoît.....334
Frémontier, Jacques.....372 sv, 463
Frischmann, Georges.....244
Frossart, André.....174
Fuzier, Claude.....52, 62, 77, 267, 386, 523
Galet, Dominique.....354
Garaudy, Jean.....483
Garaudy, Roger.....68, 483
Garcia, Jean.....89
Garel, Jean.....85
Gau, Jacques Antoine.....237
Gau, Jean-François.....372, 407
Gazier, Jean.....188
Genessaux, Guy.....389
Gennesseaux, Guy.....190
Georges, Guy.....101, 118, 282 sv, 514
Girardot, Pierre.....320
Giscard d'Estaing, Valéry.....33, 59, 207, 248, 256, 270, 281, 294, 299 sv, 304, 447, 457, 459, 467, 470
Gomes, Costa.....388
Gonçalves, Vasco.....388
Gorz, André.....103
Gosnat, Georges.....437, 484
Griotteray, Alain.....461
Guichard, Alain.....95

Habib Deloncle, Michel.....461
Halimi, Gisèle.....270, 272 sv
Hamon, Léon.....256
Henry, André.....274, 284
Hermier, Guy.....224, 335
Hernu, Charles.....406, 423, 428
Herzog, Philippe...41, 132, 190, 419, 434, 440, 447 sv, 450 sv, 459, 468, 473, 480 sv, 502, 514
Hinterman, Eric.....99
Hovnanian, Léon.....255
Hue, Robert.....108
Jacquet, Gérard.....48, 62, 77, 333
Jerôme, Jean.....484
Jospin, Lionel.....248 sv, 333, 352, 359, 394
Jourdain, Henri.....77, 188
Joxe, Pierre.....41, 141, 190, 238, 434, 445, 468, 471
Julliard, Jacques.....31, 369, 396
Juquin, Pierre.....44, 87 sv, 92, 97, 104, 115 sv, 153, 163, 187, 214, 224, 246, 255, 309 sv, 317, 322, 336, 371 sv, 398, 410, 415, 418 sv, 421, 433 sv, 438, 450, 452, 463 sv, 468, 470, 472, 480, 483, 489, 514
Kanapa, Jean....62 sv, 66, 77, 88, 98, 146, 148, 151, 153, 185, 187, 190 sv, 202, 370, 372, 374, 404, 407 sv, 418, 434, 438, 462 sv, 468, 527
Krasucki, Henri.....97, 374, 408
Kriegel Valrimont, Maurice.....483
Krivine, Alain.....176, 356
Laguiller, Arlette.....356
Lajoinie, André.....437, 468
Lamartel, Louis.....302
Lanternier, Lucien.....89, 162, 266
Laurent, André.....377
Laurent, Paul.....52, 188 sv, 202, 208, 227, 243, 261, 334, 399 sv, 451, 457, 468
Lazard, Francette.....474, 488, 501, 514
Lazzarino, Georges.....211
Le Fol, Yves.....260, 321
Le Pors, Anicet.....500, 514
Lebel, Jean Jacques.....372
Lecanuet, Jean.....83, 231, 377 sv, 393
Lecoeur, Auguste.....482, 485 sv, 498
Lederman, Charles.....190
Lejeune, Max.....99
Leroy, Roland…40, 68,76, 202, 214, 220, 224 sv, 244 sv, 261, 296, 341, 370, 389 sv, 392, 415, 418, 437, 457, 461, 474, 489, 514
Letzgus, François.....349
Loncle, François.....188, 190 sv, 202, 214, 222, 255, 401, 434, 451, 466, 470 sv, 476, 514
Loo, Charles-Emile.....211
Luce, Georges.....221 sv
Luchaire, François.....428, 434
Maire, Edmond.....207, 274, 278 sv, 389, 525
Malberg, Henri.....190, 514

Malraux, André....237
Mansholt, Sicco....114, 267 sv
Marchais, Georges....7, 21 sv, 25 sv, 30 sv, 40, 62, 68, 78 sv, 82, 86, 88, 90, 94, 96, 98 sv, 105, 109, 114, 130, 148, 151, 156, 159 sv, 163 sv, 182 sv, 192, 195, 200 sv, 205 sv, 213 sv, 217, 220 sv, 225 sv, 230, 233 sv, 243 sv, 255, 259, 267, 271, 302, 310 sv, 317, 324 sv, 329, 331, 333, 341 sv, 354, 357 sv, 370, 372 sv, 377, 383, 389, 391 sv, 398, 400, 402, 407 sv, 411 sv, 414, 416 sv, 422 sv, 428, 432 sv, 438 sv, 445, 447 sv, 451 sv, 454, 456 sv, 497 sv, 522, 527 sv
Martinet, Gilles....53, 222 sv, 422, 424, 431
Mascarello, Livio....51
Massabieaux, Charles....276
Massot, Marcel....185
Mathey, Lucien....89, 162
Mauroy, Pierre....21, 84 sv, 100, 182, 185, 206, 321 sv, 333, 435, 465, 468, 479
Mayer, Daniel....51, 324
Mayer, Roger....413
Mendès France, Pierre....74
Mercieca, Paul....108
Mermaz, Louis....41, 84 sv, 196, 346 sv, 352, 389, 392, 431
Messmer, Pierre....33, 180, 230, 294 sv, 298, 300, 303 sv, 325, 378, 486
Mexandeau, Louis....117
Mitterrand, François.7, 21 sv, 24 sv, 30, 32, 38, 41, 47, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 69 sv, 76, 83 sv, 90 sv, 97 sv, 100 sv, 110, 116 sv, 141, 146, 151, 153, 159, 163, 165, 174, 184 sv, 194 sv, 200 sv, 205 sv, 210 sv, 213 sv, 218, 221, 223, 227, 229 sv, 234 sv, 241 sv, 246 sv, 249 sv, 255, 257 sv, 261, 268, 272 sv, 280, 283, 285, 296, 307, 324, 326 sv, 338, 340, 347, 356, 358 sv, 368 sv, 375 sv, 385, 387, 389, 391, 395 sv, 402, 406, 416 sv, 420 sv, 432 sv, 442, 446 sv, 451, 459 sv, 462, 465 sv, 475 sv, 479 sv, 483, 487, 489 sv, 493, 497, 499, 501 sv, 526
Moch, Jules....48, 402, 526
Moissonnier, Maurice....194
Mollet, Guy....24, 45 sv, 48, 50 sv, 55, 57, 62, 66, 71, 230, 375, 429, 526 sv
Monod, Jacques....270
Montaldo, Jean....302, 458
Montaron, Georges....396
Montel, Pierre....489
Moreau, Gisèle....335
Morelle, Paul....223
Morin, Edgar....394
Motchane, Didier....92, 222, 333, 385, 427
Mouloudji, Marcel....207
Mousel, Michel....207, 263
Moynot, Jean-Louis....101
Natiez, Jean....219
Noguères, Henri....190, 371
Notebart, Arthur....92, 229
Nourry, Philippe....377
Pacheco, Avelino....382
Padovani, Marcelle....278
Paoli, Marcel....211
Pelletier, Jacques....255

Peron, Yves.....**192**
Perrier, Antoine.....354
Petit, Claudius.....237
Peyrefitte, Alain.....59, 302, 377, 459, 461 sv
Pfister, Thierry.....246, 346, 388, 394, 473 sv, 486
Piccoli, Michel.....207
Pierre, Christian.....211
Piette, Jacques.....97
Piquet, René.....62, 91, 161, 218, 306, 309, 311, 317, 326, 370, 372, 464, 488, 514
Pliouchtch, Leonide.....370,372
Plissonnier, Gaston.....36, 73, 110, 138, 225, 262, 372, 408, 411 sv, 438, 484, 487
Poivre d'Arvor, Patrick.....474, 478
Pompidou, Georges.....65, 74, 95, 230, 275, 285, 298, 319, 323, 326, 339, 378, 456 sv, 528
Poniatowski, Michel.....356, 483, 486 sv
Pontillon, Robert.....37, 62, 84 sv, 190, 333, 382, 386, 394, 434, 468, 473
Poperen, Claude.....188
Poperen, Jean9, 37, 69 sv, 72 sv, 93, 96 sv, 99, 153, 163, 183 sv, 186 sv, 202 sv, 211, 333, 359, 380, 389, 391 sv, 468, 473, 527
Poussy, Guy.....89, 193, 463
Quilliot, Roger.....50, 527
Ralite, Jacques.....190, 229, 335, 464, 514
Righetti, Georges.....332
Rocard, Michel. .103, 144, 190, 247, 259 sv, 283, 306, 321, 325, 330, 434, 449, 453, 460, 466, 468, 471, 474, 504, 514, 517, 527
Rocher, Maurice.....117
Rochet, Waldeck.....46, 49, 51, 54 sv, 57 sv, 62, 65, 68 sv, 72, 479, 528
Rolant, Michel.....278
Rostand, Jean.....270
Routier-Preuvost, André.....219
Salengro, Roger.....487
Salini, Laurent.....336
Sanguinetti, Alexandre.....459
Sarre, Georges.....196, 221 sv, 278, 333, 350 sv, 353, 356
Saunier, Claude.....321
Savary, Alain.....24, 76, 81 sv, 186, 523, 527
Schwartz, Laurent.....370
Schwartzenberg, Roger-Gérard.....302
Séguy, Georges.....97 sv, 178, 274 sv, 277 sv, 334, 374, 383, 399
Servan-Schreiber, Jean-Jacques.....100, 179, 231
Sève, Lucien.....7, 23, 89, 91, 159 sv, 162 sv, 514
Simon, Michel.....50
Smrkovsky, Joseph.....369
Soarès, Mario.....380 sv, 383 sv, 386 sv, 398
Soljenitsyne, Alexandre.....366, 370, 396
Streiff, Gérard.....372, 407, 414
Taddei, Dominique.....85, 100, 221 sv, 242, 333, 389
Thibon, Pierre.....174, 358
Thorez, Maurice.....47, 116, 443

Tillon, Charles.....402, 482 sv
Trillat, Marcel.....372
Vaillant Couturier, Marie-Claude.....59,482
Veil, Simone.....270
Verdier, Robert.....68, 323
Verger, Jean.....259
Vieuguet, André.....161, 188, 374, 412
Vincent, Madeleine.....86, 188, 202, 224, 271, 273, 468, 498
Viveret, Patrick.....424, 427
Wirtz, Daniel.....372
Woimant, Michel.....290 sv
Wolf, Marc.....130
Wolinski,Georges.....474
Wurmser, André.....186
Zaidner, Marcel.....127, 438, 514

Vitrail de l'église d'Izé (Mayenne).

(Copyright : Revue « 303 », photo Bernard Renoux.)

l'université nantes angers le mans
PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

UNIVERSITÉ DE NANTES

Thèse de Doctorat

Titre : Le *Programme commun de gouvernement*
Pour une histoire programmatique du politique (1972-1977)

Résumé : Le 12 juillet 1972, le PCF le PS et les radicaux de gauche signent un accord programmatique, le *Programme commun de Gouvernement*, appelé très vite *Programme commun*. Malgré une dynamique électorale favorable, qui donne naissance à l'Union de la gauche, les discussions très médiatisées du mois de septembre 1977 portant sur l'actualisation de ce programme échouent sur des divergences idéologiques mises de côté en 1972. Ce texte est le programme politique le plus diffusé au cours du XXème siècle en France. Il a marqué la vie politique à un tel point qu'il est possible de qualifier la période 1972-1977 de *moment Programme commun*. L'étude de l'impact de ce texte sur la société et la relecture chronologique de la période mai-septembre 1977 - afin de réévaluer la responsabilité du PCF dans l'échec des discussions - permettent l'écriture d' une histoire programmatique du politique pour la période 1972-1977.

Mots clés : Défense nationale, Nationalisations, Parti communiste français, Parti socialiste, Programme commun, Politique, Radicaux de gauche, Union de la gauche.

Title : A *Common Programme for Government:* A programmatic history of the political (1972-1977)

Abstract : On July 12th 1972, The PCF (French Communist Party), the PS (Socialist Party) and the "radicaux de gauche" party signed a programme agreement entitled "A Common Programme for Government", that soon became known as the "Common Programme". In September 1977, negotiations to renew the programme, which were widely covered by the media, failed because of a re-emergence of ideological divergences that had been put to one side in 1972. This failure occurred in spite of the very favourable electoral dynamic that had given rise to a United Front on the political left. This political programme was most widely distributed in 20th century France. It marked the French political life to the point that it is possible to call the 1972-1977 period the "Common Programme" moment. A study of the social impact of this text and a chronological re-reading of the May-September 1977 period that aims to reevaluate the responsibility of the French Communist Party for the failure of the discussions has allowed the writing of a history of political programmes for the 1972-1977 period.

Keywords: National Defence, Nationalisations, French Communist Party, Socialist Party, Common Programme, Politics, Radicaux de gauche, the Unified Left.